TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 11 079 DERNIÈRE ÉDITION SAMEDI 13 SEPTEMBRE 1980

EN IRAN

L'imam Khomeiny demande aux dirigeants de mettre fin à leurs divisions

LIRE PAGE 8



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 2,30 dir.; Tunisie, 220 m.; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 20 fr.; Canada, $ 1,10; Côte-d'Ivoire, 235 CFA; Danemark, 4,75 kr; Espagne, 50 pes.; G.-B., 35 p.; Grèce, 40 dr.; Iran, 125 ris.; Irlande, 65 p.; Italie, 700 L.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 20 f.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal, 35 esc.; Sénégal, 225 CFA; Suède, 3,75 kr.; Suisse, 1,20 fr.; E.-U., 95 cts; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 28

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Le coup d'État militaire en Turquie

Dans le jeu des Grands

Pour la troisième fois depuis 1960, le haut commandement de l'armée turque est intervenu à l'aube du 12 septembre pour assumer les responsabilités du pouvoir en invoquant sa mission de « maintenir et sauvegarder la République ».

La nouvelle a été donnée par le département d'État américain et confirmée aussitôt par l'ambassade de Turquie à Washington, alors que les autres représentations turques à l'étranger l'ignoraient. Ce fait seul incite à penser que les États-Unis n'ont pas découragé les auteurs de cette opération, d'autant qu'elle se produit au moment où des manœuvres de l'OTAN viennent de commencer en Thrace occidentale avec la participation de trois mille soldats belges, italiens, ouest-allemands. C'est précisément le théâtre sur lequel, aux frontières de la Bulgarie, sont disposées des divisions qui couvrent Istanbul et les Détroits.

Dans la situation internationale actuelle, l'intervention des militaires s'inscrit dans la logique de la « doctrine Truman » de 1947, qui garantissait la défense par les États-Unis du « statu quo » en Turquie et en Grèce. L'adhésion de ces pays à l'OTAN en 1952 en fut la conséquence logique. Les Deux Grands sont soucieux de maintenir l'équilibre des forces, de préserver leurs hégémonies, et aucun d'eux a jamais toléré, à l'Est comme à l'Ouest, la déstabilisation d'un pays de sa zone d'influence en Europe.

Il va cependant de soi que la dégradation du climat politique turc ces dernières années a créé une situation suffisamment grave pour pousser l'état-major à intervenir. Le fonctionnement de la vie démocratique et du système légal, respecté jusqu'aux moindres détails, a abouti en fait au blocage absolu en raison de l'incapacité des dirigeants à s'entendre. L'alternance au pouvoir de MM. Demirel et Ecevit n'a eu d'autre résultat, au fil des années, que de démontrer l'impuissance de l'un comme de l'autre à maîtriser la crise économique et le développement du terrorisme. La seule solution résidait dans leur alliance, que réclamaient les milieux d'affaires et les chefs militaires. Ils s'y sont refusé, avec une égale obstination.

Le terrorisme, qui accroissait chaque mois, sinon chaque jour, le nombre de ses victimes dans tous les camps, résultait certes de l'urbanisation accélérée, du chômage, du désespoir des minorités ethniques ou religieuses opprimées par la poigne de fer du nationalisme turc aussi bien que par la pauvreté. Mais, en arrière-plan, parallèlement aux autorités légitimes, s'instauraient des pouvoirs marginaux, soit dans les « zones libérées » des banlieues d'Istanbul, d'Ankara, d'Izmir, soit dans des bourgades perdues. A ces autorités « révolutionnaires » s'ajoutait une sorte de mafia turque largement alimentée par les fonds des travailleurs immigrés qui gérait une économie « noire », fondée sur la contrebande des armes et de la drogue. Enfin, le réveil de l'islam dans les pays voisins faisait sentir ses effets dans l'est du pays.

Reste que, de même qu'en Italie, on ne saurait exclure que le regain du terrorisme, qui prenait les proportions d'une guerre civile, ait été stimulé par des forces étrangères à la Turquie. A ses frontières, sur 600 kilomètres, l'Union soviétique pouvait-elle renoncer à tenter de détacher de ses alliances occidentales une nation qui tient une place aussi déterminante à la jonction de l'Europe méditerranéenne et du Proche-Orient ?

• L'état-major explique son intervention par le « danger mortel » que courait le pays
• Le Parlement et les partis sont dissous
• Le général Evren annonce des élections et une nouvelle Constitution

L'armée turque a pris le pouvoir ce vendredi 12 septembre, peu avant l'aube, sans effusion de sang. Le plus grand secret avait entouré les préparatifs du coup d'État, bien qu'une certaine effervescence ait été observée dans les unités stationnées dans la région d'Ankara dès jeudi après-midi. Mais la dégradation de la situation politique, économique et sociale que connaissait la Turquie depuis plusieurs années, et la récente multiplication des avertissements de l'état-major au pouvoir civil, laissaient envisager une telle éventualité.

Le général Evren, président du Conseil national de sécurité, a justifié l'intervention de l'armée — la troisième depuis 1960 — par le « danger mortel » que courait le pays du fait des divisions et de la paralysie du gouvernement, du Parlement et des partis. Les uns et les autres ont été dissous.

Le premier ministre, M. Demirel, et le chef de l'opposition, M. Ecevit, ont été placés « sous la protection de l'armée ». Plusieurs autres dirigeants politiques ont été interpellés, dont M. Erbakan, président du Parti du salut national (islamique). L'annonce du coup d'État n'a donné lieu à aucune effervescence particulière dans la matinée à Ankara, où un certain soulagement de l'opinion semble même se faire jour.

Le général Evren a fait au début de l'après-midi une déclaration à la télévision. Selon les premières informations reçues d'Ankara, il aurait annoncé que le Conseil national de sécurité assurait les pouvoirs exécutif et législatif que des élections auraient lieu pour former une Assemblée qui rédigerait une nouvelle Constitution. Il a d'autre part repris les thèmes des différentes mises en garde lancées depuis le début de l'année.

De notre correspondant

Ankara. — « *Non, ça ne peut plus durer.* » La veille de l'intervention militaire, on entendait fréquemment cette phrase dans les foyers turcs, autour de la table familiale. L'homme de la rue las des rivalités et des querelles stériles entre les partis politiques, qui paralysaient le fonctionnement des Assemblées, ne croyait plus guère, ces derniers temps, à une possible amélioration de cette désastreuse situation. Il paraît même, jusqu'à présent, quelque peu soulagé ce vendredi matin.

Alors que l'interdiction de sortir est maintenue, on voit les gens aux fenêtres, à leurs balcons, dans les jardins, bavarder entre eux, plus détendus que d'habitude, et certains même ont commencé à rendre visite à des voisins.

Les forces de l'ordre ne semblent pas appliquer à la lettre l'interdiction de circuler qu'elles ont édictée, du moins dans les quartiers qui se trouvent en dehors des grandes artères. On se téléphone beaucoup, et tout le monde échange des bribes d'informations. La radio émet régulièrement des informations assez détaillées.

C'est par un message du général Kenan Evren, président du Conseil national de sécurité, que l'annonce du coup d'État a été officialisée. « *Les forces armées ont pris le contrôle du pays pour sauvegarder son intégrité territoriale et son unité nationale. L'armée a été obligée de faire face au danger mortel que courait le pays,* a-t-il affirmé. *Nous avons réussi à prendre le contrôle complet du pays.* »

Si l'armée n'avait pas pris « *cette décision historique* » avec une « *détermination consciencieuse* » et « *par amour pour le pays* », a ajouté le général Evren, la Turquie aurait couru à la catastrophe, et les idéaux du kémalisme n'auraient pu être préservés.

Ce communiqué demande en outre aux soldats turcs de respecter la hiérarchie militaire, de se comporter en patriotes disciplinés et de « *lutter contre l'anarchie, les menées séparatistes, la terreur* », mais aussi contre « *les idéaux communistes, ceux du fanatisme religieux et du fascisme* », et pour le kémalisme.

ARTUN UNSAL.

(Lire la suite page 3.)

Pendant la crise polonaise

LES ÉTATS-UNIS ONT FAIT SAVOIR A L'U.R.S.S. QUE LA « PRUDENCE ÉTAIT NÉCESSAIRE »

(Lire page 4.)

AU JOUR LE JOUR

Sécurité

Pour assurer la protection des fonctionnaires des compagnies républicaines de sécurité, dont les conditions de travail deviennent de plus en plus périlleuses, le ministère de l'intérieur vient de les doter de véhicules d'un nouveau modèle dont les vitres en polycarbonate sont à l'épreuve des projectiles et les pneus increvables.

Il ne reste plus maintenant qu'à doter les citoyens d'un nouveau type de C.R.S., plus aptes à assurer leur sécurité.

JEAN-CLAUDE ROUY.

Méditerranée et civilisation du XXI[e] siècle

Rassemblés sous l'égide du parti socialiste dans l'abbaye de Saint-Maximin (Var), des intellectuels de renom et des responsables socialistes de dix-huit pays riverains de la Méditerranée participent jusqu'au 14 septembre à des « dialogues méditerranéens ».

La première partie de cette manifestation organisée sous la forme d'un colloque international devait être ouverte vendredi après-midi par MM. Gaston Defferre, maire de Marseille, et Léopold Sédar Senghor. Le président de la *République du Sénégal*, invité en sa double qualité d'« homme de culture » et d'homme d'État œuvrant au rapprochement Nord-Sud, nous livre ci-dessous son analyse, qu'il doit développer à cette occasion.

La seconde partie de ces « dialogues méditerranéens » permettra de réunir le public, dimanche soir, au Théâtre du Pharo à Marseille, où M. François Mitterrand doit prononcer un discours de politique étrangère.

par LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR (*)

Or donc, le parti socialiste français organise, à Marseille, du 12 au 14 septembre, un colloque sur les cultures méditerranéennes. Celui-ci aura, sans aucun doute, un grand retentissement pour les deux raisons que voici : la qualité des participants et l'importance, aujourd'hui, du problème culturel. Ce n'est pas hasard si, à l'occasion de la session extraordinaire de l'ONU, sur le « dialogue Nord-Sud », la Banque mondiale affirme qu'on ne peut régler les questions économiques sans examiner leur aspect culturel. Je n'ai cessé de l'affirmer depuis plusieurs années.

Le parti socialiste dit « cultures » et non « civilisations » parce qu'il met l'accent moins sur les détails, les faits de civilisation, que sur l'*esprit*, original et irremplaçable, de chaque civilisation : sur *ses vertus*. Il est question de souligner la diversité des civilisations méditerranéennes, mais surtout leur complémentarité : leur « métissage ». C'est ce double caractère qui explique le rôle majeur joué par les civilisations méditerranéennes dès la protohistoire.

Aujourd'hui, les plus grands biologistes du monde, dont les professeurs Jacques Ruffié et Jean Bernard, nous le disent, il n'y a plus de race pure : nous n'avons plus affaire qu'à des métis sur les cinq continents. Pour quoi il vaut mieux parler d'*ethnies* et non de races.

Déjà, dans les années 1930, à l'Institut d'ethnologie de Paris, le professeur d'anthropologie Paul Rivet, qui, précisément, était socialiste, aimait à souligner le rôle de la Méditerranée dans l'histoire de l'homme. Voici, résumé, le propos qu'il nous tenait : « *Regardez une mappemonde aux latitudes de la Méditerranée. Eh bien, c'est là que se sont formées les premières et les plus grandes civilisations du monde : celles de l'Égypte, de Sumer, de la Grèce, de Rome, de l'Iran et de la vallée de l'Indus, de la Chine du Sud et du Japon, des Aztèques et des Mayas, sans oublier les Arabes. Elles se sont élaborées à la rencontre de trois grandes races : par ordre alphabétique, la blanche, la jaune et la noire.* » Un dernier point, important, du message de Paul Rivet : l'*homo sapiens*, dont descendent, avec les trois grandes races, tous les hommes actuels, était le fruit du métissage.

(Lire la suite page 14.)

(*) Président de la République du Sénégal, membre de l'Internationale socialiste.

Lire page 12 :

« ET L'ON S'EN FOUT »...

par RAYMOND BARRILLON

La C.G.T. répond à la C.F.D.T.

F.O. plaide pour le réformisme

M. Bergeron a, ce vendredi 12 septembre, plaidé de nouveau pour le réformisme (lire page 38). La C.G.C. pourrait de son côté, en cas d'échec dans ses discussions avec le gouvernement, confirmer la candidature d'un de ses dirigeants à l'élection de 1981. On murmure le nom de M. Mandinaud, ancien secrétaire général de l'Union des cadres et techniciens, qui a fusionné avec la C.G.C.

D'autre part, M. Séguy, secrétaire général de la C.G.T., répond ci-dessous au discours de Nantes de M. Maire.

La question de fond

par GEORGES SÉGUY

Pour qui a suivi la trajectoire de la C.F.D.T. depuis janvier 1978, c'est-à-dire depuis la publication d'un rapport (1) définissant le sens de son recentrage, le récent discours d'Edmond Maire à Nantes n'a rien de surprenant.

Il s'inscrit dans une logique qui, depuis trois ans — et non pas depuis mars 1978, — voit la C.F.D.T. parcourir en marche arrière le chemin sur lequel elle s'était engagée après que la tendance « Reconstruction » fut devenue majoritaire au sein de la C.F.T.C.

Ce rapport présentait une critique de l'action antérieure de la C.F.D.T., *et donc de l'unité d'action avec la* C.G.T., trop globalisée, trop antigouvernementale. Il portait, sur la crise, des appréciations minimisant ses origines nationales pour privilégier *sa dimension internationale*, et préconisait une meilleure « prise en compte des problèmes réels vécus dans la production et la société », ce « réalisme » étant rendu nécessaire, *selon l'analyse du rapport, par* le caractère inéluctable de la crise commandant aux syndicats une adaptation à celle-ci de leurs propositions et revendications.

(Lire la suite page 36.)

(1) Rapport présenté au nom du bureau national de la C.F.D.T. au Conseil national du 26 janvier 1978 par Jacques Moreau, aujourd'hui député socialiste au Parlement européen.

Querelles

Les accusations continuent de tomber sur la scène syndicale. Après les vives critiques de M. Maire contre l'alignement de la C.G.T. sur le P.C., reprises de manière plus feutrée par M. Henry (FEN), c'est au tour de la centrale cégétiste de répondre et d'accuser. M. Séguy démontre ci-contre que le bilan du « recentrage » cédétiste est « globalement négatif », *et ses arguments tendent à souligner que les querelles syndicales s'expliquent aussi par le divorce entre P.C. et P.S. et, au-delà, par la façon d'appréhender la crise économique. Les amis de M. Séguy dénoncent aussi les* « propos révoltants » *du leader de la FEN, tout en accusant des membres du Syndicat des instituteurs d'être des* « briseurs de grève ».

Faut-il en conclure que ces querelles vont isoler la C.G.T. et faciliter la constitution d'un front « réformiste » de F.O. à la C.F.D.T., comme le souhaite la C.G.C. ?

S'il existe des contacts entre des responsables de F.O., de la C.F.D.T. et de la C.G.C., ils sont limités à des revendications précises, comme sur la durée du travail. C'est d'une fragile entente cordiale plutôt que de front commun qu'il faut parler. Quant à l'isolement de la C.G.T., il devrait s'accentuer avec la campagne présidentielle, sans exclure pour autant l'unité d'action sur les fronts ponctuels des entreprises.

En fait, le grand danger que courent les dirigeants syndicaux est tout autre : alors que chacun veut, dans son discours de rentrée, motiver ses troupes et affirme son souci de relancer l'unité d'action à la base, les propos tenus, la façon générale de hausser le ton, les accusations proférées, risquent d'aggraver la démobilisation de la base et l'individualisme désabusé de bien des salariés. Les premiers meetings de la C.G.T. ont rassemblé peu de monde, celui de la C.F.D.T. guère plus. Seule F.O. peut se vanter de réunir — une fois n'est pas coutume — des milliers de militants, tandis que la C.G.C. prépare un vaste rassemblement de cadres pour ses prochains états généraux.

LE « DON GIOVANNI » DE BÉJART A GENÈVE

Dans Venise la morte

« *Toute la pièce est une grande marche continue où l'on ne s'arrête pas, comme le mouvement perpétuel des êtres, des éléments, des rues, des choses, dans ce labyrinthe où tout est en perpétuelle transformation* », dit Maurice Béjart.

Sa mise en scène de *Don Giovanni*, qui inaugure la saison du Grand Théâtre de Genève (maintenant placé sous la direction de Hugues Gall, l'ancien adjoint de Rolf Liebermann à l'Opéra de Paris), se déroule à Venise, mais une Venise en ruine, *moribonde, déchue, qu'on dirait au* moment de s'engloutir dans la lagune comme Don Giovanni dans les enfers.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 28.)

EUROPE

Le coup d'État militaire en Turquie

La dégradation de la situation économique

De notre correspondant

Ankara. — A la veille du coup d'Etat militaire, la situation économique de la Turquie était très diversement appréciée par les milieux politiques ou professionnels : *optimisme* du côté de la majorité, satisfaction mitigée dans les milieux d'affaires, mécontentement chez les syndicats, cri d'alarme dans l'opposition politique.

Pour M. Ozal, sous-secrétaire d'Etat chargé du plan et bras droit du chef du gouvernement renversé, M. Demirel, la Turquie avait enregistré une nette amélioration de sa situation. « *Nous avons réussi à réduire le taux d'inflation avec une célérité jamais réussie au monde* », déclarait-il, se basant sur un net ralentissement de la hausse des prix de gros. M. Ozal se félicitait aussi du fait que la pénurie des produits pétroliers était totalement surmontée, les stocks s'élevant à plus de 1 million de tonnes. Il soulignait enfin que la récolte de céréales s'annonçait très bonne et que la propension à l'épargne des particuliers s'était redressée.

Le principal négociateur turc avec les prêteurs étrangers devait toutefois reconnaître « *qu'il faudrait encore trois à quatre ans d'efforts* » — notamment le vote d'une réforme fiscale — pour que l'économie turque soit vraiment guérie. Les pays étrangers amis avaient accordé à Ankara des facilités financières de l'ordre de 7 milliards de dollars pour 1980, sous forme de crédits et de reports de remboursement de dette.

Les dirigeants du secteur privé, eux, déploraient que la relance industrielle ne se soit toujours pas réalisée. M. Yazar, président de l'influente Union des chambres d'industrie et du commerce, avait récemment fait remarquer que l'on « *ne saurait contrôler indéfiniment les pressions inflationnistes grâce au soutien de l'aide étrangère* ». Selon lui, la voie du salut devait passer par l'accroissement de la production et par le développement d'exportations qui stagnent.

Le déficit chronique du commerce extérieur turc s'élevait déjà à 1,8 milliard de dollars pour les sept premiers mois de 1980, soit 33 % de plus que durant la période janvier-juillet 1979. De même, la « *manne* » des rentrées de devises provenant des mandats des ouvriers turcs émigrés a à peine dépassé le seuil de 1 milliard de dollars en juillet, soit 16 % de moins que l'an dernier, malgré un taux de convertibilité supérieur. Le secteur touristique lui aussi n'a pas connu une bonne année : la balance n'a été positive que de 59 millions de dollars pour les six premiers mois de 1980, soit 43 % de moins que durant la même période de 1979.

Pour sa part, le patronat (l'Association des industriels et les hommes d'affaires turcs) estimait que la politique économique du gouvernement renversé ne saurait être qualifiée d'échec. Il soulignait toutefois la très basse utilisation de la capacité de production des entreprises et le déficit de la balance des paiements (1,1 milliard de dollars fin juin, contre 345 millions pour les six premiers mois de 1979), qui risquait de dépasser 2 milliards de dollars à la fin de 1980. En outre, le déficit budgétaire a atteint, fin juin, 33 milliards de livres turques et le gouvernement s'était trouvé dans l'obligation d'accroître la masse monétaire (+ 15,8 % pour le seul mois d'août), ce qui risquait de provoquer les âpres critiques des experts « monétaristes » du F.M.I.

L'agitation sociale continuait d'ailleurs. Plus de cinquante mille ouvriers, notamment dans le secteur des articles ménagers, s'étaient mis en grève, tandis que le gouvernement s'affairait à faire reporter d'un ou deux mois le déclenchement de plusieurs grèves légales, invoquant la cause de l'intérêt national. La rupture paraissait imminente, à moins d'un imprévu, dans le secteur des textiles : les syndicats menaçaient le patronat d'appeler à la grève leurs quelque cent mille adhérents si celui-ci ne se montrait pas assez généreux dans les conventions collectives en cours de négociation. Le chômage, « fléau social », frappe au moins 20 % de la population active turque ; les chiffres officiels parlaient de 2,5 millions de sans-emploi.

Pour le leader de l'opposition, M. Ecevit, convaincu que « *le gouvernement et les milieux d'affaires allaient tendre un piège aux travailleurs* », la hausse des prix (de l'ordre de 62 % entre janvier et juillet, au lieu de 44 % pendant la même période un an plus tôt) dépassait sensiblement celle des salaires. D'où une baisse du pouvoir d'achat qui expliquerait l'abondance relative des denrées non achetées dans les étalages.

Stigmatisant la baisse de la production, notamment du charbon, du ciment, des engrais, du fer et du cuivre, les conseillers de M. Ecevit prévoyaient une baisse de l'ordre de 7 % du produit intérieur brut à la fin de l'année. — A. U.

Dix ans de guerre civile larvée

1970

JUIN. — Après des heurts sanglants entre ouvriers et policiers, le gouvernement Demirel impose l'état de siège pour un mois dans certains départements.

1971

A partir du mois de janvier, des attentats sont commis presque chaque jour, en particulier à Istanbul et à Ankara.

12 MARS. — Le haut commandement prend le pouvoir politique sous son contrôle.

26 AVRIL. — L'état de siège est proclamé dans onze départements. Il sera prorogé jusqu'à l'automne 1973. La répression s'abat sur les militants des partis de gauche et les intellectuels.

22 JUILLET. — Le parti ouvrier turc est interdit.

1972

4 MAI. — L'armée est mise en état d'alerte. Assassinat du commandant en chef de la gendarmerie.

6 MAI. — Trois dirigeants de l'« Armée populaire de libération » sont pendus. Arrestation de plusieurs centaines de personnalités de gauche.

1973

14 OCTOBRE. — Elections générales. L'armée s'en tient à l'écart. Fin de l'état de siège.

1974

25 JANVIER. — Investiture du gouvernement Ecevit.

20 JUILLET. — Intervention des troupes turques à Chypre.

11 NOVEMBRE. — L'extrême droite provoque des incidents sanglants à l'université d'Ankara. Les affrontements s'étendent à toutes les universités.

1975

Le cycle des agressions et de la répression continue.

31 MARS. — Retour au pouvoir de M. Demirel.

NOVEMBRE. — La rentrée universitaire est marquée par de nouveaux affrontements mortels.

1976

13 OCTOBRE. — Suppression des cours de sûreté de l'Etat créées en 1973 et qui avaient jugé 3 244 personnes.

NOVEMBRE. — Fermeture des universités d'Ankara et d'Istanbul.

1977

1er MAI. — 34 personnes sont tuées et 200 blessées au cours d'une fusillade, pendant un meeting électoral.

5 JUIN. — Les élections générales dégagent une majorité de droite.

1978

17 JANVIER. — Retour de M. Ecevit au pouvoir.

Le rythme des attentats s'accélère. Ils font 800 morts au cours de l'année. De nombreuses arrestations ont lieu dans les milieux extrémistes.

23-24 DECEMBRE. — Massacres à Karamanmaras : 30 morts, 1 000 blessés. L'état de siège est proclamé dans treize départements.

1979

Le gouvernement Ecevit demande la prolongation de l'état de siège et son extension aux départements de l'Est où s'agitent les minorités kurdes.

24 OCTOBRE. — M. Ecevit démissionne après la défaite du parti républicain du peuple aux élections partielles. M. Demirel est chargé de former un nouveau gouvernement.

Le terrorisme a fait 2 500 morts au cours de l'année.

1980

1er JANVIER. — Les chefs des forces armées lancent un « avertissement » aux organes constitutionnels pour les mettre en garde contre le développement de l'anarchie.

FEVRIER. — Plusieurs milliers de soldats prennent d'assaut une usine d'Izmir occupée par des grévistes. L'état de siège est étendu à deux nouvelles provinces.

21 MARS. — Premier tour des élections présidentielles, le mandat de M. Koruturk arrivant à expiration. Les Chambres ne parviendront pas à lui trouver un successeur.

JUILLET. — Incidents sanglants à Corum (Anatolie Centrale). La police met fin à une expérience de « comités populaires » dans la municipalité progressiste de Fatsa, sur les bords de la mer Noire. Le ministre de l'intérieur, M. Culcugil, démissionne le 21 juillet. La violence politique fait alors dix à quinze victimes par jour. Parmi elles, M. Nihat Erim, ancien président du conseil, et M. Turkler, dirigeant syndicaliste.

18 AOUT. — M. Demirel dépose au Parlement un projet d'élections anticipées qui est repoussé.

Pologne

PENDANT LA CRISE

Les États-Unis ont fait savoir à l'U.R.S.S. que la « prudence était nécessaire »

A Washington, un porte-parole du département d'Etat américain a déclaré, jeudi 11 septembre, que les Etats-Unis avaient avisé Moscou qu'à leurs avis, la « *prudence était nécessaire* ». Il a refusé de confirmer toutefois les informations détaillées sur ces contacts américano-soviétiques publiées par le « Los Angeles Times », selon lequel à deux reprises pendant les grèves, et surtout après la constitution de syndicats libres, les Etats-Unis avaient, dans un langage diplomatique feutré recommandé aux dirigeants soviétiques de faire preuve de réserve, à la fois dans leurs attitudes et dans leurs actes.

A Paris et à Varsovie, un communiqué conjoint publié jeudi sur le report de la visite du président Giscard d'Estaing, prévue pour la fin de septembre, affirme que cet ajournement a eu lieu à l'initiative de M. Kania, mais réaffirme la volonté des deux pays de « développer des relations amicales », et exprime le souhait que la visite « puisse être réalisée dans un proche avenir ».

On a appris de bonne source, à Paris, que la publication du communiqué fait suite à un message au président Giscard d'Estaing de M. Kania, le nouveau premier secrétaire, et remis le samedi 6 septembre à l'Elysée par l'ambassadeur de Pologne à Paris. Le successeur de M. Gierek aurait exprimé le souhait de maintenir de très bonnes relations avec la France.

A Moscou, M. Leonid Brejnev a reçu, jeudi 11 septembre, M. Mieczyslaw Jagielski, le vice-premier ministre polonais et négociateur des accords de Gdansk. C'est la première fois que le numéro un soviétique rencontre un haut responsable polonais depuis le remplacement de M. Gierek. On avait appris d'ailleurs, le même jour, à Varsovie, que le successeur de celui-ci, M. Kania avait eu, dès sa nomination, le samedi 6 septembre, « un long et cordial entretien » avec M. Brejnev. Selon M. Kania, dont la télévision polonaise a diffusé, jeudi, un enregistrement du discours prononcé mardi à Gdansk, « *le camarade Brejnev a souligné que nous pouvons être sûrs que l'U.R.S.S. apportera à notre direction, à la Pologne, son concours total pour lui permettre de sortir de ses difficultés* ».

Selon l'agence Tass, les « *entretiens chaleureux et amicaux* », de MM. Brejnev et Jagielski ont porté sur « *le renforcement et le développement des rapports multiformes entre l'U.R.S.S. et la Pologne* ». Les deux interlocuteurs ont souligné que « *dans le contexte actuel, il était important en particulier d'accroître, par tous les moyens, l'efficacité de la coopération économique soviéto-polonaise tant sur la base bilatérale que dans le cadre du Comecon* » (conseil d'entraide économique). Le même jour, M. Jagielski s'est entretenu avec M. Constantin Katouchev, représentant permanent de l'Union soviétique auprès du Comecon.

D'autre part, un accord commercial a été signé, le même jour, à Moscou qui prévoit la fourniture à la Pologne en 1980 de « *certains produits industriels et alimentaires* ». Aucune autre précision n'est fournie, mais il est probable qu'il s'agira surtout de pétrole et de céréales.

La Tchécoslovaquie prépare, elle aussi, « *un plan d'aide à la Pologne* », a annoncé à l'ouverture de la Foire internationale de Brno, M. Barcak, ministre du commerce extérieur. Il s'est borné à dire que cette assistance ne devrait « *en aucune façon perturber l'approvisionnement du marché intérieur tchécoslovaque* ».

Le programme des syndicats officiels rénovés

A Varsovie, la compétition entre les syndicats officiels (13 millions de membres avant les grèves et treize mille permanents au moins) et les nouveaux syndicats indépendants s'est traduite par deux conférences de presse tenues jeudi.

Le nouveau président du Conseil central des syndicats (C.R.Z.Z.), M. Romuald Jankowski, a exposé les grandes lignes de l'« *assainissement* » de l'organisation officielle dont il a la responsabilité. Il a indiqué qu'il n'était pas question de remettre en cause les structures officielles, mais de les assouplir. Ainsi, les syndicats professionnels affiliés au C.R.Z.Z. bénéficieraient d'une « *autonomie élargie* » tout en étant coiffés par une direction centrale dont le rôle consisterait à représenter l'ensemble du mouvement dans des questions d'intérêt général telles que salaires, prix, santé, logement, politique sociale.

Ces syndicats rénovés feraient régner la « *démocratie* » en leur sein, respecteraient le « *secret de vote* » dans les élections à tous les échelons et feraient usage du « *droit de grève* », mais « *en dernier recours* ». A un journaliste qui lui demandait s'il avait « *de l'expérience en matière de grève* », M. Jankowski a répondu : « *Votre question est une provocation, car vous savez bien que je n'en ai aucune, mais je profiterai de l'expérience des autres.* »

Mais M. Jankowski se veut apaisant. Il a tendu la main à ses « collègues » des syndicats indépendants en les invitant à « coopérer » afin d'établir un « programme commun » dans l'intérêt de « *tous les travailleurs* ». Il a reconnu la possibilité pour chacun de choisir librement son syndicat et que les C.R.Z.Z. n'envisageaient pas de faire obstacle au travail des nouveaux syndicats. « *Il y a de la place pour tout le monde* », a-t-il dit.

Quelques heures plus tard, huit dirigeants des nouveaux syndicats indépendants ont rendu public un projet d'organisation nationale, dont le syndicat régional de Mazovie (région de Varsovie et de Lodz) sera le noyau.

Une lettre du cardinal-primat

La question des libertés syndicales a, d'autre part, été traitée par le primat de Pologne, le cardinal Wyszynski, dans une lettre adressée le 2 septembre aux responsables pastoraux pour les différents milieux professionnels et dont la presse occidentale a eu connaissance jeudi.

Mgr Wyszynski estime que la grogne ouvrière n'a pas été uniquement provoquée par des raisons d'ordre économique, mais que ses racines sont plus profondes, puisque, selon lui, elles touchent « *la morale, les mœurs et le régime* » (socialiste). Dans ces conditions, le « *renouveau* » *de la Pologne doit obligatoirement passer*, dit-il, *par la liberté complète de l'Eglise dans son activité pastorale, la primauté de la famille, le droit de constituer des syndicats et des associations autonomes, la souveraineté de la nation dans sa propre patrie* ». Et il a reproché aux autorités de s'être essentiellement préoccupées d'accroître la production et le rendement, sans tenir compte « *des possibilités physiques et psychiques* » des travailleurs ni de leurs obligations familiales et religieuses. — *(A.F.P., A.P., U.P.I.)*

Comment naît un syndicat libre

Varsovie *(A.F.P.)*. — *Le dernier-né des syndicats libres polonais est venu au monde en public, dans la nuit* du mercredi 10 au jeudi 11 septembre, dans une atmosphère de « *désordre organisé* » et d'attachement passionné à la démocratie. Il porte un nom bien compliqué : Syndicat indépendant autogéré des travailleurs de la science, de la technique et de l'enseignement, mais semble en parfaite santé.

Tout a commencé — comme toujours en Pologne — par une queue : plusieurs centaines de personnes attendaient, mercredi à 16 heures, devant la porte d'une institution officielle (l'*organisation de supervision technique*) où une pancarte affichée *proclamait : « Nous vous rappelons qu'aucune réunion n'est prévue aujourd'hui à 16 heures »*. Il fallait comprendre le contraire : l'inscription témoignait des réticences de la direction de l'institution, qui a fini par consentir à prêter sa grande salle.

Les portes s'ouvrent. Il faudra près d'une heure pour que tout le monde puisse pénétrer dans la salle. Il faut montrer patte blanche, c'est-à-dire présenter la liste, dûment signée et tamponnée, des travailleurs que l'on représente : un délégué au maximum pour cinquante personnes. Aucune exception n'est tolérée, les *autres seront admis plus tard*, comme « *observateurs* », et ne *pourront ni prendre la parole ni* voter.

Après une soigneuse vérification par la commission des mandats élue entre temps, on comptera 286 délégués représentant 9 800 personnes, dont un nombre impressionnant de professeurs d'université, de chercheurs (scientifiques et littéraires), mais aussi des enseignants du secondaire, des ingénieurs.

La presse a été invitée. « Quelle presse ? », demande l'assistance *méfiante. Il faut se présenter.* On voit se succéder au micro *une journaliste d'un hebdomadaire polonais officiel venue de* sa propre initiative, l'envoyé spécial de l'*Agence France-Presse*, et deux représentants de journaux clandestins *Robotnik* (« L'Ouvrier ») et *Glos* (« La Voix ») tous chaleureusement applaudis.

La séance durera neuf heures. Le respect pointilleux de la démocratie prend du temps : il faut désigner un président de séance, une commission électorale, des scrutateurs, une commission chargée de recueillir les *motions (innombrables), puis une* commission pour l'élaboration des *statuts... Le moindre manquement*, même formel, aux *procédures démocratiques fait* l'objet d'un rappel à l'ordre : on est grisé par ce jeu nouveau, on ne renoncerait pas pour un empire à ses règles.

Lorsqu'un vote à main levée se fait à l'unanimité, le président de séance — un ingénieur de soixante-sept ans, ancien colonel — demande que quelqu'un se dévoue pour voter contre « *pour que ce ne soit pas comme d'habitude* ». Une ou deux mains se lèvent, de bonne grâce.

Plusieurs heures plus tard, *alors que la réunion semble en* passe de sombrer sous le *poids des motions contradictoires*, quelqu'un crie : « *Nous courons à la catastrophe, vous aurez des discussions, mais pas de syndicats.* » Et un représentant du nouveau syndicat ouvrier de la région de Varsovie, « Mazowsze », fait une discrète allusion à la « *discipline* » dont a su faire preuve la classe ouvrière. Mais il n'y aura pas de catastrophe. Le nouveau syndicat sera doté d'un statut provisoire et un comité exécutif de sept membres sera élu par un vote à *bulletin secret*. Aucun membre du parti parmi eux, de *même que dans les autres commissions.*

Certains problèmes — les plus ardus — ont été laissés à plus *tard, en particulier celui d'un* rattachement à un syndicat ouvrier (celui de Gdansk ou de Varsovie ?) : les longues discussions sur ce thème ont laissé paraître deux grandes préoccupations : préserver son autonomie au nouveau syndicat, dont les adhérents sont tous des intellectuels, et ne pas se couper des ouvriers, sans lesquels rien n'est possible.

L'union des intellectuels et *des ouvriers, le grand rêve réalisé* en octobre 1956, on sent *que tous la souhaitent ardemment* : l'arrivée des délégués ouvriers, venus en invités, a été saluée par des ovations de toute l'assistance, debout. De leur côté, les délégués des usines de Varsovie, très émus, ont demandé aide et conseils à cette assemblée de professeurs, et l'une des premières tâches du nouveau syndicat sera de désigner dans ce but une « *commission d'experts* ».

M. EUGENIUSZ KULAGA EST NOMMÉ AMBASSADEUR A PARIS

M. Eugeniusz Kulaga a été nommé, jeudi 11 septembre, ambassadeur en France par le Conseil d'Etat polonais, en remplacement de M. Tadeusz Olechowski, qui occupait ce poste depuis avril 1976 (et qui avait représenté son pays, à Paris, une première fois, de 1969 à 1972).

[M. Kulaga est un diplomate de haut rang : depuis 1975, il était sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Né en France en 1925, à Auby (Nord), dans une famille ouvrière, M. Kulaga a commencé sa carrière au consulat de Pologne à Paris, en 1945. Rentré en Pologne en 1946, il a obtenu un diplôme de l'Ecole supérieure du ministère des affaires étrangères, aujourd'hui disparue. Il a été successivement président de la délégation polonaise à la commission internationale de contrôle pour le Vietnam et le Laos (1955-1956), ambassadeur au Ghana, au Mali, au Dahomey et en Sierra-Leone (1962-1965), directeur adjoint puis directeur du département des organisations internationales (1965-1968) et représentant permanent de la Pologne auprès des Nations unies (1969-1975).

Roumanie

LE GOUVERNEMENT DÉCIDE DE DIMINUER LES DÉPENSES MILITAIRES ET LES FRAIS BUDGÉTAIRES

Bucarest *(A.F.P.)*. — Le gouvernement roumain a annoncé qu'il avait décidé de diminuer de plus de 2 milliards de francs les dépenses militaires et les autres frais de fonctionnement de l'Etat afin d'« *assurer un accroissement continu du développement socio-économique et du standard de vie* ».

Cette décision, annoncée brièvement par la radio de Bucarest, est la première réaction des autorités aux quelques arrêts de travail sporadiques qui avaient eu lieu cet été en Roumanie pour protester contre le mauvais approvisionnement et les prix des denrées. Il est vrai que la Roumanie est celui des pays de l'Est européen où le niveau de vie est le plus bas ; les problèmes de ravitaillement (en viande et autres produits alimentaires) y sont bien plus aigus qu'ils ne l'étaient, par exemple, en Pologne. De plus, la situation économique intérieure s'est rapidement détériorée cette année, car pour alimenter son ambitieuse industrie pétro-chimique et les autres branches d'industrie gourmandes d'énergie, la Roumanie a dû acheter beaucoup de pétrole à l'étranger pour compléter sa propre production, qui est de l'ordre de 14 millions de tonnes par an.

Les Soviétiques ont accepté d'en livrer un million de tonnes cette année. Il fallait au moins en trouver 4 millions d'autres pour remplacer le pétrole iranien dont la Roumanie importait 5 millions de tonnes par an. Tout ce pétrole doit être payé en devises convertibles et au cours mondial ; les emprunts seuls ne suffisant pas, comme le fait la Pologne, la Roumanie a exporté des produits alimentaires, qui manquent sur le marché intérieur. Or, les investissements agricoles ont été négligés au profit de l'industrie, et les inondations de cette année ont contribué à dégrader la situation.

Le Monde

étranger

LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE EN TURQUIE

L'état-major explique son intervention

(Suite de la première page.)

Les nouveaux dirigeants ont publié peu après un message à la nation qui affirme : « *L'armée turque a pris le pouvoir ce matin à 5 heures, en application de la loi sur le fonctionnement de l'armée, qui lui donne la mission de sauvegarder et maintenir la République turque, en respectant le principe de la hiérarchie militaire (...), et pour préserver l'unité et l'intégrité du pays, empêcher la menace d'une guerre civile fratricide, restaurer l'autorité de l'Etat et vaincre tous les obstacles qui empêchent le bon fonctionnement de la démocratie. Elle demande au pays d'avoir confiance dans son armée, sortie de son sein.* »

Devant « *les contradictions et le mutisme de tous les organes constitutionnels* », devant « *les luttes fratricides stériles* » entre les partis politiques qui ont négligé de prendre les mesures qui s'imposaient, les forces subversives ont pu se développer librement et multiplier leurs actions, ajoute le communiqué. « *Les institutions d'éducation, l'administration, les forces de sécurité, les institutions ouvrières, les partis politiques* » ont été « *l'objet d'attaques et de pressions* » et le pays était arrivé « *au seuil de la désintégration et de la guerre civile* ».

Seul le syndicat modéré reste autorisé

Les premières dispositions prises par le conseil national de la sécurité précisent que le gouvernement et le Parlement sont dissous (les députés étant déchus de leur immunité parlementaire). L'état de siège, déjà en vigueur dans vingt et une des soixante-sept provinces, est étendu à tout le territoire, et il est désormais *interdit d'entrer dans le pays ou* de le quitter (sauf pour les touristes et les travailleurs turcs à l'étranger venus passer leurs vacances en Turquie). Tous les partis politiques sont interdits, et l'armée occupe leurs sièges. Le chef du gouvernement et celui de l'opposition, MM. Demirel et Ecevit, *sont placés « sous la protection »* des forces armées, de même que les dirigeants des deux grandes centrales syndicales DISK (proche des communistes) et MISK (proche du Parti du mouvement nationaliste).

Le plus grand syndicat, le Turk-IS, modéré, est cependant autorisé à fonctionner. Toutes les associations, sauf celles dont l'utilité publique est évidente, comme *le Croissant-Rouge, sont* suspendues, et un certain nombre d'activités publiques, des matches sportifs aux banques, sont interdites jusqu'à nouvel ordre, la population étant, de toute façon, invitée à rester chez elle en attendant d'autres instructions.

La recrudescence de la violence

Si la prise du pouvoir par l'armée n'a guère surpris l'opinion turque, c'est notamment parce que le commandement militaire avait, en particulier depuis le début de cette année, multiplié les avertissements et les mises en garde au gouvernement et aux partis. Dans le même temps, on avait assisté à une forte recrudescence de la violence politique : ce sont environ deux mille personnes qui ont trouvé la mort dans des attentats depuis le début de l'année en Turquie.

Le Parti du salut national, d'autre part, défiait de plus en plus ouvertement le régime, en demandant l'instauration d'un pouvoir religieux au cours de manifestations parfois violentes. Le commandement, en outre, aurait été, selon certains témoignages, convaincu que l'on allait assister à une offensive de la part des communistes. Au cours de manifestations commémorant la fondation du P.C. turc, déjà interdit avant le coup d'Etat, des banderoles piégées auraient explosé au moment où des policiers tentaient de les arracher. Or, jusqu'à présent, les communistes se tenaient à l'écart du terrorisme et condamnaient les méthodes violentes du gauchisme armé.

Ces derniers temps, en outre, les relations soviéto-turques se sont détériorées. Selon certaines sources, les émissions pirates de l'Allemagne démocratique, Notre Radio, organe du P.C. turc clandestin, critiquaient ouvertement le régime et demandaient à toutes les forces de gauche de passer à l'action. Pour l'armée, il ne semble pas, en revanche, que la recrudescence du fanatisme religieux ait été le danger principal.

Des différences avec 1960

Le nouveau coup d'Etat militaire — le troisième depuis 1960 — présente avec la première intervention de l'armée dans la vie politique de la Turquie moderne certaines différences importantes. En 1960, la hiérarchie n'était pas respectée : les capitaines se trouvaient côte à côte avec les généraux au sein de la junte militaire, alors qu'aujourd'hui il s'agit de tous les chefs des forces armées placés sous l'autorité du chef d'état-major. Ce n'est pas par hasard si, dans son message aux armées, le général Evran souligne que l'intervention de l'armée se fait selon « *les principes de la hiérarchie* » et demande aux membres des forces armées de respecter la discipline.

En 1960, on avait assisté à l'intervention des cadets de l'école de guerre d'Ankara. Le gouvernement et le Parlement avaient également été dissous, mais il y avait eu, en plus, une vague d'arrestations chez les parlementaires, ce qui n'avait pas *été le cas le 12 mars 1971*, où les militaires n'étaient pas intervenus directement et avaient laissé le Parlement fonctionner. Aujourd'hui, les principes chers à l'armée, la discipline et la hiérarchie, ont été respectés.

L'intervention de l'armée s'est déroulée sans effusion de sang jusqu'à présent, dans un pays en proie depuis de longues années au terrorisme le plus meurtrier. La dégradation très rapide de la *situation économique*, la *fuite* des capitaux, certaines inégalités sociales spectaculaires, font que l'homme de la rue ne paraît pas porté, au moins dans l'immédiat, à regretter le régime suspendu par les militaires et la période qui a précédé leur intervention. Il espère aussi, probablement, qu'ils sauront une fois encore ne pas s'installer au pouvoir en dictateurs et qu'ils regagneront leurs casernes une fois un certain redressement accompli, comme en 1960. Mais combien de temps leur faudra-t-il cette fois-ci ?

Un message du général Evren

Le général Evren, entouré des *commandants des armées de terre*, de l'aviation, de la marine, de la gendarmerie, s'est adressé à la nation à midi par la radio et la télévision. Il a dressé un sévère réquisitoire contre le Parlement paralysé, l'administration impuissante, la justice timorée et lente, et les établissements d'enseignement. Il a annoncé que *le Conseil* national de sécurité assumera provisoirement les pouvoirs législatif et exécutif jusqu'à ce que soit mis en place une nouvelle Assemblée et un gouvernement. Il a promis le retour à la normale après la révision de la Constitution, celle des lois sur les partis politique et le système électoral, ainsi que la réalisation des mesures administratives et des réformes sociales nécessaires.

Le chef de l'armée a réitéré son attachement au régime démocratique et au respect des droits de l'homme. Il a demandé au peuple d'avoir confiance en l'armée. Il a déclaré que les partis, dont le fonctionnement est à présent suspendu, seront autorisés, le moment venu, à *fonctionner de nouveau*, avant la tenue des élections.

Les chefs des principaux partis, mis sous surveillance dans plusieurs villes, seront libérés aussitôt que possible. Les parlementaires ne seront pas inquiétés, sauf, cependant, ceux qui auraient commis des actes *contraires aux lois auparavant*. En effet, environ cent cinquante parlementaires appartenant à divers partis auraient été placés en garde à vue. L'interdiction de sortir est levée jusqu'à 20 heures.

ARTUN UNSAL.

LA COMPOSITION DU CONSEIL NATIONAL DE SÉCURITÉ

Président : général Kenan Evren, chef d'état-major ;

Membres : général Nurettin Ersin, commandant des forces armées ; général Tahsin Cahinkaya, commandant des forces aériennes ; amiral Nejat Turner, commandant de la marine ; général *Sedat Celasun, commandant* de la gendarmerie nationale.

Le général Haydar Saltik, qui était jusqu'ici commandant de l'armée de l'Egée, a été nommé secrétaire général du Conseil national de sécurité. Il passe pour être le meilleur expert de l'OTAN parmi les officiers.

LE GÉNÉRAL KENAN EVREN
Un soldat excédé par les querelles des hommes politiques

Le général Kenan Evren, chef d'état-major général turc, président du conseil national de sécurité, qui a pris en main le pouvoir en Turquie, est âgé de soixante-deux ans.

Après avoir terminé ses études en 1938 à l'académie militaire, il a servi comme officier d'artillerie dans différentes unités. Il a participé à la guerre de Corée en tant que membre du contingent turc. Il assume ensuite le commandement de la I[re] armée, dont le quartier général est à Istanbul.

Nommé chef d'état-major du commandement de l'armée de terre, le général Evren devient ultérieurement chef d'état-major adjoint des forces armées. A ce titre, il présidait une mission militaire qui visita l'Union soviétique en 1975.

L'année suivante, il est nommé commandant de la IV[e] armée, dont le quartier général est à Izmir.

Après la démission du commandant des forces terrestres, due à un conflit entre l'état-major général et le premier ministre de l'époque, M. Suleiman Demirel (août 1977), le général Evren est appelé à ce poste, qui est le tremplin habituel pour devenir chef d'état-major général, fonction qu'il occupe en mars 1978. Il doit partir en retraite le 31 mars 1981.

Depuis lors, le général Evren a donné plusieurs avertissements aux politiciens, invitant les partis politiques à remplir leur devoir.

Dans la lettre qu'il a remise, en décembre 1979, au président de la République turque, le général Evren demandait qu'il soit mis fin aux tiraillement stériles, et que l'on se penche d'urgence sur les problèmes du pays, notamment, la lutte contre l'anarchie, le terrorisme et les courants séparatistes.

Dans la déclaration qu'il a faite le 13 mai 1980, à son retour de Bruxelles, le général Evren appelait de ses vœux une élection rapide du président de la République. Il affirmait qu'il était temps que tous les partis, ceux de droite, de gauche et du centre, se mettent d'accord pour régler la question du président de la République. Cet appel avait suscité des protestations au sein de toutes les formations politiques.

ATHÈNES : pas de surprise.

(De notre correspondant.)

Athènes. — C'est à 6 heures du matin que les Grecs ont appris par le premier bulletin d'informations radiophoniques le coup d'Etat militaire en Turquie. Dès jeudi, toutefois, la presse grecque *laissait clairement entendre que* les tanks ne tarderaient pas à intervenir à Ankara.

Par suite de la crise chypriote, des problèmes de la mer Egée et du veto turc opposé à la réintégration de leur pays à l'OTAN, les Grecs sont depuis longtemps sensibilisés aux affaires turques, et suivent avec une toute particulière attention la dégradation de la situation dans le pays voisin. Ils étaient convaincus que, les partis turcs se refusant à former un gouvernement de large coalition, l'intervention des militaires devenait inéluctable.

D'autre part, les Grecs savaient que les Etats-Unis et l'OTAN voulaient en finir avec l'ambiguïté de la politique suivie par Ankara avec ses alliés et avec la Grèce. On estime à Athènes que le coup d'Etat militaire répond aux pressions exercées par Washington et l'OTAN afin que soit tranché ce qui était devenu un nœud gordien.

Le gouvernement hellénique examine avec soin le nouvel état de *fait créé par le putsch militaire*. Ce n'est que dans la soirée que M. Mitsotakis, ministre des affaires étrangères, devrait faire une première déclaration, vraisemblablement très réservée.

MARC MARCEAU.

AU SIÈGE DE L'OTAN : un certain soulagement.

Bruxelles *(A.F.P.)*. — Au siège de l'OTAN, bien qu'aucun commentaire officiel n'ait encore été formulé ce vendredi 12 septembre en fin de matinée, un certain « soulagement » était perceptible dans les milieux atlantiques. On estime que le pays, déchiré entre les terrorismes de droite et de gauche, allait à la catastrophe et que l'aide économique massive accordée par les pays occidentaux à Ankara risquait d'être compromise.

On souligne à Bruxelles que les militaires, chaque fois qu'ils ont pris le pouvoir, l'ont rendu aux civils. Le chef d'état-major général, auteur du coup d'Etat, le général Kenan Evren, et son adjoint, le général Haydar Saltik, sont tenus en très haute estime par l'état-major du SHAPE. Le général Saltik est généralement considéré comme « l'homme fort » de l'armée.

Depuis le début de l'année les généraux avaient multiplié les avertissements

Les dirigeants politiques turcs ne pourront pas prétendre à la surprise, sinon à celle de constater que le haut commandement avait longtemps attendu pour intervenir. A trois reprises depuis le début de l'année, l'armée avait lancé des avertissements en invoquant sa mission de « *garante et vigile de la République selon la Constitution* ». Le 1[er] janvier, c'est au chef de l'Etat qu'un texte était remis demandant que « *les partis politiques qui s'inspirent d'une vue kémaliste et nationale cherchent en commun, dans le cadre du régime parlementaire démocratique, des mesures et des remèdes contre l'anarchie, la terreur et le séparatisme* ». Le 13 mai, revenant d'une réunion de l'OTAN, le général Evren insistait pour que les partis se mettent d'accord *pour régler enfin l'élection* du président de la République, encore en suspens depuis la fin de mars. Le 30 août, dans son message *aux forces armées, il déclarait encore* que la « *tâche du Parlement* » est de « *trouver une solution* » au maintien de l'ordre. « *On ne saurait attendre, disait-il, que l'ordre et la tranquillité du pays soient assurés uniquement par les commandants de l'état de siège* » et il « *déplorait la faiblesse des autorités de l'Etat* ».

Mises en garde destinées à l'opinion et aux milieux politiques turcs, sans doute. Mais le général Evren ne s'était pas exprimé autrement en nous recevant fin avril. Il souhaitait que l'armée fût libérée de ses fonctions *de maintien de l'ordre*, insistait sur la « *différence entre les domaines politique et militaire* » et jugeait que « *la solution obtenue dans le cadre d'un régime démocratique serait toujours préférable à toutes celles auxquelles conduisent des voies non démocratiques* ».

La dégradation même du climat politique, la paralysie presque complaisante dans laquelle gouvernants et parlementaires se laissaient prendre, ou la ferveur d'un rituel bureaucratique complètement coupé de la réalité du pays, se sont poursuivis pendant ces mois, *comme si les responsables* étaient assurés que les militaires ne bougeraient pas. La patience même de ces derniers, qui ont *toujours disposé des moyens matériels* d'intervenir, semble, avec le recul, la preuve de la sincérité des déclarations du général Evren.

Il n'est pas nécessairement naïf de la tenir pour l'élément authentique d'un plus ample calcul, où entrent des données stratégiques, idéologiques et sociologiques.

Au départ, le sentiment d'une légitimité ancrée dans l'histoire. C'est par Kemal Atatürk que le corps militaire a fondé la Turquie moderne, unifiée, centralisée, laïque, et les principes du kémalisme sont invoqués comme des absolus, jamais contestés. Après Kemal, le haut commandement a délégué ses représentants à la présidence de la République, et il s'est toujours, en fonction de ses traditions, jugé mandataire de la préservation des structures de la nation. D'où son hostilité foncière aux mouvements ethniques qui débouchent sur le séparatisme, aux renaissances religieuses qui rongent la laïcité, et à une économie libérale qui aboutirait à démunir l'Etat du contrôle qu'il exerce très largement sur l'activité économique.

C'est ainsi que, à deux reprises déjà, le 27 mai 1960 et le 12 mars 1971, le haut commandement a renversé le gouvernement. Dans le premier cas, Adnan Menderes en fut la victime, le général Gursel devint chef de l'Etat et fit adopter une nouvelle Constitution. En 1971, M. Suleyman Demirel, déjà à la tête du gouvernement, dut démissionner, un cabinet civil lui succéda et des amendements constitutionnels renforçant le pouvoir exécutif furent adoptés. L'instrument légal de contrôle du haut commandement fut alors créé avec la mise en place du Conseil national de sécurité, où les chefs d'état-major des armées siègent avec le chef de l'Etat.

Sur cette philosophie politique ancienne et liée à la notion même de Turquie, se sont greffés des motifs d'ordre sociologique qui, pour n'apparaître pas clairement, n'en sont pas moins certains. Voici des *mois, en effet, qu'on parlait d'un* putsch, non pas des généraux, mais des capitaines, fils d'une bourgeoisie moyenne ou paysanne, très sensibles au nationalisme, au retour de l'islam comme garant des valeurs de leurs milieux d'origine, et inclinant vers un « tiers-mondisme » qui les rendait sensibles aux échos d'un univers dont, précisément, la Turquie officielle s'était détournée avec son ambition de devenir une nation moderne et appartenant à l'Europe.

Autant que la carence des politiques, le général Evren et les autres chefs d'état-major ont peut-être voulu remédier, en en prévenant l'initiative, à une forme de « déstabilisation » gérée non plus par le terrorisme, *mais par de jeunes officiers d'orientation neutraliste et populiste.*

A cet égard, le général Evren, connu comme un homme de conciliation, *aura peut-être tergiversé* le plus possible pour éviter des craquements et des mouvements dont faisaient état les représentants de *l'extrême gauche clandestine.*

Quant aux considérations stratégiques, elles sautent aux yeux. Les dirigeants militaires turcs avaient été ulcérés par *l'embargo américain* sur les livraisons d'armes, décrété après l'invasion de Chypre en juillet-août 1974. L'instrument dont ils disposaient était périmé, guère adapté à une stratégie efficace dans le cadre de l'OTAN. La signature de l'accord sur les bases américaines, en janvier, la reprise des livraisons, l'établissement d'un programme de modernisation, rendaient au haut commandement et aux officiers de métier une justification et des ambitions, que minaient évidemment les missions de maintien de l'ordre. Fallait-il *alors une incitation américaine* pour les amener à brusquer les choses ? Un feu vert suffisait.

Il demeure que ces missions se *sont accompagnées depuis plusieurs* années, et de plus en plus, de méthodes d'interrogatoire dont la brutalité a souvent été dénoncée. On *sait trop quel engrenage saisit* les soldats, lorsqu'ils luttent contre le terrorisme. La torture et le déferlement des arrestations arbitraires n'empêchent rien. Le haut commandement, en l'occurrence, les couvrait. Dans son souci de maintenir la cohésion de ses forces, parviendra-t-il à éviter que les mouvements d'extrême droite ne le piègent dans une alliance dont les effets précipiteraient la guerre civile encore hésitante ? Les directives que donnera le pouvoir militaire sur les méthodes de répression, l'accueil qu'il ferait à un tel soutien éventuel, seront le premier test important de ses orientations.

JACQUES NOBÉCOURT.

L'ARMÉE TURQUE COMPTE 566 000 HOMMES

L'armée turque compte 566 000 hommes (dont 271 000 appelés), auxquels il faut ajouter 120 000 gendarmes, selon l'annuaire « The Military Balance 1979-1980 », publié à Londres par l'Institut international d'études stratégiques.

La ventilation de ces forces *est la suivante :*

— Armée de terre : 470 000 hommes (dont 210 000 appelés), équipés de 3 500 chars M-48 et M-47, 1 500 canons (75, 105 et 155 mm), missiles sol-air (Honest Jones, Cobra).

— Armée de l'air : 51 000 (dont 30 000 appelés). Elle compte 303 avions.

— Marine : 45 000 hommes (dont 31 000 appelés). Elle comprend notamment 13 sous-marins et 12 escorteurs.

Le service militaire est de vingt mois. Le budget de la défense prévoyait pour l'exercice 1979-1980 64,8 milliards de livres turques, soit 2,59 milliards de dollars (environ 11 milliards de francs).

ASIE

Après la session de l'Assemblée nationale chinoise

Compromis à Pékin

M. Zhao Ziyang, le nouveau premier ministre chinois, a prononcé jeudi 11 septembre, au lendemain de la clôture de la session annuelle de l'Assemblée, son premier discours public. Recevant à dîner le chef du gouvernement néo-zélandais, M. Robert Muldoon, il a affirmé que « le danger de guerre s'accroit visiblement (...). Les événements qui ont mené à la seconde guerre mondiale nous ont appris qu'il n'y avait pas d'alternative face aux provocations des agresseurs ».

D'autre part, le général Zhang Aiping, un des nouveaux vice-premiers ministres, a lancé une mise en garde contre toute politique du gouvernement qui *négligerait « la défense nationale de la Chine »*. Cette déclaration, publiée jeudi par « le Quotidien du peuple », intervient quelques jours après la discussion du budget, qui prévoit une réduction des crédits militaires. Le général Zhang a aussi souligné la nécessité de démanteler les « petits clans » qui subsistent dans l'armée.

De notre correspondant

Pékin. — La session de l'Assemblée nationale, qui vient de s'achever à Pékin, laisse à nouveau l'impression qu'un compromis aux moindres frais possibles a été conclu entre *les forces politiques qui coexistent* au sein de la direction.

Si l'on excepte le remplacement de M. Hua Guofeng par M. Zhao Ziyang à la tête du gouvernement, les autres nominations annoncées ont une signification minime. Aucun des trois nouveaux vice-premiers ministres n'est homme à pouvoir modifier l'équilibre du régime. A y regarder de près, les objectifs déclarés du remaniement qui vient d'avoir lieu n'ont pas été atteints : on ne peut parler de rajeunissement quand les promus sont nés à l'époque de la première guerre mondiale ; d'autre part, la séparation des fonctions entre le parti et l'Etat reste de pure forme, et chacun sait que la réalité du pouvoir réside entre les mains de quelques hommes exerçant, par les canaux du *« centralisme démocratique »*, une autorité exclusive sur un appareil dont dépendent toutes les décisions significatives. C'est au sein du parti que se font les choix essentiels. Les débats des Assemblées n'en offrent qu'un reflet.

On ironisait à tort, pourtant, sur le spectacle « parlementaire » qui vient de se dérouler à Pékin. D'abord parce que le jeu de forces concurrentes sinon adverses s'exerce bel et bien à travers un régime encore très clos mais peu homogène. Il ne suffit pas de dire que M. Deng Xiaoping marque des points contre M. Hua Guofeng. Les deux hommes apparaissent comme les représentants — parmi d'autres — de courants différents qui dépassent largement leurs personnalités et correspondent à des conceptions sensiblement divergentes du mode de développement économique, social, politique, culturel qui convient à un peuple d'un milliard d'individus.

« Féodalisme » et gérontocratie

Ce n'est pas une mince affaire de déterminer ce qui peut, au plus tôt, faire le bonheur de la Chine. A l'occidentalisation à outrance choisie par M. Deng Xiaoping, riche de bénéfices à court terme, s'oppose une vue plus traditionnelle, mais aussi plus prudente de progrès équilibré, c'est-à-dire plus lent et évitant que ne se creusent, entre différentes catégories de la population, des écarts lourds de menaces pour l'avenir. Une fois de plus, comme cela s'est déjà produit à plusieurs reprises depuis trois ans, M. Deng n'a pas obtenu tout ce qu'il voulait. Rendez-vous est pris pour le prochain congrès du parti, dans quelques mois, où l'on ne manquera pas d'assister de sa part à une nouvelle offensive.

A ce jeu complexe de courants politiques différents s'ajoute le poids de traditions qui freinent toute volonté de rénovation. La presse, à longueur de colonnes, dénonce les méfaits d'un *« féodalisme »* resté bien vivant dans une Chine, *révolutionnaire en principe*, mais millénaire dans ses rapports sociaux. La révolution culturelle n'a pratiquement pas entamé ces traditions, auxquelles la réaction contre les troubles des dix dernières années donne au contraire une force accrue. S'étonnera-t-on dès lors de la perpétuation d'une gérontocratie dont les racines sont sociologiques ?

Les menus mouvements de septuagénaires émeuvent fort peu la vaste génération des quelque 600 000 millions de Chinois qui n'ont pas encore atteint la trentaine. Chacun sait qu'en dépit des discours célébrant la *« signification exceptionnelle »* de cette session parlementaire, bien peu de choses auront changé dans un monde où sévit toujours la pauvreté, le sous-développement, et que menacent, de surcroît, un début d'inflation et le chômage moralement corrupteur de millions de jeunes gens. Les avantages matériels récemment acquis par diverses catégories sociales peuvent, dans ces conditions, se révéler fragiles.

Reste l'apprentissage d'une forme de démocratie. Le régime, épris d'ordre après avoir vécu sous le signe de la révolution permanente, vient de réduire la liberté d'expression en supprimant le droit à afficher les *« dazibaos »*, ces journaux muraux qui, en dépit des manipulations des pouvoirs, ont permis aux opinions les plus contestataires de se faire connaître depuis quinze ans. Comme pour démontrer qu'il ne s'agissait pas de réduire le peuple au silence, plusieurs députés ont avancé des revendications, des critiques mettant en cause plusieurs services gouvernementaux. En général, cela ne va pas beaucoup plus loin que ce que permettent normalement les lettres de lecteurs publiées — sous contrôle *du parti — par les journaux, et les* thèmes abordés sont le plus souvent de ceux qui ont déjà été soulevés par les représentants du pouvoir : par exemple, la dénonciation du bureaucratisme, des privilèges des « petits chefs », la dila*pidation des fonds publics dans* des projets mal conçus ou hâtivement préparés. Le pouvoir, encore une fois, trouve son compte dans cette aspiration à un assainissement de l'appareil administratif. Mais il n'est pas exclu que le goût de *se mêler des affaires publiques ne* se répande et, dans une civilisation aussi policée que celle de la Chine, ne parvienne très progressivement à influencer un pouvoir central encore fondamentalement autocratique.

ALAIN JACOB.

RÉVOLUTION TÉLÉPHONIQUE

Pékin (A.F.P.). — Le premier annuaire téléphonique réalisé depuis la révolution culturelle vient d'être mis en vente à Pékin. Ainsi un terme est mis au secret entourant jusqu'à présent les numéros de téléphone de la plupart des grands services publics chinois.

Les ambassades, les compagnies aériennes et les organes de presse étrangers installés à Pékin figurent dans cet annuaire à diffusion générale. L'ouvrage comprend une trentaine de pages de publicité et cent soixante-quinze pages de texte, mais ne fournit aucune adresse ou numéro de téléphone de particulier. Il se contente d'indiquer un ou deux numéros par entreprise ou organisme.

La mise en vente d'un tel annuaire constitue une véritable révolution pour les usagers du téléphone, habitués à prendre soigneusement note de tous les numéros usuels, dont l'obtention était jusqu'à présent extrêmement complexe en raison de leur diffusion restreinte.

Le comité central du parti communiste figure à la rubrique des Organisations partisanes avec deux numéros : l'un renvoyant à un Centre de réception pour les requêtes émanant du peuple ; l'autre au département du Front uni, qui rassemble une série de petits partis démocratiques sous la direction du P.C.



DIPLOMATIE

AVANT LE SOMMET DE PARIS

Les problèmes franco-britanniques sont mineurs par rapport à nos intérêts communs

déclare Mme Thatcher à TF 1

Mme Thatcher a accordé à TF 1, jeudi 11 septembre, une interview dans laquelle elle évoque l'état des relations entre Paris et Londres, à quelques jours du sommet franco-britannique qui aura lieu dans la capitale française, le 19 septembre. Le premier ministre britannique a notamment déclaré : *« Il est exact que nous avons eu des problèmes, mais ce sont de petits problèmes au regard de nos intérêts communs. Nous avons, d'autre part, la chance d'avoir des relations étroites, ensemble, avec l'Allemagne (...), et ces relations seront de plus en plus étroites. »*

Mme Thatcher a ajouté : *« Je défends les intérêts de la Grande-Bretagne et je m'attends que M. Giscard d'Estaing défende les intérêts de la France. Mais je m'attends aussi que nous disions tous les deux : « Nous sommes en » Europe, il faut l'équité entre les » partenaires (...). » Il faut essayer, dans notre intérêt commun, d'obtenir un système budgétaire différent, qui soit équitable pour tous. »*

Interrogé sur l'« alignement » diplomatique de la Grande-Bretagne sur Washington au cours des derniers mois, le chef du gouvernement de Londres a répondu : *« Nous faisons partie du monde libre, nous faisons partie de l'alliance occidentale. Nous essayons tous de défendre le monde libre. Nous essayons tous de dire aux pays non alignés : « « Vous avez » le droit de choisir votre propre » destin, conformément à ce que » nous croyons dans le monde » occidental. Le monde communiste, lui, ne donne pas aux » nations le droit de choisir leur » propre destinée (...). » Nous devons travailler avec les Etats-Unis. La sécurité de l'Europe, en dernier recours, en dépend également. »*

LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE DE MADRID

Jean-Paul II a adressé aux États participants un message en faveur des droits de l'homme et de la liberté de conscience

La réunion préparatoire de la conférence de Madrid, qui s'était ouverte mardi 9 septembre dans la capitale espagnole (*le Monde* du 11 septembre), a repris ses travaux jeudi après avoir adopté, la veille, le projet d'ordre du jour présenté par le Liechtenstein. A l'occasion de l'ouverture de cette réunion, le pape Jean-Paul II a adressé un message *« diplomatique et personnel »* aux dirigeants des trente-cinq pays qui y participent, a-t-on appris jeudi au Vatican. La teneur de ce message n'a pas été révélée en détail, mais on indique, à l'Elysée, qu'il s'agit notamment d'un appel *« en faveur des droits de l'homme et tout particulièrement de la liberté de conscience et de religion »*.

Les représentants des pays neutres et non-alignés souhaitent éviter tout affrontement direct entre l'Est et l'Ouest. Mais un premier objet de litige a surgi entre les délégués occidentaux et ceux des pays socialistes : le rôle imparti au « Livre jaune » de la *conférence de Belgrade. Ce document* avait été longuement mis au point lors des débats organisés en 1977-1978 dans la capitale yougoslave et avait donné lieu à de longues négociations américano-soviétiques. Il fixait, jusque dans les moindres détails, l'ordre du jour de la conférence de Belgrade, la répartition de ses différents points entre les séances publiques et les réunions restreintes, ainsi que le calendrier de travail des organismes spécialisés. Il se terminait par la formule : *« Conformément à l'ordre du jour, la réunion terminera en tout cas ses travaux par l'adoption de son document de clôture et la fixation de la date et du lieu de la prochaine rencontre analogue. »*

La plupart des participants à la réunion préparatoire de Madrid — dont la France — considèrent que ce « Livre jaune » doit faire jurisprudence, ou du moins être considéré comme un document de référence. Mais certains redoutent que l'Union soviétique tente de faire supprimer toute référence précise à une nouvelle rencontre dans le texte final de la conférence préparatoire, afin de laisser à la *conférence principale* — qui ne s'ouvrira que le 11 novembre prochain — le soin de décider de l'avenir de la C.S.C.E., en fonction du climat dans lequel se sera déroulée cette seconde grande réunion consacrée au bilan de l'application des accords.

D'une manière générale, la référence à la conférence de Belgrade, qui avait été marquée par de nombreux accrochages entre l'Union soviétique et les Etats-Unis à propos des droits de l'homme, paraît devoir faire problème à *Madrid. Cette controverse* s'est notamment manifestée à l'occasion du débat sur l'appellation exacte de la conférence de Madrid : devrait-on faire mention de celle de Belgrade, ou simplement de celle d'Helsinki ? Sur proposition de la Hongrie, il a été décidé de ne se référer qu'à l'Acte final d'Helsinki. Le titre exact de la conférence de Madrid, tel qu'il a été adopté jeudi, sera donc : *« Réunion de Madrid 1980 des représentants des Etats ayant participé à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, tenue conformément aux dispositions de l'Acte final relatives aux suites de la conférence. »* — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

A TRAVERS LE MONDE

Australie

● M. MALCOLM FRASER, premier ministre d'Australie et chef du parti libéral, a annoncé, le jeudi 11 septembre, devant la Chambre des représentants, que les élections législatives auront lieu le samedi 18 octobre. Le Parlement sera dissous la semaine prochaine ; le mandat des députés et de la moitié des sénateurs expirait à la fin de cette année. — *(A.F.P.)*

Corée du Nord

● LE SIXIEME CONGRES DU PARTI DES TRAVAILLEURS (communiste) se tiendra à Pyongyang du 10 au 13 octobre. La dernière réunion de l'organisme suprême du parti remonte à 1970, bien que ces sessions se tiennent normalement tous les quatre ans. Le quatrième congrès avait eu lieu en 1961, et les divergences au sein du *comité central* du parti ainsi que les difficultés rencontrées dans les relations avec les autres partis communistes avaient contribué à l'ajournement de la session de 1966.

Corée du Sud

● M. WILLIAM GLEYSTEEN, AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS A SEOUL, vient de remettre au président Chon Too-hwan un message de M. Carter. De source américaine, on indique que le président américain exprimerait sa préoccupation au sujet de la répression politique en Corée du Sud et le souhait que le nouveau gouvernement procède à une libéralisation. Le général Chon aurait pour sa part déclaré à l'ambassadeur que les relations entre les deux pays seraient *« consolidées comme jamais auparavant »*. — *(A.F.P., U.P.I.)*.

Éthiopie

● M. GETACHEW KIBRET, ministre éthiopien de la justice, a remis, jeudi 11 septembre, à M. Giscard d'Estaing un message personnel du général Mengistu Haïlé Mariam sur l'utilisation par les Etats-Unis d'installations militaires situées en Somalie et en Egypte. A sa sortie de l'Elysée, le ministre éthiopien a notamment déclaré : *« L'Ethiopie est confrontée à de graves menaces de la Somalie, qui a récemment accordé aux Etats-Unis des bases navales et aériennes à Mogadiscio et à Berbera. »* M. Getachew Kibret a également souligné *« la menace que représentent les bases américaines à Ras Bana, en Egypte »*.

République Sud-Africaine

● LE MINISTERE SUD-AFRICAIN DE L'EDUCATION a annoncé jeudi 4 septembre la fermeture des écoles pour Noirs au Cap, à Port-Elizabeth et à Grahamstown, à la suite de plusieurs semaines de boycottage des cours par les écoliers. Des circulaires ont été envoyées aux parents leur demandant de réinscrire leurs enfants samedi afin que les cours puissent reprendre lundi. — *(A.F.P.)*

ASIE

Les mille résistances afghanes

III. — L'OCCIDENT AVEUGLE ET MANCHOT

Morcelée en groupes rivaux et jaloux de leur indépendance, la résistance afghane est très différente des mouvements de libération traditionnels. Mais cette division fait aussi sa force : multiforme et ancrée dans le terroir, elle est beaucoup moins vulnérable à une offensive soviétique qu'une organisation centralisée (« le Monde » du 11 et 12 septembre).

Par PHILIPPE ROGER

Gawardesh. — *« Les Russes prennent leur temps. Ils savent qu'ils finiront par gagner. »* L'homme qui nous dit cela en offrant du thé et des galettes de sarrasin est un ancien capitaine de l'armée afghane, déjà à la retraite lors de l'invasion soviétique de décembre 1979. Nos passeurs se renfrognent, et le jeune Abdul Rahman rajuste sa kalachnikov sur l'épaule avec une mauvaise humeur martiale. On laisse pourtant parler le *« défaitiste »* : le seul que nous aurons rencontré en un mois, parce qu'il est farouchement nationaliste et antirusse, qu'il a tout perdu, maison et famille, dans un bombardement, et qu'il vit depuis lors dans le dénuement d'une *ferme abandonnée* parmi les ruines de Gawardesh, au Nouristan. Aussi parce qu'il a lu Lénine — *« Bien avant l'époque de Daoud »* — et tout ce qu'il a trouvé en anglais sur la guerre d'Algérie. Il énumère les raisons de pessimisme qui sont présentes à l'esprit de chacun : les divisions des Afghans, leur manque de discipline, l'absence d'armes modernes.

Le silence s'installe. Nos compagnons sortent pour bâter les mules. Abdul Rahman s'occupe à vérifier la sécurité de son arme car, la nuit précédente, il a lâché une rafale en trébuchant sur les cailloux. Au moment où nous partons, le capitaine répète, la main sur le cœur : *« Croyez-moi : ce n'est pas là que les Russes visent. C'est là ! »* et il montre sa tête. *« Ils prennent leur temps »*. Ce geste solennel au milieu de ruines noircies paraît soudain résumer la nature même du conflit. Le problème qui se pose aux Soviétiques est désormais le suivant : existe-t-il une stratégie qui ne soit ni la recherche d'une victoire rapide, ni une « afghanisation » de la guerre.

Une victoire militaire est en effet inconcevable. Tel groupe de moudjahidin peut bien être surpris par l'aviation et anéanti. Mais le nombre de ces groupes est aussi élevé que leurs effectifs sont faibles. Seule efficace, la contre-guérilla menée par des unités légères et mobiles exigerait une collaboration minimale de la population.

D'autre part, les seules pertes sérieuses des Soviétiques ont été subies précisément au cours de telles opérations, en mars, avril et mai. Le dégagement de la base de Chaga-Saraï, qui ferme le sud de la vallée de Petch, en est un exemple. Les moudjahidin et la population, surpris par une attaque combinée, ont eu quelque deux cents morts au cours de leur repli vers le nord. Les victimes appartenaient, pour la plupart, à des familles mitraillées par les M-24, alors qu'elles abandonnaient les villages. Du côté soviétique, aussi, les pertes ont été relativement élevées : quelques dizaines de fantassins — le décompte étant facilité par le fait que les Soviétiques arrêtaient toute la progression à chaque soldat touché, les hélicoptères venant alors se placer en « parapluie » au-dessus de lui afin que nul blessé, ou même mort, ne tombe aux mains des Afghans. Resterait la politique de la terreur, c'est-à-dire l'écrasement systématique de toute vie dans les zones rebelles, *soit l'immense majorité* du territoire. Rien ne permet de parler, jusqu'à présent, d'un tel « génocide ». *Rien n'indique non plus* qu'il se prépare.

Beaucoup plus que les bombardements, *le minage systématique* des frontières et des rives de la Khunar est caractéristique du choix stratégique des Soviétiques. Les mines larguées sont petites, de formes et couleurs variées, destinées à se confondre avec le paysage. Leur force d'arrachement est verticale et d'une portée limitée. Elles mutilent sans tuer, sauf septicémie ultérieure. Leur présence a pour but de couper les voies de ravitaillement des zones libres, d'interdire les contacts avec le Pakistan et, accessoirement, de décimer le bétail, qui reste la principale et parfois la seule ressource alimentaire des populations.

La stratégie soviétique

Les Soviétiques semblent s'être donné une nouvelle stratégie à trois temps. A court terme, ils veulent tenir, tant bien que mal, le *« pays utile »* limité à la capitale, à quelques bases et aux axes routiers. L'insécurité de l'axe vital *Kandahar-Kaboul-Jalalabad* montre que même cet objectif minimal est difficile à atteindre. Plusieurs récits d'engagements révèlent d'ailleurs une assez étonnante inefficacité de l'armée rouge. Ainsi, un convoi militaire attaqué près de Chaga-Saraï par un groupe d'une trentaine de partisans est resté bloqué sous leur feu, le premier véhicule ayant brûlé, de cinq heures de l'après-midi au lendemain midi, sans recevoir de secours aérien. A Herat, comme à Kandahar, il semble que la vieille ville soit aux mains des moudjahidin (*le Monde* du 19 août), l'armée soviétique se contentant de tenir les quartiers périphériques en dehors des bases *militaires* où elle est solidement retranchée. Il en va de même de Jalalabad.

A moyen terme, l'effort porte sur l'infrastructure : pont permanent sur l'Amou Daria, bases importantes et durables, routes nouvelles dans des régions désolées où leur seule raison d'être est stratégique. Par des combattants qui revenaient du Nord, nous avons eu connaissance de la construction d'une telle route dans la vallée du Sanglesh, qui descendrait le Badakhshan en longeant la frontière pakistanaise. Ce tracé, au pied du Pamir, *semble* indiquer l'intention de verrouiller le pays plus radicalement que par des mines larguées *dans des zones pour* le moment incontrôlables. Tout donne à penser que cet effort est jugé prioritaire *par le commandement* soviétique, et que les opérations de *« reconquête »*, si elles doivent avoir lieu, ne seront entreprises qu'après son aboutissement.

C'est à long terme, enfin, que la stratégie soviétique retrouve une cohérence politique et idéologique. Pendant l'été 1978, Olivier Roy, qui m'a accompagné dans la mission ici relatée, assistait à une séance d'éducation politique dans un village du Laghman (1). L'instituteur, un khalqi, expliquait que le marxisme est *« le pouvoir des prolétaires »*. Un paysan l'interrompit : *« Qu'est-ce que c'est un prolétaire ?. C'est un ouvrier. »* Un autre villageois prit le relais : *« C'est quoi un ouvrier ? »*

Cette question, involontairement subversive, illustre bien le problème des dirigeants marxistes : comment *« sauver la révolution »* dans un pays sans classe ouvrière ? La réponse trouvée est digne de l'œuf de Colomb : en s'en donnant une, *grâce à l'industrialisation, qu'ont* recherchée successivement les gouvernements Taraki, Amin et Karmal.

La *« base de masse »* du régime, essentiellement la petite bourgeoisie intellectuelle devenue marxiste sous la monarchie, a fondu en deux ans, de départs en épurations. Etonnant spectacle que celui d'un parti, le Parcham, dirigé par les membres de grandes familles, qui ont toujours méprisé d'ailleurs les khalqis, d'origine plus humble, surnommés *« les sabots »* (entendez *« les ânes »*) et qui cherchent à faire *leur salut et celui de la révolution* en créant un prolétariat, tandis que leurs enfants — et les autres — *apprennent de gré ou de force* le russe et non plus le français. Un très jeune stagiaire dans la police, où on l'avait affecté d'autorité pour la durée des vacances, nous dit devant ses collègues éphémères, à l'entrée de Kaboul : *« Excusez-moi si je commets quelques fautes : je suis obligé de faire du russe maintenant. »* Son français est irréprochable mais le message est passé : un clin d'œil parmi tant d'autres...

Les Soviétiques sont en Afghanistan pour y rester. Dans l'état actuel du rapport des forces, le temps joue pour eux. Un Espagnol, *dans l'Espoir*, faisait remarquer à un Français des Brigades internationales que la révolution de 1789 *avait été possible parce* que cent piques valaient bien un mousquet, mais que cent revolvers ne peuvent rien contre un Stuka. A plus forte raison contre un hélicoptère blindé.

C'est à la lumière de cette confrontation disproportionnée, et de ce qui apparaît comme la stratégie probable des Soviétiques qu'il convient de poser le problème de la neutralité des pays occidentaux.

La « nouvelle non-intervention »

Moins encore qu'en Espagne avant guerre, où elle s'autorisait d'une espérance illusoire de réciprocité, la *« nouvelle non-intervention »* n'a le droit de se masquer *ses responsabilités* : le refus d'armer des Afghans est la dernière pièce, mais la pièce indispensable au *succès de la stratégie* soviétique. Missiles sol-air et antichars rendraient la position de l'armée rouge intenable. En revanche, il est certain que la *« neutralité »* occidentale signifie l'annexion ou plutôt la satellisation à terme, sur vingt ou trente ans, de l'Afghanistan par l'Union soviétique.

En effet, la *« solution diplomatique »* ne saurait être qu'un vœu pieux ou résulter d'une erreur d'analyse. Les Soviétiques se sont montrés prêts à *« tenir »* le pays sans le pacifier, et à le régenter sans le gérer ni même le faire gérer *par une équipe exsangue* qui n'est même plus en mesure d'en assurer l'administration. Il y a quelque absurdité à les croire disposés à la négociation. C'est aussi leur supposer un interlocuteur. Voudraient-ils négocier — au demeurant, — que les Soviétiques ne trouveraient en face d'eux aucun partenaire, mais bien plutôt de multiples partis, chefs militaires et, en fin de compte, douze millions d'Afghans épars. La négociation n'est donc pas seulement improbable, elle est impraticable. A supposer même que la *« voie diplomatique »* passe par les seules grandes puissances, d'accord pour octroyer aux Afghans un roi (et Zaher Shah, l'ancien souverain, serait — selon certains — la meilleure incarnation d'une union nationale), elle *n'aurait de chance qu'à la condition que*, dans les prochains mois, les Soviétiques essuient de graves revers militaires.

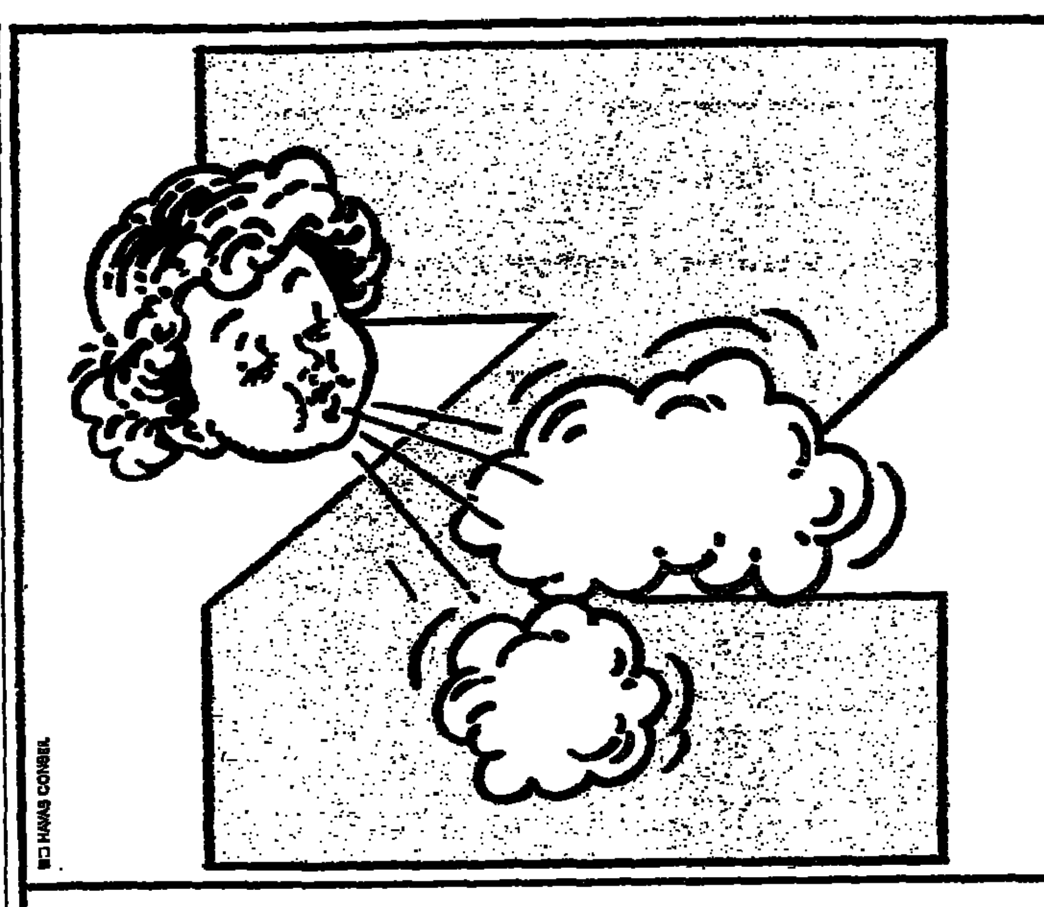
« Nous devons comprendre que le bloc occidental, pas plus que le bloc socialiste, ne défendra jamais le monde musulman ni ses intérêts vitaux », lisait-on dans *Khyber Mail* du 28 juillet. Ce type de commentaire est quotidiennement repris dans la presse pakistanaise. Et l'auteur de conclure : *« On devait bien s'attendre que l'Occident marchandât l'Afghanistan contre ses propres intérêts particuliers et, du coup, satisfît les intérêts soviétiques. »*

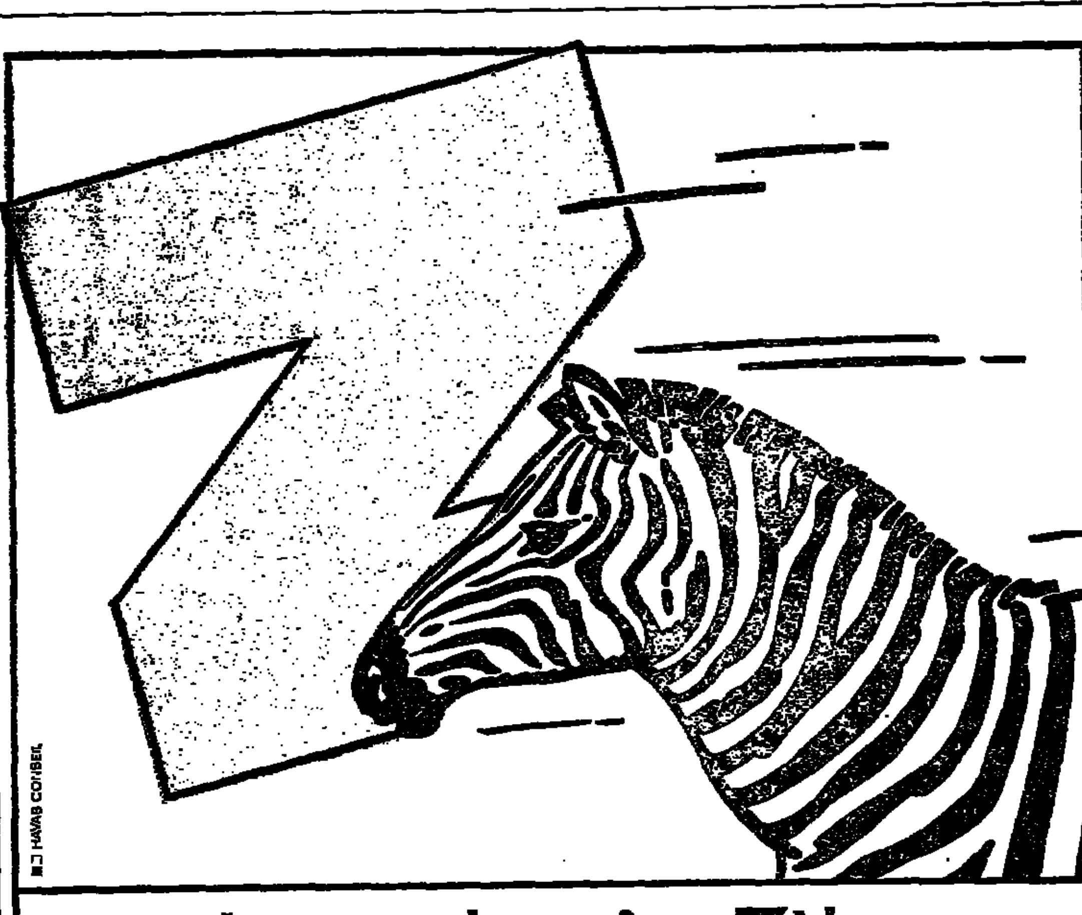
Les pays occidentaux sont incapables de fournir une justification de leur « modération » qui soit compatible avec leurs prétentions à défendre les droits des hommes et des nations. L'affaire afghane, pour quelque temps encore peut-être, se joue entièrement sur le terrain. Mais tout se passe comme si certains avaient déjà déclaré forfait. Au moins faut-il s'avouer clairement ce que coûte ce choix : la liberté d'un peuple. Churchill avait eu ce mot sur le maréchal Pilsudski : *« Il a les mains promptes, mais la vue courte. »* Des dirigeants occidentaux, dans l'affaire afghane, on pourrait dire qu'ils sont aveugles et manchots.

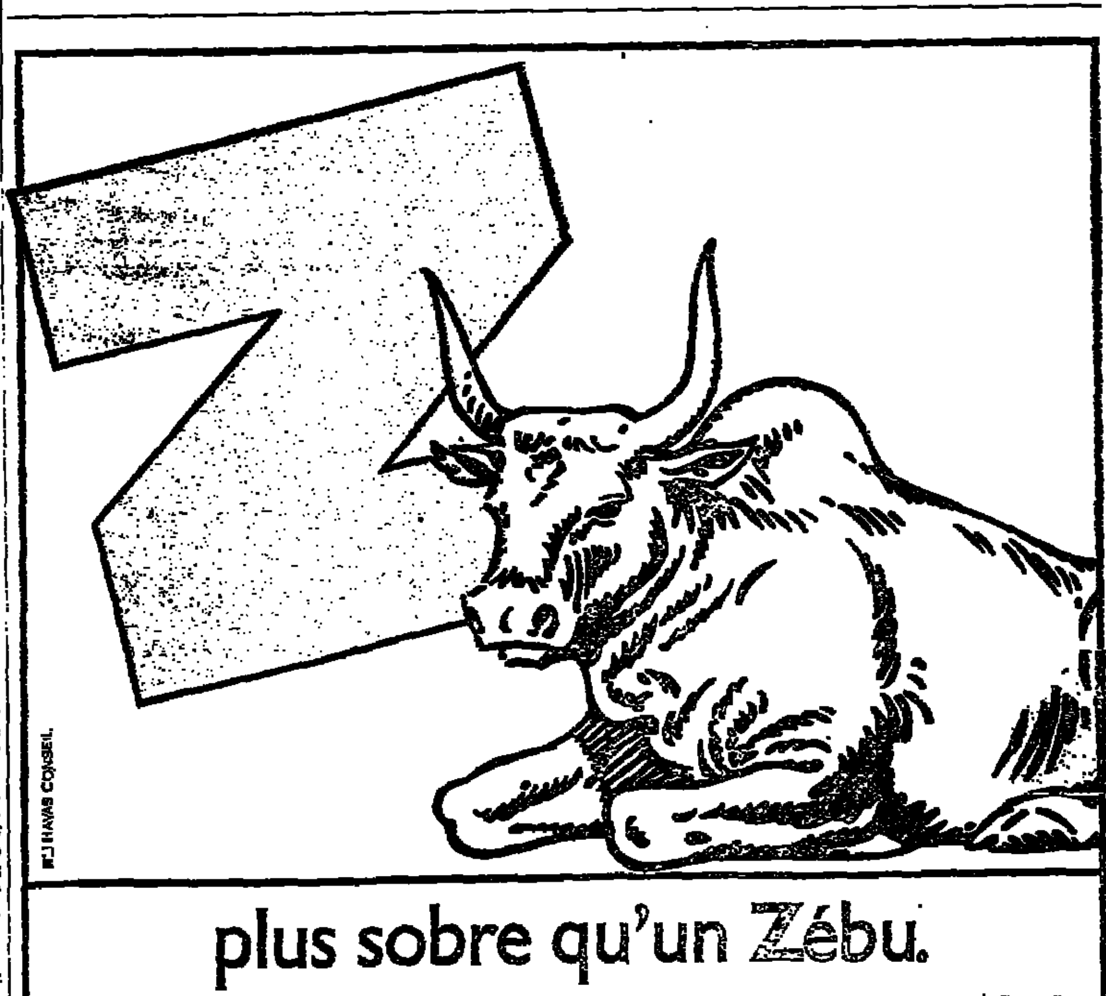
FIN.

(1) Olivier Roy : Afghanistan : « La révolution par le vide », *Esprit*, mai 1980.









AFRIQUE

PARTICIPANT A LA CONFÉRENCE DE PARIS SUR LA NAMIBIE

M. Sam Nujoma, président de la SWAPO, affirme que la France peut jouer un rôle important dans la décolonisation de l'Afrique australe

Ouverte jeudi 11 septembre au siège de l'UNESCO à Paris, la conférence internationale de soutien de la lutte du peuple namibien poursuit ses travaux vendredi et samedi en présence de M. Sam Nujoma, président de l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO). *Dans une déclaration au « Monde », le dirigeant nationaliste fait le point de la décolonisation en Afrique australe,* affirmant que la France peut jouer un grand rôle pour accélérer ce processus.

« Que les Français aident activement le peuple namibien à se libérer de la tutelle coloniale, nous dit M. Sam Nujoma, *pour alerter l'opinion sur un des drames de la décolonisation qui suscitent, en Europe, le moins d'intérêt. »*

Cheveux noirs très courts et très crépus, moustaches et collier à barbe blancs, sanglé dans un costume d'excellente coupe, cet élégant quinquagénaire ressemble moins à un guérillero qu'à un professeur d'université. Fils de paysans pauvres, originaire d'un village du nord-ouest de la Namibie, M. Sam Nujoma est pourtant un autodidacte. D'abord chevrier, comme la plupart des jeunes Ovambos, puis élève à l'école primaire de missionnaires luthériens finlandais, il a été employé de la Compagnie des chemins de fer à Windhoek et s'est instruit en suivant des cours par correspondance. Venu des « sanctuaires » où vivent les guérilleros de la (SWAPO) qui harcèlent, à partir de l'ancienne colonie portugaise d'Angola, les troupes sud-africaines stationnées dans le nord de la Namibie, il parle en militant, avec beaucoup de fermeté et de conviction, mais sans haine ni passion. Un sourire amical, parfois amusé par certaines questions, anime constamment son visage.

Visiblement M. Nujoma est satisfait de son entretien de mercredi soir avec M. Jean François-Poncet — le deuxième depuis le début de l'année. « *J'ai trouvé cette fois un interlocuteur plus ouvert qu'en mai dernier,* dit-il. *Le ministre a une nouvelle approche de la question namibienne, sans doute parce que la multiplication des incidents graves entre l'Afrique du Sud et l'Angola, d'une part, la Zambie de l'autre, le préoccupe...* »

Après avoir rappelé que la Namibie, « *que les Sud-Africains s'obstinent à appeler Sud-Ouest africain* », est le seul territoire d'Afrique placé sous mandat de la Société des Nations au lendemain de la seconde guerre mondiale qui, contrairement à tous les autres (Ruanda-Urundi, Tanganyika, Togo et Cameroun), soit encore sous domination coloniale, il dit : « *Les Français ne le savent pas. Il faut le leur dire.* » Pourquoi la France ? « *Non seulement parce que c'est la patrie de la grande révolution de 1789, mais parce qu'elle a montré la voie de la décolonisation au reste du monde.* » Pourtant il ajoute : « *Sauf en Algérie...* » En reprenant ce thème il affirme : « *Après la libération de l'Algérie, nous n'avons jamais cessé de regarder avec espoir en direction de la France parce que ses dirigeants montraient qu'ils prenaient au sérieux les questions africaines...* »

Les conditions de la négociation

Pour M. Nujoma, la France doit jouer un rôle important en Afrique australe et contraindre les Sud-Africains à quitter la Namibie. S'il pense ainsi, c'est parce que « *la République sud-africaine dépend toujours étroitement de la France pour ses approvisionnements en armements* » et parce que, « *si la France se résout enfin à prendre des sanction économiques, les Sud-Africains en souffriront très gravement* ». Estimant, en revanche, que Paris ne saurait servir de médiateur entre la SWAPO et les capitales africaines francophones, il indique au sujet de ces dernières : « *Nous avons d'excellentes relations avec tous les pays de l'ancienne Afrique française, dont le Sénégal, le Cameroun, le Congo, le Bénin, l'Algérie... Nous envoyons beaucoup d'étudiants dans ces pays amis qui nous aident matériellement et financièrement, soit de façon directe, soit par l'intermédiaire du comité de décolonisation de l'OUA, soit par l'intermédiaire de l'ONU...* »

Selon le leader de la SWAPO, « *il n'y a aucune différence de comportement entre le premier ministre Botha et son prédécesseur Vorster, parce que, comme tous ceux qui les ont devancés, l'un et l'autre mènent un politique qui sanctionne la suprématie absolue de la minorité blanche, système qui trouve son origine dans l'idéologie nazie* ». M. Nujoma dit avec conviction : « *Pour ces hommes, les Noirs doivent rester des esclaves et la Namibie doit demeurer une simple province de la République Sud-Africaine, comme le Transvaal ou le Natal par exemple.* »

Cependant, le chef nationaliste est à la fois optimiste pour l'avenir de son pays et confiant dans les conséquences bénéfiques de la prise de conscience politique croissante de ses compatriotes. Il n'écarte pas formellement l'idée d'une négociation avec Pretoria tout en insistant sur le fait que celle-ci passe par le préalable du respect absolu des diverses résolutions que les Nations unies ont adoptées sur la Namibie. Mais il indique : « *Pour l'instant, nous luttons les armes à la main parce qu'on nous l'impose et parce qu'il n'y a donc pas d'autre solution.* »

La disproportion considérable qui existe dans le rapport des forces entre la République Sud-Africaine et la SWAPO n'inquiète pas outre-mesure M. Nujoma, qui nous dit à ce sujet : « *Il n'y a aucun doute possible, le peuple namibien vaincra. Les guérilleros de la SWAPO ne combattent pas de manière conventionnelle. Ils n'ont ni blindés ni armes lourdes. Ils n'en ont pas besoin. Toute la population est derrière eux, ce qui explique qu'ils contrôlent déjà totalement de vastes zones du pays (...). Dans la guerre menée entre le peuple namibien et les occupants sud-africains, seule la SWAPO est présente sur le terrain, à l'exclusion de toute autre formation politique.* »

Si on tente de lui appliquer une étiquette idéologique précise, le chef de la SWAPO passe du sourire silencieux aux éclats de rire sonores et répétés : « *Je suis Namibien et Africain ; ce sont les deux seules épithètes que j'accepte. J'estime que la répartition des richesses telle qu'elle existe dans mon pays est inique et qu'il faut donc procéder à des réformes radicales, l'objectif étant que chacun puisse profiter réellement des fruits de son travail.* » Puis, soucieux d'être complet, il ajoute : « *Chaque citoyen namibien, quelle que soit la couleur de sa peau, sera protégé par nos lois. Nous luttons pour éliminer toutes les formes d'oppression raciale quelles qu'elles soient. Ce que nous combattons, ce ne sont pas des individus, c'est un système.* »

PHILIPPE DECRAENE.

Le conflit saharien

Tandis que le Front Polisario annonce de nouveaux combats

Le Comité des sages de l'O.U.A. retarde la publication de sa résolution

Le comité des sages de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) chargé de la question du Sahara occidental, a clos ses travaux jeudi soir 11 septembre à Freetown (Sierra-Leone), sans donner aucune indication sur la résolution finale adoptée. Ce texte devait être rendu public vendredi. Les « sages » qui avaient entendu les quatorze parties présentes (Maroc, Mauritanie, Algérie, Front Polisario, et dix organisations pro-marocaines), envisageraient de rédiger un texte réaffirmant la résolution du seizième sommet de l'O.U.A. à Monrovia : cessez-le-feu et référendum sous la supervision de l'ONU. Mais un différend aurait opposé la Guinée et le Soudan, plus favorables aux thèses marocaines, aux quatre autres membres (Sierra-Leone, Mali, Tanzanie, Nigéria). C'est ce qui aurait retardé la publication de la résolution.

Dans le même temps, le Front Polisario poursuit ses attaques et publie à Alger de nouveaux *bulletins de victoire* aussitôt démentis par Rabat. Ainsi, le général Ahmed Dlimi, commandant des *forces marocaines de la zone sud*, a nié que deux cent vingt-deux militaires marocains aient été tués le 9 septembre, et affirmé *que le Front Polisario* n'avait pas fait de dégâts.

Enfin, emmené à Tata par les autorités marocaines, le correspondant de l'A.F.P. au Maroc affirme que cette localité, située à 150 kilomètres d'Agadir, est calme : les seules traces de combats seraient visibles à une vingtaine de kilomètres de la garnison.

De notre correspondant

Alger. — Les forces armées du Polisario poursuivent l'offensive lancée depuis deux semaines environ dans le sud du Maroc. Le « ministère sahraoui de l'information » a ainsi annoncé le *jeudi 11 septembre*, que les maquisards avaient « *attaqué et totalement occupé* », deux jours auparavant, la localité marocaine de Cheik-Abidine entre l'oued Draa et Akka, tuant cent dix-sept soldats marocains et en blessant autant au cours des *combats* qui auraient duré cinq heures. Toutes les installations militaires auraient été détruites ainsi que 19 tonnes de munitions et un important matériel.

Le même jour, d'autres détachements sahraouis ont affronté durant sept heures les forces armées royales à Rous-Khreibichat : ils se seraient emparés de plusieurs positions et auraient fait cent cinq morts et autant de blessés. Enfin, plusieurs autres garnisons ont été bombardées à l'arme *lourde. Toutes ces attaques* font suite à l'opération du 3 septembre contre la ville de Tata, au cours de laquelle un avion Mirage marocain aurait été abattu. Un autre aurait été détruit dans la région de Esmeyra, également dans le sud du royaume. Au *total, selon les* bilans publiés par les Sahraouis, quelque neuf cents soldats marocains auraient été tués depuis le début du mois de septembre et plusieurs centaines d'autres blessés.

A Alger, où le président Chadli Bendjedid est rentré de Freetown dans la soirée de jeudi, la presse met l'accent sur le très haut niveau opérationnel de l'armée sahraouie, « *parfaitement aguerrie et capable de défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté de la R.A.S.D.* ». Elle dénonce les « *manœuvres* » des dirigeants marocains, qui « *amènent à Freetown de pseudo-mouvements sahraouis* » et continuent à vouloir accréditer l'idée selon laquelle le conflit saharien ne serait rien d'autre qu'un litige entre Alger et Rabat, *alors qu'il s'agit*, ainsi que l'ont reconnu l'O.U.A. et les Nations unies, du droit d'un peuple à disposer de lui-même.

DANIEL JUNQUA.

Algérie

Arrêté en février 1978

LE FRANÇAIS JEAN LAPORTE SERAIT ÉTRANGER A L'ENLÈVEMENT DE L'IMAM MOUSSA SADR

(De notre correspondant.)

Alger. — M. Jean Laporte, cet ancien officier de l'armée française impliqué, selon des informations venant du Maroc et reprises par R.T.L., dans « l'enlèvement » de l'imam Moussa Sadr (*le Monde* du 11 septembre), a été arrêté par les services algériens de sécurité le 2 février 1978, dans les murs de l'hôtel Aurassi, où se tenait alors une réunion du Front de la fermeté. Il a été inculpé et placé sous mandat de dépôt.

Il lui est reproché d'avoir recherché des informations de façon illégale en clair de s'être livré à des activités de renseignement. Il est détenu à Blida. Telles sont les précisions que nous avons pu recueillir jeudi 11 septembre à Alger.

On fait remarquer, par ailleurs, ici, que M. Laporte, volontiers qualifié en privé d' « *aventurier* » et qui semble familier des pays arabes, n'a pu en rien être mêlé aux événements du cap Sigli, puisque ceux-ci se sont produits en décembre 1978 — soit près d'un an après l'arrestation de l'intéressé. La même argumentation joue en ce qui concerne la disparition de l'imam Moussa Sadr, celle-ci s'étant produite en Libye en août 1978.

On s'étonne donc à Alger des informations qualifiées de « *fantaisistes* » diffusées par certains médias en Europe et qui coïncident, *note-t-on ici*, d'une *part* avec la réunion à Freetown du *comité ad hoc* de l'O.U.A. *sur* l'affaire du Sahara occidental et, *d'autre part*, avec la *fusion* entre la Libye et la Syrie, comme si le but recherché était de « *susciter des problèmes dans la région* » et d'entamer le crédit de l'Algérie en jetant sur elle la suspicion dans une *affaire* où elle n'est en rien impliquée.

D. J.

PROCHE-ORIENT

Iran

L'imam Khomeiny demande aux dirigeants de mettre fin à leurs querelles

L'imam Khomeiny a demandé jeudi 11 septembre « *à tous les responsables du pays de ne pas se quereller car c'est contre la volonté de Dieu et du peuple* », dans une allocution diffusée par Radio-Téhéran.

L'imam, recevant le chef du gouvernement, M. Mohamed Ali Radjaï, et dix de ses ministres, a déclaré en leur présence : « *Si vous continuez vos disputes, alors que toutes les puissances sont contre nous, que dira et que pensera le peuple ?* » « *Au lieu de vous occuper de l'économie et de la sécurité, vous vous querellez, c'est ce que veulent les grandes puissances. Vous êtes des agents des Américains, mais vous ne le savez pas. Les déshérités, qui se sont soulevés et nous ont libérés, demandent que les ministres, le premier ministre et le président de la République travaillent ensemble pour l'Islam. Vous qui êtes ministres, vous devez vous occuper des affaires du pays et ne pensez surtout pas que vous êtes des chefs.* » L'imam s'est toutefois abstenu de toute allusion directe au conflit entre le président Bani Sadr et ses opposants du parti républicain islamique.

L'ayatollah Montazeri, considéré comme le successeur de l'imam Khomeiny, avait auparavant adressé une mise en garde à M. Bani Sadr, *affirmant que* « *ni le lieu, ni le moment choisis* » par lui pour rendre publics « *des différends mineurs* » n'étaient « *opportuns* », compte tenu des « *difficultés économiques et culturelles actuelles, des combats qui se déroulent à la frontière avec l'Irak.* »

« *J'aime mon ami M. Bani Sadr, je le considère comme fidèle à la révolution et j'ai confiance en lui, mais je critique son attitude et j'estime qu'il lui appartient de revenir sur cette affaire dont il a pris l'initiative* », a-t-il déclaré.

« *Si M. Bani Sadr est l'élu du peuple, les députés le sont aussi* », a-t-il ajouté, en rappelant que le « *lourd prix humain et matériel payé pour la révolution imposait à tous de faire quelques sacrifices* ». L'ayatollah Montazeri a souhaité que le président se « *rachète* » en faisant le premier pas vers une réconciliation. D'autre part, les ayatollahs *ozma* (supérieurs) de l'Iran, Chahabadine Marachi Nadjafi et Abdullah Chirazi, ont appelé jeudi l'imam Khomeiny à intervenir rapidement pour faire cesser la crise née des divergences entre M. Bani Sadr et le P.R.I. Mercredi soir, un *troisième* ayatollah *ozma*, M. Golpayegani, avait adressé un message similaire à l'imam.

M. Bani Sadr a répondu à ces différentes interventions au cours d'une cérémonie organisée au cimetière de Behechte Zahra.

« *Je remercie le clergé*, a-t-il déclaré, *pour sa réaction ferme et sincère contre les divergences. Pour répondre à sa demande et en suivant l'avis de l'imam, je ne répondrai pas à tout ce qui a été dit contre moi. J'espère que l'imam donnera à ceux qui m'ont critiqué les ordres nécessaires pour que l'unité soit sauvegardée. Je resterai en place solidement et je veillerai sur l'unité du peuple. Le problème n'est pas celui des disputes personnelles. Je veux sauver la révolution islamique d'Iran.* »

Pessimisme à Washington sur l'affaire des otages

A l'issue d'un examen détaillé des récentes déclarations du nouveau premier ministre iranien, M. Radjaï, sur l'affaire des otages, le département d'Etat a manifesté son pessimisme au sujet de la solution de ce problème.

« *Nous sommes très déçus, c'est presque comme s'il nous fallait repartir de zéro après tant d'efforts et d'espoirs* », a déclaré à l'A.F.P., un haut fonctionnaire du département d'Etat qui a suivi, jour après jour, l'évolution de la crise américano-iranienne depuis la prise des otages, le 4 novembre dernier.

« *Nous avions tous espéré que la mort du chah et la venue au pouvoir, en Iran, d'un nouveau gouvernement signifierait l'ouverture d'un nouveau chapitre* », ainsi que l'a souligné le secrétaire d'Etat, M. Edmund Muskie, dans sa lettre du 20 août dernier, à M. Radjaï, a ajouté ce haut fonctionnaire.

Tout comme ce diplomate américain, de nombreux observateurs à Washington estiment que la réponse iranienne au plaidoyer de M. Muskie marque un durcissement de la position de Téhéran sur la question de la libération des otages américains.

Pendant 48 heures, les spécialistes du département d'Etat se sont accrochés à des bribes du discours prononcé, lundi, à Qom, par le premier ministre iranien, pour y trouver une lueur d'espoir. Ils ont, en particulier, relevé que M. Radjaï n'avait pas semblé rejeter, sans appel, la proposition américaine en vue de l'ouverture d'un dialogue discret entre Washington et Téhéran destiné à débloquer l'impasse totale sur l'affaire des otages. Ces spécialistes fondaient également leurs espoirs sur le ton particulièrement conciliant du message de M. Muskie, qui avait affirmé que « *les Etats-Unis reconnaissaient la réalité de la révolution iranienne et la légitimité de la République islamique* ». M. Muskie avait ajouté : « *Je vous assure que nous ferons preuve du respect le plus total pour votre indépendance, votre intégrité territoriale et pour le principe de non ingérence* ». Le secrétaire d'Etat avait même, implicitement reconnu l'existence, en Iran, de « *ressentissements profonds résultant de griefs du passé* ». Cette dernière phrase est considérée, par les observateurs de Washington, comme une tentative de satisfaire l'exigence, par Téhéran, d'excuses américaines pour le rôle joué en Iran par les Etats-Unis.

Le secrétaire d'Etat « est allé aussi loin que possible, car il ne pouvait tout de même pas accepter de se repentir publiquement de prétendus crimes américains contre l'Iran », a précisé le haut fonctionnaire.

Il semble, en définitive, que, contrairement aux premières analyses, la réponse de M. Radjaï ne comporte qu'un seul aspect qui ne soit pas négatif : il n'a pas réclamé, comme cela était devenu coutumier, le jugement des otages américains pour espionnage au profit du « Grand Satan ». — (*A.F.P.*).

Liban

LES PHALANGISTES ESSAIENT DE ROGNER LES POUVOIRS DE L'ARMÉE

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — Après quarante-huit heures d'affrontements, parfois intenses, entre les milices chrétiennes du parti phalangiste et l'armée libanaise, un cessez-le-feu a *été conclu, jeudi après-midi* 11 septembre, à Hadeth, dans la banlieue de Beyrouth. Les incidents ont fait trois morts et neuf blessés ; les informations faisant état de six morts supplémentaires, au cours des dernières vingt-quatre *heures, ont été démenties* par les deux parties.

En principe, force est restée à la légalité, puisque l'armée a refusé la constitution de patrouilles mixtes avec les phalanges, soutenant que là où elle assure l'ordre, c'est-à-dire *dans* un territoire exigu d'une centaine de kilomètres carrés entourant le ministère de la défense et la présidence de la République proches l'un de l'autre et tous deux situés dans la banlieue de Beyrouth, elle est la seule responsable. Elle a imposé ce point de vue et, en même temps, gardé en détention dix miliciens phalangistes pour les besoins de l'enquête. Il ne fait *pratiquement pas de doute* qu'ils seront relâchés, et dix autres l'ont déjà été au moment de la conclusion du cessez-le-feu, qui prévoit entre autres la formation d'une commission pour déterminer les causes des incidents.

Les *affrontements* entre des unités libanaises et les milices chrétiennes s'inscrivent dans le cadre de la rivalité entre l'armée et l'organisation paramilitaire des phalanges. M. Bachir Gemayel, chef des milices, a carrément accusé l'armée d'avoir « *attisé le feu de la discorde* ».

La concurrence armée-phalange se situe sur un double plan. Dans l'immédiat, chacune des deux parties essaie d'élargir le périmètre de son pouvoir au détriment de l'autre. En remettant la semaine dernière à l'armée sept permanences de son parti, dans la banlieue de Beyrouth, avant que les phalanges ne s'en emparent, le chef du P.L.N., M. Camille Chamoun, a mis de l'huile sur le feu. A terme, l'armée risque de devenir une menace pour les phalanges, *dans la mesure* où elle pourrait constituer une alternative de pouvoir sur le plan national, notamment à l'échéance du mandat du président Sarkis, en septembre 1982. — L. G.

Egypte

Des manœuvres aériennes combinées illustrent le développement de la coopération militaire avec les États-Unis

De notre correspondant

Le Caire. — Les premières grandes manœuvres aériennes combinées égypto-américaines *se* sont déroulées le jeudi 11 septembre à partir de l'aéroport militaire du Caire-ouest situé dans le désert libyque, à environ 35 kilomètres de la capitale égyptienne. Y ont participé des chasseurs Phantom F-4, *livrés il y a quelques* mois au nombre de trente-cinq par les Etats-Unis à l'armée de l'air égyptienne, et la soixante-huitième escadrille américaine de Phantom. Celle-ci stationne pour trois mois au Caire-ouest depuis *le début de juillet*.

La présence provisoire en Egypte d'avions de chasse de l'U.S. Air Force — dont l'un s'est écrasé dans le désert le mois dernier — a pour but de former des pilotes égyptiens au maniement des Phantom *en combat aérien* et d'habituer des pilotes américains aux conditions de vie et de lutte en zone aride. Près de six cents Américains, militaires ou assimilés, auront séjourné à la base du Caire-ouest.

Après réflexion, une enquête discrète leur ayant permis de conclure qu'une présence militaire américaine réduite ne créerait pas pour le moment de difficultés au régime de M. Sadate parmi la population égyptienne — et malgré les réticences d'Israël, qui doit désormais partager avec l'Egypte son rang d'allié privilégié *des Etats-Unis au Proche-Orient*, les dirigeants de Washington ont accepté depuis la fin de l'an passé d'inclure la vallée du Nil dans leur réseau stratégique mondial. Dès janvier, des avions radar AWACS américains avaient utilisé durant quelques semaines l'aérodrome militaire de Qeneh en Haute-Egypte.

Depuis qu'une enveloppe de 4 milliards de dollars a été dégagée l'an dernier à Washington en faveur de la modernisation du *matériel de guerre* égyptien, jusqu'ici presque exclusivement soviétique, il ne se passe plus de mois sans que la coopération militaire américano-égyptienne fasse un nouveau pas.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.



"ALLO RANK XEROX, VOUS POUVEZ ME DONNER LE TIERCE GAGNANT?"

Xerox 5600, Xerox 8200, Xerox 860 : au grand prix du Sicob, ces 3 nouveaux modèles ont une longueur d'avance.

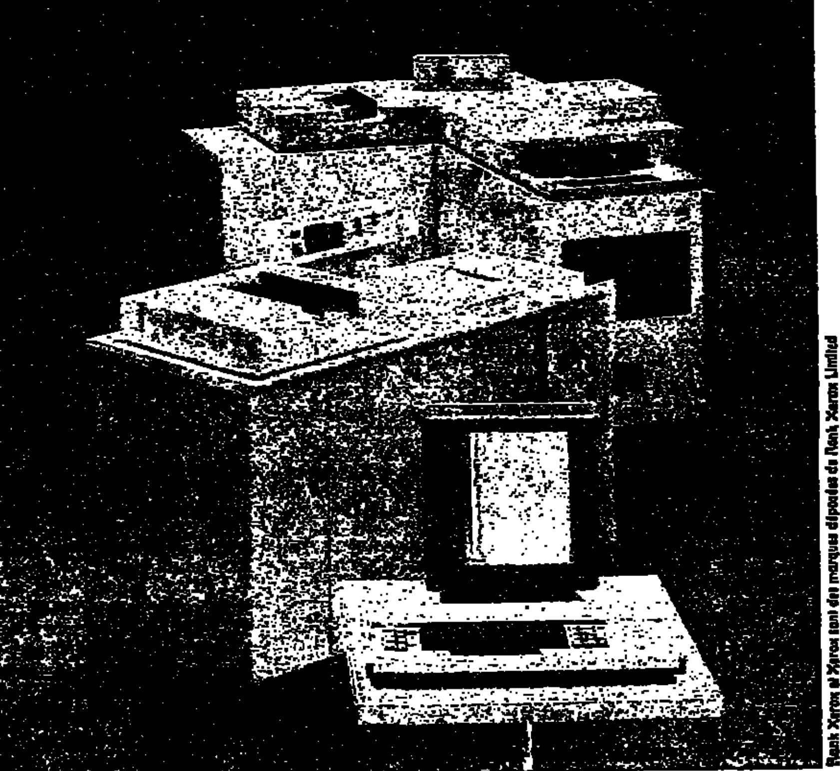
Au Sicob 80, Rank Xerox est encore en tête avec trois nouveaux favoris : la Xerox 5600, le premier copieur automatique pour le recto-verso et l'agrafage ; une bête superbe de technicité. La Xerox 8200, aux performances éblouissantes : agrafage, réduction, rapidité et recto-verso. La Xerox 860, une marguerite surdouée, à frappe ultra-rapide, mémoire, visualisation pleine page et programmation.

Découvrez, au Sicob, les trois champions Rank Xerox de l'année et assistez au premier galop de la Xerox 9500, fille de la Xerox 9400 qui bat les records de qualité copie.

Au Sicob 80, misez gagnant sur l'écurie Rank Xerox car avec sa gamme de 28 équipements, ses 87 districts régionaux et ses 1600 agents techniques, Rank Xerox peut vraiment répondre à tout.

Venez nous voir au Sicob :

Niveau 5 – Zone A Copieurs duplicateurs – stand 5106-5107
Niveau 1 – Zone D Machine à écrire à mémoire – stand 1420
Niveau 4 – Zone D Grands documents et plans – stand 4401



RANK XEROX

Le pari d'une municipalité

« LE rôle de maire est le seul qui permette de mener une politique constructive et planifiée. » Face aux agitations souvent stériles des milieux politiques de la capitale et à la valse rapide des gouvernements, il peut être tentant en effet pour un homme politique comme M. Edouard Close d'opter pour la gestion d'une grande métropole régionale. L'autonomie dont dispose le pouvoir communal en Belgique est en outre un phénomène tout à fait remarquable en Europe. Bourgmestre de la ville de Liège depuis le 10 octobre 1976, M. Edouard Close se trouve à la tête d'un budget annuel de 3 milliards de francs français, d'une police dont les agents ne sont responsables que devant lui, et d'une administration qui, employant seize mille personnes, est la seconde entreprise de Wallonie après Cockerill.

Le conseil communal, à majorité socialiste et libérale, a dû, dès son arrivée à la municipalité, s'appliquer à adapter cette administration à une ville qui venait brusquement de changer de dimensions. Le 1er janvier 1977 était né en effet « le grand Liège » : la ville avait — dans le cadre d'une révision générale du découpage communal en Belgique — triplé sa superficie et gagné cent mille habitants. La cité bourgeoise s'offrait non seulement quelques accès à des espaces d'air pur, vers les bois et les champs de la Hesbaye, mais aussi mordillait ici et là dans la « ceinture rouge » des municipalités socialistes de la périphérie. Cette métamorphose allait permettre à Liège de maintenir, sur le plan des effectifs, son rang de grande ville. Sa population décroissait en effet depuis le début des années 60 et le vieillissement menaçait d'accélérer encore le phénomène. L'intégration des communes voisines n'a d'ailleurs pas suffi à le stopper : le centre continue d'être déserté et, en trois ans, le nouveau Liège a perdu plus de dix mille habitants.

La municipalité cependant ne ménage pas ses efforts pour enrayer cette hémorragie, tant dans le domaine de l'aménagement urbain que par sa politique sociale et économique. Le conseil municipal a hérité d'un vaste programme de grands travaux, mûri pendant plus de vingt-cinq ans et qui, parce qu'il a considérablement modifié le visage de Liège, demeure aujourd'hui contesté. L'aménagement des berges de la Meuse en voies rapides a permis de relier la ville aux grands axes européens (Liège est le troisième carrefour autoroutier d'Europe). La place Saint-Lambert par contre reste un énorme chantier au cœur de la ville.

Faire revivre le centre

D'ici à 1985, cette place (sous laquelle doivent être construits une gare souterraine, un parking et une station de métro) sera dégagée, au grand dam des amoureux du passé, des maisons et ruelles qui l'enserrent, et offrira une vaste perspective architecturale sur le palais des princes-évêques. Dans le prolongement de la place Saint-Lambert, la municipalité entend aménager 12 kilomètres de rues en voies piétonnes, dans l'espoir de faire revivre le centre de la cité déserté.

Mais c'est sur les domaines économiques et sociaux qu'ont porté les principaux efforts de la municipalité. Elle s'est efforcée de remplacer la gestion privée dans de nombreux secteurs d'intérêt public comme la distribution du gaz et de l'électricité, le ramassage et le retraitement des ordures. Elle aide par un système d'allègements fiscaux, les entreprises privées qui choisissent de s'installer dans les zones industrielles liégeoises ou celles qui font l'effort de se moderniser. Elle compte, enfin, beaucoup sur les retombées économiques du projet Axe 9000, aménagement du canal Albert et de la Meuse, qui permettra aux barges de 9 000 tonnes d'atteindre le port de Liège.

La ville mène enfin, à l'égard des immigrés, de la jeunesse, des personnes âgées, une politique sociale de pointe que certains membres du conseil jugent cependant coûteuse, dans une conjoncture économique peu favorable.

Les autorités doivent en effet tenter de juguler un déficit budgétaire de 640 millions de francs français pour 1980, et une dette cumulée depuis cinquante ans de 3 milliards 500 millions qui les obligent à emprunter à des taux d'intérêt élevés. L'opposition annonce régulièrement la faillite financière. Elle reste, toutefois, très divisée et, à trois ans des élections municipales, le dialogue qu'a su nouer avec les Liégeois le conseil municipal ne paraît guère menacé.

JULIEN MOES.

17 % d'immigrés
Pas seulement des bras, mais des hommes

LES travailleurs immigrés et leurs familles constituent aujourd'hui 17 % de la population de l'agglomération liégeoise, 110 000 pour une population totale de 618 000 en 1979. La ville de Liège elle-même approche des 18 %, et la commune la plus « immigrée », Saint-Nicolas, en compte près de 10 000 pour 17 000 Wallons, soit la proportion très exceptionnelle de 35,6 %. Un immigré sur deux est un Italien, et un véritable pont aérien fonctionne aux époques de vacances entre Liège et Milan.

Des problèmes ? Vraiment peu au témoignage de tous les bourgmestres interrogés à ce sujet par notre confrère la Wallonie *en juillet 1980. M. Freddy Donnay, bourgmestre de Saint-Nicolas, précise même :* « Les relations entre Belges et immigrés sont parfaites, et il n'y a aucune tension entre les diverses nationalités. Bien sûr, quelques discussions se produisent parfois sur le problème [de l'attribution] des logements sociaux », *problème effectivement évoqué par plusieurs bourgmestres.*

Beau fixe donc ? Tout de même pas, et une certaine « crispation » de la population wallonne est incontestable. Certes, Liège maintient une très forte tradition d'accueil et d'assimilation, et chacun est conscient que les immigrés « ne sont pas seulement des bras, mais des hommes ». Cependant le clignotant d'alerte est désormais à l'orange, sinon au rouge, comme il l'est d'ailleurs de façon beaucoup plus sensible à Bruxelles.

Pour mieux intégrer les immigrés à la vie de l'agglomération et obtenir qu'ils y prennent la part de responsabilités qui leur revient, les autorités de l'agglomération ont suscité la création d'un conseil communal consultatif des immigrés, sans doute unique en Europe. Ce conseil parallèle délègue un représentant avec voix consultative dans toutes les commissions communales intéressées, et chaque fois (c'est-à-dire s o u v e n t) qu'une décision municipale peut concerner les familles immigrées.

Celles-ci pourraient d'ailleurs jouer un rôle plus important encore si, comme il en est question, elles obtenaient le droit de vote aux élections communales de 1982. — J. C.

Liège toujours nouvelle toujours elle-même

Tandis que la Belgique *fête cette année* le cent cinquantième anniversaire de son indépendance, Liège sera jusqu'à la fin de l'année le siège de multiples manifestations célébrant son millénaire. Mille ans après que l'empereur germanique Otton II lui eut accordé la pleine souveraineté féodale, la ville conserve le rôle de métropole de la Wallonie qu'aucune de ses voisines, en dépit des vicissitudes économiques et démographiques qu'elle connait, ne lui conteste. Héritiers d'un esprit volontiers frondeur, *soucieux d'affirmer leur spécificité et leur* indépendance, les Liégeois ne prétendent pourtant pas faire de leur ville la capitale de la région. Cette dernière s'y serait d'ailleurs opposée, qui accepte assez mal « l'esprit principautaire » de l'ancienne cité épiscopale.

L'autonomie fraîchement acquise ne donnera *donc pas lieu à une* centralisation à Liège des institutions régionales. Les bourgmestres des principales villes wallonnes se les sont d'ores et déjà réparties : l'Assemblée générale wallonne siégera à Namur, la fonction sociale s'exercera *depuis* Charleroi, la *fonction culturelle* de *Mons* et la fonction économique de Liège.

Quelque indépendants qu'ils soient de nature par rapport à la région qui les entoure, les Liégeois se sont battus pour cette autonomie. *Tandis que les Flamands étaient plus attachés à la* conquête de l'autonomie culturelle, les Wallons, et tout particulièrement les Liégeois, qui n'ont jamais connu de problème linguistique, ont, depuis dix ans, placé tous leurs espoirs dans la régionalisation.

L'an 1980, plus que le millénaire, marquera donc le début d'une ère nouvelle. Politiquement d'abord, car la répartition des forces est de ce point de vue différente en Wallonie de ce *qu'elle est au* niveau national. Un exécutif régional va être désigné par une assemblée d'où — du moins les socialistes liégeois l'espè*rent-ils, — se dégagera « une majorité* progressiste homogène ». Économiquement ensuite, car on compte que l'initiative publique régionale saura sortir enfin Liège du marasme, sa province et la région wallonne tout entière.

Une ville en mouvement

SANS être inexact, ce que nos dictionnaires disent de *Liège* laisse *une curieuse* impression d'irréalité, un peu comme si le plus important et le meilleur de la ville se dérobait à une description organisée.

Grande ville ? Non pour le Liège historique, qui n'a guère que 150 000 habitants dans ses limites du dix-neuvième siècle. Presque oui pour le Liège d'aujourd'hui, 245 000 habitants après l'incorporation, en 1977, de huit communes péri-urbaines ; et certainement pour la conurbation liégeoise, qui approche du million. En tout cas, Liège n'est pas la ville moyenne de province que se *représentent* beaucoup de Français.

D'abord parce que la province *est elle-même celle de Liège* : un peu plus d'un million d'habitants sur un territoire réduit, à peine plus grand que celui de notre département du Rhône, si bien que la province n'est pas loin de se confondre avec la ville. Ensuite parce que, troisième des villes de Belgique derrière Bruxelles et Anvers, Liège est une métropole à part entière : celle de la Wallonie, et, de ce fait, le troisième pôle de ce qu'il faut bien appeler, au moins entre parenthèses, les *Etats* belges. Si Anvers est flamand et Bruxelles chèvre et chou, Liège est intégralement et *obstinément* français de langue, et pas d'hier.

Et, enfin, parce que le rôle de *Liège dans* la vie *européenne* est beaucoup plus que « moyen ». C'est l'avancée extrême, le saillant *si l'on veut*, de la « Romania » en terres germaniques : les deux, l'allemande à l'est, la flamande au nord. Il y a là, au cœur de notre Europe continentale, un espace privilégié où se rencontrent et s'articulent les espaces linguistiques de l'allemand, du néerlandais et du français, une sorte de triangle dont Maastricht, Aix-la-Chapelle et Liège sont les angles.

C'est sans doute cet enracinement dans le français, mais en même temps ce voisinage germanique et néerlandais, qui ont donné et donnent encore à la ville son caractère le plus constant et, peut-on ajouter, la constance de son caractère.

Française de langue liégeoise de cœur

Ce n'est pas le moindre étonnement du voyageur qui arrive ici venant de Paris, que l'unanimité et la qualité du français qu'il y entendra du premier au dernier moment de son séjour. Sans tapage et presque trop discrètement, Liège n'est est pas moins d'assez loin la plus peuplée des villes de langue française hors de France, devant Québec et Genève, leur caractère nettement bilingue mettant hors compétition Bruxelles et Montréal. Si *présent qu'il soit ici*, le wallon lui-même restera peu sensible au passant : les gens de *Liège* le réservent à leurs affaires privées et à d'énormes et rabelaisiennes histoires que l'on raconte à l'occasion devant le Français pour lui rappeler d'un clin d'œil qu'on n'a pas qu'une corde à son arc.

C'est un phénomène très remarquable que cet attachement imperturbable à la langue de ses pères. Aussi loin que l'on puisse *remonter dans l'histoire, Liège* n'a jamais parlé autre chose que wallon et français, sous des tutelles qui ne furent françaises que tardivement et, somme toute, brièvement, de la Révolution à Waterloo. Il est également significatif que ce que célèbrent cette année les Liégeois n'est pas tant la naissance de leur ville (qui a deux cents ans de plus que le millénaire annoncé), mais l'octroi à l'évêque de Liège par l'empereur germanique Otton II, en l'an 980, de la pleine souveraineté féodale en échange d'une vague allégeance.

Souveraineté plutôt mitigée, et d'un goût amer pour les Liégeois, il est vrai, puisqu'ils avaient troqué un maître lointain et débonnaire contre un tyranneau local — ce que fut trop souvent leur prince-évêque. Contre lui, les révoltes se succèdent tout au long du Moyen Age, gens de métier contre gens de lignage, « grignoux » contre « chiroux », jusqu'à la paix de 1316 qui proclame formellement le droit d'intervention du peuple dans le gouvernement de l'Etat.

Un droit qui connaîtra encore bien des hauts et des bas. Clé de la haute vallée de la Meuse et des Ardennes, carrefour fluvial et routier de premier ordre, ville riche et dynamique, Liège excitait toutes les convoitises, et en premier lieu celles de la maison de Bourgogne, qui menèrent la ville à la révolte, puis à l'écrasement et à la mise à sac de 1468 par la *soldatesque* de Charles le Téméraire, *sous* l'œil du trop prudent Louis XI.

Une ville dynamique : Liège a 20 000 habitants vers 1450. A l'époque, c'est autant que Vienne ou *Berlin*, plus que Bâle ou Genève. Les progrès seront lents jusqu'au début du dix-neuvième siècle, qui ouvre pour la ville la grande époque de la houille et du zinc : 56 000 habitants seulement en 1830, mais 132 000 en 1880 et 173 000 en 1912, au sommet de la courbe. C'est dans ce siècle de prospérité à peu près ininterrompue, qui va de 1810 à 1910, que la ville recueille les bénéfices de sa situation géographique et des bouleversements *de l'Europe. La Révolution, que* Liège a faite pratiquement de son côté en 1789, a « cassé » les privilèges de l'évêque et la fortune de l'Eglise locale : les biens ecclésiastiques sont vendus, les couvents sécularisés ou fermés. Le rattachement à l'Empire napoléonien lui ouvre le marché français, et le rattachement au royaume de Hollande, de 1814 à 1830, le marché hollandais. Le marché allemand suivra peu après, avec la conclusion d'un traité d'échanges. La vieille expérience liégeoise de la houille et de la métallurgie fait le reste. Les usines se multiplient, grandissent, s'adaptent à des techniques et à des besoins nouveaux : les armements, mais surtout la distribution des eaux, du gaz, les ponts de *fonte*, les chemins de fer.

A la veille de l'Exposition universelle de 1905, *il n'était pas excessif* de voir dans Liège une « reine de l'industrie moderne », au point que les ingénieurs liégeois étaient devenus des spécialistes de ce que nous appellerions aujourd'hui la vente d'usines « clés en main ». Du coup, la ville se transforme profondément.

Un plan-gravure très élégant de 1646 nous la montre à peu près comme elle devait être deux cents ans plus tôt. C'est une autre Venise du Nord, où la Meuse, l'Ourthe et la Vesdre multiplient les îles et les presqu'îles. Et c'est *surtout une ville d'églises*.

JACQUES CELLARD.

(Lire la suite page 11.)

VIE CULTURELLE, EXPOSITIONS, FESTIVALS

Avec ses églises (du roman à l'architecture contemporaine), sa dizaine de musées (armes, terre, vie wallonne, beaux-arts), ses anciennes demeures aménagées (l'hôtel d'Ansembourg en particulier) et... ses restaurants, Liège mérite absolument un séjour d'une semaine. Les Ardennes et les Fagnes toutes proches sont d'une grande beauté en arrière-saison.

Cette année, plus spécialement, à l'occasion du millénaire :

— *Jusqu'au 23 septembre :* Liège liberté, *grand spectacle lyrique, Opéra de Liège et Centre lyrique de Wallonie ;*

— *Du 20 septembre au 11 octobre,* les Nuits musicales de septembre, *sur le thème « Liège et l'Occident » ;*

— *A partir du 2 octobre :* Le siècle des lumières, *exposition. Egalement animation culturelle au Musée d'art wallon ;*

— *Octobre : Festival du jeune théâtre, spectacles classiques et expérimentaux en ville et en outre-Meuse.*

Deux expositions sont d'un intérêt exceptionnel :

— *Œuvres maîtresses du Musée d'art religieux et d'art mosan, du Moyen Age au dix-huitième siècle, Trois cent soixante œuvres, basilique Saint-Martin ;*

— *Œuvres de Modigliani au Musée Saint-Georges. Un rassemblement d'une ampleur très remarquable, du 17 octobre au 14 décembre.*

Renseignements pour toutes ces manifestations : Direction des affaires culturelles de la ville de Liège. Maison de la culture les Chiroux, B. 4000 Liège. Tél. : (19) 32, 41-23-60 et service d'information et de presse, hôtel de ville. Téléphone : 41-23-52-15 à Liège. Responsable : M. Jean-Marie Roberti.

Le difficile rétablissement économique

APRES celle des charbonnages, la crise de la sidérurgie a frappé de plein fouet, peut-être encore plus qu'ailleurs, l'économie liégeoise. La « vieille dame » de la Wallonie — Cockerill — se meurt. Le gouvernement belge a mis au point un plan de sauvetage des hauts fourneaux liégeois, sur lesquels repose une grande partie de l'activité économique de la région. Les difficultés de Cockerill se sont accompagnées de durs affrontements sociaux qui marquent actuellement une pause. Seule la *fabrique* nationale d'armes de Herstal, l'autre fleuron de l'industrie liégeoise, est en pleine expansion, mais son succès demeure fragile.

« *Nous sommes sur une poudrière. Si les choses n'avancent pas vite, la paix sociale peut être mise en cause.* » C'est ainsi que M. Jacques Vandebosch, socialiste et vice-président de Cockerill, désigné par le gouvernement belge pour représenter l'Etat au conseil d'administration, résume la situation. Dans le cadre de la restructuration des aciéries, le gouvernement belge a pris, dans le capital de la société, une participation de 29 %. Devant la *situation financière* de Cockerill — un endettement trois fois supérieur au capital souscrit, — Bruxelles a *accepté* de prendre une partie des actions détenues par la Société générale de Belgique (S.G.B.) et de la banque Bruxelles-Lambert. Le coût de l'opération de restructuration est estimé à plus de 5 milliards (de francs français), dont les finances publiques et les groupes privés devraient assurer à égalité le financement, déduction faite d'un prêt de 1,3 milliard, consenti par la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Tout n'est pas réglé pour autant. « *La S.G.B. et la banque Bruxelles-Lambert,* estime M. Vandebosch, *ne sont pas prêtes d'honorer leurs engagements. Sans leur participation, tout est remis en cause. Les finances de l'Etat belge, lui-même très endetté, ne pourront permettre une participation publique de plus de 3 milliards. C'est-à-dire qu'il faudra supprimer à terme un plus grand nombre d'emplois et l'on pourrait revenir à une période de forte tension sociale.* »

Les rancunes de la Fédération générale du travail de Belgique (F.G.T.B., d'inspiration socialiste) et de la Confédération des syndicats chrétiens (C.S.C.) à l'égard de la Société générale de Belgique sont en effet de taille. Le plus grand groupe financier du pays a, selon elles, sacrifié la région après avoir accumulé les profits pendant des décennies (Cockerill a été créé en 1817). La S.G.B. a abandonné la sidérurgie pour investir ailleurs les bénéfices qu'elle avait tirés de ses activités à Liège, par exemple, soulignent les syndicats, au Zaïre ou à Anvers, en participant à *la création* de l'entreprise sidérurgique Sidmar.

Cette politique influe directement sur le niveau de l'emploi à Liège où les effectifs employés dans la *production* d'acier sont tombés à 17 500 en 1979, contre 25 800 l'année précédente.

Le déclin économique de Liège s'accompagne de celui de l'ensemble de la province. Celle-ci a perdu sur les vingt dernières années 40 000 postes de travail, selon la C.S.C. La plupart des *secteurs ont été touchés : le textile*, à Verviers, la métallurgie et la fonderie à Waremme et à Huy, la cristallerie de Val-Saint-Lambert qui n'occupe plus que 300 *personnes* contre 6 000 à la fin des années 60.

La réduction des effectifs dans ces différentes branches, a pu s'opérer sans drame social majeur grâce aux départs à la retraite, en pré-retraite et au système d'indemnisation de chômage, très favorable en Belgique.

MARCEL SCOTTO.

(Lire la suite page 11.)

Le Monde

politique

M. Chirac critique avec vigueur l'ensemble de la politique de M. Giscard d'Estaing

Devant une centaine de jeunes responsables parisiens et provinciaux du R.P.R. réunis en « séminaire de formation » à Paris, M. Jacques Chirac a fait, jeudi 11 septembre, une rentrée politique que l'on n'attendait pas pour si tôt.

Le président du R.P.R. n'a pas expressément révélé ses intentions pour le scrutin présidentiel, mais il a réaffirmé avec vigueur les désaccords du R.P.R. avec la *politique du chef de l'État.*

En intervenant plus tôt que prévu (il ne devait prendre la parole que *le 1er octobre, lors* des journées parlementaires à Strasbourg), il a voulu tenter de *mettre* un terme au trouble que connaît le R.P.R. depuis l'annonce de la candidature de M. Debré, rassurer les militants interloqués du mutisme de leur leader, surpris de l'attitude hésitante qui lui est prêtée et à laquelle ils ne sont pas habitués, et sensibles, pour certains, aux arguments du seul gaulliste qui s'exprime publiquement.

M. Debré, en intensifiant sa campagne avec le concours de quelques vieux gaullistes et de personnalités réputées pour leur hostilité à M. Chirac, commence *à retenir l'attention dans quelques* fédérations ou auprès d'anciens militants.

Devant ses jeunes auditeurs de la troisième génération gaulliste, tous passionnément « chiraquiens », et qui tous souhaitent avec impatience le voir briguer l'Elysée, M. Chirac a dialogué pendant deux heures et demie, usant de leur vocabulaire sur un ton direct qui donnait à ses réponses franchise, force et verdeur.

Aussi, lorsqu'à la question : « *Pensez-vous qu'il y ait place pour deux candidats gaullistes à l'élection présidentielle ?* », M. Chirac a répondu « *Non, je ne le pense pas* », ses auditeurs n'ont pas cru que le maire de Paris voulait dire par là qu'il ne se présenterait pas. Et il s'est d'ailleurs bien gardé de le dire.

Si sa réponse est volontairement prudente pour préserver l'avenir et même *pour* laisser supposer que M. Debré pourrait se retirer un jour, tout le reste de son propos a été un appel à la mobilisation : « *Soyez nombreux pour être à même, le moment venu, et il viendra forcément, d'assurer le sursaut national* », conclu par une sorte de slogan dénonciateur : « *La faiblesse, le compromis et la décrispation n'ont jamais été des modes de gouvernement en tout cas, adaptés à la France.* »

Plus opposant que d'habitude

Aucun des auditeurs de M. Chirac n'a pensé qu'il pouvait plaider pour un autre que lui-même lorsqu'il a prononcé contre le pouvoir exécutif un réquisitoire aussi sévère mais plus argumenté que celui dressé par M. Debré, trois jours auparavant, dans l'émission Cartes sur table (*le Monde* du 10 septembre). Comme pour souligner qu'ils mènent tous deux le *même* combat, M. Chirac a cité M. Debré qui disait qu'après que les Français eurent fait le « bon choix » en 1978, « *la France avait pris la mauvaise voie* ».

Répondant à une vingtaine de questions portant sur des sujets fort divers, M. Chirac a, sur tous les problèmes évoqués, contesté parfois avec une verve allègre, l'action du président de la République ou du gouvernement. Il s'est ainsi montré aussi contestataire que jamais et un peu plus opposant que d'habitude.

C'est une véritable litanie, saluée de fréquents applaudissements qu'a déroulée M. Chirac.

● La situation économique ? — « *La France a mal réagi à la crise, car elle a abandonné toute notion de planification. Une sorte d'économie de pagaille s'est développée depuis les années 75.* »

● Le conflit de la pêche ? — « *Il faut une « table ronde » ; les solutions existent.* »

● Les veaux aux hormones ? — « *Une campagne absolument injustifiée d'individus irresponsables qui provoquent la baisse des revenus des petits éleveurs. Je suis un gros mangeur de tête de veau, et je m'en porte très bien.* »

● Le Marché commun agricole ? — « *Aujourd'hui tout fout le camp. Notre faiblesse politique croissante ne nous permet pas de faire respecter les principes de la politique agricole commune.* »

● Les importations de vins italiens ? — « *Allez voir derrière la frontière comment, en une nuit, on vous transforme du vin blanc en vin rouge, et inversement. C'est plus nocif que les hormones de veaux. La vigne n'est pas un produit agricole, c'est une civilisation. On ne transforme pas un viticulteur en producteur d'asperges.* »

● La sidérurgie ? — « *La politique conduite n'est pas la bonne. Pour être un grand pays, la France ne peut pas se passer d'une sidérurgie.* »

● Le budget de 1981 ? — « *On nous a traités de rigolos, et subitement les mesures que nous proposions deviennent nécessaires.* »

● La réduction du service militaire ? — « *Nos propos ont été honteusement caricaturés par ceux qui y avaient politiquement intérêt. Notre défense nationale n'est pas au niveau de nos responsabilités.* »

● La détente entre l'Est et l'Ouest ? — « *Quand M. Giscard d'Estaing a parlé de détente idéologique, c'était à l'évidence une absurdité. Vouloir, au nom de la détente, que les Russes ne soient plus communistes est stupide. C'est comme si on demandait au pape de ne plus être catholique, au nom de l'œcuménisme.* »

● Les Jeux olympiques ? — « *Notre position a été ridicule et indigne.* »

● L'Afrique ? — « *L'absence de politique africaine est une lacune extrêmement dangereuse.* »

● La diplomatie ? — « *Notre politique étrangère est trop faible, hésitante, louvoyante, et n'affirme pas un grand dessein.* »

Sur le même mode, M. Chirac répond encore à d'autres questions.

● Les départements et territoires d'outre-mer ? — « *Nous ne sommes pas entièrement convaincus de la volonté du gouvernement de faire en sorte que la France ne soit pas un simple Hexagone.* »

● Les radios locales ? — « *On peut s'interroger sur les abus du monopole, qui me paraissent le condamner assez rapidement. J'étudie la mise en place d'un studio d'émission parisien...* »

Avant de conclure, M. Chirac décrit ainsi l'état de l'opinion : « *Aujourd'hui existe une situation d'anesthésie soigneusement entretenue. On massacre les Cambodgiens en juillet et tout le monde s'en fout ; les prix augmentent de 1 % en juillet et tout le monde s'en fout ; les Russes entrent en Afghanistan et tout le monde s'en fout ; il y a un million cinq cent mille chômeurs et tout le monde s'en fout. On continue à ronronner et surtout on ne veut pas être réveillé. Mais on risque de se réveiller trop tard dans le malheur, le drame et la catastrophe...* »

Il est longuement applaudi par les jeunes militants de son mouvement et bavarde avec eux, visiblement satisfait des approbations qu'il reçoit.

ANDRÉ PASSERON.

● *M. Olivier Guichard*, ancien ministre, député R.P.R. de Loire-Atlantique, écrit dans *l'Echo de la presqu'île guérandaise* du 12 septembre : « *(...) Je ne dis pas que toutes les analyses de Michel Debré me convainquent. Par exemple, tout n'a pas été décevant depuis six ans ; heureusement pour ceux qui, comme moi et comme lui, ont soutenu fidèlement les gouvernements constitués par le président de la République. Leur action, dans sa réalité mêlée, est, à tous égards, préférable à l'irréalisme absolu et à l'attelage impossible de l'opposition.* »

● *M. Philippe Dechartre*, ancien ministre membre du R.P.R., secrétaire général du Mouvement pour le socialisme par la participation (gaullistes de gauche proches du R.P.R.) écrit dans le numéro de septembre du mensuel *Nouveau Siècle* : « *Une politique qui conduit à l'inflation, au chômage, au déficit de la balance, nourrit les conflits sociaux, est une mauvaise politique. Pour ma part, je ne voterai pas pour le candidat Giscard d'Estaing : au premier tour, cela va de soi. Ni au second.* »

« *Et l'on s'en fout !...* »

A un peu plus de sept mois de l'élection présidentielle, M. Jacques Chirac ne pouvait évidemment pas se laisser trop distancer par M. Michel Debré *dans la course à la dénonciation* des méfaits et des insuffisances de l'actuel président de la République. *Il a donc choisi* la surenchère.

Lundi, le premier des premiers ministres de Charles de Gaulle avait apprécié avec la plus *grande sévérité* l'évolution d'un régime qui, disait-il, manque totalement de « souffle ». Jeudi, *c'est avec violence que le premier* des premiers ministres de Valéry Giscard d'Estaing a *instruit contre son ancien souverain* un procès peu différent.

Utilisant un langage qui n'eût rien perdu de sa force s'il eût été plus élégant, le chef du R.P.R. nous a expliqué que « tout le monde s'en fout ! » que l'on massacre les Cambodgiens, que les Soviétiques *soient en* Afghanistan, que le chômage augmente, que les prix galopent.

Sans méconnaître la peine de ceux qui souffrent et parfois se révoltent, on *serait, à vrai dire,* tenté d'en rajouter et de se demander pourquoi M. Chirac n'illustre *son* propos que de ces quelques exemples.

Tout le monde se fout, semble-t-il, que M. Giscard d'Estaing mette partout ses hommes en place, rétrograde quiconque bronche et promeuve quiconque s'aplatit. Tout le monde se fout que le chantre de la démocratie libérale avancée ait pour garde des Sceaux M. Peyrefitte et pour ministre des universités (ce ne sont que deux exemples) *Mme Saunier-Seïté*. Tout le monde se fout que M. Barre gouverne depuis plus de quatre ans *en dépit d'une parfaite* et constante impopularité dont il se glorifie périodiquement, ce qui est un comble.

Malheureusement tout le monde se fout *aussi* que le R.P.R. passe son temps à requérir contre le gouvernement sans avoir jamais le courage de le mettre en minorité et qu'il s'apprête à voter le budget pour la bonne et très honorable raison qu'il n'y a pas lieu de se fatiguer à combattre ce que l'on proclame inexistant.

Tout le monde se fout également des accusations du P.S. contre M. Poniatowski et des calomnies que celui-ci déverse, en retour, sur celui-là. Tout le monde se fout de la querelle *fratricide* des socialistes et des communistes depuis bientôt trois ans qu'elle dure. Tout le monde *se fout d'une contagion* du pouvoir personnel et de la personnalisation telle, que MM. Mitterrand et *Marchais se comportent* de plus en plus comme des monarques à la tête de leur parti respectif et *réduisent* leurs « camarades » à s'interroger anxieusement sur le rythme de leurs battements de cœur et sur la signification de leurs petites phrases.

Il y a pire et nous voyons bien que chacun a de plus en plus tendance à ne s'occuper que de son petit secteur et à ignorer totalement celui du voisin. M. Chirac en conviendrait sûrement, mais à qui la faute et *est-ce à lui de blâmer et de tempêter ?*

S'il est vrai qu'il fut le seul des premiers ministres de la Ve République à oser se dresser *publiquement*, pendant l'été 1976, contre un maître qui l'étouffait, quand donc a-t-il proposé la *réforme d'un système qui nous* étouffe tous, de plus en plus ? A l'exception, bien sûr, des nantis, les vrais, pas ceux qu'incrimine M. Barre, et des parfaits conformistes.

M. Chirac ne s'est-il pas accommodé et réjoui pendant des années (en compagnie notamment de M. Debré) de la toute-puissance gaullienne avant de se révolter contre la giscardienne ? Quand donc a-t-il proclamé dangereuse, insupportable, une mécanique qui, en livrant pendant sept ans toutes les *responsabilités* à un seul, fait de tous les autres (ou presque) des sujets soumis, irresponsables, endormis ?

RAYMOND BARRILLON.

Le P.S. et les problèmes énergétiques

M. QUILÈS JUGE « ABUSIVE » L'INTERPRÉTATION DE M. PISANI

M. Paul Quilès, secrétaire national du parti socialiste, chargé des problèmes énergétiques, s'est élevé, jeudi 11 septembre, contre les déclarations de M. Pisani en ce qui concerne la position du P.S. sur les problèmes nucléaires. « *Les propos d'Edgard Pisani, déclarant à Antenne 2, le 10 septembre, que « sur le principe même du surrégénérateur, sur sa fiabilité technologique, il n'y a pas débat », sont contraires à la position du parti socialiste exprimée par le vote des militants à l'occasion de la convention d'Alfortville en janvier 1980* », a indiqué M. Quilès. « *Ce qui est en cause dans le développement industriel des surrégénérateurs voulu par le gouvernement*, a ajouté le député de Paris, *c'est précisément la fiabilité de cette technologie, notamment en ce qui concerne la sûreté, mais aussi le coût économique de la filière et l'accentuation des risques de prolifération nucléaire qu'elle entraîne.* « *La politique énergétique du parti socialiste a été clairement définie et ne souffre pas d'interprétation abusive, comme celle d'Edgard Pisani* », a conclu M. Quilès.

● RECTIFICATIF. — Dans l'analyse de l'ouvrage collectif du P.S dont nous avons rendu compte dans *le Monde* du 12 septembre (page 12, deuxième colonne) : on aurait dû pouvoir lire : « les socialistes affirment que cette défense du secteur public ne sera « ni *frileuse*, ni corporatiste » et non « ni *périlleuse*, ni corporatiste ».

La préparation de la session d'automne

M. BARRE VA RECEVOIR LES REPRÉSENTANTS DES PARLEMENTAIRES DE LA MAJORITÉ

Comme il l'avait fait avant la session de printemps, M. Raymond Barre se propose de s'entretenir avec les représentants des parlementaires de la majorité pour préparer avec eux la session d'automne du Parlement, qui doit s'ouvrir le 2 octobre.

Le premier ministre commencera ses consultations le mardi 16 septembre. Il recevra à déjeuner, le mercredi 24 septembre, M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, et les présidents des six commissions permanentes.

LA FÊTE DE « L'HUMANITÉ »

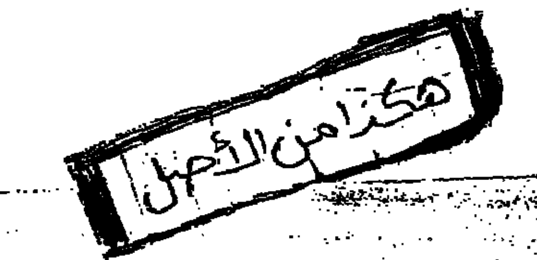
M. Leroy dénonce le « front anti-luttes » Mitterrand - Bergeron - Maire - Henry

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste, directeur de *l'Humanité*, a déclaré jeudi 11 septembre que la fête organisée par le quotidien communiste à La Courneuve (Seine-Saint-Denis) les 13 et 14 septembre aura cette année « *une dimension politique qu'elle n'a jamais atteinte* », car elle précède d'un mois la désignation par le P.C.F. de son candidat à l'élection présidentielle.

M. Georges Marchais inaugure samedi la Cité internationale qui accueille soixante-quatorze *journaux* de soixante-dix pays, dont, pour la première fois, l'Afghanistan, le Cambodge, Madagascar, El Salvador et le parti démocratique kurde d'Iran. M. Leroy a indiqué que les communistes français accueilleraient « *avec émotion et solidarité* » les représentants de la presse du parti ouvrier unifié polonais, avec lesquels les envoyés spéciaux de *l'Humanité* en Pologne doivent avoir un débat public samedi après-midi.

M. Marchais, dont le livre *l'Espoir au présent* connaîtra une « *première diffusion massive* » au cours de la fête, prononcera, dimanche après-midi, un discours, qui sera précédé par un défilé réunissant des travailleurs de diverses entreprises ou branches d'activité « *en lutte* ». M. Leroy a dénoncé, à ce propos, la constitution d'un « *véritable front de l'atlantisme électoral, front anti-luttes* » qui réunit « *François Mitterrand, André Bergeron, Edmond Maire, André Henry et autres dirigeants socialistes des syndicats* ».

Le programme artistique de la fête prévoit le passage sur la « grande scène » des chanteurs ou des groupes Djurdjura, Quilapayun, Pete Seeger, Angelo Branduardi, Francesca Solleville, Leny Escudero, Mikis Theodorakis, Marc Ogeret et Robert Charlebois. Dimanche soir l'Opéra national et l'Orchestre symphonique de Budapest donneront *le Mandarin merveilleux* et plusieurs autres pièces de Bartok. Les différents « espaces » de la fête présenteront d'autres artistes de variétés ou de théâtre, le rock'n roll prenant une place moindre que les années précédentes. La fête accueillera également plusieurs champions olympiques et un film sur la cérémonie d'ouverture des Jeux de Moscou doit être projeté sur la « grande scène ».



هكذا من الأصل

Le difficile rétablissement

(Suite de la page 9.)

Cette « anesthésie sociale » a permis aux groupes financiers de mener à bien leurs opérations de « dégraissage ». Il reste que l'agglomération liégeoise compte 30 000 chômeurs et que jusqu'à présent les actions pour relancer l'activité économique n'ont pas donné les résultats escomptés.

La province de Liège, par l'intermédiaire d'une société d'industrialisation, a installé des zones industrielles pour attirer les firmes étrangères. C'est ainsi, par exemple, que Pechiney-Ugine-Kuhlmann a installé une petite unité de production d'électrodes au graphite et le groupe financier de Renault une usine de café en poudre. La ville s'est lancée dans un programme de rénovation des sites industriels désaffectés. Au milieu des années 60 il a été consenti aux sociétés étrangères des aides allant jusqu'à 50 % des investissements réalisés et des exonérations fiscales pour les cinq premières années d'activité. Mais au terme de cette période la plupart d'entre elles ont plié bagage (dont vingt et une entreprises américaines). Seules quelques-unes sont restées, notamment Caterpilar, Burroughs et I.B.M.

Conscients de la gravité de la situation, les Liégois se sont efforcés, depuis le « pacte social » conclu à Cockerill, de donner d'eux l'image de l'entente sociale, et de faire oublier leur réputation de déclencheurs de grèves. Ouvriers et employés liégeois sont syndiqués à 70 % en moyenne, à 100 % dans la sidérurgie et la métallurgie.

Pour le directeur de la Fabrique Nationale (F.N.) de Herstal, M. Michel Vandestrick, patron moderne et modèle, ni cette tradition syndicale et les avantages sociaux acquis (semaine de 38 heures, bientôt 36) ni la politique des grands groupes financiers ne sont responsables des difficultés de l'économie liégeoise. Outre qu'elle ne s'est appuyée jusqu'à présent que sur l'industrie lourde de base, cette économie souffre, selon lui, du niveau élevé de ses coûts salariaux. « *Actuellement*, précise-t-il, *ces coûts sont supérieurs de 25 % à ceux en vigueur aux Etats-Unis* ».

La fabrique d'armes de Herstal, créée à la fin du siècle dernier, participe depuis vingt-cinq ans au programme de production de moteurs d'avion lancé par différents constructeurs mondiaux (Rolls Royce, Général Dynamic, Snecma, etc.). La conclusion du contrat du siècle qui a vu la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège et le Danemark porter leur choix sur le YF 16, a été un ballon d'oxygène pour l'entreprise. Seul constructeur dans ces quatre pays, la F.N. participe à la fabrication des mille moteurs devant équiper les avions de chasse américains pour un chiffre d'affaires qui sera, au terme de cette opération, de l'ordre de cinq milliards de francs français.

Malgré son indéniable succès, le directeur de Herstal reste prudent. « *Le fait que notre chiffre d'affaires ait quintuplé en six ans (580 millions en 1974, 2 milliards en 1979 et 2,9 milliards prévus en 1980) démontre bien que notre situation reste fragile. Cette progression ne s'est pas produite sans risque, donc sans recourir aux emprunts.* » Pour lui, comme pour les autorités de Liège, les vrais atouts de la ville sont désormais sa main-d'œuvre qualifiée, l'importance de son port fluvial (le troisième d'Europe), la densité de son réseau autoroutier et sa situation géographique.

Mais c'est sur la régionalisation que se portent aujourd'hui les espoirs de tous Liégeois. Une loi adoptée en août dernier par le Parlement belge accorde en effet à la Flandre et à la Wallonie une autonomie qu'ils espèrent utiliser à leur plus grand profit. « *Nous aurons à terme nos propres sources de financement*, fait-on valoir dans l'entourage du bourgmestre socialiste, M. Edouard Close, *et nous pourrons mettre en pratique nos idées sur le contrôle de la production et la commercialisation de l'énergie.* » (Les compagnies pétrolières en Belgique sont entièrement détenues par des sociétés privées.) « *Le crédit pourra être régionalisé* », ajoute la F.G.T.B. qui n'est pas suivie sur ce point par la C.S.C.

Le pouvoir régional mettra cependant un certain temps à s'installer. D'autre part, la seconde phase de la crise sidérurgique a commencé et les difficultés de l'industrie automobile risquent de démentir bien des prévisions (les constructeurs français restent les principaux débouchés des produits plats exportés par Cockerill). Reste enfin que les syndicats sont prêts, de toute évidence, à réagir violemment si les groupes financiers ne respectent pas leurs engagements.

MARCEL SCOTTO.

Une ville en mouvement

(Suite de la page 9.)

La plus grande, l'immense cathédrale Saint-Lambert des princes-évêques, n'est plus aujourd'hui qu'un carrefour routier en constant remodelage au cœur de la ville. Mais il en reste beaucoup, et fort belles.

Disparus, en revanche, les grands bras plus ou moins divagants de la Meuse, transformés en boulevards, en parcs et même en rues aujourd'hui piétonnières. Les fleuves eux-mêmes sont rectifiés, approfondis, leurs quais et leurs accès modernisés. Comment ne pas souligner au passage que Liège est avant tout un grand port fluvial, le troisième d'Europe après Duisbourg et Paris ?

A la vérité, après le saccage de 1468, il ne restait pas grand-chose à sauver de la ville du Moyen Age. Celle de la Renaissance fut passablement mise à mal par les grands travaux des années 1860 à 1890, et les bâtiments néo-classiques ou néo-gothiques de cette période sont froids et sans grand intérêt. Du moins, la ville, qui étouffait dans ses limites traditionnelles avec une population plus que triplée, dut à ces travaux de commencer à respirer.

Après 1918, la ville s'enfonce dans la stagnation et dans ce que les économistes nomment un « déclin structurel cumulatif ». La population diminue, vieillit. La liquidation des activités minières, métallurgiques ou verrières du dix-neuvième siècle prend des allures d'agonie. La seconde guerre mondiale n'arrange rien, et vers l'année 1955 il semble que l'on touche le fond du puits.

Mais une ville profondément attachée à elle-même ne meurt pas aussi bêtement. A partir de l'année 1958, un effort commun de la ville et de l'Etat crée les conditions d'une vraie renaissance. Des travaux, une fois de plus, vont rendre Liège à sa vocation de grand port au centre de l'Europe, qui est devenue celle de la communauté charbon-acier, puis du Marché commun : modernisation du canal Albert et de la Basse-Meuse, élargissement du port, croisement à Liège de deux autoroutes nord-sud et est-ouest, développement des activités tertiaires, regroupement d'administrations, et finalement décision d'implanter hors de la ville, au Sart-Tilman, dans un magnifique site boisé, une université de Liège rajeunie et revivifiée.

Aujourd'hui, rien n'est absolument gagné, bien sûr, la ville est très endettée, et le chômage a de lourdes répercussions financières ici, où la tradition socialiste a conduit à la création d'un système de sécurité qui est un modèle, certes, mais un modèle coûteux.

Les raisons d'espérer ne manquent pas cependant. L'afflux de travailleurs immigrés dans les années 60 a notablement rajeuni et revivifié la ville. Celle-ci, avec une longue tradition d'accueil et d'assimilation, offre ainsi aux investisseurs (qui, comme partout, se font un peu tirer l'oreille) un potentiel élevé de main-d'œuvre qualifiée. A moyen terme, le sort de Liège est suspendu à la plus ou moins bonne santé de ce cœur de l'Europe, où elle a su tirer son épingle du jeu depuis des siècles. A l'horizon 2000, nul doute que la vitalité et la volonté des Liégeois lui rendront la place majeure, économique et culturelle, qui lui revient à la jonction naturelle des fleuves et des routes.

JACQUES CELLARD.

POLITIQUE

Méditerranée et civilisation du XXe siècle

(Suite de la première page.)

La thèse de Rivet a été, depuis lors, confirmée par les préhistoriens et historiens, linguistes et *spécialistes de l'art, enfin*, d'une manière irréfutable, par les biologistes. Issus donc de l'*homo sapiens*, nos ancêtres se sont, peu à peu, divisés en trois grandes races par mutations des gènes des chromosomes. Ces mutations se sont produites sous les pressions de l'environnement et les réactions d'adaptation au milieu.

Cependant, dès la *formation* des trois grandes races, recommence le phénomène du métissage, singulièrement autour de la Méditerranée, et cela dès le paléolithique supérieur, où, selon Marcellin Boule, l'homme est un « chien de rue », ce que confirment Breuil et Lantier. « *En résumé*, concluent-ils *dans* leur manuel de préhistoire, *pendant le paléolithique supérieur, on constate l'existence d'éléments négroïdes, éthiopiens, blancs et probablement jaunes* », c'est-à-dire, mêlés, des hommes des races de Grimaldi, de Cro-Magnon et de Chancelade.

Au néolithique, ce sont de nouvelles migrations autour de la Méditerranée avec, une fois de plus, une prépondérance de Noirs et de Blancs : de Négro-Africains et d'Indo-Européens ou, plus exactemetn, *d'Albo-Européens*, comme j'aime à les appeler. Alexandre Moret, dans son *Histoire de l'Orient*, nous dit que « *les premiers colons des vallées orientales sont des Négroïdes, originaires des régions indo-africaines, chassés vers le Nord par la transformation des forêts en savanes, puis en steppes* ». Ce sont eux qui auraient inventé les trois premières écritures et fondé les premières civilisations historiques dans les vallées du Nil, de l'Indus, du Tigre et de l'Euphrate. On sait l'histoire des Albo-Européens comme des Sémites, qui, des plaines eurasiatiques, émigrèrent en Europe occidentale et au Moyen-Orient, à partir du sixième millénaire avant Jésus-Christ.

Pour en terminer avec le métissage biologique, *on sait que*, de la Scandinavie au cœur de l'Afrique, plus on descend, plus le pourcentage des hommes du groupe sanguin A diminue, tandis que celui du groupe O augmente, étant entendu que, plus on avance vers l'Est asiatique, plus *celui du groupe B augmente*. Eh bien, les pays du Maghreb se trouvent exactement entre la France et le Sénégal, pour choisir ces exemples.

Après les préhistoriens et historiens, les linguistes confirment le métissage méditerranéen. Il est *maintenant* établi *que, avant* les migrations albo-européennes et sémitiques, les langues parlées autour de la Méditerranée étaient *agglutinantes*, comme les langues négro-africaines, et non pas *flexionnelles*. C'était le cas de l'égyptien ancien et du dravidien de la vallée de l'Indus, comme nous l'enseignait Lilias Homburger à l'Ecole pratique des hautes études, mais aussi Paul Rivet ; c'était le cas du sumérien ; c'est encore le cas du basque comme du berbère, encore que cette dernière langue ait subi une forte influence de l'arabe.

Il y a enfin le métissage culturel. André Malraux a parlé, en son temps, du « bonhomme des Cyclades », qui porte la marque du rythme nègre. Ce rythme remonte, avec les statuettes de fécondité d'où proviennent les « vierges noires » d'aujourd'hui, à l'art des Négroïdes de l'aurignacien, et c'est précisément cette apparition de l'art au paléolithique supérieur qui est une des caractéristiques de l'*homo sapiens*. On a recensé une quarantaine de ces statuettes en Europe.

« Symbiose » exemplaire entre le Nord et le Sud

Le « *petit bonhomme des Cyclades* » date d'avant l'arrivée des Grecs, quand les Méditerranéens, comme les Egyptiens, étaient des Négroïdes avec « *la peau d'un brun rouge, souvent très foncé* », comme l'écrit Jean Vercoutter dans *Egyptiens et Préhellènes*. On sent encore leur influence sur le rythme des premières statuettes grecques. C'est l'occasion de renvoyer le lecteur à un article du *Nouvel Observateur* daté du 7 mai 1979 et intitulé « *Homère ne mentait pas* ». Pour illustrer l'article, on y oppose des œuvres grecques, métissées, à des œuvres préhellènes. Celles-ci sont présentées comme « *des formes pures, simplifiées, construites par superposition de volumes* », tandis qu'on commente ainsi les œuvres du *métissage héléno-éthiopien* :

« *A la croisée de l'Orient et de l'Occident, le rendez-vous de Zeus avec l'art africain.* »

L'on sait, aujourd'hui, que la musique, le chant et la danse des peuples méditerranéens participent *toujours* de l'Afrique, et noire. Le chant par excellence y est le *bel canto*, et on l'entend, le même, depuis le Sénégal et le Niger, jusqu'à la Loire. Ma surprise, au long de mes expériences, d'entendre telle mélodie, que je croyais sénégalaise, au Maroc, tel rythme « malien » en Irak, d'entendre *Lanza del Vasto me chanter* un poème de troubadour que j'avais entendu au « Royaume d'Enfance ».

Si dans l'histoire des civilisations, les peuples méditerranéens ont été les plus grands, c'est qu'ils avaient réalisé une *symbiose* exemplaire entre le Nord et le Sud, entre les vertus des Albo-Européens comme des Sémites, *d'une part, et celles des Négro*-Africains comme des Berbères, d'autre part. Dans la vie qu'ils avaient menée, pendant des millénaires dans les plaines eurasiatiques, dans les ténèbres et les froids des longs hivers, au milieu d'une *nature* hostile, les *premiers* avaient développé la raison discursive, l'esprit de méthode et d'organisation. Les seconds, qui vivaient au milieu d'une nature *clémente, amicale, avaient* cultivé, avec la raison intuitive, l'identification avec l'autre, c'est-à-dire l'art : un art fait d'images analogiques, informées par le rythme vivant.

Dans le passé, tous les grands *peuples de la Méditerranée*, et d'abord l'Egypte et la Grèce, ont fait la symbiose entre les apports du Nord et du Sud. La mathématique, reine des sciences, est née en Egypte, mais, dans le panthéon grec, il y avait quelque sept déesses et dieux noirs, dont Cybèle, la déesse de la fécondité.

Pour conclure, la tâche du colloque sur les cultures méditerranéennes est, à l'occasion du dialogue Nord-Sud, le problème majeur de ce dernier quart du vingtième siècle, de reprendre en main le rôle historique, de cette région du monde, de délivrer au monde un *message* de *paix* entre les continents et les nations, mais aussi de coopération dans le domaine majeur de la culture : de la civilisation du vingt et unième siècle, que nous élaborons en ce dernier quart du vingtième siècle.

LEOPOLD SENGHOR.

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. GAUCHON (P.F.N.) PRÉCONISE UN SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT « SÉLECTIF ET CONCURRENTIEL »

M. Pascal Gauchon, candidat du Parti des forces nouvelles (P.F.N., extrême droite) à l'élection présidentielle, a présenté à la presse, jeudi 11 septembre, une brochure précisant le programme de sa formation dans le domaine de la politique scolaire et éducative. Professeur agrégé d'histoire et de géographie, le leader du P.F.N. préconise notamment un système d'enseignement « *sélectif et concurrentiel* », « *ouvert sur la vie active* ». « *Il faut avoir le courage de reconnaître que le collège unique est un échec*, écrit-il. *Il faut introduire des éléments de diversité et de concurrence dans un enseignement uniforme* (...).

M. BERTRAND RENOUVIN VEUT REPRÉSENTER LES ROYALISTES

M. Bertrand Renouvin, directeur politique du bimensuel *Royaliste*, membre du comité directeur de la Nouvelle Action royaliste (NAR), a annoncé, jeudi 11 septembre, sa candidature à l'élection présidentielle. Le comité directeur de la NAR lui apportera son soutien « *non seulement pour affirmer la présence royaliste dans un débat crucial mais pour prendre part à la décision finale* ».

[Candidat à l'élection présidentielle de 1974, M. Bertrand Renouvin avait recueilli, à l'issue du premier tour de scrutin, 42 719 voix, soit 0,17 % des suffrages exprimés. Candidat aux élections législatives de 1978 dans la deuxième circonscription de Loire-Atlantique, il avait obtenu, au premier tour, 272 voix, soit 0,44 % des suffrages exprimés.]

Le colloque international sur les cultures méditerranéennes

M. Jacques Delors (P.S.) propose « des amorces de coopération » entre la C.E.E. et les pays de la Méditerranée

De notre envoyé spécial

Saint-Maximin. — Après le discours d'accueil prononcé par M. Gaston Defferre et après l'intervention de M. Senghor, M. Jacques Delors, président de la commission économique monétaire de l'Assemblée des Communautés européennes, devait évoquer la situation des pays méditerranéens dans la confrontation Nord-Sud et définir des « amorces de coopération » entre la C.E.E. et les pays méditerranéens.

Analysant les racines du désordre économique mondial, M. Delors distingue trois phases qui, en fait, coexistent.

La première est connue : elle résulte de la situation dominante de l'économie américaine et des économies occidentales ; elle caractérise les relations entre pays riches et pays en voie de développement. *Il faut désormais y* ajouter la seconde phase qui combine l'*inflation* des pays *riches et* les manipulations du dollar américain avec *l'augmentation du* prix du pétrole, le tout enclenchant une *sorte de spirale* évidemment défavorable aux pays pauvres. « *A ce jeu criminel et peut-être un jour tragique il y a toujours un perdant*, dit M. Delors — *ce sont les pays non développés, non titulaires de ressources* énergétiques. A partir de ce constat, certains ont conclu à la nécessité, restée jusque-là sans écho, d'un accord entre pays industrialisés et pays de l'OPEP afin de définir les critères de variations du prix du pétrole. Il faudrait, selon le responsable socialiste, mettre sur pied des dispositions qui conduisent les pays riches à lutter contre l'inflation et à stabiliser le dollar américain.

La troisième phase, celle de l' « échange récessif » est née de la riposte d'un certain nombre de pays, en voie d'industrialisation rapide, à cette situation. Cette riposte a des effets dépressifs sur les pays occidentaux. Au passage, M. Delors souligne le caractère « redoutable » du problème qui est ainsi posé aux socialistes et aux syndicalistes qui doivent s'efforcer de trouver un compromis entre la solidarité internationale à l'égard des pays pauvres et la défense des travailleurs des pays riches. Il constate que le transfert des acitvités industrielles vers certains pays du Sud améliore parfois la situation de ces derniers aux dépens des pays du Nord. Il n'en réaffirme pas moins avec force que l'économie du Nord et du Sud sont complémentaires. Il existe, selon lui, des zones de complémentarité : la région méditerranéenne en est une, qui offre un cadre adéquat pour une coopération entre les pays riverains et la Communauté économique européenne.

Les premiers jalons de cette complémentarité sont d'ores et déjà posés : M. Delors rappelle en effet qu'il existe entre ces pays et la C.E.E., outre des accords d'association, de multiples accords commerciaux. Forts de cette expérience de coopération, les socialistes devraient, selon M. Delors, faire quatre propositions en direction des pays méditerranéens et de certains pays *africains* :

1) Créer une agence pour la *gestion et la survie de la Méditerranée*, qui aurait pour compétence *de traiter des questions de* pollution, de pêche et d'exploitation *des fonds marins* ;

2) Unir les efforts de recherches *et d'action en agriculture* ;

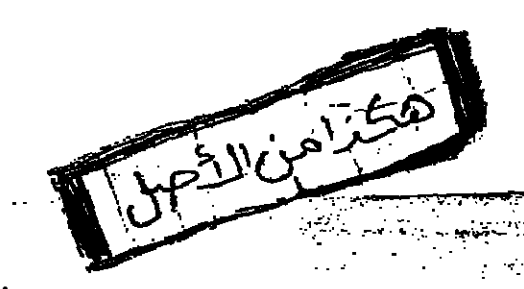
3) Mettre sur pied un programme méditerranéen pour la sécurité de l'approvisionnement en produits alimentaires et élaborer des mécanismes efficaces d'aide d'urgence pour les pays défavorisés de l'Afrique et du pourtour méditerranéen ;

4) En attendant une réforme du système monétaire international, créer une institution qui soit une sorte d' « agence matrimoniale » : elle serait chargée d'étudier les projets de développement et de rechercher les partenaires pour l'Etat et les entreprises intéressées. Une telle institution pourrait également faciliter le recyclage des capitaux et offrir une garantie aux prêteurs et des conditions acceptables à l'emprunteur.

Dans sa conclusion, M. Jacques Delors insiste sur la nécessité pour les pays méditerranéens d'une prise de conscience de leur « solidarité économique ». L'espace méditerranéen, explique-t-il, est devenu l'enjeu d'un affrontement américano-soviétique. « *Au lieu de se contenter d'être un enjeu, ces pays veulent-ils devenir acteurs ?* », demande-t-il.

Les « dialogues méditerranéens » organisés *sous* l'égide du *P.S.* permettront peut-être d'apporter des éléments de réponse.

J.-M. C.



LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

ALLIER : les deux sortants centristes sont sérieusement menacés par la gauche

De notre envoyé spécial

MOULINS. — Depuis plus d'un siècle, ce *département est républicain*, et républicain comme on l'était naguère, c'est-à-dire « laïque » et plus ou moins « rouge ». Il fut l'un des rares à « bouger » lors du coup d'État du 2 décembre 1852. Et, dès 1882, il connut la première municipalité socialiste du monde, celle de la ville de Commentry, qui devait ensuite envoyer au Parlement le premier *député portant cette étiquette*, Christophe Thivrier.

Son grand homme *demeurait* encore il y a peu *Jean Dormoy* qui, ouvrier guesdiste, devint maire de Montluçon, avant de passer à la postérité comme l'inventeur de la fête du 1er mai. Il sera le père de Max Dormoy, qui fut ministre de l'intérieur du Front populaire après le suicide de Roger Salengro, et qui devait être assassiné par la milice, le 26 juillet 1941, dans un hôtel de Montélimar où il se trouvait en « résidence surveillée » sur ordre de son successeur à l'intérieur, l'amiral Darlan. En 1924, après le *succès du cartel des gauches*, l'Allier, sur quatre sièges, avait eu quatre députés socialistes. Une vingtaine d'années plus tard, au lendemain de la Libération, c'est le P.C. qui était devenu le parti dominant. Après avoir obtenu 37 % des voix aux législatives de 1946, il devait se maintenir, dans les consultations électorales, au-delà de 30 %.

Ces rappels font comprendre la précarité des succès centristes dans les années 1965-1970, qui permirent, *en 1971, à deux « modérés »*, MM. Jean Nègre (P.D.S.) et Jean Cluzel, de battre les sénateurs socialistes sortants, MM. Georges Rougeron et Pierre Gonard. Depuis une dizaine d'années, il est vrai, l'influence de la S.F.I.O. décroissait et, dès 1967, M. Jean Cluzel avait pu évincer M. Georges Rougeron de la présidence du conseil général. Aujourd'hui le P.S. de l'Allier n'a même plus un siège au Parlement : les sénateurs sortants sont donc deux centristes, MM. Jean Cluzel et André Rabineau, ce *dernier* ex-suppléant de Jean Nègre, décédé. Quant aux députés, ils sont tous communistes, MM. André Lajoinie, membre du bureau politique, et *Pierre Goldberg, successeur de M. Rougeron* à la tête de la mairie de Montluçon, ou « majoritaires », MM. Hector Rolland, maire R.P.R. de Moulins, et Gabriel Péronnet (U.D.F.), président d'honneur du parti radical valoisien. Mais cette situation parlementaire, et notamment sénatoriale, n'est plus le reflet de la réalité politique du département.

En *effet, depuis* les *élections* de 1971, le P.S. et le P.C. ont reconquis leurs positions. M. Jean Cluzel a perdu la présidence du conseil général au profit du communiste M. Henri Guichon, son adversaire le plus redoutable le 28 septembre, et M. André Rabineau, simple suppléant en 1971 et n'ayant donc pas subi directement alors les « feux de la *rampe* », a *perdu la mairie de* Cusset, conquise par M. Jacques Milliet, l'un des deux candidats socialistes aux prochaines sénatoriales. Dès l'élection présidentielle de 1974, la gauche, représentée par M. François Mitterrand, avait totalisé au second tour 54,47 % des suffrages. Majoritaire à l'assemblée départementale que préside un communiste, on considère *qu'après les cantonales* de 1976-1979 et les municipales de 1977, elle a gagné, selon les pointages, 140 à 190 voix de « grands électeurs », soit environ un cinquième du nombre des inscrits qui sont 977 dans le département (députés, conseillers généraux, conseillers municipaux et leurs délégués), ce qui, pour être élu, met la barre à 489 voix. Or en *1971, M. Cluzel avait obtenu* 539 voix (M. Rabineau venait dans la foulée de M. Jean Nègre). Si l'on soustrait de ce score le nombre de suffrages gagnés depuis par la gauche, MM. Cluzel et Rabineau sont loin d'être en mesure de réussir le saut. Ils espèrent pourtant passer la barre tout en reconnaissant que les *chiffres sont contre eux*. M. Cluzel *conteste néanmoins* le *gain* de 190 voix au profit de ses adversaires, qui est avancé par des « pointeurs » *même proches de* lui. *L'opposition de gauche*, estime-t-il, a *gagné au maximum* 140 voix de « grands électeurs » et sur ce nombre une quarantaine penchent sûrement vers lui. Si l'on enlève une centaine de voix du score de 1971, il ne reste donc plus qu'une cinquantaine de suffrages à conquérir *pour* l'emporter.

Le jeu de l'union

Depuis le 7 septembre, jour de désignation des délégués municipaux, on connaît tous les « grands électeurs ». Les résultats, à première vue, ne paraissent pas de bon augure pour les deux sénateurs sortants. Dans la très grande majorité des cas, en effet, socialistes et communistes ont joué le jeu de l'union. Il y a eu peu d'ex*ceptions à cette* règle. Les *deux* partis, d'autre part, se sont mis d'accord pour présenter éventuellement au second tour une liste commune composée de M. Henri Guichon pour le P.C. et de M. Louis Huguet, conseiller général de Gannat, pour le P.S. Au premier tour, il y aura comme second candidat communiste M. René Bardet, vice-président du conseil général, et comme autre candidat socialiste M. Jacques Milliet déjà nommé.

L'annonce anticipée de cette *liste commune P.C.-P.S.*, desservira la gauche, pense M. Cluzel. Ce sénateur considère aussi que nombreux seront les délégués municipaux baptisés « divers gauche » qui hésiteront à voter pour le P.C. Tel n'est pourtant pas l'avis de tous ses amis politiques. M. Henri Guichon, disent ceux-ci, est d'abord le président du conseil général. Il a rendu à ce titre des *services sans tenir compte des étiquettes*, et il ne fait pas peur. C'est un homme courtois, populaire et habile. Réflexion d'un maire rural qui ne se situe pas à gauche : « *Guichon, moi je ne le crains pas !* » Réflexion qui en disait long par le ton. Dans les municipalités où les communistes sont majoritaires, ceux-ci ont eu le geste de désigner quelques délégués qui n'étaient pas de leur mouvance, et l'habileté de le faire savoir.

« Le feu couve encore dans les campagnes »

M. Jean Cluzel estime aussi que la comparaison avec 1971 n'est pas complètement valable, car le R.P.R. faisait alors campagne contre lui tandis que M. Hector Rolland, leader de ce parti dans le département, a pris cette fois position en faveur de sa candidature. « *Je souhaite en effet sa réélection et je mène pour cela une très active campagne* », nous a déclaré le *député*, maire de Moulins. M. Hector Rolland ne dissimule pas toutefois la difficulté de la tâche ; une tâche qui sera encore compliquée par la candidature « surprise » de M. Pierre Corniou, maire de Bellerive-sur-Allier depuis 1962. Ce candidat (socialiste S.F.I.O. à l'origine), qui avait succédé au sénateur Auberger à la tête de sa commune, est passé au M.R.G. en 1973 et a *été* réélu sous cette étiquette, tant aux municipales de 1977 qu'aux cantonales de 1973 et *1979. Il* représente le *canton* d'Escurolles à l'assemblée départementale et a été président de l'important syndicat intercommunal Vichy-Cusset-Bellerive-sur-Allier de 1967 à 1971.

Il vise la succession de M. Rabineau, joue la division du P.S. et pense que le courant anticommuniste est assez fort à gauche pour lui permettre de courir sa chance. Ses adversaires l'accusent d'être manipulé par le préfet pour jeter la perturbation chez les opposants. Le maire de Moulins estime au *contraire que la majorité* des voix qui iront à M. Corniou seront prises à M. Cluzel. Entendu à la préfecture : « *En tout cas, il brouille les cartes !* »

Du côté socialiste, on est confiant. M. Louis Huguet devrait être élu. On reconnaît le poids du P.C. qui donne toutes ses chances à M. Henri Guichon, mais la menace M.R.G. fait plutôt sourire. Les radicaux (de gauche ou non) représentent peu aujourd'hui ici, et leur candidat, dit-on, fait presque figure de « renégat » dans les campagnes.

Ah ! ces campagnes, M. Jean Cluzel compte beaucoup sur elles ! *Depuis neuf ans*, il les a systématiquement visitées, commune par commune. Une quarantaine d'entre elles seulement sur trois cent vingt sont restées hors du circuit parce que le maire communiste aurait pu mal prendre l'initiative du sénateur centriste. Entre le 20 août 1979 et le 5 septembre 1980, il a tenu deux fois *dans chaque mairie*, des réunions de travail et d'information.

Ce paysage harmonieux du Bourbonnais, fait de prairies, de vallons, de forêts, ces chemins creux, il les connaît par cœur, et les besoins, les frustrations aussi, des populations n'ont plus de secret pour lui. Les élus locaux ne pourront ignorer, pense-t-il, ce qu'il a fait pour eux en neuf ans : pour leurs routes, leurs équipements, pour la revalorisation des prix agricoles, les transports scolaires, etc. Mais M. Cluzel est lucide également. *Il* sait que l'enracinement du socialisme et du communisme est ici un phénomène autant rural qu'urbain. C'est dans ce département qu'est né, le 3 octobre 1905, le premier syndicat de cultivateurs : la Fédération des travailleurs de la terre. Cette tradition est due pour une large part à l'abus des métayages, qui a fait naître chez le paysan *la haine du propriétaire.* « *On la doit*, a-t-il écrit, *à la démission de l'aristocratie terrienne du département au siècle dernier. C'est le lourd héritage du dix-neuvième* » (*Elu du peuple*, Plon). Et ce centriste n'est pas loin de penser que l'administration bureaucratique et technocratique d'aujourd'hui fabrique autant de révoltés que les propriétaires *du* siècle dernier. Un élu municipal de la petite commune d'Andelaroche lui a confié récemment : « *Si cela continue, la France va devenir enragée.* »

« *Sait-on*, nous a dit M. Cluzel, *que les usagers de nos routes cassent les panneaux avec des cailloux lorsqu'ils croient que la police y a incorporé des radars de contrôle ? Ne vous fiez pas à la douceur du paysage. Elle dissimule l'âpreté de la vie sociale. Le feu couve encore dans les campagnes.* »

ALAIN GUICHARD.

Les candidats à ce jour

MM. Henri Guichon, président du conseil général, et René Bardet, vice-président du conseil *général*, P.C.F. ; *Louis* Huguet, conseiller général, et Jacques Milliet, maire de Cusset, P.S. ; Pierre Corniou, conseiller général, M.R.G. ; Jean Cluzel et André Rabineau, union centriste, sénateurs sortants.





JUSTICE

L'affaire de la filiale de la Caisse des dépôts

UNE LETTRE DU GÉRANT DE LA S.R.S.

Après la publication dans le Monde *daté 24-25 août d'un article intitulé « Une information est ouverte contre une filiale de la Caisse des dépôts », M. Jean Piotruszynski, gérant de la S.R.S., nous écrit :*

Après une enquête très minutieuse, la police judiciaire, brigade nationale d'enquêtes économiques, a établi que la société S.R.S. était complètement hors de cause dans l'affaire de la filiale de la Caisse des dépôts. La S.R.S. est une société loyale et saine, dont la gestion est irréprochable depuis février 1955, date de sa création. Si son imprimerie se trouvait dans les mêmes immeubles que les entreprises que vous citez, son siège et ses locaux ont toujours été à Paris depuis sa création. Elle n'a rien à voir avec les autres entreprises que vous citez.

● *L'assassinat du notaire de Cons-la-Grandville.* — Mme Marie-Hélène Clareen, inculpée, le 6 juillet (*le Monde* du 6 juillet), avec son mari pour l'assassinat de Me Jean Flauder, notaire à Cons-la-Grandville (Meurthe-et-Moselle), tué dans la nuit du 4 au 5 février, a été remise en liberté jeudi 11 septembre sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy. M. Maurice Clareen, chauffeur routier, a été maintenu en détention dans l'attente des résultats de l'expertise de l'arme saisie à son domicile.

FAITS DIVERS

20 TONNES DE MARIJUANA SAISIES A SAN-FRANCISCO

San-Francisco (*A.F.P., Reuter*) — 20 tonnes de marijuana, évaluées à 160 millions de francs, ont été saisies, jeudi 11 septembre, dans un bateau ancré dans le port de San-Francisco. La brigade des stupéfiants de la ville, qui suivait une piste depuis huit mois sur *le trafic de drogue en Californie*, avait déjà arrêté, jeudi soir, seize personnes et a annoncé que d'autres arrestations étaient imminentes.

Cette prise est une des plus importantes opérées sur la côte ouest des Etats-Unis.

La plus grosse saisie de marijuana remonte à novembre 1978 lorsque 112 tonnes (évaluées à l'époque à environ 900 millions de francs) avaient été trouvées à Jacksonville en Floride, dans un navire en provenance d'Amérique du Sud.

● *« Papillon » Lacaze arrêté à Cannes.* — L'ancien international de rugby Pierre Lacaze, dit « Papillon », âgé de quarante-trois ans, soupçonné d'avoir participé à Cannes à une tentative d'escroquerie à l'aide de chèques volés, a été interpellé dans la nuit de mercredi à jeudi en compagnie d'une prostituée toulousaine, Mme Jocelyne Barrault, et placé en garde à vue.

Le bilan des accidents de montagne

Les Alpes du Nord ont été nettement moins meurtrières cette année

De notre correspondant

Grenoble. — Trois alpinistes ont été retrouvés mercredi 10 septembre dans le massif des Ecrins par les guides secouristes de la C.R.S. 47 de Grenoble. L'un d'eux, M. Michel Hopf, originaire d'Allemagne fédérale, avait entrepris l'ascension en solitaire de la voie normale du Siriac (3 440 mètres). L'alpiniste a glissé sur le glacier qui mène au sommet, et il est tombé dans une crevasse où il est mort asphyxié.

D'autre part, depuis le 8 septembre, des recherches étaient menées dans le secteur de la tête nord de l'Etret (3 553 mètres) pour retrouver deux alpinistes grenoblois, M. Jean-Louis Zinek, vingt-sept ans, et M. Christophe Charra, dix-huit ans. Ils ont été retrouvés mercredi au pied du glacier de l'Etret. Ils avaient dévissé alors qu'ils regagnaient la vallée, leur course achevée.

Ces accidents portent à cinquante-huit le nombre des personnes mortes cet été dans les Alpes du Nord. Le peloton des gendarmes de haute montagne de Chamonix est intervenu pour sa part cent cinquante-neuf fois dans le massif du Mont-Blanc. Les gendarmes-guides ont ramené dans la vallée, entre le 1er juin et le 10 septembre, trente et un morts et cent quinze blessés. Ce bilan est nettement inférieur à celui constaté en 1979 pour les Alpes du nord (quatre-vingt-seize morts), en 1978 (quatre-vingt-huit morts) et en 1977 (quatre-vingt-dix-sept morts), mais il est supérieur à celui enregistré en 1976 : cinquante et un morts. Selon les responsables de l'Office de haute montagne de Chamonix et les gendarmes des refuges du massif du Mont-Blanc, le nombre des alpinistes qui fréquentent la haute montagne aurait nettement diminué cette saison (d'environ 35 à 40 %) par rapport à l'été dernier. La cherté des prix pratiqués dans les refuges ne serait pas étrangère à cette relative désertion. Le mauvais temps qui a régné jusqu'au 30 juillet sur les Alpes peut, d'autre part, expliquer le bilan moins lourd des accidents survenus en moyenne et haute montagne.

Des drames peu courants en cette période de l'année se sont en revanche produits. Ainsi, plusieurs alpinistes ont été emportés par des avalanches de neige récente ; d'autre part, la neige recouvrait encore à la fin de juillet les pentes situées jusqu'à 2 000 mètres. Celle-ci a provoqué de nombreuses glissades des randonneurs. Treize d'entre eux se sont tués cet été sur des sentiers de randonnée, ou en traversant des névés, ou lors de courses en moyenne montagne. Trois d'entre eux ont enfin été victimes de crise cardiaque.

En haute montagne, ce sont les dévissages et les erreurs techniques qui ont été à l'origine des accidents, le plus souvent mortels. C'est enfin l'ascension du Mont-Blanc (4 807 mètres) par la voie normale empruntée certains jours par plus de trois cents personnes qui demeure l'itinéraire le plus meurtrier des Alpes du nord ; quatre personnes se sont ainsi tuées dans l'arête rocheuse qui mène au sommet de l'Aiguille-du-Goûter (3 835 mètres).

CLAUDE FRANCILLON.

IMPORTANT VOL DE PIERRES PRÉCIEUSES A LONDRES

Londres (*A.F.P., U.P.I.*). — Un important vol de diamants d'une valeur estimée à *environ 10 millions* de francs a été commis, *jeudi 11 septembre, chez M. Graff*, diamantaire dans le quartier de Knightsbridge à *Londres*. Deux malfaiteurs armés de deux pistolets et d'une grenade se sont emparés de nombreuses pierres, de bijoux, parmi lesquels le diamant de Marlborough, de 45 carats, dont la valeur est estimée à 4 millions de francs. Le vol a duré à peine une minute.

Deux suspects, Joseph J. Scalise et Arthur Rachel, tous deux âgés de quarante-deux ans, de Chicago, ont été arrêtés à l'aéroport de cette ville alors qu'ils revenaient de Londres. Bien qu'aucun bijou n'ait été retrouvé sur eux, ils sont soupçonnés de ce vol.

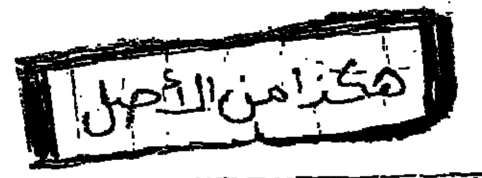
UN HABITANT DE L'AIN EST ARRÊTÉ EN POSSESSION DE 250 000 FAUX DOLLARS

M. Louis Bonnamour, âgé de trente-sept ans, habitant Ferney-Voltaire (Ain), a été interpellé, mardi 9 septembre, sur le parking du casino de Divonne-les-Bains (Ain), au terme d'une longue enquête effectuée par les policiers de la police judiciaire de Lyon et de l'Office central pour la répression du faux-monnayage. Il était en possession de deux mille cinq cents faux billets de 100 dollars. Déféré au parquet de Bourg-en-Bresse, présenté à un juge d'instruction, jeudi 11 septembre, M. Bonnamour a été inculpé de détention de fausse monnaie et d'usage de billets étrangers contrefaits. Il a été écroué. M. Bonnamour n'a donné aucune indication aux enquêteurs, qui se disent, cependant, persuadés de son appartenance à un réseau européen de faux-monnayeurs.

Ils ont arrêté, à Lyon, un autre membre présumé de ce réseau, M. José Garcia, trente-sept ans. M. Garcia a, lui aussi, été déféré au parquet de Bourg-en-Bresse, inculpé de complicité et écroué.

● *Un incendie criminel* a détruit, vendredi matin 12 septembre, à Toulouse, un magasin de vente de matériel électronique et informatique. Le sigle CLODO (Comité liquidant ou détournant des ordinateurs) a été peint sur les murs du magasin. Selon la police de Toulouse, trois foyers d'incendie auraient été allumés en même temps, vers 5 h. 30.

Le CLODO avait déjà revendiqué d'autres attentats : les 6 et 9 avril, respectivement contre des installations informatiques des sociétés Philips et C.I.I.-Honeywell-Bull à Toulouse (*le Monde* du 10 avril) ; le 9 août, à Louveciennes, une bombe, qui n'a pas explosé, a été découverte dans les locaux de C.I.I.-Honeywell-Bull (*le Monde* des 13 et 20 août).



Le Monde

société

L'AGRESSION D'ANNECY

L'ancien collaborateur de J. Fontanet a été victime d'un jeune toxicomane

De notre envoyé spécial

Annecy. — Un jeune toxicomane âgé de dix-neuf ans, Daniel Grenet, a *reconnu, jeudi 11 septembre*, être *l'auteur de l'agression* commise le 8 septembre, à Annecy, contre M. Jacques Gonnard, âgé de cinquante ans, ancien membre des cabinets ministériels de Joseph Fontanet (« le Monde » du 12 septembre). M. Gonnard avait été blessé d'un coup de couteau, vers 21 h. 30, alors qu'il se promenait à proximité de son domicile. Les enquêteurs de la sûreté urbaine d'Annecy avaient d'abord pensé que cette agression *pouvait avoir un lien avec le meurtre* de l'ancien ministre assassiné à Paris dans la nuit du 31 janvier au 1er février.

« Je préfère cela »

« *Je préfère cela.* » Cet homme politique local, proche de la municipalité, ne cache pas son soulagement en apprenant que M. Jacques Gonnard a *été victime* d'un jeune marginal, d'un toxicomane en manque, et non, comme il l'avait cru d'abord, d'une de ces ombres qui hantent le mystère de la mort de Joseph Fontanet. Annecy aspire à l'oubli après les rumeurs qui avaient circulé en février, mêlant les escroqueries découvertes au casino, le projet immobilier de l'Impérial et les truands lyonnais. Annecy s'était *sentie salie par le scandale.* Et voilà qu'un compagnon de Joseph Fontanet, directeur divisionnaire des impôts et maire de Grésy-sur-Isère (Savoie), un homme peu connu, reçoit un coup de couteau au foie dans la rue la plus élégante de la ville, l'avenue d'Albigny, au bord du lac !

Grâce, si l'on peut dire, à Daniel Grenet, la vérité est plus douce à entendre que ce qu'on imaginait déjà de scandales et de complots. L'histoire de ce jeune toxicomane *se répète dans toutes les villes,* partout où la jeunesse ne se reconnaît plus dans le siècle. Dans des affaires de ce genre, la responsabilité est nationale. Pas locale. Annecy sauve ainsi sa *réputation.*

Car, même si la municipalité avait été plus attentive ou la police plus sévère, Daniel Grenet aurait sans doute attaqué M. Jacques Gonnard. *C'est un drogué, comprenez-vous ?* Un gosse perdu qui *ne* choisit *pas* les victimes de son mal.

Un pull-over rouge

L'agression, pour Annecy, perd donc de sa gravité en devenant presque inévitable : le garçon n'avait plus un sou pour acheter de la *drogue* ou de la bière. L'argent des cambriolages de magasins qu'il est soupçonné d'avoir commis avait fondu. Il errait depuis plusieurs *jours. Il voulait fumer,* n'importe quoi, même les cigarettes d'un passant.

Il traînait sa détresse, ce soir-là, le long des immeubles cossus du bord du lac. Les rares passants qui *empruntaient* l'avenue d'Albigny entre deux averses le contournaient, mal à l'aise devant ce garçon aux cheveux longs... M. Gonnard a-t-il eu *un refus plus brusque ?* « *Daniel Grenet ne sait plus ce qui s'est alors passé* », racontent les policiers. « *Il a sorti son couteau, il a frappé comme dans un rêve. M. Gonnard a eu la force de rentrer chez lui et d'appeler du secours.* » Avant de s'évanouir, il a pu donner le signalement de son agresseur, habillé d'un pull-over rouge.

Quand Daniel Grenet a été interpellé deux jours plus tard parmi d'autres « *jeunes vagabonds toxicomanes* », il *portait* encore *le* pull-over rouge. Les policiers lui ont offert des cigarettes... Peut-être est-ce *pour* cela qu'il a craqué : « *Vous ne pouvez pas me comprendre,* a-t-il dit aux enquêteurs, *d'ailleurs, moi non plus, je ne me comprends pas* ».

Si elle rassure Annecy, la personnalité de l'auteur de l'agression inquiète les policiers. « *Nous ne faisons pas une chasse effrénée aux jeunes toxicomanes.* » La ville est encore ouverte aux marginaux *poussés vers la montagne par le* goût de l'écologie, le ras-le-bol des cités industrielles ou simplement la drogue. Les policiers font encore ici la distinction entre « *les fumeurs de H, les toxicomanes discrets et les trafiquants* ». Mais « *déjà les commerçants se plaignent* » et trouvent que ces toxicomanes font mauvaise impression dans le décor, entre les grappes de touristes et les boutiques d'objets artisanaux, les restaurants savoyards, les galeries d'art *consacrées* au patrimoine régional.

« *Cette histoire va tourner au procès des jeunes* », note encore un policier. Annecy, pour la drogue, est mal située, à deux pas de Genève et de l'Italie. Les bagarres, le soir, deviennent trop fréquentes. La semaine dernière, un C.R.S. avait été attaqué et blessé par trois jeunes gens en goguette.

PHILIPPE BOGGIO.

CRÉÉE PAR LES FONDATEURS DES GROUPES « BRÈCHE »

L'association Droits de l'homme et solidarité veut privilégier les actions concrètes

L'abbé Jean-François Six, professeur à l'Institut catholique de Paris, et Bernard Montanier, membre du Grand Orient de France, viennent de créer l'association Droits de l'homme et solidarité. En 1976, ils avaient fondé ensemble la revue *Brèche* et, à l'époque, ils avaient été vivement critiqués, aussi bien dans les rangs de l'épiscopat que dans ceux de la franc-maçonnerie. Aujourd'hui, le succès de la *Brèche,* qui se veut une « plate-forme » à partir de laquelle des gens de tous bords peuvent se rencontrer, a désarmé ces critiques.

Des contacts avaient été pris entre le parti socialiste et l'abbé Six afin de regrouper tous ceux qui ne souhaitaient *adhérer ni* au Secours populaire français ni au Secours catholique. Mais il a fallu renoncer à une collaboration qui prenait par trop, selon l'abbé Six, les allures d'une tutelle, et on a pu ainsi lire dans le *Journal officiel,* du 11 juillet, l'annonce de la création de Solidarité, patronnée par les socialistes, et de Droits de l'homme et solidarité.

Fort de son expérience, l'abbé Six *insiste sur l'indépendance* de l'association dont le but est de surmonter les sectarismes, tout en affirmant qu'il ne veut pas politiser les *problèmes* : « *Ce que nous voulons, c'est mobiliser les gens sur des points précis et prolonger notre réflexion par une action concrète qui demeure à l'échelle humaine. Quand les gens nous donnent de l'argent, nous leur racontons l'histoire de cet argent, mieux, nous leur demandons à quoi ils veulent l'affecter, afin que leur acte ne leur échappe pas.* »

Les adhérents sont ainsi de véritables militants. Ils travaillent en petites équipes autour de thèmes précis. Leur première réalisation dans le groupe Brèche a concerné l'éducation des enfants abandonnés au Cambodge. Afin d'éviter leur déracinement, ils ont créé à Poulo-Galang un centre-foyer qui les accueille et leur donne un encadrement compétent.

Aujourd'hui, deux autres actions prioritaires sont à l'étude. L'une vise les travailleurs immigrés et *la* seconde *la* vieillesse, notamment le drame des « mouroirs » qui sera dénoncé dans un Livre blanc que l'association publiera d'ici *sept* à *huit mois.*

Le philosophe Vladimir Jankélévitch et l'abbé Pierre président le comité de soutien de l'association qui comprend de nombreuses personnalités parmi lesquelles : M. *François* Bloch-Lainé, ancien président du Crédit lyonnais, président de la Fondation pour la recherche médicale française ; Mgr Gérard Huyghe, évêque d'Arras ; MM. Fred Zeller, ancien grand-maître du Grand-*Orient de France ; René Rémond,* ancien président de Paris-X ; André Jeanson, ancien président de la C.F.D.T. ; Pierre Emmanuel, de l'Académie française ; Paul Flamand, ancien directeur général des Editions du Seuil ; le peintre Alfred Mannessier ; Mme Yvonne Dornès, grand-maître de la Grande loge féminine française ; René Lenoir, ancien ministre et Bernard Stasi, ancien ministre, député (U.D.F.-C.D.S.) de la Marne.

Les six squelettes de l'île de Batz vont être examinés à Paris

Forcément une « vieille histoire »...

De notre envoyé spécial

Saint-Pol-de-Léon (Finistère) — Parmi les hypothèses émises à propos de l'énigmatique charnier découvert le 26 août sur une plage de l'île de Batz (« le Monde » des 29 août et 7-8 septembre), celles qu'on veut retenir ici sont toutes liées à la dernière guerre. Résistants exécutés par les Allemands, naufragés d'un combat naval, famille de juifs décimée ou représailles contre des soldats allemands, *chacun a son idée mais en* parle peu : la trouvaille intéresse et dérange à la fois, et l'on ne veut pas croire que *le charnier soit le résultat* d'un crime plus récent.

Crime de guerre ou crime de *paix ? Tant que la datation* des squelettes n'aura pas été faite avec précision, l'île de Batz, avec son micro-climat, son jardin colonial et ses huit cents habitants, sorte de petit paradis au seuil de la Manche, conservera son secret. Les vieux pêcheurs qui se chauffent au soleil de septembre disent : « *C'est une vieille histoire.* » Voire. Si les Allemands avaient exécuté des résistants ou des jeunes qui essayaient de fuir vers la Grande-Bretagne, pourquoi ce côté clandestin ? Des combats navals, des naufrages, il y en eut à cette époque dans les parages, mais les corps ont été régulièrement enterrés dans les cimetières des environs.

Alors, reste — pour le moment — l'hypothèse du docteur Merer, un médecin de Brest, propriétaire d'une maison sur l'île : une bavure. Des jeunes Français partant pour la Grande-Bretagne — *plusieurs,* qui n'étaient pas de la région, ne sont jamais arrivés — auraient été pris et enterrés là par des soldats allemands, en cachette de leurs chefs. *Les* gendarmes de Saint-Pol-de-Léon ont recueilli pendant quinze jours — « *par téléphone surtout* » — les *opinions de gens qui croient* savoir. Mais, M. Christian Elek, juge d'instruction à Morlaix, chargé du dossier, aura fort à faire pour contrôler ces hypothèses. M. Gérard Nedellec, procureur au tribunal de Morlaix, vient d'ordonner le transfert des ossements à l'institut médico-légal de Paris, aux fins d'analyse. Les experts pourront sans doute donner un âge aux squelettes, au vu, en particulier, de l'ossification plus ou moins avancée des cartilages de conjugaison et de la denture.

Deux anneaux

La nature des sédiments dans lesquels les corps ont été retrouvés *devrait permettre de dater* l'enfouissement. En milieu marin, les corps disparaissent complètement à cause de l'action dissolvante de l'eau de mer ; les os « fondent » littéralement en six ou sept ans maximum. Les sédiments, au contraire, les conservent, du fait qu'il n'y a pas, ou peu, d'oxygénation. Si les « fossoyeurs » ignoraient probablement ce point, ils devaient, en revanche, savoir que le lieu qu'ils avaient choisi n'est que rarement découvert par la marée.

Les corps ont été entassés en désordre *dans* une *fosse creusée* à 1,50 m au-dessus du zéro des cartes marines, un endroit accessible — et à pied seulement — *qu'aux grandes marées* basses, c'est-à-dire tous les quatorze jours, dans une zone précisément sablo-vaseuse.

Seuls moyens d'identification éventuels : deux anneaux en métal de 48 millimètres de diamètre, identiques, munis d'une barrette et relativement oxydés. Des boucles de ceinture ou l'armature d'insignes ?

Toujours selon le docteur Merer, les victimes, pour trois d'entre elles, seraient des adultes jeunes, âgés de 20 ans à 25 ans. Les *trois* autres *seraient* plutôt des adolescents, dont l'un, qui ne devait pas dépasser 1,50 mètre, devait être particulièrement jeune.

L'hypothèse d'un fait de guerre

L'âge approximatif que l'on *peut donner aux squelettes* ne vient pas nécessairement renforcer l'hypothèse d'un fait de guerre. Une chose paraît certaine cependant : *ces gens* ne sont pas morts sur place, mais y ont été amenés ; d'ailleurs, la petite plage est située juste en face d'un point de mouillage. En somme, pour un bateau qui viendrait du continent, c'est la première plage venue.

Si *les* ossements sont *là* depuis la guerre comment se fait-il qu'on ne les ait pas découverts plus tôt ? Selon M. Louis Priser, ancien instituteur *sur l'île,* la *marée noire* de 1978, consécutive au naufrage de l'*Amoco-Cadiz,* n'y est pas étrangère. De grandes quantités de sable mazouté avaient été enlevées sur les plages et, par un mouvement naturel, la mer a remonté du sable, diminuant, ainsi l'épaisseur de la couche sous laquelle étaient ensevelis les six squelettes.

CHRISTIAN COLCOMBET.

MOTO FLÉAU

Des morts par milliers. Des blessés par dizaines de milliers. Des jeunes infirmes à vie. Un coût social pour la nation qui se chiffre en dizaines de milliards. Des sorties de devises par milliards pour la plus grande joie des industriels japonais. Le bilan serait incomplet si on n'y ajoutait la pollution par le bruit, les parasites et les gaz d'échappement. La moto est en passe *de devenir l'un de ces fléaux* sociaux de notre société. Au même titre que l'alcoolisme.

Le gouvernement *ferme* pudiquement les yeux. Il est vrai que les motards, imitant en cela les bouilleurs de cru, ont su se constituer en lobby. Il faut bien que « jeunesse se passe », dit-on. Et puis, « sur leur moto, ils ne pensent pas à autre chose ! ». L'art de gouverner consiste aussi à créer des soupapes de sécurité. Quel qu'en soit le prix pour la collectivité.

J.-M. QUATREPOINT.

ÉDUCATION

La FEN accuse la C.G.T. et le P.C. de vouloir la « déstabiliser »

M. André Henry, secrétaire général de la FEN, est intervenu jeudi 11 septembre dans la polémique à propos des mots d'ordre de grève les *16 et 18 septembre* lancés dans son organisation par la tendance Unité et Action (animée par des communistes) dans dix sections départementales du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI - P.E.G.C.) et deux syndicats nationaux : celui des *enseignements de second degré* (SNES) et celui de l'éducation physique (SNEP). Cet appel à la grève émane aussi du SGEN-C.F.D.T., de deux syndicats C.G.T., et du Syndicat national des collèges (« Le Monde » du 6 septembre).

La *tendance* Unité Indépendance et Démocratie (U.I.D., proche des socialistes), majoritaire au SNI et à *la FEN*, désapprouve une telle stratégie. « C'est *une grève-alibi dont l'objectif* majeur est de déstabiliser la FEN », a déclaré M. Henry, jeudi, devant la presse. Et il a ajouté « Que Unité et Action et ceux qui les manipulent et les impulsent laissent cette sale besogne au premier ministre. »

Ainsi, le secrétaire général de la FEN, après M. Guy Georges, secrétaire général du SNI-P.E.G.C., s'en est-il pris au P.C. et à la C.G.T., accusés de s'immiscer dans les affaires de la FEN afin de l'affaiblir. Dans un communiqué, des membres Unité et Action du bureau national du SNI-P.E.G.C. affirment que l'attitude des dirigeants U.I.D. revient « à laisser les mains libres à M. Beullac ». M. André Allamy, secrétaire confédéral de la C.G.T., *estime que* M. Henry pratique « l'accusation mensongère, l'amalgame et l'affabulation contre la C.G.T. (...) Que Beullac use d'invectives contre ceux qui agissent, c'est normal ; mais qu'André Henry tienne les mêmes propos, c'est affligeant, voire révoltant ».

Une rentrée syndicale très politique

Les métaphores guerrières s'imposent : qu'il manque ou non des *boutons* de guêtre aux établissements scolaires pour assurer la rentrée dans de bonnes conditions, la bataille syndicale et politique a commencé.

A Sélestat, avant la fin des vacances, M. Beullac avait donné le ton, appelant les Jeunes Giscardiens et les enseignants qui pensent comme lui à se considérer *comme les « soldats de l'école de la liberté »*. L'adversaire était clairement désigné : le parti communiste, fauteur « *d'endoctrinement, de propagande, de lutte partisane* » au sein de l'école. Depuis ce discours, le ministre a nuancé ses propos; les communistes sont devenus « *des* » communistes (mercredi 10 septembre à France-Inter), mais ils se sont *vu aussi taxer de tout faire pour* empêcher le gouvernement d'assurer l'égalité des chances des élèves en s'opposant à une meilleure répartition des moyens...

Pour M. Beullac, le monde semble se partager en deux : marxiste ou chrétien. Ce sont ses propres termes à propos de la morale. Ce qui facilite encore sa crispation politique à l'égard *du parti communiste, même si le* bénéfice qu'il peut en attendre n'est pas évident. En tout cas, ce *faisant*, il joue sur du velours. Il tance les enseignants — dont tout le monde sait qu'ils sont « de gauche » — sans jeter nommément l'opprobre sur les syndicats donc sans élimer le fil du dialogue. Il trouve un prétexte à faire durer les négociations, et *à retarder jusqu'à des temps plus* proches de l'élection présidentielle, le moment des cadeaux éventuels, à propos de la revalorisation du traitement des instituteurs, en particulier. Quant au P.C., que perd-il à s'attirer les foudres ministérielles ? Le voici *plus que jamais seule cible du* pouvoir, ce qui le fait apparaître comme le seul véritable opposant. Image renforcée par le silence, en cette rentrée scolaire, du parti socialiste, tout occupé à ses joutes internes.

Mais le front, d'ores et déjà, s'est déplacé, l'ennemi est aussi intérieur. M. Beullac a, en face de lui, des adversaires qui se *déchirent. Sans exagérer des querelles qui sont, en partie, d'états-*majors, il faut bien reconnaître qu'il n'est pas fréquent d'entendre une direction syndicale (celle du SNI - P.E.G.C.) adjurer ses adhérents de ne pas faire grève, afin *de ne pas obéir à la minorité* (la tendance Unité et Action). Il faut bien admettre qu'il *n'est pas habituel de lire un* communiqué syndical où des militants en accusent d'autres, du *même* syndicat, d'être *des « briseurs de grève »*...

Déjà, en juillet, des responsables du SNI-P.E.G.C. avaient condamné leurs camarades minoritaires décidés à lancer un mot d'ordre de grève pour la rentrée, alors que l'instance dirigeante y renonçait. Au cours d'une négociation au ministère de l'éducation, pendant l'été, la direction *du SNI-P.E.G.C. s'est entendu* reprocher de ne pas tenir ses troupes en main, et, après tout, de ne représenter que deux *instituteurs* sur trois. C'était l'aiguillon dans la chair, le sel sur la plaie. Comme, entre-temps, on assistait à la rupture C.G.T.-C.F.D.T., à l'isolement croissant de la C.G.T., à des luttes dures, telle celle des pêcheurs, qui n'ont pas débouché, et aussi aux événements polonais, la majorité du SNI-P.E.G.C. et celle de la FEN, toutes *deux proches du parti* socialiste, ont décidé de marquer un coup d'arrêt à la « *radicalisation du P.C.* ». D'où la mise en garde « *solennelle et grave* » du secrétaire du SNI-P.E.G.C. au début de la semaine, d'où les propos vigoureux de M. André Henry *devant* le conseil national de la FEN et la presse ces jours derniers.

Le jeu se brouille quelque peu, lorsqu'on constate que la divergence sur la stratégie à adopter en ce début d'année scolaire, et qui se résume par le choix entre des grèves immédiates ou non, n'oppose pas simplement le courant proche des socialistes aux *militants communistes*. Partisans et organisateurs de grèves prochaines, il y a certes dix sections *départementales du SNI-P.E.G.C.* et deux syndicats FEN (le SNES et le SNEP) à majorité Unité et action, où *d'ailleurs ne militent* pas que les communistes, mais aussi, outre un syndicat C.G.T. (le S.N.E.T.P.), le syndicat général de l'éducation nationale de la C.F.D.T. et deux syndicats « modérés ». Ce qui révèle à tout le moins que la conviction selon *laquelle les mouvements* du printemps dernier n'ont pas suffisamment obtenu gain de cause, et qu'il faut « *maintenir la pression* » sans attendre l'examen du budget de l'Assemblée nationale, n'est pas l'apanage des adhérents du P.C. parmi les enseignants...

Après l'escalade des proclamations, il reste désormais à observer comment seront suivies les grèves annoncées d'ici à la fin du mois. La direction du SNI a promis d'en tirer les conséquences le *2 octobre. Quelles conséquences* ? M. André Henry a déclaré, pour sa part, qu'il n'y aurait pas d'exclusions de la FEN. Le comportement des parents — qu'ils appartiennent ou non à des associations — n'en sera pas moins instructif, sur les lieux où se posent des problèmes de rentrée.

CHARLES VIAL.

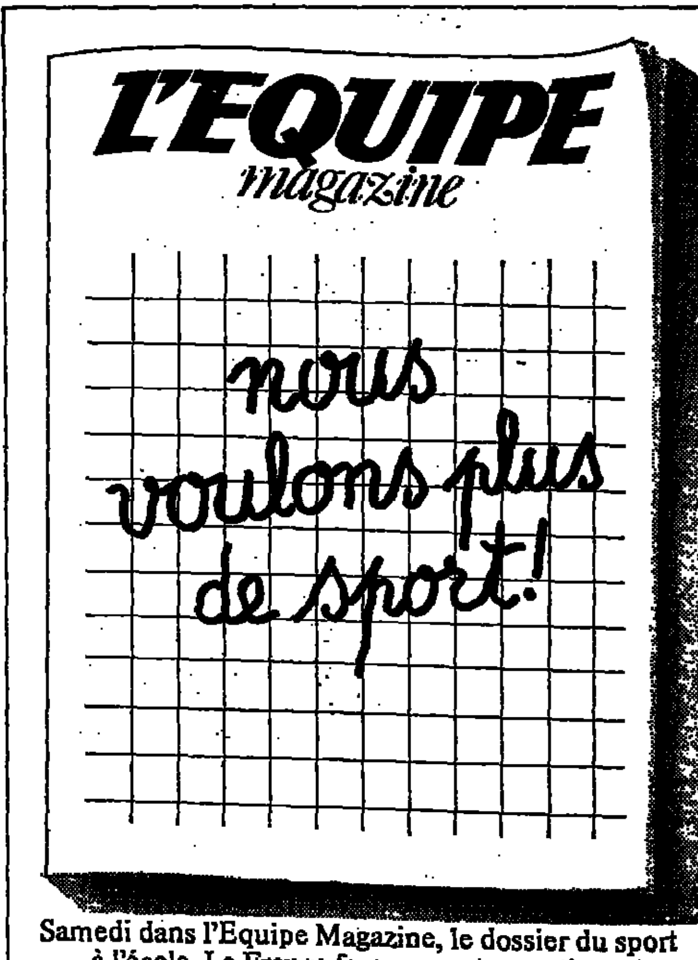
L'UNEF CRITIQUE LA « STRATÉGIE DE BLOCAGE » DU MINISTRE DES UNIVERSITÉS

« Nous assistons depuis quelque temps à une réelle entreprise de destruction de l'enseignement supérieur », a déclaré mercredi 10 septembre, lors d'une conférence de presse, M. Jean-Christophe Cambadelis, président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF *indépendante et démocratique*). Analysant les mesures du ministre des universités qui suppriment des *habilitations* à délivrer des diplômes de deuxième et de troisième cycle, le responsable du mouvement étudiant a parlé de la « *stratégie de blocage de Mme Alice Saunier-Seïté* » qui refuse, dit-il, la concertation.

Commentant le projet de budget du *ministère des universités* pour 1981, M. Cambadelis a évoqué les quatre aspects négatifs *qui le caractérisent, d'après* son organisation : l'absence de création de postes d'enseignants, la régression des crédits en francs constants, la stagnation des bourses et l'arrêt des constructions.

Suppression d'habilitations, budget en *régression*, limitation des inscriptions des étudiants étrangers — il y aurait *15 000 étudiants étrangers* admis en première inscription cette année, contre 30 168 l'an dernier, d'après l'UNEF — et restriction du nombre d'étudiants pouvant s'inscrire dans un cursus médical : quatre décisions ministérielles qui pour M. Cambadelis, rendent la *situation* à cette *rentrée* « *difficile et grosse d'événements* ». Samedi 20 septembre, *l'UNEF réunira son* collectif national et « *prendra toutes ses responsabilités* » pour défendre « *le droit pour tous les étudiants d'étudier dans la faculté de leur choix* ».

● *La suppression de formations universitaires* — Mme Saunier-Seïté, ministre des universités, a participé, jeudi 11 septembre, à une réunion de travail organisée par le premier ministre afin d'examiner la carte des *universités* habilitées à délivrer les diplômes nationaux de deuxième et troisième cycles (*le Monde* daté 7-8 septembre). A sa sortie de Matignon, le ministre des universités s'est contenté de déclarer que M. Barre ferait connaître, *jeudi 18* lors d'un déjeuner avec les membres de la commission permanente des présidents d'université, les décisions du gouvernement.



ÉDUCATION

CHRONIQUE SCOLAIRE DE SAINTES

Pauvre sœur Béatrice

Nous poursuivons notre chronique scolaire à une vingtaine de kilomètres de Saintes, dans un établissement d'enseignement privé qui accueille des élèves de la maternelle à la classe terminale.

De notre envoyé spécial

Pont-l'Abbé-d'Arnoult. — Qui croire ? Sœur Béatrice ou les élèves ? La directrice, qui, pour résumer la mission de l'Institution Saint-Louis, inscrit hâtivement sur une feuille volante quelques mots-clés : accueil, entraide, solidarité ; puis trace un trait pour les réunir autour d'un seul et même principe : la foi ? Ou les internes, qui, au fil d'une visite des classes, répondent brutalement, aux questions sur les motivations de leurs familles : discipline, travail sérieux, pas de grève ? Entre l'idéal proclamé et sa réalité prosaïque, comment faire le partage ? Générosité ou mise au pas ? Epanouissement ou conformisme ? Autant d'interrogations qui reviennent au même point de départ : l'ambiguïté et les mystères de ce « caractère propre » reconnu depuis 1959 par la loi aux établissements confessionnels.

Car on ne pouvait, dans cet inventaire de rentrée, oublier la « catho », même si dans ce département elle compte peu : en 1979-1980, il y avait 100 901 élèves scolarisés en Charente-Maritime dans l'enseignement public, primaire et secondaire. Il n'y en avait que 9 221 dans l'enseignement privé.

Saintes est à 20 kilomètres. Les rives de la Charente floues, languissantes et noires ont laissé place à une campagne sans attrait, plate et morne. *Sur la* route, à droite, à l'entrée du bourg, on ne peut manquer l'école : aucune indication, aucune pancarte, mais cette grande croix accolée à la façade de la chapelle de l'établissement dit sa spécificité. Par-delà la grille entrouverte, la rumeur de récréation est sans surprise, universelle. Il n'en va pas de même de l'allure des garçons et des filles : leurs blouses sont bleues, uniformément bleu marine. Refaits à neuf, les locaux de l'administration sont plaisants. Au-dessus des sièges de rotin du salon d'accueil veille Jean-Paul II. Un portrait en couleurs dédicacé non pas à Paris, mais à Rome, lors du dernier voyage de sœur Béatrice.

Mélange de réticences et de chaleur, la directrice de l'établissement reste d'abord sur ses gardes. Religieuse de la Divine Providence de *Saint-Jean-Bassel*, un ordre enseignant fondé en Moselle en 1763, elle a l'histoire pour elle : l'école Saint-Louis fête cette année son quatre-vingt-*dixième anniversaire*. Venues dans la région avec l'exode, les sœurs de la Divine Providence ont pris en charge l'établissement en 1942. A l'époque, *la mission était limpide* : accueillir les enfants de réfugiés,

« Ici, il n'y a pas de grève »

Les certitudes, c'était hier. Aujourd'hui, mixte depuis trois ans, l'institution est en expansion, accueillant des jeunes de la maternelle jusqu'à la terminale. 580 élèves dont 255 internes venus de tous les départements, essentiellement de milieux ruraux, mais aussi de la classe moyenne rochelaise ou du monde ostréicole. Il en coûte 1 500 F par trimestre pour les internes, 50 F à 70 F par mois pour les externes.

Ceux du village vont à cette école-là comme à d'autres. « *Elle est tout près.* ». Mais les autres ? Cours de gymnastique des sixièmes : « *On est là parce que, les sœurs, elle sont plus sérieuses que les professeurs du public* » ; « *Il y a de la discipline au travail.* » C'est quoi la discipline ? « *Si on n'est pas propre, pas sage, on se fait tirer les oreilles.* » Cours de physique en seconde : « *Nos parents pensent qu'on travaillera plus ici. On sera plus tenues, plus surveillées.* » Et en dehors des cours et des études ? Silence... Cours d'histoire en terminale : « *Ici il n'y a pas de grève, on ne peut pas perdre notre temps.* »

Pauvre sœur Béatrice ! Elle n'en croit pas ses oreilles. Elle voudrait dire l'esprit communautaire de l'école, son climat familial, son souci d'associer les jeunes à leur éducation. Elle aimerait *rappeler sa volonté de prendre en* compte la personnalité humaine autant sinon plus que l'élève, préciser qu'ici il n'y a pas, comme ailleurs, de sections nobles et de filières-dépotoirs, parler des « *10 % pédagogiques* » lancés avant l'heure, d'un voyage à Rome, d'un autre à Paris, d'un atelier de marionnettes... Et là voilà qui doit s'avouer vaincue : « *C'est vrai, il y a un décalage entre notre projet et sa réalisation. Une communauté éducative, c'est fragile et précaire.* » Et la voilà qui doit rectifier même la formulation d'un des 36 enseignants, qui affirme que le choix de l'école est « *idéologique avant d'être pédagogique* ».

Sœur Béatrice est déçue. Et on le serait à moins. Elle parle d'« *ouverture sur la vie* », d'« *éducation de la personnalité* », et elle ne reçoit en retour qu'un vilain écho fait de rentabilité idéologique et disciplinaire.

Il est vrai que, dans le dossier d'inscription qu'elle adresse aux familles, l'Institution Saint-Louis mélange elle-même les deux ordres de discours. « *Acquisition du savoir, formation de la liberté, éducation de la foi, découverte du monde...* » dit son projet éducatif. « *Cheveux courts et dans tous les cas le visage dégagé et le cas échéant les cheveux attachés* » recommande un autre texte. « *Sont strictement à éviter l'excentricité et le débraillé* ». Le jeans délavé et les sabots « *sont absolument interdits* », la tenue de travail est « *obligatoire* », les *survêtements doivent* être « *sans fantaisie* », fumer dans la cour est proscrit, etc. Les interdits se succèdent. Les enseignants doivent les accepter et les faire respecter. Intitulée « *A quoi s'engagent les maîtres* », la circulaire de cette rentrée précise que « *si certains ne se sentent pas vraiment prêts pour adhérer pleinement au projet de l'école catholique, ils se doivent de chercher ailleurs un emploi plus compatible avec leur option profonde* ».

Visage d'une école militante ? Visage d'une Eglise qui oublie d'être à l'écoute de ses jeunes. Rencontrée devant l'église du douzième siècle qui fait la fierté de Pont-Labbé et de ses mille sept cents âmes, Sophie, une externe de terminale, n'y croit pas et ne croit plus. *Libération* sous le bras, elle peste contre la discipline. « *Les sœurs ? Elles sont à côté, ailleurs, dépassées. Je ne sais pas dans quel monde...* »

EDWY PLENEL.

La mort de Robert Minder

M. Robert Minder, ancien professeur *au* Collège de France, l'un des plus savants germanistes français, a été retrouvé mort, dans la matinée du 10 septembre, dans un wagon-lit du train Paris-Vintimille, *en gare de* Cannes. Il *avait succombé à une crise cardiaque* quelques heures auparavant. Il avait été président de l'Association des germanistes de l'enseignement supérieur et secrétaire général de l'Association des amis d'Albert Schweitzer.

La meilleure vocation de l'Alsace

Pour qui n'appartenait pas à la caste des germanistes universitaires, pour le Français moyen en somme tourmenté par la « question allemande », le nom de Robert Minder évoque un livre-charnière : *Allemagnes et Allemands*, publié au Seuil en 1948, et dont le second tome *ne fut jamais publié*. A la charnière de plusieurs disciplines : littérature, sociologie, ethnologie, histoire de l'art, psychologie collective ; à la charnière de deux moments de l'histoire : la guerre à peine achevée faisait peser sur le nom d'Allemagne une malédiction, enracinée dans les douleurs, nourrie de *culpabilités croisées, modelée* par presque un siècle d'enseignement où les maîtres français avaient tenté de faire passer les secrets prétendus de l'hégémonie politique et intellectuelle imposée par le second Reich en 1870 ; à la charnière de deux situations : la France — revenue parmi les vainqueurs grâce à ces *soldats qui portaient légitimement* en Rhénanie, en Forêt noire, en Wurtembesg, l'écusson « Rhin et Danube » sur l'épaule gauche de leur uniforme — et l'Allemagne réduite à rien.

Tout cela était confus dans la vie quotidienne d'une occupation (dont il faudrait bien montrer un jour ce qu'elle fit germer de neuf et de positif) qui prenait la relève d'une autre occupation, celle de la Wehrmacht en France. Le gros travail de Robert Minder *contribua largement* à déplacer cette image en miroir, à introduire dans la « mentalité collective » française une double révolution. Il fit comprendre que l'entité « Allemagne » devait s'envisager dans ses diversités ethniques et culturelles, et que l'association des « Allemagnes » ne pouvait fonder *un calcul politique de désintégration* en Etats, telle qu'en rêvaient encore les héritiers d'une pensée maurrassienne qui avaient fait souche chez les démocrates-chrétiens français. *Allemagnes et Allemands*, ce fut la double mise en lumière des anachronismes de l'image française de l'Allemagne et des impératifs profonds d'une politique allemande à venir.

Voici quelques mois, Robert Minder confiait dans une série d'entretiens à France-Culture les étapes d'un itinéraire qui l'avait fait naître le 23 août 1902 à Wasselone, dans *le Bas-Rhin*, et *grandir dans la seule* langue allemande jusqu'en 1919, suffisamment pour recueillir les influences des milieux libéraux, protestants, germanophones, de Strasbourg, dont les noms de Theodór Heuss, Elise Heuss-Knapp, René Schickele, Albert Schweitzer, ont porté le témoignage au-delà de la *conjoncture politique*.

Après avoir passé le baccalauréat allemand, Robert Minder se pénétra si vite de l'apport français à l'Alsace *que, deux ans plus tard, il entrait* à l'Ecole normale supérieure. Il en sortait agrégé d'allemand et commençait à développer la double passion de la germanistique et de la musique sur laquelle s'asseyait l'ambition de demeurer un homme « entre deux nations ».

Simultanément — et le fait semble exceptionnel chez *les* germanistes français, — il découvrait auprès d'Alfred Adler un intérêt pour la psychanalyse comme instrument de *recherche, qui, avec les présupposés* qu'imposait un tel initiateur, lui permettrait d'entreprendre *Allemagnes et Allemands*, où la seule conceptualisation de la psychanalyse, sans passage par l'expérience, a induit une méthode parfois risquée. Après la guerre, son intérêt ne se démentira pas, notamment dans la fré*quentation d'élèves de René La*forgue, mais son œuvre n'en portera plus trace.

Après Charles Andler, Henri Lich*tenberger, Pierre Bertaux, Robert* Minder fut de ces germanistes français beaucoup plus estimés en Allemagne que dans leur propre pays. Il en reçut bien des honneurs : les académies de Mayence, de Darmstadt, de Göttingen, le reçurent, comme celle de Berlin. Il reçut le prix Goethe et le Prix inter-nations, et son *ouvrage* sur Karl-Philip Moritz, ses livres en allemand, où il insistait sur la *réforme* des manuels scolaires, incitant à la remise en valeur de l'Allemagne des Lumières, de l'héritage de liberté de la pensée germanique, bataillant aussi avec viru*lence contre la rusticité prônée par* Heidegger, connurent de grands succès.

L'Université française lui avait *donné les plus honorables* lieux de travail : Nancy (1934-1939 et 1945-1951), Grenoble (1940-1945), la Sorbonne (1951-1957), puis le Collège de France (1957-1974). Il avait soutenu sa thèse sur Ludwig Tieck.

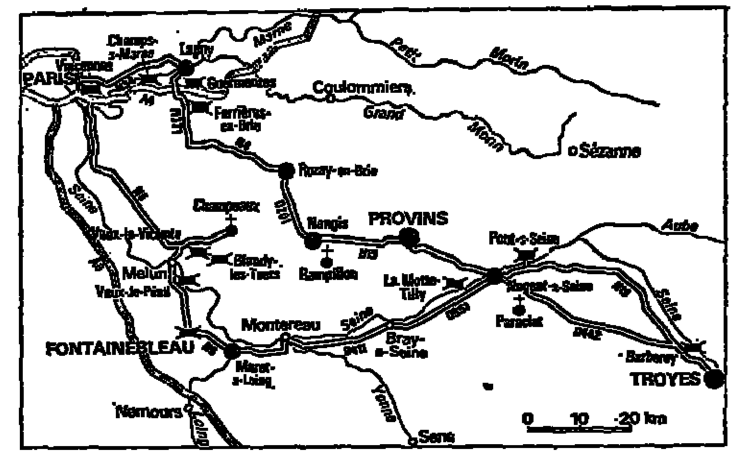
Robert Minder avait été en 1948 (comme Edmond Vermeil) l'un des cofondateurs du Comité d'échanges avec *l'Allemagne nouvelle, né* sur l'initiative d'Alfred Grosser. Pas plus que ses collègues, il ne niait la coloration politique qui se lie inévitablement, en France du moins, à toute spécialisation sur l'Allemagne. Ici moins qu'ailleurs, il n'y a pas d'érudition pure : Guillaume II, Hitler, à présent les deux Etats allemands, ont *toujours* contraint *les* germanistes à dire clairement où ils voient les héritiers du génie allemand, à dénoncer les usurpateurs. La crainte de *se tromper de « bonne* Allemagne » conduit quelquefois à des partis abusifs. De l'actuel clivage des germanistes français entre les « deux Allemagnes », on eut un écho en juin 1979 lorsque Robert Minder présidait la soutenance de thèse de Joseph Rovan, Pierre Bertaux étant dans le jury.

La *richesse* intellectuelle de Robert Minder, son humour souriant d'Alsacien et de normalien, l'ampleur de sa curiosité, la fécondité de l'*interpénétration en lui de deux cultures*, de deux histoires, inséparables l'une et l'autre, son goût de Bach, en ont fait un de ces témoins du vingtième siècle, un de ces maîtres, discrets et présents, qui cassent les schémas et respectent ce qu'ils entendent des êtres. — J. N.

LES CHEMINS D'AUTOMNE

A la recherche de Thibaud de Champagne

APRES « les routes de beauté », patronnées par l'Association de la demeure historique, la Caisse nationale des monuments et des sites a pris l'initiative de créer une *route culturelle* : la « *route* Thibaud de Champagne », qui permet aux visiteurs de découvrir les châteaux et les églises de l'est de Paris, châteaux appartenant à l'Etat, tels que Champs-sur-Marne et Vincennes, ou à la *Caisse elle-même, comme* La Motte-Tilly, ou encore à des propriétaires privés, comme Guermantes, Vaux-le-Pénil ou Vaux-le-Vicomte. Cet itinéraire peut être parcouru en une journée si on décide de le terminer à Provins ou en deux jours si on décide d'aller jusqu'à Troyes, avec retour par Moret et Fontainebleau (1).



C'est de Champs-sur-Marne, admirable demeure qui a le mérite d'être entourée d'un vaste et beau parc, que partira la promenade. Construit par J.-B. Bullet au début du dix-huitième siècle, le château de Champs fut acquis par la princesse de Conti *qui le donna à son cousin*, le duc de La Vallière. Celui-ci le loua, en 1757, à Mme de Pompadour, qui y apporta quelques modifications intérieures. Donné à l'Etat par M. Cahen d'Anvers, à qui revint le mérite d'avoir reconstitué *son parc*, il *abrite* actuellement le Laboratoire de recherches pour la restauration des monuments historiques. Enfin, les très belles décorations intérieures qui datent de la Régence et de Louis XV sont dues à Huet, Oudry et Desportes.

Après avoir traversé Lagny, dont le centre a conservé son aspect médiéval, deux châteaux accueilleront les visiteurs : Guermantes et Ferrières.

Guermantes, élevé au dix-septième siècle, *en briques et* pierres alternées, riche d'une étonnante galerie sur plafond compartimenté, entièrement recouvert de stuc, doit sa célébrité à Marcel Proust, qui choisit son nom pour immortaliser la noble famille dont tous les membres peuplent *A la recherche du temps perdu*.

C'est à quelques kilomètres de là que s'élève le château de Ferrières, pastiche Second Empire d'un château Renaissance, construit en 1857 pour la famille de Rothschild par l'architecte anglais Paxton, et qui eut le triste privilège d'abriter, en 1870, Guillaume I[er] et Bismarck, qui y reçurent *Jules Fabre* pour des pourparlers qui n'aboutirent pas.

Après être passé par Roissy-en-Brie et Rampillon, dont on admirera les belles églises, l'une du treizième et l'autre du quatorzième, on arrivera à Provins, où, dans un *cadre* verdoyant et calme, de prestigieux monuments (qu'on peut visiter sous la conduite de guides agréés par la C.N.M.H., mais sur rendez-vous) évoquent l'histoire passionnante d'une importante ville médiévale.

A partir de là, et si on poursuit sa route vers Troyes, l'itinéraire va mettre l'accent sur deux châteaux peu connus : Pont-sur-Seine, construit au seizième siècle, incendié en 1814, restauré à l'identique par Casimir Périer, qui possède une importante *bibliothèque consacrée à l'histoire* et à la politique, et Barberey, jolie demeure Louis XIII entourée de douves pleines d'eau et qui se dresse au milieu d'un parc à la française. Ce sera pour le promeneur une halte de calme *et de fraîcheur* avant la *découverte* des merveilles de Troyes qui valent une longue visite.

Cité des comtes Thibaud de Champagne, Troyes s'enorgueillit de la richesse architecturale de ses églises où le *style* Renaissance se mêle au *style* gothique et qui possèdent des œuvres des statuaires de la célèbre école troyenne de sculpture du seizième siècle et des vitraux des treizième et quatorzième siècles.

Vieilles de quatre siècles

Comme à Provins, on peut visiter la ville sous la conduite des guides de la Caisse nationale des monuments *historiques*. Enfin, on ne quittera pas Troyes sans aller *faire* un tour dans le secteur sauvegardé où abondent les maisons à pans de bois vieilles de plus de quatre cents ans. L'itinéraire de retour passe d'abord par *l'abbaye du Paraclet* qui doit sa célébrité à Abélard, son fondateur, et à Héloïse, sa première abbesse, et ensuite par le château de La Motte-Tilly, remarquablement restauré et meublé avec un raffinement extraordinaire *par la marquise* de Maillé qui l'a légué à la Caisse des monuments historiques.

C'est ensuite Moret, puis Fontainebleau et son château, et surtout, avant d'arriver à Vaux-*le-Vicomte, deux merveilles* méconnues : Champeaux et Blandy. La collégiale de Champeaux, sobre et puissant édifice du treizième siècle, d'une austère noblesse avec sa nef longue de 68 mètres, aux colonnes rondes et dont le chœur est entouré d'un *déambulatoire* carré, s'orne de stalles du seizième siècle décorées de curieuses sculptures représentant des scènes populaires et satiriques.

Le château de Blandy-les-Tours, situé dans un étroit vallon, présente *la forme d'un pentagone* irrégulier flanqué de cinq *tours*. Sa construction qui date du treizième siècle, puis du quatorzième siècle, a été entreprise d'abord par Jean II de Tancarville. Restauré une première fois *au seizième siècle, puis au dix-*septième siècle, par la duchesse de Nemours, qui le transforma en maison d'habitation, Blandy fut acquis par le maréchal de Villars, en 1707 qui le démantela et en fit une ferme dépendant de Vaux-*le-Vicomte* devenu pour peu de temps Vaux-le-Villars.

La visite de Vaux-le-Vicomte est un enchantement. C'est à n'en pas douter le plus beau des châteaux privés français. C'est là d'ailleurs que Le Vau, Lebrun et Le Nôtre commencèrent à donner leur mesure. Vaux est entouré d'un parc admirable, et tout l'ensemble est entretenu de façon remarquable par M. Patrice de Vogüé, son actuel propriétaire.

Avant de regagner Paris par Vaux-le-Pénil, construit en 1766 et qui appartint, en 1789, à Préteau de Saint-Just, président de la Constituante, et qui va devenir dans le courant de cette année le Musée du surréalisme, on atteindra Vincennes, seule résidence *royale du Moyen Age où* les travaux réalisés dans le cadre de l'Année du patrimoine portent à la fois sur la remise en état des éléments constitutifs du fort de Vincennes et sur la présentation des collections qui en retracent l'histoire. S'il est possible de retrouver dans les pierres mêmes de Vincennes l'évolution de l'architecture civile et militaire française du Moyen Age à la période *classique*, les collections rassemblées par la Société des amis de Vincennes restent un témoignage de ce que furent, depuis Saint Louis, les événements marquants de notre histoire qui eurent pour cadre le *château de Vincennes, aujourd'hui* heureusement retrouvé.

ANDRÉE JACOB.

(1) Pour tous renseignements, s'adresser à la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, hôtel *Sully*, 62, *rue Saint-Antoine*, 75004 Paris. Tél. : 274-22-22.

LA CROIX-DE-BOUZON EN DÉFICIT

L'Ardèche perdra-t-elle sa station de ski ?

LA station ardéchoise de ski de La Croix-de-Bouzon, aménagée dans le massif du Tanargue, à 35 kilomètres d'Aubenas, sera-t-*elle fermée* au cours de la saison prochaine ? *Le conseil* général de l'Ardèche en décidera au cours de sa prochaine réunion prévue pour la première quinzaine d'octobre seulement.

Avec sept téleskis, 40 kilomètres de pistes, un chalet-restaurant, des équipements techniques, cette station est la première du département. Elle reçoit entre 25 000 et 30 000 skieurs par *saison dont bon nombre* d'écoliers et de collégiens. Son altitude (1 500 mètres) est relativement faible. Ce sont les deux derniers hivers peu rigoureux et une décision des services fiscaux de l'Ardèche qui ont précipité la crise.

Créée par le ski-club d'Aubenas et du *Bas-Vivarais*, La Croix-de-Bouzon n'a cessé, depuis 1935, d'être gérée par cette association à but non lucratif. En avril dernier, ne pouvant plus joindre les deux bouts, les gestionnaires bénévoles ont remis solennellement les *biens* et les pouvoirs du ski-club au syndicat d'équipement mixte de l'Ardèche, émanation du conseil général, en vertu d'une convention liant l'association et le département, copropriétaire des équipements de la station. En effet, par des investissements de l'ordre de 4 millions de francs, le département possède sur le Tanargue trois téléskis sur sept, un bâtiment technique ainsi que du matériel. De son côté, le ski-club dispose, en plus de ses téléskis, du chalet-restaurant et des engins de damage et de traçage des pistes et de 12 hectares de forêt, de prairie et de lande.

Au cours d'une saison normale, le ski-club employait quatorze personnes dans la station et faisait face à des dépenses de fonctionnement de 300 000 F environ que devaient couvrir les recettes des remontées mécaniques. Au cours des deux derniers hivers, le manque de neige l'a privé de 50 % *au moins* de ses rentrées habituelles. Le passif s'est alourdi... Il n'aurait pas suffi pourtant à décourager des gestionaires qui, en un demi-siècle, en ont vu d'autres, si les services fiscaux ne leur avaient fait *savoir que* désormais leur association ne serait plus considérée comme poursuivant un but non lucratif. C'était dire qu'il allait falloir supporter la taxe professionnelle et *des divers impôts sur les sociétés*. C'en était trop. Ils ont rendu leur tablier...

Le conseil général de l'Ardèche devra dans sa prochaine réunion, soit trouver de nouveaux gestionnaires de La Croix-de-Bouzon, soit persuader les démissionnaires de poursuivre leurs activités bénévoles en les soutenant financièrement et surtout en les préservant du fardeau fiscal qui menace de les écraser. Sa *décision* est d'autant plus attendue que la *station de La Croix-de-*Bouzon, en plus de son incontestable *intérêt sportif*, représente pour toute la région environnante une acivité économique non négligeable.

ANDRÉ GRIFFON.

Guides

Deux regards sur la Chine

VOICI sans doute le meilleur guide que puisse choisir le voyageur dans la Chine contemporaine. Le plus à jour certainement, puisqu'on y trouve trace des dernières évolutions de *la politique chinoise*. Mais l'esprit dans lequel il a été rédigé par Michèle Crisa, René Giudicelli et Marie Holzman nous paraît également le plus salubre pour aborder la découverte de la République populaire (1).

De toute évidence, les auteurs de ce guide *Delta aiment la* Chine et les Chinois, et c'est pourquoi ils écrivent bien à leur sujet. Mais cette sinophilie s'accompagne d'une lucidité et d'un réalisme qui leur permettent de prendre les distances nécessaires à l'égard de certaines modes, politiques notamment, qu'il s'agisse de M. Deng Xiaoping ou de la « bande des quatre », des « quatre modernisations » ou des rendements de l'agriculture chinoise. De là, un mélange de sérieux et d'humour qui, sauf de rares exceptions, permet de *mettre à peu près chaque chose* et chaque idée à sa place, de donner pour tout dire une notion véridique de la Chine.

Les quelques réserves que l'on peut formuler sont mineures. La relation entre texte et cartes laisse parfois à désirer, et nous n'avons pu découvrir par exemple sur le plan de Pékin certains des lieux de promenade recommandés. Peut-être, d'autre part, l'abondance des horaires de train et d'avion alourdit-elle inutilement ce compagnon de voyage. En Chine comme *ailleurs, ces horaires changent* périodiquement, et quel voyageur ne préférera pas se renseigner sur place pour éviter les contretemps ? Ça et là, un brin d'encouragement supplémentaire à la découverte serait bienvenu, en province surtout, qui inciterait le visiteur à faire éventuel*lement le sacrifice de son petit* déjeuner pour s'aventurer — à Wuhan par exemple — dans de vieux quartiers populaires où la vie bat son plein depuis 5 ou 6 heures du matin.

Souhaitons enfin que de prochaines éditions soient un peu plus riches sur des chapitres comme ceux du *Xinjiang* ou du Tibet (aujourd'hui ouverts aux touristes), traités de façon un peu schématique dans cette première version.

Levez les voiles

Mais quelle richesse d'*informa*tions, d'un sens pratique immédiat, qui devraient permettre au voyageur de ne pas être, comme trop souvent, livré comme un enfant aux soins experts mais un peu limitatifs des interprètes de l'administration chinoise. Vous saurez où faire vos emplettes dans l'artère pékinoise de Wangfujing, et il est douteux que vous séjourniez assez longtemps dans la capitale pour pouvoir explorer toutes les richesses *gastronomiques qui vous sont* suggérées.

Avantage *supplémentaire*, ce guide n'a pas été conçu seulement pour de *fortunés* visiteurs, mais également pour des touristes aux moyens limités, qui prendront plus souvent l'autobus que des taxis, voire loueront des *bicyclettes* et n'en réussiront pas moins à voir — et à sentir — l'essentiel.

Le nouveau guide bleu, *A Pékin et en Chine*, publié par Hachette et établi par Charles Meyer (2), représente un effort dans la même direction, mais apparemment appuyé sur une connaissance moins approfondie et moins directe du pays. Une présentation générale de la Chine à travers l'histoire et de la société chinoise, occupe d'ailleurs *plus de la moitié* de l'ouvrage. Initiation intéressante, judicieuse à l'occasion dans sa description des rapports entre le passé et le présent, mais qui emprunte parfois un peu trop généreusement — s'agissant en particulier des méfaits de la pauvre Mme Jiang Qing — à la propagande chinoise officielle du moment.

Ce genre de familiarisation avec le monde chinois a, certes, son utilité, mais quelques erreurs et lacunes risquent de dérouter le voyageur parti pour la Chine avec ce seul guide sous le bras. Pour ne citer que deux exemples, le voyageur en question aura peine à découvrir les quatre « magasins de l'amitié » signalés à Pékin (où il n'en existe qu'un seul de ce nom) et il risque fâcheusement de visiter le Musée d'art et d'histoire de Shanghai en ignorant les collections de peintures et d'estampes qui y sont exposées. Si pertinentes et documentées que soient certaines remarques sur les bons usages dans la Chine d'aujourd'hui, c'est aussi à ce genre de détails *que se mesure la fiabilité d'un* guide.

ALAIN JACOB.

(1) *Chine 1980/81*, collection « Les grands voyages ». Edition Centre Delta. 60 F environ.
(2) *A Pékin et en Chine*, Guides bleus. Hachette. 48 F environ.

Nouvelle lecture du Sénégal

AVEC ce séduisant petit ouvrage où la qualité du texte le dispute en valeur à celle des images, la collection Petite Planète que dirige depuis plus de vingt ans Simone Lacouture propose une invitation au voyage particulièrement convaincante. La cacahuète et le baobab, la négritude et son inventeur, le poète-chef d'Etat Léopold Sedar Senghor, l'île de Gorée et le souvenir de ses caravanes d'esclaves destinées aux plantations des deux Amériques, les tirailleurs sénégalais des champs de bataille des deux guerres mondiales *et des com*bats de la décolonisation, les travailleurs immigrés de nos banlieues industrielles, tout ce qui compose l'image du Sénégal dans l'esprit du commun des Français est évoqué par l'auteur. Mais *celui-ci*, qui est l'un des techniciens qui ont le plus efficacement contribué à l'essor du tourisme au Sénégal, va beaucoup plus loin, promenant avec intelligence et sensibilité le lecteur des buildings de la presqu'île du Cap-Vert aux forêts de la Casamance. C'est l'occasion pour Christian Saglio de *montrer*, sans fausse érudition, l'exceptionnelle diversité de cet Etat dont les cinq millions d'habitants sont plus que ceux d'aucun autre pays ouest-africain, partagés entre leur fidélité au monde traditionnel *et leur fascination pour* un univers occidental découvert il y a plus de trois siècles par leurs ancêtres.

PHILIPPE DECRAENE.

★ Collection Petite Planète n° 62. Editions du Seuil. 192 pages. Environ 29 F.

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

DES DOLLARS A QUAT'SOUS

LA RUÉE SUR MIAMI

« WASHINGTON nous voici... » Une armée d'environ vingt millions de touristes étrangers a envahi, cet été, les Etats-Unis, avec pour munitions les précieux marks, francs, livres sterling, yens, recherchés par les malheureux *natives* américains. Les dépenses des touristes étrangers devraient dépasser cette année 5 milliards de dollars, ce qui aura pour effet d'assurer un supplément d'activité économique évalué à 17 milliards de dollars. Pour la première fois, les touristes étrangers auront été plus nombreux aux Etats-Unis que les Américains s'étant rendus à l'extérieur. Ce spectaculaire renversement du courant touristique a non seulement diminué la pression sur le dollar (le déficit évalué à 1 milliard de dollars en 1979 entre les dépenses des Américains à l'étranger et celles des touristes étrangers aux Etats-Unis sera réduit à 200 millions de dollars), mais il a également allégé les difficultés de l'industrie du tourisme américain. En effet, le chômage, l'inflation et l'augmentation sensible du prix de l'essence (encore largement inférieur aux prix européens) affectent les budgets familiaux... Déjà, en temps normal, beaucoup d'Américains passaient leurs vacances chez eux. Un bon nombre, cependant, faisaient un grand voyage en automobile ou passaient une ou deux semaines en villégiature. Rien de comparable avec l'exode des vacanciers européens...

Cette année, on s'est déplacé, mais moins loin, moins longtemps. Heureusement, les touristes japonais (un million deux cent mille) et européens (un million trois cent mille Britanniques, six cent soixante-quinze mille Allemands, [illegible] mille Français) ont pris leur place dans les hôtels et motels du pays. Car l'invasion étrangère ne s'est pas limitée aux seuls hauts lieux du tourisme : *New-York, chutes du Niagara*, Grand Canyon, Disneyland, San Francisco... La vague touristique étrangère a déferlé un peu partout, stimulée par un taux de change très favorable et un coût de la vie inférieur à ceux des pays européens et du Japon. Ainsi, même les produits importés d'Europe coûtent moins cher que dans leurs pays d'origine, et on se nourrit à meilleur marché. Surtout si on n'est pas exigeant...

L'Amérique serait-elle devenue le paradis des « fauchés » ? Pas encore. Mais déjà les Etats-Unis se rapprochent de ce que l'Espagne a été pour les Britanniques et les Français il y a dix ans, qui, avec des revenus moyens pouvaient y jouer les seigneurs à bon compte. Bien entendu, les Britanniques forment le gros de l'armée d'invasion touristique. Chassés de chez eux par une inflation record, ils sont favorisés par le cours exceptionnellement fort du sterling par rapport au dollar. En outre, ils sont attirés par les nombreux voyages à forfait organisés au départ de Londres à des prix très avantageux, assurés par la concurrence des lignes aériennes régulières aiguillonnées par Freddie Laker. Ainsi New-York et Miami deviennent accessibles à la grande masse. Deux semaines dans un hôtel de Miami, voyage compris, pour 470 dollars (2 000 F). Comment résister à cette tentation ? Miami est devenue en quelque sorte la tête de pont de l'invasion touristique britannique, et la côte est de la Floride, le grand centre du tourisme populaire. Pour les prolétaires du Lancashire, délaissant une Espagne chère où trop de bombes explosent, Miami représente une sorte de Blackpool ensoleillé où l'on peut communiquer dans la même langue — à peu près — avec les *habitants*. A vrai dire, les deux cent mille touristes britanniques ne cherchent pas tellement la communication.

Plages « natives »

Ils vivent entre eux dans des hôtels qui normalement fermaient l'été et qui, désormais, arborent l'*Union Jack*. « *Fish and chips* », thé, jeu de fléchettes et résultats du cricket : cela leur suffit. Pour ceux qui aiment le dépaysement, il y a les piscines, les barbecues et, bien sûr, le soleil de plomb, l'humidité tropicale de l'été floridien. Et même les jours les plus durs, alors que la population locale et les gens sensés restent au frais près du climatiseur, on peut voir sur les plages des Britanniques se laisser « saisir » (dans le sens culinaire du terme) par les rayons de Phébus. Comme dit la chanson : « *Seuls les chiens enragés et les Anglais se promènent au soleil de midi...* »

S'ils achètent le *Miami News*, ils lisent exclusivement le supplément « Nouvelles de Grande-Bretagne ». Ils sont satisfaits d'y lire que le carnaval multiracial de Notting-Hill, à Londres, s'est passé sans incidents, mais ils ignorent que, à quelques kilomètres de leur hôtel, les émeutes raciales ont fait une vingtaine de morts. On leur a recommandé de ne pas se promener dans les rues le soir. Ils n'en ont d'ailleurs pas envie.

Pourtant les amateurs de bonnes fortunes et d'aventures sont déçus. Au lieu des superbes naïades illustrant les *affiches* et les dépliants publicitaires sur la Floride, ils verront surtout d'innombrables petites filles, de très jeunes lolitas habillées ou déshabillées en quadragénaires, et beaucoup de grand-mères qui se déguisent en petites filles. Tout de même, les discos fleurissent, favorisant les rencontres.

L'essor du tourisme étranger pose quelques problèmes d'adaptation aux Américains. C'est à leur tour d'accepter les lubies, l'arrogance parfois de ces visiteurs exigeants qui prennent les *natives* en photo, manifestant une curiosité déplacée ou une condescendance insupportable et dont beaucoup s'obstinent à ne pas parler anglais.

En Floride, l'afflux des Britanniques a eu des avantages heureux. Leur courtoisie naturelle (il y a malheureusement des exceptions décevantes) est contagieuse, et le personnel, recruté parmi les jeunes les moins qualifiés ou les derniers arrivés des immigrants, se montre maintenant plus stylé et plus patient. Ils font même la conversation et ont pris les tics de leurs clients commençant la journée par l'habituel : « *Nice day isn't it ?* » (« *Belle journée, n'est-ce pas ?* ») suivi d'un : « *Je crains qu'il ne pleuve cet après-midi.* » Ce qui arrive de temps à autre. Le parcours d'un ouragan suivi à la trace par les centres de détection représente un sujet de conversation apprécié.

HENRI PIERRE.

LES CROISIÈRES NE SONT PLUS CE QU'ELLES ÉTAIENT

NAVIRE-USINE A TOURISTES

LA pomme de terre, pourtant adroitement lancée, a raté la boîte d'allumettes. Un murmure de déception s'élève de la foule qui suit la compétition dans les fauteuils du pont-piscine. L'animateur encourage les concurrents. La dame qui vient de rater son coup se concentre. La boîte d'allumettes est posée derrière elle, sur le pont. Si elle réussit le mouvement avec son bassin, la pomme de terre qui pend derrière ses jambes, accrochée à une ficelle passée au tour de sa taille, viendra pousser la boîte d'allumettes...

Ils étaient venus confusément fascinés par les mythes brillants des paquebots d'autrefois. La publicité promettait réceptions et soirées spectacles. La fête tous les jours, pendant deux semaines, de Toulon à Toulon, *via* le Maroc, Dakar, les Canaries et Gibraltar. Robes longues et nœuds papillon étaient prêts pour les dîners de gala.

La vie à bord ressemble peu à cette légende dorée. De réceptions, point. Mais la pomme de terre !... En fait de spectacles, un « récital » de chansons provençales, avec comme figurantes trois hôtesses déguisées en matelots. Un condensé en play-back de *l'Homme de la Mancha*. Au cinéma, *Joselito, l'enfant à la voix d'or*, *Les Charlots font l'Espagne*. Le soir, on danse au grand salon, au son d'un orchestre blasé qui joue toujours les mêmes morceaux. Heureusement qu'il fait beau !



(Dessin de PLANTU.)

Le ciel est bleu. Très bleu. La coque du *Massalia* est d'une blancheur aveuglante sous le soleil de l'Espagne, puis de l'Afrique. La folie du bronzage a saisi tout le bateau. Même le commandant, abandonnant son impeccable uniforme blanc et ses galons dorés, viendra un jour sacrifier au culte. On bronze avec méthode. De 9 heures du matin à 7 heures *du soir*. Grâce aux buffets servis sur le pont-piscine, on peut manger sans interrompre le traitement. Le comble du luxe...

« *Le bronzage est un certificat de croisière* », explique le commissaire, commentant l'assiduité des croisiéristes. Il faut comprendre. Passé les premières heures — il fait moins chaud à Toulon qu'au large de l'Andalousie, — la cure de bronzage devient un délice. Le vent de la mer tempère la *brutalité du soleil*, fait couler sur la peau des ruisselets de fraîcheur. Divin.

Les passagers savourent avec un bel ensemble le farniente ensoleillé, le cinémascope des côtes qui défilent devant les transats. Mais en cas de gros temps, inutile d'invoquer la glorieuse incertitude de la météo marine : ils n'ont pas payé pour ça. « *On nous pardonne difficilement une tempête* », assure sans rire le commissaire. Et s'il faut sauter une escale, certains passagers demandent carrément à être dédommagés.

La plupart des croisiéristes *semblent tout ignorer de la* mer et des bateaux. Sur le *Massalia*, comme sur tous les navires Paquet, l'accès de la passerelle est libre : privilège réel et peu goûté. Malgré la disponibilité des officiers, barre automatique, radars, jumelles et table à carte, ne font pas recette. A l'escale de Tanger, un passager s'est levé à l'aube pour la traversée du détroit, quelques-uns seulement un peu plus tard, pour sentir, à l'approche du port, l'odeur chaude et puissante venue d'un seul coup des maisons blanches, comme si Tanger tout entière n'était qu'un immense marché d'épices.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(Lire la suite page 21.)

AU RENDEZ-VOUS D'ANGOULÊME

Ces drôles de fous dans leurs drôles de voitures

« ÊTES-VOUS vous-même venu à Angoulême en voiture ancienne ? » *L'apostrophe lancée par un jeune amateur stéphanois au président de la Fédération française d'automobiles d'époque, M. André Laporte, à l'occasion des troisièmes Assises de l'automobile ancienne d'Angoulême, le samedi 6 septembre, aurait pu engager le débat sur le thème annoncé :* « L'automobile ancienne, objet de loisir ou objet de musée ? » *Le président a expliqué que de Montpellier à Angoulême, en passant par Nancy pour une tournée des clubs, le train, l'avion ou l'automobile moderne avait, pour lui, l'avantage de la vitesse. Et on n'a plus reparlé du thème de réflexion affiché.*

Les deux cent cinquante amateurs présents ont surtout questionné M. Laporte sur le rôle de la Fédération dont il vient de reprendre en main les destinées après une crise interne. Une fédération, créée en 1967, qui doit « passer le cap du groupement amical pour devenir un outil utile à tous les clubs ». *En définitive, la communication la plus adaptée au sujet de ces troisièmes assises a été l'exposé liminaire de M. Daniel Georges, directeur de* la Vie de l'auto, *qui a communiqué les résultats d'un sondage, que publiera ce journal en octobre, sur le profil sociologique et les goûts des vingt à vingt-cinq mille amateurs de voitures anciennes qu'il recense en France. Ce portrait a été dressé après dépouillements de deux mille cinq cents questionnaires.*

L'amateur de vieilles bagnoles est un homme (0,2 % de femmes seulement), plutôt en haut de l'échelle sociale : 26 % de cadres moyens, *23,2 % de professions libérales et cadres supérieurs, 13,5 % de patrons, artisans et commerçants, 11 % d'employés, 11 % d'ouvriers, 9,9 % d'inactifs, étudiants ou retraités. M. Georges en tire la réflexion que pour l'intéressé il faut se garder* « de faire du Guy Lux populaire et facile » *et d'*« avilir » *les manifestations de voitures anciennes, mais plutôt insister sur les aspects culturels des rallyes organisés.*

La palme pour les décapotables

Si la majorité des amateurs (50,7 %) ont entre trente et cinquante ans, les jeunes de vingt et un à trente ans (33,9 %) sont bien présents. Ils ne possèdent pas toujours eux-mêmes des véhicules (15 % se contentent d'en rêver), parce que la voiture ancienne est souvent « une passion d'enfant que la maturité et les moyens financiers correspondants permettent de réaliser.

A quels véhicules les amateurs s'intéressent-ils ? Il n'y a d'ostracisme ni à l'égard des voitures très anciennes (74 % d'intérêt) ni même à l'égard de modèles plus récents (66 % d'intérêt), mais la passion n'y est guère (13 et 18 % respectivement). Le maximum d'intérêt est enregistré pour les voitures de l'entre-deux-guerres (plus de 90 %) avec un faible pour les « pré-aérodynamiques ».

L'amateur ne méprise pas les utilitaires légers, les poids lourds, les véhicules militaires ou de pompiers, mais seuls 2 à 6 % en sont passionnés. Il ne succombe pas nécessairement au mirage des voitures de maître et limousines. La palme va aux décapotables de tourisme (95 %) suivies des conduites intérieures non courantes, faux cabriolets et coupés (91 %) qui devancent les voitures sportives (88 %).

Si plus de 70 % des intéressés apprécient les véhicules quel que soit leur état, le même pourcentage refuse une remise en état hâtive et exige une restauration conforme à l'original. Pour 92 %, c'est à l'amateur de restaurer lui-même le véhicule. 65 % admettent qu'on puisse confier tout ou partie du travail à des tiers.

Un objet de loisirs plutôt que de musée

L'essentiel, c'est de rouler. Pour l'amateur moyen, le véhicule ancien est tout de même plus objet de loisirs que de musée. « Exposer la voiture dans un beau cadre mais ne jamais ou rarement rouler » *est admis (60 %) mais n'est pas considéré comme passionnant (15 %). Le plus grand plaisir est éprouvé au cours des sorties individuelles (95 %), des sorties tranquilles en groupe (91 %), des sorties où les voitures sont moins ménagées (84 %), voire à l'occasion d'une utilisation quotidienne (82 %) ; à un degré moindre, citons les compétitions sportives (45 %).*

On n'enterre pas pour autant le musée. Les amateurs ont plaisir à aller voir les voitures auxquelles ils s'intéressent dans leur état d'origine. « Ce devrait être le souci de tous les musées que de s'attacher à les restaurer dans l'état le plus authentique. » *Ce n'est pas toujours le cas.* « Les musées sont à l'image des gens qui les ont créés », *dira le* président Laporte.

M. Laporte a mesuré la tâche qui l'attend en lisant les dernières réponses du sondage : 42 % des amateurs estiment utile que les clubs soient fédérés, 24 % y sont hostiles, 34 % s'en moquent. Mais surtout 16 % seulement estiment que l'actuelle fédération a bien rempli son rôle, 24 % qu'elle l'a mal rempli et 60 % n'en savent tout bonnement rien.

D'où les multiples explications fournies sur le rôle de cette instance : fédérer les clubs et harmoniser leurs activités en évitant les chevauchements de calendrier, développer les contacts et échanges internationaux, défendre les amateurs auprès des pouvoirs publics contre des projets abusifs de contrôle technique ou de fiscalité. Tous ces thèmes seront au cœur de la prochaine assemblée générale de la fédération qui se tiendra le samedi 24 janvier, à l'hôtel des arts et métiers à Paris.

LOIC HERVOUET.

Hippisme

Retour au temple

NOUS retrouvions, dimanche, *le temple : Longchamp*. La cathédrale après les oratoires buissonniers de Deauville, Vichy et Dieppe. Nous avions, en outre, à y célébrer, l'ordination *d'un grand prêtre : le programme* comportait le Prix du Moulin, une sorte de championnat d'Europe des 1 600 mètres. C'est une prêtresse que la providence hippique *a distinguée : Kilijaro*, triomphatrice, à l'arrivée, de *Nadjar*, récent vainqueur du Prix Le Marois.

On était en droit d'accorder *peu de chances à la pouliche*. A son entrée dans le paddock de présentation, elle était très allégée, comme une qui se ressent de ses derniers efforts. En outre, *bien qu'elle eût remporté*, à Deauville, le Prix Quincey, il nous semblait, personnellement, que sa meilleure distance était 1 400 mètres, non 1 600.

Sur le premier point, elle parut d'abord confirmer l'impression générale. En entrant en piste, elle eut un mouvement de mauvaise humeur, quasiment de refus : *manifestement*, elle était lasse d'avoir à courir encore. Sur le *second point, par contre, elle nous* apporta un convaincant démenti : c'est dans les 200 derniers mètres, ceux qui nous semblaient devoir lui être fatals, qu'elle prit un *avantage définitif*.

Kilijaro à l'arraché

La course fut menée, comme chaque fois qu'il est là, par *Northern Baby*, qui ne connut jamais d'autre tactique que la *fuite en avant*. Hélas, depuis trois mois, ce merveilleux petit cheval, dont la lassitude est plus certaine encore que celle de *Kilijaro*, ne parvient plus à fuir assez loin, ou assez longtemps, pour être encore hors d'atteinte au passage du *poteau. Au contraire, ses escapades se raccourcissent*. Celle de dimanche prit fin dès les premiers mètres de la ligne droite.

On vit alors *Nadjar* se dégager du peloton. Oh ! ce ne fut pas éblouissant. Rien à voir avec des envolées dont l'œil a gardé le *souvenir*, plaqué sur la même portion de piste : celle *d'Irish River, de Lyphard, de Rheingold* dans un Arc de triomphe, de *Park Top*, sous la poigne de Pigott, dans un autre Arc. Simplement du travail appliqué. A deux *longueurs derrière, le peloton donnait* la même impression d'effort laborieux et un peu confus. Déployés en éventail, *Hilal, Katowice, Kilijaro, Foveros*, essayaient, tour à tour, d'agripper les basques de *Nadjar. Kilijaro, enfin*, y parvenait. Ce n'était toujours pas enthousiasmant. Il faut s'y résigner : dimanche, on ne galopait pas dans le génie. Mais enfin, *ayant rejoint Nadjar, Kilijaro*, obstinément, foulée après foulée, gagnait quelques centimètres sur lui. Au passage du poteau, elle le précédait de 70 ou 80 centimètres. *Katowice* était troisième à deux longueurs. *Hilal quatrième, Northern Baby* cinquième.

Nadjar change de jambe

Quelques remarques. *Kilijaro, qu'on savait bonne, a été, cet été*, un peu plus que cela. *Nadjar, qui a été éloigné des pistes un an par une fêlure*, vaut 3 kilos de moins sur une piste légère où chaque contact avec le sol retentit dans l'ancienne blessure. *Dimanche, précisément, la piste* était relativement ferme. Saint-Martin, qui montait le poulain, a indiqué que celui-ci avait plusieurs fois « changé de jambe ». L'expression s'applique à un cheval qui, par exemple, galopait *l'antérieur droit devant le gauche*, ou le contraire, et qui, sous l'effet d'une douleur, ou du moins d'une gêne, adopte soudain l'ordre inverse. Un « changement de *jambe* » *fait perdre 1 et 2 mètres*. On peut penser que, sur un terrain *plus souple, Nadjar* aurait gardé jusqu'au poteau les deux longueurs d'avantage que lui avait d'abord assurées son démarrage. Telle quelle, sa performance reste *bonne. Ce fils de Zeddaan, donc* « Aga Khan » par son père, descend par sa mère, née « Batthyany », d'une des plus grandes souches allemandes : *celle de Neckar. Précieux* amalgame pour le haras, même si *l'intéressé paraît manquer un peu* de brio : l'apport maternel assure du moins, à défaut de ce brio, d'exceptionnelles qualités de sérieux.

Sa longue absence des pistes *a empêché Nadjar d'aller courir*, même une seule fois, en Angleterre, et, par conséquent, d'acquérir quelque crédit là-bas, où — exception faite pour quelques très *grandes épreuves*, comme l'Arc — on ne tient compte que *des performances réalisées at home*. Heureuse circonstance pour nous : titulaire d'une bonne victoire en Grande-Bretagne, *Nadjar*, qui appartient à un Irlandais, le « *captain* » *Rogers, aurait*, à coup sûr, été dirigé sur un haras britannique. Au lieu de cette destination, il va prendre celle *du haras du Thenney, propriété* (près de Deauville) de l'industriel italien V. Riva. Il est en cours de syndication, comme étalon, parmi les éleveurs français, au *prix d'environ 250 000 F la part*, correspondant à une évaluation globale de l'ordre de 10 millions de francs.

La surprise de ce Prix du Mou*lin a été constituée par la troisième* place de *Katowice*. Certes, ce cheval venait de gagner facilement deux gros handicaps, le dernier en date de huit longueurs. Mais, d'ordinaire, il y a encore plus de huit longueurs entre le *niveau d'un handicap et celui* d'une course de groupe I comme le Prix du Moulin. C'est le second cas, cette année, après celui de *Glenorum*, gagnant du Grand Prix *de Deauville, d'un cheval réalisant* une aussi exceptionnelle ascen*sion. Ne faut-il pas en déduire* que le sommet ne se situe pas très haut ? Est-ce la mélancolie des beaux jours finissants ? Nous sommes de ceux qui ont tendance *à considérer que ce n'est pas* seulement dimanche que le millé*sime hippique 1980 a manqué de* génie.

Chez la jeune classe

Voici, pour revigorer les en*thousiasmes, l'entrée en lice de* la jeune génération. Trois courses lui étaient réservées pour la réouverture du temple.

Le classement du Prix La Rochette a indiqué : *Vorias* vainqueur de *Shoen*. Mais le vrai vainqueur sera celui dont les jambes, *le cœur et le moral auront* le mieux résisté à la lutte — ter*rible pour des « deux ans »* — à laquelle se sont livrés les deux poulains tout le long de la ligne droite.

Dans le Prix de Fontenoy, *In Tissar* — que l'on pourrait croire un « quatre ans » tant il est déjà grand — a déployé pour finir, *après avoir eu des difficultés à* trouver sa cadence, des foulées *prometteuses. Il laissait à deux* longueurs *Hoist the King*, poulain le plus cher du monde jusqu'à voilà quelques semaines (il aurait été payé 1 600 000 dollars aux *ventes de Keeneland 1979*). Le propriétaire de ce *Hoist the King*, le Japonais Sugawara, peut se réjouir : au moins, ses 1 600 000 dollars ont vu une piste. Ce n'est *pas si fréquent chez les yearlings* millionnaires (en dollars ou en francs...).

LOUIS DENIEL.

Plaisirs de la table

Sur la route

ROUEN (Seine-Maritime). — Est-ce parce qu'il est restaurant *de cuisinière que ce Lucullus ne* figure sur aucun guide ? La carte de Mme Fabulet est pourtant intéressante, avec sa salade normande aux noix (14 F prix net), *sa tourte de haddock (35 F)*, la fricassée de mer au curry (45 F), une andouillette de Troyes aux épinards, des saint-jacques (seulement en saison, d'octobre à *mai*, bravo !), des rougets à la fondue de poireaux... Et la carte précise : « *Toute la cuisine est préparée avec des produits frais à la façon de Janine.* »

★ *Le Lucullus*, 31, rue Saint-Nicolas, tél. 88-72-64.

SULLY-SUR-LOIRE (Nièvre). — *L'Esplanade*, elle aussi, est ignorée du Kléber et mal jugée du Michelin. Devant la forteresse historique, cette *maison*, trop achalandée peut-être en saison, n'en est pas moins d'honnête cuisine, et j'y ai relevé une andouillette diplômée de l'A.A.A.A.A., *celle du bon charcutier* Colibeau de Châtillon-sur-Loire. Des menus et une carte de bon rapport qualité-prix.

★ *L'Esplanade*, avenue de Béthune, tél. 35-20-83.

POUILLY-SUR-LOIRE (Nièvre). — Vous qui quittez la nationale 7 pour cette courte et bénéfique déviation de Pouilly, gardez toute espérance, si j'ose écrire. *L'Espérance* (et son *maître*, Jacques Raveau) reste la grande maison de la région, avec sa magnifique salle à manger dominant les vignes jusqu'à la non*chalante* Loire. Vous boirez le pouilly du patron en vous régalant de grande cuisine *régionale*, mais aussi d'une soupe d'écrevisses safranée, de blanc de turbot *à la purée de poireaux*, de poulet sauté aux morilles, de canard sauvage rôti au citron vert.

★ *L'Espérance*, 17, rue René-Conard, tél. 39-10-68.

Un ton en dessous, mais sympathique, la maison de J.-C. Astruc. Des menus à 55,70 F et 130 F en son *Relais*, et une carte très importante (peut-être trop !), avec en spécialité le saumon escalopé à l'orange, le ris de veau aux girolles et un soufflé aux mandarines (en *cette saison ?*).

★ *Le Relais Fleuri*, avenue de la Tuilerie, tél. 39-12-99.

TREVOL (Allier). — Juste un mot pour dire et redire le mérite de ce relais-motel, à 6 kilomètres avant Moulins. Parfaitement disposé, insonorisé, d'une cuisine originale et régionaliste, suffisamment pour trancher sur le *modèle courant*, et d'un parfait rapport qualité-prix. Piscine. Jardins. Le modèle du genre.

★ *Relais d'Avrilly*, tél. 42-61-43.

BRESSOLLES (Allier). — Baptiser son restaurant *la Cuisine d'autrefois*, n'est-ce pas un défi ? Surtout lorsque l'on est *perdu* sur la nationale 9, envahi par le bruit des voitures qui ne s'arrêtent pas. Et aussi que l'on s'entête à cuisiner des produits chers. *Alors*, le menu à 150 F peut surprendre. Mais il est bon, et la carte propose aussi la brio*che* à la mbelle au beurre rouge, le gigot brayaude, le paleron de bœuf lardé à la mode, un ris de veau au Noilly. A encourager...

★ *Jean Fanfan Ratelier*, téléphone 44-48-00.

SERVANT (Puy-de-Dôme). — Les gorges de la Sioule sont admirables. Au milieu du circuit, entre le pont *de Menat et Chouvigny*, voici *le Beau Site*. Un petit hôtel où la chère « maman » Guillois, assistée de sa fille Raymonde, sert à ses pensionnaires et aux touristes des menus savoureusement simples. Menus à *40-50 F et, sur commande*, un gâteau de pommes de terre (le pâté aux tartouffes folklorique) savoureux. Un record dans la qualité-prix.

★ *Le Beau Site*, tél. 85-51-47.

BILLY (Allier). — Téléphonez ! Car la fille de Maurice Constantin Weyer (dont on fêtera l'an prochain le centenaire) n'aime cuisiner qu'à coup sûr et pour *des amis*. Une cuisine de campagne et de produits du jardin, des fermes alentour. Et des menus illustrés par le maître de maison, M. Devaux. Doublement illustrés, donc, par l'art tout bête et merveilleux de la cuisinière.

★ *Château Gaillard*, route de Varennes, tél. 45-82-16.

LA REYNIÈRE.

MIETTES

● *A l'hôtel*, généralement, ou *l'on* revient vous chercher le plateau du petit déjeuner trop tôt, ou on le laisse traîner dans la chambre. Excellente initiative à l'*Auberge des Templiers* (aux *Bézards* sur la nationale 7 et modèle des relais de campagne), le plateau est complété d'une petite carte : « Si vous souhaitez ne pas être importunés *lorsque l'on viendra chercher ce* plateau, veuillez le déposer soit dans l'entrée, soit à l'extérieur. Avec nos remerciements. »

Bravo Françoise Dépée ! Aux mêmes Templiers, le sommelier Jean-Paul Martin vous proposera peut-être un excellent saumur-champigny 1978, le château de Villeneuve, de M. Chevallier à Souzay-Champigny (55 F).

● *Une chaîne dont on n'entend guère parler* : l'Entente nationale *des restaurateurs et hôteliers de* métier. Le petit guide 1980 en donne une liste dont la grande majorité me paraît de qualité. Je l'ai trouvé chez M. Giraudon *(le Chêne vert de Saint-Pourçain dont j'ai récemment parlé)*. A signaler que ces *maisons s'engagent à servir* les repas dès 12 heures et 19 heures. Bravo !

● *L'Italien Carpano*, en 1786, à Turin, imagina d'aromatiser du vin blanc de plantes et d'herbes amères ; *le vermouth* (de l'allemand « Wermut » : absinthe) allait naître. En France, c'est *Joseph Noilly* qui imagina pour les picpouls et clairettes de l'Hérault le mûrissement *en fûts à l'air libre* (1813). La visite des chais Noilly-Prat est possible *toute l'année, à Marseillan. Profitez*-en pour aller déjeuner à la *Palangrotte (quai Général-Durand, à Sète*, tél. 74-19-78) d'une bourride savoureuse.

● *A propos du Prix Cidre*, une *lectrice est justement fâchée que* tant au *Relais Brenner* (Lézardrieux) qu'aux *Rochers* (Ploumanac'h) et ailleurs, étoilés du Michelin, on refuse du cidre au client, avec *dédain. Eh oui, si la Bretagne elle*-même boude son cidre...

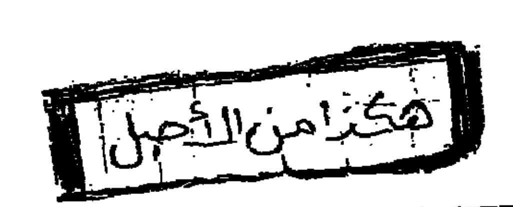
● *Kuwabara !* Retenez ce nom. C'est celui d'un Japonais qui, à la tête d'un élevage d'oies et de *canards d'origine* landaise, entend fournir en foies gras tous les restaurants nippons, *qui auront ainsi du* foie gras frais à leur carte. Cela vaudra toujours mieux que la conserve, n'est-ce pas ? M. Kuwabara a étudié la question entre *Mont-de-Marsan et Saint-Sever et* s'est installé à trente kilomètres d'Aomori. Il entend initier les gourmets japonais aux mérites du magret. Pourquoi pas du cassoulet ?

● *A l'occasion des championnats d'athlétisme* (Espoirs juniors 1980), en octobre, la F.F.A. et l'interprofession des fruits et légumes ont préparé un livret de recettes régio*nales dû à des équipes de méde*cins, diététiciens et restaurateurs. Parmi ceux-ci : Jacques Manière *(Dodin Bouffant)*, Loïc Martin *(le Paris* à Lille), Jacques Granville *(l'Escu de Runfao* à Rennes), Christian Clément à Bordeaux, Lucien Vanel à Toulouse, Jean Vettard à Lyon, etc.

● *Encore un restaurant chinois* à Paris... *Mais celui-ci serait un petit* frère du fameux *Tsé Fung* de Genève, considéré comme le meilleur d'Europe. Il sera en tout cas le plus cher de Paris !

● *Le Bœuf sur le Toit* (rue du Colisée) réouvert avec une nouvelle équipe entend faire parler de lui, midi et soir. Supervisé de loin par Robert Lesenne (Septime) de Liège et, fugitivement, de Monte-Carlo.

● *En pâtisserie*, les « carolines » sont de très petits éclairs — petits *fours. On en sert avec le café, au Laurent* des Champs-Elysées.



Navire-usine à touristes

(Suite de la page 19.)

Quatre jours plus tard, seule une poignée de passagers sont sur le pont pour voir le *Massalia* doubler la légendaire île de Gorée, avant d'accoster à Dakar. Les autres ne savaient pas que l'arrivée dans un port inconnu est un moment privilégié du voyage en bateau... A terre, en revanche, les autocars, rangés au pied de l'échelle de coupée, remportent un franc succès. On n'imagine pas une croisière sans excursions...

Les souks de Marrakech, la brousse sénégalaise, le rocher de Gibraltar. Quelque 5 000 kilomètres sans refaire ses valises. Dépaysement garanti, le confort en plus. Sur ce terrain, le paquebot est imbattable. En témoigne la joie des croisiéristes rentrant d'excursions, poussiéreux, les bras chargés d'emplettes — quand apparaît, à travers les vitres de l'autocar, la silhouette rassurante du *Massalia*, morceau de la mère patrie ancré dans un port exotique. Une dame s'écrie : *« On est content de rentrer à la maison. »* Tout l'autocar renchérit.

Sauf une quarantaine d'Indonésiens anglophones et sous-payés, tout le personnel est français. Les barmen du *Massalia* s'appellent Jeannot, Henri ou Simon. Ils servent le pastis en racontant avec l'accent des histoires de naufrage à des dames âgées en mini-robe à fleurs, terrifiées et ravies. A peine remarque-t-on la voix suave des hôtesses qui invite les passagers de la classe économique à regagner « leurs locaux ». Le *Massalia* transporte discrètement, dans une partie du bateau fermée à clé, une centaine de passagers « éco » essentiellement marocains et sénégalais. Ils mangent à part, n'ont pas accès au salon, à la piscine ni à la plupart des parties communes du bateau. Mais comme il n'y a pas de barbelés, on voit régulièrement surgir, au milieu des robes longues et des costumes sombres, un Africain superbe en boubou multicolore, une grand-mère maghrébine effarouchée par la foule. Le tiers-monde à bord, quoi !

Les officiers, eux, évoquent avec nostalgie l'époque où les « mantes lagunaires » hantaient les bateaux des lignes africaines. Epouses de fonctionnaires coloniaux, elles voyageaient souvent seules, se faisant un devoir de combler les loisirs des officiers du bord. Certaines, à chaque passage, se réservaient systématiquement le commandant, le médecin... Souvenirs de jeunesse *idéalisés ? Les familles*, les petits retraités qui voyagent sur le *Massalia* ne peuvent lutter contre les fantasmes du passé...

Quelques passagers aussi ont des souvenirs. Ce sont les *« dinosaures » du Massalia*. Ils ont traversé les océans sur des paquebots de toutes les nationalités. Ils occupent les cabines de luxe, n'aiment guère se mêler aux croisiéristes groupés sur la plage arrière autour de la piscine-mouchoir de poche. Ils préfèrent le calme des ponts-promenades, où ils passent de longues heures à lire et à regarder la mer. Le cocktail du commandant leur permet de se retrouver. Des voix feutrées racontent croisières et bâtiments : *« Vous connaissiez le Renaissance ? Un beau bateau... » « Une croisière de deux mois et demi... » « Nous avons tout fait : l'Amérique du Nord, du Sud... »* Et une vieille dame ajoute, soudain mélancolique : *« Nous avons tout usé... »*

JEAN-LOUIS ANDREANI.

★ Croisière « Africaine » : Toulon-Tanger - Agadir - Dakar - Arecife (Canaries) - Safi - Casablanca - Gibraltar - Toulon. Plusieurs départs de septembre à décembre.

De 4 125 F (une personne dans une cabine occupée par quatre personnes, sans sanitaire privé), à 16 995 F (une personne dans une cabine luxe avec bain, ayant payé le supplément single. Vin compris. Excursions en sus de 40 F à 330 F (pour l'excursion de Marrakech). Possibilité de combiner avec un séjour au Sénégal.

DÉTAILS...

Le « Massalia » est en fait un car-ferry conçu pour assurer la ligne régulière Marseille-Casablanca. Les cabines sont prévues pour un séjour de quarante-huit heures, non de quinze jours. Elles sont exiguës (de 2,90 × 2,20 m à 3,60 × 3,20 m pour les cabines luxe). Seules les cabines luxe comportent une table et un fauteuil. Des cabines à quatre disposent de deux penderies. Dans d'autres, les espaces de rangement ne permettent pas de suspendre une *robe longue*.

Photo-cinéma

Photokina 80

GIGANTESQUE foire de la photo, du cinéma et de la vidéo, *Photokina* se tient depuis trente années tous les deux ans à Cologne (R.F.A.). Plus d'un millier de firmes y présenteront, du 12 au 18 septembre, leurs produits et leurs nouveautés. C'est la plus importante manifestation du genre et les grandes firmes saisissent cette occasion pour dévoiler quelques-uns de leurs projets.

Quelles tendances se dégageront de cette Photokina 1980 ? Avant toute chose, la photo et le cinéma y seront placés, plus que jamais, sous le signe de l'automatisme et de l'électronique. La plupart des appareils à fonctionnement purement mécanique seront remplacés par des modèles électroniques. Si l'avantage de cette évolution n'est pas toujours évident pour le photographe ou pour le cinéaste, il existe par contre pour le fabricant : la mise en place de circuits électroniques est *plus simple et plus* économique que celle de dispositifs mécaniques. Au surplus, l'électronique favorise la réalisation d'appareils très automatisés.

Distance automatique

L'automatisme, aujourd'hui, ne concerne plus seulement le réglage de l'exposition. La plupart des *fonctions* d'un appareil photo, d'une caméra, d'un projecteur sont automatisées : affichage de la *sensibilité, entraînement du* film par moteur, contrôle du son sur une caméra ou un projecteur, réalisation des effets de fondu, traitement de l'épreuve avec la photo instantanée, etc.

L'un des derniers réglages qui n'avait pas encore été automatisé, la mise au point de la *distance, est en passe de l'être* totalement. Le nombre des appareils à mise au point automatique augmentera considérablement à la Photokina. Des procédés très précis volent actuellement le jour et font appel à des *détecteurs ultra-sensibles* pour analyser une image télémétrique et utiliser les informations qu'elle fournit pour commander à un moteur le réglage de l'objectif. Plusieurs firmes allemandes ont entrepris d'intégrer une partie du système de mise au point automatique dans les objectifs : un micro-moteur y déplacera un groupe de lentilles (dites flottantes) pour faire cette mise au point.

En matière de projection de diapositives, la mise au point *automatique* assure en permanence la netteté des images sur l'écran. Elle ne pose pas de problèmes aussi complexes qu'à la prise de vue et existe depuis de nombreuses années, apparaissant déjà comme une vieille technique. L'innovation, en projection, se situe aujourd'hui sur un autre terrain. Elle vient de la firme allemande *Agfa-Gevaert qui lance* un système (dit Compact CS) destiné à permettre une forte diminution de l'encombrement des projecteurs. Il repose sur une nouvelle monture 5 × 5 cm pour vues 24 × 36 et sur un nouveau type de magasin. Les montures sont beaucoup plus fines et, pour un nombre égal de diapositives, les *magasins sont réduits de moitié* par rapport aux précédents modèles. Les magasins de même longueur que les anciens reçoivent plus du double de vues (cent au lieu de quarante). En outre, les montures et les magasins du système CS comportent des rainures qui fixent les diapositives. Celles-ci ne peuvent pas tomber lorsqu'on retourne le magasin. La diminution des dimensions des magasins a permis de réduire le volume des projecteurs eux-mêmes (nouvelle gamme Diamator Agfa). Ce nouveau système est appelé à se développer, la société *Agfa-Gevaert n'entendant* pas s'en réserver l'exclusivité et l'offrant aux autres fabricants.

En relief

La Photokina apportera son lot de nouveautés dans un autre sec*teur important, celui des surfaces* sensibles et du laboratoire. On observe tout d'abord qu'un pas de plus est accompli vers la compatibilité des procédés de photographie en couleurs. Agfa-Gevaert propose un papier Agfacolor PE qui permet de tirer des diapositives et qui se traite dans les mêmes bains que ceux des papiers Kodak. Déjà, *cette compatibilité* existait pour les films négatifs Agfacolor 400 et Kodacolor. Chez Fuji, un film Fujichrome de 400 ASA, pour diapositives, est mis sur le marché. Il est compatible avec le traitement des films Ektachrome de Kodak.

Afga-Gevaert met aussi sur le marché un nouveau film Agfachrome (64 ASA) et deux films cinéma super-8 : *Moviechrome 40, de 40 ASA et Moviechrome 160*, de 160 ASA. Avec ce dernier, la firme allemande propose sa première émulsion de haute sensibilité.

Un nouveau procédé de photographie en relief fera son apparition à la Photokina, le Nimslo. Il s'agit d'un procédé grand public, mis au point par les sociétés Nimslo installées aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. *L'appareil photographique*, très simple, de prix relativement bas, possède quatre objectifs qui prennent quatre vues en même temps du même sujet. Ces photos sont légèrement différentes car le point de vue n'est pas le même *pour chacune d'elles. Elles permettent* donc l'effet *stéréoscopique*. Des laboratoires spéciaux développeront ces films et effectueront des tirages en relief. Pour cela, les quatre vues seront fractionnées optiquement et réunies en une *seule* épreuve recouverte d'un écran lenticulaire microscopique. L'examen de l'image à travers cet écran donnera le relief stéréoscopique. L'image en relief sera ainsi créée en laboratoire. L'amateur, quant à lui, se contentera de prendre des photos comme avec un appareil ordinaire. La société *Nimslo commencera à exploiter* son procédé à la fin de l'année.

En cinéma d'amateur, aucune nouveauté réelle n'apparaîtra à la Photokina. Plus coûteuse que la photographie, la pratique du *cinéma continue de souffrir de* la crise économique. Le super-8 est en régression. Les fabricants eux-mêmes ne semblent plus y croire. Ils préparent le cinéma magnétique. Les projets et les premières caméras magnétiques existent dans les cartons des grandes firmes : Kodak, B.A.S.F., Sony, Hitachi, *notamment*. Mais *d'importants* problèmes subsistent en ce qui concerne, notamment, la miniaturisation et l'alimentation des caméras par piles ou petites batteries au cadmium, le standard de synchronisation image et son, *la production de bandes magnétiques* de haute capacité. Plusieurs années seront nécessaires pour les résoudre. Aussi le cinéma magnétique d'amateur ne sera-t-il pas encore, cette année, au rendez-vous de Cologne.

ROGER BELLONE.

Philatélie

N° 1655

FRANCE : Abbaye de Solesmes.

L'abbaye Saint-Pierre de Solesmes, dans la Sarthe, haut lieu du chant grégorien, fera partie de la série « touristique » de l'année comme il fut prévu sur le programme 1980. Vente générale le 22 septembre (35/80). — Retrait prévu pour le 9 octobre 1981.

2,50 F, violet, bleu et rose mêlés. Format 22 × 36 mm. Maquette et gravure de Pierre Forget. Tirage non communiqué, timbre d'usage courant.

Mise en vente anticipée :

— Les 20 et 21 septembre, de 9 h. à *18 h.*, par le bureau de poste temporaire ouvert à la mairie de Solesmes (Sarthe). — Oblitération « P.J. ».

— Le 20 septembre, de 9 h. à 11 h., au bureau de poste de Solesmes. — Boîte aux lettres spéciale pour l'oblitération « P.J. ».

● A cette occasion, le Club philatélique de Sablé émet des souvenirs : enveloppes et cartes maximums aux prix de 8 et 9 F, l'ensemble des six souvenirs 50 F franco. S'adresser à M. Douessou, collège Pierre-Reverdy, avenue du Général-de-Gaulle, 72300 Sablé-sur-Sarthe. CCP. Club philatélique de Sablé, 219 145 Y Rennes.

FRANCE : Retrait de timbres.

Cinq figurines postales, dont trois d'usage courant type « Sabine », seront retirées de la vente le 3 octobre :

1,10 F, vert, « Sabine » ;
1,30 F, rouge, « Sabine » ;
1,60 F, bleu, « Sabine » ;
1,10 F, la Broderie ;
1,30 F + 0,30 F, Journée du timbre « Lettre à Mélie », d'Avati.

Le 17 octobre s'effectuera le retrait du timbre :

2 F, « Diane au bain », château d'Ecouen.

Ouvrage paru

✉ La sixième édition 1981 du catalogue de timbres de France, Andorre, Europa et C.F.A., édité par M. Guy Mur, vient de paraître. Format habituel (137 × 210), deux cent huit pages illustrées de tous les timbres émis depuis l'origine. En vente au prix de 15 F chez les négociants, marchands de journaux et aux éditions la Bourse du timbre, 7, rue Drouot, 75009 Paris.

NATIONS UNIES : Série des « drapeaux ».

Parmi les six émissions annuellement prévues — « après mûre réflexion » — l'administration postale des Nations unies a décidé d'émettre tous les ans une série de seize timbres représentant les drapeaux de pays tirés au sort.

« La désignation des seize premiers drapeaux a été faite par tirage au sort par le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, le 13 octobre 1978, au siège des Nations unies, à New-York. »

La présentation astucieuse de ces timbres, par feuilles de seize, conçue en quatre blocs de quatre drapeaux d'un pays nous autorise d'affirmer qu'ainsi les philatélistes amateurs des timbres de l'O.N.U. auront l'obligation d'acheter — sans en avoir l'air — vingt et une émissions, au lieu de six. Commercialement, ce n'est pas mal calculé du tout, par les conseillers !

Mais les philatélistes suivront-ils jusqu'au bout ?

La répartition des drapeaux des pays, dans la composition des quatre *feuillets de seize* timbres (soit 4 × 15 cts = 60 cts × 4 = 2 dol. 40 cts), est la suivante :

Premier : Turquie, Luxembourg, Fidji et Vietnam ;

Deuxième : Guinée, Suriname, Bangladesh et Mali ;

Troisième : Yougoslavie, France, *Venezuela et El Salvador* ;

Quatrième : Madagascar, Cameroun, Rwanda et Hongrie.

Cette première émission « fleuve », *de la manière dont elle est réalisée*, coûtera aux collectionneurs 9 dollars 60 cts pour les quatre feuillets.

Si le tirage de chaque « drapeau » s'élève à 7 000 000 d'exemplaires, l'ensemble des seize pays totalise 112 millions de timbres à 15 cents. Chaque « drapeau » se chiffre à 1 050 000 dollars, d'où une super recette *de 16 800 000* dollars pour l'O.N.U.

Que faut-il conclure ?

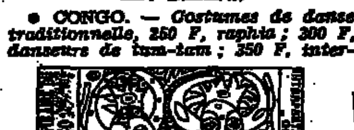
L'idée, pour les pays membres de l'ONU, de voir représenter leurs drapeaux sur des timbres, en soi, ne doit pas être déplaisante.

Mais la manière dont sont combinés les *drapeaux en feuille astreint* les philatélistes à les payer très cher pour les avoir. Et cela ne nous paraît pas sérieux de la part de l'administration postale de l'ONU.

A moins qu'on veuille démontrer par là comment on fait la désorganisation de la philatélie des nations.

ANDORRE : Retrait de timbre.

Le timbre de 2 F « Rencontre des coprinces » (Moument Trobada co-princeps) sera retiré de la vente le 3 octobre prochain.



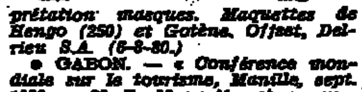
⊙ 06000 Nice (hôtel Méridien, 1, avenue Gustave-V-de-Suède), du 16 au 19 septembre. — Seizième conférence européenne internationale des P.T.T.

⊙ 59242 Cappelle-en-Pevèle (château du Bron), le 27 septembre. — Exposition Loisirs et Culture.

⊙ 80000 Amiens (Logis du roy), le 28 septembre. — Soixante-quinzième anniversaire de la mort de Jules Verne.

EN BREF...

● CONGO. — *Costumes de danse traditionnelle, 250 F, raphia ; 300 F, danseurs de tam-tam ; 350 F, inter-*



prétation masques. Maquettes de Hengo (250) et Gotène. Offset, Delrieu S.A. (6-8-80.)

● GABON. — *« Conférence mondiale sur le tourisme, Manille, sept. 1980 », 80 F. Maquette et gravure*



de René Quillivic. Taille-douce, Atelier du timbre de Périgueux. (10-9-80.)

● GRECE. — *Série « richesse minière de Grèce », sept valeurs : 6 dr., amiante ; 8 dr., plâtre ; 10 dr., cuivre ; 14 dr., barytine ; 18 dr., chromite ; 20 dr., sulfures mixtes et 30 dr., bauxite. (22-9-80.)*

● ISRAEL. — *« Fêtes 5741 » (1980), 4,30, 20,00 et 30,00 livres ; lampes de Sabbat. — Effigie d'Yizhak Gruenbaum, 32,00 livres. — Rénovation des établissements juifs de Gush-Etzion, 19,00 livres israéliennes. (8-80.)*

● U.R.S.S. — *Les trois derniers communiqués (12 à 14) nous font part de l'émission de douze timbres pour 1 R. 52 kopecks. Soixante-quinzième anniversaire du premier Russie Soviet « Ivanovo », 4 K. (12-6-80) ; vingt-cinquième anniversaire du pacte de Varsovie, 32 K (14-6-80) ; Mille cinq centième anniversaire de David Anakht, l'« Invincible », 4 K. (16-6-80). Les principaux hélicoptères de la « Construction aéronautique nationale », 1, 2, 3, 6, 15 et 32 K. (15-6-80). Coopération spatiale soviéto-hongroise, 6, 15 et 32 K. (6-80).*

ADALBERT VITALYOS.

SPORTS

TENNIS

LE NATIONAL DE BAYONNE

Le rêve américain des Françaises

Bayonne. — Agé de vingt et un ans et trois mois, Pascal Portes est le « vétéran » des demi-finales du National de tennis qui ont lieu ce vendredi 12 septembre sur les courts de l'Aviron bayonnais, où il est opposé à Thierry Tulasne, tandis que Jérôme Potier affronte Yannick Noah. Le dernier des quarts de finale disputés jeudi oposait les deux Français, qui avaient tiré le meilleur profit de leur séjour aoûtien aux Etats-Unis, où Pascal Portes et Christophe Roger-Vasselin avaient respectivement battu Jimmy Connors et Brian Gottfried avant de *s'incliner tous deux face à* John McEnroe à Flushing Meadow.

Face à un rival qui n'a pas son pareil en **France pour dérégler son adversaire par la variété des effets donnés à la balle, par ses cassures de rythme et par l'intelligence de ses initiatives, Pascal Portes a eu le mérite de surmonter ses moments de doute pour s'imposer en cinq sets (6-1, 2-6, 7-5, 2-6, 6-2). Ce même souffle de renouveau n'atteindra pas la finale féminine qui opposera samedi 13 septembre la tenante du titre, Mme Gail Lovera, trente-cinq ans et mère de famille, victorieuse de la championne de France juniors Sophie Amiach (6-2, 3-6, 6-4) à Brigitte Simon, vingt-quatre ans, déjà couronnée en 1976 et 1978, qui s'est laborieusement défait de Frédérique Thibault (4-6, 6-4, 6-0).**

De notre envoyé spécial

L'Amérique. Elles en rêvent toutes. Pas forcément par idéal mais parce qu'il est désormais impossible de faire carrière dans le tennis professionnel féminin sans aller se frotter très tôt à cette rude école et passer le meilleur de son temps dans ce pays où sont organisés 80 % des tournois du Grand Prix.

Certaines en sont revenues. Comme Brigitte Simon. Jeune, elle rêvait de devenir la meilleure joueuse du monde. Après le bac, elle opte pour le professionnalisme. Avec Florence Guedy et Nathalie Fuchs, elle décide de faire le circuit américain. Moins de quinze jours plus tard, elle est de retour. Elle ne sera jamais la championne qu'elle avait rêvé. « *C'était trop dur*, dit-elle. *Faute de points de la W.T.A.* (World Tenniswomen Association), *nous devions passer par les préqualifications, puis les qualifications, avant d'espérer atteindre le tableau final. De plus nous n'étions pas habituées aux surfaces dures. Il nous aurait fallu une période d'adaptation, mais nous avions tous les frais de transport et de séjour à notre charge pour des gains de 50 dollars par tournoi. Nous n'avions pas là-bas d'entraîneur, contrairement à ce que la Fédération fait pour les joueurs. Et puis il y avait l'éloignement...* »

Comme beaucoup de joueuses de sa génération, Brigitte Simon a reporté ses ambitions au plan national, voire européen, ce qui ne l'empêche pas de militer au sein de l'Union du tennis féminin (U.T.F.) créée lors du National 1979 pour la promotion du tennis féminin sur le Vieux Continent. Le 10 septembre, à Bayonne, les responsables de l'U.T.F. ont ainsi pu annoncer pour les trois prochaines années la mise sur pied *d'un nouveau circuit européen* de trois tournois de 50 000 dollars en Espagne, en France et en Suisse.

Pour pouvoir encore rêver à cette conquête des Etats-Unis, un *couronnement pour Tracy Austin*, victorieuse de Flushing Meadow 1979, à seize ans, ou *s'enflammer* pour Andrea Jaeger, demi-finaliste cette année à quinze ans, il faut décidément être très jeune. C'est ce que pense la Fédération *française de tennis (F.F.T.), qui* a depuis deux ans ouvert une section à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) pour cinq minimes et cadettes première année placées sous la responsabilité de Patrick *Favière.*

Hélas ! pour la F.F.T., les trois plus grands espoirs féminins ont préféré conserver leur entraîneur et rester en marge du système fédéral. *C'est* le cas de Marie-Christine Calleja, seize ans, au Cap-d'Agde avec Pierre Barthès et Francis Rawstorne, de Sylvie Gardette, seize ans, à Nîmes avec Georges Deniau, et de Catherine Tanvier, quinze ans, au Cap-d'Agde avec *Steve Myers.*

Cette année encore Gail Lovera a pu s'opposer en quarts de finale à la percée de Catherine Tanvier battue 6-3, 6-2. Peut-être pour la dernière fois. Depuis deux ans Catherine Tanvier a, en effet, et d'abandonner l'école pour travailler à plein temps avec son entraîneur particulier. Cette année, *elle* a déjà battu un record, celui de la plus jeune joueuse victorieuse du Critérium des secondes séries. Dès le 10 octobre, elle va partir en Australie essayer de décrocher ses premiers points W.T.A. Après ce sera la Floride, *pour l'Orange Bowl cadettes, puis* le circuit Avon, avec l'espoir d'être, après Françoise Durr, la deuxième Française à réussir la conquête de cette jungle du tennis américain.

GÉRARD ALBOUY.

RESULTATS

SIMPLE MESSIEURS

Quarts de finale. — Portes b. Roger-Vasselin, 6-1, 2-6, 7-5, 2-6, 6-2.

DOUBLE MESSIEURS

Quarts de finale. — Brunet-Hagelauer b. Deblicker-Moretton, 6-1, 6-2, 4-6, 5-7, 6-3 ; Dominguez-*Naegelen* b. *Cotard-Toulon*, 6-7, 6-4, 7-5, 7-6 ; Goven-Proisy b. Kuchna-Torre, 6-4, 6-7, 6-0, 3-6, 7-5.

Demi-finales. — Noah - Portes b. Goven-Proisy, 6-3, 6-0, 6-3.

DOUBLE MIXTE

Quarts de finale. — N. Fuchs-Fritz b. F. Bonneteau-Brunet, 6-2, 3-6, 6-3; R. Darmon-Magelauer b. F. Glazmann - Renoult, 6-3, 7-5 ; D. Bellian-Dominguez b. C. Tanvier-Naegelen, 4-6, 7-6, 6-4.

SIMPLE DAMES

Demi-finales. — G. Lovera b. S. Amiach, 6-2, 3-6, 6-4 ; B. Simon b. F. Thibault, 4-6, 6-2, 6-0.

DOUBLE DAMES

Quarts de finale. — N. Fuchs - C. Tanvier b. N. Bimes-F. Bonneteau, 6-3, 6-3 ; S. Amiach-F. Thibault b. C. Franch-L. Glazmann, 6-1, 6-2.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

AUTOMOBILISME. — *Gérard Larrousse, directeur général de Renault-Sport, a annoncé, le 11 septembre, le renouvellement des contrats des deux pilotes de l'écurie de Formule 1 : Jean-Pierre Jabouille et René Arnoux en 1981. Pour sa part, le deuxième pilote de l'écurie Ligier, Didier Pironi, pourrait seconder Gilles Villeneuve chez Ferrari, le premier pilote français pressenti, Alain Prost, devant rester chez Mc Laren.*

CYCLISME. — *Mis en difficulté dans l'étape contre la montre par équipe, les concurrents soviétiques du Tour de l'avenir ont aussitôt réagi dans l'étape suivante disputée le 11 septembre sur 157 kilomètres. Elle a été gagnée à Saint-Etienne en 4 h. 18 min. 11 sec. par Ramazan Galaletdinov devant le champion olympique Soukhoroutchenkov à 2 min. 9 sec.*

RELIGION

● *Jean-Paul II a accepté la démission de Mgr Geraldo de Proença Sigaud*, évêque de Diamantina (Brésil). — *Le pape a* accepté sa démission « *en conformité avec le décret « Christus Dominus* », précise un communiqué du Saint-Siège. Ce décret prévoit la démission des évêques pour raison d'âge, à soixante-quinze ans, ou pour raison de santé. Mgr Sigaud n'ayant que soixante et onze ans, c'est sans doute son état de santé qui l'a amené à renoncer au gouvernement de son diocèse, qui lui avait été confié il y a vingt ans.

[*Né le 26 septembre 1909 à* Belo-Horizonte, Mgr de Proença Sigaud était ordonné prêtre en 1932 et consacré évêque en 1947. Farouchement anticommuniste et l'un des évêques les plus conservateurs du continent latino-américain, Mgr Sigaud était très proche de Mgr Lefèbvre et avait créé avec lui, lors du concile, un groupe d'opposition, le Coetus Internationalis Patrum (assemblée internationale des Pères), qui regroupait les *prélats de la minorité réactionnaire.* En 1977, Mgr Sigaud avait lancé des accusations de communisme à l'encontre de Mgr Pedro Casaldaliga, évêque de Sao-Felix, et de Mgr Thomas Balduino, évêque de Goia.]

VOILE

VAINQUEUR DE LA « 3/4 TON CUP »

Jacques Fauroux, architecte et barreur

En remportant parmi vingt concurrents la 3/4 Ton Cup à La Trinité-sur-Mer avec « Maligawa », un bateau de sa conception (« le Monde » du 12 septembre), Jacques Fauroux s'affirme, à trente-neuf ans, comme l'un des meilleurs barreurs et l'un des meilleurs architectes navals français. Toujours avec des voiliers dus à son crayon, il a triomphé cette année dans la Micro Cup et dans les éliminatoires nationales de la 1/4 Ton Cup, ce qui l'amènera à représenter la France sur son nouveau « Bullit » dans cette compétition disputée à *Panmure*, en Nouvelle-Zélande, du 10 au 29 novembre. Avec le précédent « Bullit », le même barreur avait gagné l'an dernier le *championnat du monde* des quarts de tonne à San-Remo.

Vainqueur dans quatre manches sur cinq, *Maligawa* devance son principal adversaire, l'Allemand *Luv* (plans hollandais de Van de Stadt) mené par Berendt Belken, maître voilier à Brême, familier des grandes rencontres internationales (il a remporté la 1 Ton Cup en 1967).

Dessiné par le Cannois Jacques Fauroux et construit dans sa ville natale par le chantier Sip, *Maligawa* avait à son bord un équipage méridional que certains, à la veille de l'épreuve, considéraient comme peu à l'aise dans les eaux et les courants bretons. La preuve vient d'être faite qu'il existe de bons navigateurs et de bons architectes en Méditerranée. Toutefois, jusqu'à ces derniers mois, les voiliers conçus et construits en Atlantique se mettaient en vedette. Ce fut le cas en Suède dans la 1/2 Ton Cup avec *Ar Bigouden*, dû à Joubert et Nivelt et sorti d'un chantier de Pont-L'Abbé. Dans *la* course du *Figaro*, un Casma construit à *La Rochelle, dessiné et mené par le* Breton Gilles Gahinet, se détachait *du lot. Mais le vent tourna. Jacques* Fauroux apparaît maintenant comme l'auteur des coques les plus réussies, sans que ses succès répétés entament la simplicité de son sourire et de son langage.

Les victoires acquises par les bateaux et les équipages français dans la 1/2 Ton Cup (voiliers de 9 mètres de long environ) et dans la 3/4 Ton Cup (10 mètres environ) ne doivent pas faire oublier les résultats traditionnellement médiocres obtenus dans la 1 Ton Cup (11 mètres environ), *premier des* championnats du monde en temps *réel créés en 1965 par Jean Peytel.*

L'an prochain, la 1/4 Ton Cup sera courue à Hyères et intéressera beaucoup de concurrents nationaux. Disputée en *Irlande à Cork, la 1 Ton* Cup attirera des bateaux français. *Cette confrontation ne devrait pas* laisser indifférent Jacques Fauroux.

Toutefois, *il lui faut d'abord, aux* antipodes, tenir tête dans le *championnat des quarts de tonne, aux* redoutables créations locales : *Auckland apparaît comme la capitale* de la voile dans l'hémisphère austral. *L'architecte néo-zélandais* Bruce Farr, de renommée internationale, *pourrait poser quelques problèmes* à son confrère cannois en pleine *ascension...*

YVES ANDRÉ.

Jeux

échecs N° 882

A PAS DE LOUP

(Tournoi des candidats, sixième partie du match, août 1980.)
Blancs : L. POLUGAIEVSKY.
Noirs : V. KORCHNOI.
Défense ouest-indienne.

1. Cf3	Cf6	26. Dxç6	b3
2. ç4	b6	27. Td4 (p)	Tb7
3. g3	Fb7	28. Tç1	h6
4. Fg2	é6	29. Dç3	Ta-b8
5. 0-0	Fé7	30. Dé3	Té7
6. d4	0-0	31. Df4	Té2
7. d5! (a)	éxd5	32. Tç6	Tb6
8. Cd4	Cç6 (b)	33. Dç1	Df6 (q)
9. çxd5	Cxd4	34. Df4 !	Dd8 (r)
10. Dxd4	ç5	35. Td2	g5
11. Dd3 (c)	d6	36. Dd4	Tç4
12. a4 (d)	a6	37. Dç3	Té1 + (s)
13. Ca3	b5 (é)	38. Ff1 (t)	Txa4
14. Ff4 (f)	b4 (g)	39. Té2!	Txé2 (u)
15. Cç4	a5	40. Fxé2	Dé7
16. é4	Fa6	41. Fd3	Ta1 +
17. Dç2! (h)	Fxç4	42. Rg2	Td1
18. Dxç4	Cd7	43. Ta6	Dd8
19. Tf-d1	Cb6 (i)	44. Dd4! (v)	f5
20. Db5!	Dç7	45. Ta7!	Df8
21. Fh3 (j)	Tf-b8 (k)	46. Dç3	a4
22. Dç6! (l)	Dd8	47. Dç7!	Df7
23. é5! (m)	Cç4 (n)	48. Ta8+	Rg7
24. éxd6	Fxd6	49. Dxd6	Txd3
25. Fxd6	Cxd6 (o)	50. Dé5+	
			Abandon (w).

NOTES

a) La « défense ouest indienne » a donné lieu, tout au long du match, à un véritable duel théorique. A ce stade, les Blancs ont le choix entre le développement usuel 7. Cç3 et les suites 7. b3 ; 7. Té1 ; 7. Dç2 et cette tentative, souvent liée à un sacrifice de pion, qui oblige les Noirs à une défense très précise.

b) Korchnoi qui a répondu dans d'autres parties 8..., Fç6 et 8..., ç6, adopte ici une autre idée. Après 8..., Fç6 ; 9. çXd5, FXd5 ; 10. FXd5, CXd5 ; 11. é4, Cb4 ; 12. Cç3, Ff6 ; 13. Cf5, g6 ; 14. Ch6+ ou 13..., Té8 ; 14. f4 ou 13..., Rh8 ; 14. Ff4 les Blancs ont un jeu suffisamment riche. De même, si 8..., ç6 ; 9. çXd5, CXd5 ; 10. é4, Cç7 ; 11. Cç3. Enfin, si 8..., Cé4 ; 9. Cç3, CXç3 ; 10. bXç3, ç6 ; 11. çXd5, çXd5 ; 12. ç4, Cç6 ; 13. FXd5 et si 8..., Dç8 ; 9. Cf5 et 10. çXd5.

c) Un autre plan est jouable : 11. Dd2 suivi de b3-Fb2 – Cç3.

d) Ou 12. Cç3, a6 ; 13. a4, Cd7 ; 14. f4, Dç7 ; 15. é4, ç4 ; 16. Dé2, b5 et les Noirs ont une bonne position (Pomar - Rossolimo, 1954).

e) Une décision hardie. 13..., Cd7 semble solide : si 14. Ff4, Dç7 (et non 14..., Cé5 à cause de 15. FXé5, dXé5 ; 16. d6) ; 15. Ta-é1, Tf-é8 ; 16. Cç4, Ff8 ou 16..., Ff6.

f) Naturellement si 14. aXb5, aXb5 ; 15. CXb5, TXa1 ou 15. DXb5, FXd5.

g) Conséquent avec l'avance précédente, cet abandon de la case ç4 est peu positionnel mais 14..., ç4 n'est pas meilleur : 15. Dd1 ! (et non 15. Dd4, Dd7 !), Dd7 ; 16. b3, çXb3 ; 17. aXb5, aXb5 ; 18. DXb3 ou 16..., ç3 ; 17. b4 !

h) Déclouage efficace qui prévoit le sacrifice de qualité sur 17..., Cd7 par 18. FXd6, FXd6; 19. CXd6, FXf1; 20. FXf1.

i) A considérer était 19..., Cé5 ; 20. FXé5, dXé5. Le coup du texte ne prévoit probablement pas la subtile entrée de la D.

j) S'emparant d'une superbe diagonale.

k) Une erreur mais sur 21..., Tf-d8 ; 22. Ta-ç1 ; 23. Td2 la menace 24. Dç6-25. TXç5 subsiste.

l) A pas de loup.

m) La rupture qui démontre l'infériorité de la position des Noirs.

n) Si 23..., dXé5 ; 24. FXé5.

o) Ou 25... DXd6; 26. Ta-ç1, DXç6; 27. dXç6, CXb2 ; 28. Td2, CXa4 ; 29. ç7.

p) Malgré leur pion de plus, les Blancs ont encore un gros travail à accomplir en raison de la solide position défensive du Cd6.

q) Si 33..., TXç6 ; 34. dXç6, Db6 ; 35. Dç3 ! (et non 35. Dd1, TXb2 ni 35. Tf4, Tç2), Tç2 ; 36. Dé3, DXç6 ; 37. DXb3 ou 36..., TXç6 ; 37. TXd6, TXd6 ; 38. Dé8+, Rh7 ; 39. Ff5+, g6 ; 40. DXf7+ nulle. Les Noirs devaient examiner cette possibilité.

r) Si 34..., DXf4 ; 35. gXf4 !

s) Si 37..., Cé4 ; 38. Tç8 !

t) Et non 38. Rg2 ?, g4 !

u) Si 39..., Td1 ; 40. TXd6, DXd6 ; 41. Té8+, Rh7 ; 42. Th8+, Rg6 ; 43. Tg8+, Rh5 ; 44. Df3+, etc.

v) Menace 45. Fh7+.

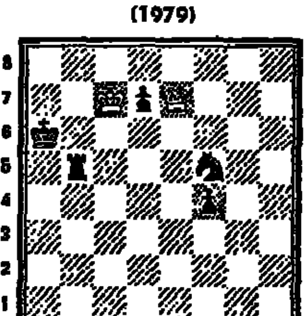
w) Car si 50..., Rg6 ; 51. Ta6+, Rh7 ; 52. Té6 ! et si 51..., Rh5 ; 52. Dé2+ et 53. DXd3.

SOLUTION DE L'ETUDE N° 881

S. Rumiantzev, 1980.
(Blancs : Rh5, Tb4, Cd3.)
(Noirs : Ré2, Dé7. Nulle.)

1. Té4+, Rf3 ! (si 1..., Rf1 ? ; 2. Tb1+, Rf2 ; 3. Cg6 nulle) ; 2. Tç4 ! (sans craindre 2..., Df7+ ; 3. Cg6, DXc4 ; 4. Cé5+), Rg3! ; 3. Td4!, Dg7! (si 3..., Dé5+ ; 4. Rh6 !, DXd4 ; 5. Cé2+) ; 4. Ta4 !, Dé5+ ; 5. Rh6, Dé3 ! ; 6. Rh7 ! (et non 6. Td4, Rg4 ! ni 6. Rg7, Dç3+ ; 7. Rf8, Df6+ ; 8. Rg8, Dd8+ et 9..., Dd7+). Dé8 ; 7. Td4 !, Df7+ ; 8. Rh6, Df6+ ; 9. Rh5, Dg7; 10. Ta4, Dd7 !; 11. Td4 !, Df5+; 12. Rh6, Df6+ ; 13. Rh5, Rf3 ; 14. Tç4 ! nulle positionnelle.

ÉTUDE
B. DOLGOV
(1979)



BLANCS (2) : Rç7, Dé7.

NOIRS (5) : Ra6, Tb5, Cf5, Pd7 et f4.

Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE.

bridge N° 879

LA RECTIFICATION TARDIVE

Cette donne, jouée il y a plus de quarante ans, montre que certaines championnes pouvaient déjà réussir des coups très difficiles.

	♠ A D 10 5 3 ♥ 9 7 5 2 ♦ 2 ♣ A 6 3	
♠ R ♥ V 10 8 3 ♦ R D 10 6 ♣ R D 10 8	N O E S	♠ V 8 ♥ 6 4 ♦ V 9 8 7 5 4 ♣ 9 7 5
	♠ 9 7 6 4 2 ♥ A R D ♦ A 3 ♣ V 4 2	

Ouest	*Nord*	*Est*	*Sud*
—	—	passe	1 ♠
contre	surc.	2 ♦	passe
passe	3 ♠	passe	4 ♦ ?
passe	4 SA	passe	6 ♠...

Ouest ayant entamé le Roi de Carreau, Elna Friberg a pris avec l'As et a joué 2 de Pique pour le Roi sec d'Ouest et l'As du mort. *Comment a-t-elle, ensuite, gagné ce Petit Chelem à Pique contre toute défense ?*

Réponse :

Au premier coup d'œil, il semblait y avoir plusieurs moyens de faire douze levées, notamment le partage 3-3 des cœurs ou V 10 secs à cœur, ou encore roi dame de trèfle secs. Malheureusement, le contre d'appel d'Ouest (qui n'a qu'un pique), permet de supposer qu'il a au moins quatre cartes à cœur par un honneur et au moins trois trèfles par le mariage. Il ne reste donc que la possibilité de le squeezer. Or ce squeeze semble irréalisable si on ne « réduit » pas le compte en donnant un coup à blanc à trèfle. Mais l'adversaire rejouera alors trèfle et, faute de communication à trèfle avec le mort, le squeeze ne pourra fonctionner.

Ce raisonnement, cependant, est imparfait. En effet, lorsque la « rectification du compte » n'est pas réalisable immédiatement, il reste la possibilité de *donner la levée à la fin* (au moment où le *squeeze s'opère*). C'est le « *squeeze avec rendement de main* » dont la position est la suivante :

	♥ 9 7 ♣ A 6 3	
♥ V 10 ♣ R D 10		—
	♠ 9 ♥ A ♣ V 4 2	

Sud joue le 9 de pique et Ouest doit jeter le 10 de trèfle (sinon Sud tirerait l'as de cœur et ferait ensuite le 9 de cœur affranchi). *Alors Sud défausse le 7 de cœur* et donne un trèfle à Ouest...

Pour arriver à cette fin de coup, Elna Friberg a coupé son second carreau avec un atout du mort, puis elle a battu atout...

L'imparable crochet

« *Qu'appelle-t-on le crochet ?* », *demande un lecteur.* La donne suivante, jouée il y a de nombreuses années par l'Anglais Terence Reese dans le tournoi des « Masters pairs », en est une célèbre illustration.

Le plus curieux est que Reese joua ce coup d'instinct car il reconnut avoir fait douze levées « sans avoir la moindre idée de ce qui se passait... ».

	♠ A 5 ♥ R 8 6 4 2 ♦ 10 5 3 ♣ R 7 4	
♠ 7 6 4 ♥ 9 5 ♦ R 8 4 2 ♣ 10 9 5 3	N O E S	♠ D 9 8 2 ♥ V 10 7 3 ♦ A V 9 6 ♣ 8
	♠ R V 10 3 ♥ A D ♦ D 7 ♣ A D V 6 2	

Ann. : S. don. Pers. vuln.

Sud	*Ouest*	*Nord*	*Est*
1 ♣	passe	1 ♥	passe
2 SA	passe	3 SA	passe...

Ouest entama le 7 de pique et Reese, en Sud, fit la levée avec le valet de pique (Est s'étant bien gardé de fournir la dame). *Comment Reese a-t-il joué pour faire* « trois de mieux » (12 levées) au contrat de TROIS SANS ATOUT malgré la meilleure défense ?

Note sur les enchères :

La redemande classique sur la réponse de « 1 ♥ » est « 1 ♠ » ; toutefois, en tournoi par paires, où il y a souvent intérêt avec ce type de main à jouer à Sans Atout, il n'est pas illogique de dire « 2 SA » (malgré la faiblesse à carreau), pour être sûr que Sud, *avec ses fourchettes, sera le déclarant* si le contrat final est à Sans Atout. En effet, il y a de bonnes chances pour que l'entame (venant d'Ouest), lui soit favorable ; d'autre part, l'attaque à pique est fréquente à Sans Atout quand cette couleur n'a pas été déclarée.

PHILIPPE BRUGNON.

dames N° 128

COMME UN MAGICIEN

Championnat d'U.R.S.S., 1980
Blancs : TSIERNEY
Noirs : M. KORENEWSKI
Ouverture : Raphaël

1. 32-28	16-21 (a)	25. 37-31	26X37
2. 38-32 (b)	21-26 ! (c)	26. 41X21	16X27 ! (s)
3. 43-38	18-22	27. 46-41	17-21
4. 49-43	12-18	28. 41-37	10-14
5. 34-29	7-12	29. 45-40 (t)	14-19 ! (u)
6. 39-34 (d)	1-7	30. 23X14	20X9
7. 44-39	11-16	31. 28-23	6-11 ! (v)
8. 50-44	7-11	32. 40-35	21-26
9. 29-24	19X30	33. 33-28	11-17 ! ! (w)
10. 35X24 (e)	20X29	34. 39-33	13-18 ! (x)
11. 34X23	18X29	35. 37-32 (y)	27-31 !
12. 33X24	22X33	36. 36X27	17-21
13. 38X29 (f)	14-20 ! (g)	37. 27X16	18-22
14. 42-38	10-14	38. 28X17	12X21 (z)
15. 47-42	5-10	39. 16X27	15-20
16. 38-33	20-25 (h)	40. 24X15	4-10
17. 42-38	14-20 ! (i)	41. 15X13	8X50 ! !
18. 32-28 (j)	13-18 (k)	42. 27-22	50X17
19. 48-42	9-13	43. 38-33	17X30
20. 26-23 ! (l)	16-21 ! (m)	44. 35X24	26-31
21. 31-27 ! (n)	21X32	45. 32-27	31X22
22. 37X28* (o)	18-22 (p)	46. 24-19	3-8
23. 40-34	22-27 ! (q)	47. 29-24	9-13
24. 42-37	11-16 ! (r)	48. 19X8	2X13
		49. 43-39	22-28
		50. 39-34	28-33
		Abandon	

NOTES

a) Réplique fréquente dans les tendances modernes (Boom-Bastiannet, *Le Monde* du 8 juillet 1978, V. Krista-T. Sijbrands, *Le Monde* du 14 octobre 1978, A. Grantwarg-A. Pedoroek, *Le Monde* du 12 avril 1980, E. Skilarov-T. Harmsma, *Le Monde* du 10 mai 1980, Harm Wiersma-Luc Guinard, *Le Monde* du 19 juillet 1980). Peut procéder du désir de s'acharner sur l'aile gauche adverse en s'opposant à son développement ou encore de l'intention de proposer à l'adversaire l'enchaînement de cette aile droite (des Noirs).

b) 2. 31-26 le plus souvent, pour enchaîner l'aile droite adverse. Mais les maîtres soviétiques recherchent parfois systématiquement, si le jeu le permet, la difficulté.

c) Promptement, les Noirs placent un clou sur l'aile gauche adverse.

d) 6. 40-34 (20-24) ; 7. 29X20 (15X24) ; 8. 31-27 serait incorrect (22X31) ; 9. 36X27 (17-22 !) ; 10. 28X17 (11X31) ; 11. 41-36 pour maintenir l'égalité numérique [l'importance de l'unité], mais les Noirs dament 11. ... (19-23) [mise à profit d'un temps de repos] ; 12. 36X27 (24-29) ; 13. 33X24 (23-28) ; 14. 32X23 (18X49) ; 15. 50-44 (49X40) ; 16. 45X34, N+1 après cette prise de la dame.

e) Meilleur peut-être eût été 10. 34X25 s'opposant bien sûr à 10. ... (18-23) ; 11. 28X19 (14X23) ; 12. 25X14 (10X19) ; 13. 32-28 (23X32) ; 14. 38X7, B+.

Après 10. 34X25 aurait pu suivre 10. ... (20-24) paralysant provisoirement l'aile droite car si :

e1) 11. 39-34 coup de dame par 11. ... (34-30) ; 12. 35X24 (14-20) ; 13. 25X14 (10X50), N+.

e2) 11. 40-34 coup de dame comme ci-dessus, mais à la case 49, après (9X49).

f) Et non 13. 39X28 qui alourdirait l'aile gauche et affaiblirait dangereusement l'aile droite, la *moins forte numériquement*.

g) Un travail opiniâtre de harcèlement, de menaces va commencer sur cette aile.

h) La poursuite d'une autre idée aussi : neutraliser les Blancs sur leur flanc droit.

i) Formation d'un redoutable enchaînement dont les Blancs ne pourraient réduire les effets que par une solide occupation des cases 23 et 28.

j) La première tentative de contrôler le centre.

k) Sont alors *interdits : 40-34, 38-33 et 31-27.*

l) Presque forcé.

m) Réduit la liberté de mouvement, *menace de (21-27), interdit* 21. 38-32 (25-30) ; 22. 24X35 (20-24) ; 23. 29X20 (18X49), dame et +. En outre, 20. ... (16-21) rend inopérant 21. 32-28 (17-22 !) ; 22. 28X17 (11X22) avec +1 probable, le pion à 22 ne pouvant être chassé, puisque 38-33 livrerait le coup de dame à 49 par (25-30) puis (20-34). Après 22. ... (11X22), les Blancs seraient donc dans une situation délicate dans la perspective de (10-14) puis (13-19) 24X13 (8X28).

n) Sans doute le plus fort pour épauler le pion 23.

o) Forcé.

p) Maintenant 22. ... (17-22) serait une petite faute stratégique : 23. 28X17 (11X22) ; 24. 33-28 (22X33) ; 25. 39X28, les Blancs contrôleraient le centre et l'enchaînement de leur aile droite aurait perdu beaucoup de son efficacité.

q) *Installation d'un pion taquin* face à un adversaire privé de formations de pionnages (absence de pions à 47 et à 49) pour contrer cette infiltration.

r) Pour occuper à nouveau la case 27 : *depuis* (14-20) au treizième temps, les Blancs se trouvent dans la situation de Sisyphe.

s) Un combat particulièrement significatif de l'esprit du jeu, sur le plan stratégique : les Noirs ont enchaîné l'aile droite de l'adversaire, l'ont contraint à renforcer sa position au centre, et ont laminé son aile gauche à partir de (16-21) au vingtième temps.

t) *29. 37-31 affaiblirait encore l'aile gauche* 29. ... (3-9) ; 30. 31X27 (13-19) ; 31. 24X13 (9X37).

u) *L'objectif principal des Noirs est désormais de déborder sur l'aile gauche adverse et de maintenir un pion taquin à 27.*

v) *Comme un magicien, le conducteur des Noirs met dans son jeu une suite inépuisable de trouvailles, qui, évidemment, s'intègrent dans un plan d'ensemble consécutif à cette succession d'échanges douteux de la part des Blancs après 29-24 au... neuvième temps !* Ici 32. 37-31 est impossible à cause de (12-17), etc., N+2 et +.

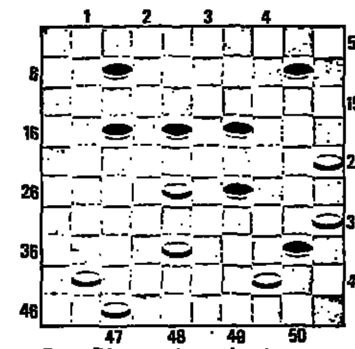
w) Tentant déjà la faute : une profondeur de vision qui va au-delà des douze temps.

x) Tentant toujours la faute.

y) La faute, livrant un coup de dame en sept temps.

z) Une variante du thème du coup du ricochet dans *cette* première phase de la combinaison.

PROBLEME
B. SKITKIN (U.R.S.S.)
1973



Les Blancs jouent et gagnent en six temps.

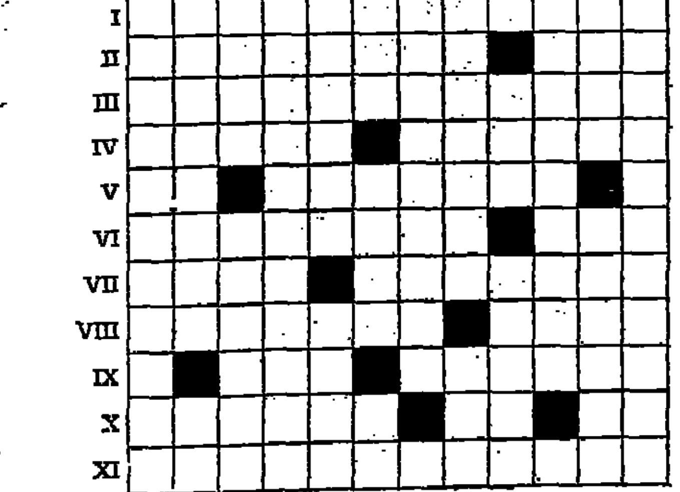
● SOLUTION COMPLETE : 35-30 ! (40X49) 30-24 ! [un collage] (49X46m) 24X3 (46 X 23 ou 46 X 14) 47-41 (23X46) 2-24 (29X30) 35X5 !, + par enfermé sur le thème des deux pôles (cases 5 et 46).

JEAN CHAZE.

les grilles du week-end

MOTS CROISÉS

N° 110



Horizontalement

I. Il atomise en quelque sorte. — II. Du jamais vu ; Dans l'encre noire doublement. — III. N'en jetez plus, nous n'y croyons pas. — IV. Fait grincer ; Sèches. — V. Séant ; Mit à l'intérieur. — VI. Comme l'éthylène, par exemple ; En bras. — VII. Compétition ; Que d'yeux, que d'yeux ! — VIII. A tout de la casserole ; De droite à gauche, une mer parmi d'autres. — IX. Bruyante mais périmée ; Une sarbacane en puissance. — X. Vaut-elle le sein maternel ? Saint ; Fin de l'infinitif. — XI. Cela n'a pas l'air très ragoûtant mais on les pratique couramment dans les cuisines.

Verticalement

1. Il est difficile de s'y fier. — 2. Vous avez dit bizarre ? Franc. — 3. Où l'abréviation devient insulte ; Tout à fait laminé. — 4. Pour l'agrément en un sens. — 5. En Emilie ; Quatre lettres, c'est peu pour lui. — 6. Un peu moins qu'un mi-mikado ; Il pique la vache ; Abraham y vécut. — 7. On préfère celles qui sont pompeuses à celles qui sont homicides. — 8. Déesse du ciel ; Préfixe final. — 9. Ran dans le désordre ; En deux mots, c'est le numéro un. — 10. Grande gigue. — 11. Point trop n'en faut ; Là, au contraire, il n'y en a jamais trop. — 12. Ils nous rasent.

Solution du n° 109

Horizontalement

I. Faubourienne. — II. Lisette ; Poil. — III. Agate ; Gaieté. — IV. Mugissant ; Rm. — V. Bief ; Alertée. — VI. Os ; Ignares. — VII. Yémen ; Disant. — VIII. Irisée ; Roa. — IX. Non ; Ou ; Saisi. — X. Trolley ; Unir. — XI. Souveraineté.

Verticalement

1. Flamboyants. — 2. Aiguise ; Oro. — 3. Usage ; Minou. — 4. Bêtifier ; Lu. — 5. Otés ; Gniole. — 6. Ut ; San ; Suer. — 7. Régalade ; Ya. — 8. Aneries. — 9. Epitres ; Aun. — 10. Noé ; Tsarine. — 11. Nitre ; Nosit. — 12. Elémentaire.

FRANÇOIS DORLET.

ANA-CROISÉS (*)

N° 110

Les ana-croisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implaçables sur la grille. Comme au scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse illustré (les noms propres ne sont pas admis).

Horizontalement

1. EILLMNOU. — 2. EGINNORU. — 3. CEIORRSSU. — 4. DEEGIRSV (+ 1). — 5. EINRSTU (+ 2). — 6. AEENPRST (+ 10) — 7. EEMMNRTU (+ 1). — 8. ACEGQRU. — 9. ABCEHOV. — 10. ENNRRSUY. — 11. AEIMNNS. — 12. CILOSTU (+ 1). — 13. AEIRRSU (+ 2). — 14. EEINPRV. — 15. ERRSSUU.

Verticalement

16. ADEILPR (+ 1). — 17. AACEGHN (+ 1). — 18. EIILNNU. — 19. CEEIORU. — 20. BCEENOS. — 21. EINQRUU. — 22. EEGPRSU (+ 1). — 23. ABINSSY. — 24. CEIMOSTU. — 25. DEEMNSUV. — 26. AAEGMRTU (+ 1). — 27. CEEINNSU. — 28. EIINNRSU. — 29. EEORSST (+ 1). — 30. CEEELNRU. — 31. EPRSSTU.

(*) Jeu déposé

Solution du n° 109

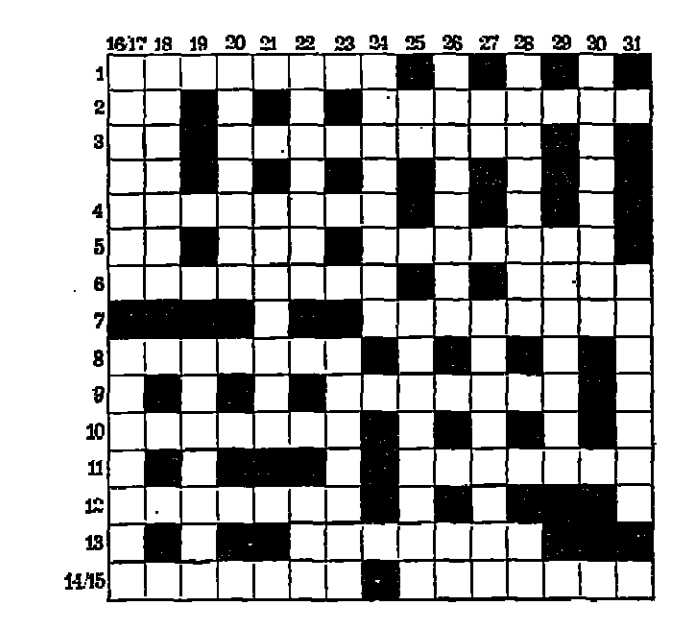
Horizontalement

1. GLAIEUL. — 2. JUBARTE. — 3. RHUMEES. — 4. CARIBOU (COURBAI). — 5. IMITATIFS. — 6. ENZYMES. — 7. LINGERS (GRELINS). — 8. GOURMET. — 9. RESSEMA (SEMERAS). — 10. EMPESAT (EMPATES, EMPESTA, ESTAMPE, ETAMPES, PETAMES). — 11. FICHTRE. — 12. INUSITE. — 13. CORNEEN (ENCORNE, ENONCER, RENONCE).

Verticalement

14. GERMINAL (MALINGRE, MANGLIER). — 15. IMPETIGO. — 16. AOUTIENNE. — 17. GROSCHEN (+ 81). — 18. EMERAUDE. — 19. RHUMERIE. — 20. LASCIVES (CLIVASSE). — 21. JECISTE. — 23. EGLEFIN. — 23. ANCHOIS. — 24. BARBOUZE. — 25. YPERITES. — 26. RIBOSOME. — 27. PESTEUX. — 28. EQUIDES. — 29. ATTIFER (FRETAIT, FRETTAI).

MICHEL CHARLEMAGNE et CATHERINE TOFFIER.



INFORMATIONS « SERVICES »

Les urgences du dimanche

SANTÉ

● UN SECOURS D'URGENCE. — *Appeler le SAMU en téléphonant* pour Paris, au 567-50-50 ; pour l'Essonne, au 068-33-33 ; pour les Hauts-de-Seine, au 741-79-11 ; pour la Seine-Saint-Denis, au 830-32-50 ; pour le Val-de-Marne, au 207-51-41 ; pour le Val-d'Oise, au 032-22-33 ; pour les Yvelines, au 953-83-33 ; pour la Seine-et-Marne, au 437-10-11, ou, à défaut, le 17 (police) ou le 18 (pompiers), qui transmettent l'appel au SAMU.

● UN MÉDECIN. — A défaut *du médecin traitant, appeler* la permanence des soins de Paris (542-37-00), ou la garde syndicale *des médecins de Paris* (533-99-11), ou l'Association pour les urgences médicales de Paris (A.U.M.P.) (828-40-04), ou S.O.S.-Médecins (707-77-77).

● UNE INFORMATION SUR LES INTOXICATIONS — 205-63-29 (hôpital Fernand-Widal).

● *S.O.S.-Urgences* bucco-dentaires : 337-51-00.

TRANSPORTS

● AÉROPORTS. — Renseignements sur les arrivées et départs à Orly (687-12-34 ou 853-12-34) ; à Roissy-Charles-de-Gaulle (862-12-12 ou 862-22-80).

● *COMPAGNIES AÉRIENNES.* — Arrivées ou départs des avions : Air France (320-12-55 ou *320-13-55) ; U.T.A. (775-75-75) ;* Air Inter (687-12-12). Renseignements, réservations : Air France (535-61-61) ; U.T.A. (776-41-52) ; Air Inter (539-25-25).

● S.N.C.F. — Renseignements : 261-50-50.

ÉTAT DES ROUTES

● INTER SERVICE ROUTES donne des renseignements généraux au 858-33-33

Pour des renseignements plus précis, on peut s'adresser aux centres régionaux d'information routière : *Bordeaux (56) 96-33-33;* Lille (20) 91-92-33 ; Lyon (7) 854-33-33; Marseille (91) 78-78-78; Metz (87) 62-11-22 ; Rennes (99) 50-78-93.

P.T.T.

Sont ouverts le dimanche les bureaux de :

— Paris recette principale (52, *rue du Louvre, 1er*), ouvert *vingt-quatre* heures sur vingt-quatre ;

— Paris 08, annexe 1 (71, ave*nue des Champs-Elysées), ou*vert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 20 heures ;

— *Orly, aérogare Sud, an*nexe 1, ouvert en permanence ;

— Orly, aérogare Ouest, an*nexe 2, ouvert de 6 heures à* 23 heures ;

— Roissy principal, annexes 1 *et 2 (aéroport Charles-de-Gaulle),* ouvert de 8 h. 30 à 18 h. 30.

La *recette* principale de Paris assure *aussi* le paiement des mandats-lettres, des bons et des chèques de dépannage, des lettres-chèques ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

ANIMAUX

● UN VÉTÉRINAIRE au 871-20-61 *(de 8 heures à 20 heures).*

● L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS diffuse une sélection enregistrée des loisirs à Paris : en français au 720-94-94 ; en anglais au 720-88-98 Son bureau d'accueil du 127, avenue des Champs-Elysées est ouvert le dimanche, de 9heures à 20 heures. Tél. : 723-61-72.

S.O.S.-AMITIÉ

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'écoute au 621-31-31 pour Boulogne-Billancourt ; 364-31-31 pour Bagnolet et 073-16-16 pour Evry (de 14 heures à 6 heures du matin) ; au 296-26-26 pour Paris (de 14 heures à 4 heures du matin) et au 296-26-26 un poste en anglais : S.O.S.-Help au 723-80-80 (de 19 heures à 23 heures).

S.O.S.-3e AGE

De 9 heures à 19 heures au 340-44-11.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 13 SEPTEMBRE

« Vézelay », 8 h., place de la Concorde, Mme Puchal.

« La Conciergerie », 14 h., 1, quai de l'Horloge, Mme Zujovic.

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch.

« La Sainte-Chapelle », 15 h. 30, entrée boulevard du Palais, Mme Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le cimetière d'Auteuil », 15 h. 15, 57, rue Claude-Lorrain (Mme Barbier).

« Hôtel de Lassay », 15 h., 8, place du Palais-Bourbon (Mme Camus).

« Chez un grand restaurateur de meubles », 15 h., devant Saint-Julien-le-Pauvre (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Hôtel de Camondo », 15 h., 63, rue de Monceau (Mme Ferrand).

« Le Sénat », 15 h., 15, rue de Vaugirard (Mme Fleuriot).

« Abbaye de Saint-Germain-des-Prés », 15 h., 168, boulevard Saint-Germain (Mme Hauller).

« Crédit foncier de France », 15 h., 19, place Vendôme (Histoire et Archéologie).

« Saint-Eustache », 15 h., métro Louvre (Lutèce-Visites).

« Le Marais », 15 h., 2, rue de Sévigné (le Vieux-Paris).

DIMANCHE 14 SEPTEMBRE

« Château de Balleroy à Bayeux », 8 h., place de la Concorde, Mme Pennec.

« *Hôtel de Sully* », *15 h.*, 62, rue Saint-Antoine, Mme Guillier.

« Port-Royal de Paris », 15 h., 123, boulevard de Port-Royal, Mme Lemarchand.

« Musée Nissim-de-Camondo », 15 h., 63, rue de Monceau, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« L'île Saint-Louis », 15 h. 15, 4, *quai des Célestins (Mme Barbier).*

« Saint-Germain-des-Prés », 15 h. 30, 145, boulevard Saint-Germain (Mme Camus).

« Mouffetard », 10 h. 30, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« *Abbaye de Saint-Germain-des-Prés* », 15 h., 168 bis, boulevard Saint-Germain (Mme Ferrand).

« Notre-Dame », 15 h., métro Cité (Mme Hauller).

« Le Paris des trois mousquetaires », 15 h., métro Saint-Sulpice (Histoire et Archéologie).

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Lutèce-Visites).

« *Les synagogues de la* rue des Rosiers ; le couvent des Blancs-Manteaux », 15 h., 3, rue Malher (le Vieux-Paris).

« Le Marais », 15 h., 24, rue Pavée (Visages de Paris).

LOTO

TIRAGE N° 37
DU 10 SEPTEMBRE 1980

3 16 19 20 31 39

NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 1

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	4	2 329 018,70 F
5 BONS NUMEROS + complémentaire	37	125 892,90 F
5 BONS NUMEROS	1 716	8 143,40 F
4 BONS NUMEROS	103 945	134,40 F
3 BONS NUMEROS	1 804 537	11,10 F

PROCHAIN TIRAGE LE 17 SEPTEMBRE 1980

VALIDATION JUSQU'AU 16 SEPTEMBRE 1980 APRES-MIDI

SOCIÉTÉ DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 13 septembre 1980 :

UN DECRET

● *Pris pour* l'application de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de *produits ou de services* en ce qui concerne les véhicules automobiles.

DES AVIS

● Relatifs à l'homologation de matériaux et éléments de construction en fonction de leur comportement au feu ;

● Aux importateurs de produits originaires et en provenance de tous pays (libération des échanges).

BREF

AUTOMOBILE

LE PREMIER NUMÉRO DE « MA VOITURE », hebdomadaire défini par son éditeur comme une « *encyclopédie pratique de l'automobile* », est mis en vente ce vendredi 12 septembre.

Ce nouveau périodique a pour devise : « Economiser, entretenir, équiper et réparer ». Vaste programme qui s'adresse à ceux des propriétaires de voitures qui se sentent capables d'intervenir sur des pannes faciles à détecter ou sur des réglages simples.

Abondamment illustré, « Ma voiture » utilise, dans ce premier exemplaire, un langage perceptible par le grand public et doit pouvoir effectivement rendre des services à ceux qui ne redoutent pas de soulever un capot de voiture.

★ L'Atelier du livre et de la presse.

ENVIRONNEMENT

RÉCUPÉRATION DE PILES. — Dix millions de piles minuscules dites piles-boutons utilisées dans les montres, réveils, appareils photos et prothèses auditives sont jetées chaque année en France. Cela *représente 10 tonnes de mercure* qui vont à la décharge, et souvent dans les cours d'eau, provoquant *ainsi une pollution dont les dan*gers sont bien connus. C'est pourquoi une association pour la récupération des piles-boutons vient de se créer sous l'égide de l'Agence nationale pour la récupération des déchets.

★ A.R.P.B., 2, square La Fayette, B.P. 406, 49004 Angers Cedex. Tél. : (41) 88-93-25.

FÊTE DES ÉNERGIES DOUCES. — Les samedi 20 et dimanche 21 septembre, à Château-du-Loir (Sarthe), aura lieu une exposition-fête sur les énergies nouvelles. Exposition de matériel (capteurs solaires, serres, pompes à chaleur, photopiles, etc.), construction sur place d'un capteur solaire par les artisans locaux, *marché* de produits « bio », projection de film, conférence sur le biométhane, consul*tation d'un architecte solaire,* théâtre, sketches et chansons sont au programme.

★ Groupe énergie douce, M.J.C., 72500 Château-du-Loir. Tél. : (43) 44-21-44.

Les mots croisés sont en page 23, *dans « le Monde des* loisirs et du tourisme ».

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
202 F	331 F	461 F	590 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
367 F	661 F	956 F	1 250 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
234 F	396 F	558 F	720 F
II. — SUISSE - TUNISIE			
289 F	506 F	723 F	940 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de *rédiger tous les noms propres en* capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*

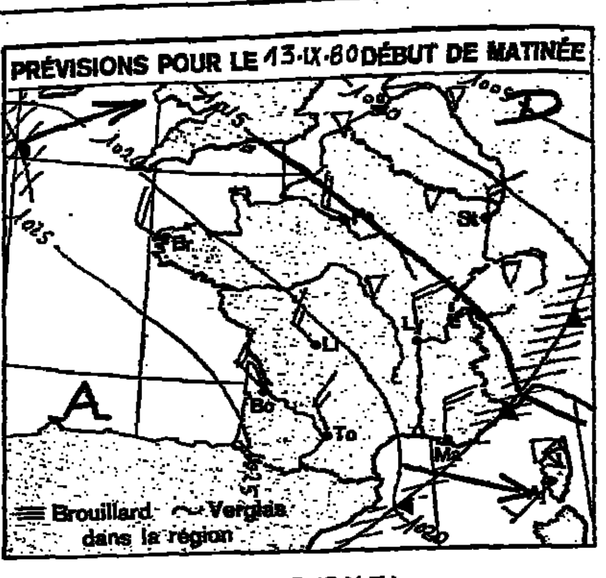
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 13 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en *France* entre le vendredi 12 septembre à 0 heure et le samedi 13 septembre à 24 heures :

La profonde dépression du nord-ouest de l'Ecosse va se déplacer vers le sud de la Scandinavie et la partie méridionale de la perturbation *qui l'accompagne traversera* la France dans la journée de vendredi. Elle sera suivie par des masses d'air instable un peu plus frais. De nouvelles perturbations, peu actives, s'approcheront de l'entrée de la Manche le soir.

Samedi, la partie sud atténuée de la perturbation précitée achèvera de traverser le sud et le sud-est de la France le matin en y donnant un passage nuageux et quelques ondées éparses, surtout *sur* le relief. Dans la journée, de nouvelles éclaircies se développeront, plus belles près du golfe du Lion avec l'établissement de vents de nord-ouest à nord mo*dérés à assez forts. Les températures* maximales seront en légère baisse.

Sur le reste de la France, le temps sera variable, passagèrement nuageux, avec des averses. Ces dernières s'atténueront assez rapidement pour ne plus affecter le soir que les régions allant du nord *de* la Seine aux Vosges. Les éclaircies, ailleurs, deviendront un peu plus nombreuses, sauf sur la Bretagne et le Cotentin, où le ciel deviendra très nuageux le soir. Les vents de nord-ouest faibliront lentement. Le début de matinée sera un peu frais et les températures maximales baisseront un peu.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au *cours de la journée du 11 septembre ;* le second, le minimum de la nuit du 11 au 12) : Ajaccio, 24 et 14 degrés ; Biarritz, 24 et 14 ; Bordeaux, 23 et 12 ; Bourges, 22 et 14 ; Brest, 18 et 15 ; Caen, 20 et 16 ; Cherbourg, 18 et 15 ; Clermont-Ferrand, 22 et 11 ; Dijon, 20 et 9 ; Grenoble, 22 et 10 ; Lille, 19 et 14 ; Lyon, 20 et 10 ; Marseille, 26 et 16 ; Nancy, 18 et 11 ; Nantes, 20 et 16 ; Nice, 24 et 17 ; Paris-Le Bourget, 20 *et* 13 ; Pau, 25 et 12 ; Perpignan, 29 et 16 ; Rennes, 22 et 16 ; Strasbourg, 17 et 11 ; Tours, 24 et 16 ; Toulouse, 26 et 13 ; *Pointe-à-Pitre,* 32 et 27.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 14 *degrés* ; Amsterdam, 18 et 14 ; Athènes, 28 *et* 20 ; Berlin, 17 et 10 ; Bonn, 18 et 14 ; Bruxelles, 17 et 15 ; Le Caire, 31 et 24 ; îles Canaries, 24 et 21 ; Copenhague, 17 *et 10 ; Genève, 21 et 8 ;* Lisbonne, 33 et 20 ; Londres, 19 et 16 ; Madrid, 32 et 15 ; Moscou, 23 et 14 ; New-York, 26 et 22 ; Palma-de-Majorque, 28 et 16 ; Rome, 25 et 17 ; Stockholm, 16 et 12 ; Téhéran, 31 et 27.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer, à Paris, le 12 septembre, à 8 heures : 1 018,3 millibars, soit 763,8 millimètres de mercure.

PROBABILITES POUR LE DIMANCHE 14 SEPTEMBRE

Sur la moitié nord, le ciel restera le plus souvent couvert et passagèrement pluvieux. Quelques rares éclaircies se produiront dans la matinée sur l'extrême est et en fin de journée sur la Bretagne. Sur la moitié sud, quelques passages nua*geux,* mais le *soleil* sera prédominant. Le vent, à dominante nord-ouest, restera assez fort, surtout sur les côtes de la Manche. Peu de chan*gements dans* les températures, sauf une légère hausse des minima sur le nord-ouest.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)







DÉFENSE

Le général Lagarde : mon départ de l'état-major de l'armée de terre ne prête à aucune exégèse

De notre envoyé spécial

Caylus (Tarn-et-Garonne). — *« Il n'y a aucune ambiguïté, et il n'y a aucune exégèse à faire de mon départ, le 30 septembre à minuit, de mes fonctions de chef d'état-major de l'armée de terre »*, a expliqué, jeudi 11 septembre, le général Jean Lagarde, venu au camp de Caylus assister à la mobilisation de la 111e division d'infanterie de réserve constituée à partir de la 11e division parachutiste stationnée dans le Sud-Ouest, en Corse et outre-mer.

Interrogé sur les raisons de son départ six mois avant la limite d'âge de son rang, le général a précisé : *« Pendant cinq ans et six mois, j'ai occupé le sommet de mon armée, ce qui est le plus long temps, depuis 1939, à une exception près, celle du général Emile Cantarel, qui a été chef d'état-major de l'armée de terre durant cinq ans et onze mois. Je me prends donc pour un homme comblé. »*

Evoquant, sans le citer nommément, la désignation de son successeur, le général Jean-Yves Delaunay, le chef d'état-major de l'armée de terre a déclaré : *« Pour que le gouvernement puisse présenter, en 1982, la prochaine loi de programmation militaire au Parlement, il faut que les états-majors travaillent à sa préparation dès cet hiver et cela a du reste toujours été prévu ainsi. Il est donc raisonnable et sérieux que le chef d'équipe qui va conduire ces travaux préparatoires soit aussi celui qui aura la responsabilité de les exécuter. »*

Avant d'expliciter, sous cette forme, ce qu'il a appelé *« la première des mille raisons »* et *« la raison qui serait à elle seule suffisante »* de son départ prématuré, le général Lagarde s'est fait présenter l'une des séquences — le franchissement de l'Aveyron par des réservistes réunis depuis le début de la semaine — de la manœuvre de mobilisation de la 111e division d'infanterie. Cette unité est forte d'environ quatre mille trois cents hommes, dont le quart est constitué par des réservistes ayant accompli leur service actif dans une unité aéroportée.

« Malgré la rentrée scolaire et sociale qui est difficile cette année, a constaté le général Lagarde, *on ne déplorera vraisemblablement que dix pour cent d'absents. »* En réalité, cette évaluation doit être nuancée : s'il y a un léger déficit d'hommes du rang présents, par rapport aux effectifs attendus, il y a, en revanche, un surnombre d'officiers de réserve qui ont répondu à leur convocation, comme s'il s'agissait, pour certains, de s'évader, par ce biais, de leur condition quotidienne de civil.

Certains réservistes ont dû être renvoyés dans leurs foyers — quatre-vingt-un sur deux mille six cent trente-sept — pour inaptitudes médicales. *« Ce sont,* explique le colonel Cann, chef d'état-major de la 11e division parachutiste, *des officiers supérieurs ou des jeunes qui ne s'entraînent plus physiquement. »* Parlant plus crûment du *« ventre de propriétaire »* de certains réservistes, le général Lagarde dira : *« J'ai connu des soldats davantage vaincus par leur carcasse que par leur ennemi. »*

Le chef d'état-major de l'armée de terre a indiqué que le projet de budget de la défense pour 1981 attribuait 62,8 millions de francs de crédits à l'instruction et à l'entraînement des réserves de l'armée de terre, au lieu de *40,2 millions de francs (courants)* en 1979. Le nombre de journées d'instruction et d'entraînement des réservistes pourrait passer ainsi, dans l'armée de terre, de cent quatre-vingt mille en 1979 à deux cent cinquante mille cinq cents en 1981, si le Parlement adopte la loi de finances.

Pour dédommager les réservistes qui, quittant momentanément leur emploi, peuvent pâtir d'un manque à gagner, le ministère de la défense propose au Parlement, pour 1981, de verser à chaque homme du rang mobilisé, en plus de sa solde, une indemnité journalière compensatoire de 55 francs (au lieu de 20 francs à l'heure actuelle). — J. I.

Sécurité européenne

M. BARRE : la France s'en tient à la riposte nucléaire anti-cités.

« La France est en Europe directement concernée par la sécurité de ses voisins immédiats », a déclaré, jeudi 11 septembre à l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.), le premier ministre, qui s'adressait aux auditeurs civils et militaires de cet organisme de réflexion. M. Barre a ajouté : *« Notre politique originale de défense vise à dissuader tout agresseur éventuel de se livrer à une action de force dirigée contre nos intérêts vitaux en Europe par la certitude que son geste entraînerait, en retour, la destruction assurée d'une part notable de ses cités, et de son économie. »*

« Pour notre pays, le problème du choix entre une stratégie anti-forces et une stratégie anti-cités ne se pose pas. La zone des conflits éventuels, a indiqué M. Barre, *se situerait aux abords immédiats de notre pays et le risque de voir un affrontement dégénérer et affecter le territoire national est hautement probable. Or, toute action atomique sur le sol français a une signification stratégique en raison de sa superficie réduite et de la forte densité de la population. Elle entraînerait automatiquement une riposte nucléaire anti-cités. »*

A propos de l'arme nucléaire à rayonnement renforcé, autrement appelée bombe à neutrons, il a expliqué : *« Arme atomique avant tout, elle en garde les restrictions d'emploi et le caractère de geste significatif au niveau stratégique. Comme telle, elle prendrait naturellement sa place dans notre appareil de dissuasion, en se substituant dans certains cas à l'arme nucléaire tactique actuelle, car elle est plus souple et plus crédible d'emploi sur n'importe quel théâtre. Par contre, nous ne pouvons faire reposer notre sécurité sur elle seule, en nous abritant derrière une quelconque « muraille de Chine » dont elle interdirait le passage. »*

UNE VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING A LA 11e D.P. ?

La 11e division parachutiste se prépare à recevoir la visite — donnée comme probable — du président de la République qui, à l'occasion de la Saint-Michel, l'archange considéré comme le « patron » des parachutistes, pourrait se rendre le lundi 29 septembre au camp de Caylus (Tarn-et-Garonne), le champ de manœuvres habituel de cette unité aéroportée.

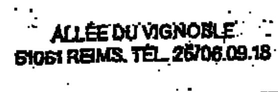
A ce jour, le calendrier des déplacements présidentiels n'étant pas définitivement fixé, cette visite à la 11e D.P. n'est ni confirmée ni démentie de source officielle.

Dans cette enceinte militaire, si l'on en croit le programme actuellement retenu par les autorités locales, le chef de l'Etat assisterait à une série de manifestations mettant en œuvre neuf mille des quinze mille *volontaires parachutistes* — dont la moitié d'appelés — qui constituent la division commandée par le général Jacques Lemaire.

A la demande de M. Giscard d'Estaing, des éléments de cette unité parachutiste sont intervenus à plusieurs reprises en *Afrique noire*, durant ces trois dernières années.







CARNET

Réceptions

— A l'occasion du sixième anniversaire de la révolution, l'ambassadeur du gouvernement militaire provisoire de l'Ethiopie socialiste et Mme Haïlé Giorgis Tassew ont donné une réception jeudi dans les salons de leur résidence.

Mariages

— Monique TRIOMPHE
et Georges-E. RATYÉ
ont la joie de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 6 septembre 1980, en l'église Saint-Séverin, à Paris.
24, rue des Ecoles, 75005 Paris.

Décès

— Lyon, Yenne, Grenoble, Belfort, Paris.
M. et Mme Pierre Burguburu et leurs enfants,
M. et Mme René Moine, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Burguburu et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Burguburu et leurs enfants,
M. et Mme Georges Allevard et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Mathieu et leurs enfants,
Les familles Burguburu, Bremme, Boulangier, Putz, Charbonneau, Merceron, Dullin,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Henry BURGUBURU,
à l'âge de quatre-vingts ans.
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Yenne (Savoie), le samedi 13 septembre, à 10 h. 30.

— Il a plu au Seigneur de rappeler à Lui son serviteur,
Didier CHABRE,
élève à l'Ecole des hautes études commerciales,
décédé accidentellement le 3 septembre 1980 aux Etats-Unis, à l'âge de vingt et un ans.
De la part de :
M. et Mme Jean-Louis Chabre et leurs enfants Christine, Bernard, Benoît et Florence,
Ainsi que toutes leurs familles.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le 8 septembre 1980, en l'église Saint-Georges à Toulon.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Chemin Fabry, 83000 Toulon.

— Le Havre.
M. Gilles Klein, son petit-fils, a la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Etienne DRUDE,
née Fanny Detournay,
survenu le 6 septembre 1980, dans sa quatre-vingt-sixième année.
10, rue Pierre-Faure,
76600 Le Havre.

— Mme Paul Esnault,
Mlle Valérie Esnault,
M. et Mme René-Paul Esnault et leur fils,
M. et Mme Jacques Loubeyre,
Les familles Esnault, Reveille, Moyse,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul ESNAULT,
administrateur de sociétés,
leur époux, père, gendre, frère, beau-frère et cousin, survenu le 10 septembre 1980.
Le service religieux sera célébré le lundi 15 septembre 1980, à 15 h. 45, en l'église Saint-Cloud, place Charles-de-Gaulle à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Cloud, dans le caveau de famille.
6, rue du Lac, 94160 Saint-Mandé.
34, boulevard Malesherbes,
75008 Paris.

— Mes Ader, Rocheleis et Roy, notaires associés à Paris, et les clercs et employés de l'Office notarial, ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean Raymond LEMAITRE,
principal clerc,
survenu le 8 septembre 1980.
Le service religieux aura lieu le lundi 15 septembre 1980, à 14 h. 15, au temple Sainte-Marie, 17, rue Saint-Antoine, à Paris (4e).

— On nous prie d'annoncer le décès accidentel de
François PALADE
à l'âge de vingt ans, le 5 septembre 1980.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 9 septembre 1980, dans la plus stricte intimité.
19, boulevard du Château,
92200 Neuilly-sur-Seine.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Claude Pelegri, ses enfants Joëlle, Stéphane et Clément,
Les familles Pelegri, Laroue, Kerboul, Decoin et Noirot, ses oncles, tantes et cousins,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre PELEGRI,
survenu subitement à Barbâtre, le 9 septembre 1980.
L'inhumation aura lieu le samedi 13 septembre, à 11 h. 30, au cimetière de Joinville-le-Pont, avenue des Familles.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
83, avenue Guy-Môquet,
94340 Joinville-le-Pont.



— Le docteur Maurice Ullmann, à Besançon,
Le docteur Michel Ullmann et ses enfants Pierre, Véronique et Pascaline, à Scey-sur-Saône,
Mme Jacqueline Ullmann-Bosselet et sa fille Dominique, à Paris,
ont la douleur de faire part de la mort de
Mme Maurice ULLMANN,
née Andrée WOLFF,
survenue le 3 septembre 1980.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme veuve Robert Hubac, ses enfants et petits-enfants,
Mme veuve André de Verbizier, ses enfants et petits-enfants,
Le capitaine de vaisseau et Mme André Joli et leurs enfants,
Le colonel et Mme Bernard Mensior et leurs enfants,
Le général et Mme Pierre Hubac et leur fils,
Le lieutenant de vaisseau et Mme François Schmuckel et leurs enfants,
Les familles de Verbizier, de Robert, Laval, Armengaud,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Arthur de VERBIZIER,
survenu à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, le 3 septembre.
Cet avis tient lieu de faire-part.
« Courage donc, mes amis, je fais confiance à Dieu. »
Actes, XXVII, 25.

— Mme Anselme Vuyet,
M. et Mme Alain Bromberger,
M. et Mme Pierre Blazy,
M. et Mme Claude Roux,
M. et Mme Jacques Vuyet,
M. Alain Vuyet,
et leurs enfants,
Les familles alliées et amies,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Anselme VUYET,
survenu à Aoste (Italie), dans sa soixante-dix-huitième année, le 9 septembre 1980.
La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 15 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly.
19, avenue Sainte-Foy,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Remerciements

— L'épouse de
Pierre BOITEAU
et ses enfants, très touchés des innombrables marques de sympathie qui leur ont été adressées, remercient ici vivement tous ceux qui les ont ainsi soutenus dans cette cruelle épreuve.

— M. Grobart, ses enfants, ses petits-enfants, remercient tous leurs amis qui ont partagé leur douleur lors du décès de
Mme GROBART,
née Szejwa Wajsfeld,
leur épouse, mère et grand-mère.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Messes anniversaires

— Une messe à la mémoire de
M. Patrick SEGARD,
décédé le 29 août 1979, sera célébrée le jeudi 18 septembre, à 18 h. 45, à la chapelle Sainte-Thérèse, 71 bis, rue Boissière, Paris (16e).

Souvenir

— Saint-Mitre-les-Remparts, Marseille.
Le 7 septembre 1980, en la chapelle romane de Saint-Blaise, lors du pèlerinage traditionnel à Notre-Dame-de-Vie, le Père Sauvot a évoqué le souvenir de
Louis BRAUQUIER (1900-1976),
poète et peintre.
« Comme je vis à l'aise au cœur de la mémoire. »
« Liberté des mers », p. 44,
Ed. Charlot.

Soutenances de thèses

— Université de Paris-V, samedi 13 septembre, à 14 heures, amphithéâtre E.-Durkheim, galerie Claude-Bernard, esc. J, 2e étage, M. Jean-Claude Combessie : « Marché du travail et luttes de classes. Le cas d'un périmètre irrigué en Andalousie occidentale ».





SPECTACLES

OPÉRA

LE « DON GIOVANNI », DE BÉJART A GENÈVE

Dans Venise la morte

(Suite de la première page.)

« Vieux murs qui sentent le soufre, lézardés, briques pourries », dit Béjart ; *murs roses et terreux où* achèvent de se perdre les encadrements de fenêtres aveuglées, rafistolées par de hâtifs ciments misérables, ruines qui s'enchevêtrent, ruines compliquées qui *se* modifient sans cesse, ouvrent toujours de *nouveaux dédales dans* cette marche vers le néant.

Vision de poète, de métaphysicien, de peintre (les décors sont de *Thierry Bosquet*), qui obsède le spectateur comme un cauchemar, et domine la représentation au point parfois de l'épuiser.

Devant cette question, cette mort de Venise, symbole de *notre* civilisation, y a-t-il place encore pour *la comédie, pour la vie, pour ce* Don Giovanni que Béjart d'autre part *décrit bien ? « Il peut continuer à vivre dans ce labyrinthe,* dit-il, *avec comme une liberté joyeuse, bien loin des préoccupations philosophiques qui en feraient quelque archange d'une révolution. Don Giovanni ne peut pas être un révolté parce qu'il n'est pas malheureux. Ses obstacles, il les ignore ou les contourne. »*

Il semble que Béjart ait été pris au piège de sa vision, car son personnage, qu'il veut léger, libre de toute loi, pour qui *« l'amour est une chose qui continue, qui passe d'un objet à l'autre, pour qui tout ce qui est le passé n'existe plus, est mort »,* pèse au contraire de tout son poids sur l'action.

Même quand il ne chante pas, il est sans cesse sur scène, de dos, dans l'ombre, au détour d'un rideau, et, comme si ce n'était pas suffisant, une douzaine de garçons en collant noir, lunettes noires, tels qu'il était apparu lui-même au début (comme un double de Béjart ?) *cernent* les personnages et commentent silen*cieusement l'action* en figures stylisées (en même temps qu'ils aident à changer rapidement les décors). En vérité, Don Giovanni (et ses avatars) est lui-même le Commandeur visible de l'action, en quelque sorte lui-même son propre Comman*deur, ce qui rejoint l'intuition de* Béjart.

« Don Giovanni englobe le Commandeur, dit Béjart, *c'est sa conscience projetée hors de lui, mais aussi comme l'image de son destin ; c'est lui-même qui vient se chercher comme un miroir qui va à sa rencontre et qu'il n'a plus qu'à traverser. » Personne ne s'étonnera qu'avec* sa puissante personnalité, son art splendide qui domine toute la distribution, Ruggero Raimondi soit l'incarnation magistrale de ce héros omniprésent que Béjart n'avait sans doute pas consciemment voulu aussi *immense.*

Mais, de ce fait, le reste de l'œuvre *pâlit, perd de sa réalité. Que* viennent faire ces costumes somptueux, ces masques d'une époque révolue, les lustres immenses de la fête dans cette Venise des derniers temps ? Comment Don Giovanni peut-il parler d'amour avec tant de *fraîcheur à Zerline ou à la camé*riste d'Elvire, etc. ? L'ambiguïté mozartienne, si finement analysée par Béjart, n'est plus de mise. L'action flotte dans un vêtement trop grand même si le génie chorégraphique supplée la vérité dramatique et *maintient une cohérence* fluide entre les scènes — dont certaines sont d'admirables réussites, tel le final du premier acte.

A défaut de donner à toutes les péripéties leur sens plénier, Béjart a touché, au moins partiellement, l'essence du drame. La musique n'en souffre pas. Elle n'est plus ligotée par une action trop avide, par des images trop *magnifiquement* terrestres, comme dans le film de *Losey, et elle se déploie librement,* dans toute sa pureté. Du moins dans les grands airs, qui recouvrent une signification dépouillée, presque abstraite.

A côté de Raimondi, Katia Ricciarelli chante pour la première fois *Donna Elvira* avec une *opulence très* italienne, même si elle n'a pas en*core toute la présence et le rayon*nement souhaités. Eugenia Moldoveanu a eu, à la première, quelques soucis de justesse, mais son timbre très pur, d'une couleur mélancolique, et sa beauté en font une touchante Donna Anna, tandis que la voix fraîche et épanouie et le caractère très lucide de Maria Ewing s'ac*cordent parfaitement* avec le personnage de Zerline.

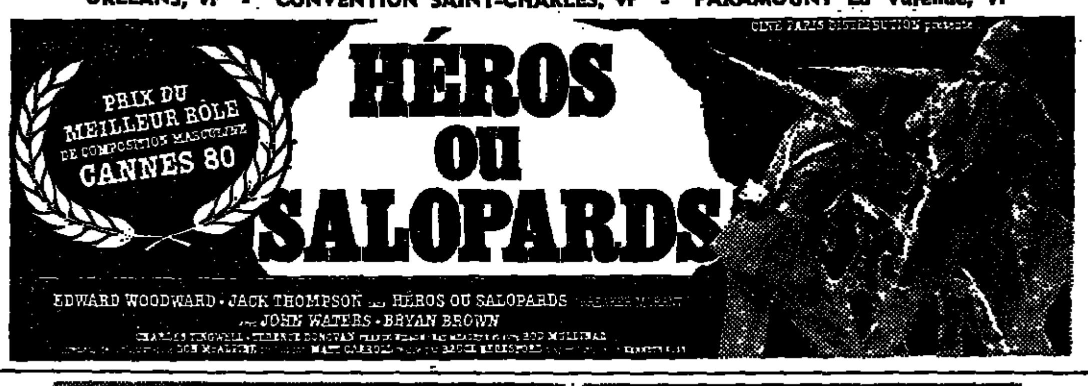
Il n'y a sans doute pas aujourd'hui de meilleur Ottavio qu'Éric Tappy, qui joint à la suavité mozartienne *du timbre une noblesse,* une compassion et une effection profondes qui rendent sa dignité à ce personnage difficile. L'excellent Mazetto de John Tomlinson et la superbe voix d'outre-tombe du Commandeur (Peter Meven), pour une *fois fort bien amplifiée, ne posent* pas de problème. Le rôle de Lepo*rello est au contraire un peu en* danger dans cette conception tra*gique où ses saillies terre à terre* risquent de tomber à plat ; mais Stafford Dean le joue en grand seigneur, avec une sorte de distanciation humoristique très subtile. N'est-il pas lui aussi une sorte de double de Don Giovanni, dont il a *presque* la voix ?

Quant à l'Orchestre de la Suisse romande, *d'une finesse toute mozar*tienne, la direction d'Horst Stein lui garde une *retenue dramatique évi*dente, mais très *musicale,* qui finalement s'accorde avec la vision de Béjart.

Malgré quelques sifflets à l'adresse *de celui-ci,* le *public genevois* auquel s'étaient mêlées de nombreuses personnalités étrangères, françaises en particulier, a fait un accueil enthousiaste jeudi à cette représentation réalisée en coproduction avec la Monnaie de Bruxelles. Le Grand *Théâtre de Genève présentera cette* année de nouvelles productions de *Lohengrin, Rigoletto, Albert Herring* et le *Tour d'écrou,* une reprise de *Boris Godounov* et, avec la collaboration de l'Opéra de Paris ou de la Scala de Milan, *le Chevalier à la rose, le Comte Ory, Madame Butterfly,* ainsi que trois spectacles de ballets.

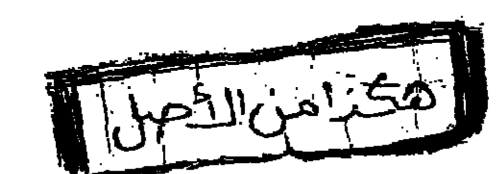
JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 14, 16, 19, 22, 25 et 27 septembre.









Le Monde

culture

PATRIMOINE

APRÈS LA RÉVOLUTION IRANIENNE

Fragilité

La révolution iranienne n'aura donc pas failli, elle non plus, à la règle : celle des excès jusqu'à l'absurde. Les têtes tombent, quotidiennement. Et les biens culturels, pour des motifs tout aussi raisonnables, bénéficient souvent d'un sort assez voisin, à l'instar des révolutionnaires français qui, sagement, *décapitaient les statues ou des zélateurs de la révolution culturelle chinoise*...

A partir de divers témoignages ou de la lecture de la presse *(Bamdad du 28 mai* et du 6 juillet notamment), un premier tableau peut être dressé. Si la tombe de Cyrus, dont le musée souterarin avait été pris pour *une salle de torture de la SAVAK* locale, a pu être sauvée de la destruction en février 1979 grâce, semble-t-il, à une interveniton britannique, en revanche, à Mashad, les écoles théologiques de Mirza Jafar et de Kheyrat Khan, l'une et l'autre monuments classés du dix-septième siècle, ont été rasés pa rles bulldozers. Considérés par le représentant de l'imam Khomeyni comme des « tas de plâtre et de brique pourris », ils doivent, cependant céder la place à une Université islamique toute neuve...

Au cours d'un séminaire d'archéologie, en juillet, les participants ont appris qu'en un an plus de quarante monuments ou sites antiques (*tells*) classés ont été détruits au bulldozer ou à la dynamite. Un sort similaire a été fait au hammam de Kosro Aqa (dix-septième siècle) et à la mosquée Jame de Malayer (seizième siècle), à la mosquée Pamenar de Zavareh (douzième siècle à l'édifice gouvernemental de Kashan *où*, en 1642, avait été couronné Shah Abbas II. Ou encore la maison Neshat, d'Ispahan, remarquable exemple de demeure patricienne du dix-neuvième siècle, etc. Les monuments safavides apparaissent ainsi particulièrement menacés, mosquées comprises, d'autant que la dynastie (1501-1736) imposa au chiisme sa tutelle. Enfin, *selon des informations non confirmées*, la religion aurait également repris ses droits dans le palais des Quarante Colonnes (qui n'en comporte que vingt, les vingt autres en étant le reflet dans l'eau). Les fresques, il est vrai profanes, qui y avaient été une première fois dérobées à la vue par une couche de plâtre, puis remises au jour et restaurées, après un travail *d'une dizaine d'années, par une* équipe d'experts italiens, auraient été à nouveau, pieusement, recouvertes. On s'étonnera moins que tous les symboles de la monarchie déchue soient arrachés des façades, avec les détériorations et les erreurs que ces actes symboliques peuvent entraîner.

Près de ces actes de vandalisme, on signale l'apparition de fouilles clandestines sur l'ensemble du territoire et la multiplication des vols (*c'est* ainsi qu'en octobre 1979 devaient être *mises* en vente deux œuvres, l'une volée dans un musée, l'autre, retirée de la vente, au Parlement de Téhéran). Enfin les négligences, plus compréhensibles en période de crise, risquent d'endommager de façon irrémédiable une partie du patrimoine. Ainsi, même la mosquée du Vendredi, monument universellement célèbre, risque-t-elle de souffrir du chantier de fouille qui y a été ouvert, et abandonné en l'état.

L'ancien chah, qui, dans une première période, n'avait pas eu que des égards pour le patrimoine iranien (la modernisation du pays l'emportant alors sur toute autre forme de considération) avait, au contraire, dans les dernières années de son règne, doté l'Iran de structures destinées à protéger les biens culturels. L'Iran, dans le même esprit, *avait ratifié la convention du* Patrimoine mondial de l'UNESCO. Le nouveau gouvernement ne semble pas avoir dénoncé cet engagement, puisque en 1979 trois sites (Persépolis, *Meidan-e-Shah*, Tohogha, Zanbil) ont été inscrits sur la liste. Les actes ici évoqués doivent-ils donner la mesure de ce qu'est la convention. ?

FRÉDÉRIC EDELMANN.

CULTURES JUIVES MÉDITERRANÉENNES ET ORIENTALES

Quatre journées de rencontres, débats, concerts et projections de films consacrées aux cultures juives — méditerranéennes et orientales — s'ouvrent, ce vendredi 12 septembre, au centre Georges-Pompidou. Les lectures et conférences prévues, le samedi 13 septembre, constitueront un tour d'horizon de la littérature et des traditions orales juives dans le Maghreb, en Espagne et en Israël.

Il sera question d'histoire, le dimanche 14 septembre, où seront analysées différences et similitudes : des grands industriels aux membres du comité révolutionnaire de Bayonne, des Juifs au pape, aux Juifs troglodytes de Libye, des Iraquiens aux Judéo-Espagnols ottomans... etc. Enfin le lundi 15 septembre, au cours d'une « table ronde » animée, de 16 h. 30 à 18 heures, par Mmes Fanny Mergui et Hélène Trigano, des femmes juives-arabes, sépharades ou judéo-espagnoles de culture française évoqueront leurs « itinéraires » (chaque jour de 14 heures à 23 heures).

NOTES SUR LES AFARS DE LA RÉGION DE TADJOURA de Marcel Chailley

Rédigées il y a déjà quarante-cinq ans, ces notes qu'avec le concours de la direction des affaires culturelles du ministère de la coopération vient de publier l'Académie des sciences d'outre-mer donnent un utile éclairage sur la culture et la civilisation afar. Accompagnées de photographies et de croquis, elles constituent une première et précieuse contribution à la connaissance de l'une des communautés de l'actuelle République de Djibouti. En effet, les Afars, dont la zone d'habitat intéresse aussi l'Erythrée et le Gobad éthiopiens, peuplent toute la partie septentrionale du territoire djiboutien, où ils représentent un groupe particulièrement homogène.

C'est à ses derniers (les Afars de Tadjoura) que Marcel Chailley consacre ses observations recueillies au cours de plusieurs années *de quête sur le terrain*, revues par le colonel Chedeville, actuellement considéré comme le meilleur expert du microcosme afar.

Ph. D.

(Publications de l'Académie des sciences d'outre-mer, 15, rue La Pérouse, 75116 Paris, 124 pages, 19 planches. Environ 40 F.)

PETITES NOUVELLES

■ Le quatorzième Concours international d'ensembles de musique de chambre, organisé par la ville de Colmar, aura lieu du 8 au 12 avril 1981. Il est réservé aux quatuors à cordes, et les musiciens doivent s'inscrire avant le 15 janvier 1981. Des prix en espèces de 5 000 à 20 000 F récompenseront les lauréats. Renseignements : (89) 41-02-28.

■ Le prix Erasme a été décerné à Amsterdam au violoncelliste et chef d'orchestre autrichien Nikolaus Harnoncourt et au claveciniste néerlandais Gustave Leonhardt.

THÉATRE

PETER O'TOOLE DANS « MACBETH » A L'OLD VIC

Une malédiction rentable

Encore une fois le mauvais sort a frappé *Macbeth* sous la forme d'un éreintement massif et unanime *par la critique de la nouvelle* production présentée par l'Old Vic. La mise en scène de Bryan Fordes, un homme de cinéma abordant le théâtre et Shakespeare en novice, et surtout Peter O'Toole, retournant à la scène londonienne après quinze ans d'absence, sont littéralement mis en pièces. *« Il est aussi subtil qu'un bélier (...) Il s'exprime dans un aboiement monotone comme s'il s'adressait à des Esquimaux sourds... » (Guardian.) « O'Toole est le premier interprète de Macbeth qui m'ait donné involontairement le fou rire... Une production héroïquement ridicule... (Daily Mail.) « Un total manque de goût. » (Telegraph.)* Un autre, évoquant l'Hamlet médiocre d'O'Toole il y a vingt ans, pense qu'il a un compte à régler avec Shakespeare. Le critique du *Sunday Times* écrit qu'il s'agit d'un *« événement dans l'histoire de l'interprétation vulgaire »*... Il note l'excessive lenteur d'une diction inintelligible.

Les critiques n'épargnent pas non plus le style hollywoodien de Bryan Fordes. *Les* sorcières sont de charmantes jeunes femmes à moitié dévêtues, sorties d'un restaurant élégant de Nightbridge. *Macbeth apparaît ruisselant de* sang après le meurtre de Duncan et, après une très longue pause, annonce : *« C'est fait... »* Le fantôme de Banco, également trempé dans du coulis de tomate, pourchasse O'Toole *autour* de la table, sous les rires des spectateurs.

Après cette première catastrophique, l'acteur Timothy West, nouveau directeur de l'Old Vic, a publiquement désavoué l'entreprise, soulignant qu'il avait en vain suggéré des changements. Mais O'Toole, comme condition de son retour à l'Old Vic, exigeait le contrôle total et exclusif de la production.

Il est vrai que le nouveau *directeur de ce théâtre historique* peut difficilement se plaindre de ce « crime prémédité » — pour reprendre l'expression d'un critique. La publicité supplémentaire assurée par cette tempête autour d'un chaudron lui apporte un succès commercial de grande ampleur : la location a déjà atteint 200 000 livres et le spectacle se jouera à bureaux fermés. La malédiction a parfois des effets heureux.

Néanmoins, le monde théâtral, très superstitieux, pense que *Macbeth* est une pièce qui porte malheur. Sans parler de l'échec de Simone Signoret jouant en anglais, au début des années 60, on rappellera que Shakespeare lui-même dut remplacer au pied levé le jeune acteur qui jouait lady Macbeth, mort subitement le premier jour de la représentation. Il y eut aussi la mort de Lilian Bayliss, directrice de l'Old Vic en 1937, juste avant la première du *Macbeth* joué par Laurence Olivier, qui, par la suite, se blessa, et la tournée avec John Gielgould en 1942, où trois personnes trouvèrent la mort.

O'Toole lui-même attribue au « mauvais œil » la rupture de son mariage, l'accident d'auto dont il *faillit ne pas réchapper*, la *chute* en motocyclette de sa lady Macbeth... ou plutôt « lady Lauder », car, comme les autres acteurs désireux de conjurer le mauvais sort, il ne veut pas prononcer le *nom de Macbeth. Pour lui*, le Thane (seigneur) de Glamis (prononcez Glans) s'appelle Harry Lauder. D'autres parlent seulement de *« cette pièce écossaise... »*. Certains s'efforcent de sourire dans un mauvais à-peu-près en français : *« Aimez-vous Glans ? »*

HENRI PIERRE.

La prochaine saison au T.N.P.

Spectacles doubles, classiques, histoires d'aujourd'hui, la saison 1980-1981 du T.N.P. est diversifiée, marquée par le retour de Patrice Chéreau qui, après son triomphe à Bayreuth (le *Ring*) et à l'Opéra *(Lulu)*, met en scène *Peer Gynt* dans une adaptation nouvelle de François Regnault, avec Maria Casarès, Gérard Desarthe, Catherine Rétoré, Roland Bertin, vingt-trois acteurs pour une centaine de personnages et les décors de Richard Peduzzi, les éclairages d'André Diot, les costumes de Jacques Schmidt. Le texte intégral sera donné en deux soirées *consécutives* du 4 mai au 20 juin.

Double spectacle également pour Roger Planchon, qui reprend *Athalie* (il sera Joad, rôle créé par Jean Leuvrais) et *Dom Juan*, en novembre, à Villeurbanne *et* à l'Odéon. Il a laissé carte blanche à Colette Dompietrini, Isabelle Sadoyan, Jean Bouise, Claude Lochy, qui ont choisi de monter la dernière pièce de Vampilov, *l'Eté dernier à Tchoulimsk*, avec Philippe Léotard, en mars, tandis que Gérard Guillaumat crée *L'homme qui rit*, à Chalon-sur-Saône, et emmène son spectacle en tournée. *No man's land*, avec Michel Bouquet, Guy Tréjean, Jean Bouise et Stéphane Jobert, sera également en tournée du 20 novembre au 11 janvier après quelques représentations à Villeurbanne du 3 au 8 novembre.

D'autre part, le T.N.P. accueille *Bérénice*, par Antoine Vitez, et le Théâtre des Quartiers d'Ivry, *le Jeu de l'amour et du hasard*, par Jean-Paul Roussillon et la Comédie-Française ; *Britannicus*, par Gildas Bourdet, et la Salamandre, *Vichy-Fiction*, double spectacle encore, de Bernard Chartreux et Michel Deutsch, par Jean-Pierre Vincent et le Théâtre national de Strasbourg. Sont également invités dans une nouvelle salle municipale — la salle Gérard-Philipe : *A cinquante ans elle découvrait la mer*, de Denise Chalem par Gabriel Garran ; *la Petite Chemise de nuit*, par Jérôme Deschamps ; *Les lumières sont trop fortes*, par Christine Joly ; *Une fille à brûler*, de Joseph Delteil, par Viviane Théophilidès et Micheline Uzan, et des spectacles de créateurs lyonnais : Bruno Boeglin (*El Farolito*), André Ligeonnet (*les Derniers Mots de Dutch Schultz*), Jean-Louis Martinelli (*Barbares amours*), Philippe Faure *(la Muette)* ; le T.N.P. patronne le Frigo, qui n'est pas une compagnie, mais un lieu où comédiens et plasticiens se retrouvent pour présenter *Avis de décès*, de Heiner Muller.

A cette occasion, *le Monde* publiera un supplément spécial, « La saison du Théâtre national populaire », daté 14-15 septembre, pour les lecteurs de la région Rhône-Alpes.



CINÉMA

« RETOUR A MARSEILLE », de René Allio

Suspense dans une famille

Bien que René Allio n'ait jamais voulu faire de cinéma pour les intellectuels, ses films, mêlant psychologie et psychanalyse, histoire et sociologie, ont pu paraître « difficiles » au grand public et il n'y a guère que son premier long métrage, *la Vieille Dame indigne* (1964), qui ait été un grand succès commercial. Or, seize ans après, à la suite d'une tentative de décentralisation pour un « cinéma de région », (*le Monde* du 3 avril 1980), René Allio est revenu à Marseille où sa vieille *dame avait découvert la liberté et* l'indépendance, pour raconter un autre « scandale » dans une famille, elle aussi d'origine italienne et qui s'appelle, elle aussi, Bertini.

Le film commence par l'enterrement d'une tante auquel vient assister Michel Bertini, industriel quinquagénaire, retourné, lui, en Italie depuis longtemps et qui, à cette occasion, renoue avec les siens. A peine en a-t-il eu le temps, d'ailleurs, qu'un de ses petits neveux (baptisé Michel en son honneur mais surnommé par tous Le Mino), lui vole sa voiture à la sortie du cimetière. L'industriel aux tempes grises va se trouver engagé dans une aventure qu'on pourrait dire policière puisque, en recherchant sa voiture, il apprend que Le Mino appartient à *une bande de jeunes qui veulent* commettre un vol dans un entrepôt du port.

Avec *Retour à Marseille*, René Allio a cherché à réaliser — ce dont on ne *saurait le blâmer, bien au contraire* — un film commercial de qualité, avec récit construit, suspense, implications sociales et description de la banlieue marseillaise touchée par l'urbanisme moderne. Cette banlieue, les gens qui y vivent, il nous les fait voir par les yeux de Michel Bertini, l'exilé, l'homme arrivé, qui n'a que des souvenirs du passé et ne connaît rien du présent, des problèmes de sa famille.

Ces petites gens, ces braves gens de la classe moyenne, soudain troublés par un drame, rappellent un peu l'univers de Pagnol, mais l'essentiel n'est pas là. Il est, d'une part, dans le conflit des générations, la dérive d'une jeunesse qui ne croit plus aux valeurs familiales et, d'autre part, dans *la relation qui s'établit* entre Michel Bertini et Cécé, la jeune femme sans *mari, de mauvaise réputation*, la mère de Claudia, l'adolescente en cavale avec Mino. Elle, elle connaît *Marseille comme sa poche et l'aide* dans sa recherche.

René Allio a traité le conflit des générations avec un certain manichéisme. Le Mino, qui apparaît peu (c'est une erreur du scénario, on ne sait rien, ou presque, de ce garçon), sera, en fin de compte, victime de la société et de l'ordre, alors que son oncle, qui pouvait être compromis, « coulé » par les fausses factures trafiquées dans sa serviette, s'en tirera indemne. La jeunesse marginalisée reste ici à l'état de stéréotype, entre les parents et la police ; la mise en scène achoppe là-dessus *par des artifices qui altèrent le ton* d'un récit en fait intimiste. En revanche, *tout* ce qui concerne les rapports de Michel Bertini et Cécé est excellent, parce qu'il y a là deux *mondes, deux mentalités qui s'affrontent* et apprennent à se comprendre, par la seule force de la vie. Marseille, en extérieurs remarquablement photographiés, est montrée sans folklore. Et Marseille, c'est aussi Cécé, la femme pas digne : c'est Andréa Ferréol, belle, saine, solide, lucide, incarnation populaire d'une liberté au contact de laquelle Raf Vallone, alourdi par l'âge, comédien sobre, très présent, homme déconcerté, est éclairé, et comprend tout ce qui le sépare du réel, de cette ville et de cette famille qu'il avait quittées.

Il y a dans ce film quelques bavures, une sorte d'incertitude, comme si René Allio *n'était* pas tout à fait sûr de la voie nouvelle dans laquelle il vient de s'engager. Il faut l'encourager, *le soutenir. La voie est bonne*, même si, par rapport aux œuvres précédentes, elle déconcerte un peu.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

« EXTÉRIEUR NUIT », de Jacques Bral

En gris et noir

Nocturne, ô combien, ce film que la nuit recouvre, enveloppe comme un *linceul, imprègne comme une* eau noire. Nuit d'un Paris hivernal, pluvieux et frisquet, avec ses avenues luisantes sur le miroir desquelles dansent les phares des voitures, ses vitrines blafardes, ses bistrots enfumés, et, là-bas, du côté du canal Saint-Martin, un petit square, des berges désertes.

Dans cette nuit, trois personnages, deux hommes et une femme, qui, eux aussi, appartiennent à l'ombre. Bony, le plus âgé, est écrivain. Qu'écrit-il ? Nous ne le saurons jamais. Comment vit-il ? Mal, sans aucun doute. Musicien de jazz, Léo, lui, a délibérément choisi l'errance, la marginalité. Pour l'instant il campe chez Bony, qu'il a connu en 1968 sur les barricades. Et puis voici Cora, dont le *métier* est, comme on dit, de *« faire le taxi », une fille farouche*, insaisissable, dangereuse à ses heures, une *sorte* d'animal blessé qui griffe et mord, et cache ses rêves dans sa tanière. Sous le regard intéressé, *narquois (parfois jaloux)* de Bony, Léo et Cora vont « se reconnaître », s'aimer, se déchirer, se quitter. La nuit les avait réunis. C'est dans la nuit que leur chemin diverge.

Il n'y a pas d'« histoire » dans le *film* de Jacques Bral. Il *n'y* a que des moments de vie, des étincelles de passion ou de haine, des étreintes fugaces, des cris, des coups et *des sourires, des lambeaux de phrases*, des incidents saugrenus. Chaos de sentiments et de pulsions qu'enregistre une caméra extrêmement mobile *qui* sans répit et sans retenue *colle aux personnages, étranges* réactions en chaîne auxquelles une musique harcelante et les images volontairement très sombres et très contrastées de Pierre-William Glenn apportent un efficace contrepoint sonore et visuel.

On peut ne pas aimer le sujet de Extérieur nuit, juger passablement languissante et complaisante cette « dérive » d'un raté, d'un traîne-savate et d'une loubarde, *reprocher à Jacques Bral* certains *de ses* choix esthétiques (assez curieusement le film semble à la *fois* se réclamer du Carné de *Quai des brumes* et du Godard de *A bout de souffle)*, être irrité par les partis pris et les maladresses de la mise en scène, il n'en reste pas moins que le film *existe*, qu'il produit un choc et qu'un tempérament de cinéaste s'y révèle. Même lorsqu'il se trompe, Jacques Bral sait voir et faire voir. Même lorsque son récit dérape, il sait garder un ton, un style, qui lui sont propres.

Il sait aussi — et dans *Extérieur nuit* c'est le meilleur de son travail — admirablement choisir et diriger ses comédiens. Ils sont trois ici qui représentent trois styles différents. A Bony l'écrivain, le témoin, André *Dussollier* apporte son calme, son ironie désabusée et l'expérience d'un talent confirmé. Dans le *rôle* de Léo, c'est au contraire l'instinct, la spontanéité, la désinvolture (gaie *ou triste)* de *Gérard Lanvin qui* triomphent. Quant à Christine Boisson, avec son regard noir, sa silhouette de petit mec, sa dureté et sa fragilité, il suffit qu'elle paraisse pour que le personnage de Cora la sauvage, l'imprévisible, l'énigmatique, prenne corps et âme.

Quelles que soient ses faiblesses, un film où l'auteur obtient de ses interprètes une telle sincérité et une *telle qualité de jeu ne peut laisser* indifférent.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Voir les films nouveaux.



SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : Ames à la mer, de H. Hathaway ; 19 h., Le patrimoine cinématographique français : Fanny, de M. Allégret ; 21 h. 30 : Rude journée pour la reine, de R. Allio.

Beaubourg (278-35-57), 15 h., Le patrimoine cinématographique français : l'Atalante, de J. Vigo ; 17 h., Comique américain : le *Mécano de la générale*, de B. Keaton et C. Bruckman ; 19 h. : Ethnographie : Guérisseur ; les Dieux thérapeutes du Brésil ; Mexique magique, d'I. Barreto.

Les exclusivités

ALIEN (A., v.o.) (**) : Broadway, (16e) (527-41-16).
AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-City, 8e (562-45-76).
ANTHRACITE (Fr.) : Gaumont-Les *Halles*, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Athéna, *12e* (343-07-48).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (**) : Denfert, 14e (354-00-11).
ATLANTIC CITY (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Normandie, 8e (359-41-18) — *V.f. : U.G.C.* Opéra, 2e (261-50-32) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic - Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).
LA BANQUIERE (*Fr.*) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, *12e* (343-04-67) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE BAR DU TELEPHONE (Fr.) (*) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Publicis-Elysées, 8e (720-71-23) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
BIENVENUE M. CHANCE (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-86) ; *U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45)*
CALIGULA (It.-ang., v. ang) (**) : Monte-Carlo, 8e (225-09-93) ; v.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64)
CAN'T STOP THE MUSIC (A., v.o.) : Publicis Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; v.f. : Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA CARABINE NATIONALE (Esp., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LE CHAINON MANQUANT (Fr.-belg.) : Espace-Gaîté, 14e (320-99-34) ; Haussmann, 9e (770-47-55).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de la *Harpe-Huchette*, 5e (633-08-40) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LE COMMANDO DE SA MAJESTE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
CONTES PERVERS (Fr.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LES DOIGTS DU DIABLE (A.) (*) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; *Paramount-Opéra*, 9e (742-56-31) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
DON GIOVANNI (Fr.-it., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A., v.o.) : *U.G.C. Odéon*, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; *Montparnasse*-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96)
ENQUETE SUR UNE PASSION (Ang., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
EXTASE (Tch., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42). H sp.
LA FEMME INTEGRALE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Espace-Gaîté, 14e (320-99-34).
GIMME SHELTER, THE ROLLING STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LES GUERRIERS DE LA NUIT (A., v.o.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LOULOU (Fr.) (*) : Gaumont-*Les Halles*, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; *Montparnasse-83*, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
MAIS QU'EST-CE QUE J'AI FAIT AU BON DIEU... ? (*Fr.*) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; *Montparnasse-83*, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46).
MANHATTAN (A., v.o.) : Jean-Cocteau, 5e (354-47-62).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76)
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) Saint-*Lazare Pasquier*, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LES MONSTRES DE LA MER (A., v.o.) (*) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43).
NIMITZ, RETOUR VERS L'ENFER (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
LA NUIT, UN RODEUR (*Austr.*, v.o.) (*) : Movies Les Halles, 1er (236-71-72) ; la Clef, 5e (337-90-90) ; Olympic, 14e (542-67-42).
PASTORALE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-26-80) ; 14 Juillet-Bastille, 12e (357-90-81).
LA PETITE SIRENE (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Secrétan, *19e* (206-71-33)
PILE OU FACE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Cameo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, *15e* (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Balzac, 8e (561-10-60).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; *Montparnasse-Pathé*, 14e (322-19-23).
THE ROSE (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) (70 mm) ; Studio de la Harpe, 5e (354-35-40) ; Balzac, 8e (561-10-60). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
THIRD WORLD (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
LE TONNERRE ROUGE (Can.) : Action Christine, 6e (325-85-78). dio de la *Harpe*, 5e (354-35-40) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
UNE SEMAINE DE VACANCES (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Haussmann, 9e (770-47-55).
YANKS (A., *v.o.*) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

Les grandes reprises

LES AVENTURES DU CAPITAINE BLOOD (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Studi Cujas, 5e (354-89-22) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Calypso, 17e (380-30-11).
LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE (Fr.) : Forum-Cinéma, 1er (297-53-74).
CHINATOWN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LES DAMNES (It., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
DELIVRANCE (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LA DERNIERE FEMME (It., v.o.) : Palace-Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), ven., sam., dim., 20 h.
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LES ENFANTS DU CAPITAINE GRANT (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Royale, 8e (265-82-66) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Ranelagh, 16e (288-64-44).
LES FRAISES SAUVAGES (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LE GUEPARD (It., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
HAIR (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
HISTOIRE D'O (Fr.) : Actua-Champo, 5e (354-51-60) ; Maxéville, 9e (770-72-86).

LES FILMS NOUVEAUX

EXTERIEUR NUIT, film français de J. Bral. — U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

RETOUR A MARSEILLE, film français de R. Allio. — Forum-Cinéma, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LE CŒUR A L'ENVERS, film français de F. Apprederis. — Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

UN ESCARGOT DANS LA TETE, film français de J.-E. Siry. — Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-*Lincoln*, 8e (359-36-14) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; *Cambronne, 15e (734-42-96)*.

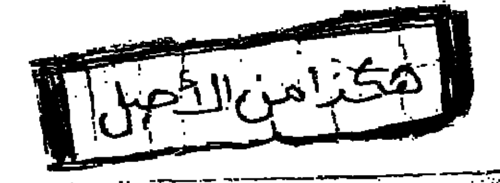
FAME, film américain de A. Parker (v.o.). — Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; *P.L.M.-Saint-Jacques*, 14e (589-68-42). — V.f : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

CHAPITRE II, film américain de R. Moore (v.o.) Paramount-Odéon, 6e (325-5[illegible]). Paramount-City, 8e (562-45-76) ; (v.f.) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; *Paramount-Galaxie*, 13e (580-18-03)

HEROS OU SALOPARDS, film australien de B. Beresford (v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-City, 8e (542-45-76) ; (v.f.) : Paramount-*Marivaux*, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).

BRONCO BILLY, film américain de C. Eastwood (v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; (v.f.) : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Passy, *16e (288-62-34)* ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre 18e (606-34-25) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28).

LES VAMPIRES DE SALEM, film américain de T. Hooper (*) (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Secrétan *19e (206-71-33)*.



SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 12 septembre

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Centre Pompidou (277-12-33), 20 h. 30 : Débat (Patrimoine de l'audiovisuel).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 22 h. : R. Desnos.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Arts-Hébertot (387-23-23), 20 h. 30 : les Bons Bourgeois.
Astelle-Théâtre du XIXe (202-34-31), 20 h. 30 : les Bonnes.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Histoires vraies.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 45 : Tupac-Tosco, la Raison de la mémoire ; 22 h. 30 : la Révolte des colombes.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : Rufus ; 22 h. : V comme Vian.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Un roi qu'a des malheurs.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir 18 h. 30 : En compagnie d'Apollinaire ; 20 h. 30 : Haute surveillance ; 22 h. 15 : Molly Bloom. — Théâtre rouge, 18 h. 15 : Idée fixe ; 20 h. 30 : la Double Inconstance ; 22 h. 15 : Picalles. — III, 18 h. 15 : Parlons français ; 22 h. 30 : Notre-Dame de l'Informatique.
Montparnasse (320-89-90), 20 h. 30 : la Cage aux folles. — Petite salle, 22 h. : Triboulet existe.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais des glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Le Farré sifflera trois fois.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Saint-Georges (878-63-47), 20 h. 30 : l'Aide-Mémoire.
Studio d'En-Face (238-16-78), 21 h. : la Traversée.
T. A. I. - Théâtre d'Essai (274-11-51), 20 h. 45 : Compartiment non-fumeurs.
Terrain-Vague, place des Grès (557-45-17), 20 h. 30 : Thyeste.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : En plein dans le mille.
Théâtre-en-Rond (387-88-14), 20 h. 30 : Huis clos.
Théâtre de Poche (548-92-97), 20 h. 30 : le Premier.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : Du canard au sang pour Mylord.
Variétés (233-09-92), 20 h. 30 : Je veux voir Mioussov.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 15 : la Voix humaine ; 21 h. 15 : la Collection ; 22 h. 30 : la Revanche de Nana.
Bistrot-Beaubourg (271-33-17), 20 h. 30 : E. Sarda Generation Hollywood ; 21 h. 45 : Naphtaline.
Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h. 30 : G. Cuvier ; 22 h. 30 : A. Scoff et J.-P. Sèvres. — II, 20 h. 15 : D. Herczog.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Couple-moi le souffle ; 22 h. 30 : les Deux Suisses. — II, 22 h. : Popeck ; 23 h. 30 : R. Mason.
Café de la Gare (278-52-51), 22 h. : la Transatlantide ; 22 h. 30 : le Bastringue.
Caféssaïon (278-46-42), 22 h. : Jacques Charby.
Le Clown (355-00-44), 22 h. 30 : Caf' Conc'.
Le Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : Abadoche ; 22 h. 30 : J. Debronckart ; 23 h. 30 : E. Barret.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince ; 23 h. : Bagdad Connection.
Cour des Miracles (548-85-60), 21 h. 30, la Mariouette ; 22 h. : Essayez donc nos pédalos.
L'Echaudoir (240-58-27), 21 h. 30 : M. Boblin, M. Fanon.
L'Ecume (532-71-16), 20 h. 30 : F. Torrente ; 22 h. : P. Delettrez.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange, l'autre boit ; 21 h. 15 : le Président.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd. — II, 20 h. 45 : Si la concierge savait ; 21 h. 45 : Suzanne, ouvre-moi.
Le Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie ; 21 h. 30 : Cherche homme pour faucher terrain en pente ; 22 h. 45 : Raymond.
Splendid (887-33-82), 21 h. 30 : Elle voit des nains partout.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Cabaret chaud sept : 21 h. 30 : Ma vie est un navet.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Parle à mes oreilles, mes pieds sont en vacances ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Pétrole... Ane.

Les comédies musicales

Bouffes-Parisiens (296-60-24), 20 h. 30 : Ta bouche.
Renaissance (208-18-50), 20 h. 45 : Viva Mexico.

Le music-hall

Galerie 55 (326-63-51), 21 h. : Requiem.
Olympia (742-25-49), 21 h. : Peter Gabriel.

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. : François Biensan Septet.
Chapelle des Lombards (236-65-11), 20 h. 30 : J.-L. Chautemps, D. Humair, F. Jeanneau, J.F. Jenny Clark, B. Lubat, H. Texier ; 22 h. 45 : Los Salseros.
Club Saint-Germain (222-51-09), 21 h. 30 : Robin Kenyatta Quartet.
Dreher (233-48-44), 21 h 30 : J Lyons Quartet.
Gibus (700-78-88), 22 h. : The Barracudas.
Lucernaire (544-57-34), 22 h 30 : Ensemble Ad Lib.
Patio-Méridien (758-12-30), 22 h. : Stéphane Guerault Quintet.
Riverbop (325-93-71), 22 h. 30 : C. Escoudé, D. Lockwood.
Slow-Club (233-84-30), 21 h. 30 : Maxim Saury Jazz Fanfare.

XVe Festival estival de Paris

Salle Gaveau, 18 h. 30 : Yval Trio (Beethoven, Brahms).
Salle Pleyel, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. H. Soudant (Constant, Bruckner).

Festival d'art, Montmartre

Théâtre des Jeunes de la Butte, 20 h. 30 : les Voyageurs de carton.

Festival d'automne

(296-12-27)

DANSE

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : New York City Ballet

Dans la région parisienne

Sceaux, Orangerie (660-07-79), 21 h. : Duo Delangle (Hindemith, Villa-Lobos, Charpentier, Milhaud) ; B. Thieffry, C. Mergny (Haendel, Schumann, Poulenc, Debussy).

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi

LA SOUDURE AUTOGENE FRANÇAISE
(GROUPE L'AIR LIQUIDE)
recherche pour son Etablissement de
GENNEVILLIERS (92)
INGÉNIEUR DÉBUTANT
Formation ESSA appréciée
pour responsabilité d'un secteur de clientèle.
Bonne pratique de l'anglais indispensable.
Déplacements fréquents.
Adresser C.V. à la S. A. F.,
79, aven. Louis-Roche - 92234 GENNEVILLIERS.

LA VILLE DE NANTERRE
100.000 habitants - recrute
Une DIRECTRICE DE P.M.I.
(5 ans d'ancienneté en qualité de puéricultrice).
Adresser C.V. et candidature à M. LE MAIRE DE NANTERRE.

Association loi 1901
recherche
COLLABORATRICE
pour secrétariat, accueil, information et prospection service chambres meublées. 25 ans minimum. Adresser C.V. au Centre du Logement 1, r. Roger-Collard, Paris-5e.

Société publicité quartier SAINT-LAZARE recherche ADJOINT COMPTABLE connaissant plan comptable px de revient, exploitation, pour service facturation à traiter sur ordinateur.
Nécessaire sérieux, dynamique, stable, capable de s'intégrer à équipe existante.
Ecr. avec C.V. et prétentions à : CLAIR, 38, rue des Mathurins, 75008 PARIS, qui transmettra.

LYCEE PRIVE d'enseignement professionnel PARIS-EST ch. pour recrutement immédiat
HOMME, 25 ans minim. pour assurer tâches administratives et surveillance. Habitude contacts jeunes et animation souhait. 40 h. Ecr. ss réf. 970 à Trendences, 41, av. Friedland, 75008 Paris, qui tr.

Centre culturel banlieue nord-ouest recherche
ANIMATEUR (TRICE)
pour aide au développem. des associations de quartier.
Expérience exigée. Ecr. sous nº T 859.951 REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE DE TOURISME
recherche le (la)
RESPONSABLE GESTION DES VENTES
35 ans environ

Outre son expérience de vente téléphone dans T.O. : compagnie aérienne, etc., sera capable :
— d'encadrer et d'animer une équipe de 20 personnes ;
— d'assurer pour sa partie les liaisons avec notre important réseau de correspondants ;
— d'identifier en permanence les mesures nécessaires à l'atteinte des objectifs de fréquentation ;
— de participer à la mutation informatique de son service.

Rémunération selon expérience.

Ecrire avec prétentions, C.V., à O.P.F. (réf. nº 4.362), 2, r. de Sèze, 75009 PARIS, qui transm.

LABORATOIRE PHOTO COULEURS
recherche :
FILMEURS
LABORANTINS (INES)
ou couple. - Ecrire avec photo nº T 022568 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE
recherche
ANALYSTES PROGRAMMEURS
(DUT - BTS ou équivalent)
pour son informatique de gestion
Env. C.V. à M. CHARPENTIER, Boîte postal 97
92405 COURBEVOIE cedex.

SOCIETE DISTRIBUTION produits, équipement poterie - céramique recherche pour Siège PARIS
CADRE COMMERCIAL ANIMATEUR
Dynamique et imaginatif
30 ans minim., pour développer et contrôler extension marchés loisirs et collectivités.
Adresser C.V. et prétentions à nº 71.219 - CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

Administration recherche
AGENTS TECHNIQUES
pour NEGOCIATION, REDACTION de marchés industriels d'Etat, DUT ou équivalent min. Ecrire S.C.C., 46, bd Bessières 75017 PARIS

Le groupe **Egor** rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine.

- AUDITEUR INTERNE — réf. VM 8289 B
- CONTROLEUR — réf. VM 4197 Q
- ORGANISATION, AUDIT ET CONTROLE — réf. VM 2285 H
- CHEF DU SERVICE ORDONNANCEMENT PRODUCTION — réf. VM 10386 A
- INGENIEUR DE FABRICATION — réf. VM 10401 A
- INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL — réf. VM 7399 A
- TECHNICIEN SUPERIEUR — réf. VM 10052 P
- TECHNICIEN DEVELOPPEMENT — réf. VM 7288 L
- CHEF DES VENTES R.F.A. — réf. VM 4514 J

Pour recevoir informations complémentaires, écrire en précisant la référence choisie à :
groupe egor
8 rue de Berri 75008 Paris - 359.13.82

médiа-system

Non-voyant ch. lectrice pr lecture et écrit. courrier 1 h/1 h 30 plus. fois p/semaine, rémunér. Envoyer son curriculum vitae manuscrit à Etienne Istiliart, 4, r. Duplex 75006 Paris 222-18-58.

PARIS (12e) - DAUMESNIL Recherche pr ménage et enfant de 3 ans, du lundi au vendredi, de 16 à 20 h et le mercredi de 9 à 20 h. Tél. 343-92-76 à partir de dimanche 14 septembre 1980.

Formation centrale A. et M. ou T.P. pour direction générale très important chantier route. Expérience pays arabes exigée. Bilingue anglais 300.000 +. CENAF. Téléphone : 297-49-95.

secrétaires

CABINET CHAPELLE
45, av. Trudaine 75009
(285-72-77)
recherche
STÉNODACTYLO
exp. petit secrétariat.

travaux à façon

Demande

ENTREPRISE. Sérieuses références effectue rapidement travaux pint. décorat., coordination ts corps d'Etat. Devis grat. Tél. 368-47-84 et 898-30-02

emplois régionaux

SOCIETE DE LA REGION LYONNAISE
recherche
DIRECTEUR DE TRAVAUX
INGENIEUR A.M. ou équivalent
chargé de la coordination des différents corps d'état participant à la construction d'usines pétrochimiques, agro-alimentaires, papeteries, etc.
Il devra en particulier avoir une expérience des méthodes de planning, d'ordonnancement des travaux, gestion de personnel et de matériel.
Ecrire avec C.V. sous le nº T 022.545 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

P.M.E. REGION NORD
EVOLUANT AVEC SUCCES A L'ETRANGER (C. A. actuel 40 MF), recherche pour le placement de ses productions spécialisées à l'exportation
JEUNE ATTACHÉ COMMERCIAL + EXPORT
Ce poste convient à un candidat parlant couramment allemand (anglais très souhaité), ayant si possible une expérience commerciale.
Il sera chargé, dans un premier temps, de développer la clientèle existante en Allemagne.
Des qualités de vendeur, d'homme d'action sont nécessaires.
Nombreux déplacements. Fixe + intéress. + frais. Véhicule fourni éventuellement.
Ecrire avec C.V. sous le nº T 021.977 M à : REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - PARIS.

ECOLE PRIVEE
secondaire TOULOUSE rech. :
SURVEILLANT GENERAL EXPERIMENTE
Ecrire avec C.V. et photo : nº E. 7.148 HAVAS 31002 TOULOUSE CEDEX.

INTERNAT.

L'ECOLE POLYTECHNIQUE FEDERALE DE LAUSANNE met au concours un poste de
PROFESSEUR DE MÉTALLURGIE MÉCANIQUE
pour son département matériaux
Délai d'inscription : 31 déc. 1980
Les personnes intéressées voudront bien demander le dossier de candidature à la :
Direction administrative de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne, 33, av. de Cour 1007 CH-Lausanne (Suisse)

Pour emploi à l'étranger recherchons d'urgence :
INGÉNIEUR MISE EN ROUTE
POUR PUITS PETROLIERS
comprenant station de pompage enterrée.
Tél. 56-14-43

A PARTIR DU VENDREDI 19 SEPTEMBRE

carrières du commerce et de la vente

le bon jour, maintenant, c'est le VENDREDI

Les « nouveaux vendeurs » sont arrivés.
Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.
Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux « nouveaux vendeurs ». C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le « niveau Monde ». Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20 % des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, vont maintenant disposer de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.

Son nom ?
Fonctions Commerciales

Ses annonceurs ? *Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.*

Ses résultats ? *Certainement des curriculum vitæ et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.*

TOUS LES VENDREDIS,
DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

capitaux ou proposit. com.

Résidente Maroc, exp. commerc. prêt-à-porter luxe, chaussures, cherche à prendre contact avec hommes d'affaires ou industriels en vue surv. réalisation contrat de fabrication commandes.
Ecr. nº 6.982 « le Monde » Pub., 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced. 09.

Cause retraite VEND ACTIONS (78 %) tube-acier, Société anonyme à Strasbourg. Ecrire sous nº 21.644, à SOPIC, B.P. 31, 67001 STRASBOURG.

Si vous êtes dynamique, jeune et imaginatif et que vous connaissez bien votre métier, c'est à vous que je céderai à un prix raisonnable mon Agence de PUBLICITE à disciplines multiples (excellente notoriété) : Budgets - Services Exécution - Création - Dessin - Edition - Stands - Publicité peinte - Signalisation - Enseigne.
Ecr. FONTVIEILLE, à Marnas, 42480 LA FOUILLOUSE

Pour la vente en France de nos ventilateurs de cheminées et autres ventilateurs, nous cherchons un importateur ou agent général. SCAN-PRO S.A. C.P. 71 CH-8117 Fällanden
Tél. 1941-1-825-03-88

demandes d'emploi

CADRE DE BANQUE classe 5, spécialiste financements s/bases marchandises, négoce internat., crédits documentaires, opérat. back to back, rech. poste à responsab. ds banque désireuse de développer ce genre d'opérat. Ecr. nº 6.976 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris, qui transmettra.

HOMME 50 ans cherche place CHAUFFEUR ambassade Paris. Poss. permis VL, PL, ambul. TAXI 20 ans - REFERENCES Téléphone : 655-62-90 ap. 19 h.

49 ans, homme de confiance dévoué et travailleur qualifié pour être l'allié d'un RESPONSABLE haut niveau, cherche empl. mi-tps ou tps complet. Tél. : 324-07-58

CADRE SUPÉRIEUR
56 ans, licencié écon. Spécial. publicité. Marketing, vente, habitué contacts ht niveau. Expér. de direction affaire majeure, recherche poste de direction ou commercial. Exclusivement rég. Sud-Est de la France.
Ecr. nº 6980 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

automobiles

vente

5 à 7 C.V.

Collaborateur RENAULT vend R 14 TL (5.500 km) Couleur agathe. 29.300 F. Libre début octobre. M. SEYER. 609-81-73 (heures de bureau) et domicile : 773-81-34

8 à 11 C.V.

URGENT. Golf GLS, 9 ch., boîte automatique, 69.000 km, bleu métallisé, toutes options. 18.500 F (essence ordinaire 8 à 10 litres) Tél. 871-06-21

Particulier vend
CX « ATHÉNA » 1980
moteur 2 L, 16-000 km.
Prix : 45 500 F.
Tél. au 434-48-69 (après 19 h.).

divers

NEUBAUER PEUGEOT
EXCEPTIONNEL
2 DERNIERES 604 TURBO D. NEUVES MOD. 80
PRIX DE JUIN 1979
IMBATTABLE
M. Gérard 821-60-21 ou 27, bd A.-France, Saint-Denis Métro Mairie-de-Saint-Ouen

locat.-autos

RENAULT-PEUGEOT-GOLF
ROLLS-ROYCE S.S. 2
LOUEZ
Tous ces modèles et d'autres chez le moins cher des Loueurs
EXPRESS ASSISTANCE
504-01-50

L'immobilier

appartements vente

5e arrdt.

Mº Censier, part. vd charmant 2 p., 40 m2, entr., cuis., s. bns, calme, soleil. Visite sur place sam. 13, dim. 14, de 14 h. à 19 h. Téléph. matin : 224-74-99. 111, rue Mouffetard, Paris (5e).

METRO CENSIER, 2e étage sur rue
STUDIO, petite cuisine, s. de bains, w.-c., à rénover. PX INTERESSANT. 24, rue de l'ARBALETE, samedi, dim., lundi, 14 h.30-18 h.

6e arrdt.

10, R. HAUTEFEUILLE. 2 P. 80 m2 - Luxueux - Caractère 325-20-77 - Vis. samedi 15-18 h.

7e arrdt.

38, R. VANEAU. NEUF GD STDG
Du STUDIO au 4 P. GARAGES. Sur place 11 à 19 h. 550-21-26.

9e arrdt.

CONDORCET-TURGOT
Tr. bel imm. P. de T., ascens., tapis escalier, réception, 3 ch., salon, salle à manger, très belle salle de bns, très belle cuisine équipée, w.-c., penderie, cave, tél., ch. cent. individuel gaz, bien distribué. Exposition Est-Ouest, 160 m2 environ. Prix 1.350.000 F. URGENT à DEB. 51, rue Rochechouart. Vendredi-Samedi : 10 h. à 18 h.

VUE SUR SACRÉ-CŒUR
Appt 6 P. 216 m2, ds bel imm. anc., ravalé, 2 bains, ch. serv., chauff. indiv. Clair. 5e ét. ss asc. N.S.M.I. - 766-66-31

12e arrdt.

PORTE DOREE, 6e ét., asc., entrée, séj. + salon, 2 chbres, cuis., w.c., s. bne, balc., park., chauffage central, vue dégagée. Prix 672.000 F - Tél. 345-82-72.

VINCENNES Métro Château
Bon imm. calme, soleil, 2e étage ptaire vend directement LIVING DBLE + 1 CHAMBRE entrée, gde cuisine, bns., w.-c., chauffage cent. Prix intéressant REFAIT NEUF. 24, RUE DE L'EGLISE, samedi, dim., lundi, 14 h. 30-18 h.

13e arrdt.

SÉJ. 2 CHBRES 100 m2
Récent 7e ét., asc., ch. cent. individ. Prix 798.000 F. Samedi de 15 à 17 h., 85, r. Bobillot.

14e arrdt.

ALESIA. Imm. neuf, beau 2 P. 47 m2 balc., plein soleil. Salle de bains, cuis. Visite sur place samedi 11 h. à 15 h., 13, place du Commandeur.

VIEUX MONTPARNASSE dans imm. réhabilité avec soin, duplex de caract., luxueusement aménagé (poutres, chemin., cuis. équipée, marbre, asc., interph., vidéo). Eurovim pptaire 555-92-72

15e arrdt.

IDEAL INVESTISSEURS PARIS-15e, Mº Plaisance, petit logt 2 P. + coin cuis. 88.000 F. AGENCE ROYALE - 958-14-60.

METRO PASTEUR Immeuble récent
5 PIECES tout conft., balcon, soleil, 5e étage sur jardin. Prix intéressant. 182, rue de VAUGIRARD, samedi, dim., lundi, 14 h. 30-18 h.

16e arrdt.

Près carrefour R. PASSY-BD DELESSERT, appt GD STAND., 300 m2 environ, 2e étage, balcon + 2 chbres service. S. PLACE Samedi 13, 10, R. RAYNOUARD, DE 15 HEURES A 18 HEURES.

IDEAL PLACEMENT
PASSY
VOIE PIETONNE
Toiture, ravalement neufs
Ascenseur - Descenseur
A AMENAGER
1) STUDIO 18 m2
2) 2 PIECES 27 m2
3) 2 P., cuis., entrée, wc, 43 m2
S/pl. 17 h. à 19 h. vendredi 12 et samedi 13 septembre.
35, rue de l'Annonciation

1, rue André Colledebœuf **URGENT**
6-7 P. tout conft. + dépend.. Le 13 de 14 à 18 heures.

17e arrdt.

PARC MONCEAU
Urgent, superbe appt de récept. 7 P. + dépendances. - 265-13-05.

ETOILE Vu urgence Prix intéressant
2 P. tt cft., le 13 de 14 à 18 h., 11, rue Arc-de-Triomphe.

METRO WAGRAM Immeuble P. de T.
1 GRANDE PIECE, coin cuis. PRIX INTERESSANT 13, boulevard PEREIRE, samedi, dim., lundi, 15 à 18 h.

19e arrdt.

SIMON-BOLIVAR (Parc 150 m) beau studio rénové tt cft, libre ou occupé, tr. b. rap. garant. net d'impôt 5 a. Le prop. 555-92-72.

92 Hauts-de-Seine

SCEAUX. RARE. NEUF. Sup. liv. dble, 2 balcons s/JDINS, 3 chbres., 2 bns, gde cuis. toute équipée. Box faciles. Prix 1.070.000 F. Tél. 660-44-66.

BOULOGNE, 56, rue de Bellevue,
STUDIOS, 4 P. DUPLEX livrables 1er trimestre 1981. Sur place 15-19 h., vendredi, samedi, dimanche.

COURBEVOIE RESIDENTIEL Appart. 80 m2, 3e étage ascens. living dble., 2 chbres, tt conft. Tél. 333-79-09 av. 11 h., apr. 17 h.

Province

MARSEILLE-PRADO
Part. vd luxueux appart. 170 m2. Garage. - Prix : 900.000 F. Ecr. ss nº 021868 Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

A VENDRE à AYTRE, près LA ROCHELLE, dans petite résidence, appt. remis à neuf, 4e ét., 3 pces, cuis., s. bains, gde loggia, cave, place parking, vue impren. sur la mer et île d'Oléron, exposé plein Sud, bus, commerces, médecin à proxim. Prix 181.500 F frais d'agence compris. Agce FROMENTIN, La Rochelle. Tél. : 41-09-39.

Part. vd appart. face mer, vue impren., terrasse de 70 m2 à SABLES-D'OR (Côtes du Nord) 400.000 F. Tél. (16-96) 41-42-86.

immeubles

Vous désirez vendre VOTRE IMMEUBLE
JE SUIS ACQUEREUR
Tél. le matin au 747-42-97 ou écrire : Noël AUFMAN, 21, rue Le Peletier, PARIS-9e.

PERPIGNAN RTE DE PRADE Vend immeuble en toute propriété, centre ville, 2 façades d'angle, rez-de-ch. 80 m2 loué actuellem. alimentation 1.500 F mens. + 160 m2. Libre sur 2 ét. Prix : 900.000 F. Tél. : 024-41-11.

appartem. achat

POUR VENDRE
votre appartement à Paris
GRIMALDI FRANCE
124, bd Haussmann, Paris-8e.
522-32-64

ÉTUDE VALRI
379-11-11, clients sérieux, recherche logements PARIS. PAIEMENT CPT ET RAPIDE.

domaines

SOLOGNE
PROX. VILLE
Magnifique PPTE d'agrément chasse et pêche, 60 ha, dont étang 23 ha. Maison de maître 10 P., maison de garde communs, ancienne ferme. Libre vente. Affaire très rare
CABINET LA SOLOGNE
41200 ROMORANTIN
Tél. (54) 76-02-92

constructions neuves

A l'arrivée de la
PISTE NATIONALE DE SKI :
CRANS-MONTANA
Résidences LA NATIONALE A + B
A vendre directement du promoteur
2 magnifiques attique-duplex
de 130 et 144 m2, living 38 et 42 m2
avec cheminée française
Situation exceptionnelle.
Renseignements : Paul Zehnder, Agence d'Y-Coor, CH 3962 MONTANA.

SUISSE - VALAIS
VENTHONE, au cœur de la « Noble Contrée » sur un balcon ensoleillé, orienté au sud, à 800 mètres d'altitude. A quelques kilomètres de Sierre (Vallée du Rhône) et des pistes de ski de renommée mondiale. Il reste à vendre directement du constructeur quelques APPARTEMENTS :
Un appartement de deux pièces ;
Un magnifique trois pièces de plus de 190 m2 ;
Deux appartements de quatre pièces.
Avec autorisation de vente aux étrangers. Entrée immédiate.
Coupon à : Paul Zehnder, promoteur, Case postale 127 CH 3962 MONTANA
Nom : ....
Prénom : ....
Rue : ....
Ville : .... Tél. : ....

RADIO-TÉLÉVISION

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.o.) : Opera-Night, 2e (296-62-56).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (Am., v.o.) : Elysées Point Show 8e (225-67-29) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).
JOHNNY GOT HIS GUN (Am., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LE JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), Parnassiens, 14e (329-83-11).
LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
LOULOU (Pabst) : Marais, 4e (278-47-86).
LA MARGE (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE MESSAGER (Ang., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
NOUS NOUS SOMMES TANT AIMES (It., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).
LES OISEAUX (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50).
LE PARRAIN I et II (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40).
RUE DE LA HONTE (Jap., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
SCARFACE (A., v.o.) : Movies Les Halles, 1er (236-71-72) ; St-Germain-Huchette, 5e (633-79-38) ; Olympic St-Germain, 6e (222-87-23) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
TAXI DRIVER (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
TESS (Fr.-Brit.) v. ang. : A. Bazin, 13e (337-74-39).
LE TIGRE DU BENGALE (A.), LE TOMBEAU HINDOU (A.), v.o. : Marais, 4e (278-47-86), en alternance.
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A.) (**), v.o. : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LE TRIO INFERNAL (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).
UNE NUIT A CASABLANCA (A.) v.o. : Studio Logos, 5e (354-26-42).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A.), v.o. : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
MORT A VENISE (Ang.), v.o. : Espace Gaîté, 14e (320-99-34) ; Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).

Les séances spéciales

ACCIDENT (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
BABY CART (Jap., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), ven., sam., dim., 16 h.
FRITZ THE CAT (A., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 0 h. 15.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
INDIA SONG (Fr.) : le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 10 (sf D.).
JANIS JOPLIN (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
JONAS QUI AURA VINGT-CINQ ANS EN L'AN 2000 (Suisse) : le Seine, 5e (325-95-99), 22 h. 15.
LENNY (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h. et 24 h.
MAHLER (A., v.o.) : le Seine, 5e (325-95-99), 14 h. 25.
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : le Seine, 5e (325-95-99), 20 h. 10.
LES NUITS DE CABIRIA (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : le Seine, 5e (325-95-99), 16 h. 25.
LE TAMBOUR (All., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
TEX AVERY (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

Les festivals

LES VIOLENTS D'HOLLYWOOD (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Règlements de comptes.
HOMMAGE A PIALAT, Olympic, 14e (542-67-42) : Nous ne vieillirons pas ensemble.
FILM NOIR (v.o.), Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Shangai Gesture.
LA FEMME DANS LE CINEMA AMERICAIN (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Ange.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Un jour aux courses.
W.C. FIELDS (v.o.), Action-Christine, 6e (325-85-78) : Mon petit poussin chéri.
SAINT-LAMBERT (15e) (532-91-68) : Lisztomania ; Music Lovers.
GRAND PAVOIS, 15e (554-46-85) (v.o.), I. 20 h. 30 : le Lauréat ; 22 h. 10 : New-York, New-York ; V., S., 0 h. 30 : Tommy — II. 13 h. 45 : L'année dernière à Marienbad ; 15 h. 30 : la Fête sauvage ; 17 h. 10 : Voyage au bout de l'enfer ; 20 h. 10 : Mort sur le Nil ; 22 h. 30 : Jérémiah Johnson ; V., 0 h. 20 : Quadrophénia ; S., 0 h. 20 : la Course à la mort de l'an 2000.
STUDIO DE L'ETOILE, 17e (380-19-93) (v.o.) : le Locataire ; l'An 01.
STUDIO GALANDE, 5e (354-72-71) (v.o.), 20 h. 15 : Salo ; 22 h. 15 et 24 h. : Rocky Horror Picture Show.
L'INDE, REVE ET REALITE (v.o.), Action République, 11e (805-51-33) : l'Inde fantôme.
STUDIO 28, 18e (606-36-07) (v.o.) : les Héritières.
CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.), I. 14 h. : A l'est d'Eden ; 16 h. 5 (+ S. 0 h. 15) : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 5 : L'homme qui venait d'ailleurs ; 20 h. 10 : Un tramway nommé Désir ; 23 h. 15 : American Graffiti ; V., 0 h. 15 : les Diables. II. 14 h. 10 : If ; 16 h. 15 : les Hauts de Hurlevent ; 18 h. 15 (+ S. 0 h. 25) : Un après-midi de chien ; 20 h. 15 (+ V., 0 h. 20) : Marathon Man ; 22 h. 20 : Love.
CARY GRANT (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Chérie, je me sens rajeunir.
REGARDS SUR L'HOMOSEXUALITE (v.o.), le Seine, 5e (325-95-99) : A Bigger Splash.
CINEMA SUISSE, Templiers, 3e (272-94-56) : la Salamandre.

Vendredi 12 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Série : « Frédéric ».
20 h Journal.
20 h 30 Théâtre : « les Aiguilleurs ».
De B. Phelan, mise en scène G. Wilson, réalisation R. Sangla. Avec J. Dufilho, G. Wilson, P. Eberhard.
Deux vieillards dans une gare désaffectée font semblant de vivre, d'agir, poursuivent un jeu de domination-soumission, un jeu qui vire dangereusement, qui est cassé par l'irruption d'un loubard. Grâce aux comédiens, la pièce a connu un grand succès.
22 h 35 Magazine : Pleins feux.
De J. Artur.
23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 20 Sports : Cyclisme.
Tour de l'Avenir.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelle.
20 h Journal.
20 h 30 Feuilleton : « Fortunata et Jacinta ».
D'après B. Perez-Galdos, réal. M. Camus. Avec M. Martin, A. Belen, M. Pardo, F.-E. Gendron...
21 h 35 Magazine littéraire : Apostrophes.
De B. Pivot. La guerre des dictionnaires. *Avec MM. P. Bruger* (Dictionnaire encyclopédique Hachette), *C. Dubois* (Petit Larousse illustré), *J. Girodet* (Dictionnaire du français vivant), *J.-M. Pruvost-Beaurain* (Dictionnaire usuel illustré), *A. Rey* (le Petit Robert - Dictionnaire du français non conventionnel) *et J.-L. Benoziglio* (Cabinet-portrait).
22 h 50 Journal.
23 h 5 Ciné-club (cycle comédies musicales américaines) : « Ma sœur est du tonnerre ».
Film américain de R. Quine (1955) avec J. Leigh, B. Garett, J. Lemmon, R. Fosse, K. Kasznar, R. York, L. Marlow, T. Rall (v.o. sous-titrée).
Deux sœurs jeunes et folles venues de l'Ohio entreprennent de « réussir » à New-York. L'une écrit une nouvelle et provoque un malentendu avec son éditeur. L'autre, qui rêve de devenir actrice, doit choisir entre deux soupirants. A ne pas manquer. Remarquable transposition cinématographique d'une comédie musicale de Broadway. Alliance du vaudeville, des gags visuels, du chant et de la danse. Un rythme qui ne faiblit jamais, une interprétation exemplaire.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Contes du folklore japonais : la magie.
18 h 55 Scènes de la vie de province : Un cavalier qui s'habille d'espace.
Une émission de C. Paolini.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 V 3 - Le nouveau vendredi : L'Afrique, la corne de la misère.
Une émission de J.-M. Cavada et M. Thoulouze ; Reportage : M. Honorin.
21 h 30 Documentaire : J.A.D.E.
Jadis, Aujourd'hui, Demain : la civilisation de l'Olivier.
Dans l'oliveraie de la famille Pinatel, une leçon d'histoire. L'histoire d'un arbre et celle d'une civilisation. Une leçon de choses aussi coproduite par le CIRCA La Chartreuse de Villeneuve-lez-Avignon.
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine : Thalassa.

FRANCE-CULTURE

20 h., Relecture : Péguy.
21 h. 30, Black and blue.
22 h. 30, Nuits magnétiques : cinéma sous les branches.

FRANCE-MUSIQUE

20 h., Concert : Festival de Berlin 1980, « Abbruche » (Ruzicka), « Symphonie en ut » (Stravinsky), « Antiphone pour alto et petit orchestre » (E. Schloifer, alto) et « Musique pour les soupers du roi Ubu » (Zimmermann), par l'Orchestre symphonique, dir. Hans Zender.
22 h. 15, Les nuits d'été : œuvres de Chabrier, Chausson et Berlioz ; 23 h. 5, Vieilles cires : le jeune Yehudi Menuhin et Pierre Monteux (Mozart, Bruch).

Samedi 13 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 *Emissions régionales.*
12 h 30 Cultivons notre jardin.
12 h 45 La vie commence demain.
Forum éducation.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 50 Au plaisir du samedi.
14 h., Feuilleton : La famille Boussardel (rediffusion) ; 14 h. 50, Sports : le Bol d'or ; 15 h. 30, Découvertes TF 1 ; 16 h. 5, Maya l'abeille ; 16 h. 30, Temps X ; 17 h. 10, J.-P. Foucaud ; 17 h. 20, L'homme qui valait 3 milliards.
18 h 10 Trente millions d'amis.
18 h 40 Magazine auto-moto.
19 h 10 Six minutes pour vous défendre.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Série : « Frédéric ».
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : *Numéro un.*
Alain Souchon.
21 h 35 Série : « Starsky et Hutch ».
Un cas difficile.
22 h 30 *Télé-foot 1.*
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h Journal des sourds et des malentendants.
12 h 15 La vérité est au fond de la marmite.
Daube de pieds de porc.
12 h 45 Samedi et demi.
13 h 35 Document : La France vue du ciel.
Pays du Nord.
14 h *Les jeux du stade.*
Cyclisme : critérium des as ; Tour de l'avenir ; Surf : championnat du monde.
18 h 15 Moi aussi, je parle français.
L'Acadie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Variétés : Trente-six bouts de chandelle.
20 h Journal.
20 h 35 Feuilleton : « Fortunata et Jacinta ».
D'après B. Perez-Galdos, réal. M. Camus. Avec M. Martin, A. Belen, M. Pardo, F.-E. Gendron...
21 h 40 Variétés : Rose d'or de Montreux.
« Dream Weaver », un show télévisé sur glace, dont la vedette est Toller Cranston, a obtenu la Rose d'or en 1980. Une production C.B.C. canadienne.
22 h 40 Document : Les carnets de l'aventure.
L'Alpe souterraine.
Un monde de gouffres, de cascades grondantes et de cavernes ornées de concrétions diverses.
22 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
La Flèche noire ; A vos marques : Comme sur des roulettes.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Téléfilm : « la Fraternité ou la mort ».
De D. Karp et P. Wendkos.
Un « frère » de la société secrète La Fraternité ou la mort va de déboires en déboires pour avoir failli à la loi du secret.
22 h 5 Journal.
22 h 25 Ciné-regards : René Allio.
Par A. Andreu, réal. C. Lamour.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : regards sur la science.
8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : les sondages (2e partie).
9 h. 7, Matinée du monde contemporain.
10 h. 45, Démarches avec... J.-N. Vuarnet.
11 h. 2, La musique prend la parole : les concertos pour piano de Rachmaninov.
12 h. 5, Le Pont-des-Arts.
14 h., Sons : métro-musique.
14 h. 5, Festival de Bayreuth : « Parsifal », Opéra de R. Wagner, par l'orchestre et les chœurs du Festival ; chef des chœurs : N. Balatsch ; dir. : H. Stein (acte I).
16 h. 28, Livre d'or.
17 h. 30, La matinée des autres : corps et cœurs en fête à travers le monde.
19 h. 30, Radio Canada présente : Lettres du Québec (5e partie).
20 h., Dramatique : Notre-Dame de l'abus de confiance, de J.-J. Varoujean. Avec M. Bayer, N. Tabaglio, A.-M. Coffinet, etc.
21 h. 33, Musique enregistrée.
21 h. 55, Ad lib., avec M. de Breteuil.
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3, Réveil-matin ; 8 h. 35, Kiosque-matin ; 9 h. 30, L'Espagne musicienne.
11 h. 30, Concert : Festival de Saintes, œuvres de Bernaola, Halffter, Ohana et de Falla, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. A. Myrat, avec E. Chojnacka, clavecin, A. *Meunier, violoncelle, P. Parres, baryton,* et A. Mallabrera, ténor (concert du 10 juillet 1978 à l'Abbaye aux Dames) ; 13 h. 5, Jazz : concert du 18 janvier 1944 au Metropolitan Opera de New-York (Armstrong, *Eldridge, Teagarden,* Bigard, *Hawkins, Tatum,* Hampton, Holiday...) ; 14 h., Musiques en Amérique latine.
17 h., Musique traditionnelle : le Brésil, les métamorphoses du rythme ; 17 h. 30, Concert-*Lecture* ; *19 h. 5,* Kiosque-soir ; 20 h., Prologue.
20 h. 30, XXXIIIe Festival international de musique de Besançon : « Stabat Mater » (Palestrina), « Motets » (Brückner), « Missa Choralis » (Liszt), par les Chœurs de la philharmonie nationale de Varsovie, dir. H. Wojnarowski.
23 h., Les nuits d'été : Comment l'entendez-vous ? Mozart, par A. de Mijolla, psychanalyste ; 1 h., Le dernier concert : musique traditionnelle suédoise (Stockholm, 1978).

Dimanche 14 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h Sports : Moto.
Bol d'or.
9 h 15 Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe.
Célébrée en l'abbaye de Limon (Essonne). Prédicateur : P. Stan Rougier.
12 h La séquence du spectateur.
12 h 30 TF 1-TF 1.
13 h Journal.
13 h 20 C'est pas sérieux.
14 h Variétés : Les nouveaux rendez-vous.
De E. Ruggieri et E. Grumbach.
15 h 30 Sports première.
16 h 20 Un si long défi.
Ou l'histoire de la Coupe de l'America.
19 h 25 Les animaux du monde.
20 h Journal.
20 h 30 Cinéma : « l'Evadé ».
Film américain de T. Gries (1975), avec C. Bronson, R. Duvall, J. Ireland, J. Huston, R. Quaid, S. North, A. Rey.
Un baroudeur cherche, en avion et en hélicoptère, à faire évader d'une prison mexicaine un homme victime d'une machination de son père, et que son épouse veut sauver à tout prix.
La routine du film d'aventures. Mise en scène tape à l'œil, suspense étiré. Bien décevant malgré la forte présence de Charles Bronson.
22 h Portrait : Bernard Lelorl.
Ou l'amateur d'imprudences.
23 h *Journal.*

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 45 Journal.
13 h 20 Série : « Shérif, fais-moi peur ».
Une bonne œuvre.
14 h 15 Jeu : Les descendants.
15 h Variétés : Soleil à la clé.
15 h 55 Feuilleton : « César Birotteau ».
D'H. de Balzac, mise en scène R. Lucot. Avec A. Ferjac, M. Trevières, D. Jemma, S. Moreau... (rediffusion).
17 h 10 Dessin animé : « Shazzan ».
17 h 30 Les Muppets.
18 h La course autour du monde.
18 h 55 Stade 2.
20 h Journal.
20 h 35 Jeux sans frontière.
A Namur en Belgique.
22 h Documentaire : Les détenus permissionnaires.
De G. Arnaud et R. Kahane.
Des magistrats, des prisonniers (et leurs proches) ont le courage de prendre la parole sur un sujet qui dérange autant l'opinion que les pouvoirs publics. Une émission restée dans les fonds de tiroir pendant deux ans. A ne pas manquer malgré l'heure tardive.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15 h 45 Aspect du court-métrage français.
« Paris boulevard périphérique », de J.-P. Dekiss.
16 h Jeu : Tous contre trois.
Avignon.
17 h Prélude à l'après-midi.
Le violoncelliste P. Tortelier interprète : « *Pichnetto* », de Tortelier et « *Troisième* Suite pour violoncelle », de J.-S. Bach.
17 h 35 Théâtre de toujours : « le Malade imaginaire ».
Comédie de Molière, avec M. Bouquet ; réal. : C. Santelli (Rediff.)
Distribution de premier ordre et réalisation signée Santelli. Qualité assurée donc.
19 h 40 Spécial DOM-TOM.
20 h Série : Benny Hill.
Diffusée dans le monde entier excepté en Europe continentale la série comique favorite des Britanniques a été traduite en français. L'humour passe.
20 h 30 Série : Télétests.
De J. Frapat, Cl. Villiers et M. Bulliard.
Les joueurs d'aujourd'hui sont des frères et sœurs et deux jumelles. Comment regardent-ils la télévision à travers quatre épreuves : « Le vrai du faux », « L'image en silence » (en deux épreuves) et « Tout à l'envers ».
21 h 25 Journal.
21 h 40 L'invité de FR 3 : B. Cendrars.
Par J.-M. Royer ; réal. : R. Mugnerot.
Un portrait de l'auteur de cette prose d'un Transsibérien imaginaire — et de « L'Or » — avec des enregistrements d'époque.
22 h 30 Cinéma de minuit (cycle J. Gabin) : « Chacun sa chance ».
Film français de H. Steinhoff et R. Pujol (1930), avec R. Héribel, A. Urban, J. Gabin, G. Basset, J. Sabion, R. Cordy (N. Rediff.)
Un vendeur de vêtements de confection pour hommes prend, pour une soirée, l'habit et la personnalité d'un baron en goguette.
Le premier film de Jean Gabin, alors « jeune premier » fantaisiste d'opérette et de music-hall. Un vaudeville à couplets, avec mise en scène théâtrale, qu'il faut voir pour l'acteur...

FRANCE-CULTURE

7 h. 7, La fenêtre ouverte.
7 h. 15, Horizon, magazine religieux.
7 h. 40, Chasseurs de son : variétés franco-suisses.
8 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h. 30, Protestantisme.
9 h. 10, Ecoute Israël.
9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : la libre pensée française.
10 h., Messe au Carmel de Saint-Germain-en-Laye.
11 h., Regards sur la musique.
12 h. 5, Allegro.
12 h. 40, Inédits du disque.
14 h., Sons : métro-musique (Montparnasse...).
14 h. 5, Coups défendus, de T. Stoppard. Traduit et adapté par P. Walter et J. Floran. Avec J. Topart, A. Bedouet, J. Berger, P. Constant, etc.
15 h. 42, Musique enregistrée.
16 h. 5, Musiques actuelles : Nice - Côte d'Azur 1980.
18 h. 30, Ma non troppo.
19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
19 h. 30, Festival de Bayreuth : « Parsifal », de R. Wagner (actes II et III).

FRANCE-MUSIQUE

7 h. 2, Réveil-matin : œuvres de Stravinsky, Brahms, Poulenc, Debussy, Bartok et anonymes des seizième et dix-septième siècles ; 8 h. 30, Musique religieuse traditionnelle ; 9 h. 30, Concert du passé : œuvres de Mozart, *Mendelssohn, Chabrier,* Pierné, Haydn (reconstitution d'un concert donné le 10 février 1923 au Théâtre du Châtelet par l'Orchestre des Concerts Colonne, dir. G. Pierné).
11 h., *Concert : « Missa Solemnis pour soli,* chœur et orchestre en ré mineur », de Cherubini, par l'Orchestre symphonique de l'O.R.F., dir. A. Quadri, et les chœurs de l'O.R.F., dir. G. Preinfalk, avec J. Conwell, soprano, C. Wulkopf, alto... 13 h. 5, Jazz : concert du 18 janvier 1944 au Metropolitan Opera de New-York (Armstrong, Eldridge, Teagarden, Bigard, Hawkins, Pettiford, Catlett...).
14 h., Grands interprètes : L'école de piano russe (Liadov, Chopin, Glazounov, Ravel, Debussy) ; 15 h. 30, Salons parisiens au dix-neuvième siècle.
17 h. 30, Concert de musique de chambre : « *Sonate pour violon et piano* » (Szymanowski), « Sonate pour violon n° 3 » (Ysaye), « Tzigane » (Ravel), « Quintette à cordes n° 3 » (Milhaud), « Quintette à cordes en sol majeur » (Brahms), par le Quatuor *Via Nova,* avec K. *Kulka, violon,* J. Marchwinski, piano, et J. Dupouy, deuxième alto.
20 h., Festival de Berlin 1980 (en direct de la Philharmonie de Berlin) : « Sinfonietta » *(Hindemith)* ; « *Capriccio pour piano et* orchestre » (Stravinski) ; « Lear », extraits (Reimann), par l'Orchestre symphonique de Paris, dir. G. Albrecht, avec D. Fischer-Dieskau, baryton.
23 h., *Les nuits d'été : Equivalences* (Messiaen) ; 23 h. 30, Saturnales (Janacek, Vladigerov, Karlowicz, Suk, Christoff, Moniusko).

TRIBUNES ET DEBATS

VENDREDI 12 SEPTEMBRE

— *M. Lech Walesa,* dirigeant du M.K.S. (comité central de grève interentreprises), participe en duplex, de Gdansk, à un « Club de la presse » exceptionnel d'Europe 1, à 19 heures.

SAMEDI 13 SEPTEMBRE

— *M. Paul Guth,* écrivain, est le rédacteur en chef du journal inattendu de R.T.L., à 13 heures.

DIMANCHE 14 SEPTEMBRE

— *M. François Ceyrac,* président du C.N.P.F., est l'invité du Club de la presse d'Europe 1, à 19 heures.

TROIS JOURNÉES AUTRICHIENNES AU CENTRE POMPIDOU

Que sait le téléspectateur français des programmes que regarde quotidiennement son homologue d'un autre pays. Rien ou presque à l'exception de ce qu'il en perçoit à travers des émissions destinées à l'exportation, et qui ont été acquises par les responsables de nos chaînes. En décidant de continuer l'expérience commencée l'année dernière avec la télévision ouest-allemande, et en organisant les jeudi 2, vendredi 3 et samedi 4 octobre, au Centre Georges-Pompidou, des Journées de la télévision autrichienne, l'Institut national de l'audio-visuel offre l'occasion de combler un peu cette lacune. Ces Journées ont été préparées en collaboration avec le service d'audio-visuel du Centre Georges-Pompidou et avec la télévision autrichienne. En 1981 les téléspectateurs français pourront découvrir les télévisions des Etats-Unis et d'Espagne.

Pendant ces trois Journées (de 14 h. à 19 h. et de 20 h. 45 à 23 h. 30), toute une gamme des programmes autrichiens seront projetés. Il ne s'agira pas d'émissions de prestige, mais d'un programme standard et quotidien : émissions destinées aux enfants ; *variétés ; documentaires ; réalisations culturelles et sportives. Des téléfilms seront également présentés. D'autre part, le vendredi *3 octobre,* à 20 h. 45, aura lieu une soirée « open end » intégralement consacrée à l'actualité, et à la façon dont elle est traitée *dans la petite république alpine* et en France. Une table ronde réunira, à cette occasion, des journalistes des télévisions autrichienne et française, tandis que l'on montrera en vidéo, à titre d'exemple, une édition de chacun des deux journaux télévisés quotidiens qui sont diffusés en Autriche. — A. Rd.

Sur France-Inter, NOUVEAUX RENDEZ-VOUS

France-Inter proposera, à partir du 15 septembre, cinq nouvelles émissions qui vont modifier la grille des programmes de cette chaîne entre 11 heures et 16 heures.

De 11 heures à 12 heures, « Le tribunal des flagrants délires », une émission publique de Claude Villers et Monique Desbarbat où *chaque jour une vedette de l'actualité* répondra devant un jury composé d'auditeurs, afin de justifier sa réputation.

De 12 heures à 15 h. 45, « Deux manches et la belle », de Gérard Klein et Jean-Michel Brosseau, un match amical arbitré par les auditeurs de France-Inter opposera quatre vedettes de la chanson.

De 14 heures à 15 heures, « Les surdoués », une émission de Bernard Mabille, Olivier Nanteau et Jean-Claude Weiss, avec Laurence Riesner, opposera deux candidats déjà célèbres, qui devront surmonter une série d'épreuves de « savoir rire ».

De 15 heures à 16 heures, « A cœur et à Kiss » où, précisément, Kriss, *un transfuge de « L'oreille en coin »,* avec Richard Hulot, se propose de mettre en scène les gens ordinaires avec leurs timidités, leurs émotions, leurs maladresses, leurs attendrissements.

La tranche de 12 h. 45 à 13 heures reste occupée par le Jeu des mille francs et les informations, mais, à partir du 29 septembre, à 13 heures un radio-film, *Louisiane,* adapté et réalisé par Claude Chevel, d'après le roman de Maurice Denuzière, remplacera « *Les histoires de France* » de Pierre Miquel.

Enfin, un nouveau rendez-vous est prévu le dimanche, à partir du 14 septembre, de 23 heures à minuit : « Futura », de Jacques Pradelet et Marie-Christine Thomas, qui aura pour thème l'avenir.

INAUGURATION DE MELUN-F.M.

● Melun-F.M., la troisième des stations expérimentales de radio locale mises en place par Radio-France, a été inaugurée le mardi soir 9 septembre à Melun (Seine-et-Marne) par Mme Jacqueline Baudrier, président-directeur général de cette société, en présence notamment des élus des sept communes concernées par la nouvelle station (parmi lesquels le sénateur R.P.R. Marc Jacquet, maire de Melun).

Mme Jacqueline Baudrier a souligné le caractère original de cette chaîne de radio mise en place pour un an. Celle-ci en effet ne couvre pas un groupe de départements ou une fraction de département comme dans le nord de la France ou en Mayenne, mais une agglomération située autour d'une ville moyenne. Melun-F.M. émettra tous les jours de 5 h. 30 à 24 heures, à partir du jeudi 11 septembre. — *(Corresp.)*

● *L'émission Pleins feux,* que José Artur consacrait deux fois par mois au théâtre sur TF 1, est désormais mensuelle et réservée aux têtes d'affiche. Rappelons que le magazine hebdomadaire de Gilbert Kahn sur Antenne 2, Salle des fêtes, devient, lui aussi, mensuel et ne traitera plus que du théâtre (*le Monde* daté 13-14 juillet).

Le Monde

économie

AFFAIRES

Après la rupture des négociations avec les syndicats

Fiat menace de licencier près de 15 000 salariés

De notre correspondant

Rome. — La Fiat a annoncé le 10 septembre qu'elle entamait des procédures de licenciement touchant près de quinze mille personnes, essentiellement employées à Turin et dans le Piémont. Après trois jours de négociations, la Fiat - Auto n'a pas trouvé un compromis avec la F.L.M. (Fédération unitaire des métallurgistes) pour réduire le personnel des établissements (« le Monde » du 9 septembre) *sans pour autant recourir à des licenciements.*

Cette décision a tendu le climat social à Turin. Des cortèges spontanés ont traversé, le 10 septembre, les usines. La F.L.M. a appelé jeudi à une grève de trois heures dans tous les établissements du groupe. Il reste néanmoins vingt-cinq jours avant que les licenciements annoncés deviennent effectifs et les partenaires sociaux essaieront, par tous les moyens, d'éviter une épreuve de force. Les syndicats ont rencontré jeudi 11 septembre le ministre du travail, M. Franco Foschi, qui avait annoncé que « les licenciements peuvent et doivent être évités ».

Le premier tour des négociations s'était ouvert sur la proposition faite par l'entreprise de mettre vingt-quatre mille salariés en *« caisse d'intégration »* (caisse d'assistance mutuelle qui rembourse *les heures de chômage*), c'est-à-dire en chômage total mais temporaire jusqu'au 31 décembre 1981. La Fiat, pour faire face à la crise de l'automobile, avait initialement décidé de diminuer sa production de 20 % d'ici à décembre 1981, et de réduire d'autant son personnel. Après avoir rencontré le chef du gouvernement, M. Romiti, administrateur délégué de Fiat - Auto, avait accepté de remplacer les licenciements initialement prévus par ces *mises en chômage temporaires.*

Les négociations ont achoppé quand la direction a annoncé qu'après ces dix-huit mois de chômage temporaire douze mille personnes seulement seraient réintégrées dans l'entreprise, quatre mille autres étant mises à la préretraite ou incitées à partir par des primes, et le reste reclassé à l'extérieur de la Fiat, dans d'autres entreprises du Piémont. Les syndicats ont refusé *« ces licenciements déguisés ». Leur réaction* a été d'autant plus dure que l'idée même de vingt-quatre mille mises en chômage temporaire les laissait réticents. Ils proposaient soixante-dix mille mises en chômage partiel, mais seulement *pour quarante jours, d'ici la fin* de l'année. Puis ils voulaient reprendre après les négociations.

Autour de ce conflit, se joue l'automne politique et social de l'Italie. Fiat met en jeu son avenir industriel et affirme ne pas *vouloir répéter l' « erreur »* de 1974, quand, lors de la première *« crise »* de l'automobile, elle n'avait pu, comme ses concurrents européens et américains, réduire son personnel. La F.L.M., quant à elle, veut démontrer ses *capacités de faire des « propositions alternatives »*, à ce qu'elle considère comme des erreurs de prévisions et de politique économique de la Fiat. Le gouvernement centre-gauche de M. Cossiga, enfin, joue sa survie. Il *résisterait difficilement* à une épreuve de force qui, après la Fiat, affecterait toutes les grandes entreprises. Le cabinet met ses espoirs dans le vote prochain d'un fonds de soutien aux entreprises en difficulté, de 1 500 milliards de lires (7,5 milliards de francs environ), dont une grande partie sera consacrée à l'aide à l'automobile, et notamment à Fiat.

Aucun des partenaires sociaux ne met en doute *la réalité de la* crise de l'entreprise. En 1979, le secteur autos de la Fiat S.P.A. a déjà perdu 97,2 milliards de lires, alors que le marché était encore satisfaisant. La chute des ventes de l'automobile en Europe, en 1980, a frappé une *entreprise en* position de faiblesse. Pour 1980, le stock excédentaire de voitures risque de s'élever à deux cent quinze mille. Aux effets de la crise conjoncturelle s'ajoutent les erreurs de prévision commises par *le groupe dans les années 1974*-1975. Fiat, alors, avait réduit ses investissements dans l'automobile et n'avait pas renouvelé à temps ses gammes de modèles pour faire face aux nouveaux besoins du marché. Aujourd'hui, la production *d'une petite voiture économique*, comme la Panda, sortie trop tard, n'arrive pas à satisfaire pleinement la demande des utilisateurs potentiels.

La Fiat pense que ce passage *difficile s'achèvera en 1982. La* direction de l'entreprise a dévoilé, la semaine dernière, ses perspectives et ses axes de développement d'ici à 1985. Le groupe prévoit d'investir 5 400 milliards de lires (27 milliards de francs environ), *dont 55,5 % seront consacrés au* renouvellement des gammes de modèles, 26 % à la recherche et à l'innovation technologique, et 18,5 % à la rationalisation de la productivité et à la diminution des coûts. La Fiat veut relever le niveau *de productivité, l'un des* plus bas d'Europe dans l'industrie automobile : en 1983, l'entreprise espère que chaque ouvrier produira 15,9 voitures par an (contre 14,9 en 1977). Ainsi Fiat espère augmenter sa part des marchés *italien et européen. — (Intérim.)*

MANUFRANCE : un administrateur provisoire a été désigné.

Le tribunal de commerce de Saint-Etienne a désigné vendredi un administrateur provisoire pour la Société nouvelle Manufrance. Il s'agit de Me Dutilleul, un syndic de Lyon.

Me Dutilleul est chargé d'expédier les affaires courantes et de préparer un rapport sur la situation de la firme pour le tribunal de commerce et l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 25 septembre.

Il se confirme qu'aucune décision d'importance ne sera prise avant cette date. Ce délai sera mis à profit pour poursuivre les négociations en cours avec des investisseurs éventuels.

● *La S.N.C.I. (Société nouvelle de constructions industrielles) mise en liquidation.* — Sur requête de Me Libert, curateur, le tribunal de commerce de Corbeil a décidé de mettre en liquidation de biens la S.N.C.I., qui avait fait l'objet d'un règlement judiciaire le 24 mars. Toutefois, cette disposition *ne serait « aucunement incompatible »* avec le contrat de location-gérance signé avec la société Fillod, filiale de Sacilor, et portant essentiellement sur la reprise d'opérations en cours. De même, le contrat de location-gérance, conclu toujours avec Fillod en ce qui concerne le groupe Barbot, dont la S.N.C.I. est actionnaire à 80 %, ne devrait pas non plus être remis en cause. — *(Corresp. part.)*

● ERRATUM. — Dans *le Monde* du 11 septembre, nous indiquions à propos de la participation d'Exxon à l'exploitation d'une mine de charbon en Colombie que le montant global de l'investissement était de 3 millions de dollars. C'est trois milliards de dollars qu'il fallait lire (12,5 milliards de francs).

LES CYCLES PEUGEOT SIGNENT UN ACCORD DE COOPÉRATION AVEC LE PREMIER FABRICANT ITALIEN DE DEUX-ROUES

Les cycles Peugeot, premier fabricant français de deux-roues, filiale du groupe Peugeot S.A., ont conclu un accord de coopération technique et industrielle avec le groupe Piaggio, premier fabricant italien et quatrième mondial de deux-roues motorisées (marques Vespa, Piaggio et Gilera). Aux termes de cet accord, qui ne concerne que la production de motos (plus de 80 cm3), les deux groupes s'engagent, dans un premier temps, à mettre en commun des moteurs et des organes mécaniques « à partir desquels chaque société élaborera et commercialisera sa propre gamme de motocyclettes ».

En clair, Cycles Peugeot et Piaggio échangeront des organes, afin de lancer, chacun sous leurs propres marques, de nouveaux modèles. Dès le prochain Salon du cycle et du motocycle, qui doit se tenir en octobre à Paris, le groupe français devrait présenter une moto de 125 cm3 équipée d'un moteur italien monté sur un châssis français.

A moyen terme, l'accord prévoit « l'accord et la réalisation en commun de nouveaux moteurs et organes mécaniques permettant un élargissement et une modernisation continue des deux gammes ».

Cet accord, qui n'a pas d'implication financière, les deux groupes restant indépendants sur ce plan, est le premier pas dans la voie d'une coopération européenne visant à tenter de reconquérir une place honorable sur un marché dominé depuis des années par les quatre grandes marques japonaises.

Piaggio emploie au total douze mille salariés et a réalisé en 1979 un chiffre d'affaires de 364 milliards de lires (1,82 milliard de francs environ).

Outre sa propre production, il commercialise les bicyclettes de la marque Bianchi, premier fabricant italien. Des liens familiaux l'unissent au groupe Fiat - Cycles Peugeot, qui emploie, avec ses douze filiales, quelque huit mille huit cents salariés et a réalisé en 1979 un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs. *Il produit des cycles et des motocycles*, ainsi que des pièces automobiles (qui représentent 38 % de son chiffre d'affaires global).

BILLET

DES COMMANDES OU...

Quand I.T.T. met les P.T.T. au pied du mur

La partie de poker entamée voilà plusieurs mois entre le groupe I.T.T. et les pouvoirs publics français approche du dénouement. Mardi, à Bruxelles, le président d'I.T.T.-Europe, M. Guilfoyle, a fait monter d'un cran les enchères. « *Si les P.T.T.*, a-t-il déclaré en substance à la presse, *ne commandent pas notre nouveau central de commutation temporelle (baptisé Système 12), nous pourrions être amenés à nous séparer de la C.G.C.T., notre filiale française de téléphone* ».

Les Américains ont, à l'évidence, une qualité : celle du pragmatisme et du « *franc-parler* ». Ils « *regardent les faits* », comme aime à le préciser M. Guilfoyle. Quels sont-ils ?

La C.G.C.T. détient 16 % du marché français de la commutation publique. Elle livre aux P.T.T. des centraux spatiaux Metaconta. Or, l'administration a annoncé qu'à partir de 1982 elle ne commanderait plus que des centraux temporels. Pour le moment, seuls les modèles des deux groupes français, C.I.T.-Alcatel et Thomson, sont retenus et déjà commandés sur une grande échelle. « *Nous souhaitons rester en France et que l'on utilise nos compétences. Mais, pour maintenir les effectifs actuels de la C.G.C.T* (déjà tombés en quatre ans de treize mille à moins de dix mille personnes), *il nous faut de nouveaux produits.* »

I.T.T. demande donc, d'abord, l'homologation par les P.T.T. de son Système 12, avec un minimum de commandes d'au moins deux cent mille lignes par an à partir de 1982. Ce niveau, jugé indispensable pour que la C.G.C.T. soit compétitive à l'exportation, serait cependant insuffisant pour résoudre tous les problèmes d'emplois. Aussi le groupe voudrait-il qu'une place lui soit réservée sur les futurs marchés de la fibre optique et de la télématique.

Cruel dilemme que celui ainsi posé aux P.T.T. En adoptant le Système 12, on risque d'une certaine manière de porter atteinte à l'image de marque des centraux temporels français de C.I.T.-Alcatel et Thomson. De surcroît, grâce *au label P.T.T., I.T.T.* pourrait enlever des marchés à l'exportation aux deux groupes. *En outre, l'introduction d'un* nouveau central accroîtrait les problèmes, déjà nombreux, de *maintenance et de gestion du* réseau téléphonique.

Faut-il alors se résoudre à faire racheter la C.G.C.T. par Thomson, C.I.T.-Alcatel ou un troisième larron ? Mais, ces groupes sont déjà confrontés à une délicate reconversion de leur personnel et la C.G.C.T. perdrait du même coup les marchés étrangers qu'elle détient dans le cadre de l'organisation I.T.T.

Dubitatives sur l'état d'avancement du Système 12 (les premiers centraux seraient livrés en Belgique et en Allemagne fédérale vers la fin de 1981), les P.T.T. ont cherché à gagner du temps.

Apparemment, pour I.T.T. la phase des négociations est terminée. En demandant publiquement une réponse précise sur le sort de son Système 12, avant la fin de l'année, la multinationale place les pouvoirs publics au pied du mur.

J.-M. QUATREPOINT.

AGRICULTURE

L'AFFAIRE DES VEAUX AUX HORMONES

M. Edgard Pisani saisira l'Assemblée européenne

« *Personne ne peut nier qu'on emploie actuellement du D.E.S.* (diethyl-stilboestrol) *dans l'élevage des veaux. Nous sommes certains de l'incidence des hormones artificielles sur la santé humaine. Il en va de même pour les hormones naturelles et les anabolisants* », a déclaré M. Clouet, ancien secrétaire général du Conseil supérieur de l'ordre des vétérinaires, au cours de la conférence de presse tenue conjointement, jeudi 11 septembre, par le Mouvement des paysans-travailleurs, la Confédération syndicale des familles, la Confédération syndicale du cadre de vie et le Syndicat de la médecine générale.

Ces trois dernières organisations ont indiqué qu'elles *s'associaient également aux actions* juridiques entamées par les deux éleveurs de Loire-Atlantique (*le Monde* du 12 septembre). En revanche, ni les Paysans-Travailleurs ni la C.S.F. et la C.S.C.V. n'ont apprécié le cavalier seul de l'Union fédérale des consommateurs. Le mot d'ordre de boycottage de la viande de veau lancé par l'U.F.C., estiment les producteurs et les syndicats familiaux, risque de nuire aux petits éleveurs, même à ceux qui font de la viande de qualité, qui, en tout état de cause, ne sont pas responsables de la situation qui leur est faite. S'il répond à une nécessité, ce mot d'ordre de l'U.F.C. représente surtout une opération promotionnelle pour cette organisation. Bavure regrettable, qui ne manquera pas d'être utilisée par ceux qui ne font rien pour améliorer la situation de l'élevage et qui — leurs déclarations le prouvent — envisagent de continuer à ne rien faire : « *La réglementation française est des plus rigoureuses* », a déclaré le secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires, M. Debatisse. M. Méhaignerie, qui veut « *éviter le sensationnel et traiter scientifiquement le dossier* », estime que les anabolisants « *ne sont pas contre-indiqués pour la santé* ».

Il réunira, cependant, un « *conseil de scientifiques* » car « *l'objectif doit être de ne pas les utiliser* », a-t-il déclaré au *Matin*. Pour le reste, « *il faut promouvoir une législation européenne harmonisant la réglementation entre les pays* ».

M. Chirac a saisi l'affaire au bond dans son discours de rentrée, *pour voler* au secours des « *huit cent mille familles qui vivent de l'élevage* », en critiquant « *l'initiative de je ne sais quelle organisation totalement irresponsable* ». M. Pisani (P.S.) a l'intention, pour sa part, de provoquer, « *à partir du vrai problème politique* » posé par les Paysans-Travailleurs, une réunion d'experts d'ici une dizaine de jours. « *On peut se demander si cela vaut la peine de faire du productivisme à tout crin, avec le risque pour la santé qu'il comporte, au moment où l'on a des excédents* », nous a-t-il déclaré, indiquant qu'il avait l'intention d'intégrer une proposition de résolution à l'Assemblée européenne sur ce problème de l'élevage des veaux, lors du débat général sur la réforme de la politique agricole commune.

MONNAIES

LE PRIX DE L'OR FROLE LES 700 DOLLARS L'ONCE

Après les prises de bénéfices de la *journée de jeudi*, le marché de l'or était de nouveau, ce vendredi matin 12 septembre, à la hausse. On traitait à Londres l'once de 31,103 grammes entre 694 et 696 dollars. Les inquiétudes qu'inspire la situation au Proche-Orient et la perspective d'un *relèvement des prix du pétrole par* l'Arabie Saoudite, relèvement qui serait pourtant conforme à une décision déjà annoncée, semble être à l'origine de ce mouvement, plus profondément encore dominé par le sentiment que, récession ou pas, les gouvernements ne parviennent pas à maîtriser l'inflation.

Le dollar s'est un peu raffermi. Il est coté à Paris 4,14 F et 1,78 D.M. à Francfort. Les taux d'intérêt pour l'eurodollar ont monté.

FORTE AUGMENTATION DU QUOTA DE LA CHINE AU FONDS MONÉTAIRE

Les gouverneurs du F.M.I. (ministres des finances des pays membres) ont autorisé la Chine à porter, comme elle le demandait, son quota de 550 millions de D.T.S. (droits de tirage spéciaux) à 1 200 millions. Elle pourra aussi participer à l'augmentation de 50 % des quotas, actuellement en cours, en vertu d'une résolution adoptée fin 1978, et porter *en conséquence son quota à* 1 800 millions de D.T.S.

Cette décision a pour effet de placer la Chine au huitième rang des pays membres du F.M.I. pour l'importance de la quote-part, juste après les cinq pays disposant d'un siège permanent au conseil d'administration (Etats-Unis, Grande-Bretagne, R.F.A., France, Japon), l'Italie et le Canada. Il en *résulte aussi* que la Chine arrivera à ce titre en tête des pays du tiers-monde, devant l'Inde.

CONJONCTURE

POUR AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

Le C.N.P.F. suggère plusieurs aménagements de la fiscalité

La dégradation de nos échanges extérieurs, liée à l'affaiblissement des capacités concurrentielles des entreprises françaises, est l'aspect le plus préoccupant de la situation économique actuelle, a déclaré en substance M. Alain Chevalier, vice-président du C.N.P.F., jeudi 11 septembre, au cours d'une conférence de presse. La clé de la compétitivité, c'est aujourd'hui l'investissement, a poursuivi M. Alain Chevalier, qui s'est félicité des mesures prévues à cet égard dans le projet de budget.

Au-delà de cette mesure, qui vient à temps, le C.N.P.F. souhaite une réforme de la fiscalité appliquée aux entreprises, « qui pèse plus lourd que les fiscalités étrangères » *comme en témoigne, selon le patronat, une étude intitulée « Compétitivité économique et fiscalité » présentée le même jour par M. Jean-Louis Descours, président de la commission fiscale du C.N.P.F.*

C'est un document aride mais fort intéressant que vient de rendre public le Conseil national du patronat français sous le titre « *Compétitivité économique et Fiscalité* ».

Ce rapport établi à la suite des travaux d'un groupe d'études constitué sous l'égide de l'Institution de l'entreprise, à l'initiative de la commission de la fiscalité du C.N.P.F., a été présenté jeudi 11 septembre par le président de cette commission, M. Jean-Louis Descours.

Il comporte trois parties. La première vise à évaluer les effets des prélèvements obligatoires sur la compétitivité des entreprises ; la seconde, de loin la plus importante et la plus intéressante, compare *les législations fiscales* appliquées aux groupes et aux sociétés dans les grands pays industrialisés ; la troisième comporte une série de propositions visant à améliorer la compétitivité des firmes françaises.

Faute de pouvoir résumer un document de 150 pages qui, dans sa seconde partie surtout, se présente comme un véritable dictionnaire de la fiscalité internationale, M. Descours s'est borné à énoncer à partir de ce document les mesures qui, aux yeux du C.N.P.F., devraient « *faciliter le développement économique* » et « *assurer un meilleur financement des entreprises* ».

● *Pour faciliter le développement économique*, il convient d'accompagner les efforts des entreprises en matière de recherche et d'expansion. A cet effet, le *C.N.P.F.* suggère, en ce qui concerne l'innovation :

a) De substituer la durée économique d'un brevet à sa durée de protection légale (vingt ans) ;

b) D'alléger sans délai la taxe professionnelle qui pèse sur les *laboratoires de recherche* ;

c) D'autoriser l'amortissement libre du matériel de recherche ;

d) D'instituer un crédit d'impôt en faveur des entreprises qui augmentent le volume de leurs recherches.

● *Pour favoriser l'expansion à l'étranger, il est proposé que :*

a) Les pertes subies par une filiale à l'étranger puissent être déduites par la société mère de ses résultats imposables au taux normal ;

b) Les implantations industrielles à l'étranger donnent droit à des provisions allant de 50 % à 100 % des sommes investies (au lieu d'être limitées à 50 %) et que la période de réintégration de ces provisions soit portée de cinq à dix ans.

● *Pour ne pas perturber la concurrence*, le C.N.P.F. souhaite, outre une révision totale de la taxe professionnelle, que la fiscalité soit neutre à l'égard des structures juridiques des sociétés.

● En ce qui concerne le *financement des entreprises*, et afin de développer les apports de capitaux propres, il est proposé :

a) La suppression de la double imposition des bénéfices par l'introduction de l'avoir fiscal à 100 % ;

b) Un amendement des droits de succession sur les entreprises.

Après avoir rappelé les anomalies qui « *surchargent inutilement la trésorerie des entreprises* » (décalage d'un mois de la T.V.A., interdiction de constituer en franchise d'impôts des provisions pour congés payés), anomalies qu'il faudrait supprimer, M. Descours a abordé le dernier chapitre *de son exposé* : l'adaptation de la fiscalité à l'inflation.

Cette adaptation, estime le C.N.P.F., passe en premier lieu par une réforme de la méthode d'évaluation des stocks qui devraient pouvoir être comptabilisés « *de telle manière que leur appréciation, liée à la hausse générale des prix, ne soit pas comprise dans le bénéfice imposable* ».

Cette nomenclature des revendications fiscales du patronat n'eût pas été complète si elle n'avait fait allusion à la législation sur les amortissements. Et là, une surprise : le C.N.P.F. renonce à la réévaluation des bilans, pour suggérer que soit étudiée la possibilité pour les entreprises de constituer des provisions pour renouvellement des équipements.

On sait que le gouvernement a finalement préféré inclure dans le projet de budget de 1981 une aide forfaitaire à l'investissement, dispositif qui a été très favorablement accueilli par le C.N.P.F. « *Nous sommes conscients que cet ambitieux programme n'est pas réalisable en un jour*, a conclu M. Descours. *Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre* », la formule est connue. Le C.N.P.F. peut d'autant mieux entreprendre qu'il a tout à espérer du gouvernement.

RÉACTIONS SYNDICALES AU PROJET DE BUDGET

Le projet de budget pour 1981 est « *un budget de renforcement du profit* » qui « *se caractérise par un cadeau aveugle fait aux entreprises dont le poids sera subi par les salariés et dont la facture mise au frigo jusqu'aux élections sera présentée en juillet* », a déclaré le jeudi 11 septembre M. André Henry, secrétaire général de la FEN. Les fonctionnaires C.G.T., pour leur part, estiment le budget « *catastrophique* ». Pour la première fois depuis 1945, il ne prévoit « *aucune création d'emplois* », sauf pour la police et la justice afin d'accroître « *le caractère répressif de l'Etat* ».

D'autre part la C.F.D.T. juge ce projet de budget conforme à « *la politique de déflation et d'encouragement à la* [liberté patronale] *menée par le gouvernement depuis plusieurs années avec les résultats que l'on sait : chômage, inflation, déficit extérieur.*

» *Le budget 1981 ne prévoit pratiquement aucune création d'emplois dans le secteur public* », souligne la C.F.D.T., qui conclut : « *Plutôt que de tirer les leçons de la période passée et d'engager une politique économique susceptible de répondre aux aspirations des travailleurs — politique possible, comme l'ont montré divers scénarios du VIIIe Plan, — le gouvernement a choisi de présenter un budget électoral qui favorise les forces qui le soutiennent. Il a ainsi délibérément pris le risque d'aggraver la situation économique et sociale.*

● *Après la « séquestration » de deux directeurs, ouverture des négociation à la Papeterie Everball.* Les deux directeurs de la « Papeterie Everball » de Corbeil-Essonnes, retenus par les grévistes, jeudi 11 septembre, ont été libérés après l'ouverture de négociations, vendredi matin. La C.G.T. réclame une indemnisation du chômage partiel. Selon elle, l'effectif de la papeterie a diminué de 1 100 à 300 personnes en cinq ans.

● *Boulogne-sur-Mer : poursuite du conflit de la pêche.* — L'assemblée générale des grévistes de la pêche industrielle de Boulogne-sur-Mer réunie vendredi 12 septembre, ne s'est pas prononcée sur les nouvelles propositions des armateurs. Une nouvelle assemblée est prévue le mercredi 17 septembre.

ÉNERGIE

LES IMPORTATIONS PÉTROLIÈRES DE LA C.E.E. ONT DIMINUÉ DE 12 %

Les Neuf ont importé au cours des huit premiers mois de l'année 12 % de pétrole de moins que lors de la même période l'an passé, a annoncé le 11 septembre le commissaire européen à l'énergie, M. Guido Brunner. Les Neuf ont *acheté 313 millions de tonnes* (— 4 millions).

Ils ne devraient donc avoir aucun mal à atteindre l'objectif annuel de 472 millions de tonnes fixé lors des derniers sommets économiques des sept principaux pays industrialisés. L'ardoise pétrolière de la Communauté n'en devrait pas moins dépasser les 100 milliards de dollars.

هكذا من الأصل

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

LES VOYAGES AÉRIENS COUTENT TROIS FOIS MOINS CHERS AUX ÉTATS-UNIS QU'EN EUROPE

Londres *(A.F.P.)*. — Les voyages aériens coûtent au moins trois fois plus cher en Europe qu'aux États-Unis en classe économique, à cause, principalement, des politiques poursuivies par les gouvernements européens.

C'est ce qu'affirme l'Association britannique des voyageurs par avion dans un document remis au gouvernement et au Parlement britanniques ainsi qu'à la Commission de Bruxelles pour attirer leur attention sur cette situation, qu'elle qualifie de « *déplorable* ».

Selon une étude comparative des tarifs en vigueur sur les soixante-dix-sept principales lignes d'Europe et des États-Unis, il apparaît que, sur Londres-Stockholm, par exemple, le voyageur paie 41 cents (1,69 F) par mile (1,6 km), alors que sur Los Angeles-Seattle on ne lui demande que 9 cents (0,37 F) par mile, bien que la distance soit un peu plus longue. De même, le trajet Francfort-Rome coûte 47 cents (1,94 F) par mile, contre 17 cents (0,70 F) pour Denver-Phoenix, ce qui correspond à peu près à la même distance.

L'association estime que les gouvernements sont responsables de cette situation car :

— Pour protéger leurs compagnies nationales, qui jouissent d'un monopole, ils entravent la *concurrence* en interdisant aux transporteurs privés de proposer des tarifs réduits et en concluant des accords bilatéraux qui fixent des tarifs élevés ;

— Les frais d'utilisation des aéroports européens et le coût des aides à la navigation sont très élevés.

L'activité d'Air Inter pour les huit premiers mois de l'année

- ***Hausse de 14,4 % du trafic passagers***
- ***Des accrocs dans la ponctualité***

Au vu de ses résultats de trafic pour les huit premiers mois de l'année, Air Inter apparaît comme un îlot d'euphorie au milieu d'un océan de morosité. Dans une conjoncture difficile pour l'aviation commerciale, la compagnie intérieure annonce en effet qu'entre le 1er janvier et le 31 août elle a transporté près de cinq millions de passagers (4 980 968), soit 14,43 % de plus que pour la même période de l'année passée.

Plusieurs raisons expliquent ce résultat. D'abord l'augmentation des tarifs, inférieure ces dernières années à celle d'autres moyens de transport — particulièrement la S.N.C.F. — a amélioré la compétitivité de l'avion pour les dessertes dans l'Hexagone : un billet Paris-Nice ne coûte plus, par Air-Inter, que 5 francs de plus que par la S.N.C.F. (en première classe). Mais surtout la politique de « *modulation tarifaire* » *entreprise* depuis près de deux ans semble porter ses fruits. Entre le 1er janvier et le 31 juillet, 55 % seulement des passagers de la compagnie ont payé le plein tarif. Les autres étaient soit des abonnés (15,3 %) ou des voyageurs bénéficiant de réductions (29,7 %) offertes aux jeunes, aux étudiants, aux familles, aux personnes âgées, aux groupes, etc. Cette nouvelle clientèle a permis de doubler le taux de remplissage des avions aux heures les plus creuses.

Malgré son succès, la compagnie s'en tiendra à sa politique de prudence. Envisagé un moment, l'achat d'un huitième Airbus est différé. Les appréhensions nées de l'entrée en service du train à grande vitesse Paris-Lyon n'y sont pas étrangères. En revanche, les acquisitions de Caravelle 12 (131 places) à la compagnie danoise Sterling Airways vont continuer : en 1982, Air Inter en possédera douze. Elles prendront pour l'essentiel la place des actuelles Caravelle 3 (99 places), grosses consommatrices de carburant, qui devraient avoir *totalement* disparu du réseau en 1984.

Cette évolution vers l'emploi d'avions plus « performants », mais plus gros, conduit la compagnie à « dégraisser » son réseau en *se séparant* des lignes les moins fréquentées. Dès l'an prochain, elle va se défaire, au profit de compagnies régionales mieux adaptées, des liaisons Paris-Metz, Paris-Rennes, Paris-Saint-Étienne, Metz-Toulouse, Metz-Lyon, Mulhouse-Lyon, Mulhouse-Nice, et Lille-Strasbourg.

Le prix des carburants n'est pas étranger à cet effort d'amélioration de la rentabilité de l'exploitation. S'y ajoutent des mesures techniques (abaissement des vitesses de croisière, réduction des masses superflues, réduction des traînées parasites en vol, surveillance accrue des moteurs) qui devraient permettre de réduire de 16 % d'ici à 1985 une consommation de kérosène dont la valeur représente actuellement 22 % de l'ensemble des dépenses d'exploitation.

Autre point noir : celui de la ponctualité qui s'est détériorée depuis deux ans. Une bonne moitié des retards sont, dit-on à Air-Inter, dus à l'encombrement des centres de contrôle régionaux de la navigation aérienne. Les autres sont imputables à la compagnie et constituent en quelque sorte la rançon de son succès : durée d'embarquement sur les Airbus, traitement des bagages de la clientèle n'appartenant pas au *monde des affaires, etc...*

Mais le tout premier problème à résoudre est celui du renouvellement de la convention d'exploitation d'Air Inter avec l'État, dénoncée en juin et qui vient à expiration le 31 décembre prochain.

JAMES SARAZIN.

● *La traversée de l'Atlantique nord moins chère.* — La « guerre des tarifs » que se font les compagnies aériennes britanniques et américaines sur l'Atlantique nord a été marquée le 11 septembre par une contre-attaque de la British Airways. La compagnie a abaissé le prix de son billet *stand by* (sans réservation) Londres-New-York de 82 à 77 livres (environ 770 francs), soit 1 livre de moins que le « train du ciel » de la mer, qui était jusqu'alors le moins cher. — *(A.F.P.)*

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Dans les Hauts-de-Seine

L'OFFICE DE H.L.M. DE CHATILLON-SOUS-BAGNEUX EST EN DÉFICIT DE 11 MILLIONS DE FRANCS

« *Le préfet se livre contre nous à un intolérable chantage.* » C'est ce qu'a déclaré, au cours d'une conférence de presse, M. Jacques Le Dauphin, maire communiste de Châtillon-sous-Bagneux (Hauts-de-Seine) et président depuis juin 1979 de l'office public d'H.L.M. de cette ville. L'office de Châtillon — un « petit office », puisqu'il ne compte que sept cents logements — est en effet en proie à de graves difficultés financières : *son déficit* s'élève à plus de 11 millions de francs. Imputant ce déficit à « *six ans de gestion déplorable* » de son prédécesseur, et refusant par conséquent de faire « *payer la note* » aux locataires — ce qui reviendrait à augmenter les loyers de 50 % à 70 %, — M. Le Dauphin a soumis au préfet un plan de redressement prévoyant une subvention de l'État et la transformation des prêts existants en prêts à taux réduit.

Mais l'administration préfectorale objecte qu'« *aucune disposition légale ne permet un tel renflouement* » et estime que, « *pour des raisons politiques, le maire de Châtillon a négligé d'utiliser tous les moyens permettant de combler le déficit : rattrapage des loyers, recours au système du conventionnement* ». Pour le maire, l'officie se trouve « *à la limite de la cessation d'activité* ».

F. R.

Dans l'Essonne

HAUSSE DE 30 A 40 % DES IMPOTS LOCAUX POUR LES CONTRIBUABLES DES ULIS

Mauvaise surprise pour certains contribuables des Ulis (Essonne). Ils se voient réclamer des impôts locaux en augmentation de 30 % à 40 %, alors que la majoration effectivement décidée, par le conseil municipal, oscillait entre 11 % et 15 %. La raison est simple : les services fiscaux ont recouru, cette année, à une informatisation plus complète et ont intégré dans leurs calculs quelque 3 000 garages particuliers qui, jusqu'alors, n'avaient pas été pris en compte dans le calcul de la base d'imposition.

« *Il y a faute de l'administration fiscale qui ne nous a pas prévenus* », affirme le maire des Ulis, M. Paul Loridant (P.S.). En revanche, une autre catégorie de contribuables des Ulis devrait se féliciter de cette situation : ceux qui ont des garages devront, maintenant, payer plus d'impôts qu'ils ne prévoyaient, ceux qui n'en possèdent pas devraient voir, proportionnellement, leurs contributions diminuer.

● *Une réglementation pour les maisons mobiles.* — Un décret paru au *Journal officiel* du 7 septembre précise dans quelles conditions peuvent être installées des « maisons mobiles ». Plus lourdes que les caravanes, celles-ci sont définies comme des « *habitations légères de loisirs, constructions à usage non professionnel, démontables ou transportables* ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

elf aquitaine

Les comptes de la SNEA Société mère arrêtés au 30 juin 1980 font apparaître un résultat net de 1 328 millions de francs français après amortissements, provision pour impôts et autres provisions (contre 1 047 millions pour le premier semestre 1979).

La provision pour impôts inclut un montant de 300 millions au titre de l'impôt sur les sociétés dû en France, estimé d'après la fiscalité actuellement en vigueur (compte non tenu de l'incidence du projet de Loi de Finances).

La provision pour risques généraux a reçu une nouvelle dotation de 500 millions de francs en vue de couvrir les risques que supportent nos filiales à l'étranger.

∴

Les comptes consolidés du groupe au 30-6-80 seront disponibles au début du mois d'octobre prochain.

ACIER INVESTISSEMENT

Le Conseil d'administration d'Acier-Investissement, Société d'Investissement régie par l'ordonnance du 2 novembre 1945, a décidé dans sa séance du 11 septembre 1980 de solliciter du ministre de l'économie l'autorisation de transformer la Société en société d'investissement à capital variable.

Sous réserve de l'obtention de cette autorisation, une assemblée générale extraordinaire des actionnaires sera convoquée dans les mois qui viennent afin de se prononcer sur la réalisation, dans un délai qui sera alors précisé, de l'opération envisagée et de modifier en conséquence les statuts actuels de la Société.

VERGER DELPORTE
CONTINUE

Soixante-cinq pour cent du personnel des Etablissements Verger-Delporte ont voté, le 4 septembre 1980, pour la reprise du travail.

Les cadres se sont associés au personnel pour refuser la dislocation de l'entreprise.

Le carnet de commandes est satisfaisant, et assure une poursuite des activités.

Verger-Delporte, malgré ses difficultés, entend rester une entreprise leader, en région parisienne, dans la maintenance des installations électriques, électroniques et téléphoniques, en recherchant, en accord avec ses cadres et son personnel, tout partenaire d'envergure nationale.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DELMAS - VIELJEUX

Les actionnaires de la Compagnie financière Delmas-Vieljeux réunis en assemblée générale ordinaire, 16, avenue Matignon à Paris (8e), le 10 septembre 1980, ont :

— approuvé les comptes de l'exercice 1979/1980,

— décidé la mise en distribution, à compter du 22 septembre 1980, d'un dividende de 20,00 F par action, assorti d'un avoir fiscal (impôt déjà payé au Trésor) de 10,00 F, donnant un total de 30,00 F par action (contre 24,00 F au titre du précédent exercice).

Le dividende sera payé dans les banques habituelles contre remise du coupon n° 83 pour les actions au porteur et estampillage des certificats nominatifs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ELECTRICITE DE FRANCE : Obligations 9,30 % novembre 1973

Les intérêts courus du 2 octobre 1979 au 1er octobre 1980 sur les obligations Electricité de France 9,30 % novembre 1973 seront payables, à partir du 2 octobre 1980, à raison de 83,70 F par titre de 1 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 9,30 F (montant global : 93,00 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 13,94 F, soit un net de 69,76 F.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (Trésoreries générales, Recettes des finances et Perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

— Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et Banques affiliées, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'Union Européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse Centrale des Banques Populaires et toutes les Banques Populaires de France, Société Centrale de Banque.

SOCIAL

LA RENTRÉE SYNDICALE

La question de fond

(Suite de la première page.)

Le 11 janvier 1978, à l'occasion d'une rencontre C.G.T.-C.F.D.T. au siège de la C.G.T., Edmond Maire nous disait sans détour : « Nous n'accepterons plus d'action nationale interprofessionnelle ; nous ne souhaitons pas aboutir à un texte commun avant les élections législatives ; nous voulons savoir quelle serait l'attitude de la C.G.T. vis-à-vis d'un gouvernement socialiste homogène ».

Ce jour-là nous avons compris que les dirigeants C.F.D.T. feraient tout pour se dégager de l'important accord d'unité d'action du 26 juin 1974, tout pour faire oublier l'une de ses considérations fondamentales : *« L'unité d'action entre la C.F.D.T. et la C.G.T. a été un élément déterminant de la lutte sociale de ces dernières années. »*

Cette affirmation, que le rapport Moreau devait rejeter trois ans plus tard, nous continuons à la faire nôtre.

Le réalisme, présenté comme la base du recentrage, a conduit la C.F.D.T. à réviser en baisse la plupart des objectifs revendicatifs, à prêter à la négociation détachée de l'action des vertus illusoires, à attacher plus d'importance à la recherche du compromis à tout prix qu'au rapport des forces.

Dans cette optique, elle a signé une convention dans la sidérurgie, aux conditions du patronat, conformément aux exigences de ceux qui font la loi à Bruxelles et, par la voix de son secrétaire général adjoint, elle a annoncé dès le 31 décembre 1979 qu'elle était prête à en faire autant pour l'automobile.

« Un bilan globalement négatif »

Malheureusement pour cette stratégie, si le patronat, le pouvoir et le président de la République lui-même n'ont pas été avares d'hommages à ce syndicalisme compréhensif, raisonnable et modéré, leur reconnaissance n'est pas allée jusqu'aux concessions « significatives » qui auraient pu permettre aux protagonistes du recentrage de présenter autre chose qu'un bilan globalement négatif de leur revirement.

On ne peut évidemment apprécier ce changement indépendamment de l'influence qu'a pu exercer sur la C.F.D.T., dans le cadre de son option favorable à l'intégration européenne, le mouvement syndical réformiste inféodé à la social-démocratie qui ne préconise pas de solutions anti-capitalistes de la crise mais la gestion consensuelle de celle-ci dans le cadre d'une économie largement dominée par les firmes multinationales.

Il ne pouvait être question pour la C.G.T. d'accompagner la C.F.D.T. dans cette voie au nom d'une unité qui ne pouvait plus être que de façade.

Voilà pourquoi les initiatives d'action de la C.G.T. seule se sont multipliées au cours de ces trois dernières années, et notamment en 1980.

Mais il est faux de nous suspecter de nous être accommodés de la remise en cause de l'unité d'action C.G.T.-C.F.D.T. Lors de notre quarantième Congrès, après avoir critiqué fermement la stratégie C.F.D.T. du recentrage, nous avons tenté — sans illusion il est vrai — de relancer l'unité d'action sur des bases novatrices. C'était une perche tendue au congrès C.F.D.T. qui siégeait à Brest, sept mois après celui de Grenoble.

En tournant le dos à la démarche unitaire de notre congrès, les dirigeants C.F.D.T. ont prouvé qu'ils entendaient persévérer dans la marche arrière.

On reparlera dans l'avenir des idées avancées à Grenoble en matière d'unité d'action ; inexploitables aujourd'hui en raison de l'attitude de la C.F.D.T., elles trouveront un jour ou l'autre leur signification pratique, mais, dans les conditions de la lutte actuelle et des réalités dans le cadre desquelles elle se déroule, il nous fallait être clairs sur ces problèmes d'unité d'action ; nous le sommes depuis que le comité confédéral national a adopté, le 16 juin 1980, un texte déterminant fondamentalement la position de la C.G.T. dans ce domaine.

Les dernières positions de la C.F.D.T., telles que Maire les a présentées au cours du mois d'août dans *Syndicalisme*, dans son interview à *l'Usine nouvelle* et à Nantes prouvent le bien-fondé de la résolution du 16 juin.

Un moment interloqués par la manière dont la C.G.T. a réagi au discours incendiaire de Nantes, les moyens d'information enclins à soutenir en tout et pour tout les positions de la C.F.D.T., avec un parti pris tellement lourd qu'il indispose jusqu'au sein de la C.F.D.T., se sont rapidement ressaisis avec un ensemble parfait pour s'écrier : *« Séguy se dérobe, il refuse de répondre aux questions de fond posées par Maire ! »*

Quelles questions de fond ?

La question de savoir si la C.G.T. est ou n'est pas la courroie de transmission du P.C.F., qui constitue le fil conducteur de tout le discours de Nantes ?

Mais cela n'est pas une question ! C'est une méprisable diversion qui ne mérite même pas notre indignation tant elle a été utilisée et usée par tous les ennemis de la classe ouvrière, qu'ils soient du côté des patrons, des gouvernants, des partis réactionnaires et même des fascistes.

On peut comprendre que tout ce que le pays compte d'anticommunistes aurait été ravi de voir la C.G.T. tomber dans le panneau d'un affrontement avec la C.F.D.T. sur ce terrain piégé qui aurait relégué à l'arrière-plan le développement des luttes revendicatives dont la C.G.T. a pris l'initiative.

La manœuvre était trop grossière pour que la C.G.T. coure le moindre risque de s'y laisser prendre.

La principale question de fond que pose le discours de Maire, c'est de savoir qui, de la C.G.T. ou de la C.F.D.T., défend le mieux les revendications des travailleurs ; laquelle des deux organisations fait preuve d'un comportement syndical authentique, d'une position indépendante, d'une action autonome :

— La C.G.T., dont tous les observateurs s'accordent à reconnaître qu'elle est présente sur tous les terrains, à la tête de toutes les luttes ?

— ou la C.F.D.T., absente de nombreux conflits, toujours prête à les conclure au rabais, appelant à Boulogne à la reprise du travail contre un vote démocratique des grévistes, s'opposant à la grève des marins du commerce, qualifiant les luttes en cours d'« *agitation-spectacle* », se déchaînant contre la première centrale syndicale nationale ?

Qui des deux centrales fait preuve d'indépendance et d'autonomie :

— La C.G.T., qui devant le C.N.P.F. se bat pied à pied pour la cinquième semaine de congé ?

— ou la C.F.D.T., dont le porte-parole se déclare, en pleine négociation, satisfait des propositions restrictives et inacceptables du patronat ?

— La C.G.T., qui dépose, à la Commission supérieure des conventions collectives, un texte revendiquant le SMIC à 3 100 F par mois ?

— ou la C.F.D.T., qui refuse de voter ce texte ?

— La C.G.T., qui propose un rassemblement unitaire le 1er mai à Paris ?

— ou la C.F.D.T., qui rejette cette proposition ?

On pourrait allonger la liste des exemples, aussi significatifs les uns que les autres, d'un ramollissement de la C.F.D.T. que des bribes de fermeté de langage, jetées çà et là sur le pouvoir et le patronat, ne sauraient dissimuler.

Il n'y a vraiment qu'un domaine où les dirigeants C.F.D.T. font preuve d'une fermeté supérieure : c'est celui de l'anticommunisme, ce qui permet à Bergeron de lancer : *« Ils ne font que dire ce que je répète depuis trente ans ! »*

Mais, attention ! C'est un terrain sur lequel on ne peut que se désyndicaliser, se politiser au sens le plus pervers du terme et se faire récupérer dangereusement par la droite, surtout au moment où elle a tant besoin de division pour perpétuer sa domination.

Il sera, en effet, difficile à Edmond Maire d'empêcher les travailleurs de s'interroger quant à la nature des motivations politiques qui l'ont incité à mettre tant d'huile sur le feu, en ignorant délibérément notre souci de réduire la tension entre les deux organisations.

La violence de son agression, coïncidant avec les magouillages en cours à l'approche de l'élection présidentielle, prend une tournure politique pour le moins insolite qui augure mal de la façon dont la C.F.D.T. entend se situer dans la campagne électorale.

Ce n'est pas le dernier article de *Syndicalisme* évoquant l'éventualité d'une entente sur des objectifs prioritaires qui peut réparer les dégâts causés par le discours de Nantes. Un journaliste a qualifié cet article de « vœux pieux » ; je dirai qu'il relève de l'irresponsabilité. On ne peut tout à la fois rompre les ponts avec la C.G.T., passer son temps à cisailler tous les liens d'unité d'action qui subsistent, nous injurier à tout propos, et prétendre que demeure, au niveau confédéral, une possibilité d'unité d'action.

Cela dit, nous ne prendrons pas notre parti de cette détérioration des relations entre nos deux organisations. Si, dans l'immédiat, les dirigeants C.F.D.T. ont réussi à rendre impossible l'unité d'action à l'échelle confédérale, nous continuerons à la rechercher à tous les autres niveaux, et surtout à celui de l'entreprise, sur des bases revendicatives claires et des modalités d'action offensive.

Lorsque nous nous heurterons au sectarisme, cultivé par le discours de Nantes, nous proposerons aux travailleurs d'agir avec la C.G.T. Il n'y a pas de raison pour que l'absence d'unité d'action intersyndicale confine les travailleurs dans la passivité et l'attentisme.

C'est tout le sens des délibérations et décisions de notre dernière commission exécutive confédérale.

Nous continuerons également à assumer toutes nos responsabilités dans les luttes, sans nous dérober au débat, y compris en polémiquant sur toutes les questions à propos desquelles existent des divergences entre nous et la C.F.D.T. ; les sujets ne manquent pas.

Mais nous continuerons à dénoncer le recours à l'invective, à l'insulte, à la diatribe sectaire ; nous critiquerons l'intolérance et la suffisance de ceux qui, se prenant pour les Luther du syndicalisme, ont la prétention de rallier tout le monde à leurs propres conceptions.

Tout en restant nous-mêmes, nous ferons tout ce qui dépend de nous pour rassembler et unir dans la lutte l'ensemble des travailleurs pour faire rayonner en France le syndicalisme de classe en dehors duquel il n'y a pas d'indépendance syndicale.

GEORGES SÉGUY.

● ***M. Matteoli a lancé la deuxième campagne du troisième pacte national pour l'emploi*** à Marseille, le jeudi 11 septembre. Cette campagne intéresse le placement des jeunes demandeurs d'emplois dans les entreprises. Le ministre a indiqué qu'il était venu *« demander aux chefs d'entreprise de faire tout ce qui est en leur pouvoir afin de recruter ces jeunes gens »*, précisant que, sur le plan national, ils auraient à prendre chez eux en formation ou en stage, pour cette campagne plus de 500 000 jeunes. *« Je suis convaincu que cela est possible. Je suis convaincu que cela leur sera indispensable »*, a-t-il ajouté.

● ***F.O. demande l'ouverture de négociations à E.G.F.*** — M. Louis Soustre, secrétaire général de la Fédération F.O. de l'E.G.F., demande à la direction générale *« l'ouverture de négociations sur le système de rémunérations et l'évolution du salaire de base »*. F.O. réclame en outre une revalorisation de l'indemnité de transport.

● ***Habillement : la C.F.D.T. appelle à des arrêts de travail.*** — La fédération C.F.D.T. - Hacuitex (habillement, cuir et textile) appelle à de brefs arrêts de travail pour décider d'*« initiatives à prendre dans les prochaines semaines »*. Elle entend obtenir une *« revalorisation de la situation des travailleurs du textile... »*

ARRÊT ANTICIPÉ DE L'ACIÉRIE D'HAGONDANGE DE SACILOR

Le groupe sidérurgique Sacilor a décidé d'avancer la fermeture de l'aciérie d'Hagondange, en Lorraine, prévue pour 1981 et fixée désormais au 1er novembre 1980. Sur les 855 agents touchés, 319 partiront en pré-retraite et 536 autres seront mutés dans d'autres installations. Seuls resteront à Hagondange les 650 agents du train de laminoirs. On sait d'autre part que Sacilor a proposé à son personnel, le 28 août, d'effectuer 1 400 à 1 600 départs volontaires.

BOUSSAC-SAINT FRÈRES : MILLE A DEUX MILLE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS SERAIENT ANNONCÉES LE 25 SEPTEMBRE.

(De notre correspondant.)

Lille. — Le comité central d'entreprise de la nouvelle société Boussac-Saint frères, qui regroupe toutes les activités du textile et de l'habillement du groupe Willot, et occupe 25 000 salariés, s'est réuni pour la première fois jeudi 11 septembre, dans la banlieue lilloise, à Wambrechies, où se trouve installé un centre d'expérimentation textile.

Les licenciements prévus (*le Monde* du 4 septembre) n'étaient pas à l'ordre du jour de cette réunion consacrée à la désignation du secrétaire du nouveau comité — M. Henri Deroo (C.F.D.T.) a été élu avec 33 voix contre 29 au candidat de la C.G.T. — et à la mise en place des commissions et du règlement intérieur.

Cependant, au cours d'une suspension de séance, M. Crespel, président de Boussac-Saint frères, a confirmé que la restructuration envisagée toucherait de 1 000 à 2 000 emplois, plus vraisemblablement 1 500. La plupart des postes supprimés le seraient dans le secteur de la confection. Le comité central sera convoqué à nouveau pour le 25 septembre, afin d'être informé de toutes les mesures envisagées. — G. S.

M. CLAUDE BLONDEL DONNE SA DÉMISSION DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

M. Claude Blondel, conseiller référendaire à la Cour des comptes, vient de demander à être déchargé de ses fonctions de secrétaire général du comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale. Il avait succédé à ce poste à M. Jacques Delors, en janvier 1974.

Le remplacement de M. Blondel, qui occupe ses fonctions depuis plus de six ans, était, semble-t-il envisagé par les pouvoirs publics mais n'aurait dû prendre effet qu'après la tenue du conseil de la formation professionnelle, prévue dans la deuxième quinzaine d'octobre. La démission de l'intéressé intervient au moment même où les restrictions financières, prévues dans le projet de budjet de 1981 pour la formation professionnelle, inquiètent vivement les syndicats et risquent d'aggraver les difficultés que connaissent déjà de nombreux organismes de formation.

[Ancien élève de l'ENA (promotion Saint-Just), M. Claude Blondel, qui est âgé de quarante-six ans, était entré comme chargé de mission au secrétariat général de la formation professionnelle en février 1969. Il avait participé, aux côtes de M. Jacques Delors, à la mise au point de la législation de 1971 sur la formation continue.]

ÉTRANGER

LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DÉVELOPPEMENT

Le compromis présenté par la C.E.E. pourrait être accepté par la grande majorité des participants

De notre envoyé spécial

New-York. — Les discussions en vue de convoquer une conférence des *Nations unies sur la coopération* économique l'année prochaine avaient sensiblement progressé le jeudi 11 septembre. Un pas important avait été franchi après que le groupe des « *77* » (cent vingt pays en développement) eut accepté, avec *des réserves, un texte de compromis* proposé *par* la C.E.E. amendant sur quelques points celui qu'avait présenté la Yougoslavie le 5 septembre *(le Monde* des 7 et 8 septembre).

Le document indique que la conférence devra avoir vocation universelle et se situer à « *un niveau politique élevé* ». Jusque-là tous les pays membres de l'ONU sont en principe d'accord. Il précise que le Forum (ou si l'on préfère l'organe principal de la conférence) coordonnera et conduira les négociations globales. Des difficultés demeurent autour de ces deux fonctions. Les « *77* » n'avaient pas accepté, jeudi, que le *Forum* soit « *central* » et qu'il conduise « *selon ce qui sera approprié* » les négociations. Ces petites nuances étaient destinées à satisfaire les Etats-Unis et les quelques pays industriels qui les suivent ; ceux-ci voudraient voir limiter au *minimum l'autorité de la prochaine* conférence au regard de celle des institutions qu'ils contrôlent (Fonds monétaire, Banque mondiale, etc.).

Les « *77* » ont aussi préservé l'idée à laquelle ils sont très attachés et selon laquelle l'organe principal de la future conférence *pourra* procéder à un réexamen des résultats des diverses négociations simultanées et à des arbitrages (entre l'énergie et la monnaie par exemple). Il n'est cependant pas indiqué expressément que « *l'accord global* » auquel on devra aboutir fera dans la phase finale l'objet d'une véritable renégociation.

Cela n'empêche pas les Etats-Unis, notamment, de juger toujours inacceptable cette procédure. Car, selon Washington, elle porte atteinte à l'intégrité et à l'autonomie des institutions telles que le Fonds monétaire. Le nouveau texte est toutefois susceptible de recueillir l'aval de la très grande majorité des pays membres des Nations unies, pour *peu que les pays industriels socialistes* s'y rallient, pour manifester de façon concrète leur solidarité avec le tiers-monde. Deux pays de la C.E.E. — l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne, — dont les délégués ont indiqué jeudi soir être dans l'attente d'instructions de leur gouvernement, avaient déclaré ne pas être en mesure de s'associer à l'initiative européenne. La R.F.A. sera peut-être amenée cependant à se montrer *réaliste*, en se démarquant des Etats-Unis, et à ne pas *faire obstacle au compromis. Car* elle est appelée, en tant que pays du groupe occidental, à présider la toute prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale de l'O. N. U.

Les réticences de la Grande-Bretagne et celles — moins fortes semble-t-il — de l'Australie sont moins surprenantes. En revanche, la Norvège et l'Espagne se sont montrées préoccupées par l'absence d'accord sur la procédure de la prochaine conférence, alors que ni son ordre du jour ni ses problèmes *de fond n'ont été abordés au cours* de l'actuelle session sur le développement, annoncée pourtant comme devant être « *historique* ».

M. Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a également demandé, jeudi, à toutes les parties de *faire preuve de « davantage de flexibilité »* afin de parvenir à un « *compromis honnête et raisonnable* ».

Dans toute cette phase de pourparlers, les « *77* » préservent leur unité. Leur porte-parole, M. Mishra (Inde), aux discussions avec les *représentants de pays industriels à* économie de marché est maintenant entouré de délégués du Venezuela et du Koweït, comme pour montrer que les membres de l'OPEP sont bien solidaires des revendications de l'ensemble des pays en voie de développement. Ce *sont* des Etats également modérés (Mexique, Thaïlande, Sénégal) qui, au sein des « *77* », demandent que la session en finisse d'ergoter sur les mots et les nuances pour jeter enfin les bases de *négociations avec le monde industriel*.

Se donnant un délai supplémentaire pour tenter d'arriver à un accord, l'Assemblée extraordinaire a de nouveau reporté sa séance de clôture du vendredi 12 au samedi 13 septembre.

GÉRARD VIRATELLE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,14	4,1425	+ 2	+ 25	0	+ 25	— 30	— 15
$ can.	3,5635	3,5685	+ 15	+ 50	+ 40	+ 80	+ 55	+ 145
Yen (100)	1,9250	1,9330	— 47	— 26	— 52	— 24	+ 63	+ 119
DM	2,3230	2,3255	+ 40	+ 65	+ 100	+ 130	+ 365	+ 430
Florin	2,1355	2,1385	+ 2	+ 25	+ 21	+ 46	+ 107	+ 166
F.B. (100)	14,4670	14,4815	— 85	+ 15	— 180	— 26	—1145	— 535
F.S.	2,5365	2,5415	+ 105	+ 132	+ 250	+ 280	+ 845	+ 818
L. (1 000)	4,88	4,8875	— 398	— 321	— 903	— 775	—3115	—2890
£	9,9950	10,0045	— 465	— 390	— 496	— 687	—1600	—1390

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 1/2	8 5/8	8 5/8	8 3/4	8 9/16	8 11/16	8 5/16	8 7/16
$ E.-U.	10 9/16	10 11/16	10 15/16	11 1/8	11 7/16	11 9/16	12 1/16	12 3/16
Florin	10 1/4	10 7/16	10 1/2	10 5/8	10 1/2	10 5/8	10 9/16	10 11/16
F.B. (100)	11 1/2	12	11 15/16	12 1/16	12	12 1/4	12 13/16	13 1/16
F.S.	3	3 1/2	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 9/16	5 11/16
L. (1 000)	13	15	19	20	20	21 1/2	23 1/2	24 1/2
£	16 1/2	16 3/4	16 3/8	16 5/8	16 1/8	16 3/8	15	15 1/4
Fr. franç.	11 1/4	11 3/4	11 3/4	12	11 7/8	12 1/4	12 1/4	12 1/2

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de Paris.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE



Au Nicaragua

Le ministre de l'intérieur dénonce un vaste complot

Managua (*A.F.P., U.P.I.*). — L'ancien ministre nicaraguayen de la défense, le colonel Bernadino Larios, arrêté le 10 septembre à Managua, a reconnu avoir organisé un complot destiné à assassiner les neuf membres du directoire du Front sandiniste, a assuré *le commandant Tomas* Borge. Le ministre de l'intérieur a encore indiqué que plusieurs dizaines de personnes étaient impliquées dans la conspiration, dont un certain nombre d'hommes d'affaires (parmi lesquels des membres du Conseil supérieur de l'entreprise COSEP) et des anciens représentants de la garde *nationale somoziste*, comme M. Larios lui-même. Ils ont eu des contacts à Miami avec des dirigeants de l'ancien régime, a précisé le commandant Borge.

Un ancien lieutenant de la garde nationale, M. Francisco Martinez, a déclaré devant la presse, le jeudi 11 septembre, que le plan initial était seulement *d'enlever les neuf responsables* sandinistes. Le commandant Borge a affirmé que le colonel Larios avait reconnu sa responsabilité sans la moindre « pression » de la part des autorités. M. Larios avait dû s'exiler après *avoir* participé à un complot contre le général Somoza en 1978. Il avait été nommé ministre de la *défense du premier gouvernement* sandiniste en 1979.

Une série d'arrestations est actuellement en cours dans le pays. Une douzaine de personnes ayant participé au complot ont déjà été identifiées, a déclaré le chef de la sécurité nationale, M. Lenin Cerna.

D'autre part, M. Alejandro Castillo, ambassadeur du Nicaragua au Guatemala, a regagné Managua, le 11 septembre, rappelé par son gouvernement pour « consultations ». Il a déjà indiqué qu'il *évoquerait* avec les autorités sandinistes le récent décès au Guatemala du secrétaire de l'université nationale autonome du Nicaragua, M. Denis Martinez. A cette mort, que Managua tient pour suspecte, se sont ajoutées les *disparitions*, ces *derniers mois* au Guatemala, de six Nicaraguayens. La tension entre les *deux pays s'est encore accrue* après une récente déclaration du chef d'Etat guatémaltèque, le général Lucas, qui a qualifié de « farce » la révolution nicaraguayenne. L'un des membres de la junte sandiniste, M. Sergio Ramirez, a déclaré que « *le gouvernement guatémaltèque protège les groupes terroristes de droite et a permis aux somozistes d'organiser chez eux un gouvernement en exil* ».

D'autre part, le ministre nicaraguayen de l'intérieur a annoncé le 11 septembre, le démantèlement d'une « *bande contre-révolutionnaire* » qui menait des opérations contre des sandinistes près de la frontière avec le Honduras.

UN INSPECTEUR DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX EST MENACÉ DE RÉVOCATION

Le conseil de discipline de la police nationale a proposé, jeudi 11 septembre, la révocation d'un inspecteur des renseignements généraux, M. Jean-Pierre Bataille. Agé de vingt-huit ans, M. Bataille avait été inculpé par M. Jean *Beyer, juge d'instruction* à Paris, de détournements d'actes par un fonctionnaire et enlèvement volontaire de pièces détenues dans un dépôt public et incarcéré à la maison d'arrêt de Fresnes (*le Monde* du 12 juin).

Les faits qui lui sont reprochés étaient apparus incidemment au cours de l'enquête qui avait abouti, le 27 mai, à l'arrestation de trois militants nationalistes corses, MM. Alain Orsoni, *vingt-cinq ans, accusé d'avoir* participé à plusieurs attentats à Paris ; Toussait Poggioli, vingt-huit ans, et Pierre Bugny, vingt-six ans (*le Monde* des 20 mai et 4 juin).

M. Bataille avait fourni à M. Bugny, instructeur dans un centre de préparation militaire, des rapports des renseignements généraux sur les milieux d'extrême droite et deux photocopies de la carte de policier d'un de ses collègues.

Le conseil de discipline — composé de quatre représentants de l'administration et de quatre représentants du personnel — ayant donné son avis, la décision finale revient au ministre de l'intérieur.

Le 19 septembre, ce sera au tour de l'inspecteur stagiaire, M. Paul-Louis Durand, ancien membre de la FANE, dissoute le 3 septembre, de pomparaître *devant le conseil supérieur*.

Le numéro du « Monde » daté 12 septembre 1980 a été tiré à 548 411 exemplaires.

Aux États-Unis

UN DIPLOMATE CUBAIN AUPRÈS DES NATIONS UNIES A ÉTÉ ASSASSINÉ

New-York (*A.F.P.*). — Un diplo*mate cubain auprès des Nations* unies a été assassiné, le jeudi 11 septembre, dans le quartier du Queens, à New-York. Avant même l'annonce par la police de cet attentat, l'organisation clandestine anticastriste Oméga 7 en avait revendiqué la responsabilité. Le diplomate, M. Félix Gardia Lopez, membre de la mission cubaine auprès de l'O.N.U., était en voiture, vers le début de la soirée, dans une rue commerçante du Queens, lorsqu'il a été atteint d'une balle dans la nuque, a indiqué la police. Sa voiture a fait une embardée et a percuté un véhicule venant en sens inverse. Il n'y a pas eu d'autres victimes.

L'ambassadeur cubain auprès des Nations unies, M. Raul Roa, sera la prochaine victime, a affirmé l'organisation terroriste qui a *revendiqué* l'attentat *contre* M. Félix Lopez.

Au Chili

LARGE VICTOIRE DU GÉNÉRAL PINOCHET AU RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

Santiago (*A.F.P., Reuter*). — *Comme il était attendu*, les « oui » l'ont largement emporté lors du référendum constitutionnel du 11 septembre au Chili. Près de 70 % des votants, selon les chiffres officiels diffusés après dépouillement de la moitié environ des bulletins, ont approuvé le texte qui leur était soumis par le général Pinochet. Les « non » représentaient environ 28 % des voix — sensiblement plus que lors du premier référendum organisé par la junte militaire en 1978, qui avait été approuvé par 74 % des voix.

L'opposition, représentée essentiellement par la démocratie chrétienne de l'ancien président Eduardo Frei et par les partis socialiste et communiste, qui agissent dans la clandestinité, ont accusé les autorités d'avoir « *honteusement manipulé* » les opérations de vote.

La nouvelle charte interdit à la gauche marxiste toute activité politique ou syndicale. Elle permet au général Pinochet de rester au pouvoir au moins jusqu'en 1989, et éventuellement jusqu'en 1997.

● *Deux attentats* ont été commis vendredi contre des diplomates chiliens à Porto et Lisbonne. Les explosions, qui n'ont pas été revendiquées, n'ont fait que des blessés légers. Le premier attentat a été dirigé contre les bureaux du consul honoraire du Chili à Porto. Le deuxième contre un immeuble occupé par des services de l'ambassade du Chili. — (*Reuter*.)

En République Sud-Africaine

LA CONDAMNATION A MORT DE M. JAMES MANGÉ EST COMMUÉE EN VINGT ANS DE PRISON

Bloemfontein (*A.F.P.*). — La cour d'appel de Bloemfontein (Etat libre d'Orange) a commué, jeudi 11 septembre, la condamnation à mort de M. James Daniel Mangé, accusé d'appartenir au Congrès national africain, en peine de vingt ans de prison.

M. James Daniel Mangé, avait été arrêté en octobre 1979 pour n'avoir pas respecté le code de la route. Il devait ensuite être *accusé* d'avoir fomenté une attaque préméditée contre un policier de Whittlesea, près de Queenstown (province du Cap), et d'appartenir au Congrès national africain (A.N.C.), interdit. Il avait été condamné à mort par la Cour suprême du Natal, le 15 novembre 1979.

[Depuis dix mois, une vaste campagne de protestation avait été organisée à travers le monde par les mouvements hostiles à l'apartheid pour faire pression sur le gouvernement de Pretoria et empêcher l'exécution de M. James Mange.]

A la Villette

LA CONSTRUCTION DU MUSÉE DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE SERA CONFIÉE A L'ARCHITECTE ADRIEN FAINSILBER

Le président de la République a reçu, jeudi 11 septembre, M. Delouvrier, président de l'établissement public d'aménagement de la Villette. « *Celui-ci*, indique un communiqué de l'Elysée, *lui a rendu compte des conclusions du jury sur les vingt-quatre projets architecturaux d'aménagement du musée des sciences et de l'industrie dans le parc de la Villette. Sur la proposition de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, et de M. Paul Delouvrier, le président de la République a décidé de confier le projet à l'architecte Adrien Fainsilber et à son équipe.* »

L'exposition des maquettes des vingt-quatre architectes consultés aura lieu en novembre prochain au Conservatoire national des arts et métiers.

UN « MEETING DE MASSE » ORGANISÉ PAR F.O.

M. André Bergeron prend à nouveau la défense du réformisme

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, devait à son tour prononcer le traditionnel discours de rentrée ce vendredi 12, à 15 heures, à Paris. Pour la sixième année consécutive, sa centrale organise à cette occasion un rassemblement de masse auquel participent des militants venus non seulement de la région parisienne mais de toutes les provinces, soit plus de 10 000 personnes.

Le discours de M. Bergeron a été pour une large part une défense et illustration du réformisme.

Il s'est gardé d'entrer dans la polémique C.G.T.-C.F.D.T., dont « *il n'est pas sûr que l'opinion ouvrière souhaite l'exaspération* » ; mais il s'est étonné du « *ravissement de ceux qui, il y a peu de temps, observaient la politique de F.O. avec indifférence ou la jugeaient avec sévérité* ».

F.O. a pu échapper à la crise du syndicalisme mais ne pratique pas l'immobilisme. Si le syndicalisme ne peut plus agir comme au début du siècle, « *il ne saurait pourtant perdre son âme* ». Autrefois, « *il campait dans la nation* ». Les droits qu'il a acquis doivent être élargis, mais « *les militants syndicaux ne peuvent annuler le droit de décider et de commander et le devoir de revendiquer* ». Combattant les protagonistes de l'autogestion comme ceux qui rêvent encore de l'association capital-travail, F.O. ne cesse d'affirmer son attachement au combat collectif.

M. Bergeron a ajouté : « *Les salariés exigeront de plus en plus le droit de s'exprimer, d'être écoutés et entendus, ils accepteront de moins en moins de subir les conséquences de décisions prises en dehors d'eux. Faut-il inventer d'autres structures ou, au contraire, se contenter d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité de ce qui existe ? Mais, surtout, peut-on admettre (...) que la politique du syndicat soit déterminée par (...) les « assemblées générales » (...) groupant indistinctement les adhérents de toutes les organisations et ceux qui ne sont affiliés nulle part, les réactions passionnelles engendrées par les difficultés d'un moment ?* »

L'autonomie du syndicat, son autorité, ne doivent pas être « *diluées dans des rassemblements incontrôlables, souvent noyautés par ceux dont les objectifs n'ont rien à voir avec les véritables intérêts des travailleurs !* »

Tout cela s'inscrit dans la démocratie représentative chère à F.O., qui s'élève à la fois contre la mise en cause des partis et contre les « *jugements récents à l'égard de nos camarades de la fonction publique et des entreprises nationalisées. Non parce que nombre d'entre eux sont affiliés à F.O., mais parce qu'il n'est jamais bon de dresser l'opinion publique contre ceux qui ont à charge d'appliquer les décisions du gouvernement et du Parlement* », a poursuivi M. Bergeron en rappelant les heurts des agents des finances avec le CID-UNATI.

Parlant de la cinquième semaine de congés payés, M. Bergeron a déclaré : « *Elle sera obtenue par voie conventionnelle ou bien le gouvernement et le Parlement en décideront. Ferme, F.O. ne se laissera pas entraîner dans la démagogie. Cela ne sera pas facile, étant donné que la C.G.T. et le P.C. feront flèche de tout bois pour tenter de reprendre la place que les socialistes leur ont ravie. Ils veulent apparaître comme les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière.* »

La durée du travail

Circonspect au sujet de la reprise de la négociation sur la durée du travail, M. Bergeron (après avoir évoqué la répartition du travail disponible, la réorganisation du marché intérieur, le pouvoir d'achat) a estimé un accord difficile. Le patronat, en effet, souhaite assouplir les garanties obtenues par les travailleurs sans leur consentir les contre-parties nécessaires. D'ailleurs, F.O. redoute « *que le règlement global — au niveau interprofessionnel — des questions sociales ne finisse par vider les conventions collectives de leur contenu, et scléroser la vie sociale, si importante pour la société démocratique* ».

« *Honneur et gloire à la classe ouvrière polonaise, qui nous a donné un extraordinaire exemple de courage et de foi dans l'immortalité des idéaux que nous défendons !* », s'est écrié M. Bergeron après avoir parlé des grèves de Pologne.

Il devait cependant exprimer des craintes quant à l'avenir des syndicats indépendants, le pouvoir communiste, selon lui, ne tolérant pas des syndicats libres, qui deviendraient vite un contre-pouvoir.

M. Edmond Baluka, animateur des grèves de 1970 à Szczezecin, présent à la tribune, a pris aussi la parole.

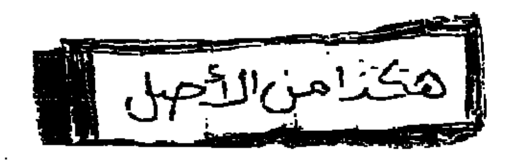
NOUVELLES BRÈVES

● *Trois attentats en Corse.* — Trois attentats ont été commis en Corse durant la nuit du 18 au 19 septembre à Solenzara (Corse-du-Sud). Un attentat à l'explosif contre un poste de transformation de l'E.D.F. a privé de courant un ensemble immobilier. En Haute-Corse, à Moltifao, une automobile utilisée par M. Bernard Trojani, trésorier du Centre départemental des jeunes agriculteurs de Corte, a été plastiquée. Enfin, trois cocktails Molotov ont été lancés contre le casernement des C.R.S. situé dans le quartier de Montessoro de Bastia. Aucun de ces attentats n'a été revendiqué.

● *Un chirurgien inculpé.* — Le docteur Jean Vidal, chirurgien esthétique, a été inculpé, jeudi 11 septembre, d'homicide involontaire par Mme Nida Bertolini, juge d'instruction à Paris. Mme Bertolini était saisie depuis le 20 novembre 1979 d'une information ouverte contre X... après le décès, le 7 juin 1979, de Mme Solange Martinez, trente-trois ans, à l'hôpital Beaujon. Celle-ci avait subi, quatre jours plus tôt, une opération de chirurgie esthétique — la pose de prothèses mammaires — pratiquée par le docteur Vidal à la clinique Prony, 41, rue de Prony, 75017 Paris. L'anesthésiste, le docteur Joseph Falk, avait été lui aussi inculpé d'homicide involontaire le 2 septembre (*le Monde* du 4 septembre).







LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

12 SEPTEMBRE

La hausse se ralentit

Après la hausse sensible de jeudi, le raffermissement du marché s'est poursuivi, mais à une cadence moins rapide. L'indicateur de tendance termine à + 0,41 % (+ 1,31 % la veille).

En cette fin de semaine, les opérateurs restaient confiants malgré la hausse spectaculaire du prix de l'or qui révèle une certaine inquiétude avant l'ouverture de la conférence de l'OPEP qui devrait discuter de l'indexation des prix du pétrole.

Le secteur des non-ferreux s'est distingué : Penarroya gagne 5,89 %, Imétal, 3,68 %. La demande a été particulièrement forte sur PUK (+ 1,87 %). La rumeur d'une cession prochaine de l'activité « aciers spéciaux », lourdement déficitaire, circulait à nouveau. Aux pétroles, Elf-Aquitaine gagne 0,67 %, Française des pétroles, 2,04 %. Elf-Gabon (+ 7,58 %) inscrit un nouveau cours record.

Parmi les hausses, on remarque Nobel-Bozel (+ 7,25 %), C.E.M. (+ 4,20 %), Poclain (3,79 %), B.H.V. (+ 3,64 %), Saint-Louis (+ 3,15 %).

Les baisses les plus marquantes sont enregistrées sur Cetelem (— 4,56 %), Entreprise Jean Lefebvre (—3,30 %) et Chargeurs réunis (— 3,30 %).

Aux étrangères, les mines d'or sont particulièrement fermes. Randfontein gagne 13,69 %. Sur le marché de l'or, le lingot casse la barre des 90 000 F (91 010 F), mais la hausse de son cours a été inférieure à celle enregistrée sur les marchés étrangers, puisque sa parité ressort à 683,95 dollars l'once contre 693,50 dollars à Londres. Le napoléon, en revanche, a gagné 9 F à 798,90 F. L'emprunt 4 1/2 % ne progressant que de 10 F à 2 680 F et le 7 % restant inchangé à 8 840 F.

Taux du marché monétaire

Effets privés du 12/9 ...... 11 1/4 %

LONDRES

BIEN DISPOSE

Sur un marché bien disposé dans l'ensemble au début du nouveau terme boursier, les mines d'or s'inscrivent en vive hausse, en liaison avec le métal, les industrielles et les pétroles sont fermes.

Or (ouverture) (dollars) 693 50 contre 674

VALEURS	CLOTURE 11/9	COURS 12/9
Beecham	156 ...	158 ...
British Petroleum	358 ...	362 ...
Courtaulds	61 ...	61 ...
*De Beers	11 11/16	11 13 16
Imperial Chemical	378 ...	370 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	478 ...	488 ...
Shell	412 ...	414 ...
Vickers	136 ...	136 ...
War Loan 3 1/2 %	32 ...	33 ...
*West Driefontein	88 ...	102 ...
*Western Holdings	89 1/2	93 1/4

(*) En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE DES MACHINES BULL. — Le rapprochement entre Olivetti et C.I.I.-Honeywell-Bull se concrétise. Le conseil d'administration de la Compagnie des machines Bull vient en effet d'approuver la fusion de la Compagnie avec la Société Cadamas, filiale du groupe Saint-Gobain, qui détient 23,3 % du capital d'Olivetti. Les parités d'échange font ressortir pour le titre Machines Bull une valeur de 58 F, soit un niveau voisin des cours actuels (56,50 F jeudi).

Pour l'exercice 1979-1980, clos le 30 juin 1980, la Compagnie des machines Bull enregistre un résultat d'exploitation de 41 millions de francs (contre 26,9 millions) et un bénéfice net de 40,9 millions de francs (contre 49,1 millions). Le bénéfice de l'exercice 1978-1979 comprenait, il est vrai, une plus-value de cession de 23,2 millions de francs. Le dividende a été fixé à 1,70 F (contre 1,50 F).

CEM. — Pour le premier semestre 1980, le résultat après amortissements sera encore déficitaire. Mais la perte sera nettement réduite par rapport à 1979.

DELMAS-VIELJEUX. — Le dividende brut de l'exercice se monte à 30 F par action (contre 24 F au titre du précédent exercice).

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	11/9	12/9
1 dollar (en yens)	215 30	215 30

NEW-YORK

Hausse modérée

Nouvelle séance de hausse modérée pour Wall Street : l'indice Dow Jones s'inscrit en hausse de 2,82 points à 941,30.

Le volume d'affaires s'est un peu réduit, passant de 51,43 millions à 44,77 millions de titres. Une partie des opérateurs n'étaient pas présents sur le marché en raison de la fête juive du Rosh Hashana.

La reprise des ventes de détail, enregistrée en juillet par le département du commerce (+ 2,9 %), n'est pas étrangère à cette résistance du marché. Les prévisions de hausse du taux de base n'ont, en revanche, pas affecté les esprits.

Les secteurs les plus entourés ont été les pétroles, les techniques de pointe, l'armement.

La valeur la plus active a été Sony Corp., qui gagne encore 1 point (14 1/4). Colgate-Palmolive est en progrès de 3/4 (17 1/4), Chrysler de 1/8 (9 7/8) et I.B.M. de 5/8 (66 3/8). Coca-Cola, en revanche, baisse de 1 1/4 (32 3/8).

Aux mines d'or, ASA s'octroie 1 1/4 (78 3/8), Homestake 2 5/8 (97 3/8), Sunshine Mining 1 point (20 5/8).

Au total, le nombre de valeurs en hausse (987) était plus important que celui des valeurs en baisse (517).

VALEURS	COURS 10/9	COURS 11/9
Alcoa	67 ...	67 1/4
A.T.T.	54 3/8	53 5/8
Boeing	38 7/8	38 7/8
Chase Manhattan Bank	43 5/8	43 3/4
Du Pont de Nemours	44 1/2	44 3/4
Eastman Kodak	83 3/4	83 3/4
Exxon	71 3/8	71
Ford	29 7/8	30 1/8
General Electric	53 1/4	53 3/4
General Foods	30 1/8	30 1/4
General Motors	54 3/8	54 3/4
Goodyear	16 1/2	16 3/8
I.B.M.	66 1/4	66 3/8
I.T.T.	30 7/8	30 7/8
Kennecott	33 3/8	34
Mobil Oil	68 1/8	69 1/2
Pfizer	42 5/8	42 3/4
Schlumberger	142 3/8	146 3/8
Texaco	37 1/4	37 4/4
U.A.L. Inc.	20 7/8	20 1/4
Union Carbide	44 7/8	44 ...
U.S. Steel	22 5/8	22 3/4
Westinghouse	27 1/2	27 5/8
Xerox	63 3/4	61 ...

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	10 sept.	11 sept.
Valeurs françaises	111,1	112,1
Valeurs étrangères	115,8	115,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	111,5	112,1

BOURSE DE PARIS - 12 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	28 40	2 352	S.P.E.G.	221 50	221	Locabail Immob.	348	360	Immoinvest.	161	161 50
[illegible]											

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Ch. France 3 %	190 10	191 50
A.G.F. (Sté Cent.)	330	335
Ass. Gr. Paris-Vie	2080	2200
Concordia	360	350
Epargne France	330	330
Financ. Victoire	360	36.
France I.A.R.D.	170	170 10
Gan (Sté) Centr.	688	690

* Cours précédent.

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2550	4,5 % 1973	2670	2680	2645	2670
3710	C.N.E. 3 %	3700	3700	3700	3700
405	Afrique Occ.	423	423	422	423
465	Air Liquide	470	472	471	472
99	Als. Part. ind.	103 50	103 50	109	106 40
420	Als. Superm.	430	435	435	436
78	Alsthom-Atl.	78 20	79 45	79 50	78
235	Applic. gaz.	253 50	254 50	255	255
[illegible]					

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	cours préc.	COURS 12 9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 138	4 138	4 030	4 240
Allemagne (100 DM)	232 640	232 580	226	238
Belgique (100 F)	14 504	14 486	13 980	14 600
Pays-Bas (100 fl.)	213 860	214 020	206	217
Danemark (100 krd)	75 180	76 220	72	77
Norvège (100 k.)	85 780	85 950	83	89
Grande-Bretagne (£ 1)	9 972	9 994	9 750	10 250
Italie (1 000 lires)	4 882	4 886	4 550	4 950
Suisse (100 fr.)	253 850	253 900	248	260
Suède (100 krs)	99 595	99 720	96	101 500
Autriche (100 sch.)	32 860	32 840	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	6 652	6 685	5 450	5 850
Portugal (100 esc.)	8 345	8 360	7 600	8 500
Canada ($ can. 1)	3 548	3 565	3 470	3 700
Japon (100 yens)	1 922	1 942	1 850	1 950

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12 9
Or fin (kilo en barre)	89990	90440
Or fin (en lingot)	85995	91 .1.
Pièce française (20 fr.)	789 90	798 80
Pièce française (10 fr.)	429	439 5
Pièce suisse (20 fr.)	649 40	645 10
Pièce latine (20 fr.)	632	631
Souverain	822	831
Pièce de 20 dollars	3280 40	3210 40
Pièce de 10 dollars	1640	1659 80
Pièce de 5 dollars	982 50	876
Pièce de 50 pesos	3749 50	330..
Pièce de 10 florins	650	62) 1





PHILIPPE COUSIN.

Deux jeunesses

La jeunesse ? Un disque usé. Un discours cent fois entendu depuis quinze ans, retapé, rafistolé, que ne tiennent plus guère que des vétérans de 68 dont les cheveux longs grisonnent ou se clairsèment. Il a fallu l'été, et ses bourlingueurs bariolés venus d'ailleurs, pour évoquer le souvenir des années chaudes.

La jeunesse s'amenuise et « se range ». Les universités se « dégraissent ». On y travaille, certes, mais comme on pointe à l'usine. On y reste le moins longtemps possible, puisqu'il n'y a plus rien à se dire. Si les lycées sont surchargés, le primaire se vide et la chasse aux écoles à effectifs jugés trop petits va bon train.

Le phénomène touche tous les pays riches (1). On s'y retrouve enfin entre gens sérieux et, pour tout dire, adultes. Soulagement. Les garçons et les filles ont le choix entre le spleen, l'étude de l'informatique et les comparaisons entre les statistiques de chômage dans les diverses professions. Pourvu qu'ils soient bien peignés, bien repassés, se soucient un peu d'économie que l'on disait naguère politique, aient un gentil pincement au cœur lorsqu'on parle des répressions massives en Amérique latine et des famines africaines, on leur pardonne quelques motocyclettes et quelques excentricités bien tempérées. Il en est de désespérés, mais, se rassure-t-on, cela passera avec l'âge...

Il reste l'ennui. Une société sans jeunesse est une société qui stagne. L'imagination n'a guère été au pouvoir. Affronter un monde inconnu armé seulement de savoir et de sagesse, est-ce suffisant ?

Mais cette jeunesse qui s'estompe, c'est la jeunesse « moyenne ». Il en est une autre qui foisonne, grouille, crie. Celle des cités lépreuses ou concentrationnaires. Cette jeunesse-là est nombreuse et le restera. Les enquêtes ont montré, en 1975, que la fécondité baisse à mesure que la qualification professionnelle augmente. Ou inversement. 7 % d'immigrés assurent en France plus de 11 % des naissances. Enfants de « paumés », enfants d'immigrés qui, comme ceux de Saïd, rencontré par Poirot-Delpech, ne sont plus de chez eux et ne sont pas de chez nous. Ceux-là, les refusés de partout haïs et haïssants, révoltés ou résignés à former les futures « classes criminelles », ils sont aussi l'avenir. On peut ou bien les considérer comme une plaie sociale déplorable, qu'il faut soigner au jour le jour, soigneusement circonscrire, avec l'espoir vain que le temps, une hypothétique remontée de l'emploi, arrangeront les choses. Ou bien penser que c'est affaire de police et de répression.

Mais on peut estimer aussi, comme la plupart de ceux qui se penchent sur cette jeunesse dite déshéritée, que reporter sur ce domaine en friche une partie de l'effort consenti au cours des années 60 serait d'abord un geste de justice, une mesure de précaution aussi, mais encore l'utilisation d'une force à l'état sauvage. Plutôt que de laisser cette force s'engager ou s'enfoncer dans la délinquance, ou fournir des troupes à de redoutables aventures. Il reste à savoir comment, les essais d'adaptation du modèle d'éducation « classique » ayant jusqu'à présent, malgré des efforts individuels poussés jusqu'à l'héroïsme, donné de très médiocres résultats.

Opposer une jeunesse repue et — tristement ou non — conforme à une jeunesse hors la loi est facile et peut-être, au fil de telles ou telles arrière-pensées, dangereusement démagogique.

Il faut au moins constater que, dans l'un et l'autre cas, et sous une forme très différente, elles ont en commun un sentiment : celui d'être abandonnées, l'une parce qu'elle ne suscite plus la crainte, l'autre parce qu'elle ne suscite que la crainte.

J. P.

(1) *Le Monde de l'éducation*, septembre 1980. La France sans enfants ? ? F.

Pantalons

Mon retour de vacances à l'étranger s'est trouvé agrémenté d'un petit séjour à la douane, qui s'est terminé par le paiement d'une amende que j'avoue avoir bien méritée, là n'est pas la question.

Officier supérieur de notre armée, j'ai demandé à l'auteur de mes ennuis (au demeurant très correct) de me conduire à son officier pour m'expliquer et, éventuellement, obtenir une atténuation des pénalités que j'encourais.

« *Je regrette, mais l'officier n'est pas là* », me fut-il répondu, cela juste au moment où un lieutenant à deux barrettes sortait du bureau à quelques mètres de nous.

« *Alors qui est ce monsieur ?*, demandai-je.

— *C'est le chef de poste : chez nous, les officiers ne se reconnaissent pas au nombre de barrettes mais à la largeur de la bande rouge du pantalon.* »

J'en ris encore, peut-être pour ne pas avoir un autre sentiment, de tristesse celui-là.

J. DE LA HIGUERAI,
(Béziers.)

Le vrai passé

L'article d'Olivier de Roussilhes « Le passé en cassettes » (*le Monde Dimanche* du 31 août) montre une fois de plus que les vieux, ou ce qu'ils ont connu, sont maintenant mis au musée, grâce aux ethnologues. (...) Pour ressusciter un passé qui ne soit pas seulement destiné au musée, il ne s'agit pas de faire travailler uniquement la mémoire de ce qui est connu : il faut faire resurgir aussi ce qui n'avait pas été formulé, ce qui avait été à peine ressenti au moment où cela était vécu ; il s'agit de retrouver tous les abandons plus ou moins conscients, tous les choix implicites, qui précédaient ou accompagnaient des manières de vivre qu'on ne concevait guère autrement. Ce travail ne peut être fait qu'avec une méthode tout à fait différente de celle de l'ethnologue, du sociologue, ou de l'historien : il faut que les personnes âgées retrouvent quelques-uns des facteurs individuels ou collectifs qui ont constitué leur existence et son évolution, et qu'à l'époque ils ne connaissaient pas forcément.

Les éléments du passé se trouvent ainsi reliés aux transformations vécues, et aussi à la situation présente : de la sorte, les personnes âgées peuvent acquérir une compréhension de la société actuelle, qui ne commence pas seulement par : « *Ah ! de notre temps...* »

Mais ceci met en cause la conception qu'on se fait implicitement du rôle des personnes âgées, ou du rôle qu'elles se donnent, de gardiens de la tradition et du passé : regarder le passé en l'actualisant représente pour les personnes âgées plus qu'un exercice destiné à produire une imagerie tronquée, pour un musée. La résurgence des plaisirs, des émotions, des désirs non avoués, parce que non avouables à une époque, des rancœurs mises à l'écart, ou apparues rétrospectivement, etc., peut leur permettre d'être à l'écoute du monde actuel, et notamment à l'écoute des jeunes, de leurs projets ou de leurs utopies. Seules les personnes âgées savent le prix, jamais comptabilisé, des transformations qu'elles ont connues : les espoirs, les rêves abandonnés au profit de ce qui était alors considéré comme la réalité nécessaire, ou meilleure, et qui, rétrospectivement, n'en valait peut-être pas la peine. Les utopies que peuvent maintenant élaborer les personnes âgées, elles aussi, ont le poids de tous ces abandons.

C'est par ces utopies que les personnes âgées retrouveront une nouvelle place sociale.

F. FAUCHEUX.
(Orléans.)

Viandes

Un dimanche matin, avant de partir en vacances, je vais chez mon boucher, grande boucherie du 17ᵉ arrondissement.

Je prends la suite d'un monsieur qui terminait une grosse commande.

Je demande modestement mes 200 grammes de viande hachée.

Le monsieur revient et dit au garçon boucher : « *Pour mes chiens, ce sont des chiens de chasse, il faut la première qualité de viande. Pour mon personnel, la qualité m'est égale.* »

Le garçon fait un simple signe de tête et ne répond rien.

Denise LECIP,
(Paris.)

P.-S. — J'ai quatre-vingt un ans.

Chirurgie esthétique

La lecture de l'article d'Agnès Thivent : « Les mauvaises surprises de la chirurgie esthétique » (*le Monde Dimanche* du 27 juillet) laisse encore une fois transparaître les rivalités entre divers groupes pour accaparer le monopole de cette chirurgie. Cela, nous dit-on, pour assurer une plus grande sécurité aux patients et plus de moralité à la profession. Intentions hautement louables, mais qui demandent mûres réflexions, car les décisions que pourrait prendre le conseil de l'ordre auraient de nombreuses implications, ne serait-ce que médico-légales. En effet si l'information que vous donnez est exacte, le conseil de l'ordre aurait décidé d'ajouter le terme « esthétique » à la dénomination de « chirurgie plastique et reconstructrice », donnant ainsi son aval de « chirurgien esthétique » aux seuls titulaires de cette qualification. Ce faisant il risquerait d'induire le public en erreur donnant sa caution globale pour tous les actes de chirurgie esthétique. Or, comme il est justement indiqué dans votre article, tous les chirurgiens esthétiques ne font pas tout et tout bien.

La chirurgie esthétique n'est pas une et indivisible, c'est une discipline dont les portes d'entrée, c'est-à-dire la formation d'origine, sont diverses. Certes, la qualification en chirurgie plastique réparatrice y conduit tout naturellement et permet d'accéder à la technicité « esthétique » pour presque toutes les interventions sauf une : la rhinoplastie. J'affirme en effet que cette intervention nécessite une solide formation O.R.L.

Combien de patients ayant subi une rhinoplastie purement esthétique se plaignent de ne pas respirer convenablement, usent et abusent des vasoconstricteurs dont ils deviennent véritablement dépendants.

L'O.R.L. est très souvent amené à prendre en charge les oreilles décollées du simple fait de son recrutement et parce que les voies d'abord de l'oreille et le lien géographique lui sont coutumiers.

A côté de ceux qui « couvrent » tous les domaines de la chirurgie esthétique, beaucoup réalisent parfaitement des interventions dans des domaines précis qu'ils se sont fixés volontairement.

Il n'est pas convenable et il n'est pas conforme à la réalité de sacrer les uns « chirurgiens esthétiques » et de jeter l'anathème sur les autres.

Il serait souhaitable qu'un groupe de réflexion, dépendant ou non de l'ordre, repense ce problème, afin, en définitive, de rejeter et de dénoncer ceux qui méritent de l'être, c'est-à-dire ceux pour qui la chirurgie esthétique est une affaire commerciale, qui opèrent n'importe qui, méconnaissent les réels problèmes psychologiques des patients, et qui, profitant de la détresse morale de bien des « demandeurs de bonheur », associent leur incompétence à leur immoralité.

Dr Lucien GOMULINSKI,
(attaché-consultant des hôpitaux de Paris.)

La règle chrétienne

N'en déplaise à R. Desplaces (« Inaccessible règle chrétienne » dans *le Monde Dimanche* du 10 août), la règle chrétienne n'est pas inaccessible. Elle n'est pas faite pour des anges, mais bien pour l'humanité, avec ses faiblesses. Elle ne demande donc pas l'impossible, mais de collaborer, dans la mesure de ses moyens, à l'œuvre de Dieu.

Le monde a été créé par lui, mais il nous a demandé de travailler avec lui à son accomplissement.

« L'homme se fait son âme tout le long de ses jours terrestres. En même temps, il collabore à une autre œuvre, « l'achèvement du monde » (*le Milieu divin*, par le Père Teilhard de Chardin). Bien sûr, cela demande un effort perpétuel et ne va pas sans des échecs, sans des retombées. Mais l'important est que le chrétien soit persuadé du rôle immense que Dieu lui a réservé, et qu'il ne se décourage pas.

Le chrétien ne doit pas « *garder le silence qui veut dire rien s'il lui est demandé ce qu'il fait effectivement pour s'identifier à Dieu* ».

Bien au contraire, surtout à notre époque où nul n'ignore ce qui se passe sur notre planète, il doit élever la voix, se faire entendre. Pas seulement pour « *annoncer la couleur de ses convictions* », mais pour dénoncer les injustices, inciter à l'action tous les hommes de bonne volonté.

S. BRACHET
(Gleizé).

VOUS et MOI

Devenir villageois

Saint-Fulcran-de-Fobis

Dear Fred,

Tu me demandes : « **Peut-on s'installer dans un village du Midi ?** » Tu t'inquiètes, ayant lu un article (1), où des gens pleuraient à chaudes larmes : « **Le rêve s'est fendillé..., nous avons subi une sorte de xénophobie..., cela jusqu'aux pneus** *crevés*..., **nous sommes arrivés ici avec un cœur gros comme ça — et nous avons reçu des coups de pied au cul...,** *incompréhension..., malveillance...*, **on sera toujours des étrangers...** »

N'aie pas peur ! Relis l'article. Tu verras que les Parisiens dont il s'agit sont descendus sur leur village comme un don miraculeux du Bon Dieu. On allait les remercier d'avoir acheté une maison délabrée et bon marché, et leur demander des leçons sur l'art de vivre. Ils feraient bénévolement de l'animation culturelle, organiseraient des fêtes et une garderie d'enfants : bref, ils allaient civiliser les sauvages et être aimés par-dessus le marché.

Et ils sont repartis, tristes comme des missionnaires qui apprennent qu'on veut *les servir bouillis avec des* ignames, aux poivrons forts.

Toi, *tu n'es pas parisien* mais londonien — ce qui veut dire que tu accepteras *sans rechigner la condition* d'étranger, même si tu vis dans un village du Midi jusqu'à l'âge de cent ans (ce que j'espère). Etre étranger, *ce n'est pas du tout désagréable*. D'abord, tu l'es — et tu le serais, même parisien. *Cela te donne une* identité, une *persona*. Et puis, c'est cool. Ici, depuis cinq ans, *je ne m'échauffe* pas chaque fois que Mrs Thatcher fait des bêtises.

Pareillement, si jamais l'excellent gouvernement français venait à me sembler *manquer un tantinet* d'une des vertus cardinales, mon indignation serait tempérée. A Saint-Fulcran même, on me laisserait rester *neutre si jamais (à Dieu* ne plaise !) une brouille se développait entre certains de mes concitoyens.

Tu te contenteras donc d'être « l'Anglais » jusqu'à *ta mort. (Après tout, ce n'est* pas un mauvais titre..., mais chut !) Et puis, tu es déjà un connaisseur de villages. Tu sais qu'un vrai village *(je ne parle pas de dortoirs)* n'est pas comme un immeuble, c'est vivant, c'est fort, c'est fragile. Cela a ses raisons, et ce n'est pas le *premier étranger venu qui* les appréciera tout de suite. *C'est comme un club*, avec son histoire, ses habitudes, ses manies. On devrait avoir *à demander l'accord de ses* membres avant de pouvoir s'y installer, faire son noviciat. Acheter une maison, c'est comme se mettre à une table déjà occupée, au restaurant — mais plus *grave, car cela dure plus* longtemps. Si on ne veut pas essayer de se plier aux habitudes, *de partager* la vie telle qu'on aime la mener dans cette petite société, en la respectant, mieux vaut rester anonyme *dans son immeuble.*

Mais j'oubliais : il n'y a plus de vrais villages anglais. Là, ce qui reste du prolétariat agricole habite de petites H.L.M. avec salle *de bains* et T.V., se nourrit sordidement de bâtonnets de cabillaud congelés (à la *ketchup en bouteille) et de* boîtes de conserves, et ne sort que pour surveiller les *machines à traire et pour* son séjour-forfait sur la Costa Plastique avec le prolétariat industriel (frites, bière, musique pop). Dans les vraies maisons de village dorment les cadres et intel*lectuels qui travaillent en* ville, à 40 kilomètres de distance. Eux — tu le sais, car tu en es — boivent à leurs repas du vin ordinaire *à 20 francs le litre, et, s'inspirant de* **French Provincial Cooking** d'Elizabeth David, de **Charcuterie and French Pork Cookery** de Jane Grig*son et de* **Mediterranean Seafood** d'Alan Davidson (2), font de bons petits plats.

Eh bien, la bonne nouvelle ! Non seulement le *paysan* du Midi te reçoit comme s'il était un profes*seur d'université anglais* : mais aussi, qu'il est gentil, civilisé, sympathique, généreux, éveillé, raisonnable, entreprenant et nullement *xénophobe ! Du moins*, voilà le Fulcranais. Il me semble que les gens des villages voisins sont un tout petit peu moins gentils, etc.

Oui, nous en avons eu, des Parisiens, à Saint-Fulcran. Je t'ai déjà parlé de *M. Dupont, qui a battu en* retraite après avoir affirmé que son chat, disparu, a dû être mangé par quelqu'un (félicides quelquefois, les *Fulcranais, mais jamais ailurophages*). Savais-tu que Mme D... était férocement antichasseur ? Va pour ses excellents sentiments, mais nos *vieux*, qui chassent depuis leur jeunesse, n'aimaient pas qu'elle les traite *de vicieux. D'autres* Parisiens ont acheté la maison des D... pour les vacances *seulement*. Ils *sont* doux, timides, contents d'être ici, participent aux événements, acceptent des cadeaux (cerises, tomates, raisin...), et en rendent. Je crois qu'ils seront les bienvenus quand ils prendront leur retraite.

Mais pas les jeunes terroristes. Ce ne sont pas de vrais *terroristes*, sans doute — peut-être seulement des végétariens. Question de *chevelure... Lui fait quelque* chose dans les Eaux et Forêts, elle, retape (avec goût) une vieille maison sur la place. Assez instruite, car *elle nous emprunte* des livres en anglais. Mais — mais ! — elle nous a confié que les mémés l'ont incitée à s'asseoir avec elles, le *soir, sur la place, quand il* fait frais..., et elle de répondre : « **Non merci, nous n'avons pas le même âge,** on ne pourrait pas se par*ler, on n'a pas d'intérêts* **communs.** » Les bonnes vieilles Fulcranaises savent tant de choses intéressantes ! Et cette fille est *enceinte de cinq mois* : quel sujet de conversation ! Et quelle entrée dans cette société, un accouchement ! Et un nouveau petit Fulcranais... *Mais non, et ils laissent* leur poubelle devant leur porte, sur la place — notre belle place — au lieu de faire comme tout le *monde (avoir une petite* poubelle derrière la porte et la vider deux fois par jour). A qui est l'incompréhension ? Qui est le sauvage ?

Toi, sans grossesse, que feras-tu ?

Tu seras d'abord transparent, à la manière villageoise. Tu te promènes : on te *dira : « Vous vous promenez, monsieur Fred ? »*, et tu répondras : « *Oui, madame Unetelle, je me promène.* » Ou tu diras où tu vas. Un médecin londonien de *mes amis a passé* quelques jours chez nous, et, nouveau, j'avais omis d'annoncer aux Fulcranais sa visite. Ayant invité notre *médecin actuel à venir par*ler boutique avec son homologue anglais, j'ai dû cir*culer le lendemain pour* annoncer que non, personne n'était malade, bien que la voiture *du docteur Crozes* fût restée une heure et demie devant la maison. C'est comme cela, un vrai village. *Sécurisant. Pas de chance* de mourir inaperçu. On peut ne pas aimer cela, et cela doit irriter profondément les jeunes. Bon, le *monde est plein de grandes* villes.

Tu iras aux enterrements ; et au Loto (essaie de ne pas gagner, la première fois ; essaie *de gagner*, la deuxième fois — tout le monde sera content pour toi) ; et au monument aux morts, le 11 novembre (tu *as été un allié*) ; et *aux* excursions. Apprends ; écoute ; observe ; admire ; garde la petite tes brillantes suggestions si tu en as — *la plupart, et tu t'en rendras* compte plus tard, ne marcheraient pas. Surtout, **demande des conseils** (restaurants ? Fournisseurs de *volailles ? Recettes ?* Vins ?). Moi, j'ai eu de la chance : on m'a gentiment prêté un bout de jardin arrosable (et gratuitement — *cela ne s'achète ni ne se* loue). Ayant appris tout mon jardinage dans le Devonshire, où une *pluie* fine tombe tous les deux jours, *j'ai eu tout à apprendre.* Les jardiniers fulcranais, eux, ont appris que je suis un peu bête, assez malhabile, mais que je montre de *la bonne volonté*, que je les écoute, que j'essaie de faire du travail honnête, et *que si on me donne assez* de temps, je pourrais, enfin peut-être, devenir un bon jardinier. Nous *nous* respectons donc, eux et moi. Cela a valu ma peine, même sans compter les tomates.

A un de ces jours ?

JOHN HARRIS.

(1) « LeMonde Dimanche », 10 août 1980 : *le Retour de la terre.*

(2) Penguin Books, tous les trois.

Actuelles

Bains de mer

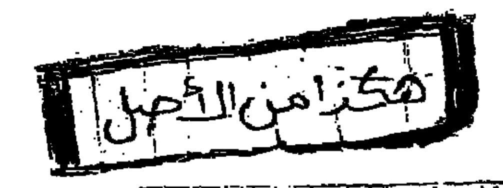
« Le mouvement des voyageurs sur les plages de la Méditerranée pendant la saison d'été s'accentue chaque année, et les riantes stations du littoral deviennent de plus en plus fréquentées depuis que le public s'est rendu compte des précieux avantages qu'offre la saison estivale dans une contrée « où l'été n'est que la continuation du printemps » [...].

» L'objection que quelques réfractaires font encore le plus communément contre le séjour du littoral pendant l'été se résume dans le prétexte « chaleur ». C'est l'objection la plus spécieuse qu'on puisse émettre [...].

» Les bains de mer pris dans la Méditerranée offrent de précieux avantages qu'on n'a pas encore assez fait ressortir [...]. La caractéristique notable de l'immersion au sein de cette onde irisée doit être considérée dans l'effet produit par la vague. Alors que sur d'autres plages la lame vous arrive dans un choc toujours brutal et souvent dangereux, ici la petite vague vous bat le derme et vous malaxe les muscles par de légers coups de plat et de crête bien rythmés. Aucun massage [...] ne vaut ce massage marin qu'exercent avec cadence et pondération cent mains neptuniennes jamais lasses. »

Etc. D'un prospectus des chemins de fer P.L.M., *Bains de mer de la Méditerranée, Côte d'Azur*, de 1906.

JEAN GUICHARD-MEILL.



SUPPLEMENT AU NUMERO 11 080, NE PEUT ETRE VENDU SEPAREMENT
DIMANCHE 14 SEPTEMBRE 1980



Malaise chez les « nouveaux hommes »

Être un homme, aujourd'hui, ne va plus de soi. Pour la génération qui a subi la poussée féministe, c'est l'heure des doutes et des interrogations. Quelle nouvelle identité masculine ?

YVES MAMOU

LES *jeunes loups ont* aujourd'hui du vague à l'âme. Témoin — parmi tant d'autres — Jean-Pierre, trente-huit ans, chef de publicité dans un journal parisien. « *J'ai investi toute mon énergie dans mon travail. J'ai été dressé à cela. C'est comme ça. Je n'y pouvais rien.* » Une histoire presque banale. « *Ma femme m'a quitté à cause de mon travail. Je partais tôt le matin, elle dormait encore, je rentrais tard le soir, elle dormait déjà.* » Divorce puis, un an après, un incident cardiaque. La solitude d'un lit d'hôpital — « *personne n'est venu me voir* » — a fait beaucoup réfléchir Jean-Pierre. Aujourd'hui, il a repris le collier, mais le cœur, si l'on peut dire, n'y est plus. « *Je me suis usé à renvoyer toutes les balles, ce n'était pas là l'essentiel.* » Pour rattraper le temps perdu, Jean-Pierre fait du yoga, de l'aquarelle et rêve d'avoir un enfant. « *Si c'était à refaire...* »

Etre un homme, aujourd'hui, ne va plus de soi. Si les femmes *ont depuis dix ans crié* leur désenchantement d'épouse, de mère — femme-objet, femme exploitée, — les hommes, eux, ont fait le gros dos, espérant que l'orage passerait. Les revendications féminines, ils les ont même parfois trouvées justifiées — égalité des droits et des salaires. A leur grand désarroi, ils sont également devenus une cible. Aujourd'hui les guerriers ne se reposent plus. Ils luttent sur le front social mais aussi « chez eux ». L'équilibre à l'intérieur du foyer n'est souvent plus le même, quoi qu'ils en disent.

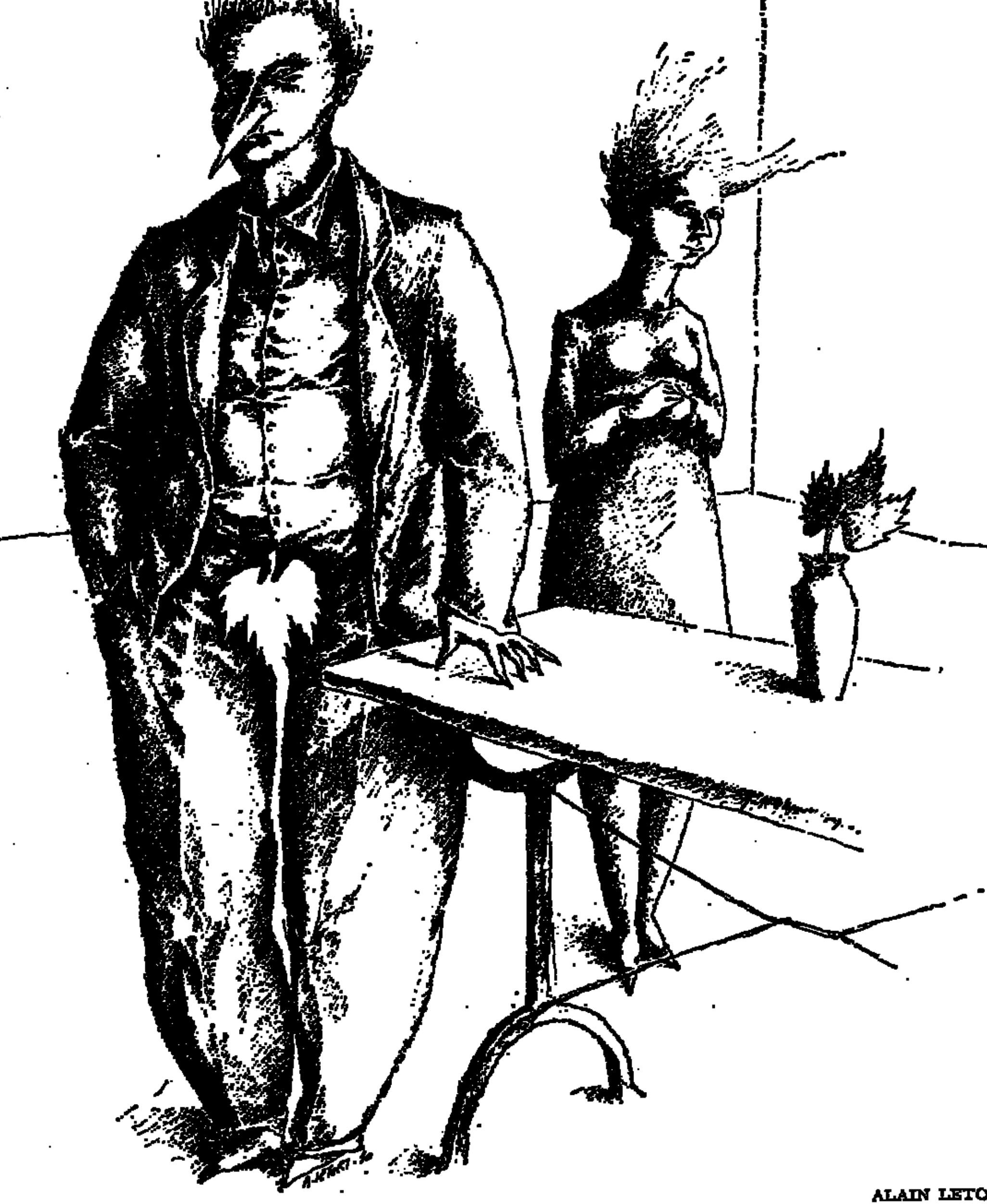
Frédéric, trente-deux ans, ingénieur commercial : « *La lenteur retrouvée, c'est ça le foyer. Nous sortons peu de notre trou, ma femme et moi. Bien sûr, nous allons quelquefois au cinéma, mais nous préférons les soirées en tête à tête, ou avec quelques amis.* » Un bonheur partagé ? Pas tout à fait. « *Si Frédéric prenait les travaux ménagers un peu plus en main, au lieu simplement de « m'aider », cela irait beaucoup mieux* », réplique Emmanuelle, trente-deux ans, enseignante. « *Moi aussi je travaille, moi aussi j'ai besoin de repos.* » Frédéric se renfrogne.

L'entrée massive des femmes dans le monde du travail et leur accession à des postes de responsabilité dans les secteurs économiques en expansion ont bouleversé le « cadre rigoureusement programmé » (1) du mariage traditionnel. Entre 1968 et 1975, plus d'un million de femmes ont pris un emploi. « *C'est parmi les cadres administratifs moyens que la proportion de femmes a le plus augmenté, mais c'est dans l'enseignement, les services médicaux et sociaux et les emplois de bureaux* » que la main-*d'œuvre féminine* reste la plus nombreuse (2). Du coup, l'homme s'est vu dépouillé de l'autorité que la tradition conférait au chef de famille. Sa réussite sociale ne mobilise plus les forces vives du noyau familial. L'argent, *le rôle social, l'homme tend* désormais à les partager à égalité avec la femme. La crise d'identité dont semblent souffrir nombre d'entre eux n'a donc rien pour surprendre. D'autant que les techniques modernes de contraception, le droit à l'avortement, ont également libéré le « deuxième sexe » du handicap des maternités involontaires. Les femmes sont sorties du statut d'incapacité et d'« aliénation à la nature » où les avait placées la fonction maternelle depuis le dix-huitième siècle. Corollairement, le pouvoir de contrôler les naissances a rendu les femmes maîtresses des destinées familiales du couple. En quelques *décennies* les hommes ont donc tout perdu.

Cependant, il semble que les hommes tentent de se retrouver ailleurs, auprès de l'enfant. La paternité est devenue aujourd'hui *la grande aventure* de l'homme moderne. Au point que certains n'hésitent pas à expérimenter les premiers balbutiements d'une contraception masculine. La pilule, un moyen pour un homme d'avoir un enfant réellement désiré ou bien un nouvel enjeu pour la lutte des sexes ?

***

Le travail féminin a donc modifié les bases de la conjugalité. Le discours masculin peut bien s'adapter, se faire égalitaire, un malaise certain se remarque. M. F..., trente-six ans, cadre moyen dans l'import-export, s'est toujours déclaré « *épris de liberté, la mienne comme celle des autres* ». Cet homme qui se dit « *heureux* » a le goût des formules. « *L'autonomie de chacun, c'est la garantie du couple.* » Il ne supporterait pas une « *bobonne au foyer* ». Mme F..., trente-trois ans, travaille dans l'industrie du prêt-à-porter, métier que M. F. juge « *intéressant* ». Concrètement, cependant, les relations entre époux n'ont *pas la limpidité* des belles proclamations. M. F... trouve sa femme « *dépensière* ». La montre qu'elle s'est achetée « *est trop chère* », l'hebdomadaire auquel elle s'est abonnée « *ridicule* ». M. F... ne manque même pas de vérifier les fiches de commissions. Curieusement, ce contrôle maniaque de l'argent du ménage s'est renforcé depuis la récente promotion de Mme F... Promotion qui lui vaut maintenant un salaire *supérieur* à celui de son mari. Le travail féminin, c'est aussi une concurrence mal vécue par certains hommes. Perte d'identité ? « *A quoi est-ce que je sers, si ma femme travaille ?* »


ALAIN LETORT

M. Christophe C..., sous-chef de service dans une grande administration, n'a pas protesté quand sa femme, après un an d'interruption dû à une naissance, a voulu reprendre son travail. Simplement, il n'a rien changé à ses habitudes. La vaisselle, le ménage, les soins donnés à l'enfant, il a continué de les laisser à sa femme. Son « *vrai rôle* », expliquait-il, était de veiller « *aux nécessités du foyer* ». L'argent que sa femme rapportait ? « *Du superflu.* » Mme Micheline C... ne voulut pas admettre ce raisonnement. Le couple arriva au bord du divorce.

Certaines stratégies pour maintenir les rôles traditionnels *se* révèlent plus subtiles. Réjane, trente ans, secrétaire de direction, rapporte les propos de son mari lorsqu'elle a trouvé un emploi. « *Ah ! non ! Pas toi aussi ! Tu ne vas pas succomber à cette idéologie de la femme qui travaille ! Tu réalises quand même bien la pression qui existe actuellement dans ce sens. Comme si tu avais besoin de cela ! Tu en reviendras, crois moi !...* »

Ces exemples que connaissent bien les conseillères conjugales sont légion. C'est d'un « *malaise masculin devant l'évolution de la femme* » dont faisait état Mme Marie-Rose Roussier, présidente de l'Association française des conseils de consultation conjugale (A.F.C.C.C.), lors d'un débat organisé le 24 avril dernier, à Paris. « *Nombre d'hommes se vivent comme la source d'existence de leur femme. Cela apparaît particulièrement chez les couples où la femme, après être restée au foyer, reprend un travail rémunéré. L'homme vit alors mal que sa femme se découvre sous d'autres regards que les siens et d'être contraint à une perception nouvelle. Le rôle protecteur que l'homme croit devoir jouer est alors menacé. De plus, afin de conforter leur image d'homme fort, les hommes choisissent souvent une femme pour sa faiblesse. Non seulement pour ce qu'elle représente de faible, mais comme la partie faible d'eux-mêmes. Si bien que, lorsqu'une femme évolue, s'affermit, elle démasque sa faiblesse à lui. Elle devient alors un danger.* »

Le problème s'aiguise encore lorsque le « destin » professionnel du couple est menacé. M. André Y... est très apprécié. Sa faconde, sa perpétuelle bonne humeur, mais aussi la qualité de ses produits de boucherie lui attirent une clientèle nombreuse. Il a, depuis quelques semaines, les traits tirés, l'esprit visiblement ailleurs et ne répond plus que distraitement à ses clientes. Maladie ? Pas exactement. « *Ma femme veut me quitter* », dit-il. Raymonde dément. « *C'est du chantage. Je veux simplement travailler ailleurs. La boutique, la caisse, les maladies des clientes, j'en ai assez. Je ne me suis pas mariée à une boucherie. Je ne fais pas partie du fonds de commerce. Il peut trouver une autre caissière, ça ne nécessite aucune qualification.* »

Les silences d'Yvette

Le travail est devenu non seulement une marque d'indépendance, mais une composante de l'identité féminine. Les hommes ne le comprennent pas toujours très bien. Jérôme, *trente-cinq ans, dessinateur* industriel a été licencié voici trois ans. Chômage économique, payé à 90 % pendant un an. Il en profite pour suivre une formation afin d'améliorer sa qualification professionnelle. Yvette, éducatrice pour enfants inadaptés, contribue plus qu'auparavant à « *faire bouillir la marmite* ». Quand Jérôme recommence à chercher du travail, il se montre exigeant. Il n'accepte pas n'importe quoi. Trois mois passent dans une quête fébrile. Quatre mois, cinq mois. L'angoisse s'installe. Soudain, le « *miracle* », pense Jérôme. On lui offre un poste dans le bureau d'étude d'un chantier naval. Une seule condition, il faut habiter en province. Lui qui sait chaque été trouver les mots pour décider Yvette à passer les vacances sur l'eau est ravi. « *Je finirais bien par la convaincre encore* », pense-t-il.

Pendant les trois mois de la période d'essai, Jérôme rentre à Paris chaque fin de semaine. Il ne remarque pas ou plutôt refuse de voir les silences songeurs d'Yvette. Il a trop à dire, à raconter. Il est trop occupé à planifier l'avenir. Lorsqu'il annonce avoir signé le contrat définitif, un silence glacé l'accueille.

Aujourd'hui Jérôme et Yvette ont divorcé. « *J'aimais mon travail. Jérôme l'a toujours considéré comme une activité alimentaire. Il n'a jamais voulu discuter de ce déménagement. Il lui paraissait évident que je le suivrais. C'est ce refus de communiquer qui, en s'ajoutant à bien d'autres silences a provoqué notre rupture.* »

(Lire la suite page VI.)

(1) Louis Roussel. Communication faite au colloque « Démographie française » organisé les 23 et 24 juin 1980 par l'INED et le ministère du travail.

(2) Nadine Lefaucheur « Jeunes couples ou nouveaux couples ». *Informations sociales*, n° 3, 1980.

TRAINS

Les gitans

Ils sont comme ça, les gitans. Ils rient, ils parlent, ils chantent, ils ne se gênent pas. Pourquoi se soucier des conventions des autres ? Surtout dans un train de banlieue sinistre et quotidien.

ALBERT BOCCARA

AUX approches de 10 heures (ce sont des lève-tard), on les entend venir avant même de les voir.

Ils sont une quinzaine — femmes, jeunes filles, enfants de tous âges — qui ont cheminé depuis le lointain terrain vague où ils campent, jusqu'à la gare. Ils se précipitent pour prendre leurs billets aux guichets automatiques. Sans tenir compte, le moins du monde, de la queue déjà formée, indifférents aux protestations qui fusent... de moins en moins il est vrai, tant les banlieusards résignés ont pris conscience de l'inutilité de leurs remarques. Comprennent-ils seulement le français ?

Entre eux, ils se bousculent par jeu pour prendre l'aller-retour-demi-tarif dont la touche allume aussitôt l'avertissement en lettres rouges et clignotantes : « pourrez-vous justifier de cette réduction ? »

La justification, elle est là, sans conteste. Dans la présence de ces enfants braillards, regroupés autour des distributeurs de friandises qu'ils gavent étonnamment de pièces avant de se gaver eux-mêmes — avec une expression de rare bonheur — de douceurs diverses ; pâtes vertes ou roses, chocolats, caramels, chewing-gum, biscuits. Avisés, ils prennent soin de vérifier que la machine ne restitue pas, par hasard, quelque franc et d'appuyer sur le bouton « remboursement » au cas où...

Ce rite accompli, ils rejoignent à grands cris les « grandes » pour gagner le quai « Destination Paris »... sans emprunter, évidemment, la passerelle. Toute la petite troupe traverse impunément à contre-voie avec une parfaite indifférence, une totale inconscience, dans une envolée de rires. Les petits passent sous la barrière, les grandes « l'effacent », l'enjambent sans effort.

Il suffit alors de regarder les visages alentour pour comprendre qu'ils ne sont pas bienvenus. Les revoilà, comme chaque matin mais, décidément, on ne se fait pas à leur irruption. A leur éruption...

Eux n'en ont cure. Ils sont occupés à bien d'autres choses, bien plus importantes : parler, s'interpeller, se chamailler, s'interrompre, se chicaner, rire encore et toujours, de tout, de rien. Ils sont étrangement, incroyablement, dans un autre univers où rien ne semble pouvoir les atteindre. Solidairement seuls au milieu de la foule réfractaire sinon hostile !

Des bébés joufflus et hilares sont serrés contre le sein maternel, sous une méchante veste, lovés dans un foulard qui leur tient lieu de hamac. Ainsi confortablement installés, ils arborent des mines réjouies sillonées de morve. Ils suçotent quelque caramel concédé par les aînés et parfois le bonbon échappe à leurs lèvres, tombant au sol. Les mères les ramassent aussitôt, le sucent longuement pour en ôter la poussière avant de l'enfourner à nouveau dans les petites bouches avidement ouvertes, déjà proches du cri annonciateur des larmes...

Dans l'attente du train, les femmes s'asseyent. Tandis que les gamins, certains hauts comme trois pommes courent, se disputent, se pourchassent, se chapardent. A peine sevrés ils trottinent déjà de toutes parts pieds nus ou dans de petites chaussures béantes. Un bref hurlement, parfois, les ramène aux pieds des mères, pour un bref instant assagis. Mais jaloux de leur précoce indépendance, ils repartent bientôt pour de nouveaux jeux au milieu des jambes, des impatiences.

L'arrivée du train donne lieu à un assaut en règle. Les marmots ont vite fait de grimper sur les marchepieds alors même que le convoi glisse encore le long du quai. Prodigieusement souples. Ils ont ouvert une portière pour permettre à la tribu de s'engouffrer, de se réserver deux travées proches pour ne pas être séparée, de demeurer, de poursuivre inlassablement le palabre. La victoire est aisée, car nul ne leur disputera les places convoitées...

« Insupportables ! »

Les femmes portent, noués sur la tête, de jolis foulards aux vives couleurs se mariant parfaitement avec celles des longues jupes qui les enveloppent jusqu'au chevilles. Elles sont déjà sans âge, malgré leur évidente jeunesse. Les fillettes, par contre, ont de beaux visages à l'ovale parfait de grands yeux de braise dont le fard souligne l'éclat. Presque tous les gamins sont également beaux, à l'état de nature.

Tout le monde casé, la discussion reprend à peine interrompue, dans un parler guttural... Un débat incessant et apparemment passionnant que les bébés écoutent comme une berceuse. Les gamins se mêlent à la conversation : et on les écoute !

Autour, on ne s'entend plus ! Impossible de lire, de réfléchir...

Pour tout arranger, les gamins entreprennent de jouer. A s'attraper, se rattrapper dans les couloirs étroits, à chat perché sur les banquettes, à ouvrir les portières pour humer l'air vivifiant du dehors. Ils se penchent à donner des frissons. Aucune des mères ou des grandes sœurs ne songe même à morigéner les imprudents. Les toilettes encore deviennent le lieu d'un autre jeu, désopilant et odorant, de porte ouverte-fermée dont ils ne se lassent pas.

Soudain, une fillette lance les premières notes d'un air aux tonalités contrastées, graves et aiguës, une musique étrangement belle. Le clan se rassemble alors à nouveau pour reprendre en chœur, rythmer de battements de mains ou de pieds. Les bébés réveillés affichent des sourires édentés et miaulent de plaisir.

Les passagers submergés, saoulés, résignés, écœurés alignent des dos ronds, murés dans un silence qui n'en pense pas moins ! Les expressions peintes sur les visages vont de l'exaspération à l'incrédulité...

Mais voici Paris, dont on franchit les portes sous le périphérique éternellement bouché. Les gamins sont déjà aux portières ouvertes, sur les marchepieds, prêts à sauter en marche. L'un d'eux, le plus petit, tombe sur le quai au milieu des cris d'angoisse. Il se relève au bord des larmes, se frottant la tête. Mais tous les siens le montrent du doigt, riant à gorges déployées, et il prend, lui ausi, le parti d'en rire.

Tous les banlieusards dévalent vers le métro, les bus. Excédés, assommés par cet intermède véritablement incongru. Aux côtés de ces compagnons de voyage « *INSUPPORTABLES !* »

Certes, ils le sont. Mais aussi quelle superbe vitalité, quelle impudente santé !

Par quel miracle ont-ils transformé ainsi le triste et quotidien parcours dodo-métro-boulot en un tel échange, une telle fête ? Où trouvent-ils tant de ressources joyeuses, tant de gaieté vraie ? Mystère !

L'heure est venue, pour eux, de se séparer. Ce sont des adieux, comme s'ils ne devaient pas se retrouver le soir même...

Chacun va gagner son bout de trottoir. Là, les mères assises en tailleur, le bébé paisiblement endormi sur les genoux, le plus grand enfin calmé à leur côté, vont peindre sur leurs visages toutes les peines du monde, la misère d'ici-bas, la tristesse d'être. Masques de tragédie. Comedianti !

Ils ont leurs drames, ils ont eu leur holocauste, mais ils prennent la vie comme elle est. Au fur et à mesure. ■

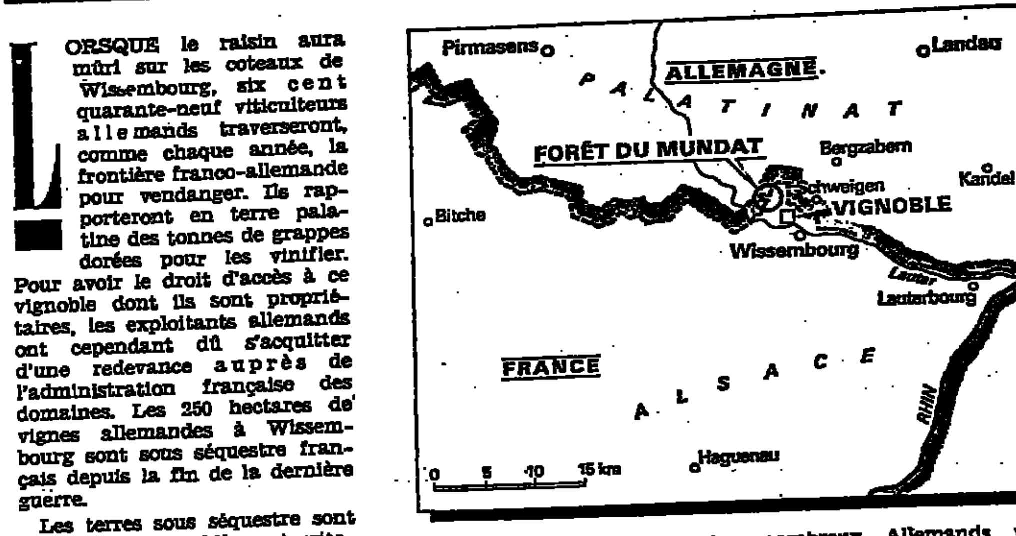
FRONTIÈRES

Une forêt et des vignes

Trente-cinq ans après la guerre, des litiges territoriaux subsistent entre la France et l'Allemagne. Une forêt et des vignes, près de Wissembourg, sont propriétés allemandes, mais sous séquestre français.

RENÉE WAECHTER

LORSQUE le raisin aura mûri sur les coteaux de Wissembourg, six cent quarante-neuf viticulteurs allemands traverseront, comme chaque année, la frontière franco-allemande pour vendanger. Ils rapporteront en terre palatine des tonnes de grappes dorées pour les vinifier. Pour avoir le droit d'accès à ce vignoble dont ils sont propriétaires, les exploitants allemands ont cependant dû s'acquitter d'une redevance auprès de l'administration française des domaines. Les 250 hectares de vignes allemandes à Wissembourg sont sous séquestre français depuis la fin de la dernière guerre.



Les terres sous séquestre sont l'un des deux problèmes territoriaux pendants entre la France et l'Allemagne, dans ce nord de l'Alsace où les frontières paraissent toutes symboliques, tant la géographie et les mœurs sont semblables de part et d'autre de la limite des Etats. L'autre question ouverte s'appelle « Mundatwald », « forêt du Mundat » : 680 hectares de terres boisées, propriété de la R.F.A., mais attribuées à la France en 1946 par une commission interalliée, à la faveur d'une rectification de frontière. La commune de Wissembourg a la jouissance de cette forêt.

Aucun feu guerrier ne couve à la frontière à propos de ces deux territoires. Les populations et leurs élus trouvent cependant que les situations sont anormales et ont assez duré. Elles engendrent des complications, parfois un malaise, qu'il serait temps de dépasser. Notamment en période d'élections où les dossiers territoriaux servent, en France comme en Allemagne, d'arguments aux campagnes électorales.

« *Le maintien du séquestre est, trente-cinq ans après la guerre, une anomalie. Son lever est une exigence morale. Il y va de la dignité de la France.* » M. Alfred Zoog, le maire R.P.R. de Wissembourg, est visiblement agacé par l'attitude de l'administration française. Le maintien du séquestre lui paraît incompatible avec cette conviviabilité que pratiquent entre elles les populations du nord de l'Alsace et du sud du Palatinat. Il existe une aire commune de vie et de travail : trois mille huit cents habitants de l'arrondissement de Wissembourg sont salariés en R.F.A., de nombreux Allemands viennent faire leurs achats du côté alsacien de la frontière, les communes sont jumelées et exploitent des services publics en commun.

De plus, le séquestre obère toutes les opérations sur les terres en cause : les Allemands ne peuvent pas les vendre, les successions ne peuvent pas se régler, le remembrement s'est fait au prix de mille complications. Il y a quelques années, Wissembourg a exproprié quelques dizaines d'hectares du vignoble litigieux pour créer son lotissement. Le montant de l'expropriation a été versé au séquestre domanial français. « *La somme n'a plus guère de valeur aujourd'hui* », commente le maire de Wissembourg avec dans la voix comme un sentiment de culpabilité d'avoir participé à la spoliation d'une centaine de petits propriétaires. « *Ce séquestre n'a plus aucune raison d'être à l'heure où les Allemands peuvent tout acheter en France, des terres, des maisons, et même des châteaux !* »

Pas de cession

De l'autre côté de la frontière, le maire de Kandel, M. Oskar Böhm, S.P.D., partage les vues de M. Zoog. Une partie des six cent quarante-neuf exploitants qui possèdent ensemble les 250 hectares du vignoble wissembourgeois habitent Kandel. D'autres viennent de Pirmasens, Bergzabern, Schweigen, etc. Ce ne sont pas de grands propriétaires fonciers, mais ils tiennent à leurs vignes en terre alsacienne, car le vignoble y produit « *le meilleur vin du Palatinat* ». Quelques autres propriétés allemandes sont encore sous séquestre français : des labours du côté de Bitche et Lauterbourg, ainsi qu'une église luthérienne, le temple du Christ, à Paris.

En 1962, l'Etat français et l'Etat allemand ont tenté de régler ce contentieux. Une convention bilatérale proposait de lever le séquestre sur tous les biens allemands — y compris l'église parisienne. Le Parlement français a ratifié cette convention. Le Bundestag a refusé de le faire.

Car le traité avait une contrepartie : il rattachait définitivement à la France la forêt du Mundat. Le Bundestag ne pouvait approuver cette cession d'une parcelle du territoire national. L'article 143 de sa Constitution le lui interdit. Toute cession territoriale serait en outre, selon les experts allemands, un précé-

VARLOPE

Hélène à l'établi

Hélène était dactylo dans un hebdomadaire de gauche. Elle est stagiaire en menuiserie. Elle découvre le bois, ses exigences, et même sa sensualité.

MICHELLE MAJORELLE

« *TU te rends compte, ça fait quatre ans que j'avais demandé ce stage de F.P.A., et boum ! en novembre, je reçois une convocation du centre d'Evreux. J'étais prise, en menuiserie !* » Hélène, quand je l'ai connue, faisait la frappe dans un hebdomadaire de gauche, qui naquit et disparut en 1979, en même temps que l'espoir de certains d'entre nous, l'ambition de quelques autres. Hélène donc, dans cette rédaction particulièrement hétéroclite, fournissait la composante anar, et atteignait un degré de singularité tout à fait remarquable. En traînant son pull marine, ses jeans et ses sabots, elle naviguait d'un bureau à l'autre, mais, attention ! pas partout : chez les gens qu'elle aimait bien. « *T'as pas de boulot pour moi ? Tu tapes tes papiers toi-même ? Ben, tu vas vite, avec tes deux doigts. Donne-moi ça. Tu veux la mort du prolétaire ou quoi ?* » Elle avait sur presque tout des opinions peu conformes, qu'elle énonçait fermement : « *Moi, je ne peux pas fermer ma gueule.* » Terriblement fatigante, Hélène, mais on ne pouvait pas s'en passer : franchement, on l'aimait trop.

Alors, ce stage ? « *Ouais, menuiserie. J'ai toujours eu envie de travailler le bois. J'ai quand même fait une drôle de tête quand j'ai reçu la convocation pour Evreux. C'est mon copain qui m'a secouée.* » La convocation était adressée à Mlle Marie-Hélène B... « *Mais, à l'intérieur, ils m'appelaient, « monsieur » et me demandaient d'apporter mon livret militaire.* »

Une phrase manuscrite l'informait que le centre de F.P.A. ne pouvait pas héberger de stagiaires féminines. Il a fallu trouver une chambre, s'arranger de l'eau froide sur l'évier, du poêle à mazout qu'on ne peut pas régler, des cabinets dans la cour. « *Ma logeuse est vachement sympa,* dit Hélène, *et puis je peux jouer de la guitare ou de la flûte jusqu'à minuit si je veux.* »

Les débuts ont été durs. Dans le centre, il y a quatre cents hommes et cinq femmes — deux en menuiserie, — trente-six heures par semaine. « *On fait huit heures le mardi et le jeudi, rien que de l'atelier. Debout toute la journée devant l'établi. Physiquement, c'est crevant.* » Le C.A.P., c'est une formation intensive. En sept mois, les stagiaires doivent tout assimiler, apprendre à faire des plans sur règle, à débiter les planches avec le moins de perte possible, à dégauchir les pièces, à les passer à la raboteuse, pour une mise en épaisseur juste, à choisir la face du bois, à faire le traçage.

Tous les aspects du travail sont notés. « *Mais surtout, en définitive, sur la valeur industrielle de la pièce terminée : c'est vendable ou pas. Normalement, il faut une moyenne de 12 sur le travail des sept mois. J'ai débuté à 8. Un mois et demi après, j'en suis à 11. J'arrive à me débrouiller.* » Ce qui ennuie Hélène, c'est que, en sept mois, tout va trop vite. Elle trouve qu'elle n'a pas le temps d'assimiler, comme elle le voudrait, les techniques, les outils. Ce qu'elle aimerait : revenir sur les objets pour en avoir la maîtrise complète.

Elle est gauchère, et les outils sont faits pour les droitiers. « *Au début, le prof m'a dit : « Vous » êtes gauchère en plus ! » En plus de quoi, je lui ai demandé ? J'exagère, parce qui si tu sais bien te servir d'un outil, il le reconnaîtra. Au début, il était un peu paternaliste, il voulait faire les trucs à ma place, tu vois ? Comment j'aurais appris, moi ? C'est comme le gars de l'équipe qui voulait régler mon rabot. Touche pas à mon rabot, j'ai dit.* »

Le mercredi où je suis allée la voir, Hélène avait eu des ennuis, avec un tabouret qu'elle ne parvenait pas à ajuster. « *J'ai tout raté aujourd'hui. Tu sais, quand je suis arrivée au stage, je n'étais pas vraiment à l'aise dans mes baskets. J'avais une angoisse pas possible, et pourtant j'ai toujours été un peu planeuse. Mais j'étais consciente qu'on était cinq filles et quatre cents bonshommes.* » Les gars de l'équipe, surpris au départ, l'ont très bien acceptée. « *Ça va. Il n'y a pas eu de problèmes majeurs. Je m'angoissais pour rien. J'ai du pot : les menuisiers, c'est gentil.* »

Ce qu'elle aime ? Maîtriser un outil. « *Tu ne peux pas tricher avec la varlope, c'est droit ou ce n'est pas droit, il n'y a pas à discuter... J'ai appris beaucoup : avec le bois, il faut être doux, négocier. Moi, je cassais tout, mais si tu es brutale avec le bois, il résiste, ou il casse. Tu ne peux pas avoir de rapports d'agressivité avec lui, il faut que tu le comprennes avant de le travailler. Ça m'aide à vivre... Et puis c'est très sensuel le travail du bois. Pour les assemblages, tu as toujours une pièce mâle et une pièce femelle. Si elles ne s'adaptent pas bien, c'est que tu as fait du mauvais boulot. Il n'y a pas de fuite possible, et pourtant, là, j'étais championne... Plus question de passer des nuits dehors : si je suis trop fatiguée, c'est ma main qui y passe...* »

Hélène ne sait pas si elle va trouver un stage chez un artisan après le C.A.P. Ce n'est pas évident. Son père a posé la question à un copain ébéniste qui a répondu : « *Je prends ton fils quand tu veux. Ta fille pas question.* » Alors ?

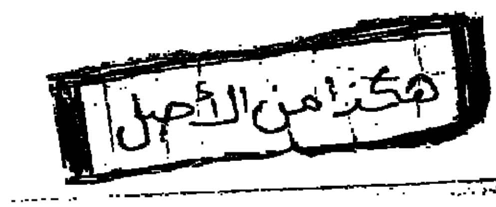
Alors, Hélène est en train de polir ses morceaux, commence à les ajuster. Quand je lui ai demandé si elle pensait être une pionnière, elle m'a ri au nez, d'abord, puis : « *Après tout, c'est possible...* » Trois jours plus tard, elle m'a téléphoné pour me dire : « *Si tu veux encore des pionnières, il y en a huit en menuiserie au Havre. Allez, salut.* » ■

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

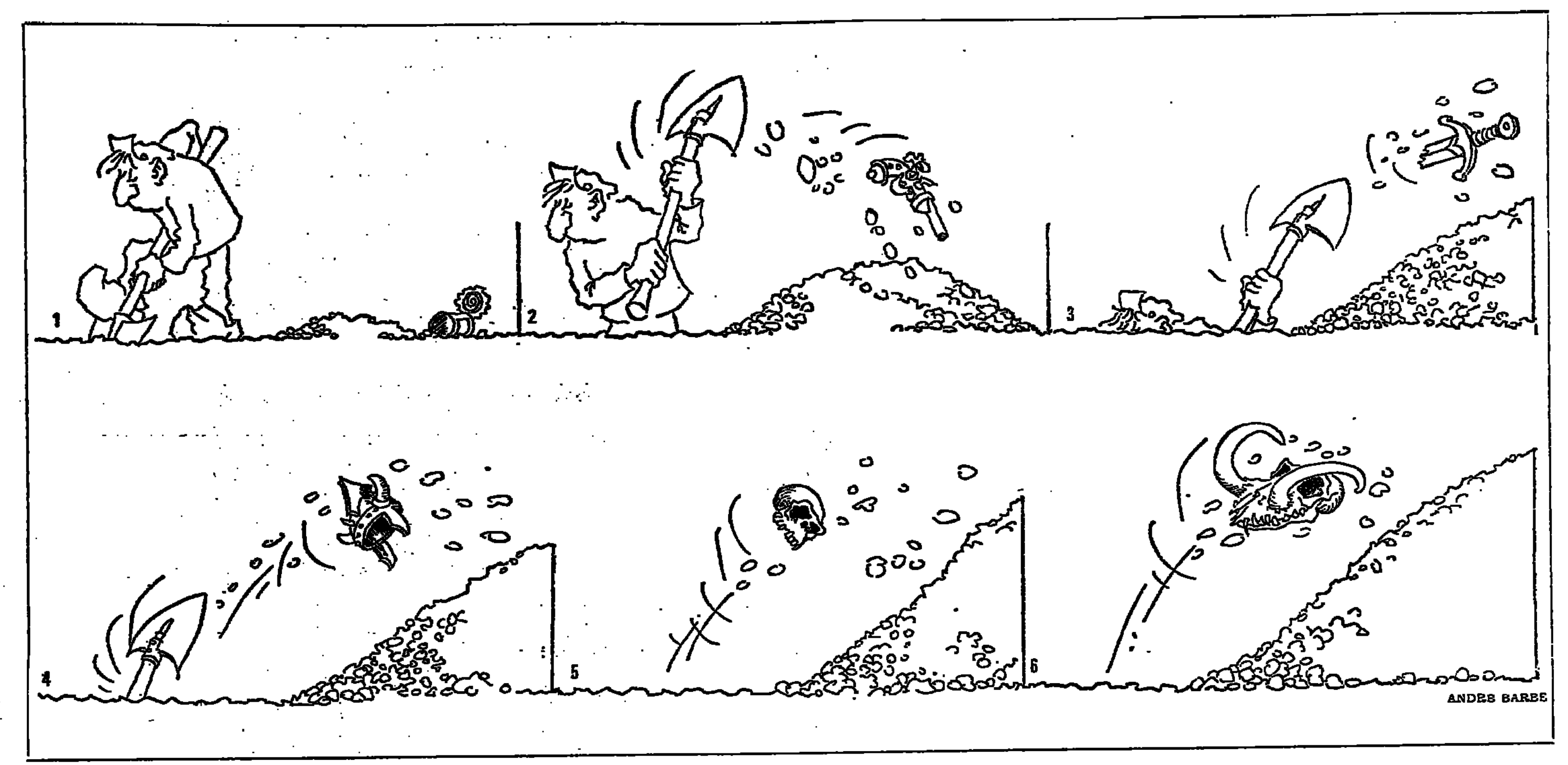
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

1978

Commission paritaire n° 57 437.



هكذا من الأصل



VIES

Le retour à la pierre

L'amour du silex peut vous conduire au bout du monde. Ou tout au moins au bord du Golfe.

CLAUDE COURCHAY

COMMENT retourne-t-on à la pierre taillée ? En passant par le lycée, vous répondra Jacques Tixier.

Dans le sien, près de Bordeaux, le professeur de gymnastique organisait des fouilles régionales. Elles n'avaient aucun caractère scientifique mais, pour un gamin de douze ans, c'était une révélation.

Tixier a vingt ans en 1945. Instituteur à Bou-Saada, en Algérie, il y retrouve ses silex. Pour mieux les comprendre, il va essayer d'en fabriquer, et... se taper sur les doigts. Chaque été, il participe à des fouilles, en Dordogne. Il continue à fouiller, seul, dans un gisement près de son école. Les horaires le lui permettent. Vu la chaleur, les classes fonctionnent de 6 heures à 14 heures, à partir de mai. A 14 heures, Tixier part à la chasse aux silex.

Une passion sans parchemin n'a pas voix au chapitre. Il fait une licence de géographie, à l'université d'Alger, et se retrouve, en 1955, stagiaire de recherches en préhistoire au C.N.R.S. Sa passion se change en carrière. Tixier va faire du terrain au Maroc, en France, en Algérie... Les trouvailles algériennes partent au musée du Bardo. Elles y sont toujours. Mais d'autres armes encombraient alors le sol algérien. La guerre arrêtera les recherches. L'armée française ne crapahutait pas pour chasser le silex.

Tixier se rabat sur l'enseignement, le travail de labo. Il formera des chercheurs.

Il retourne en France, à la fin de 1961, entre au Museum, passe sa thèse. La France a perdu l'Algérie, mais il lui reste la Dordogne, ce berceau de la préhistoire. De 1965 à 1972, il va se consacrer à un gisement magdalénien, près des Eyzes. Le magdalénien ? C'était la fin de l'époque glaciaire, quand les rennes partaient vers le Nord, et que les hommes devaient s'adapter, déjà, à un changement relativement brutal.

A partir de 1[illegible], il étudie aussi un très grand site au Liban, près de Beyrouth, des sols d'habitat. Le seul site du Proche-Orient où l'on trouve toutes les séquences du paléolithique supérieur.

Depuis qu'il y a des préhistoriens, et qui grattent, l'esprit des fouilles a changé. Les techniques se renouvellent. Autrefois, il fallait prouver que la main de l'homme, comme aurait dit M. Prudhomme, avait bien mis le pied dans des époques reculées. On se cherchait surtout des titres de noblesse. On ramassait beaucoup, le plus gros. On tamisait peu. A présent, on cherche moins à prouver qu'à comprendre.

Patience

On tamise donc avec des mailles minuscules. On tâche de saisir les choses à l'horizontale, plutôt qu'à la verticale. On veut comprendre l'homme dans son environnement, pas dans sa lignée. Voir comment il organisait sa vie et son espace, en retrouvant ses ateliers de taille, ses foyers, ses zones de passage, ses dépôts d'ossements. De plus en plus, il faut s'intéresser aux disciplines voisines, à l'étude des pollens, de la faune.

Il faut reconnaître que la préhistoire n'a rien de très spectaculaire. Bien sûr, on finit toujours par trouver une tombe ou un squelette, quelque chose qui permet d'accrocher la rêverie. Mais le travail, c'est beaucoup de patience dans la caillasse et la chaleur, pour une poignée de silex.

Sans compter cet imprévu, la guerre. Au Liban comme en Algérie, elle vient se mettre en travers. Difficile de fouiller sous les balles de Kalachnikov. Tixier devra partir.

En 1975, le Qatar l'invite. Attiré par la caution scientifique du C.N.R.S., l'Emirat veut que l'on étudie la terre qatarie à tous les points de vue. Un musée existait déjà. Mais le Qatar avait à présent les moyens de s'offrir un passé. Parfait.

Toute une équipe va s'y coller. Allah soit loué, elle trouvera une sépulture. Il s'agit des ossements brûlés d'une femme, replacés dans une tombe. Le carbone 14 permet de lui attribuer l'âge respectable de 4500 ans avant le Christ. C'est donc la dame la plus ancienne du Golfe. Grosse affaire. Le ministre de l'information qatari est venu sur place. Il a demandé plusieurs fois : « *Comment pouvez-vous en être sûr ?* » Quelle importance ? Enorme. Son Excellence le dira : « *Nous sommes le seul émirat du Golfe à pouvoir se targuer d'un passé aussi ancien.* »

Et passablement actif, aussi. L'équipe trouvera des sites de cabotage, et des traces de commerce avec la Mésopotamie. Les Qataris possédaient alors de grandes mines de silex. Ils en échangeaient le produit contre de la poterie.

Fabuleux

Les fouilles ont lieu trois mois par an, de décembre à février. Elles permettent l'étude systématique d'anciennes villes musulmanes. C'est fabuleux de pouvoir travailler dans une ville, abandonnée au dix-huitième siècle, et jamais fouillée. On y trouve des amphores, des bijoux de bronze et de verre, des poteries, du stuc, des porcelaines Ming. Tout cela reste au Qatar. Ce n'est plus l'âge héroïque où M. Mallowan, le mari d'Agatha Christie, divisait ses trouvailles archéologiques en deux lots, et en ramenait un à Londres. A présent, seuls quelques objets sont ramenés, pour expertise, puis retournent dans le Golfe.

Un des grands problèmes posés par la préhistoire, c'est l'exploitation de ce qui est découvert. A présent, on préfère fouiller un site à fond, pendant des années, plutôt que d'en écrémer superficiellement plusieurs.

Il y a, en France, des milliards de silex qui dorment dans les caves des musées, et qu'on n'étudiera jamais. La cueillette sauvage, c'est fini. Sur chaque fragment recueilli, maintenant, on indique son orientation par rapport au nord, et sa position par rapport à la verticale. Un silex n'a de signification que d'après son entourage et son contexte. Vous pouvez en ramasser dix mille, ils ne vous apprendront rien sur le site.

Il y a une autre accumulation qu'il ne s'agit pas d'entasser pour rien : le savoir. Le C.N.R.S. organise des stages et des cours aux Etats-Unis et au Brésil, pour former des chercheurs étrangers.

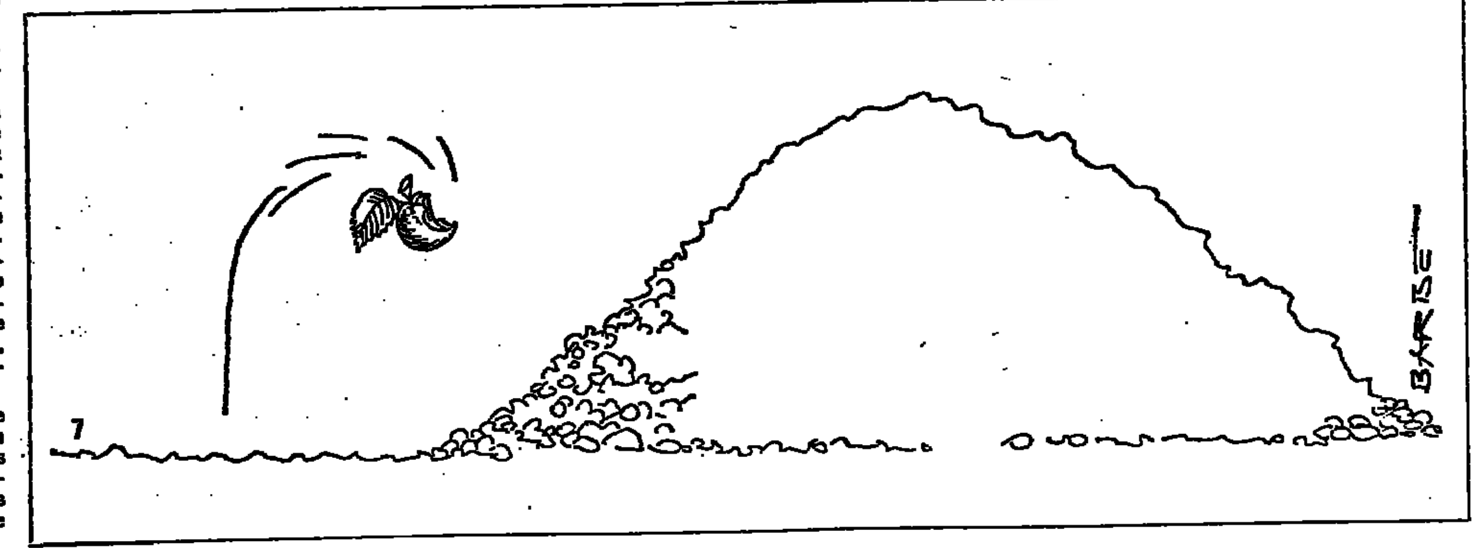
Tixier, lui, s'est spécialisé dans la taille des silex depuis 1948. Il a retrouvé spontanément la technique. Ils sont une quinzaine, en France, à la pratiquer. On procède d'abord par intuition. Il faut retrouver l'attitude de l'homme primitif, face au silex, et puis utiliser ses outils : bois de renne, os, ivoire.

Massacre

Une autre guerre a lieu, en France, actuellement, plus feutrée, mais tout aussi dangereuse, celle des crédits. L'avenir de la recherche s'assombrit rapidement, surtout en préhistoire. On vide, comme s'il s'agissait de transformer les chercheurs en chômeurs. Le crime des chercheurs : une prétendue non-productivité. Nous allons vers l'étranglement de la recherche fondamentale. Une fois de plus, face à cette nouvelle période glaciaire, il ne reste que des rites magiques : tirer des sonnettes et prier. Si le massacre continue, dans dix ans, la préhistoire sera bien malade. Pourtant, le grand public aime la préhistoire. Il ne demande qu'à en consommer. Mais que faire ?

Nous sommes à Sophia Antipolis, au-dessus d'Antibes, dans le centre de recherches archéologiques. Tixier me fait visiter les lieux. Un bien beau site, en effet. Machinalement, il prend un os de renne, un rognon de silex, et commence à tailler. De la main droite, il tape une série de coups secs. La main gauche approche le silex. Des éclats se détachent : des racloirs. En trois minutes, une pierre taillée prend forme. Bien en main, c'est une arme redoutable.

On se souvient que le général américain Curtis LeMay voulait, dit-on, ramener le Vietnam à l'âge de pierre, à coups de B 52. C'est vrai, les techniques évoluent. On semble, en France, vouloir atteindre le même but, pour la recherche. L'étranglement budgétaire sera-t-il plus efficace que les octoréacteurs géants ? Nous verrons bien. Mais Tixier ne sera pas pris au dépourvu. L'âge de pierre, voici trente ans qu'il le pratique. ■



CROQUIS

La parole

Le vent blanc soufflait, celui qui n'apporte pas de nuages. Elle marchait sur la route et nous parlait du temps. Demain, il ferait beau. Elle marche lentement, bien au bord de la route. Elle porte bien son nom, Madame Prudent, depuis que la vieille Angèle s'est fait tuer par deux fous qui roulaient trop vite et sans permis.

Elle parle, Madame Prudent. Ce n'est pas comme l'année dernière où elle ne disait rien, ou presque rien. *« J'ai retrouvé la parole »*, nous dit-elle avec un air malin et qui triomphe. Elle a ce fort accent de Bresse, et son œil brille : *« Depuis que j'ai retrouvé la parole, je vais mieux. C'est important la parole »*.

L'année dernière, au repas qu'organise chaque année le village en l'honneur des personnes âgées, elle n'a pas dit un mot. Tous les voisins s'en étonnaient. Elle ne passerait pas l'hiver. Elle était restée dans son coin et n'avait rien mangé. Il est des moments de la vie où quelque souvenir, où quelque mal obscur, vous empêchent de vivre. C'est peut-être cela qu'elle avait l'année dernière : le mal de vivre. Un mal imaginaire qui s'exprime en mal de tous les jours, en petits maux qui grossissent et s'éternisent. Surtout lorsqu'on est vieux. Mais maintenant, — tout le hameau est d'accord pour le dire — Madame Prudent va mieux. En une heure et demie, le temps de la raccompagner chez elle, le temps de marcher, de s'arrêter et de bavarder, sur la route et sur son palier, Madame Prudent nous a parlé de tout. De la vache de Lucien, de la génisse qui vient de naître et qu'il ne veut pas vendre, du nouveau tracteur des Voiret et du foin qu'il fallait rentrer ; de sa bouteille de gaz, aussi, qui est vide depuis cinq jours. C'est pour cela qu'il fait chaud dans sa cuisine : son réchaud étant momentanément hors d'usage, elle est obligée d'allumer son vieux et gros poêle, au centre de la pièce, pour faire cuire sa viande au bois, comme en plein hiver.

Oui, il fait bien chaud dans sa cuisine ; on se demande même comment elle peut y tenir.

Mais Madame Prudent peut à nouveau tout supporter.

Du moment qu'elle peut en parler...

JEAN-MARC GARDÈRE.

Zita

C'est sur le talus d'une route désaffectée qui, autrefois, menait à la Loire et se termine aujourd'hui en cul-de-sac sur une décharge que vit Zita, « l'Italienne » comme on l'appelle au village. Entre cinquante et soixante ans, l'allure robuste, les cheveux poivre et sel noués en queue de cheval, elle habite trois pièces, au toit de fibrociment qu'on ne voit pas de la route. Juste un peu avant la décharge. Elle tresse du rafia, de la ficelle et de l'osier pour faire des paniers et des filets à provision qu'elle va vendre en ville, sur le marché. Sa maison, qu'elle a construite avec son mari, mort il y a sept ans, abrite aussi depuis quelque temps un homme grand, l'air taciturne, étranger comme elle. Dans le jardin, un grand chien noir au poil luisant dort, le flanc étiré au soleil contre la véranda en construction, qui agrandira la maison d'un salon bien chauffé, où Zita installera un « jardin tropical ». Dans le fond du jardin, près de la réserve de bois, une cabane de rondins abrite une chèvre et deux chevreaux. Dans le passé de l'homme, de la chèvre et du chien, il y a eu une chance : la maison de Zita près de la décharge.

Zita raconte : *« Un soir à l'automne, je jardinais, j'ai entendu des cris étouffés qui venaient du vallon. Je suis descendue voir. Ça venait de la décharge. Des petits cris sortaient d'un sac à pommes de terre. Je l'ai traîné, il était lourd et fermé par de la ficelle. Je suis montée chercher un couteau, j'ai coupé la ficelle et j'ai aperçu un museau noir, entouré de sparadrap. Le chien essayait de remuer, mais ses pattes étaient attachées. Il s'est enfui en boitillant, son sparadrap sur le museau, dès que je l'ai eu désentravé. J'ai pensé que je ne le reverrais plus, mais, le lendemain, il allait et venait au bas de l'escalier. Je lui ai donné du pain et un reste de soupe. Depuis, il est ici. Il n'arrange pas mon jardin, mais qu'est-ce que je peux y faire ? Si je l'attache, il tire sur sa corde à s'étrangler. »*

Elle rit de toutes ses rides qui lui vont bien, avant de continuer : *« Juan aussi, je l'ai trouvé à la décharge, avec sa mobylette en prime. Un soir, il est venu se perdre sur cette route qui ne va nulle part. J'ai entendu le bruit du moteur, puis un choc et plus rien. Il était tombé dans le caniveau, sa mobylette renversée un peu plus loin. Je lui ai parlé. Il grommelait. Il s'était un peu blessé en tombant... Des écorchures qui saignaient, à la tête et à un main. Je suis allée lui chercher un verre d'eau-de-vie. Ça l'a remis d'aplomb d'un coup. Il s'est relevé. Il a dormi dans la cabane à outils. Le lendemain, il ne savait pas où aller. Il n'avait pas de travail et pas de famille. On a décidé un arrangement : il resterait et on se débrouillerait ensemble. Il m'aiderait. Il s'occupe des lapins, coupe le bois, fait les courses avec sa mobylette et bricole dans des jardins, au village. C'est lui qui a construit la cabane pour la chèvre... La chèvre, c'est mon cadeau d'anniversaire. En allant vider ma boîte à ordures à la décharge, au printemps dernier, je ramasse un papier blanc avec un numéro. C'était un billet de loterie imprimé au nom d'un grand magasin de produits surgelés. Je l'ai laissé traîner quelques jours sur mon buffet, et un matin, je suis passée au magasin de ce nom-là le plus proche d'ici, j'ai dit que ma fille m'avait donné ce ticket il y a quelque temps. Ils ont regardé sur une liste en me disant que le tirage avait eu lieu il y a une dizaine de jours... J'avais gagné Rosalie. Il a fallu que j'aille la chercher à l'autre bout de la ville. Je l'ai emporté dans un panier, sur le porte-bagage de mon solex, ficelée avec des tendeurs. Elle n'était pas bien haute à cette époque. »*

Elle rit de plaisir en regardant la grande chèvre brune et blanche flanquée de ses deux chevreaux.

« Depuis que Juan est là, je vais moins souvent au marché. Je suis si bien ici. Bien sûr, il y a la décharge en bas, mais d'ici on ne la voit pas, et puis la décharge, j'y trouve tout sans payer. »

FRANÇOISE LIEUTER

CONTE FROID

La volonté

Il avait toujours été hypocondriaque. Et quand on ouvrit son testament on s'aperçut qu'il demandait à être enterré par une journée sans pluie parce qu'il craignait par-dessus tout l'humidité.

JACQUES STERNBERG.

Malaise chez les « nouveaux hommes »

YVES MAMOU

(Suite de la première page.)

Dans une société où « parler de soi » demeure incompatible avec la dignité masculine, les hommes n'ont d'autre solution en cas de conflit majeur que la maladie ou le mutisme. M. Daniel G..., quarante-cinq ans, informaticien, est un homme autoritaire. Il a toujours mené sa famille comme un bataillon, sans discussions. Licencié depuis peu pour « raisons économiques », M. G... reste foudroyé. Toutes ses démarches pour retrouver du travail ont buté « *sur la question de l'âge, je l'ai bien senti* ». Faudra-t-il retirer les deux filles des établissements privés onéreux où elles étudient ? Faudra-t-il vendre la maison achetée à crédit ? L'insécurité matérielle a engendré l'insécurité affective. M. G... s'est recroquevillé sur lui-même. Dans chaque regard de sa femme, il croit lire un reproche. Chaque tentative de Mme G... pour « *partager sa détresse* » s'est heurtée à un mur.

« *Le chômage reste l'échec majeur des hommes qui ont bâti leur vie sur la réussite professionnelle,* explique Mme K..., conseillère conjugale et psychologue. *L'image que ces hommes se font d'eux-mêmes et de leur place dans la société s'est brisée et ils se morfondent dans un sentiment d'infériorité qui crée le vide autour d'eux.* »

Se penser seul

Petit à petit, cependant, le couple comme « corps » unique et indénouable se défait. Parties à la conquête d'une identité qui leur est propre, les femmes ne sombrent plus irrémédiablement quand l'homme fait naufrage. L'idée d'une « distance » à respecter entre les partenaires conjugaux s'est même établie. La nouvelle indépendance des femmes oblige les hommes à se penser seuls. Le jour où M. Marcel D..., cadre supérieur de cinquante ans entendit sa femme lui annoncer qu'elle s'était engagée dans un parti politique et qu'elle avait été pressentie pour figurer sur la liste du conseil municipal, il fit deux infarctus consécutifs. La compagne de toute sa vie « *désertait la maison* ». Elle parlait politique pendant des heures au téléphone, participait tard le soir à des réunions, prenait même la parole devant des assemblées. Ne supportant pas que sa femme soit devenue une « *femme publique* » M. D... s'enfonça plusieurs mois durant dans une grave dépression.

« *Les hommes sont des handicapés affectifs et moraux. Du fait de leur éducation, ils sont incapables de faire face à des femmes qui tendent à « s'autonomiser » et qui refusent de les servir* », explique Alice, une militante féministe. L'initiative, il est vrai, a changé de camp. Du bouleversement qui affecte le couple et les relations familiales, l'homme n'est pas le moteur.

La répartition nouvelle des fonctions (d'aucuns disent « pouvoirs ») a entraîné un bouleversement des mentalités. Selon une enquête effectuée en 1978, les trois quarts des moins de trente ans pensent que « *les rôles de l'homme et de la femme dans l'éducation des enfants et dans la vie du menage deviennent de plus en plus interchangeables, et pour la majorité d'entre eux il s'agit là d'un changement « vraiment bon »*. (3) » Cette révolution pacifique déclenchée par les classes moyennes a cependant gravement déstabilisé les hommes en général. D'autant qu'au moment où les femmes partaient vers le monde du travail les hommes, eux, se tournaient vers le foyer. Fatigués de lutter pour conserver leur emploi ou pour acquérir une promotion, certains se sont retranchés dans la famille. Ainsi « *tous les sentiments traditionnels de solidarité avec le groupe social se sont ainsi effrités, et il s'est produit un immense reflux vers la famille d'une affectivité autrefois investie de manière beaucoup plus diffuse* » (4), écrivait déjà Louis Roussel en 1975. Conséquence de ce surinvestissement du couple, les femmes sont devenues le lieu principal de l'identité masculine. On aboutit alors au paradoxe d'une vulnérabilité accrue des hommes aux changements qui affectent la condition féminine en général, et celle de leur femme en particulier. Dans le meilleur des cas, l'angoisse masculine (car c'est de cela qu'il s'agit) s'énonce clairement : « *L'évolution des femmes c'est formidable, mais celle de la mienne je ne la supporte pas.* »

La diffusion des idées est telle aujourd'hui que peu d'individus, quel que soit leur niveau culturel ou leur classe sociale, ont pu se « protéger » de notions comme l'égalité des sexes devant les tâches ménagères, l'exigence du droit aux relations sexuelles avant (et même en dehors) le mariage, à la contraception, au divorce, etc. Bien entendu, toute généralisation serait abusive. Comme le fait remarquer Nadine Lefaucheur (5), la perméabilité à la modernité diffère selon le statut social. Que l'on soit agriculteur ou cadre moyen, ouvrier ou cadre supérieur, que l'on habite Paris ou la province, que l'on ait vingt-cinq ou soixante-dix-sept ans, et surtout que l'on soit homme ou femme, les opinions divergent.

Il n'en reste pas moins vrai que les nouveaux modèles familiaux sont le signe d'un ébranlement de l'institution familiale et des règles admises entre les sexes. La famille reste un « pilier » de la société, mais elle change.

Le « nouveau » fera-t-il éclater l'« ancien » ? Faute de certitude, on peut du moins le supposer. Ayant goûté à l'indépendance, il est permis de penser que les femmes ne s'arrêteront pas en chemin. Les convictions religieuses mises à part, on voit mal pourquoi elles tiendraient à prolonger des jeux de rôle qui relèvent déjà d'une autre époque. D'ores et déjà, le bouleversement des relations homme-femme oblige les hommes à une profonde réévaluation d'eux-mêmes. Réévaluation à laquelle rien ne les avait préparés. Car la relation conjugale traditionnelle se situait dans le prolongement de la relation mère-fils. L'épouse traditionnelle rendait à l'homme les mêmes services que sa mère, le complétait (« ma moitié »), le rassurait. Que la compagne moderne refuse ce rôle et l'homme se sent orphelin, avec tout ce que ce mot implique d'angoisse, de détresse et d'absence de repères.

Que veulent-elles ?

Ce sentiment d'abandon est d'autant plus accentué que la démarche des femmes n'est pas sans ambiguïtés. Les « nouvelles femmes » transigent peu sur leurs récentes libertés, mais elles recherchent en même temps une sécurité affective accrue. « *Une plus grande liberté se paie toujours par de l'angoisse* », explique un psychanalyste. De ce fait, les hommes se sentent à la fois rejetés et recherchés par les femmes. On les repousse comme protecteurs tout en réclamant le droit de se réfugier quelquefois entre leurs bras. « *Que veulent-elles de nous ?* » Et le miroir brisé ne répond pas. L'angoissante question subsiste : « *Etre un homme aujourd'hui c'est quoi ?* »

Cette question ne reste pas sans effet sur la virilité. « *Il y a une rupture dans l'identification de l'homme au phallus* », disent les analystes. Autrement dit, la sexualité est aussi une question de rôles sociaux. Quand l'homme n'est plus « conquérant » ni la femme « soumise » avec ce que ce scénario peut (parfois) comporter de jeu et de connivence, il arrive que l'amour n'aille plus. Guy, architecte, divorcé, trente-trois ans, recherche surtout « *la tendresse des femmes sans passer obligatoirement par les relations sexuelles. Lorsque je vois qu'il m'est impossible d'échapper au comportement habituel, je me mets à boire. L'ivresse me sert d'excuse et les femmes ne sont pas blessées.* »

« Psy » et sexologues se sont habitués à la soudaine recrudescence de « problèmes sexuels » masculins. M. et Mme B... sont mariés depuis quinze ans. Quinze ans d'un labeur acharné, au cours desquels ils sont devenus enfin propriétaires du pavillon de leur rêve. Leurs enfants « marchent droit », bref ils ont tout pour être heureux. Pourtant, un mal secret ronge M. B... : il souffre d'éjaculation précoce depuis son mariage. Tous les spécialistes du corps médical, consultés en secret, n'ont fait qu'aviver son angoisse. Un jour enfin, un médecin a l'idée de le faire parler de son travail. Livreur dans une usine d'alimentation, M. B... dit qu'il est un « raté ». Surtout que sa femme est secrétaire dans la même entreprise que lui. M. B... n'en revient pas d'avoir réussi à séduire ce « col blanc ». Convaincu de la supériorité de sa femme, il a instauré un extraordinaire système de dépendance qui le pousse à demander l'autorisation d'inviter un ami, de sortir, d'effectuer le moindre débours, bref à s'« *interdire de désirer* ». Cette anorexie sexuelle a des conséquences que certains parfois jugent positives. « *On voit de plus en plus d'hommes venir nous consulter sur la qualité de leur plaisir* », explique le docteur D..., sexologue et gynécologue. « *L'évolution des femmes a permis au corps masculin d'émerger hors des normes établies auparavant. Comme les femmes, ils veulent pouvoir explorer les pleines possibilités de leur corps.* » Preuve que tous les hommes ne vont pas mal ? Preuve que l'évolution féminine leur a permis d'aborder des rivages sensuels et affectifs qu'ils ne soupçonnaient pas ? Sans aucun doute.

C'est dans les classes moyennes que cette dernière mutation des hommes a été entamée le plus nettement. Le docteur D... est lui-même le prototype de ces « nouveaux hommes ». Loin de se cabrer face à l'émancipation des femmes, il affirme au contraire son « *bien-être* » et souligne son « *malaise devant certains impératifs masculins* ». Ce médecin prône l'égalité absolue entre les sexes, voue une « *grande admiration* » aux femmes et laisse « *éclore sa féminité* ». Son apparence est effectivement pleine de douceur, son ton toujours uni et chacun de ses gestes est empreint de langueur. Au point qu'une de ses clientes a pu dire de lui : « *Le docteur D..., c'est un homme-femme.* » En fait, finit-il par avouer, « *je préfère abdiquer mes pouvoirs avant qu'on ne me les retire* ».

Contraception

Est-ce là la clef du comportement masculin quand il est volontairement égalitaire ? Il est plus charitable de penser que, la recherche du bonheur n'étant plus régie par une quelconque autorité externe, les hommes se retrouvent, face à leur femme, sans identité précise. Ce qui pourrait être liberté devient vacuité et angoisse. Mi-contraints, mi-intéressés, ils découvrent alors les fonctions traditionnellement dévolues à la femme. D'autant que, lorsqu'ils refusent de s'y intéresser, leurs compagnes ne craignent pas de les quitter. Les deux tiers des divorces sont aujourd'hui demandés par les femmes. Le taux de « divortialité », comme disent les sociologues, avoisinait déjà 25 % des mariages en 1978. Et c'est l'un des plus faibles du monde occidental. En Suède et aux Etats-Unis, on compte un divorce pour deux mariages.

En réalité, si déstabilisation des hommes il y a, l'accession

Le père, cet inconnu

« En Occident, père et mère ne sont pas pairs », *explique Geneviève Delaisi de Parseval, psychanalyste et chercheur, auteur de deux ouvrages concernant l'enfance et la paternité* (1).

« Dans notre société, la conception, la grossesse, l'accouchement, l'enfance du rejeton sont considérés comme des moments exclusivement féminins. A chacune de ces étapes le père se voit cantonné dans un rôle secondaire. Rien n'est plus instructif, à cet égard, qu'un bref regard sur les mots français concernant la paternité. Pas d'« instinct paternel » dans le Larousse ; l'instinct maternel, en revanche, y a sa place... Le verbe « materner » se trouve aussi dans le dictionnaire, mais pas « paterner » ni « paternage ». Quant à un enfant « naturel », on l'aura deviné, c'est un enfant sans père ! Autre bizarrerie linguistique : le père « n'attend pas » d'enfant quand sa compagne est enceinte ; l'expression « *expectant father* » est pourtant très banale en anglais. On ne peut pas non plus savoir si un homme a, ou attend, son premier enfant ou le second. En revanche, notre vocabulaire possède une subtilité confondante pour la mère : elle est primipare (si elle accouche pour la première fois), multipare, etc.

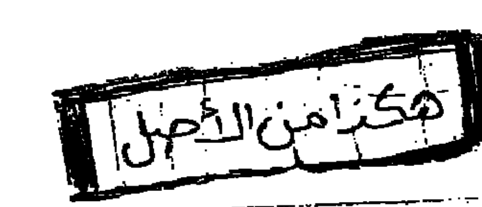
» En fait, notre société attache un rôle paroxystique, et même un peu pervers, au sperme du coït fécondant. Si on regarde ce qui se passe dans d'autres sociétés, on s'aperçoit que le géniteur peut n'avoir aucune importance. Est père l'homme qui accomplit un certain nombre de sacrifices ou de rites, comme en Australie. En Afrique, dans certaines sociétés, même une femme peut devenir père. Il s'agit en général d'une femme stérile. Vers quarante-cinq ans, elle se marie avec une femme plus jeune et embauche un esclave comme géniteur. Bien entendu, c'est elle qui sera considérée comme le « père » des enfants à naître. Autre exemple : le lévirat. Chez les juifs orthodoxes, le frère le plus jeune est obligé de reprendre l'épouse du frère aîné, mais les enfants issus de ce second mariage auront pour père le frère mort.

» La paternité, et il en existe bien des formes, est donc quelque chose de profondément culturel. Même dans notre société, les paternités sont multiples, simplement on ne les reconnaît jamais comme telles. Il faudrait ainsi distinguer entre le « primipère » et le « multipère ». Pour le père, comme pour la mère, quelque chose de très différent se joue avec le premier enfant. Celui-ci sert souvent à éponger un élément du conflit névrotique de chacun des parents. D'où la différence de statut entre l'aîné et les cadets. Le « multipère simple » — celui qui a tous ses enfants avec une même femme — et le « multipère composé », qui a des enfants avec au moins deux femmes, vivent des paternités totalement différentes.

» On trouve également d'autres figures de « multipères composés ». J'ai eu, ainsi, l'occasion de voir un homme qui avait déjà des enfants se présenter à une banque du sperme comme donneur. Je ne dis pas qu'être donneur de sperme, c'est être donneur de paternité, mais c'est être donneur de paternité entre guillemets. On ne donne pas du sperme par hasard. Il y a aussi le cas du père stérile qui adopte un enfant, ou le cas du père stérile dont la femme est inséminée. A ce sujet, il apparaît maintenant que le processus de l'insémination est long à réussir parce que l'homme n'est pas investi suffisamment comme père par l'équipe médicale. Du coup, la femme se rend stérile pour atteindre la « déficience » de son mari. C'est une magnifique preuve d'amour. On a vu également le cas d'un homme stérile, dont la spermatogenèse quasi nulle est remontée après la naissance d'un enfant conçu par insémination artificielle. Il a pu alors concevoir un second enfant dont il était le père biologique.

» Bref, tout cela pour dire que la paternité, on commence à s'en apercevoir, constitue un monde parfaitement inconnu, aussi « fécond » que la maternité. Dans la réalité, le statut de père a été littéralement dénié à l'homme latin. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait réagi à cette dépossession, tantôt par une attitude « macho », tantôt de façon régressive à travers une symptomatologie de couvade. Ce comportement d'« homme enceint » est très banal au demeurant, mais on refuse de le reconnaître comme tel. Cela change actuellement. Faisons un pari : de la même façon qu'il est culturellement admis que les femmes éprouvent nausées et vertiges, au point que la phraséologie médicale a répertorié ces signes de grossesse comme « normaux », de même on peut supposer que d'ici quelques années les symptômes de couvade masculine deviendront classiques et typiques de l'état de futur père. Tant mieux. Un enfant, ne se fait-il pas — en France comme ailleurs — « à deux » ? »

(1) *L'Art d'accommoder les bébés* (en collaboration avec Suzanne Lallemand). Ed. Le Seuil. *Paternités* (à paraître en février 1981). Ed. Le Seuil.



dent pour la Pologne ou l'Allemagne de l'Est, avec lesquels la R.F.A. a des litiges territoriaux d'une autre ampleur.

En 1964, l'Allemagne présente une contre-proposition. Elle offrait à la France de racheter la forêt du Mundat, en espérant sans doute secrètement que son partenaire ferait un geste pour lever le séquestre des terres du Wissembourg. L'Allemagne offrait 7 ou 8 millions de DM pour le Mundat. L'affaire capota. En France, d'ailleurs, il n'y avait pas eu accord unanime quant à l'attribution de cette somme. Wissembourg la revendiquait pour la caisse communale. Le ministre des finances, à l'époque M. Valéry Giscard d'Estaing, faisait valoir que ces millions devaient entrer dans les caisses de l'Etat.

Le règlement s'enlisa de nouveau. *« Le Mundat n'est pas un problème »*, admettent ensemble les maires de Wissembourg et de Kandel, se faisant les interprètes d'une majorité d'élus et d'habitants. La ville de Wissembourg, il est vrai, ne peut pas se plaindre de la situation actuelle : elle tire son eau du petit massif du Mundat, exploite les forêts et loue les chasses. Son maire plaide plus que jamais pour une dissociation des deux questions territoriales. Le cas du Mundat, pense-t-il, ne pourra se régler que par l'histoire et la diplomatie. Peut-être à la faveur de ce traité de paix qui reste à signer entre l'Allemagne et les ex-alliés. Mais, dit-il *« la France peut lever tout de suite le séquestre. Il suffit d'un geste politique du président de la République. Ou d'un amendement à la convention de 1962 qu'a déjà ratifiée le Parlement français »*. M. Alfred Zoog se propose de repartir en campagne, ces prochains mois, dans ces deux directions. Mais a-t-il une chance d'aboutir avant l'élection présidentielle d'avril et mai prochains ?

Dossiers parallèles

Le maire de Kandel approuve la détermination du premier magistrat de Wissembourg. Il ne met pas la forêt du Mundat dans la balance. En Allemagne, celle-ci a moins de poids électoral que la survivance du séquestre sur les vignes et les labours.

M. Oskar Böhm a été de ceux qui ont interpellé le gouvernement fédéral pour savoir s'il n'était pas possible d'inclure la négociation sur le séquestre, et accessoirement sur la forêt du Mundat, dans les discussions franco-allemandes à propos de l'indemnisation des incorporés de force alsaciens et mosellans. Il s'agit des survivants de ces cent quarante mille jeunes Alsaciens et Mosellans qui, pendant la seconde guerre mondiale, ont été contraints de revêtir l'uniforme hitlérien.

A l'automne 1978, le secrétaire d'Etat à la santé, un Alsacien, M. Daniel Hoeffel, mandaté par le président de la République française, et l'ex-ministre allemand des finances, M. Alex Moeller, homme de confiance du chancelier Helmut Schmidt, sont parvenus à un accord : la R.F.A. versera en trois ans, d'ici à 1983, 250 millions de deutschemarks à une fondation française chargée de répartir la somme entre les victimes de l'incorporation de force. La concrétisation de cet accord, accepté par M. Giscard d'Estaing et par le chancelier Helmut Schmidt, dépend encore de l'issue des élections législatives allemandes de l'automne prochain.

Dans un premier temps, Bonn n'a pas exclu de mêler les discussions sur les incorporés de force aux litiges territoriaux. Une lettre du secrétaire d'Etat fédéral aux affaires étrangères, le Dr Klaus von Dohnanyi, au maire de Kandel, en fait foi. Mais devant l'émotion suscitée en Alsace par ce mélange des genres, Bonn a mis une sourdine. Et M. Daniel Hoeffel a dû formellement démentir, dans une lettre à M. Zoog, qu'il y eût un lien quelconque entre l'indemnisation, le Mundat et le séquestre.

« Les dossiers ne seront plus jumelés, mais ils progresseront parallèlement », c'est l'assurance que M. Oskar Böhm déclare avoir reçue à Bonn. Le maire de Wissembourg, M. Alfred Zoog, lui-même ancien incorporé de force, veut s'en tenir à la promesse de M. Daniel Hoeffel. Ce qui ne l'empêche pas d'appeler de tous ses vœux une levée de séquestre.

Quant à la forêt du Mundat, advienne que pourra. Les Wissembourgeois rappellent qu'elle fut donnée, au VIII[e] siècle, par le bon roi Dagobert à l'abbaye bénédictine autour de laquelle se bâtit la ville. Et que son nom signifie « bien donnée ». ■


MYTHE

Éternelle Angélique

Quatre-vingts millions de lecteurs dans le monde – et quelques éditeurs – attendent avec impatience le onzième tome d' « Angélique marquise des Anges ». Un record de longévité pour un personnage romanesque.

JOËLLE STOLZ

QUEL est le romancier français qui se situe, par le nombre de traductions, entre Gide et Flaubert ? Vous serez peut-être surpris d'apprendre qu'il s'agit d'Anne Golon, auteur, avec son mari, de la série des *Angélique*. Quand je dis que je suis une lectrice passionnée de ces romans, on me regarde, en général, avec des yeux ronds ou le petit sourire que l'on réservait jadis aux amateurs de bandes dessinées. En France, à tort ou à raison, le succès populaire d'une œuvre est facilement attribué à la médiocrité de son contenu : dans un système où les marchandises circulent plus librement que les idées, ce qui se vend trop bien ne saurait être que suspect.

Or *Angélique* se vend dans le monde entier — quatre-vingts millions de lecteurs, un vrai rêve d'éditeur — et a bénéficié d'un *« marketing » exceptionnel* pour un roman français à l'époque où il a été lancé, dans les années 50. Le principal artisan de cette réussite commerciale est M. Gauthier, directeur d'Opera Mundi et des éditions Trévise, qui publient, depuis vingt ans, des « valeurs sûres » telles *qu'Anne Golon*, *Juliette* Benzoni, Colette Davenat et la prolifique Anglaise Barbara Cartland. Il a des cartons pleins de coupures de presse sur *Angélique*, qui a été traduit en vingt-sept langues. Celles du lancement aux Etats-Unis révèlent un sens certain de la publicité : pour accompagner la sortie de la première édition américaine, en 1958, il avait confié au couturier Oleg Cassini le soin de promouvoir une ligne comprenant parfum, lingerie, style de coiffure et mobilier. *The Angelique look* exploitant sans complexe le cliché de *la Française* (en français dans le texte) aux boucles blondes, à la bouche pulpeuse et à l'œil coquin : Brigitte Bardot dans les salons de Versailles. C'est cette image que l'on retrouve sur la plupart des couvertures des éditions étrangères, plus ou moins platinée, déshabillée ou avantagée par la nature. J'ai du mal à reconnaître « mon » Angélique dans ce harem.

Car ce qui distingue cette série *romanesque des « sagas » familiales* anglo-saxonnes, c'est que l'intérêt du lecteur est concentré d'un bout à l'autre sur un seul personnage, dont il voudra connaître le passé et le devenir. A mesure que progresse l'action, il va trouver des références constantes aux premiers tomes, donc autant d'incitations à les lire. Tous ces petits cailloux semés sur la route finissent, d'ailleurs, par alourdir le rythme, de façon d'autant plus inutile que le public d'*Angélique* est fidèle : *« Nous enregistrons très peu de baisse d'un volume à l'autre »*, souligne M. Gauthier. Une rente tellement sûre que l'éditeur allemand a sablé le champagne en apprenant la publication imminente d'un onzième volume, impatiemment attendu depuis quatre ans. *« On nous envoie à Trévise des lettres d'insultes parce que ça ne sort pas assez vite. C'est le seul livre qui provoque ce genre de réactions. »*

Propriété des lecteurs

Anne Golon a reçu une correspondance émouvante, la suppliant *de ne pas abandonner* sa tâche malgré la mort de son mari. Ces lettres de lecteurs, qui sont surtout des lectrices, expriment un attachement durable au personnage d'Angélique, devenu un peu leur propriété ou un membre de leur famille : l'une se propose d'aider Anne *Golon au cas où elle serait* à court d'idées pour donner une suite au roman ; l'autre lui interdit formellement de montrer son héroïne défigurée ou vieillissante ; et une grand-mère s'exclame, à propos de la fille d'Angélique : *« Je n'arrive pas à m'entendre avec cette petite ! »* Ce que les lecteurs semblent craindre le plus, c'est qu'Angélique meure ou que l'histoire s'arrête, tarissant la source du plaisir romanesque et leur renvoyant l'image insupportable de leur propre fin. *« Longue vie à Angélique »* est leur cri de ralliement.

A quoi tient un pareil succès, auquel, au début, personne ne croyait ? Le livre fut d'abord publié en Allemagne parce qu'ici les éditeurs faisaient la moue : *« Une histoire à l'époque de Louis XIV ? Ça ne marchera pas. »* Si l'on peut comprendre que cette française du dix-septième siècle intéresse ceux dont l'orgueil national est revigoré par l'évocation du Roi Soleil, on se l'explique moins quand les *lecteurs sont* brésiliens, suédois, russes ou japonais. Au Japon, le roman a remporté un véritable triomphe ; on en a même tiré un opéra joué par une troupe de femmes : 500 000 personnes sont venues applaudir une Angélique pour nous insolite, brune et frêle dans de somptueux brocards d'or. Les Japonais préparent maintenant un dessin animé de cinquante-deux épisodes de quarante-cinq minutes. Fascination pour la culture, pour les produits français ?

« Le succès d'un livre ne repose pas sur des recettes de marketing, assure M. Gauthier, qui *s'y connaît en « best-sellers ». Un livre n'est pas une savonnette, s'il se vend bien c'est qu'il est fait avec talent. »*

Le « phénomène Angélique » doit certainement beaucoup à la qualité du travail historique effectué par les auteurs. Au cours de ses tumultueuses aventures, l'héroïne traverse une bonne partie du dix-septième siècle français : la petite noblesse sans fortune, les conflits entre l'aristocratie et l'Etat, la vie à la cour, la bourgeoisie marchande, les révoltes des provinces, les milieux protestants et les rapports entre islam et chrétienté sont évoqués de façon souvent passionnante à partir d'un travail de documentation considérable, estimé par Anne Golon à plus de deux cents ouvrages pour chaque tome.

Afin de ressusciter l'histoire des colonisations anglaise et française du Canada, où se situe l'intrigue des derniers volumes, elle y a fait depuis quinze ans plusieurs séjours, écumant les bibliothèques et les villages d'Acadie. *« Je pourrais soutenir une thèse sur la Nouvelle-France*, dit-elle. *Je suis devenue incollable sur les civilisations indiennes du Nord, les échanges commerciaux, et l'évangélisation guerrière menée par les Jésuites. »*

Son œuvre peut aussi être lue comme une sorte d'épopée de la bourgeoisie. L'époux d'Angélique, le comte de Peyrac, libre penseur passionné de sciences, pour qui l'accumulation du capital n'a plus de secrets, finit par s'embarquer dans la grande aventure du « Nouveau Monde », où il défendra le libéralisme économique et politique. On ne peut guère soupçonner Anne et Serge Golon d'être marxistes, mais peut-être pratiquent-ils le matérialisme historique comme M. Jourdain faisait de la prose. Cet aspect de leur œuvre n'a en tout cas pas échappé à des spécialistes en la matière puisqu'un *académicien soviétique*, dans la préface à l'édition russe, n'hésite pas à les comparer à Balzac et à Zola.

Surtout, *Angélique* est sorti alors que la guerre était encore présente dans les esprits. Des millions de femmes se sont reconnues en elle, comme elles s'étaient reconnues dans Scarlett O'Hara, l'héroïne d'*Autant en emporte le vent* : une femme qui endosse d'un coup d'écrasantes responsabilités et se bat avec acharnement pour défendre ses enfants. On connaît la fascination qu'exerce depuis le dix-neuvième siècle le thème de l'ascension sociale, la montée des ténèbres vers la lumière, même si elle se confond souvent avec *une rédemption par l'argent. Le* roman offrait la vision délibérément optimiste d'une réussite méritée par le courage et l'intelligence, puisque la jeune femme, tombée au plus bas de l'échelle, en gravit à la force du poignet tous les degrés — servante, commerçante, grande bourgeoise, pour *finir* dame de la Cour, — et cela en dix ans à peine ! Angélique, une « selfmade woman » du Grand Siècle... Mais les auteurs osaient aussi aborder des sujets encore tabous, qui touchaient particulièrement les femmes au sortir de la guerre : le viol et le traumatisme sexuel qui en résulte, le refus de l'enfant du viol, dont on cherche à se débarrasser par l'avortement et l'abandon, puis qu'on accepte, les réactions du mari devant cet enfant. Anne Golon avoue avoir dû imposer à son mari sa propre conception des choses : *« Les hommes ne comprennent jamais que le viol est une sorte de mort, pour eux la femme est d'une certaine manière coupable de s'être fait violer. »* Sa vision d'une Angélique révoltée contre Dieu, le roi et les hommes est sans doute la plus saisissante des apparences d'une héroïne sujette aux métamorphoses.

Savoir-vivre au féminin

Ménagère, mondaine, chef de guerre, odalisque, mère, amoureuse, chacun (et chacune) peut y trouver son idéal féminin. Mais au lieu de s'éparpiller dans ces *expériences diverses*, le personnage se charge toujours plus de signification et devient un nouveau modèle de femme, non pas figé dans un rôle, mais capable d'assumer plusieurs rôles successifs. Une lectrice écrit à Anne Golon : *« Souvent vos livres m'ont permis de réfléchir sur ma vie et de comprendre certaines choses, à mesure que votre héroïne les comprenait. (...) Quand je l'ai connue, j'avais quelque vingt ans, des bébés, des problèmes conjugaux, et je préférais les premiers volumes. Maintenant, j'ai des enfants adolescents, et mes préférés sont les derniers. Cette lecture m'a aidée, ne serait-ce qu'aux moments de désespoir, en m'aidant à oublier un peu la réalité, mais aussi quand il s'est agi de « prendre le taureau par les cornes » et de payer de sa personne, quand j'ai dû, seule avec mes petits, affronter la vie. »*

Ce roman, sans cesse lu et relu, est moins un récit d'aventures qu'un manuel de savoir-vivre au féminin, que l'on consulte dans les moments difficiles, pour savoir *« comment Angélique aurait fait »*. C'est aussi un manuel de savoir-vivre avec les *« nouvelles femmes »*, dont Angélique est un peu l'ancêtre. Les derniers volumes, dans lesquels l'héroïne a retrouvé son mari, sont un hymne à l'amour conjugal et au couple traditionnel, mais un couple dans lequel l'homme doit apprendre à respecter la personnalité d'une femme qui a vécu quinze ans sans lui. En désignant comme objet du désir masculin, non plus la jeune fille en fleur mais une femme adulte qui a conquis son autonomie, le roman reflétait et accentuait l'évolution des mentalités. Cela expliquerait qu'il ait, *lors de sa publication en collection* de poche, en 1978, gagné sans difficulté des couches de lecteurs beaucoup plus jeunes, et sans doute plus sensibles que leurs aînés aux idées féministes.

Angélique, héroïne féministe ? Plutôt un avatar moderne du bon vieil éternel féminin. Dans le sacro-saint couple enfin reconstitué après tant de péripéties, Il est l'intelligence, la force politique, le chef ; Elle est l'amour, la force de séduction, la bonne fée. Les derniers volumes lui donnent une dimension véritablement mythique, celle de la nouvelle Eve d'un monde sans péché, qui livre un combat contre les forces ténébreuses du Vieux Monde dominé par les intérêts politiques et religieux. On est assez loin des galipettes cinématographiques de Michèle Mercier !

En France, les mauvais films commis par Bernard Borderie ont catalogué le roman dans le genre *« divertissement érotique à alibi historique »*, ou, pire, la *« littérature de dame »*. Financièrement comblée par le succès de ses livres, Anne Golon souffre pourtant de ne pas se voir reconnue comme une romancière à part entière.

« Mes enfants appellent Angélique « ta mongolienne ». C'est la fille dont on a honte », dit-elle, un peu amère d'avoir couvé un cygne *« visible seulement aux cœurs purs »*, qui restera pour d'autres un vilain petit canard.

Mais, après tout, que demande le peuple ? Eh bien, il brûle de savoir enfin si Angélique va séduire le Père d'Orgeval, terrible jésuite du Québec... ■


TUDOR BANUS.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Envahissante informatique

Comme la France, l'Allemagne fédérale doit se défendre contre les dangereuses facilités de l'informatique qui menace constamment de « mettre en fiches » tous les citoyens, respectables ou non. Elisabeth Cadot a fait le tour des principaux « réservoirs de fiches » d'outre-Rhin.

ÉLISABETH CADOT

UN bâtiment massif, planté sur la colline de Wiesbaden, abrite le plus formidable arsenal policier d'Europe, le Bundeskriminalamt (B.K.A.), office criminel fédéral, et son système électronique.

Avec ses quelque deux cent mille ordinateurs de toute espèce, et sa police, qui se vante d'être la mieux équipée du monde après le F.B.I., l'Allemagne de l'Ouest est à la pointe du progrès informatique. Un modèle ? Nombreux sont les Allemands qui commencent à se poser des questions, voire à donner l'alarme, témoin la récente série d'articles publiés dans l'hebdomadaire *Spiegel* : « La R.F.A. sur le chemin de l'Etat policier (1) ».

L'informatisation de la R.F.A., qui date, en gros, des années 60, a pourtant connu un début euphorique. « *Pendant quelques années*, admet M. Hans-Peter Bull, le « médiateur » chargé de veiller sur la loi sur la protection des données informatiques (2), *nous avons été presque tous enthousiasmés, et même fascinés, par les possibilités techniques des ordinateurs. Certains, comme le président du B.K.A., par exemple, disaient que, avec leur aide, on repousserait la criminalité dans ses derniers retranchements, on prendrait les criminels en tenaille...* »

Premier choc pour une opinion publique jusque-là assez indifférente, le décret sur l'extrémisme voté en 1972 par le gouvernement Brandt, qui provoque le fichage de près d'un million de personnes, et amène quelque quatre mille demandeurs d'emploi, professeurs, employés des postes ou des chemins de fer, éboueurs ou jardiniers municipaux, à se retrouver « interdits professionnellement ». Avec stupéfaction, des Allemands parfaitement honorables découvrent alors que leur passé a été depuis fort longtemps minutieusement fiché.

La vague de terrorisme qui débute dans les années 70 et va en s'amplifiant transforme ces habitudes en une véritable « folie de l'espionnage » et des bavures de plus en plus nombreuses se produisent. Une série de scandales commence par la fameuse affaire Traube (1977) (un savant, physicien nucléaire espionné pendant deux ans), qui coûte son poste au ministre de l'intérieur d'alors, M. Werner Maihofer, déclenche une sorte de paranoïa : « *Je surveille ce que je jette dans la corbeille à papier* », « *Je n'ose participer à des manifestations* », « *J'évite d'acheter dans des librairies de gauche* »... tels sont quelques-uns des aveux recueillis auprès de jeunes par la Deutsche Gesellschaft für Verhaltenstherapie (Société allemande pour la thérapie du comportement) dans un document de quatre-vingt-cinq pages sur l'état moral de la nation.

La loi du 1er janvier 1978 sur la « protection des données informatiques » — la première du genre en Europe —, met un frein à ces méthodes abusives. Le gouvernement nomme en février 1978 le premier médiateur, chargé pour une durée de cinq ans de contrôler l'application de la loi : le Dr Hans-Peter Bull.

« *J'ai maintes fois expliqué*, écrit-il dans son deuxième rapport (3), *que le système d'information existant ne permet pas d'appeler la R.F.A. un « Etat policier. » Mais certaines manières de se procurer des informations, de même que leur utilisation, donnent matière à la critique juridique. Certains projets — qu'ils soient étatiques ou privés — laissent apparaître des tendances inquiétantes à utiliser la technique au service d'intérêts particuliers et mettent des hommes en situation de dépendance.* »

Les cibles de toutes les accusations, vraies et fausses, sur le B.K.A. (la police criminelle fédérale) et le Verfassungsschutz (service de renseignements) qui disposent de systèmes électroniques aux noms à la John le Carré : INPOL, NADIS, PIOS...

INPOL, créé en 1972, c'est le système d'information de la police. Il est relié en étoile aux Länder (Etats). La presse allemande ne s'est pas fait faute de relever quelques-unes des « bavures » de ce système techniquement admirable. Ainsi l'aventure de ce journaliste de trente-deux ans, Henrik B... Collaborateur d'un grand journal allemand libéral, il est invité en Suisse pour y faire une conférence. A l'aéroport de Cologne-Bonn, on lui demande — très normalement — son passeport, puis, soudain, sans explications, on le fouille, ainsi que sa valise ; on essaye de lui faire rater son avion. B..., qui n'a rien à se reprocher, n'y comprend goutte. En fait, journaliste de gauche, il a été mis automatiquement en fiche dans INPOL, comme « citoyen à surveiller »...

Le Gotha du crime

INPOL doit « *donner toutes les informations nécessaires à tout policier ou autre usager, à tout endroit de la R.F.A.* (et si nécessaire à l'étranger), *à chaque instant* (jour et nuit), *sur toute personne ou objet connu de la police* ». L'ensemble comprend 18 ordinateurs, certains en double emploi, pour des raisons de sécurité ; 800 terminaux y sont reliés. Depuis 1973, le B.K.A. est devenu le « *centre policier pour le traitement des données électroniques entre les Länder et l'Etat fédéral* ». Cela veut dire que les Länder transmettent leurs renseignements à INPOL. Le B.K.A. dispose également de fichiers qui lui sont propres. Il en va de même pour les Länder.

INPOL a été conçu, à l'origine, pour remplacer le vieux registre de recherche, périmé le jour même de sa sortie. La première banque de données réalisée a donc été celle de la « recherche », véritable Gotha de la criminalité. On y trouve les numéros d'objets volés, de pièces d'identité (70 000), de billets de banque, d'armes... Y figurent aussi 200 000 personnes, dont 100 000 étrangers recherchés. Les succès indéniables des premières années (dès 1976, 18 000 personnes interpellées aux frontières, dont 9 000 sont arrêtées, soit une augmentation de 94 % par rapport à 1973 où le système ne fonctionnait pas encore complètement) conduisent M. Horst Herold, le président du B.K.A., surnommé « M. Computer », à voir dans l'informatique la solution à tous les maux de la police, et un pas décisif pour la criminologie. Il suffit, pense-t-on au B.K.A., de rassembler le maximum d'indications sur chaque crime ou délit, son auteur et son entourage pour agir à coup sûr. La condition : des fichiers de plus en plus nombreux et de plus en plus détaillés qui permettent des méthodes de recherches par recoupements, la Rasterfahndung. Si, par exemple, on apprend qu'un vol vient d'être commis dans une église, par un expert en serrures, grand, avec un accent, il faut pouvoir, en quelques minutes, « *donner la liste de tous les serruriers de plus de 1,80 mètre, qui parlent avec un accent souabe, et pratiquent le vol dans les églises* ».

Six autres banques de données sont donc créées. A côté du fichier « Recherche », on met au point un fichier « Prison », particulièrement nécessaire puisque, de l'aveu même de la police, il est arrivé qu'on lance des avis de recherche contre des suspects disposant du meilleur alibi du monde : ils étaient sous les verrous... Les enquêteurs du ministre de l'intérieur ont découvert avec surprise dans ce fichier la liste des malades mentaux internés dans les maisons de santé !

Enfin, on établit un fichier très contesté, le Z.P.I. (Index central des personnes). C'est l'un des plus gros ordinateurs du système INPOL. Tout le monde peut y être inséré dès lors qu'un « dossier criminel » a été ouvert. Jusqu'à une date très récente, il semble bien que le B.K.A. ait eu une notion fort extensive du « dossier criminel » celui-ci allant jusqu'à la simple dénonciation. Or les polices criminelles de tous les Länder, mais aussi les simples commissariats de Bade-Würtemberg, de Brême et de Saxe y ont un accès direct. Le Z.P.I. permet non seulement l'identification des personnes, mais aussi le recoupement et l'échange de tous les renseignements sur chacune d'elles. Dès avril prochain, un projet prévoit de transformer le Z.P.I. en un « fichier de renseignements criminels » (KAN) qui sera subdivisé en trois catégories : régions, Länder et Etat ce qui évitera qu'un petit voleur de voiture local se retrouve dans la même catégorie qu'un criminel dangereux.

A côté de ces banques de données destinées à la recherche rapide, le B.K.A. dispose aussi d'ordinateurs de documentation. Il y en a quatre principaux : le fichier des empreintes ou « dactyloscopie », le fichier S.S.D. des « délits et de leurs auteurs », un fichier de documentation criminelle, et le redoutable PIOS.

La banque de données « dactyloscopie », contient 2,1 millions de personnes

La tentation est grande pour la police de recueillir les empreintes des 60 millions d'Allemands, mais la Constitution s'y oppose. Et on a découvert dans le fichier les empreintes de réfugiés hongrois passés en R.F.A. après 1956, de même que celles des réfugiés politiques de la R.D.A. accueillis au camp de Marienfeld.

Portraits

Le fichier S.S.D. (délits et auteurs) est censé permettre une évaluation « pluridimensionnelle » des informations. Le système doit pouvoir relier entre eux « des actes criminels avec des auteurs recherchés d'actes criminels différents ou avec des criminels que l'on vient d'arrêter ». Ce sont les Länder qui fournissent les données de ce registre. Les crimes et leurs auteurs sont fichés, de même que le lieu, l'heure, les circonstances du crime, la manière de « travailler », la description physique du criminel, bref, tout ce qui a trait au forfait. Des initiales précisent le type de victime (VOP), le moyen de fuite (T.B.F.), les tatouages (L.T.W.) ou les défauts de prononciation (L.S.P.).

Le PIOS (Personnes, institutions, biens et objets) est une banque de données spéciale pour les criminels organisés, où se retrouvent côte à côte des trafiquants de drogue, et d'armes et les terroristes. Cent trente-cinq mille personnes y seraient fichées. A l'origine, il était relié par un terminal d'ordinateur au fichier « NADIS » du service de renseignement, le BfV, Bundesamt für Verfassungschutz. Les deux administrations pouvaient donc se servir du PIOS. Les enquêteurs du ministre de l'intérieur y ont trouvé une liste de personnes (six mille quarante-sept) dont le seul délit était d'avoir voyagé dans le même compartiment ou la même voiture que des terroristes supposés ! D'autres sont des opposants reconnus ou supposés à l'énergie nucléaire. Pour lutter contre le terrorisme et sa nébuleuse de sympathisants et de futures recrues, le B.K.A. a, en effet, appliqué une vieille recette policière : pénétrer le milieu, le connaître à fond, et dépister ainsi ceux qui pourraient se laisser tenter par ce genre d'aventure. On passe ainsi du fichage de ceux qui ont commis des actes répréhensibles, au fichage de ceux qui « pourraient » en commettre.

Critère des plus vagues, laissé à l'entière appréciation de la police. C'est ainsi qu'est née la catégorie « Befa 7 » en 1974, celle des « personnes à observer », où sont réunis, d'après M. Horst Herold, « *des terroristes, des anarchistes et autres auteurs de violence ainsi que leurs véhicules* ». En fait, on y a retrouvé le nom de personnes qui ont eu autrefois un contact avec Ulrike Meinhof, du temps où elle était journaliste des membres des *K. Gruppen*, en gros l'extrême gauche dogmatique allemande, des personnes qui connaissent des sympathisants de terroristes, leurs compagnons de voyage, volontaires ou non, leurs avocats, enfin des citoyens qui ont perdu leur passeport ou leur carte d'identité... !

D'après les chiffres de la police, sept millions de criminels et suspects seraient fichés par les Länder, et cinq millions environ figureraient au B.K.A. La destruction automatique des données est prévue après dix ans pour les adultes, cinq ans pour les adolescents, après l'âge de soixante-dix ans ou deux ans après la mort. Le B.K.A. contiendrait en tout trente et un fichiers.

Mais le fichier le plus secret de la R.F.A. est celui des trois services secrets ouest-allemands (Verfassungsschutz, MAD et B.N.D.) appelé « NADIS ». Contrairement à INPOL, il ne contient que des mentions renvoyant à des dossiers, et non pas des données précises sur la personne elle-même. Cependant « *l'importance de ce que l'on peut autoriser au service d'espionnage comme fichage est très difficile à cerner compte tenu du vague et de l'imprécision de la loi* » conclut M. Bull dans son deuxième rapport. Aux dires de l'ex-ministre de l'intérieur, M. Maihofer (1975), il s'agit en tout cas « *d'un système d'information sans exemple dans le monde* ». Personne ne sait combien de données il contient au total, ni de quel type d'ordinateurs il s'agit. Le Parlement a été informé des mentions qui y figurent grâce à M. Bull : « *jour de naissance, lieu, nationalité, adresse, numéro de téléphone, de plaque d'immatriculation, de compte en banque et de coffre...* », de même que tous les numéros des dossiers que l'on peut trouver dans l'un des services qui utilise NADIS.

Malgré les apparences, ce ne sont peut-être pas les services de sécurité, actuellement soumis aux feux croisés de la critique, qui représentent les plus grands risques d'un système de fichage omniprésent et généralisé.

Assurances sociales

Les véritables registres centraux des citoyens allemands sont en effet les banques de données des assurances sociales. A Würzburg, par exemple, au siège des caisses de retraites, quelque 75 millions de données personnelles sont rassemblées dans un fichier... « *Il est difficile de faire comprendre à des fonctionnaires qui pensent bien faire que leurs pratiques — en particulier l'échange d'informations entre administrations — peuvent mettre en danger la protection de la vie privée de chacun* », commente M. Bull. Dans cette « *zone grise et presque impénétrable du fait de sa complexité* », sont pourtant rassemblées des données qui touchent une population particulièrement « sensible » : l'emploi, les maladies, le revenu, les médicaments, le chômage. Au ministère du travail, on rétorque que la R.F.A. n'a pas, « *comme certains autres Etats, de Sécurité sociale centralisée. Chaque assurance, maladie, chômage, retraite, accident, est séparée. C'est un avantage du point de vue de la protection des données, car chacun ne doit connaître que l'indispensable. La caisse de retraites, par exemple, n'a pas à apprendre les maladies de l'assuré. Cela ne la regarde pas.* » Pourtant concède M. Paul Winkler, haut fonctionnaire au ministère du travail, « *il faut reconnaître que la loi ne nous a pas facilité la tâche. Il n'était en effet question jusqu'ici que de « secret social » une notion vague laissée à l'arbitraire de chaque fonctionnaire* ». Désormais, un projet de modification du § 35 du code de Sécurité sociale, qui a reçu l'approbation du Parlement le 13 juin 80 évoque les « données sur la personne », ce qui est plus précis. Celles-ci sont soumises à une protection particulière. L'accès à ces données est limité, pour la police et les différents service de sécurité, au cas de « *danger pour la sécurité et l'ordre public* ». Et même dans cette hypothèse, les données dont la communication est autorisée se limitent aux prénom, nom, date et lieu de naissance, adresse présente et passée de l'assuré, nom et adresse des employeurs passés et présents. Il n'est plus question, comme cela avait été le cas, de laisser la police fouiller dans les fichiers.

Il n'en reste pas moins que l'on a affaire ici — en France comme en Allemagne — à un vaste domaine extrêmement complexe, où se retrouvent les renseignements les plus précis sur la vie de chaque citoyen. M. Bull concluait — il est vrai, avant le vote du nouveau paragraphe 35 : « *Je crains que le citoyen administré par le système de l'assurance sociale ne se décourage de plus en plus et ne devienne passif. Je redoute que ces différents secteurs des assurances ne se réunissent en un « bloc d'information unique » et que le domaine de la sécurité sociale, déjà à l'heure actuelle difficile à contrôler dans son ensemble, même pour des spécialistes, ne devienne totalement impénétrable...* »

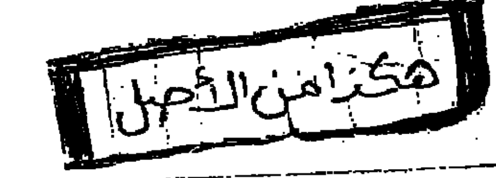


JEAN-PIERRE GAUZERE

(1) Cette série a été réunie dans un petit livre intitulé *Der Weg in Uberwachungsstaat*, de Jochen Bölsche. Collection « Aktuel rororo ».

(2) « Bundesbeauftragter für den Datenschutz ».

(3) « Zweiter Tätigkeitsberichts des Bundesbeauftragten für den Datenschutz »... 18 janvier 1980.



هكذا من الأصل

des femmes au travail n'y tient pas le rôle essentiel. La véritable révolution de ce siècle est celle de la contraception féminine. Les techniques chimiques ont, en effet, enlevé aux hommes leur responsabilité dans le contrôle des naissances. L'utilisation du condom et la pratique (aléatoire) du coït interrompu font déjà partie de la préhistoire de la sexualité masculine. Les dernières recherches historiques le montrent, la dévolution au mari de l'autorité paternelle et conjugale reposait sur le fait que la contraception lui incombait.

La pilule sape la structure familiale traditionnelle. Ce renversement ne découle pas simplement du progrès technique. Il importe de rappeler qu'il a été voulu. La première pilule contraceptive a été réclamée et financée par les féministes américaines, notamment le Planning familial américain de Margaret Sanger. Dans le même temps, le droit à l'avortement a donné aux femmes une plus complète maîtrise de leur corps. Symptômes de cette puissance nouvelle, les femmes mariées sont maintenant nombreuses à réclamer le droit de pouvoir transmettre leur nom à leurs enfants. Et certaines jeunes femmes veulent un enfant sans père (voir *le Monde Dimanche* du 9 mars 1980).

Résultat ? Pour Menie Grégoire, une *« démission »* masculine généralisée. *« On sent croître chaque jour l'absence paternelle et la démission de l'homme. Combien de femmes m'ont dit : « Où sont les hommes que vous » aviez autrefois ? »* L'autorité ? *« Les hommes ne veulent plus, ils se dérobent. Même l'apparence d'autorité masculine est en régression, et le rôle du père est en voie de disparition. C'est la femme toute seule qui doit être le père et la mère, et nous savons bien qu'elle ne peut être que la mère. Elle ne pourra jamais être le père... »* (6).

Pour Annette Langevin, sociologue : *« Nous sommes probablement dans une phase de transition. Il existe néanmoins des hommes qui prennent le problème à bras-le-corps, et d'autres qui démissionnent. Surtout chez les jeunes, car ils se sentent pressés de prendre une attitude par rapport aux nouveaux modèles familiaux, et ils en retardent le moment. Mais cette attitude n'est pas sereine, elle s'effectue sans bonne conscience. »*

En réalité, cette autorité paternelle tant regrettée était largement symbolique. Menie Grégoire le reconnaît : l'autorité, la mère souvent *« l'établissait artificiellement en disant : « Attention ! quand ton » père va rentrer... »* Et les jeunes pères ne paraissent pas mécontents d'être débarrassés de *« la corvée d'avoir à faire les gros yeux. On ne fait pas un enfant pour le dresser comme un animal de cirque »*, explique René, père d'un petit garçon.

L'enfant éducateur

« Mouche-toi », *« Tais-toi »*, *« Ne mets pas tes coudes sur la table »*, ces ordres font partie d'un système éducatif en voie de disparition. L'enfant devient un « hôte » privilégié, qu'il convient de ne pas ennuyer avec les règles d'une éducation surannée. *« L'idée de contrainte ou d'obligation tend à devenir, dans les rapports parents-enfants, aussi déplacée que dans les relations de couple »*, écrit Louis Roussel (1). Les mots « guide », « éducateur », avec ce qu'ils évoquent du dirigisme traditionnel, sont aussi rayés du vocabulaire. Beaucoup de jeunes pères déclarent, au contraire, avoir tout à *« apprendre »*, à *« comprendre »*. L'enfant devient porteur intrinsèque d'enseignement. L'éducateur pour ses grands enfants de parents, c'est lui.

Ce langage, avec ses excès, pousse à penser que les hommes tentent de s'aménager une nouvelle place dans le couple. Une nouvelle masculinité émerge qui cherche à se vivre dans une relation nouvelle à l'enfant. *« Avant, je pensais qu'il y aurait le couple... et les enfants qui viendraient s'y rattacher. C'est faux, l'enfant prend une place de plus en plus importante »*, explique Bernard, trente et un ans, père d'une petite fille (7).

En réclamant la présence du père dans les maternités, en se délestant sur lui d'une partie des soins donnés à l'enfant, les femmes ont contribué involontairement à cette renaissance du masculin autour de la paternité. Dans la salle d'accouchement, lorsqu'un père donne un bain au nouveau-né, il découvre les joies de la *« création »*. *« Huit fois sur dix, au moment du bain,* raconte une sage-femme, *le père s'interpose entre le lit de la mère et l'enfant comme s'il voulait l'empêcher de voir. Comme s'il voulait briser le lien physique de la mère et de l'enfant pour établir à son profit un lien charnel exclusif. »* L'idée émerge d'ailleurs lentement que le père peut faire... une mère acceptable. *« Il est capable d'élever ses enfants, il est porteur du même amour,* écrivait un lecteur (8). *Le père éprouve un bonheur moral et charnel à toucher, habiller, à jouer avec son enfant comme si un cordon ombilical le reliait à lui. »*

Conséquence première de ces bouffées d'amour « maternel » au masculin : le « désir d'enfant ». Dans la majorité des couples, le bébé reste encore un « désir de mère », une sorte d'« appel biologique » auquel les hommes finissent par se soumettre sans comprendre. Cependant, plus que naguère, les couples se « décident ensemble ». *« Cet enfant, nous le voulions tous les deux. »*

« C'est maintenant souvent l'homme qui émet le premier le désir d'avoir un enfant, explique Geneviève de Parseval, psychanalyste (voir encadré : Le père, cet inconnu). *De même, lorsqu'une jeune femme avorte contre la volonté de son compagnon, il arrive que celui-ci le manifeste physiquement par des nausées, des vomissements et même une maladie. »* Le désir explicite d'enfant a son corollaire : le non-désir d'enfant. *« Pourquoi, si nous ne désirons pas d'enfant, ne pas l'assumer complètement ? Pourquoi accepter comme une fatalité l'absence d'une contraception masculine ? »* Cette question est posée par les membres de l'Association pour la recherche et le développement de la contraception masculine (Ardecom) (9).

La « pilule pour homme » est née de la rencontre paradoxale entre un « groupe-hommes » (voir encadré) s'appliquant à redéfinir la condition masculine, et une équipe de médecins effectuant des recherches sur la stérilité masculine dans le cadre d'une politique nataliste. En l'état actuel de la recherche, « prendre la pilule » n'est pas chose simple pour un homme. Il doit se masser quotidiennement le corps avec une solution contenant de la testostérone, puis prendre deux fois par jour de l'acétate de médroxyprogestérone par voie buccale. Aucune méthode « unitaire » n'a pu être encore mise au point ni en France ni à l'étranger, où les recherches en sont au même niveau.

Six hommes expérimentent actuellement la pilule en France. De quel horizon viennent ces « militants » ? Ils sont issus tout à la fois de la crise des idéologies politiques et des problèmes d'identité que posent les enfants : *« Ceux dont on est le père biologique, ceux avec lesquels on vit, ceux qu'on voudrait avoir, ceux qu'on imagine, et, pour certains, le refus d'être père. »*

Pour ces derniers, le besoin d'une contraception est né également d'une réaction au féminisme et du refus d'être cantonné dans un rôle de « géniteur » par les « mères célibataires volontaires ». La contraception masculine, nouvel avatar de la lutte des sexes ? En tout cas, ceux qui la prennent tiennent à manifester qu'un enfant *« ça provient aussi du corps d'un homme »*.



GILBERT HOUBRE

Fantasmes

Pour Alain S..., la contraception n'est pas une arme. Elle tend plutôt vers un *« partage »*. *« Quand une femme dit qu'elle en a « marre » de prendre la pilule, les hommes n'entendent généralement pas que c'est leur corps qui ne la supporte plus. »* C'est pourquoi Alain n'est pas partisan pour lui-même des méthodes hormonales. Il préfère utiliser la « chaleur » : augmenter la température des testicules permet de faire baisser la spermatogénèse.

Pour tous les membres d'Ardecom, l'aventure contraceptive a été une révélation, celle du corps masculin. *« Les hommes ignorent totalement comment leur corps fonctionne »*, expliquent-ils, retrouvant les mots qui ont fait, il y a dix ans, les beaux jours des slogans et de la littérature féministes. *« Même les médecins n'en savent rien*, ajoute Patrick, médecin-accoucheur et membre d'Ardecom. *Ce n'est pas abordé au niveau des études médicales, il n'y a rien qui corresponde à « gynéco-obstétrique ». Quand on parle à un toubib de vasectomie, il vous répond par ses fantasmes de castration. »*

Le Dr C. S..., endocrinologue, qui mène les recherches sur la contraception masculine, suit de près ces hommes qu'il considère comme des *« cas psychologiques »* (pour ne pas dire politiques). Il écoute leurs arguments et leurs discours avec intérêt tout en les maintenant étroitement dans les règles de la sécurité médicale. Celui qui se remet à fumer, à prendre du poids, tous phénomènes de risque, hop ! plus d'ordonnance. *« On ne plaisante pas avec la santé. Et d'ailleurs cette intransigeance les rassure,* ajoute-t-il. *Tout comme les rassure également le fait que les différents composants de la « pilule » soient commercialisés depuis longtemps. Ces produits sont en effet parfaitement connus et ils ne se sentent pas des « cobayes » auxquels on injecte des médicaments de laboratoire identifiés seulement par un numéro. »*

Y a-t-il néanmoins des risques ? *« Lorsque la pilule pour femmes a été inventée, on s'est seulement soucié d'efficacité. Le problème de l'innocuité est passé au second plan. Le protocole que nous suivons avec les hommes est exactement inverse. »* Sexisme ? *« Si la pilule avait d'abord été inventée pour les hommes, on n'aurait jamais osé les traiter comme on continue de traiter les femmes. »*

L'idée d'une stérilisation, même réversible, rencontre de sérieuses résistances au sein même du corps médical. *« Elle a été souvent associée à la mort pure et simple, et même au cancer, dans la mesure où certains médicaments anti-cancéreux provoquent ces mêmes effets de stérilisation »*, poursuit le docteur C. S... Virilité et fertilité iraient-ils de pair dans les mentalités ?

Mais que pensent les femmes de cette contraception au masculin ? *« Si vous voulez qu'on continue à vous désirer, cessez de faire les clowns »*, laisse tomber Geneviève, étudiante. Même réaction de l'équipe de rédaction de *F Magazine* : la contraception par la chaleur les fait *« franchement rigoler »*. Deuxième réaction, presque immédiate : la méfiance. *« Qui me prouvera qu'il a bien pris sa pilule ?* demande Sylviane, trente ans, maussade. *Ce n'est pas lui qui se fera avorter. Et puis, quelle liberté nous restera-t-il d'aller aimer ailleurs ? »* La contraception masculine, enjeu d'une nouvelle bataille ? Geneviève Doucet, de *F Magazine*, le pense : *« Faut-il vraiment que ce soit (à nouveau) eux qui aient le contrôle de nos ventres ? »*

La pilule pour homme n'est pas encore en vente que déjà la guerre des sexes se rallume. Pour Michèle Decoust, trente-deux ans, intéressant journaliste, co-auteur d'un numéro de la revue *Autrement* consacré aux couples, *« les féministes sont malhonnêtes. Elles ne lâcheront rien de leurs privilèges. J'entends les femmes parler des enfants autour de moi et c'est toujours en termes de rapports de force. Il y en a même une dernièrement qui voulait faire deux enfants. L'un pour l'homme comme salaire de sa prestation, l'autre pour elle toute seule. »*

La contraception masculine mobilisera-t-elle l'énergie féministe contre elle ? La pilule pour homme évitera-t-elle d'être marginalisée ? Là encore il est difficile de prédire l'avenir. La sociologue Annette Langevin reste cependant optimiste. *« Il n'y a pas de lutte des sexes mais des ajustements successifs. Je découvre chaque jour combien hommes et femmes sont différents. Mais je reste persuadée que les deux sexes sont condamnée à la connivence. Les nouvelles attitudes laissent à penser que, au contraire, quelques passerelles de plus pourront être tendues dans l'avenir. »* ■

(3) Louis Roussel et Odile Bourguignon « Générations nouvelles et mariage traditionnel », enquête auprès de jeunes de dix-huit-trente ans. *Cahiers de l'INED*, no 86, PUF, 1978.

(4) *Le Mariage dans la société française*. PUF.

(5) « De l'évolution (et) des modèles familiaux et sexuels », communication faite aux journées d'études « Institutions familiales et travail des femmes », 6 et 7 juin 1980.

(6) *Autrement*, no 24, « Couples ».

(7) *La Vie* : « Finie la paternité de papa ? », 12-18 juin 1980.

(8) *Le Monde Dimanche*, 22 juin 1980.

(9) Ardecom, 9, rue Albert-Thuret, 94150 Chevilly-Larue. Une revue : *Contraception masculine-paternité*. 10 F.

Quand les hommes complotent

Qu'est-ce qu'un « groupe d'hommes ? » Difficile à dire. Les observateurs sont mal venus. « Ça fausserait nos réunions, *explique François,* l'expression de chacun serait moins libre. » *A quoi servent ces conciliabules secrets ?* « A changer la parole des mecs, *selon Pierre.* Avant, quand on avait un problème, on en parlait à une copine. Cela se passait généralement au restaurant ou sur l'oreiller. Maintenant, on en parle entre nous. »

Ce qu'ils se disent, même leurs « copines » ne l'ont jamais entendu. « Quand on s'est retrouvé pour la première fois, à quarante, des trucs ont jailli qui n'étaient jamais sortis : la peur de la première « baise », le sang, la souffrance, le fantasme du « petit zizi », l'éjaculation précoce. »

Tous reconnaissent avoir appris dans ces groupes, la « non-concurrence », « l'écoute », et *même* « la tendresse pour les hommes ». *Le* « bisou » *est, à cet égard, caractéristique des relations qu'ils entretiennent.* « C'est une relation de chaleur et d'affection. La poignée de main, c'est froid. »

Homosexualité ? « Elle nous est renvoyée de l'extérieur », *explique Alain.* « On a d'ailleurs du mal à la « traiter ». *Cependant, ces hétérosexuels ne se définissent pas contre* « les homos ». « On a organisé un jour une rencontre internationale à Ris-Orangis, *raconte Bernard.* Les Hollandais s'embrassaient sur la bouche, on ne pouvait pas les distinguer des « homos ». C'était sympa. »

Du fait de leur quasi-clandestinité, les données statistiques sur les « groupes d'hommes » sont difficiles à établir. Combien y en a-t-il ? Dix ? Quinze ? Trente ? Peut-être le double entre Paris et la province. Aux Pays-Bas et aux Etats-Unis, le mouvement est beaucoup plus important et mieux structuré.

La plupart de ces groupes sont nés dans la foulée du M.L.F. Exclus des débats et des assemblées féministes, ces jeunes hommes, d'un milieu culturel souvent élevé, se retrouvaient pour garder les bébés. La décision de se réunir pour « parler » *est née de cette confrontation avec les problèmes de l'autre sexe.*

La culpabilité a également joué un rôle moteur dans leur formation. « Un jour, on a fait un tour de table, *dit Patrick ;* chacun devait citer des traits de caractère qui soient à la fois masculins et sympas. Eh bien, cela a été le « bide » total, on n'a rien trouvé. »

A l'origine de ces « groupes de conscience » *ou* « d'auto-conscience », *un refus :* « Parole-d'homme », *comme s'intitulait l'un de leurs collectifs. Autrement dit, l'idée que l'échange libre de paroles permettra de briser un pouvoir millénaire qui emprisonne les sexes dans des rôles séparés. A cet effet,* « nous privilégions nettement l'émotionnalité sur la rationalité », *déclare François.*

Des raisons personnelles très variées les ont amenés à se regrouper. Dès l'âge de treize ans, François voulait être « un mec bien », *et non pas un de ces salauds qui faisaient pleurer ses sœurs. Plus tard, sous l'incitation des féministes, il décide de* « réfléchir » *sur lui. Et, en 1977, il rentre dans un groupe d'hommes* « pour instaurer de nouveaux rapports entre les mecs ».

Claude, lui, est un intermédiaire, un messager. Il va d'un groupe à l'autre. C'est lui qui passe une annonce dans le quotidien Libération, *laquelle donnera naissance à plusieurs groupes d'hommes. L'idée d'une revue à paraître,* Type, parole d'homme *(1), c'est à lui aussi qu'on la doit. Chacune de ses entrées et sorties est un événement.* « Peut-être ai-je des problèmes à régler avec le pouvoir », *explique-t-il.*

Le pouvoir est leur fantasme permanent. Il est constitutif de la condition masculine, pensent-ils, et, de cela, il faut se « guérir ». *Les tentations* « thérapeutiques » *ont ainsi germé dès le début. Elles furent ensuite abandonnées de par les effets destructurants qu'elles produisaient sur la personnalité.*

L'ambition sociale ? La pratique du groupe les en a « guéris » *également.* « Le présent est tellement plus intéressant. » *Néanmoins, François, sociologue sans poste, semble tiraillé par le regret de ne pas se faire un nom dans les sciences humaines.*

Pour Jean, animateur de formation en socio-économie, le chômage semble une épreuve difficile. Michel, lui, a passé les concours d'ingénieur « pour faire plaisir » *à son père, mais satisfait son goût de la marginalité dans un laboratoire qui travaille sur les énergies nouvelles.*

(1) 59, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris.

MERCREDI

BILAN

Le Monde Dimanche : un an

Treize cents articles et nouvelles, 545 signatures différentes, 94 dessinateurs, 45 photographes, des milliers de correspondances reçues : le présent numéro du « Monde Dimanche » est le 53e. Un essai de bilan.



CLAUDE LAPOINTE.

« TOUT à fait anodin », écrivait il y a quelques mois un lecteur sévère, et anonyme, du *Monde Dimanche*. « *Rempli de futilités* », ajoutait un autre. Quatorze lettres exprimant en termes plus ou moins vifs le mécontentement de leurs auteurs sur le contenu du supplément de fin de semaine du *Monde* ont marqué sa première année d'existence. Des lettres d'encouragement. à quoi bon parler, sinon pour remercier ceux qui les ont écrites ?

Le premier numéro du *Monde Dimanche* est sorti des rotatives le 15 septembre 1979 (daté du dimanche 16) Il succédait à un autre supplément, *le Monde aujourd'hui*, qu'éclairait la *chronique du regretté Pierre* Viansson-Ponté. Le changement de formule, l'augmentation du nombre de pages. impliquaient une élévation du prix du dernier numéro de la semaine. Le sacrifice ainsi demandé aux lecteurs provoqua quelques protestations. Mais comment offrir en fin de semaine l'équivalent d'un livre de deux cents pages, avec des *illustrations originales*, *sans demander une contrepartie*. même *modeste* ? Il restait à savoir si *le Monde Dimanche* répondait à un besoin.

En effet, *le Monde* quotidien, avec les *suppléments spécialisés* qu'il publie chaque jour, n'offre-t-il pas une provende largement suffisante ? Avec humour quelques correspondants dirent leur effroi. Ciel ! écrivaient-ils, *le Monde* dévore notre semaine. Pitié pour nos dimanches ! Le sacrifice est accompli. Une enquête, menée auprès de quatre cent quatre-vingt-onze personnes et *portant sur les numéros* des 9 et 16 décembre 1979, a montré que les lecteurs du *Monde Dimanche* lui consacraient, en moyenne, quatre-vingt-quatre minutes...

Les illustrations ont, apparemment, facilité cette lecture. Photos et dessins ont obtenu un score qu'envierait tout candidat à la présidence de la République : tout à fait d'accord : 62 % ; plutôt d'accord : 29 %... Il semble que tous les « pas d'accord du tout » l'aient fait savoir énergiquement : plusieurs lettres *ont réclamé la suppression* des dessins — qui « prennent de la place pour rien » — et des photographies « qui n'apportent rien »... « Un peu noir », « bien sombre », dans ses premiers numéros *le Monde Dimanche* s'est éclairci. les caractères ont été légèrement agrandis, ce qui l'a rendu plus lisible.

Surtout, les abonnés du *Monde* regrettaient vivement que le supplément leur parvienne généralement le lundi, et même le mardi. L'utilisation des programmes de radio et de télévision n'en était évidemment pas *facilitée*. *Remède onéreux, mais* nécessaire : l'impression, pour les abonnés, le vendredi matin et l'envoi sous bande séparée. Onéreux, nécessaire, mais pas totalement efficace. La distribution postale est un des cauchemars de la presse...

La vente des exemplaires à Paris se situe à un peu plus de 10 % en moyenne au-dessus de celle des jours correspondants de 1979. Hors de Paris, où le calcul est plus complexe, elle dépasse d'un pourcentage identique la moyenne des ventes des autres jours de la semaine.

Le Monde Dimanche répond donc à ces demandes formulées ou non « *Contribuer* à la connaissance des hommes *d'aujourd'hui* et des *sociétés en* mouvement », « rechercher les signes du *changement* », « offrir des clefs pour la compréhension du présent et la connaissance du passé » comme nous l'envisagions ? Le propos est ambitieux. Il est, certes, celui de tout journal sérieux et avant tout celui du *Monde lui-même*. *Mais le Monde* est un quotidien, et sa tâche *première est de présenter*, d'expliquer et de commenter l'actualité immédiate dans tous les domaines.

Barrière

Les moyens techniques dont dispose *le Monde Dimanche* imposent un délai assez long entre la conception et la publication de chaque numéro. Ainsi ne peut-il utiliser l'événement frais éclos.

Rigoureuse barrière. Bienheureuse barrière. Elle dégage en fin de semaine une perspective différente. Même si elle se situe au centre des préoccupations de chacun. elle oblige à *ne pas remâcher une actualité* immédiate déjà décrite mais *d'aborder avec sérénité l'évolution* des hommes et des idées. *Le* lecteur sait qu'il ne sera pas, pendant ses loisirs, sollicité de revenir à ses préoccupations au jour le jour.

Le cas s'est quelquefois produit : après l'assassinat de Pierre Goldman. par exemple, où la publication posthume d'une interview a permis de cerner l'homme dans sa complexité et ses déchirements. Mais bien loin des craintes immédiates et des vraisemblances historiques, « *Quand la Suisse s'éveillera* », nouvelle de politique-fiction, a *fait grand bruit* chez nos voisins comme en France. L'identité du « philosophe masqué » a suscité une foule d'hypothèses, et bien d'autres noms ont été proposés pour compléter la liste des personnages-clés mis en place par « l'Etat-Giscard ». Quant aux « Socrates de la nouvelle cuisine », ils ont suscité, paraît-il, autant de vocations *culinaires* que de *discussions* autour des tables.

Les termes de « sciences humaines » sont aujourd'hui contestés. *Même si on prête parfois* à certaines un pouvoir *abusif*, *leur immense effort* de recherche, en France et dans le monde, est une des marques de ce temps Philosophie, psychologie et psychanalyse, sociologie, ethnologie trouvent colonnes ouvertes. Une place particulière est faite à l'Histoire : les événements du passé sont vus à travers les travaux les plus récents.

A quoi s'ajoute. à travers des enquêtes et des reportages, l'observation de certains aspects de la société d'aujourd'hui. Certains lecteurs se sont émus que soient décrits des phénomènes déplaisants comme « la pompe aux *examens* » ou « *les délices* de la fauche », ou tragiques *comme « les suicides de jeunes »* Et quelques-uns ont regretté qu'il existât des « divorcées *contentes* de l'être ». Comment cependant comprendre notre époque si chacun ne veut en voir que ce qui répond à ses propres désirs et aux conceptions morales les plus respectables ?

Aux croquis, aux reportages moins austères qui s'efforcent d'éclairer ses pages, *le Monde Dimanche* a ajouté cet été quelques divertissements. Une place de premier plan a été. pour quelques *semaines*, donnée au dessin, aux sports, au roman de politique-fiction, *tandis que des écrivains décrivaient* ou rêvaient la ville de leur choix. Au changement de vie des vacances, il paraissait bon. même si le résultat était, sur quelques points, inégal, de faire correspondre quelques changements — sans excès — de présentation et de sommaire.

Venons-en *au point qui est* peut-être le plus important de ce bilan : l'ouverture *du supplément* sur l'extérieur. Depuis le premier numéro le *courrier* n'a cessé d'affluer. Tant de gens ont quelque chose à dire, un *témoignage* à donner, une explication à fournir, un commentaire à faire, des joies ou des ennuis à partager, et même des *recettes* à offrir que les lettres se sont engouffrées par la fenêtre *ouverte*. Par milliers.

De quoi méditer sur le rôle du journaliste. Il cherche, le plus honnêtement possible, à présenter ce qu'il voit, ce qu'il croit savoir. *Intermédiaire imposé* et parfois récusé il se trouve en *face sinon d'une révolte du moins* d'une contestation du ministère qu'il exerce sans onction, élection ni concours. Il est pourtant obligé par la force des choses de demeurer un intermédiaire et parmi les correspondances reçues d'opérer un choix. Il lui faut tenir compte des limites qu'imposent l'espace, le temps et la patience — ou l'impatience — *de ceux qui n'écrivent pas et de* ceux qui attendent de se voir *publier*

Cette ouverture vers l'extérieur ne peut se limiter à l'accueil des correspondances. Elle est systématique. *Appel a été fait* au plus grand nombre possible de collaborations Outre celle. bien entendu, essentielle, des rédacteurs du *Monde* Ainsi, en cinquante-deux semaines, ont été publiés des textes de 545 écrivains et journalistes, les œuvres de 94 dessinateurs, et de 45 photographes. La liste est loin d'être close, et ne le sera jamais. Frédéric Gaussen a dit (*le Monde Dimanche* du 20 juillet) à quel rythme affluent de France et d'ailleurs les *nouvelles* d'auteurs connus et inconnus : plus de cinq cents en six mois.

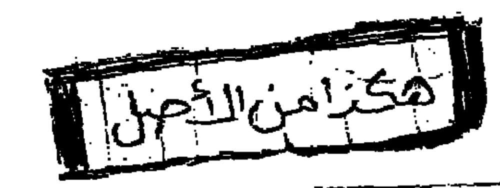
Se décerner un brevet de satisfaction est à la fois déplaisant et dangereux. Bien des erreurs commises. bien des insuffisances suffiraient à rappeler, s'il en était besoin, à une nécessaire modestie. Et se savoir imparfait, c'est se vouloir perfectible.

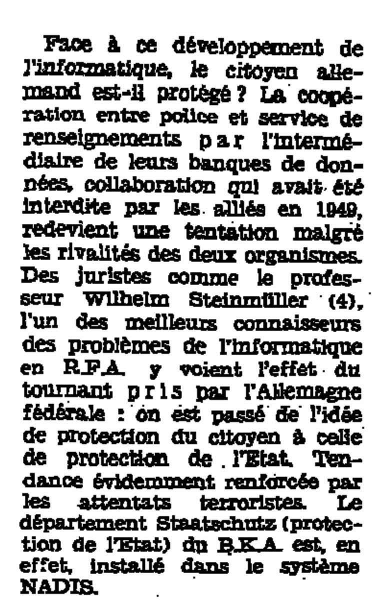
Né dans la poussière soulevée il y a un an par la naissance de nombreuses publications hebdomadaires, *le Monde Dimanche*, sans se citer. comme il est de mode, à l'ordre de l'aventure, ne *se flatte* que d'une *chose* : avoir contribué à démontrer que l'imprimé, *que tant de voix disent* sur une mauvaise pente. restait un moyen essentiel à la fois d'information, de culture et de divertissement.

JEAN PLANCHAIS.



Publié dans le premier numéro du « Monde Dimanche », ce dessin de CLAUDE LAPOINTE illustrait un article intitulé « ZUP. Les loubards de Nantes-Bellevue ».





Face à ce développement de l'informatique, le citoyen allemand est-il protégé ? La coopération entre police et service de renseignements par l'intermédiaire de leurs banques de données, collaboration qui avait été interdite par les alliés en 1949, redevient une tentation malgré les rivalités des deux organismes. Des juristes comme le professeur Wilhelm Steinmüller (4), l'un des meilleurs connaisseurs des problèmes de l'informatique en R.F.A. y voient l'effet du tournant pris par l'Allemagne fédérale : on est passé de l'idée de protection du citoyen à celle de protection de l'Etat. Tendance évidemment renforcée par les attentats terroristes. Le département Staatschutz (protection de l'Etat) du B.K.A. est, en effet, installé dans le système NADIS.

Une autre pratique, qui a donné lieu à d'innombrables scandales relatés par la presse, est l'examen des candidatures, aussi bien dans les services publics que dans le secteur privé, par le Verfassungschutz service du contre - espionnage, ou par la police, souvent sans que l'intéressé lui-même en soit informé. C'est ce qui est arrivé au malheureux conseiller juridique Peter S... En 1978, il demande au tribunal de Brühl son admission comme conseiller juridique agréé. Une formalité. Il n'obtient pas de réponse et son dossier s'éternise. Lorsqu'il essaie de s'informer, on lui répond, confidentiellement : *« Il y a quelque chose sur vous à la police. »* Peter S..., qui n'a jamais été condamné et est élu C.D.U. du district, demande alors à la police des éclaircissements *« sur les données fichées qui le concernent »*. La police comme le tribunal administratif de Cologne, auquel il s'adresse, lui refusent tout éclaircissement, car, *« si le citoyen a un droit à information* [ce droit] *ne concerne pas les organes de sécurité qui ont la possibilité de « refuser de renseigner »*.

C'est là le paradoxe de la « loi protectrice des données informatiques » qui transforme ce droit général à information en une « farce » comme le plaida l'avocat de Peter S... Seul recours pour apprendre quelque chose, les tribunaux ou le médiateur qui peut se renseigner auprès de la police ou auprès des différents services de sécurité, si un citoyen est fiché. Mais lui aussi est tenu au secret en ce qui concerne les domaines qui touchent à la sécurité. Il ne doit même pas dire si oui ou non il existe un dossier, lorsque la police ou le service d'espionnage veulent faire usage de leur droit de veto.

Deux mille cinq cents demandes ont été faites auprès du médiateur en 1979. On s'inquiète d'être fiché « automatiquement » après avoir participé à une manifestation. Nombreux sont ceux qui ont l'impression d'être enregistrés au passage d'une frontière. Des citoyens se plaignent aussi que la poste réclame des informations plus détaillées qu'il n'est nécessaire pour l'installation d'une ligne téléphonique à longue distance. Enfin, de nombreux Allemands craignent que l'on utilise des données confidentielles médicales ou psychiatriques communiquées aux services de l'emploi.

Pour apaiser ces craintes, des réformes ponctuelles et parfois d'une grande importance viennent d'être votées. Ainsi celle de l' « inscription obligatoire » : les Allemands sont, en effet, obligés de déclarer à la police leur lieu d'habitation. D'après la nouvelle loi, approuvée par le Parlement les 21-22 juin dernier, seuls dix-sept renseignements pourront être réclamés par l'administration : n'y figurent ni le numéro du passeport ni la mention « prison » ou « maison de santé ». Si les Länder désirent plus d'informations, il leur faudra promulguer une loi particulière.

D'autre part, le ministre de l'intérieur libéral, M. Gerhart Rudolf Baum, vient de préciser et de limiter la notion d'« aide administrative » (Amtshilfe), qui permettait en gros l'échange d'informations entre administrations et en particulier entre les différents services de police et de renseignements. Une série de scandales en 1978 a en effet attiré l'attention de l'opinion publique sur des pratiques fort douteuses. Le B.F.V., par exemple, avait communiqué des listes confidentielles d'organisations et de publications supposées « d'extrême gauche » au service de protection des frontières. On y trouvait non seulement des journaux à contenu politique mais aussi toute la presse « alternative ». Il suffisait de voyager dans le train avec une de ces revues pour être arrêté, contrôlé, interrogé, et... fiché.

Le B.F.V. avait également communiqué des « livres noirs » où l'on trouvait des renseignements personnels — en partie incomplets, de l'aveu même du ministre de l'intérieur — sur des extrémistes de gauche aux fonctions importantes. Dès avril 1978, M. Werner Maihofer faisait retirer les listes de publications, Gerhart Baum, en février 1979, charge une commission de six juristes d'examiner les fondements juridiques de l'« aide administrative » entre les services de sécurité. Leur rapport remis en octobre 1979 a donné lieu à un remaniement des textes qui n'est pas encore achevé.

Mais tandis que l'on améliore une loi manifestement insuffisante (5) la technologie va de l'avant, ou tout au moins ses applications pratiques : une carte d'identité électronique entrera en vigueur en R.F.A. à l'automne 1981, un nouveau système électronique DISPOL, le grand frère d'INPOL, sera mis en service par le B.K.A. d'ici cinq ans.

Réseau de distribution de données, il permettra à n'importe quel policier, n'importe où, d'avoir accès aux renseignements d'INPOL, sans passer par le B.K.A., grâce à des terminaux d'ordinateurs miniaturisés et portables. On parle d'une carte électronique de Sécurité sociale, qui a pour le moment soulevé un tollé mais sera sans doute d'ici à quelques années mise en service. La R.F.A. glisserait-elle vers l'Etat policier ? Ce survol rapide permet de répondre par la négative. Mais la survie d'une démocratie tient avant tout à l'éveil critique, à l'inquiétude de ses citoyens. *« Il ne faudrait pas,* conclut M. Hans-Peter Bull, *qu'elle ne soit qu'un phénomène de mode et que, lorsque certains soupçons se seront révélés faux a l'examen — et ils le sont en partie, — l'effet contraire ne se produise tout à coup et que l'on ne se dise « Tout cela n'est » qu'hystérie. Faisons confiance » et tout ira bien... » Ce serait grave car la suspicion vis-à-vis de l'appareil du pouvoir est absolument indispensable, toujours indispensable, même dans une démocratie. »* ■

(4) Wilhelm Steinmüller, « Der Aufstieg des Geheimbereichs » dans Kursbuch 56 « Unser Rechtsstaat », Kursbuch/Rotbuch Verlag.

(5) Deux projets de modification de la loi ont été déposés en janvier 1980, l'un par la *C.D.U.-C.S.U.*, l'autre par le S.P.D. et le F.D.P. La C.D.U.-C.S.U. préconise le vote d'une nouvelle loi. Le S.P.D. et le F.D.P. veulent apporter quelques modifications à l'actuel texte qu'ils jugent par ailleurs satisfaisant.

QUÉBEC

Les obstinés de la vallée perdue

Chargé de reclasser les exilés de la vallée perdue, Jean-Guy Gagnon est venu rejoindre les obstinés qui ont refusé d'abandonner leur forêt et leurs villages de Gaspésie (Québec) contre gouvernement et marées.

DANIEL SCHNEIDER

« *VIVRE au pays, voilà tout ce que nous voulons ! »*, martèle Jean-Guy Gagnon, gérant de la Société d'exploitation des ressources de la vallée, alors que sa Jeep cahote sur une quelconque parcelle des 80 000 acres (environ 33 000 hectares) de forêts exploités par la Société tout au long de la vallée de la Matapédia, dans le sud-est du Québec. *« Parce que ce petit coin de pays, criss, même si les hivers n'y sont pas très drôles, c'est le nôtre depuis des années. »* Qu'importe la profondeur des racines ? Dix ans ici valent bien dix siècles du vieux côté de l'Atlantique.

Chère vallée oubliée en pleine Gaspésie, au cœur de terres sans tendresse, et malgré tout si séduisante quand l'hiver, quelques mois l'an, lui fiche la paix. Las, les touristes montréalais qui font rituellement le tour de la Gaspésie lui préfèrent les rives du fleuve (maudit Saint-Laurent, si lointain, à quarante-cinq minutes) ou les plages océanes.

Et pauvre vallée ! Le revenu par tête y atteint à grand-peine les trois quarts de la moyenne québécoise, et un habitant sur deux, ces quinze dernières années, a plié bagages. Cause ou effet de ce cataclysme démographique — qui saura ? — dans les années 60, le gouvernement provincial de Québec décréta la vallée « non rentable », comme une vulgaire usine de Coca-Cola, condamnée à une mort aussi savamment planifiée que sa colonisation, une quarantaine d'années auparavant. Eh quoi ? Chauffer une école pour quinze galopins promis à l'exil, déséneiger six mois durant 20 kilomètres de route pour trois foyers et quelques vieux, insuffler hiver après l'hiver des allocations de chômage à toute une population en rupture de tronçonneuses, quand les barrages de la baie James embauchent à prix d'or les candidats aux solitudes glacées ?

Dix paroisses fermèrent, dont les paroissiens, traînant les pieds, prirent la route du nord, de Montréal, ou même — quasiment à l'étranger — de l'Ontario : *« Du déracinement à tour de bras »*, se souvient Jean-Guy Gagnon, à l'époque « agent de relocalisation », c'est-à-dire fonctionnaire chargé d'aider dans leur périple les familles migrantes. *« Le gouvernement faisait porter tous ses efforts sur le relogement, et pas une piastre pour l'aménagement de c'te coin de pays-là. Ça m'a décidé à faire la route dans l'autre sens »* et à venir se battre aux côtés du dernier carré des obstinés de la vallée, regroupés au sein des « opérations dignité » derrière le curé de Sainte-Paule, le onzième village promis à l'holocauste.

Une longue et belle lutte qui, contexte aidant — 1970 était la période florissante du Front de libération du Québec, — bénéficia des faveurs des médias. Rien n'y manqua, ni occupations de route ni séquestration de ministre en bonne et due forme. De cette joyeuse colère et des subventions qu'elle s'attira de la part d'un gouvernement pris de remords naquit en 1975 la Société de la vallée, coopérative au capital partagé entre ses deux cent cinquante employés et cinq cents propriétaires fonciers locaux, préférant lui confier l'exploitation de leurs bois plutôt qu'à la Compagnie internationale de papiers qui sévissait alors dans la région.

Un credo pour cette nouvelle née, la sylviculture, qui est à la forêt ce que le désherbage est aux potagers : on enlève une partie des « tiges » pour permettre aux autres de croître plus vigoureuses. Cette forêt, où pousse leur avenir, pas question de la laisser massacrer par les coupes à blanc des sociétés commerciales. *« Ils ont des machines qui te fauchent les arbres comme des épis de blé*, frissonne Jean-Guy Gagnon, *alors que l'exploitation d'une forêt se planifie sur trente-cinq ans ! »*

Et de s'extasier sur les splendides peuplements que la Jeep passe en revue : de chaque côté, une armée de trembles, irréprochablement espacés de six pieds, dans la meilleure tradition : *« Sur ce lot, on a placé une équipe de nos cinq meilleurs sylviculteurs, parmi ceux qui, trois ans durant, ont suivi la formation dispensée par la Société. »*

Les bancs de l'école

Car les opérations de sylviculture (dont le principe n'est encore admis que par une infime minorité des exploitants canadiens), à l'inverse des coupes à blanc, ne sauraient être accomplies par de simples « porteurs de scies ». Il faut appliquer à la parcelle une « prescription » subtile et précise, repérer les troncs d'avenir.

La coopérative consent donc un gros effort de formation : seize bûcherons, après trois ans de cours du soir, viennent d'être promus sylviculteurs : *« Imagine ces gars de cinquante ans, semaine après semaine, sur les bancs de l'école, eux qui n'ont jamais connu que la forêt. »* Efforts méritoires : à ces bons élèves, plus besoin d'adjoindre un technicien pour peindre en jaune les tiges à abattre : *« On leur donne une parcelle, et ils s'en débrouillent eux-mêmes. »*

Certains de ces nouveaux sylviculteurs se sont même regroupés en équipes de cinq et se répartissent eux-mêmes la rétribution d'un lot exploité en commun. Rupture d'importance avec le système traditionnel, dans lequel la paie (toujours au rendement) était établie par un contremaître. Une vingtaine de travailleurs ont, à l'heure actuelle, adopté ce système, entré en vigueur l'année dernière.

De nouvelles mentalités fleurissent dans la vallée. On ne jurait que force brutale et compétition : voilà qu'on pense ensemble, et qu'on regarde loin. Le souci de la protection du patrimoine porte l'imagination au pouvoir : propriétaire d'une réserve de chasse à l'orignal (élan canadien) de 4 500 hectares, la société souhaite y remplacer les carabines par... des arcs.

On regarde avec des yeux neufs la terre et le bois, seules richesses de la vallée : *« Notre développement économique doit d'abord être fondé sur nos ressources »*, répète Jean-Guy Gagnon. Et scieries, usines de meubles, et surtout « la » papeterie tant rêvée, promise par le gouvernement depuis des années, de jaillir des tiroirs à projets.

Le gouvernement, s'il a fini par reconnaître l'utilité de la coopérative, se montre, à leur goût, plutôt chiche de ses subventions, qui constituent encore une source de financement décisive. Aussi, faisant violence à leur fibre indépendantiste, les hommes de la vallée ne dédaignent pas la manne du gouvernement fédéral canadien, pas mécontent en la circonstance de court-circuiter le parti québécois au pouvoir dans la belle province. *« Une vallée morte dans un Québec indépendant ne nous intéresse pas »*, répète-t-on en chœur dans la Matapédia.

Pour parvenir le plus vite possible à l'indépendance financière, la société vient de créer un secteur tourisme. Mais on ne fait pas, en une semaine, de bûcherons des marchands de hot-dogs : *« L'utilité du tourisme n'est pas encore perçue dans la vallée*, se plaint Eric Garon, responsable du secteur. *Beaucoup de gens ne jurent que par le bois. « Ça c'est du solide »*, qu'ils disent ! »

Débordant d'idées, ces pionniers de la *tronçonneuse* se sont cependant heurtés à l'éternel écueil des organismes autogérés que leur rage de survivre fait enfler et progresser : l'éloignement de la base, et la sécrétion d'une bureaucratie. Le siège de Lac-au-Saumon, du haut de ses trois étages, est un des immeubles les plus imposants de la vallée, et plus d'un actionnaire, prié de faire antichambre pendant une demi-heure, a trouvé matière à une amère méditation sur l'autogestion.

Une souscription récemment organisée par la société a permis aux actionnaires (employés, mais aussi habitants de la vallée) d'exprimer de véhémentes doléances contre une « bureaucratie » en grande partie imaginaire (huit personnes seulement sont salariées pour des emplois de bureau), mais qui n'en est pas moins ressentie par tous comme un danger permanent.

Pour demeurer autant que possible « près de la base », les administrateurs multiplient donc réunions de secteurs et brochures d'information. *« Cela dit, il ne faut pas avoir peur d'être gros et de faire des bénéfices*, insiste-t-on. *Car si nous nous cassons la figure, aussi parfaitement démocratiques que nous soyons, tout le monde nous jettera la pierre. Ce qui est important, c'est que les profits soient tout de suite réinvestis et que les actionnaires n'aillent pas les dépenser en Floride. »*

Pour ne pas vider de son sens le concept d'autogestion, une réforme des statuts est à l'étude : l'autonomie serait accordée aux différents secteurs, dans lesquels la société se contenterait de détenir des participations, à égalité avec les salariés des nouvelles unités autonomes. Ainsi le « parc d'engraissement », qui emploie une douzaine de salariés et fait « tourner » cent cinquante bêtes de boucherie, propriété de la société depuis deux ans, va prochainement changer de mains. *« Il faudra quand même continuer à travailler*, plaisante Gilles Saint-Laurent, son futur responsable. *Et je crois que les gars se sentiront plus responsables, ce qui n'ira pas sans problèmes. Par exemple, si l'on fait des bénéfices, faudra-t-il acheter du nouveau matériel ou augmenter les salaires ? La décision ne sera pas facile à prendre. »*

Pour demeurer au pays, nombre de bûcherons acceptent déjà des salaires inférieurs de moitié à ceux de la côte nord du Saint-Laurent, et nul n'aurait l'idée saugrenue de comptabiliser les heures supplémentaires. *« Mais on est si bien ici !* s'exclame Claude Beaupré, contremaître de la société, ex-« déporté » pendant deux ans en Ontario. *Se lever le matin et aller au travail à pied, dans une forêt qui sent bon, avoir sa famille avec soi, cela vaut tout l'or de la baie James ! »* ■

REFLETS DU MONDE

SUDDEUTSCHE ZEITUNG

L'évolution des mœurs et l'annuaire du téléphone

La ville de Brême semble faire preuve d'une rigueur exemplaire dans l'application du principe de l'égalité de l'homme et de la femme. Le *Suddeutsche Zeitung* rapporte que *« dans le nouvel annuaire téléphonique de la ville, toutes les femmes mariées figurent désormais sous leur nom de jeune fille. Pour la première fois y figurent également les noms des personnes qui vivent en union libre ou au sein d'une communauté. L'annuaire qui, l'année dernière, ne comportait de 260 000 noms en contient aujourd'hui près de 480 000. Seuls n'y figurent pas les jeunes Brémois de moins de dix-huit ans et les personnes qui ne désirent pas que leur adresse soit connue de tout le monde. Il a fallu par contre renoncer à mentionner la profession des abonnés au téléphone. On en était arrivé à des abréviations assez difficiles à déchiffrer à force d'être concentrées »*.

CORRIERE DELLA SERA

Le loup-garou de La Spezia

Le quotidien de Milan *Corriere della Sera* raconte l'étrange affaire qui vient de se dérouler à La Spezia, principal port de guerre de la péninsule. *« On entendait hurler la nuit, dans les bois proches de Fabiano Alto, petite bourgade de six mille habitants qui, derrière leurs fenêtres closes, étaient persuadés d'avoir affaire à un... loup-garou. Les plus courageux, après trois nuits passées de la sorte, se décidèrent à faire quelque chose et une dizaine de jeunes gens, armés de bâtons et de chaînes de vélo, se mirent en chasse du monstre. Ils parvinrent à traquer le loup-garou et à le localiser au plus profond d'un fourré où ils le bombardèrent de grosses pierres en attendant l'arrivée de la police. Enfin appréhendé, le gibier se présentait sous la forme d'un homme aux propos incompréhensibles, aux yeux injectés de sang et à la jambe en piètre état. Certains remarquèrent qu'il était anormalement velu.*

» En fait, il s'agissait d'un marin américain de dix-neuf ans qui, parfaitement ivre, s'était cassé une jambe. Ses hurlements, trois nuits durant, étaient des appels à l'aide. » Il n'en reste pas moins, conclut le *Corriere*, que bon nombre d'habitants en restent à leur version de l'événement. Le loup-garou de La Spezia fera longtemps trembler les enfants à la veillée.

REUTERS

Le bon exemple

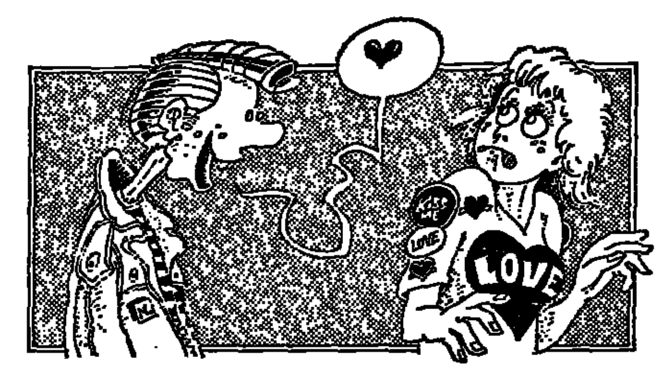
Beaucoup d'écrivains russes présentent une image erronée de la vie soviétique et devraient s'inspirer, pour amender leurs ouvrages, des œuvres du président Leonid Brejnev, écrit l'agence Reuter, citant l'organe du parti communiste, la *Pravda*. *« Dans un éditorial de première page, le journal affirme que de nombreux auteurs honorent fidèlement leur obligation de contribuer à l'élucidation de l'histoire héroïque et de l'activité créatrice du parti. Mais il y en a encore trop qui négligent le rôle du parti dans la vie soviétique et s'abstiennent d'examiner les hautes qualités intellectuelles requises de ceux à qui est confiée la tâche de défendre la ligne du parti et d'exposer sa volonté.*

» Il convient donc que les auteurs en question étudient les Mémoires du président Brejnev, qui sont une vibrante chronique des victoires militaires et industrielles remportées par le peuple soviétique sous la conduite du parti communiste.

» M. Brejnev a reçu le prix Lénine de littérature l'an dernier pour ses trois livres de Mémoires consacrés à la guerre et à la reconstruction d'après-guerre. »



Education sentimentale



DOCUMENT :
NE ME PARLEZ PAS D'AMOUR
Mardi 16 septembre
TF 1, 20 h 30

Comment les adolescents vivent-ils, en 1980, leur vie sentimentale et sexuelle ? Eternelle question appelant, en général, la même réponse depuis des générations : pas comme leurs aînés. Le fait est là : ce que *leurs parents faisaient à dix-huit-*vingt ans, les jeunes le vivent maintenant à quatorze-seize ans, et ce que leurs parents ont fait à dix-huit-vingt ans, les parents de leurs parents ne se l'autorisaient guère avant la majorité *bien sonnée. Une fois cette thèse* établie et acceptée (bien ou mal), l'important est de ne pas oublier que le comportement des jeunes est, très souvent, le reflet de la société dans laquelle ils vivent. Une manière aussi de réagir ou de se *défendre* contre *elle. A fortiori* lorsqu'il s'agit de leurs *amours.*

L'émission réalisée par Denis *Chegaray sura au moins l'avan*tage de nous permettre d'entendre quelques adolescents parler de leur(s) expérience(s) personnelle(s). On observera chez certains une *maturité* exceptionnelle, mais aussi le décalage entre cette maturité et le cadre *infantile* (le carcan ?) dans lequel ils vivent leur quotidien. A seize ans, n'est-on pas en terminale ou en C.E.T. ou dans tout autre *environnement qui laisse* peu de place à l'improvisation personnelle ? N'est-on pas aussi (lorsque la situation sociale le permet) complètement dépendant de sa famille ? Comment, alors, vivre pleinement une vie amou*reuse d'adulte ?*

Le langage, la façon d'exprimer ses sentiments, se sont, eux aussi, modifiés. On se méfie des mots utilisés (galvaudés) par les générations d'avant. On s'en méfie parce que *les exemples* ne manquent pas de couples (ceux de ses propres parents ou non) bâtis avec l'idée de durer et qui se désunissent. On ne refuse plus non plus l'idée de passions successives. Mais, à terme, on envisage toujours de se marier et d'avoir des *enfants, ce sera peut-être* le moyen, expliquent ces jeunes, d'échapper aux soucis du monde actuel, de se creuser un abri fait d'affection et de tendresse.

Un couple et sa guerre

TELEFILM :
« IRENE ET SA FOLIE »
Mercredi 17 septembre
FR 3, 20 h 30

L'itinéraire mouvementé d'une jeune femme qui a décidé envers et contre tout — et contre tous — de suivre l'homme qu'elle aime dans ses angoisses *et sa folie : c'est le thème du* film qu'a mis en scène, d'après le roman de Janine Sperling-Bouscaren, Bernard Queysanne, réalisateur du *Diable au cœur.* Grâce à de beaux dialogues dépouillés, une grande sobriété *des images et le refus de tout* détail ou personnage superflu, l'analyse se concentre sur cette aventure à deux dans la folie, puis dans la guérison.

Leur vie d'amour et de sursauts de haine est relatée à travers la *mémoire* d'*Irène*, déambulant dans les rues désertes de Newport juste après la mort de Graham... « *La vie de ce couple se construit contre la guerre, et c'est la guerre qui le détruit* », écrit le réalisateur. Car c'est la violence des affrontements en Irlande qui boule*verse et provoque* le délire chez Graham, mais c'est aussi sa prise de conscience et son action au sein d'Amnesty International qui transforme ce musicien tourmenté et le sauve de son désespoir. C'est aussi à *cette absurde violence qu'il suc*combe.

Le trio Ludmila Mikael, John Price, Maria Casares évolue entre une extrême tendresse et la brutalité, qu'elle soit psychique ou politique.

Le grand jeu

MAGAZINE ZIG ZAG :
LE JEU DE L'OIE
LA CARTOGRAPHIE
Mercredi 17 septembre
A 2, 22 h 40

Où l'exposition du Centre *Georges-Pompidou, consacrée* à la cartographie, sert de prétexte à une fiction déboussolante, dite (au générique) didactique (une plaisanterie) : un innocent, voyageur malgré lui, tombé en panne de voiture en rase cam*pagne et perdu, est aux prises* avec les règles d'un jeu de l'oie plutôt pervers, qui le projette dans l'espace réel des différentes cases : des rues de Paris, *familières mais cadrées* de telle sorte qu'on ne les reconnaît pas, aux toits de Saint-Sulpice, de la ville à la campagne, du train à l'avion, du territoire à la planète ; le fil d'Ariane n'est pas tout droit qui, de case en case, *de cul-de-sac en étapes, propose* un parcours excentrique dans l'espace mobile, qui fait vivre le changement d'échelle jusqu'au bout de la nuit : « *On ne peut être sur terre et dans le ciel à la fois.* » A prendre comme un *court métrage surréaliste, où l'on* peut se demander si « *un coup de dés jamais n'abolira le hasard* ». Réalisation signée Raoul Ruiz.

Fable des années 80

TELEFILM :
« ÇA VA ? ÇA VA ! »
Jeudi 18 septembre
A 2, 20 h 35

Fable sociale, enquête dramatisée, reportage sur une France *d'aujourd'hui, celle de* la banlieue parisienne : ou comment *un garçon qui est vendeur dans* un magasin de disques des Champs-Elysées, tombé amoureux d'une locataire de l'H.L.M. où il habite, à Fontenay-sous-Bois, va attendre l'aventure, l'Aventure avec un grand A.

Patrick et Viviane se sont connus dans un club de vacances. Elle, Viviane, ouvrière dans une usine d'électronique, divorcée, a une petite fille, Charlotte, dix ans. C'est leur rapprochement *progressif*, c'est leur façon de vivre les années 80, si peu aventureuses, et leurs avatars *aux relents de crise.*

On sait avec quel talent Jacques Krier filme la vie quotidienne, on connaît sa manière pudique et simple de montrer, en des images tantôt douces, tantôt acides ou ironiques, l'existence des gens ordinaires. Et leurs difficultés. Michèle O'Glor a *cosigné le scénario de cette* chronique mise en musique dans *le style disco-jazz-reggae.* Leur film, entre le rire et les larmes, ne pouvait manquer de sensibilité, et néanmoins il échappe complètement à la sensiblerie. Myriam Boyer est l'interprète idéale du personnage de Viviane, et Roger Mirmont, compagnon d'infortune, a des dons de pitre de clown triste.

Lundi 15 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 30 Emissions régionales.
13 h 50 Croque vacances.
Dessin animé ; 13 h. 55, Bricolage (et à 14 h. 20) ; 14 h., Isidore le lapin ; 14 h. 5, Infos-magazine (Dracula) ; 14 h. 15, Variétés ; 14 h. 20, Calimero défend son maître.
14 h 25 Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui.
Variétés ; 14 h. 15, Téléfilm : *Un grand-père à louer*, réal. J. Lemmon ; *16 h. 35*, Au grenier du présent : Montre-moi ta maison ; 17 h. 20, De branche en branche ; 17 h. 50, A votre service.
18 h TF 4.
18 h 30 Un, rue Sésame.
18 h 55 Les inconnus.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Série : Frédéric.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : « Paris au mois d'août ».
Film français de P. Granier-Deferre (1965), avec C. Aznavour, S. Hampshire, M. de Ré, D. Ivernel, A. Scott, E. Choureau (N.).
Sa femme et ses enfants étant partis en vacances, un vendeur à la Samaritaine a, dans le Paris désert du mois d'août, une brève aventure amoureuse avec une jeune Anglaise.
22 h 10 Médicale : La part des autres.
L'homme : sa biologie et son environnement.
23 h 10 Sports : Cyclisme.
Le Tour de l'avenir (résumé).
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Chanteurs et musiciens de Paris.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Semblables et différents : les malades mentaux.
15 h Série : Police story.
Un âge dangereux.
15 h 55 Itinéraires.
Destination : le Sahara ; Profil : Martin Luther King.
17 h 20 Fenêtre sur...
Les enfants en question.
Un grand passage : de l'école maternelle à l'école primaire.
17 h 50 Récré A 2.
Dino Boy ; les Paladins de France ; Albator.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Question de temps.
L'automobile : la vraie crise.
21 h 55 Série : Far-West.
Les chercheurs d'or.
22 h 40 Magazine : Première.
Le flûtiste James Galway interprète des œuvres de Marin-Marais, Bach, Kreisler, Debussy...
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo jeunes.
18 h 55 Scènes de la vie de province : Marville, en écoutant le temps qui passe.
Une émission de M. Maurice, réalisation M.-A. Horlaville.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « le Défroqué ».
Film français de L. Joannon (1954), avec P. Fresnay, P. Trabaud, N. Stéphane, M. Géniat, L. Joannon, G. Decomble, P. Faivre, G. Lannes (N., rediffusion).
Un jeune homme entre au séminaire pour remplacer, dans le sein de l'Eglise catholique, un prêtre défroqué qu'il a connu dans un camp de prisonniers en Allemagne. Mais le défroqué refuse d'être ainsi « racheté ».
22 h 15 Journal.

Mardi 16 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Croque vacances.
Dessin animé ; 13 h. 50, Bricolage (et à 14 h. 5) ; 13 h. 55, Isidore le lapin ; 14 h., Infos-magazine (le sculpteur sur bois) ; 14 h. 5, Variétés ; 14 h. 10, Calimero et la caisse de sauvetage.
14 h 15 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
De E. Pages et C. Vigne.
14 h. 20, Mémoire en fête ; 14 h. 30, Elles en question ; 14 h. 45, Feuilleton : « Jean-Christophe » (L'adolescent) ; 15 h. 40, Mouloudji ; 15 h. 50, Les recettes de mon village ; 16 h. 10, A tire d'elles ; 16 h. 20, Tout feu, tout femme ; 16 h. 30, Dossier : le désir d'entreprendre ; 17 h. 10, A vos mains ; 17 h. 20, La femme insolite ; 17 h. 25, Coup de cœur ; 17 h. 50, Variétés.
18 h TF 4.
18 h 30 Un, rue Sésame.
18 h 55 Les inconnus.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Série : Frédéric.
20 h Journal.
20 h 30 Document : Ne me parlez pas d'amour.
De P. Breugnot, réal. D. Chegaray.
(Lire notre sélection.)
22 h Caméra une première : La gardienne.
Réal. A. Ferrari, musique de Ravel. Avec L. Le Marchand, C. Rist, A.-M. Philipe...
Un jeune cinéaste à la recherche d'un écrivain disparu.
23 h 5 Sports : Cyclisme.
Le Tour de l'avenir (résumé).
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : *Les amours des années folles.*
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Qu'en pensez-vous ? Les événements de l'été.
15 h Série : Moïse.
15 h 55 Itinéraires.
Contraste : le théâtre japonais ; Résonances : la musique jamaïcaine.
17 h 20 Fenêtre sur...
Peintres de notre temps.
Benn.
17 h 50 Récré A 2.
Les Paladins de France ; Mes mains ont la parole ; Sido Rémi ; Ces sacrés parents.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Collision ».
Téléfilm de L. Woodhead. Avec A. Sher, R. Brimble, D. Beames...
Histoire vraie de l'accident survenu le 10 septembre 1976 entre un Trident de la British Airways et un DC-9 yougoslave. Evocation du procès qui a suivi cette catastrophe, qui fit cent soixante-treize morts.
22 h Débat : Les encombrements du ciel.
Avec MM. P. Vuilleret, président de l'Association professionnelle de la circulation aérienne, Venet, président du Syndicat national des pilotes de ligne.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Scènes de la vie de province : Au loin la ville... Thiers.
Réalisation J.-M. Venuti.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (cycle les grands westerns) : « Les Comancheros ».
Film américain de M. Curtiz (1961), avec J. Wayne, S. Whitman, I. Balin, L. Marvin, N. Persoff, B. Cabot, J. O'Brien, E. Buchanan (rediffusion).
En 1843, un joueur qui a tué un homme en duel va combattre, aux côtés d'un membre des Texas Rangers qui était chargé de l'arrêter, des renégats blancs pactisant avec les Comanches.
22 h 10 Journal.

Mercredi 17 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 40 Les visiteurs du mercredi.
Les marionnettes Sibor et Bora ; 13 h. 45, Le tableau bleu ; 14 h. 10, Interdit aux plus de dix ans ; 14 h. 20, Scoubidou ; 15 h., Les *infos* ; 15 h. 15, Dossier dix-quinze ans : les effets spéciaux ; 15 h. 40, La bataille des planètes ; 16 h. 40, Parade des dessins animés ; 17 h. 5, La main rouge (Les bijoux) ; 17 h. 30, Studio 3.
18 h 10 Auto-mag.
18 h 30 Un, rue Sésame.
18 h 55 Les inconnus.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Série : Frédéric.
19 h 55 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 30 Sports : Football.
Coupe de l'U.E.F.A.
F.C. Sochaux - Servette de Genève (en direct de Sochaux).
22 h Magazine .. La rage de lire.
De G. Suffert. Faut-il avoir peur des économistes ? Avec MM. A. Sauvy *(la Machine et le Chômage)*, C. Schmidt, A. Boudard *(le Banquet des léopards)*, R. Lattès *(la Fortune des Français)*.
23 h 20 Sports : Cyclisme.
Le Tour de l'avenir (résumé).
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 *Journal.*
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h Série : Bonanza.
Le dernier trophée.
16 h 10 Récré A 2.
Dino Boy ; Les Paladins de France ; Wattoo-Wattoo ; Maraboud' ficelle ; Zeltron ; A 2000 ; Anagrammes ; Sport ; Candy.
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 45 Chefs-d'œuvre des musées nationaux.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Collaro-show.
21 h 40 Magazine sportif : Grand stade.
22 h 40 Magazine : Zigzag.
De T. Wehn-Damisch. Le jeu de l'oie : la cartographie.
(Lire notre sélection.)
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
De truc en troc ; Fred Basset ; le Chenil.
18 h 55 Scènes de la vie de province : Couleurs bressanes.
Une émission d'A. Besson, réal. A. Leonard-Maestrati.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma 16 : « Irène et sa folie ».
Un film de B. Queysanne, d'après le roman de J. Sperling-Bouscaren, avec L. Mikael, J. Price, etc.
(Lire notre sélection.)
22 h 10 Journal.

Jeudi 18 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

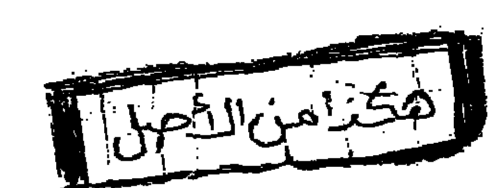
12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Objectif santé : Poils et cheveux.
14 h Wickie le Viking.
Attention à la mégère.
14 h 25 Croque vacances.
Calimero ; 14 h. 30, Bricolage (et à 15 h. 20) ; 14 h. 35, Isidore le lapin ; 14 h. 40, Infos-magazine ; 15 h., Camille le crocodile ; *15 h. 15*, Variétés ; *15 h. 25*, Les comètes.
18 h TF 4.
18 h 35 Un, rue Sésame.
18 h 55 Les inconnus.
19 h 10 *Une minute pour les femmes.*
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 *Série* : Frédéric.
20 h Journal.
20 h 30 Série : La conquête du ciel.
D'après J.-C. Lignerat, scénario C. Desailly, réal. J.-C. Bonnardot.
21 h 30 *Magazine* : L'événement.
D'H. Marque et J. Besançon.
22 h 30 Document : En mémoire de Maurice Genevoix.
N° 2 : Les Vernelles.
Rediffusion d'une émission spéciale qui, en 1978, proposait en deux parties un portrait de l'auteur de Raboliot, *aujourd'hui disparu.*
23 h 25 Sports : Cyclisme.
Tour de l'avenir (résumé).
23 h 35 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h *Aujourd'hui madame.*
Les collections de haute couture.
15 h Série : Police story.
Patrouille mixte.
16 h L'invité du jeudi : Jean-François Kahn.
17 h 20 Fenêtre sur...
Un volcan à Java : Gunung-Merapi.
17 h 50 Récré A 2.
Dino Boy ; les Paladins de France ; Discopuce ; Mes mains ont la parole ; les Quat'z' amis.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : « Ça va ? Ça va ! ».
De J. Krier et M. O'Glor.
(Lire notre sélection.)
21 h 45 Fenêtre sur...
Quoi, ça existe encore ?
Etre moine et avoir trente ans (rediff.) par G. de Serigné.
Le Frère Odon, maoïste à dix-huit ans, bouddhiste à vingt ans et hindouiste à vingt-trois ans, retrace sa vocation.
22 h 15 Magazine du théâtre : Masques.
De G. Kahn.
23 h 15 Sports : Spécial buts.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
A quoi joue-t-on en France ? La pétanque ; Ki Ke Koi : le Maroc.
18 h 55 Scènes de la vie de province : Un *boulanger de campagne.*
Une émission de R. Dallongeville.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
L'ours Paddington.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma (cycle C. Bronson) : « la Bataille de San-Sebastian ».
Film franco-italo-américain de H. Verneuil (1968), avec A. Quinn, A. Comer, C. Bronson, S. Jaffe, S. Pinal, F. Gravey, J. Fernandez, I. Desny (rediffusion).
Au Mexique, en 1746, un hors-la-loi recueilli par un prêtre franciscain, prend l'habit de celui-ci après sa mort. Il devient le chef spirituel d'un village qui se défend contre les Indiens et les pillards.
22 h 20 Journal.



L'information scientifique en question

L'information scientifique est-elle possible, et à quelles conditions, à la radio et à la télévision ? Des spécialistes — de sciences exactes ou de sciences sociales — nous ont écrit pour dénoncer certains procédés qui dénaturent, selon eux, le travail des chercheurs. Alfred Kastler, physicien, membre de l'Institut, prix Nobel, et Jean-Claude Pecker, astrophysicien, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, mettent en cause France-Culture et TF 1 ; Philippe Gay, maître-assistant à l'UER de génétique de l'université Paris-VI, chercheur à l'Institut de recherches en biologie moléculaire du C.N.R.S. de Paris, s'en prend à une émission de TF 1 sur la biologie moléculaire, diffusée le 2 juin, et Dominique Brunetière, ethnologue, critique un documentaire d'Antenne 2, diffusé le 7 juillet, sur l'Afrique.

Le flou, le ténébreux, l'irrationnel

DANS la compétition qui met aux prises les chaînes de radio et de télévision en quête d'audience, il est sans doute difficile d'éviter que les responsables cèdent à la tentation d'exploiter l'attrait que peut exercer sur les auditeurs tout ce qui relève de l'irrationnel. Le problème se pose un peu différemment lorsqu'il s'agit de médias contrôlés par l'Etat, dont l'auditeur attend davantage de responsabilité morale.

Il n'est pas question pour nous de proposer l'instauration d'un quelconque contrôle dans les médias du domaine privé, où chacun demeure libre de diffuser ou de recevoir le type d'information qui lui convient. Mais lorsqu'il s'agit de messages qui, dans notre pays, portent l'estampille officielle, on ne peut *éluder les aspects éthiques* et la nécessité d'une déontologie : pour la masse du public, ce qui est véhiculé par les ondes de la radio nationale ou de la télévision est affecté d'une charge particulière de crédibilité qui ne permet pas qu'on s'en tienne aux simples lois du marché et du *show business*.

Cela s'impose particulièrement, semble-t-il, lorsqu'une chaîne de radio porte le nom de France-Culture. Or si la grille de cette chaîne comporte quelques émissions *scientifiques de qualité, on constate* la pénétration grandissante, à des heures de grande écoute et dans les programmes les plus divers, de thèmes tels que le « paranormal », *l'occultisme, l'astrologie, les mystiques orientales, les* « soucoupes volantes », etc. Il va de soi que le fantastique et l'imaginaire, comme l'héritage des cultures autres que notre culture occidentale, ont droit de cité à la radio comme dans la littérature. Le danger apparaît quand on favorise ou qu'on installe délibérément la confusion entre la rêverie et la connaissance, *le réel et la fiction, la physique et* la spéculation philosophique, ou que des aspects de la culture populaire comme la sorcellerie ou la croyance aux horoscopes sont présentés comme *ayant une valeur scientifique*.

Thèmes vieillots

A l'automne dernier, France-Culture a pris l'initiative de réunir, à Cordoue, un colloque présenté comme reflétant l'intérêt nouveau *qui serait porté par une partie de* la communauté des physiciens aux phénomènes dits « parapsychologiques ». Si un physicien, comme toute autre personne, peut nourrir des *préoccupations philosophiques*, métaphysiques ou religieuses, et rattacher naturellement sa réflexion à la vision du monde qu'il reçoit de sa propre discipline, il est abusif de relier cette recherche personnelle à la science elle-même et de donner au public l'impression d'un courant original et représentatif de la physique contemporaine. Serait-il vrai que, dans l'organisation du colloque de Cordoue, comme dans celle des émissions de France-Culture qui en *ont repris les arguments, un seul* scientifique reconnu ait été effectivement consulté par Radio-France ? Si c'était le cas, cela voudrait dire que les fantasmes d'un seul peuvent *être justifiés par un diplôme ancien ! Au* siècle dernier, certes, d'authentiques savants, comme Sir William Crookes ou Charles Richet, faisaient tourner les tables et évoquaient les esprits. Mais ces activités, qui n'ont rien ajouté à leur réputation, ne furent pas, à l'époque, considérées comme relevant de la « science de pointe ».

Ayant, par ce colloque, favorisé *un regain d'intérêt pour les phénomènes* dits paranormaux, France-Culture a entrepris d'exploiter l'actualité qu'elle avait elle-même contribué à créer et ce, désormais, *en s'affranchissant* de toute précaution de « respectabilité » scientifique. C'est ainsi que dans la semaine du 24 au 28 mars, le magazine quotidien des « Chemins de la connaissance » a été occupé par une série intitulée « La science au Verseau », calembour astrologique qu'il faut, sans doute, comprendre comme « La science au verso ». On y a entendu les pires divagations sur la voyance, la torsion des métaux à distance, l'« *évanescence de l'énergie* » par imposition des mains, *la dissipation ou la mise en vibration* des nuages par l'énergie orgonique (énergie érotique inventée par W. Reich dans la dernière partie de sa vie), l'existence d'un « *corps mental* » indépendant du corps physique, de « *particules spirituelles* », de « *radiance spécifique du vivant* », d'action de la vie au niveau submoléculaire, etc., tous phénomènes dont la réalité aurait été « expérimentalement » vérifiée, ainsi que le précisa un conférencier qui s'exprimait au nom de « *nous, scientifiques* », avant de développer une *théorie de « l'action des formes sur le vivant* », « *plus inaccessible encore aux catégories de pensée rationnelle* ». Pour finir, un swami se demanda si la science du vingt et unième *siècle* « *redécouvrant les thèses majeures de la connaissance initiatique millénaire, saurait en brider les immenses et dangereuses possibilités* ».

Il est à peine besoin de souligner que ce galimatias, présenté comme le dernier mot de la science contemporaine, ne fait que reprendre *les thèmes vieillots d'une littérature* mystique déjà vulgarisée depuis plus d'un siècle, et tout à fait étrangère à la science. Il s'agit là d'une tromperie intellectuelle. Comme par hasard, cette série des « Chemins de la connaissance » était précédée, chaque matin, toujours sur France-Culture, d'interviews de voyantes : non dans la perspective d'un reportage objectif, encore moins d'une étude sociologique, mais avec la pleine adhésion de l'interviewer à la réalité de la *voyance* (« *Quand vous m'avez mis en relation, madame, avec l'âme de ma mère, comment avez-vous fait ?* »).

Les thèmes du « colloque de Cordoue » ont été repris, sur TF 1, le 30 avril, dans une émission dont la tendance antiscientifique était assez bien reflétée par son titre : « Les savants déroutés ».

Notre télévision s'était déjà compromise naguère, dans l'affaire des « *chirurgiens aux mains nues* », lancée en France par un reportage, qui emplit les charters à destination des Philippines de milliers de malades en quête d'une cure fallacieuse. Il fallut la protestation officielle du corps médical pour que la télévision prenne conscience du rôle publicitaire qu'elle avait joué dans cette affreuse entreprise d'exploitation de la misère humaine et tente de se racheter par une ou deux émissions au cours desquelles la supercherie était mise en évidence. Quelques mois plus tard, un astucieux imitateur français des thaumaturges philippins avouait sa fraude devant les juges de la *correctionnelle*. Il devait cependant trouver un défenseur dans la personne d'un journa*liste de la télévision* qui trouva des excuses à ce dangereux charlatan.

Les responsables, lorsqu'on les consulte sur ce genre de programmation critiquable, répondent souvent : « *La science officielle, non critiquée, non controversée, a ses heures d'antenne. Nous voulons aussi montrer le revers, le... verso.* » A cela nous dirons qu'on ne peut présenter de façon *symétrique*, d'une part, des résultats scientifiques avérés (et d'ailleurs *passionnants, quoique difficiles*), ceux que nous offre souvent la science, celle des laboratoires, des observatoires des universités, et, d'autre part, des théories ou des observations contes*tées par la majorité des scientifiques* et dont le caractère est plus métaphysique que scientifique. Il n'y a pas de symétrie entre le vrai et le faux, non plus même qu'entre l'avéré et le présumé !

Souvent aussi, on nous dit : « *Mais cela, ce sont des variétés, — nous ne le considérons pas comme scientifique* ». Soit. Mais qu'on le dise et qu'on soit clair, à chaque émission de cette nature.

Naguère, et nous regrettons ce temps, un comité scientifique inter*disciplinaire avait la possibilité* de dire son mot sur les programmes différés, et de conseiller le choix des intervenants en direct. Cette organisation a été rejetée, sans doute comme reflétant une dictature de la science dite officielle. Mais vaut-il mieux la dictature du flou, du ténébreux, de l'irrationnel, que *nous voyons aujourd'hui s'emparer* de nos ondes nationales ?

ALFRED KASTLER
et JEAN-CLAUDE PECKER.

GERARD MATHIEU.

Mystification

L'EMISSION intitulée « Le cri du père » est profondément choquante. Cette entreprise de mystification n'a même pas l'excuse de la naïveté ethnocentrique.

Les apparences du documentaire pseudo-scientifique ne doivent pas *faire illusion, il s'agit* bien là d'une mise en scène à la mode occidentale. Le discours sur les pseudo-obsessions et fantasmes des autres, les Djimi, n'est en fait que le propre *reflet des nôtres. Pour* les besoins de la cause, la manipulation n'a pas de borne. Que dire devant ces femmes djimi obligées de porter les feuillages, moyennant quelques pièces de monnaie, alors que le port de ce cache-sexe traditionnel est exceptionnel (pour certains rituels) et reste interdit sous peine d'amendes sévères depuis l'indépendance de 1961 ? Que dire devant le récit de l'ancien, contant ses « *exploits guerriers* » le cou orné de colliers qu'il ne porte jamais, tête et poitrine nues, sachant qu'il ne quitte jamais son bonnet et que l'absence d'une tunique chez l'homme est d'une grande indécence ? Que dire devant ces sem*blants* de travaux collectifs où quatre femmes en feuillages exécutent une danse orchestrée de l'extérieur ? Arrêtons, car la liste risque d'être longue, cette émission étant une *véritable pièce d'anthologie*. Voir un tel carnaval, où certains Djimi sont réduits à être de piètres acteurs de cinéma, reste un spectacle désolant aux répercussions incalculables.

Avec le titre et les commentaires, la manipulation se fait plus subtile, « *contre cette menace* (de la mort de l'enfant) *existe le pouvoir magique du cri du père* ». Ayant assuré des soins médicaux quotidiennement pendant une année (une de mes cases était transformée en un *véritable* dispensaire), j'ai été en contact permanent avec les problèmes de la maladie et de la mort des Djimi. Je me dois de dire que ce « *cri du père* » exclusif et autonome est une pure *invention* et n'existe que dans la tête de ceux qui ont besoin de le faire exister. Chez les Djimi, le cri est multiple, il est codifié au sein du jeu social de la parole (ritualisé parfois comme dans les funérailles) et n'a pas de pouvoir magique de guérison. Face à la maladie et à la mort, la femme djimi peut crier comme l'homme, elle n'a pas à revendiquer « *le droit à la parole* », car elle le possède depuis fort longtemps !

La sorcellerie, qui fait toujours recette dans nos sociétés, n'est qu'un élément de compréhension de la société djimi, *et c'est l'ensemble* de la société djimi qui permet de comprendre la sorcellerie, et non pas le contraire comme le laisse supposer l'émission. Faire ensuite passer les Djimi pour des éternels obsédés de la mort et du sorcier-modkidjine, c'est faire preuve d'une totale ignorance de leur civilisation ; « *Le matin à Bourah-Wango, au milieu de ces femmes habillées de feuilles, nous avons du mal à croire aux dangers, aux menaces, toujours présentes, terrifiantes, qui viennent d'ailleurs, des morts, des étrangers, des voisins !* » Les Djimi ont « *apprivoisé la mort* » comme un grand nombre de sociétés sur notre planète, la solennité du com*mentaire n'y pourra rien changer, là* encore chacun a les obsessions qu'il peut !

Avec le passage sur le cannibalisme, l'absurdité atteint des sommets : « *le fantasme de cannibalisme existe dans notre culture... chez les Djimi, ce fantasme devient croyance* et réalité » (c'est moi qui souligne). La place manque pour dénoncer l'ensemble de cette entreprise de détournement culturel (devant le téléspectateur non ou mal informé, qui peut juger ?), citons brièvement la traduction-présentation du récit de l'ancien, la séance de divination, l'offrande-sacrifice, ce qui est dit sur la polygamie, etc.

Cette ambiguïté cultivée, qui baigne dans une psychologie à la petite semaine, trouve renfort dans la technique, abus de gros plans donnant une intimité toute artificielle, utilisation de cinq voix *d'origine très différente, décalage* permanent entre image et commentaire, etc.

L'ethnocide passe par des chemins étranges, la confusion n'est pas djimi, et l'image déformée de leur civilisation n'est que le miroir d'une seule incohérence : celle des réalisateurs ! Qu'une chaîne de télé*vision comme Antenne 2 prête* son crédit à de telle mascarade n'est pas à son honneur !

DOMINIQUE BRUNETIÈRE.

Manipulations

DE débat, point. D'information, point non plus. De vulgarisation point ou, pis, une des *plus obscures des émissions* jamais faites sur le sujet, et Dieu sait qu'elles ont été nombreuses.

Des connaissances acquises grâce aux manipulations génétiques, il n'en manquait pas à exposer. Des problèmes associés à l'exploitation industrielle des chimères, il n'en manquait pas non plus. Mais peut-on parler de risques si on se refuse à *préciser* un tant soit peu ce que peuvent être ces risques. Peut-on parler des applications en général sans s'occuper des conditions matérielles et sociales qui les entourent, qui seules peuvent faire comprendre le progrès qu'elles sont censées apporter (si ce n'est que grâce au génie *génétique* nous *allons échapper à l'« oppression »* des producteurs de pétrole).

Amalgames, rêves, vérités de discours électoraux et revanche des biologistes sur ces ignorants de physiciens et de technocrates.

Une parfaite répétition du film qui précédait, un présentateur et ses savants tous docteurs Moreau *et des téléspectateurs transformés* en animaux auxquels on impose « la loi ». Attention au massacre final.

PHILIPPE GAY.

les films de la semaine

Les notes de Jacques SICLIER.
★ A VOIR ★★ GRAND FILM

Le Défroqué
DE LEO JOANNON
Lundi 15 septembre
FR 3, 20 h 30

D'énormes effets de mélodrame pour un sujet qui appelait une ascèse spirituelle : le cheminement de la grâce dans l'âme d'un prêtre défroqué qu'un jeune homme a voulu racheter en entrant dans les ordres à sa place. Leo Joannon, ne reculant devant aucune outrance, est allé jusqu'au grotesque. Pierre Trabaud arrive à être touchant en face de Pierre Fresnay dont l'interprétation est insupportable de cabotinage grimacier.

Paris au mois d'août
DE PIERRE GRANIER-DEFERRE
Lundi 15 septembre
TF 1, 20 h 35

★ *Mari esseulé, adultère de vacances sur l'alibi d'une grande passion. C'est* Brève rencontre, *avec un petit air « nouvelle vague » (caméra dans les rues de Paris et liberté sexuelle). Il reste du roman de René Fallet un ton gentiment populiste, mais cette aventure à la petite semaine d'un vendeur à la Samaritaine (où l'on trouve tout, décidément !) a été traitée avec une certaine roublardise. A voir pour Charles Aznavour, dans son numéro de petit homme au sourire mélancolique et, surtout, l'actrice anglaise Susan Hampshire.*

Les Comancheros
DE MICHAEL CURTIZ
Mardi 16 septembre
FR 3, 20 h 30

★ *Fidèle à son style hollywoodien des années 30-40, Michael Curtiz réalisa ce western (son dernier film) selon la mythologie d'aventures du héros défenseur de l'ordre affrontant méchants indiens et renégats. Le héros, c'est John Wayne, entraînant avec lui Stuart Whitman : il y a de grands sentiments, du pittoresque, de belles scènes d'action et une apparition sensationnelle de Lee Marvin à demi scalpé.*

La Bataille de San-Sebastian
DE HENRI VERNEUIL
Jeudi 18 septembre
FR 3 : 20 h 30

★ *Dans le Mexique du dix-septième siècle, Anthony Quinn est un bandit pris pour un prêtre franciscain et qui va s'amender en organisant la défense d'un village. Chargé de mettre en scène cette superproduction internationale, Henri Verneuil a quelque peu esquivé les rapports idéologiques des personnages mais réussi de brillantes séquences et une bataille à la manière des* Sept Mercenaires. *Charles Bronson, en chef des pillards, dame le pion à Anthony Quinn.*

Pique-nique en pyjama
DE STANLEY DONEN
Vendredi 19 septembre
A 2, 23 h 05

★ *L'originalité de cette comédie musicale, tirée d'un grand succès de Broadway, est d'agencer chansons et ballets sur un thème social : les revendications du personnel d'une fabrique de pyjamas, l'opposition d'une déléguée syndicale et d'un inspecteur général amoureux d'elle. La chorégraphie est de Bob Fosse. Stanley Donen a réalisé une œuvre décorative et sophistiquée, mais il n'a pas tiré grand-chose de Doris Day et de l'insipide John Raitt.*

Un homme libre
DE ROBERTO MULLER
Dimanche 21 septembre
TF 1, 20 h 35

★ *Parvenu au faîte du succès, un homme, trompé par sa femme, divorce, se croit libre, découvre la solitude et cherche un nouvel amour. Sujet a* priori *banal que Gilbert Bécaud (il ne chante pas) rend attachant par sa sincérité, sa sensibilité. Il revit, semble-t-il, un drame personnel et le réalisateur s'est effacé devant lui.*

Paris-Béguin
D AUGUSTO GENINA
Dimanche 21 septembre
FR 3, 22 h 40

★ *Troisième film de Jean Gabin, esquisse du mythe du mauvais garçon touché par l'amour. Un adroit scénario de Francis Carco met en parallèle le monde des voleurs et des assassins et l'univers factice du music-hall (étoile de revue, Jane Marnac est, aujourd'hui, bien démodée). Génina devançait, en 1931, le réalisme poétique de Duvivier et de Carné, et Gabin, trahi par une prostituée, sa maîtresse, mourait déjà comme dans* Pépé le Moko.



Sons et points de vue

LES CHEMINS DE LA CONNAISSANCE : « LES LANGAGES DE L'ESPACE »

A partir du lundi 15 septembre France-Culture, 8 heures

L'espace n'est pas le vide, mais *le champ des relations qui constituent les formes* : des cristaux et des structures biologiques à l'organisation du monde stellaire, en passant par les formes animales, la latéralité humaine, et leurs effets aussi sur les mythes *et les cultures. Yves Bouligant*, Jacques Paillard, André Virel, *Henry Hecaen Jean Carteret*, Max Kaltenmark, Henri Van Lier, Bernard Coquempot exposent successivement les multiples points de vue biologiques, psychophysiologiques, anthropologiques, socioculturels, esthétiques, *physiques et mathématiques*. Réalisation Emmanuel Driant.

LES LUNDIS DE L'HISTOIRE : « L'IMAGE DU NOIR DANS L'ART OCCIDENTAL DU MOYEN AGE »

Lundi 15 septembre France-Culture, 9 h 5

A l'occasion de la parution de la deuxième partie d'une grande étude sur l'image du noir dans la culture occidentale, menée depuis *plusieurs années par les historiens* Jean Devisse, Michel Mol*lat et Ladislas Bugner, Jacques* Le Goff consacre son émission à la présentation de l'ouvrage, et à la discussion, en présence des auteurs, du statut du noir en Occident : sa puissance mythique, qu'elle soit négative *ou positive, est très grande*, notamment dans les religions. *Progressant à la mesure des* connaissances, le réalisme estompe peu à peu la pensée mythique, mais ne la fait pas disparaître.

LES NOUVELLES IMAGES

Chaque mardi à partir du 16 septembre *France-Culture, 19 h 30*

Emile Noël a préparé une série d'émissions de vulgarisa*tion scientifique*, consacrées à la description de l'essor des for*mes visuelles issues de la recher*che en informatique, en électronique, en photographie et en vidéo. Quatre émissions exposent les principes des « images nouvelles » ; la cinquième proposera, en conclusion, une ana*lyse des transformations possi*bles de notre regard par ces *images*.

SAMEDIS DE FRANCE-CULTURE :

« Japon, une journée au monastère de Hasedera » Samedi 20 septembre France-Culture, 14 h 5

Le monastère Hasedera, à l'ouest du Japon, est le centre de pèlerinage des trente-trois lieux sacrés du culte de Kannon. Chaque année s'y effectue une *sorte de stage pour les novices* des différents lieux du culte, *stage consacré en particulier à la pratique de la psalmodie* Shamyo. A cette occasion, Mildred Clary a réalisé avec une équipe de France-Culture un reportage qui tente de *recréer par les* sons l'atmosphère particulière du *monastère*. — B. A.

ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

DU LUNDI AU VENDREDI

● FRANCE - INTER (informations toutes les heures); 4 h. 30 : Bon pied, bon œil ; 6 h. 30, P. Douglas et A. Pavy ; 7 h. 15, *Chronique politique* ; 7 h. 25, Bloc-notes économique ; 7 h. 40, L'humeur du jour ; 7 h. 50, Parlons clair, de J. Paletou ; 8 h. 30, Revue de presse, de D. Saint-Hamond ; 8 h. 45, E. Ruggieri et B. Grand ; 11 h., Flagrant délire ; 12 h., Variétés, par G. Klein ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 F ; 13 h., Inter 13.

13 h. 30, Les histoires de France, par P. Miquel et M. Desbarbat ; 14 h. 5, B. Mabille ; 15 h., A cœur et à Krise ; 16 h., *Les cinglés du music-hall*, de J.-C. Averty ; 17 h., Radioscopie : Philippe Tesson (lundi), André Gillois (mardi), Christine Arnothy (mercredi), Bernard Lefort (jeudi), Emmanuel Levinas (vendredi); 18 h., Le magazine *de P. Bouteiller* ; *19 h. 20, Le* téléphone sonne (le mercredi : Face au public).

20 h. 5, Loup - Garou, de P. Blanc-Francard ; 21 h. 5, Feed back, de B. Lenoir ; 22 h. 10, Y'a d'la chanson dans l'air; 23 h. 5, *J. Artur et X. Fauche*; 1 h., Allô Macha ; 3 h., Au cœur de la nuit.

● EUROPE 1 (informations toutes les heures) ; 5 h., J.-C. Laval ; 6 h., P. Gildas et Maryse ; 6 h. 45, Bonjour la France, de P. Bonte ; 8 h. 30, La revue de presse et Expliques-*vous de I. Leval* ; 8 h. 45, A vos souhaits, de S. Collaro et Brigitte ; 11 h., Le sweepstake ; 12 h., Sisco, de P. Bellemare et J.-P. Rouland ; 13 h., Europe midi.

13 h. 30, Histoires vraies de P. *Bellemare* ; 14 h., *Histoire* d'un jour, de P. Alfonsi; 14 h. 30, Radio magazine ; 16 h. 30, Il était une fois les stars ; 17 h., Hit-Parade, de J.-L. Lafont ; *19 h.,* Journal.

19 h. 30, Boom Hollywood, de Y. Hegann ; 20 h. 30, Rock à Mymy, de M. Abraham ; 22 h.20, Europe-panorama ; 22 h. 40, Top à Wall Street ; 22 h. 50, Un livre, un succès, de F. Kramer ; 23 h., Barbier de nuit ; *0 h., L'invité* de minuit ; 1 h., Tôt ou tard, de M. Menant.

● R.T.L. (informations toutes les demi-heures) ; 5 h. 30, M. Favières ; de 5 h. 45 à 7 h. 15 (toutes les demi-heures), L. Zitrone ; 8 h. 10, A. Frossard ; 8 h. 35, A.-M. Peysson ; 11 h., *La grande parade de M. Drucker*; 13 h., Journal.

13 h. 30, Joyeux anniversaire, de P. Sabatier; 14 h. 30, M Grégoire ; 15 h., Fabrice et Sophie ; *16 h. 30,* Les grosses têtes, de P. Bouvard.

18 h. 30, Hit-Parade ; 20 h. 30, Relax Max ; 0 h., Les nocturnes ; 3 h., Variétés.

● R.M.-C. (informations toutes les heures) : *5 h., Max Lafon*taine ; 6 h. 30, J.-B. Cherfils et Sylvie ; 6 h. 45, Télégramme au pays ; 8 h. 40, La recréation, par J.-P Foucault ; 12 h., Le million, avec F. Gérard ; 13 h. 30, Quitte ou double ; 14 h., F Fernandel ; 15 h. 45, Toute la vérité, avec B Allemane ; 16 h., *Cherchez le disque* ; 17 h., Croque-musiques ; 19 h. 30, Capsule d'été, avec M Toesca et C. Borde ; 21 h., Motus ; 22 h. 15, Le livre de l'été.

LE WEEK-END

SAMEDI

● FRANCE - INTER (informations toutes les heures) : 5 h., L. Bozon ; 8 h. 30, Revue de presse ; 8 h. 45, Chronique de M. Droit ; 9 h., La clef verte ; *10 h. 30,* Avec tambours et trompettes, de J.-F. Kahn ; 12 h., Vécu ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 F ; 13 h., Samedi actualité magazine ; 14 h. 5, L'oreille en coin ; 18 h., Les étoiles de France - Inter ; 19 h., Journal ; *20 h. 10, La tribune de l'histoire*, par A. Castelot et A. Decaux ; 21 h. 15, La musique est à vous, par J. Fontaine ; 22 h. 10, Les tréteaux de la nuit ; 23 h. 5, *Au rythme du monde, de M. Go*dard ; 0 h., Inter danse ; 1 h. 30, Les choses de la nuit.

● EUROPE 1 : 5 h., Julie ; 9 h., Journal ; 9 h. 15, C. Barbier ; 11 h., Le Sweepstake ; *12 h., Le Sisco* ; *13 h., Europe*-Midi ; 13 h. 30, Interpol ; 14 h., Kikekoa ; 17 h., Hit-parade ; 18 h., Europe - soir ; 19 h., Journal ; 19 h. 30, Football ; 20 h., Hit - parade des clubs ; 22 h. 30, Europe panorama ; *22 h. 45, Concerto* pour transistor, d'E. Lipmann ; 24 h., Viviane ; 1 h., Y. Hegann.

● R.T.L. : 5 h. 30, J.-P. Imbach ; *9 h. 10,* Stop ou encore, avec E. Pages ; 13 h., Le journal inattendu ; 14 h., W.R.T.L., Country Lang, 18 h. 30, W.R.T.L., tubes, avec J.-B. Hebey ; 20 h., W.R.T.L., « Hit des clubs », avec B. Schu ; 22 h. 15, W.R.T.L., Live, de *D. Farran*.

● *R.M.-C. : 5 h., J. Meledo* ; 8 h. 15, L'événement de la semaine, avec M. Ulimann ; 8 h. 45, La tauromachie ; 9 h., La grille musicale ; 12 h., Télématch ; 13 h., La discothèque d'une personnalité ; 16 h., Hit-*parade, avec P. Sulak* ; 17 h., Cent ans de music-hall ; 18 h., Hôtel de Paris; 19 h. 30, Musiques, avec M. Cotet.

DIMANCHE

● *FRANCE-INTER* (informations toutes les heures) : 5 h., L. Bozon ; 9 h. 30 (et à 14 h. 5), L'oreille en coin ; 12 h., Dimanche actualités magazine ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 F ; 18 h., Spectacles Inter ; *19 h. 20, La vie du sport* ; 20 h. 15, Luis Mariano ; 21 h. 15, La musique est à vous ; 22 h. 10, Jam-parade, d'A. Francis ; 23 h., Ftura, de J. Pradel ; 0 h. 5, Inter-danses ; 1 h. 30, Les choses de la nuit.

● *EUROPE 1 : 6 h.,* Julie ; 7 h. 45, Sports ; 8 h. 30, Journal ; 8 h. 35, C'est dimanche, avec C. Morin et Maryse ; *12 h. 30, Europe-midi dimanche*; *13 h., Les années 50, de R. Willar*; 13 h. 30, Y. Hegann ; 15 h. 30, Hit - Parade ; *18 h. 30, Europe soir* ; 19 h., Le club de la presse (François Mitterrand, le 7); 20 h., Journal auto-moto ; 20 h. 15, *Chlorophylle* ; 22 h. 30, Europe panorama ; 23 h., Pour ceux qui aiment le jazz ; 0 h., Viviane.

● R.T.L. : 6 h., J.-P. Imbach ; 9 h. 20, *Stop ou encore* ; 13 h. 15, W.R.T.L. Nouveautés de J.-B. Hébey ; 15 h. 35, W.R.T.L., Rock ; 18 h. 30, Studio 22 ; avec A. Torrent ; 21 h., Grand Orchestre de P. Petit ; 22 h. 15, Jazz, avec P. Adler ; 0 h., W.R.T.L.

● R.M.-C. : 5 h., J. Meledo ; 11 h., *Le Chouette-club*, avec C. Chabrier ; 13 h. 50, Le Hit-parade, avec *J. Meledo* ; 15 h., P Sulak ; 19 h. 30, Le Hit-parade ; 20 h. 30, Musique classique, avec L. Rose ; 22 h., Musiques... avec M. Cotet.

Lundi 15 septembre

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, *Colportage* : En Périgord.
8 h. Les chemins de la connaissance : Les langages de l'espace *(lire notre sélection)* ; à 8 h. 32, Les puritains : les niveleurs.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Les lundis de l'histoire : L'image noire dans l'art occidental au Moyen Age *(lire notre sélection)*.
10 h. 45, Le texte et la marge : « Lettre ouverte aux *futurs illettrés* », avec Paul Guth.
11 h. 2, Evénement-musique.
12 h. 5, *Nous tous chacun* : Le R.P. Philippe.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Atelier de recherche instrumentale : Festival international de musique improvisée à Sens.
14 h., Sons : Paris sur rue.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Une boule de neige en enfer », de P. Cerval.
14 h. 47, Contact.
15 h. Centre de gravité : La rentrée des classes.
16 h., Le pompagne du Tanio.
16 h. 50, Actualités : le patrimoine photographique.
17 h. 32, Musiques actuelles : Nice - Côte d'Azur 1980.
18 h. 30, Feuilleton : Le théâtre Chichois, de Maurice Chevit.
19 h. 30, Présence des arts : Biennale d'art de Menton.
20 h., Copyright one : « Interview d'une mouette mazoutée », de M. Thomas, avec Garance ; « Un bout de ciel dans un coin de fenêtre », d'A. Blanc, avec R. Faure, A. Thomas, etc.
21 h. L'autre scène ou les vivants et les dieux : Les métiers de Dieu.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2, Œuvres de : Haydn, Chausson, Kodaly, Holst ; 8 h. 35, Kiosque ; 9 h. 30, Concert : « Die Soldaten », de Zimmermann, par le Nouvel Orchestre philharmonique (dir. Wich) et les Chœurs de Radio-France (dir. *Boulfroy*) ; *13 h. 5, Jazz.*
14 h. 3, Debussy révolutionnaire calme (Debussy, Vierne, Satie, Strauss, Schoënberg et Scriabine) ; 17 h. 30, Concert-lecture : « Etudes », de Debussy, avec J.-C. Pennetier, piano ; 19 h. 5, Kiosque.
20 h. 30, Deuxième Festival de Courchevel : « *Quatuor à cordes en la mineur* » (Schubert) ; « Quatuor à cordes » (Dutilleux) ; « Quatuor à cordes en ut mineur » (Brahms), par le Quatuor Via Nova, avec J. Mouillere et J.-P. Sabouret, violons, C. Naveau, alto et J.-M. Gamard, violoncelle.
23 h., Les Nuits d'été : Berlin (Mozart, Zemlinsky, Schilling, Pfitzner, Eissler, Berg, Hindemith).

Mardi 16 septembre

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Colportage : En Périgord.
8 h., Les chemins de la connaissance : Les *langages de l'espace* ; à 8 h. 32, *Les puritains* : puritanisme et capital.
8 h. 50, Les miroirs du songe.
9 h. 7, La matinée des autres : Le « modernisme » et l'avenir de la tradition en pays Senoufo.
10 h. 45, Un quart d'heure avec... Max - Pol *Fouchet*.
11 h. 2, Musiques actuelles : Nice - Côte d'Azur 1980 (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Nous tous chacun : Le R.P. Philippe.
12 h. 45, Panorama : Actualité de la province.
13 h. 30, Libre parcours variétés : La chanteuse turque Toulai.
14 h., Sons : Paris sur rues.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Le voilier qui perd la tête », d'H. Queffelec.
14 h. 47, Magazine international.
16 h. 50, Actualité : La cybernétique en 1980.
18 h. 30, Feuilleton : « *Le théâtre Chichois* », de M. Chevit.
19 h. 30, Sciences : Les nouvelles images. (Lire notre sélection.)
20 h., Dialogues franco-danois : « Histoire et mentalités collectives », avec Per Stig Moller et Pierre Chaunu.
21 h. 15, Musiques de notre temps : Chostakovitch.
22 h. 30, Nuits *magnétiques*.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Œuvres de : Monteverdi, Titelouze, Gesualdo, Tartini, *Monteverdi*) ; 8 h. 35, Kiosque ; 9 h. 30, La société de l'orchestre (Beethoven, Wagner, Debussy, Messiaen, Stockhausen, Levinas, Malec).
11 h. 30, *Concert* : Œuvres de Bach, Stravinski, Mozart et Dvorak, par les Chœurs (dir. H. Schernus) et l'Orchestre symphonique de *la Radio de Cologne (dir. L. Foster)*, avec A. Brendel, piano ; 13 h. 5, Jazz.
14 h., Electro and Cᵉ : les nouvelles lutheries électroacoustiques (Kessler, Stockhausen) ; 15 h., Nouveaux instruments, nouvelles pensées (Bach, Beethoven, Ravel, Stockhausen).
17 h. 30, Concert : Œuvres de K. Sato, Ton That *Tiet, Schwarz et Ferrari, par l'Ensemble ins*trumental du Nouvel Orchestre philharmonique, dir. A. Savouret, avec M.-F. Bucquet, piano, E. Chojnacka, clavecin, A. Ripoche, cor anglais et le dispositif électroacoustique du G.R.M. ; 19 h. 5, Kiosque ; 20 h., Avant-concert.
20 h. 30, *Festival estival de Paris (en direct de* l'église Saint-Etienne-du-Mont) : Œuvres de Nivers, Brossard, Fiocco et J.-S. Bach, par l'Ensemble Nuove Musiche.
22 h., Cycle acousmatique : « Une saison en enfer », d'après Rimbaud, avec H. Garetti, soprano, C. Roque-Alsina, piano, J.-P. Drouet, percussions et une *soliste* de la Maîtrise des Chœurs de Radio-France.
23 h., Les Nuits d'été : Berlin, la philharmonie et les chefs (Beethoven, Berlioz, Glück, Mozart, Stravinski, Wagner, Prokofiev).

Mercredi 17 septembre

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Colportage : En Périgord.
8 h., Les chemins de la connaissance : Les langages de l'espace ; à 8 h. 32, Les puritains : les pèlerins du Mayflower.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques :
10 h. 45, *Le livre, ouverture sur la vie* : « Les Crapauds sont sympa », de R.E. Erickson ; « Mila marie son père », d'H. Doskocilova.
11 h. 2, Musiques actuelles : Nice - Côte-d'Azur 1980 (et à 17 h. 32).
12 h. 5, Nous tous chacun : le R.P. Philippe.
12 h. 45, Panorama : Littérature étrangère.
13 h. 30, *Les tournois du royaume de la musique.*
14 h., Sons : Paris sur rues.
14 h. 5, *Un livre, des voix : « Fleur de péché »*, de G. Dormann.
14 h. 47, *L'école des parents et des éducateurs :* La danse.
15 h. 2, Le livre blanc de la recherche scientifique en France.
16 h., Contact.
16 h. 10, Les travaux et les jours... d'un fromager.
16 h. 50, Actualité : Choisir le moment et le moyen de terminer sa vie.
18 h. 30, Feuilleton : « Le théâtre Chichois », de M. Chevit.
19 h. 30, La science en marche.
20 h., La musique et les hommes : De l'espagnolade à l'hispanisme au dix-neuvième siècle.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Œuvres de Johnson, Locke, Purcell, Bach, Monteverdi, Debussy, Webern ; 8 h. 35, Kiosque ; 9 h. 30, Les tempéraments, les échelles musicales (Bach, Ohana) ; *10 h. 30,* Musique indienne du sud.
11 h. 30, *Concert* : Œuvres de Wagner, *Scriabine* et Wychnegradsky, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. A. Myrat, avec M. Haniotis, récitant ; 13 h. 5, Jazz.
14 h., La voix à l'époque de Verdi (Marenzio, de Wert, Vecchi, de Cavalieri, Peri, Caccini, Monteverdi, Gagliano, Willaert, Rossi) ; 17 h. 30, Concert-lecture : d'une improvisation à l'autre, avec le New Phonic Art (Stockhausen, Beethoven, Coltrane) ; 19 h. 5, Ouverture du Festival Berlioz (en direct de Lyon).
20 h., Festival de Berlin (en direct de la Philharmonie de Berlin) : « Abraham et Isaac », ballade *pour* baryton et orchestre à cordes, et « Deux poèmes pour baryton et orchestre à cordes » (Stravinski), d'après des poèmes de Paul Verlaine ; « Symphonie nº 3 en ut mineur » (Saint-Saëns), par l'Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim, avec *D. Fischer-Dieskau*, baryton.
23 h., Les Nuits d'été : Leipzig (Bach, Mendelssohn, Brahms).

Jeudi 18 septembre

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales : David d'Angers.
8 h. Les chemins de la connaissance : Les langages de l'espace ; à 8 h. 32, Les puritains : Salem.
8 h. 50, Les miroirs du songe.
9 h 7, Matinée de la littérature : Voyage en Angleterre.
10 h. 45, Questions en zigzag : « Une pie sur un tambour », avec *J. Rousselot*.
11 h. 2, Musiques actuelles : Nice-Côte d'Azur 1980 (*et à* 17 h. 32).
12 h. 5, Nous tous chacun : Le R.P. Philippe.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Renaissance des orgues de France : Notre-Dame de Royan.
14 h., Sons : Paris sur rues.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Les Derniers Jours d'un homme heureux », d'H. Haddad.
14 h. 47, Départementale : A Digne.
16 h. 50, Actualité : Histoire des peintures du théâtre de l'Opéra.
18 h. 30, Feuilleton : « Le théâtre Chichois », de *M. Chevit*.
19 h. 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : les maladies du foie chez l'enfant.
20 h., La pornographie, de W. Gombrowicz (2ᵉ partie).
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Œuvres de : Haendel, Monteverdi, Vivaldi, Liszt, Chopin, Katchaturian ; 8 h. 35, *Kiosque* ; 9 h. 30, *Nouveaux instruments, nouvelles pensées*.
11 h. 30, Concert : « Symphonie nº 31 en ré majeur », « Concerto pour clarinette et orchestre en la majeur » (Mozart) ; « Symphonie nº 103 en mi bémol majeur » (Haydn) par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine, avec M. Portal, *clarinette* ; 13 h. 5, Jazz.
14 h., Olivier Bernager présente : « Huitième Symphonie », de Brückner, « Sonate opus 111 », de Beethoven.
17 h. 30, *Concert* : Musique traditionnelle de l'Inde du sud, avec Mahalingam, flûte ; *19 h. 5, Kiosque ; 20 h., Avant-concert.*
20 h. 30, *Concert* : Festival Berlioz à Lyon (en direct de l'auditorium Maurice-Ravel), « les Troyens » (première partie : la Prise de Troye), par les Chœurs du Festival, dir. J. Grimbert et B. Tetu, et les Chœurs de l'Opéra de Lyon, dir. S. Baudo, avec N. Denize, *M. Jaclin, F. Laurent, S. Unruh*, J.-P. Lafont, A. Arapian, F. Loup, X. Tamalet.

Il aura donc fallu plus d'un siècle pour que se réalise le projet envisagé par Berlioz vers 1855, d'une « vaste exposition » de tous ses ouvrages... Le festival Berlioz est né, à Lyon, l'an dernier et une année de réflexion aura suffi pour que France-Musique se décide à le retransmettre en *direct. Ainsi, ceux qui n'auront pas pu* faire le voyage pourront-ils se demander, en connaissance de cause, pourquoi on a attendu si longtemps en France pour exécuter « les Troyens » intégralement. Encore devront-ils patienter une journée après les deux premiers actes (le 18 sep*tembre) avant d'entendre les trois der*niers (le 20) ; mais il est vrai qu'entre la prise de Troie *et l'arrivée d'Enée à* Carthage, il s'est sans doute écoulé quelques mois.

Qu'on ne s'attende pas surtout à une vaste épopée guerrière. Rarement, la *musique de Berlioz* n'aura été aussi intérieure. Réservant les instruments « *bruyants* » à la *joie stupide de la* « canaille troyenne » — selon sa propre expression — lorsqu'elle fait entrer le cheval fatal, ou à la « *Marche troyenne* », dont le caractère triomphal contrastera chaque fois avec la situation qu'elle côtoie, Berlioz s'est soucié essentiellement de *découvrir le coloris antique, virgilien, qui* convenait à son sujet et de traiter chaque épisode du poème, dont il est également l'auteur, dans une forme musicale appropriée. — G. C.

0 h., Les Nuits d'été : Hambourg (Wagner, Reger, Schoenberg, Brahms, Sibélius, Strauss).

Vendredi 19 septembre

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales : R. Chance et le *vignoble* Champenois.
8 h., Les chemins de la connaissance : Les langages de l'espace ; à 8 h. 32, Les puritains : puritanisme et jansénisme.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des arts du spectacle.
10 h. 45, Le texte et la marge : « L'Usure de l'âme », avec P. Debray-Ritzen.
11 h. 2, Musiques actuelles : *Nice-Côte d'Azur* 1980.
12 h. 5, Nous tous chacun : Le R.P. Philippe.
12 h. 45, Panorama.
13 h. 30, Musiques extra-européennes.
14 h., Sons : Paris sur rues.
14 h. 5, Une livre, des voix : « Une sorte de bleu », d'A. Gerber.
14 h. 47, Une homme, une ville : Copernic à Cracovie.
15 h. 50, Contact.
16 h., Pouvoirs de la *musique*.
18 h. 30, Feuilleton : « Le théâtre Chichois », de M. Chevit.
19 h. 30, Les grandes avenues de la science moderne : Le voyage des protéines.
20 h., Emission médicale : L'inné et l'acquis (en liaison avec TF 1).
21 h. 30, Black and blue : Festival d'été.
22 h. 30, Nuits magnétiques.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3, Œuvres de : Pergolèse, Riccioti, Caudiaio, Scarlatti, Léo, Cimarosa, Mercadante ; 8 h. 35, Kiosque ; 9 h. 30, Musique traditionnelle et populaire de Grèce.
10 h., L'Orchestre de Ravel ; *11 h.,* Concert : Œuvres de Ravel, Bartok et Beethoven, par le Nouvel Orchestre *philharmonique, dir.* H. Soudant, avec J.-Cl. Pennetier, piano ; *13 h. 5,* Jazz.
14 h., Le Moyen Age, ses révolutions, ses survivances au XXᵉ siècle : Œuvres de Dufay, Dunstable, Binchois, Messiaen, Berio, Barraque, Stockhausen, Satie, Debussy.
17 h. 30, Concert-lecture : Œuvres de Ives par l'Ensemble intrumental du Nouvel Orchestre *philharmonique, dir.* A. Savouret, et des œuvres de Rorem, Sowerby et Ives, par Jean-Louis Gil à l'orgue ; 19 h. 5, Kiosque ; 20 h., Prologue.
20 h. 20, Concert final du concours de musique A.R.D. (émis de Baden).
22 h. 15, Les Nuits d'été : Musique douce (Vivaldi, Boccherini, Schubert) ; 23 h. 5, Vieilles cires : Vaclav Talich et l'Orchestre philharmonique tchèque (Dvorak, Smetana) ; 0 h. 5, Grandes œuvres, grands interprètes (Kodaly, Fauré, Prokofiev, Britten et Offenbach).

Samedi 20 septembre

FRANCE - CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Regards sur la science.
8 h. 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Les sondages.
9 h. 7, Matinée du monde contemporain.
10 h. 45, Démarches avec...
11 h. 2, La musique prend la parole : Les concertos pour piano de Rachmaninov (Concerto nº 3).
12 h. 5, Le pont des Arts.
14 h., Sons : Paris sur rue.
14 h. 5, Japon : Une journée au monastère de *Hasedera (lire notre sélection)*.
16 h. 20, Livre d'or.
17 h. 30, Les lundis de l'histoire : L'Aquitaine des Wisigoths aux Arabes.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
20 h., Carte blanche : « Anne et les trois orfèvres », de M. Marc. Avec : J. Magre, A. Dussollier, C. Alera, etc.
21 h. 30, Musique enregistrée.
21 h. 55, Ad lib. avec M. de Breteuil.
22 h. 5, La fugue du samedi.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2, Œuvres de : Marcabru, Machaut, Bartok, Dufay, Busnois, Stravinski, Binchois, Janacek et anonyme ; 8 h. 35, Kiosque ; 9 h. 30, Révolution dans l'art lyrique (Palestrina et Peri) ; 10 h. 30, Musique en dérision (Chion et Parmegiani).
11 h. 30, Concert : « Concerto pour piano et orchestre nº 24 en ut mineur » (Mozart) ; « Symphonie nº 3 en ré mineur » (Brückner), par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. P. Berglund, avec P. Reach, piano ; 13 h. 5, Jazz.
14 h., Les révolutions anticipées du XXᵉ siècle : Œuvres d'Henry, Schaeffer, Ives, Cage, Showning, Stockhausen, Varèse, Russolo, Bério ; 16 h. 30, Révolution dans l'art lyrique : extraits de « *Rinaldo* », de Haendel, et extraits de « Alceste », de Glück.
17 h. 30, Concert : « Trois *nocturnes* », de Debussy, « Musique d'hiver », de Jolas, « Symphonie d'instruments à vent », de Stravinski, « Cinq pièces », de Schoenberg, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Amy ; 19 h. 5, Kiosque (en duplex avec Lyon) ; 20 h., Avant-concert.
20 h. 30, *Festival Berlioz (en direct de l'au*ditorium Ravel à Lyon) : « les Troyens » (deuxième partie : les Troyens à Carthage), par l'Orchestre de Lyon, dir. S. Baudo, les Chœurs du Festival, dir. J. Grimbert, B. Tétu, les Chœurs de l'Opéra de Lyon, dir. D. Debart, avec M. Zimmermann, N. Ihara, M. Jaclin, S. *Unruh*, B. Brewer, L. Pezzino. *(Lire notre sélection.)*
0 h. 5, Les Nuits d'été : la musique et les images par G. Pérec (Strauss, Mahler, Boccherini, Brahms, Verdi, Tchaïkovski, Schumann, Schoenberg, Schubert).

Dimanche 21 septembre

FRANCE - CULTURE

7 h. 7, La fenêtre ouverte.
7 h. 15, Horizon, magazine religieux.
7 h. 40, Chasseurs de son...
8 h., Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h. 30, Protestantisme.
9 h. 10, Ecoute Israël.
9 h. 40, Divers *aspects de* la pensée contemporaine : La Grande Loge de France.
10 h., Messe au monastère des Annonciades, à Thiais.
11 h., Regards sur la musique.
12 h. 5, Allegro.
12 h. 40, Récital d'orgue : B. Foccroule (Jolas, Boucourechliev, Lejet, *De Macque*, Darasse).
14 h. Sons : Paris sur rues.
14 h. 5, Electre, de Sophocle, lu par S. Monfort.
15 h. 35, Musique enregistrée.
16 h. 5, Musiciens français contemporains : H. Barraud.
17 h. 30, Rencontre avec... P. Debray-Ritzen.
18 h. 30, *Ma non troppo.*
19 h. 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h., La Comédie - Française présente : « Les Séquestrés d'Altona », de J.-P. Sartre.

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 2, Œuvres de : Bach, Messiaen, *de Lassus*, des Prés ; 8 h. 30, Musique religieuse traditionnelle ; 9 h. 30, Révolution dans l'art lyrique (Rossini, Wagner).
11 h. 30, Concert : « Messe du couronnement », de *Mozart* ; « *Messe* », de *Renaud Gagneux*, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, *dir. J. Poole*, avec S. Boulin et B. Hendricks, sopranos, C. Wirz, alto, N. Jenkins, ténor, C. Méloni, basse ; 13 h. 5, Jazz.
14 h., Grands interprètes : le renouveau du Lied après la seconde guerre mondiale (Mozart, Schumann, Blangini) ; 16 h. 30, Révolution *dans l'art lyrique (Debussy, Boulez)*.
17 h. 30, Concert : « Simple Symphonie » (Britten), « Concerto *pour violon* et orchestre en ut majeur » (Haydn), « Sérénade pour orchestre à cordes en ut majeur » (Tchaïkovski), par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. et violon : E. Krivine ; 20 h., Avant-concert.
20 h. 30, *Concert* de clôture du trente-troisième *Festival* de musique de Besançon (en direct du théâtre) : « Le Freischütz », ouverture (Weber) ; « *Symphonie nº 9 en ut majeur* » (Schubert) ; « Concerto pour violon et orchestre nº 3 en si mineur » (Saint-Saëns), par l'Orchestre national de France, direction M. Plasson et D. Salomon, avec S. Accardo, violon.
23 h., Les Nuits d'été : équivalences (Leguay, Robillard) ; 23 h. 30, Saturnales (Bach, Couperin, Haendel, Marais, Leroux, Fiocco, Forqueray).

Vendredi 19 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 **Réponse à tout.**
12 h 30 **Midi première.**
13 h **Journal.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 **Wickie le Viking.**
Mademoiselle Laura.
14 h 15 **Croque vacances.**
Calimero ; 14 h. 20, Bricolage (et à 15 h. 5) ; 14 h. 25, Isidore le lapin ; 14 h. 30, Infos-magazine ; 14 h. 50, Le plant de haricot ; 15 h., *Variétés* ; 15 h. 10, Les comètes.
18 h **TF 4.**
18 h 30 **Un, rue Sésame.**
18 h 55 **Les inconnus.**
19 h 10 **Une minute pour les femmes.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Série : Frédéric.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **Au théâtre ce soir : « Divorçons ».**
De V. Sardou et E. de Najac, mise en scène R. Manuel, réal. P. Sabbagh. Avec Amarande, C. Alers.
22 h 5 **Opéra première : La femme sans ombre.**
De R. Strauss.
(Lire notre sélection.)
23 h 5 **Sports : Cyclisme.**
Le Tour de l'avenir (résumé).
23 h 15 **Journal et cinq jours en Bourse.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h 5 **Passez donc me voir.**
12 h 30 **Série : *Les amours des années folles.***
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 50 Face à vous.
14 h **Aujourd'hui madame.**
L'instinct maternel.
15 h **Série : Police story.**
L'insaisissable.
16 h **Magazine... Quatre saisons.**
17 h **La télévision des téléspectateurs.**
17 h 20 **Fenêtre sur...**
Un volcan à Java.
Gunung-Merapi (deuxième partie).
17 h 50 **Récré A 2.**
Dino Boy ; les Paladins de France ; Goldorak.
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Feuilleton : Jean Chalosse.**
D'après le roman de R. Boussinot, réal. G. Vergez. Avec R. Outin, F. Maisongrosse, S. Dabadie...
(Lire notre sélection.)
21 h 35 **Magazine : Apostrophes.**
De B. Pivot.
Avec MM. J.M.G. Le Clézio (*Désert* et *Trois Villes saintes*) et J.L. Borges (*Préfaces ; Essai d'autobiographie*).
22 h 55 Journal.
23 h 05 **Ciné-club (cycle comédies musicales américaines) : « Pique-nique en pyjama ».**
Film américain de S. Donen (1957), avec D. Day, J. Raitt, C. Hanay, E. Foy Jr, R. Shaw, B. Nichols, T. Pelish.
Les ouvrières d'une fabrique de pyjamas réclament une augmentation. Un représentant des patrons s'éprend de la déléguée du personnel, qui fait passer la conscience de classe avant les sentiments.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
Contes du folklore japonais : le Serpent a huit têtes ; Des livres pour nous : les Comptines.
18 h 55 **Scènes de la vie de province : De Venise en Alençon.**
Une émission de C. Sylvain, réal. C. Baumann.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
L'ours Paddington.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **V 3 - Le nouveau vendredi : La galère de Giens.**
Une émission de J.-M. Cavada et M. Thoulouze. Images sous-marines : C. Petron ; Commentaires : S. Paoli.
Depuis neuf ans, une équipe de plongeurs fouille la galère de Giens selon des techniques d'archéologie terrestre adaptées au milieu sous-marin. Cette épave romaine de la madrague de Giens prend place parmi les plus intéressantes épaves antiques fouillées en Méditerranée. Les moyens financiers qui y sont consacrés sont très importants, et reste posée la question restée sans réponse, de savoir s'il faut remonter le navire en surface, au risque de le voir retomber en poussière hors de l'eau.
21 h 30 **Documentaire : J.A.D.E.**
Jadis, aujourd'hui, demain : la civilisation du châtaignier. Une émission de B. Darbon et M. Lesort.
Introduit par les Génois en Corse, le châtaignier a tenu pendant des siècles une place prépondérante dans la vie des habitants. La dépopulation due à la guerre de 1940, puis les migrations ont provoqué l'abandon des châtaigneraies. Peut-on aujourd'hui relancer cette culture en Corse, alors que l'île s'est dépeuplée et qu'elle est privée de ses forces vives ?
22 h 25 **Journal.**
22 h 45 **Magazine : Thalassa.**

Samedi 20 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 **Emissions régionales.**
12 h 30 **Cuisine légère.**
Les poires au gratin d'amandes.
13 h **Journal.**
13 h 30 **Le monde de l'accordéon.**
13 h 50 **Au plaisir du samedi.**
Snoopy ; *14 h. 30*, Feuilleton : « La famille Boussardel » (redif.) ; 15 h. 20, Plume d'élan ; 15 h. 30, Le magazine de l'aventure ; 16 h. 10, Maya l'abeille ; 16 h. 35, Temps X ; *17 h. 25*, L'homme qui valait 3 milliards.
18 h 10 **Trente millions d'amis.**
18 h 45 **Magazine auto-moto.**
19 h 10 **Six minutes pour vous défendre.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Série : Frédéric.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Variétés : Magie internationale 1979.**
21 h 35 **Série : *Starsky et Hutch.***
Quel métier !
22 h 25 **Sports : Cyclisme.**
Tour de l'avenir.
22 h 35 **Télé-foot 1.**
23 h 30 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 45 **Journal des sourds et des malentendants.**
12 h 15 **La vérité est au fond de la marmite.**
Gratin et salade de pâtes.
12 h 45 **Journal.**
13 h 35 **Des animaux et des hommes.**
La genette.
14 h 25 **Les jeux du stade.**
17 h 20 **Récré A 2.**
Pinocchio ; La caverne d'Abracadabra.
18 h 5 **Chorus.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Top club.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Les dossiers éclatés : La Canne.**
De P. Desgraupes. Réal. J.-P. Gallo. Avec P. Léotard, S. Orcier, J.-P. Klein...
(Lire notre sélection.)
22 h **Variétés : Suivez Lecoq.**
23 h 5 **Document : Les carnets de l'aventure.**
La Montagne de la désolation.
23 h 35 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
La Flèche noire ; A vos marques.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
L'ours Paddington.
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **« Raboliot ».**
Réalisation J.-M. Coldefy, d'après le roman de M. Genevoix. Avec P. Rousseau, etc.
Jean-Louis Bory avait signé l'adaptation de cette histoire d'un braconnier solognot.
22 h **Journal.**
22 h 20 **Ciné-regards : le Festival de Venise.**

Dimanche 21 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 15 **A Bible ouverte.**
9 h 30 **Orthodoxie.**
10 h **Présence protestante.**
10 h 30 **Le jour du Seigneur.**
11 h **Messe.**
Célébrée en la paroisse d'Anet (Eure). Prédicateur : P. Bernard Bro.
12 h **La séquence du spectateur.**
12 h 30 **TF 1 - TF 1.**
13 h **Journal.**
13 h 20 **C'est pas sérieux.**
14 h 15 **Les nouveaux rendez-vous.**
D'E. Ruggieri et R. Grumbach.
15 h 30 **Tiercé à Longchamp.**
15 h 40 **Série :**
16 h 30 **Sports première.**
18 h 15 **Document : La bataille d'Angleterre.**
19 h 25 **Les animaux du monde.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **Cinéma : « Un homme libre ».**
Film français de R. Muller (1972), avec G. Bécaud, O. Georges-Picot, P. Huntington, S. Bunoust-Roquère, C. Joano.
Un architecte quadragénaire, au faîte de la réussite, se trouve obligé de divorcer. Il cherche à retrouver l'amour et se trouve aux prises avec sa fille adolescente.
22 h **Concert.**
Symphonie nº 41, de Mozart, par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel.
23 h **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

11 h 30 Follow me.
11 h 45 **Journée en direct d'Alsace.**
(Et à 14 h. 10 et 22 h. 10.)
12 h 45 Journal.
13 h 20 **Série : Shérif, fais-moi peur.**
La chanson de Daisy.
16 h 35 **Feuilleton : César Birotteau.**
D'H. de Balzac. Mise en scène R. Lucot. Avec A. Ferjac, M. Trevières, D. Jemma, S. Moreau... (Rediffusion.)
18 h **Course autour du monde.**
18 h 55 **Stade 2.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : l'Embrumé.**
D'H. Viard et B. Zacharias. Réal. J. Dayan. Avec P. Bouchitey, M. Ribowska, F. Chaumette, J. Topart...
(Lire notre sélection.)

TROISIÈME CHAINE : FR 3

16 h **Jeu : Tous contre trois.**
Guérande.
17 h ***Prélude à l'après-midi.***
Concert donné au château de Cadillac par l'Ensemble de musique de chambre d'Aquitaine. *Sixième.*
Quatuor, de Haydn, *Sinfonia à quatre parties obligées*, de Beck, *Trio pour violon, violoncelle et piano*, de Boieldieu.
17 h 50 **Théâtre de toujours : la Double Inconstance.**
Comédie de Marivaux. Réalisation M. Bluwal. Avec C. Brasseur, J.-P. Cassel, E. Dandry, D. Lebrun, J. Magre, J. Obe, P. Vernier (rediffusion).
18 h 40 ***Spécial DOM-TOM.***
20 h **Série : Benny Hill.**
20 h 30 **Jeu : Télétests.**
Une émission proposée par Jean Frapat et présentée par Claude Villers.
Quatre épreuves pour des couples de téléphiles : *Le rire qui s'use*, en hommage à Tex Avery ; *l'Image en silence, le Plan manquant*, et *Question de montage.*
21 h 25 **Journal.**
21 h 40 **L'invité de FR 3 : le professeur Debray-Ritzen.**
22 h 40 **Cinéma de minuit (cycle J. Gabin) : *« Paris-beguin ».***
Film français d'A. Genina (1931), avec J. Marnac, J. Gabin, J. Max, C. Lamy, P. Finaly, S. Fabre, R. Berendt, Fernandel (N.).
Une vedette de music-hall s'éprend d'un cambrioleur qui s'est introduit, une nuit, dans sa villa. Elle lui fournit un alibi lorsqu'il est accusé d'un meurtre, commis par des hommes de sa bande.

PÉRIPHÉRIE

LUNDI 15 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : *Chips* ; 21 h., *Le Rendez-Vous*, film de S. Lumet.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 55, L'itinéraire mystérieux ; 21 h. 10, *Le Beau Serge*, film de C. Chabrol.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Série : Chronique imaginaire d'une révolution ; 20 h. 50, Cycle Jean Gabin : *le Pacha*, film de G. Lautner ; 22 h. 15, Laisse le bon temps rouler.
- TELE 2 : 20 h. 30 : Tennis en direct de Sart-Tilman (démonstration en salle).
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 10, Série : Arsène Lupin ; 21 5, Noirs sur blanc : émission littéraire ; 22 h. 5, Les visiteurs du soir : la Suisse de Pierre Graber.

MARDI 16 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : Série : Mannix ; 21 h., *Pierrot mon ami*, film de F. Leterrier.
- TELE-MONTE-CARLO : *20 h. 55*, L'itinéraire mystérieux ; 21 h. 10, *La Sentinelle endormie*, film de J. Dréville.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 35, Feuilleton : Les chevaux du soleil ; 21 h. 30, *Série : Les grands pèlerinages dans le monde : Jérusalem.*
- TELE 2 : 20 h. 35, Tennis en direct de Sart-Tilman (démonstration en salle).
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50, Jeu : Faites vos mots ; 20 h. 10, Spécial cinéma, avec un film d'A. Petrovic : *Le Maître et Marguerite*, et, à 21 h. 50, Le Club du cinéma.

MERCREDI 17 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Hit-Parade ; 21 h., *La Règle du jeu*, film de M. Caffey.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 55, L'itinéraire mystérieux ; *21 h. 10, La Grande Chasse*, film de J. Sagols.
- TELEVISION BELGE : 20 h., Les sentiers du monde : à la recherche du sacré ; 21 h. 35, Tirage de la *Loterie nationale* ; 21 h. 45, *Héloïse et Abélard*, téléfilm de J. Trébouta (première partie).
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50, Jeu : Faites vos mots ; 20 h. 10, Destins : Francis Jeanson, philosophe, ami de Sartre ; 21 h. 50, Football.

JEUDI 18 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : La chute des aigles ; 21 h., *Le Téléphone rouge*, film de R. Harlan.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 55, L'itinéraire mystérieux ; 21 h. 10, *Les Jeux de l'amour*, film de Ph. de Broca.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Autant savoir : les maisons en acier ; 20 h. 15, *La 7e compagnie au clair de lune*, film de R. Lamoureux ; 21 h. 35, Le carrousel aux images (films nouveaux) *et le monde du* cinéma.
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 50, Faites vos mots ; 20 h. 10, Temps présent : divorce à la belge ; *21 h. 10, Prière d'insérer :* Marcel Jullian parle d'un roman inconnu d'A. Dumas, *Actée* ; 21 h. 15, Les enfants des autres ; 23 h. 5, Football.

VENDREDI 19 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Marcus Welby ; *21 h., Les Têtes brûlées*, film de R. Mayberay.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 55, L'itinéraire mystérieux ; 21 h. 10, *Le Temps du ghetto*, film de F. Rossif.
- TELEVISION BELGE : 20 h. 20, Série : Cuisine intérieure ; 21 h., Théâtre : *Pauvre B*, de J.-P. Berckmans, d'après Baudelaire, par *la compagnie du Théâtre Provisoire, suivi* d'un concert : œuvres de Prokofiev et Bartok, par le Nouvel Orchestre symphonique de la R.T.B.F.
- *TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 25*, Série : Les ambitieux ; 22 h., Les grands pèlerinages du monde : de Carnac à Woodstock ; 22 h. 55, A l'affiche : actualité artistique.

SAMEDI 20 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h. 30, *Une blonde, une brune, une moto*, film de *C. di Palma* ; 22 h. 10, *I Maglieri*, film de F. Rosi.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Arsène Lupin ; 21 h. 10, *Ressac*, film de J. Bunuel.
- *TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Animaux du* soleil : le réveil des babouins ; 20 h. 20, *La Proie des vautours*, film de J. Sturges ; 22 h. 20, Variétés : Casino de Paris, avec *Line Renaud et le ballet du Casino.*
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 30, Série : Les roues de la fortune ; 21 h. 20, Charivari, variétés avec D. Prévost, M. Bernard et le groupe suisse Rhésus ; 23 h. 25, Football.

DIMANCHE 21 SEPTEMBRE

- TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Série : Les ambitieux ; 21 h., *Section spéciale*, film de C. Gavras.
- TELE-MONTE-CARLO : 20 h. 5, Série : Rush ; 21 h. 10, *Bertrand cœur de lion*, film de R. Dhéry.
- TELEVISION BELGE : 19 h. 55, Feuilleton : Les Folies Offenbach ; 20 h. 45, *Inutile envoyer photo*, téléfilm d'A. Dhouailly ; 22 h. 30, Variétés, avec N. Croisille, Y. Duteil...
- TELEVISION SUISSE ROMANDE : 19 h. 45, *Le Kid de Cincinnati*, film de N. Jewison ; 21 h. 35, Menuhin : l'homme et la musique ; 22 h. 35, Table ouverte ; 23 h. 35, Vespérales : qui suis-je ?

A VOIR

Les chemins familiers

MAGAZINE : OPERA-PREMIERE
Vendredi 19 septembre
TF 1, 22 h 5

Les responsables de l'émission n'en sont pas peu fiers et le disent à qui veut l'entendre : « le *magazine Opéra-première* » coûtera presque aussi cher qu'une retransmission lyrique, *mais ne durera qu'une* demi-heure. A ce prix, on ne s'étonnera pas qu'ils aient pu réaliser le *miracle de filmer Raimondi* conduisant une Formule 1 à Montlhéry et pilotant un Mirage, *Kiri Te Kanawa en train de faire* de la pâtisserie chez Lenôtre, ou Montserrat Caballe dans sa *ferme, au volant d'un tracteur.* Il est de toute première importance, en effet, de montrer que les chanteurs d'opéra sont dans la vie exactement comme les vedettes de la chanson et, par conséquent, comme vous et moi.

L'émission aura toujours lieu la veille des premières de l'Opéra de Paris ; on verra un extrait de la répétition générale et, pour les mêmes raisons que précédemment, on a choisi pour présenter les œuvres des gens qui ne s'y connaissent pas trop et qui ne risquent pas de tenir des propos bien sérieux. Ainsi, on découvrira que l'opéra est vraiment pour tout le monde et que, s'il reste pour le moment réservé à des privilégiés, ceux-ci sont loin d'être tous des musiciens avertis, ils le cachent bien, voilà tout. — G. C.

Le dernier moutonnier

SERIE : JEAN CHALOSSE
Vendredi 19 septembre
A 2, 20 h 35

L'histoire captivante d'une vie, celle de Jean Chalosse, dernier moutonnier des Landes. Captivante parce que Gérard Vergez, s'inspirant du roman de Roger Boussinot, a réalisé une œuvre d'une telle beauté, d'une telle authenticité mais aussi d'une telle intensité que le spectateur se laissera happer malgré lui, ne résistera pas à partager l'existence de transhumance de Jean Chalosse. Il l'accompagnera au rythme lent des saisons, à la cadence de son troupeau. Ni dialogues superflus ni musique pléthorique ne l'y inciteront *artificiellement.* Quelque chose de profondément enfoui en chaque individu, l'homme rural en *quelque sorte, prendra le pas* sur le citadin, suivra le regard du berger. Celui qu'il pose sur *ses contemporains (l'action se* passe entre 1858 et la fin de la première guerre mon*diale). Mieux vaut parler* d'une volonté de la part de Gérard Vergez de dépeindre un *homme appartenant à une caté*gorie d'êtres en voie de disparition qui ont une place précise dans la *nature* et dont l'équilibre découle du fait qu'ils la connaissent, et qu'ils l'acceptent, *au lieu de la subir.* Une manière d'offrir au téléspectateur, sans discours moralisant, une pause, un souffle bienfaiteur et une occasion de se retrouver soi-même sans en avoir de scrupules.

Pour les besoins de la cause, la vie de Jean Chalosse est présentée en quatre épisodes. Le premier, « l'Enfant sauvage », raconte comment le destin fera du héros le moutonnier qu'il est devenu : cela se passe en 1858 *(l'année de la construction du* chemin de fer dans la région marécageuse des Landes. Une *femme dépose dans une grange,* au milieu d'un troupeau de moutons (celui de Tierrabec), un tout *petit enfant. Tierrabec l'adopte,* considérant qu'il ne s'agit pas là d'un enfant trouvé mais d'un enfant *donné à lui, le berger, le* transhumant. Il prendra amoureusement soin de ce petit blond et *lui* fera partager sa *rude* vie, ses déambulations annuelles de la mer à la montagne en passant par la lande, ses arrêts au village pour les fêtes de la Nativité. La mort de Tierrabec fera de Jean, dit le Chalosse, le responsable du troupeau à l'âge de douze ans. Il est devenu un *enfant* de la nature, concentré, taciturne. Il le restera devenu homme, sans jamais paraître inhumain pour cela. L'amour, la fête d'amour qu'il vit l'espace d'un moment en apportera la preuve (on la partagera dans les épisodes suivants). Trois acteurs, tous de la région, interprètent Jean Chalosse (Philippe Mostacci, Philippe Maurel et Jean-Marie Maurel). Ils sont excellents

A. Rd.

Deux passions, deux crimes

SERIE
LES DOSSIERS ECLATES :
LA CANNE
Samedi 20 décembre
A 2, 20 h 30

Un conte diabolique dont Pierre Desgraupes a voulu faire un conte moral. Une histoire sombre, démoralisante qui pèse comme une chape de plomb. Mieux vaut pour regarder ce téléfilm *avoir eu* une semaine sans trop d'ennuis personnels.

Charles Noguéra est garagiste, mais plus encore membre du groupe de notables de Saint-Gilles. Veuf, noceur, coureur de jupons incorrigible, il ne supporte aucun contretemps dans la satisfaction de ses désirs. Jeannette Meydiaux, sa belle-sœur, venue tenir sa maison après la mort de la femme de Noguéra et Maria Tosi, tombent, chacune à sa façon, dans les pièges d'une passion aveugle pour Charles (il leur a promis, à toutes les deux, le mariage). Leur lutte pour gagner la partie face à cet homme peu courageux les conduira en fin de compte à leur perte, à la sienne aussi d'ailleurs. Jeannette Maydieu y laissera sa vie : elle est assassinée. Qui est son véritable meurtrier ?

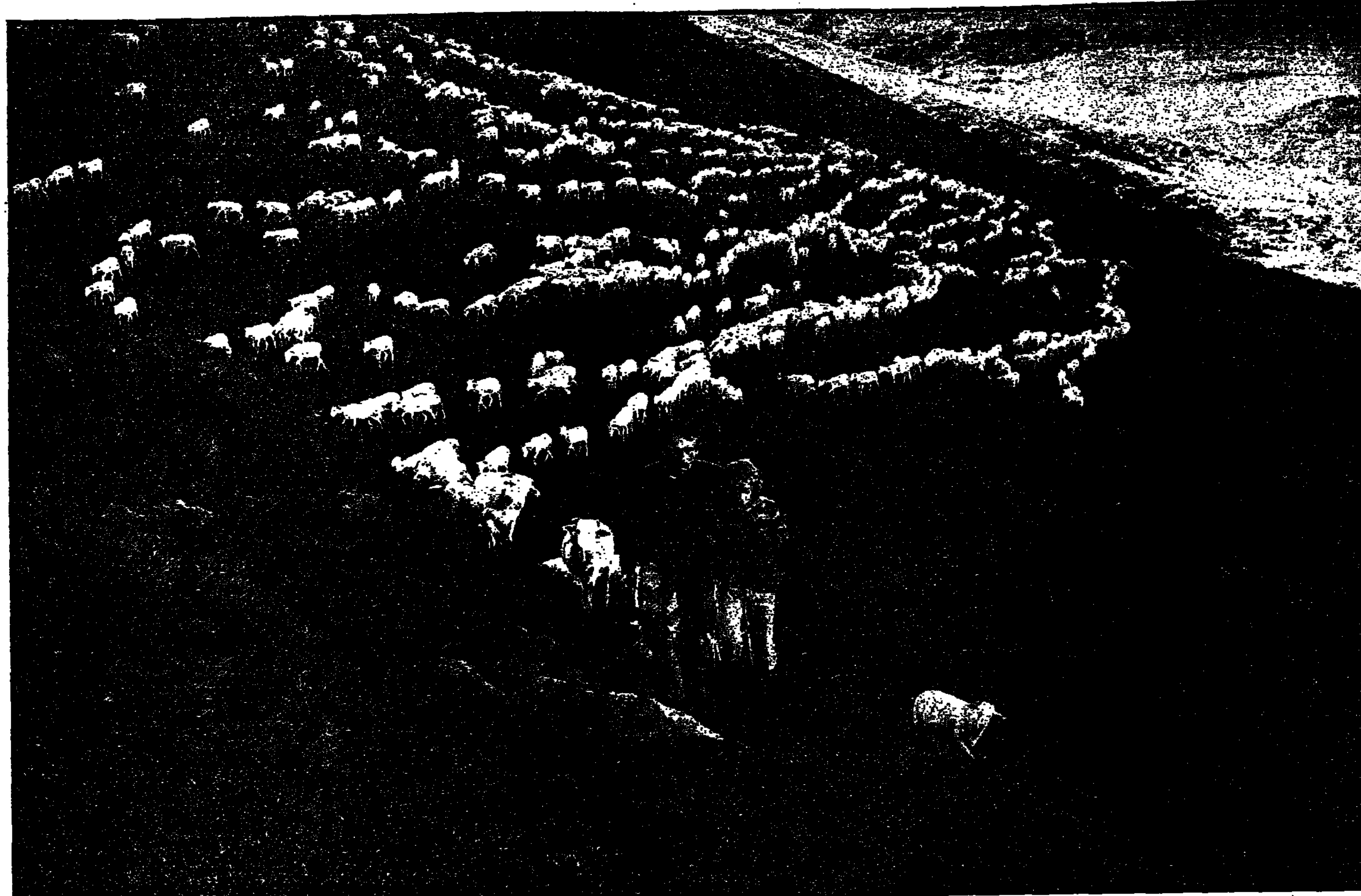
« Tout va par deux dans ce récit, comme le Bien et le Mal (explique d'entrée de jeu Pierre Desgraupes) : deux crimes, deux assassins, deux mobiles, deux passions... De tout cela, le plus important ce sont les passions. » Et il s'agit bien, ici, d'une histoire passionnelle qui explose après avoir longtemps couvé dans ce bourg aux mœurs confinées. Les ragots y vont bon train. Les jalousies, l'envie, la lâcheté, la corruption minable, les vengeances aveugles y fleurissent, climat sordide exacerbé, de surcroît, par l'amour fou d'un frère pour sa sœur (Maria Tosi). Réalisé par Jean-Pierre Gallo, ce téléfilm offre, malgré des ruptures de ton) de belles images, bien que parfois élaborées dans un genre flou artistique déjà trop vu. — A. Rd.

La loi du talion

TELEFILM : L'EMBRUME
Dimanche 21 septembre
A 2, 20 h 35

L'Embrumé est un jeune homme brillant, mais instable, qui *décide de faire justice* après le suicide mystérieux de son père (directeur d'une grande banque parisienne). Il soupçonne son oncle d'avoir assassiné son propre frère pour épouser la femme de celui-ci et acquérir sa fortune. Décors typiques, tour à tour luxueux et sombres à souhait, ton glacé, tension constante, ambiance d'angoisse, *d'insécurité*, tout est réuni pour faire de ce film un « *thriller* ». L'excellente interprétation des acteurs *Malka Ribowska*, Patrick Bouchitey, François Chaumette *et la voie choisie par* Josée Dayan, la réalisatrice, pour aborder les différents *thèmes (la folie, l'amour maternel*, l'indivisibilité du pouvoir...), lui confèrent une dimension tragique, *l'Embrumé* dépasse alors le simple schéma de film policier.

Le héros, animé de sentiments d'indignation qu'il estime légitimes, commet méthodiquement une série de crimes parfaits, avec le plus grand cynisme. L'intensité dramatique, qui ne décroît pas un seul instant, est qu'elle nous donne d'assister à une *marche* inexorable vers l'annihilation de tous. La scène finale porte à son paroxysme ce *drame, sorte de Hamlet* moderne.



RAYMOND-DYTIVON/VIVA

BIOSPHÈRE

René Passet l'économie et la vie

Les calculs de rentabilité oublient le principal : la vie. Nous avons le choix entre deux stratégies : dominer l'homme en respectant la nature ou dominer la nature et créer de l'artificiel.

JANINE DELAUNAY

RENE PASSET est obsédé par la disproportion qui existe entre l'importance des décisions prises ou à prendre et la pauvreté des critères sur lesquels ces décisions s'appuient. Auteur d'un livre, *l'Economique et le Vivant*, paru aux éditions Payot il y a un an, René Passet est professeur d'économie politique à Paris-I. Profondément inquiet des prolongements imaginables des tendances économiques actuelles, mais optimiste calme, il cherche et rassemble chercheurs et recherches pour tenter de comprendre nos sociétés industrielles.

∴

« De quelque façon que l'on s'y prenne, les calculs de rentabilité laissent échapper l'essentiel : la vie des hommes et l'impact des décisions sur les mécanismes de reproduction de la biosphère. Est-ce réellement très grave ?

— Il est évident que si la biospère s'épuise parce que nos modes de production ne lui laissent ni les moyens ni le temps de se reconstituer, très vite la vie des hommes se dégradera. Au nom de sa suprématie, l'économie détruisant le milieu qui la porte aura signé sa propre condamnation.

» En fait, la sphère économique n'est qu'un sous-système du système humain qui n'est lui-même qu'un sous-système de la biosphère.

» Il y a là trois niveaux d'organisation différents, et l'approche systémique nous montre que le passage de l'un à l'autre fait émerger des fonctions et des propriétés nouvelles, inapparentes au niveau inférieur. En termes concrets, et pour faire image, *les fonctions de la cellule* ne permettent pas de comprendre celles de l'organe, alors que l'inverse est possible. L'économiste, aujourd'hui, se doit de connaître les mécanismes qui assurent la pérennité de la biosphère. Il s'agit là d'une connaissance multidisciplinaire qui, seule, peut nous permettre de définir les normes dans le respect desquelles s'inscrit le champ légitime du calcul économique. Ce n'est pas une remise en cause, mais une remise en place.

— Parce que l'économie n'est pas à sa place ?

— Plus que l'économie, c'est un certain économisme réductionniste ramenant tout à ses seules perspectives qui se trouve interpellé ici.

» La science qui se constituait aux dix-septième et dix-neuvième siècles pouvait s'appuyer légitimement sur deux hypothèses : d'une part, le milieu naturel, non menacé par les hommes, assurait de lui-même sa reproduction et pouvait être considéré comme un « bien libre » n'ayant pas à être géré ; d'autre part, c'est en produisant des biens que l'on contribuait au mieux-être de populations vivant au voisinage du minimum vital. Aujourd'hui, l'activité économique met en cause la reproduction de la biosphère ; par ailleurs, les phénomènes d'encombrement, les maladies de *pléthore* et *tous* les effets contre-productifs dénoncés par Illich nous conduisent à douter que la relation positive établie *entre* l'accumulation et le bien-être ait une valeur universelle. On ne peut plus considérer que la logique monétaire émerge spontanément des modes de régulation compatibles avec les exigences de la biosphère et les aspirations des hommes. Le jeu des mécanismes économiques doit donc être encadré par un ensemble plus vaste de régulations issues des sphères humaines et naturelles dans lesquelles il s'inscrit.

Énergie - information

— On s'aperçoit que les problèmes ne se posent plus de la même façon. Mais peut-on évaluer, autrement que spéculativement, les risques que courent les mécanismes de reproduction de la biosphère pour ne parler que du système le plus englobant ?

— Evaluer ne signifie pas nécessairement réduire au monétaire. Or, c'est ce que font la plupart des économistes. Cela n'est pas inutile : calculer tant bien que mal certains coûts sociaux extérieurs au marché vaut certainement mieux que de n'en pas tenir compte. Mais cela ne règle pas le problème : l'impact de la disparition totale ou partielle d'une espèce ne se mesure pas en multipliant des quantités perdues par le prix du marché le plus proche (comme le fait par exemple Walter Isard) ; il faut également tenir compte des fonctions que cette espèce exerce dans son milieu (fonction d'épuration, participation au maintien de l'équilibre...) et cela ne s'évalue pas monétairement.

» Le problème n'est donc pas simple. En franchissant les limites de la sphère marchande, l'économiste se prive de l'équivalent général qu'est la monnaie. Mais la difficulté n'est pas insurmontable : tous les éléments de la biosphère ont pour point commun d'être constitués d'énergie (ou de matière, ce qui revient au même) structurée par de l'*information* (au *sens originel* du terme, « informare : donner une forme »). Un organisme emprunte des éléments au milieu, les transforme et rejette les sous-produits de cette activité.

» De même, un système économique met en œuvre des matières *premières*, des *machines*, du travail, qui sont et consomment de l'énergie (au sens à la fois le plus large et le plus *rigoureux*). Il *fournit* des biens et des services qui sont de l'énergie « informée » et il produit des déchets. Les effets économiques de l'information se traduisant toujours, en dernier ressort, en termes énergétiques (accroissement des flux produits ou économie de flux consommés), il reste donc à mesurer l'énergie.

— Cela pourrait-il nous apporter *des moyens de computation* utiles ?

— On sait mesurer les flux énergétiques et leurs transferts, dans les écosystèmes, comme dans les systèmes économiques.

» L'une des premières évaluations — devenue classique — concerne la production du maïs aux Etats-Unis, entre les années 1945 et 1970. Le rendement par unité de surface, au cours de cette période, augmentait de 55 %. Mais le rapport des kilocalories produites aux kilocalories dépensées sous toutes les formes (engrais, pesticides, carburants, usure des machines, etc.) pour obtenir cette production, s'abaissait dans le même temps de 25 %. La même tendance, mais avec un taux de décroissance encore plus fort (50 %) se vérifie au niveau de l'ensemble du système agro-alimentaire américain ; on constate en outre qu'il faut désormais investir en moyenne 10 kilocalories pour en recueillir une seule sous forme alimentaire. Enfin, un travail semblable portant sur l'agriculture française livre des résultats qui vont dans le même sens : de 1892 à 1970, le rendement énergétique a diminué de près de 60 %.

Clignotant

— *Dix kilocalories pour une,* cela paraît énorme.

— Tout d'abord, cela n'est pas absurde : la kilocalorie obtenue sert à satisfaire directement les besoins humains, alors qu'il n'en est pas de même pour les kilocalories dépensées. En outre, la dépense énergétique permet d'accroître les rendements par tête ou par unité de surface : dans un pays sous-développé, la *performance énergétique* est remarquable, mais les populations sont sous-alimentées.

» Cependant, à partir du moment *où l'accroissement* des productions ne peut plus être attendu d'une extension des surfaces cultivables, le rendement *énergétique* devient un indicateur irremplaçable. Sa décroissance constitue le clignotant qui s'allume et nous prévient longtemps à l'avance qu'un certain mode de production épuise ses effets alors qu'aucun indice économique ne nous met encore en garde. C'est une invitation à réagir.

» Il faut pourtant préciser deux choses. D'une part, le valorimètre énergétique, riche d'enseignements et *souvent* irremplaçable, ne saurait, comme certains l'ont cru, se substituer à la monnaie dans toutes ses fonctions à l'intérieur de la sphère marchande ; d'autre part, les phénomènes naturels eux-mêmes ne sont pas toujours *quantifiables en énergie*, et le recours à cette dernière ne saurait nous dispenser de faire appel à des indicateurs qualitatifs : *lorsqu'il s'agit, par exemple*, d'évaluer la diversité des systèmes, facteur essentiel de leur stabilité.

— Peut-on, néanmoins, en déduire des lois ?

— Si mon raisonnement n'est pas tout à fait absurde, un système économique doit obéir aux lois de l'énergie et de l'information. Personnellement, j'en tirerai trois ordres d'enseignements.

» Le premier concerne l'esprit même dans lequel il faut concevoir la relation de l'économique à son milieu. Quand un écosystème (forestier par exemple) se développe spontanément, vient un moment où, après une phase de rendements énergétiques croissants, toute l'énergie qu'il absorbe est compensée par les déchets qu'il produit. Il ne livre *alors* aucun *surplus* ; *il a atteint* son « climax ». Un écologisme absurde, prônant le respect intégral des équilibres naturels *aboutirait donc* à une *situation* où, faute de surplus énergétique, il n'y aurait plus de place pour l'homme en ce monde ; un économisme étroit axé sur la rentabilité monétaire à court terme consisterait à détruire la forêt pour en faire des planches ; entre ces deux extrêmes se situe une gestion qui exploite (et maintient) les déséquilibres naturels pour profiter des surplus énergétiques offerts par le milieu tout en respectant les mécanismes de reproduction de ce dernier.

» Le second type d'enseignement a précisément trait à ces mécanismes. Là où l'économie traditionnelle ne sait amortir que le capital, l'analyse éco-énergétique (pour reprendre l'expression de J. de Rosnay) permet d'assurer la reproduction de l'ensemble des ressources — marchandes ou non — qui sont à la base de l'activité. C'est en agissant ainsi — et non en se cantonnant dans les limites du marché — que l'économiste reste *fidèle à la définition la* plus traditionnelle du revenu, considéré comme la part du produit dont les hommes peuvent disposer *sans amputer les* ressources dont il est issu.

» Enfin, je me bornerai à évoquer le champ immense de tout ce que la *biologie* (*notamment* la biologie comportementale) peut apporter à une économie qui se veut proche du réel et non plus seulement hypothétique.

— Ce type d'analyse nous permet-il de mieux comprendre la crise actuelle ?

— L'analyse de cette crise — dans laquelle la présence simultanée du chômage et de l'inflation déroute tant les économistes — peut certainement en tirer quelques clartés. Nous venons, en effet, de voir qu'au-delà d'un *certain niveau* de développement, un système atteint une phase de rendements énergétiques décroissants ; un *économiste parlerait de* « déséconomies d'échelle ». J. Voge (1) évoque une « loi *quadratique* » : l'accroissement du flux de sortie *d'un système exige que le flux* d'entrée (donc le coût) s'accroisse

ÉTRANGER

1. — **VATICAN** : Jean-Paul II demande au Père Pedro Arrupe de surseoir à son intention de se démettre de ses fonctions de préposé général des jésuites (5 et 20).

2. — **PROCHE-ORIENT** : L'Egypte interrompt les négociations avec Israël sur l'autonomie palestinienne pour protester contre la consécration de *Jérusalem réunifiée comme* « capitale éternelle » de l'Etat juif (5 et 6).

3-10. — **ANTILLES** : Le cyclone Allen dévaste plusieurs îles des Caraïbes : à Haïti, deux cent cinquante personnes sont tuées et un million deux cent mille menacées de famine (du 5 au 12, 30).

84 MORTS A BOLOGNE

Le 2, une bombe explose à la gare de Bologne : quatre-vingt-quatre personnes sont tuées et cent cinquante autres blessées. L'attentat, revendiqué par un groupe d'extrême droite, provoque une émotion considérable dans toute l'Italie.

Le 6, M. Marco Affatigato, jeune militant néo-fasciste italien, est arrêté à Nice, où il résidait, à la demande du parquet de Bologne. Les magistrats écartent par la suite toute responsabilité de M. Affatigato dans l'attentat, mais maintiennent la demande d'extradition.

Le 11, M. Paul-Louis Durand, inspecteur de police français, est suspendu de ses fonctions pour ses activités d'extrême droite. Il s'était rendu en Italie au mois de juillet.

Le 28, le parquet de Bologne lance vingt-huit mandats d'arrêt contre des extrémistes néo-fascistes de premier plan (à partir du 5).

5. — **BELGIQUE** : Adoption de la loi sur la régionalisation qui concerne la Flandre et la Wallonie mais non Bruxelles (6 et 8).

7. — **ETATS-UNIS** : Une « directive » du président Carter précise que, dans un éventuel conflit, les armes stratégiques américaines viseraient des cibles militaires et politiques plutôt que des villes (8 et 9).

9. — **LIBAN** : M. Takieddine Solh renonce à former un cabinet de réconciliation, vingt jours après avoir été sollicité par le président Elias Sarkis (12).

11-14. — **ETATS-UNIS** : A la convention de New-York, M. Jimmy Carter obtient l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de novembre. M. Edward Kennedy se retire et lui apporte un soutien sans enthousiasme (du 10 au 16).

13. — **SURINAME** : Le président Johan Ferrier est destitué par l'armée. M. Henk Chin Sen, nommé premier ministre après le coup d'Etat militaire du 25 février, le remplace (du 16 au 19).

13-15. — **EL SALVADOR** : L'intervention massive de l'armée provoque l'échec de la grève générale lancée par l'opposition de gauche (du 14 au 19).

14-21. — **PROCHE-ORIENT** : Raids israéliens au Sud-Liban (16, 21 et 22).

16. — **CAMBODGE** : Mort de Kong Sileah, chef du seul groupe de résistance armée anticommuniste se réclamant du prince Sihanouk (19 et 22).

19. — **BOLIVIE** : Toute activité syndicale est suspendue et la Confédération ouvrière bolivienne dissoute tandis que la répression continue contre les dirigeants politiques et syndicaux après le coup d'Etat militaire du 17 juillet (du 1 au 21).

20. — **PROCHE-ORIENT** : Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne l'annexion de Jérusalem-Est par Israël et invite les treize pays qui ont le siège de leur ambassade à Jérusalem à le transférer à Tel-Aviv (22 et 23).

21. — **IRAK-SYRIE** : Après l'expulsion, le 18, du personnel diplomatique syrien en poste à Bagdad, Damas expulse à son tour le personnel diplomatique irakien (20 et 23).

22. — **R.D.A.-R.F.A.** : Le chancelier Schmidt ajourne sine die la visite qu'il devait effectuer en R.D.A. les 28 et 29 août en raison des événements de Pologne (24-25).

22. — **OUGANDA** : Alors que la mission de secours envoyée par la France commence ses opérations d'aide aux victimes de la famine, on estime que l'aide étrangère va permettre d'assurer pour six mois le ravitaillement des habitants du Karamoja (du 7 au 30).

22. — **CENTRAFRIQUE** : Le président Dacko relève de leurs fonctions M. Ayandho, premier ministre, et M. Maidou, vice-président (24-25 et 31/VIII - 1/IX).

26. — **ETATS-UNIS** : Après avoir obtenu d'utiliser la base aéronavale de Berbera en Somalie, Washington annonce l'installation d'une nouvelle base à Ras-Banas, en Egypte, pour renforcer le dispositif militaire américain au Proche-Orient et dans l'océan Indien (23, 24-25 et 28).

27. — **COREE DU SUD** : Le général Chon Too-hwan, homme fort du pays depuis les troubles de mai dernier, est élu président de la République par un collège de grands électeurs après le retrait, le 16, du président Choi Kyu-hah (du 15 au 23, 27 et 28).

27. — **GRANDE-BRETAGNE** : Le nombre des chômeurs dépasse les deux millions (28 et 29).

28. — **ETATS-UNIS** : M. Jimmy Carter présente un programme de « renaissance économique » qui ne sera soumis au Congrès qu'après le scrutin présidentiel : il prévoit de fortes réductions d'impôts et la création d'un million d'emplois d'ici à 1982 (29 et 30).

28. — **LAOS - THAILANDE** : Bangkok rouvre sa frontière avec le Laos après deux mois de blocus économique (30).

29. — **FRANCE-BANGLADESH** : A l'occasion de la visite du président Ziaur Rahman à Paris, un accord-cadre de coopération nucléaire est signé (29 et 31/VIII-1/IX).

31. — **VANUATU** : L'arrestation de M. Jimmy Stevens met fin à la tentative de sécession de l'île d'Esperitu-Santo lors de l'accession à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides (du 19/VIII au 2/IX).

LA RÉVOLUTION IRANIENNE

4. — Le Parlement iranien ajourne sine die le débat sur le sort de cinquante-deux otages américains, alors que des manifestations de masse ont lieu à Téhéran pour protester contre les « mauvais traitements » subis par cent quatre-vingt-onze Iraniens incarcérés, le 27 juillet aux Etats-Unis, après des manifestations à Washington, et libérés le 5 (5, 6, 7 et 10-11).

11. — M. Mohammed Ali Radjaï est nommé premier ministre par le Parlement iranien. Cette désignation d'un proche des intégristes musulmans représente une défaite pour le président Bani Sadr, qui avait proposé, depuis trois mois, d'autres candidats plus proches de ses idées (10-11 et 12).

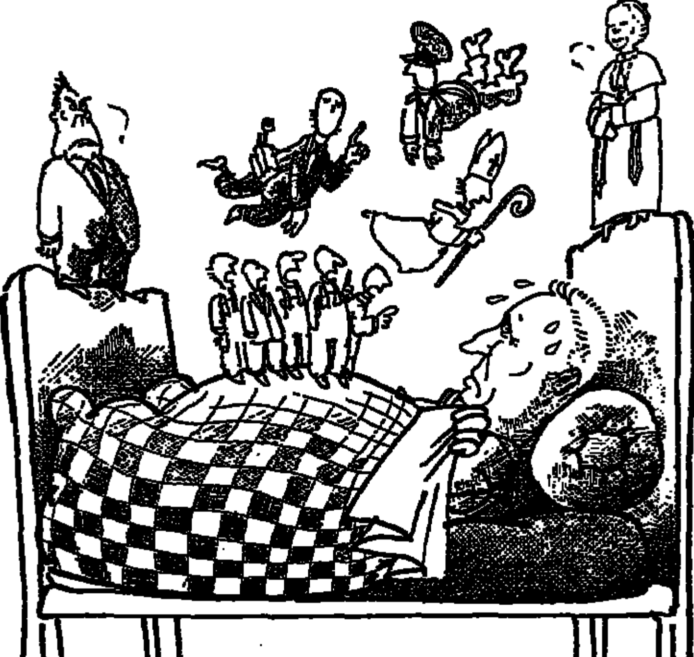
21. — M. Ali Moinfar, ministre du pétrole, indique que les exportations pétrolières s'élèvent à un million de barils par jour contre cinq avant la révolution (23).

21. — Arrestation des neuf chefs spirituels de la communauté baha'i, considérée comme hérétique par le clergé chiite iranien (28 et 29).

29. — Amnesty International lance un appel pour que cessent les exécutions et les arrestations arbitraires (30).

31. — La liste des membres du gouvernement, présentée par M. Radjaï au Parlement, est « désapprouvée » par le président Bani Sadr (2/IX).

Au chevet de M. Gierek



JEAN PLANTU (*le Monde* du 23 août).

La chronologie établie par Philippe Boucher et Edouard Masurel paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres figurant entre parenthèses indiquent la datation du numéro du « *Monde* » où est rapporté l'événement cité.

L'ÉTÉ POLONAIS

Le 14, les dix-sept mille ouvriers des chantiers navals Lénine de Gdansk se mettent en grève pour protester contre le licenciement d'une responsable syndicale non officielle. Le mouvement prend immédiatement un caractère plus politique que les conflits nés début juillet des hausses de la viande : le comité de grève inter-entreprises (M.K.S.), mis en place dès le 16 alors que la grève s'étend à Szczecin et autres ports de la Baltique, élabore une liste de vingt et une revendications dont la principale est la reconnaissance de syndicats libres indépendants du parti.

Le 18, M. Edward Gierek, « numéro un » polonais, annule les entretiens qu'il devait avoir les 19 et 20 à Hambourg avec le chancelier Schmidt. Dans un discours télévisé, il accepte d'étudier certaines revendications matérielles des grévistes, mais condamne les « éléments anti-socialistes » qui veulent politiser le conflit.

Le 20, alors que les négociations piétinent, une vingtaine de dissidents sont arrêtés, dont les principaux animateurs du KOR, le comité pour la défense des ouvriers fondé pendant les grèves de l'été 1976. Soixante-deux intellectuels lancent un appel au gouvernement en faveur de la liberté syndicale.

Le 21, M. Tadeusz Pyka, le négociateur nommé le 16 par le gouvernement, est remplacé par un autre vice-premier ministre, M. Mieczyslaw Jagielski.

Le 22, l'épiscopat assure les grévistes de sa compréhension mais lance un appel à la « sagesse » et à la « prudence ». Une lettre de Jean-Paul II, ancien archevêque de Cracovie, est également rendue publique. S'adressant au cardinal Wyszynski, primat de Pologne, le pape affirme qu'il « participe à ces expériences par la prière et par le cœur ».

Le 24, le comité central du parti ouvrier unifié se réunit en session plénière : M. Edward Babiuch, premier ministre, est remplacé par M. Jozef Pinkowski. D'autres remaniements à la direction du parti et du gouvernement font davantage place aux réformistes.

Le 31, un accord sur les vingt et un points du cahier de revendications des grévistes de Gdansk est signé par MM. Jagielski et Lech Walesa, leader du M.K.S. de Gdansk. Le travail reprend le 1er septembre à Gdansk et dans les autres ports de la Baltique. Les opposants arrêtés sont libérés. Des grèves commencées le 29 août se poursuivent cependant dans les mines de Silésie.

Tandis qu'à Moscou la Pravda *continue à dénoncer les « éléments anti-socialistes », les dirigeants occidentaux expriment discrètement leur satisfaction et se déclarent prêts à accorder une aide économique à la Pologne. Parmi les réactions des P.C. occidentaux, l'enthousiasme des communistes italiens contraste avec la prudence des communistes français (à partir du 14).*

DÉCÈS

1er : *Patrick Depailler, pilote automobile, se tue aux essais du Grand Prix d'Allemagne de formule 1 (du 2 au 6).*
6 : *Marino Marini, peintre et sculpteur italien (8).*
8 : *le général Yahya Khan, ancien chef de l'Etat pakistanais (10-11).*
8 : *David Mercer, dramaturge anglais (26).*
10 : *Paul Robert, auteur du dictionnaire de la langue française portant son nom (12).*
12 : *Robert Malaval, peintre et sculpteur (22).*
12 : *Patrick Pons, champion motocycliste : il avait été victime, le 10, d'un accident au Grand Prix d'Angleterre (12 et 14).*
14 : *Diego Fabbri, dramaturge italien (19).*
18 : *Bertrand Motte, ancien député indépendant du Nord (20 et 21).*
21 : *Joe Dassin, chanteur de variétés (22).*
22 : *Max-Pol Fouchet, écrivain et critique (23 et 24-25).*
23 : *Boris Petrov, académicien soviétique spécialiste de l'astronautique (28).*
24 : *André Parrot, archéologue qui avait découvert le site de Mari, ville sémitique des bords de l'Euphrate (27).*
27 : *Tex Avery, auteur de dessins animés (30).*
28 : *le professeur Jean-Robert Debray, urologue, ancien député de Paris et membre de l'Institut (31/VIII - 1/IX).*
29 : *Franco Basaglia, psychiatre italien (31/VIII-1/IX).*

FRANCE

1. — Eric Tabarly, parti de New-York le 22 juillet, à bord d'un trimaran de 16,50 mètres, bat de près de deux jours le record de la traversée de l'Atlantique, établi en 1905 par un trois-mâts américain de 57 mètres (2).

8. — M. Michel Guyot remplace M. Jean Ducret à la direction de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris (9).

9-10. — Au cours du quatrième congrès de l'Union du peuple corse (U.P.C.), à Corte, M. Edmond Simeoni condamne l'utilisation de la violence et envisage de mener une action « légale » et « ouverte » en faveur d'un statut d'autonomie interne pour la Corse (9 et 12).

11. — Un mort et dix blessés à Marseille après l'attentat visant l'imprimerie Encre noire revendiqué par un mouvement d'extrême droite (12, 13, 14, 19 et 20).

18. — Le déficit du commerce extérieur atteint 6,6 milliards de francs pour le mois de juillet (20).

26. — La hausse des prix en juillet est de 1,5 % (du 27/VIII au 1/IX).

27. — M. Valéry Giscard d'Estaing « félicite et remercie » M. Raymond Barre à l'occasion du quatrième anniversaire de son entrée en fonction et lui fixe quatre objectifs : « fermeté, solidarité, activité et liberté » (28 et 29).

27. — Des mesures en faveur des éleveurs de porcs sont prises en conseil des ministres après deux semaines de manifestations contre l'effondrement des cours (du 14 au 23, 27 et 29).

27. — Le conseil d'administration de Manufrance menace de déposer le bilan de la société si l'Etat ne lui accorde pas l'aide de 150 millions de francs qu'il a proposée le 12 mai à la condition qu'un plan de redressement crédible lui soit présenté (du 12 au 30).

LE CONFLIT DES MARINS-PÊCHEURS

Le 4, les 45 chalutiers immatriculés à Boulogne-sur-Mer restent à quai : le conflit, déclenché une dizaine de jours auparavant, oppose les marins-pêcheurs aux armateurs qui cherchent à obtenir une réduction des équipages en faisant état de l'augmentation du prix du carburant.

Le 13, alors que les pêcheurs artisans se mettent à leur tour en grève à Etaples et sur la côte normande, une journée « ville morte » est organisée avec succès à Boulogne-sur-Mer. Cependant, M. Joël Le Theule, ministre des transports, exclut « toute initiative » de sa part.

A partir du 13, le mouvement gagne les ports de l'Atlantique et de la Méditerranée. Sur la Manche, le trafic des voyageurs vers la Grande-Bretagne est désorganisé par le blocus des ports : touristes et plaisanciers manifestent leur mécontentement.

Le 22, la marine nationale intervient à Fos-sur-Mer pour libérer l'accès au port pétrolier. A partir du 23, le blocus se relâche dans certains ports et des discussions s'engagent au niveau régional avec les vingt-six préfets des départements côtiers.

Du 27 au 30, tandis que les accès de la ville de Boulogne-sur-Mer sont fermés par les mareyeurs et les transporteurs pour protester contre le blocage de camions dans le quartier portuaire, le blocus est levé dans de nombreux ports. Le trafic commercial reprend normalement sur l'ensemble du littoral et des négociations s'ouvrent (à partir du 5).

LIBERTÉS

2. — **U.R.S.S.** : Quatre athlètes français, dont José Marajo, sont reçus lors des Jeux olympiques par deux responsables soviétiques à qui ils expriment leur « solidarité avec les opprimés » (du 2 au 5).

3 — **TUNISIE** : Les derniers prisonniers politiques sont libérés, mesure qui ne concerne pas les condamnés de Gafsa (du 2 au 6).

6. — **BRESIL** : Le Congrès adopte un projet de loi sur les conditions de résidence de étrangers qui menace les exilés politiques et les missionnaires étrangers (7).

1.-15. — **ONU** : L'exploitation des enfants en Thaïlande et en Italie est dénoncée par le groupe de travail des Nations unies sur l'esclavage réuni à Genève (du 12 au 15).

19. — **U.R.S.S.** : Le violoniste Ghidon Kremer et sa femme Elena, pianiste, demandent l'asile politique en R.F.A. (21).

27. — **FRANCE** : Mme Maria Antonietta Macciocchi, parlementaire européen, membre du parti radical italien, écrit à Mme Simone Veil, présidente de l'Assemblée européenne, pour protester contre la suppression de son enseignement de sciences politiques à l'université Paris-VIII (2 et 3/IX).

28-29. — **U.R.S.S.** : Le prêtre orthodoxe Gleb Yakounine et Mme Tatiana Velikanova sont condamnés à de lourdes peines pour « activités anti-soviétiques » (30).

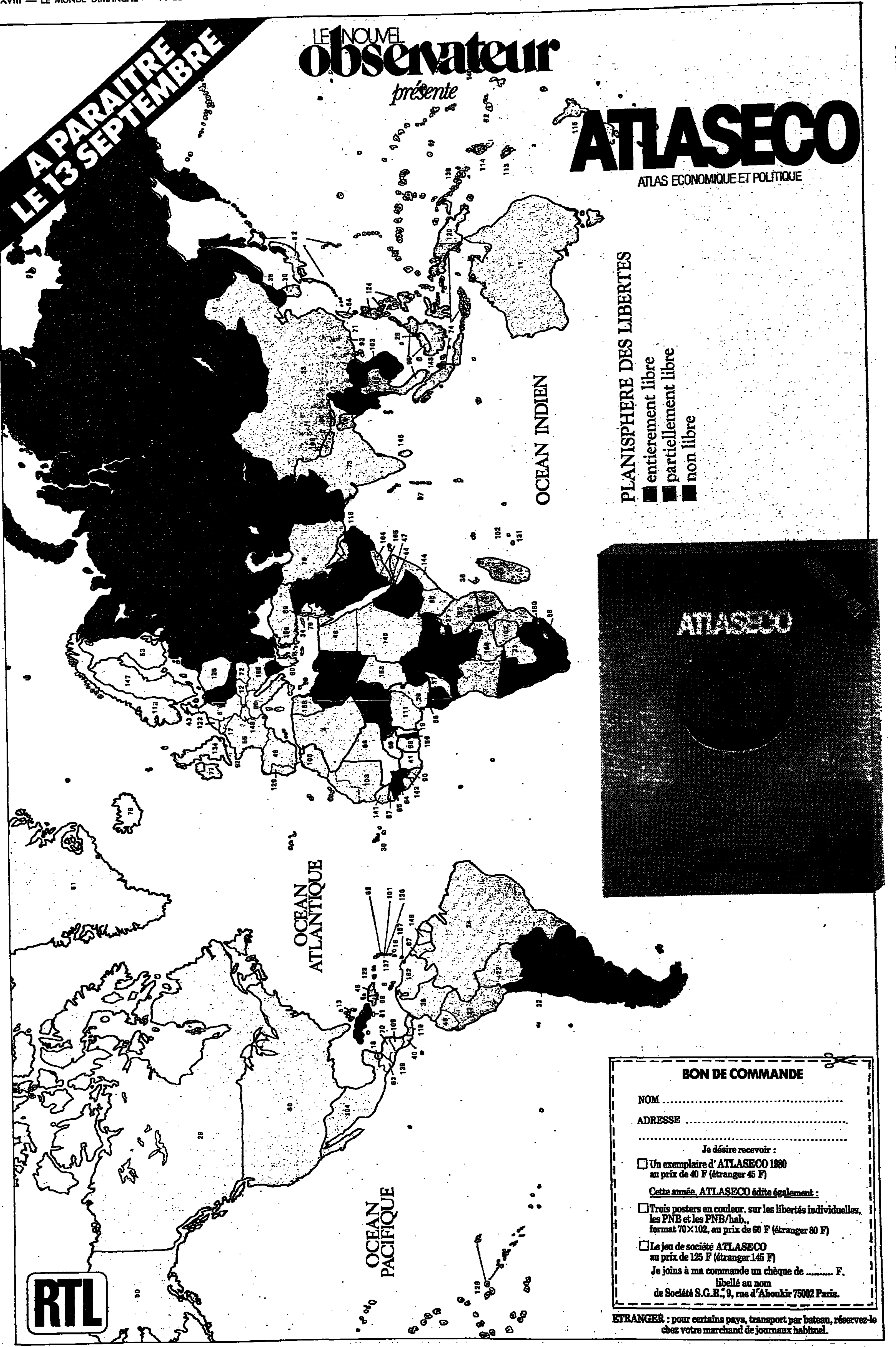
25-30. — **FRANCE** : Les radios-amateurs de la « citizen band » s'opposent au transfert de leurs émissions de 27 MHz sur 900 MHz, fréquence qu'ils estiment préjudiciable à la qualité de leurs échanges (du 29/VIII au 3/IX).

CULTURE

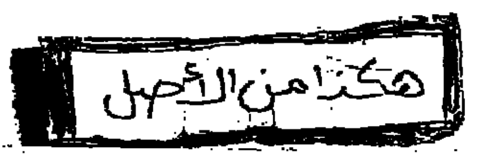
7. — L'Etat accorde un crédit exceptionnel pour la construction de locaux de stockage de films, quatre jours après l'incendie d'un dépôt de la cinémathèque (du 5 au 9).

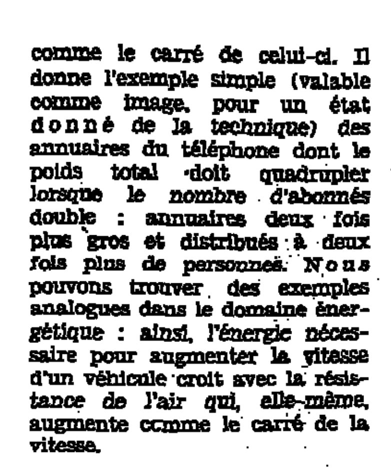
8. — Hachette s'oppose à la vente du « Journal du Dimanche » à M. Jean-Charles Lignel, P.-D. G. du « Progrès de Lyon », malgré la signature, le 29 juillet, d'un protocole d'accord (du 9 au 12).

10. — Le Festival cinématographique de Locarno (Suisse) attribue le Léopard d'or au film italien, « Maledetti, vi amero » (Maudits, je vous aimerai), de Marco Tullio Giordana (9, 12 et 14).



هكذا من الأصل





comme le carré de celui-ci. Il donne l'exemple simple (valable comme image, pour un état donné de la technique) des annuaires du téléphone dont le poids total doit quadrupler lorsque le nombre d'abonnés double : annuaires deux fois plus gros et distribués à deux fois plus de personnes. Nous pouvons trouver des exemples analogues dans le domaine énergétique : ainsi, l'énergie nécessaire pour augmenter la vitesse d'un véhicule croît avec la résistance de l'air qui, elle-même, augmente comme le carré de la vitesse.

» Appliquons cela aux systèmes économiques. Il s'agira, pour l'instant, d'intuition plus que de véritable démonstration. Un certain mode de gestion, exclusivement axé sur la prise en compte des variables monétaires et financières, nous a donné un mode de développement caractérisé par l'accumulation du capital et la centralisation. La machine, se substituant à l'homme, engendre le chômage.

» D'autre part, d'un point de vue thermodynamique, on peut considérer que le véritable flux de sortie du système est celui qui s'adresse aux satisfactions des consommateurs. Tout le reste — développement et amortissement des infrastructures, fabrication de biens de production, une bonne part des activités tertiaires — ne constitue que le développement des moyens (donc des coûts) nécessaires pour obtenir ce résultat, même lorsqu'il s'agit d'activités enregistrées positivement dans les comptabilités nationales.

D'échec en échec

» La baisse des rendements énergétiques des systèmes ne peut pas ne pas se traduire un jour ou l'autre dans ses coûts globaux de fonctionnement tels que les expriment les valorimètres traditionnels. La hausse des prix accompagne alors le sous-emploi. A partir du moment où le processus est enclenché, les mécanismes économiques bien connus (les coûts, les revenus, certains comportements...) prennent le relais à la fois à l'intérieur des nations et dans les relations internationales. Or l'économiste ne connaît que ces mécanismes ; il va donc chercher à contrecarrer le mouvement en manipulant des variables (investissement, crédit...) qui ne se situent pas au niveau des causes premières. Mal..., ici, ce qui pourrait réduire le chômage stimule l'inflation, et vice versa. D'échec en échec, l'économie se heurte à l'inefficacité, comme l'insecte à la vitre. Il s'attaque aux mécanismes de relais et non aux causes essentielles.

» Le remède se situe certainement au niveau structurel. On montre en effet, dans le domaine des communications par exemple, que si la « loi du carré » joue à plein en ce qui concerne les systèmes centralisés, elle peut être tenue en échec par l'établissement de structures décentralisées non hiérarchiques. Et c'est peut-être là un espoir pour l'avenir : si nous atteignons le moment où — quelles que soient les [illegible] en cause — un certain modèle de développement [illegible] ses effets, nous nous acheminerons peut-être vers des formes de production moins concentrées et vers une société plus humaine.

— Cela implique un changement de comportement pour les décideurs et pour nous tous, pari difficile, non ?

— Je crois que le plus difficile est d'imaginer. Toute politique — en économie comme ailleurs — suppose des critères de choix s'appuyant eux-mêmes sur des systèmes de va[illegible]. C'est to[illegible], en dernier ressort, une certaine vision de l'homme et de la société qui est en cause et l'honnêteté scientifique consiste à le reconnaître. Or t[illegible] science, par définition comme par nécessité, jette sur les choses un regard partiel et orienté. Aucune, par conséquent, ne peut prétendre démontrer la supériorité d'un système de valeurs sur un autre. Seules les dictatures prétendent le contraire. Le champ de la démonstration, qui est immense, se limite au « comment ». Il appartient donc à chacun de prendre ses responsabilités

» Dans le domaine qui nous préoccupe, la question est claire : il s'agit de savoir si l'on s'intéresse aux profits immédiats ou au sort de l'humanité. La réponse dépend de l'importance que l'on accorde aux générations futures. » ■

(1) *Le Monde Dimanche* du 24 février 1980.

ROBOTIQUE

Les promenades d'Hilare

Hilare est un robot qui ne sert à rien. Directement. Mais ses promenades semées d'obstacles sont pleines d'enseignements.

ERIC ROHDE

L'ARÈNE ressemble à celle d'un *combat de potaches*. Une quinzaine de tables renversées sur le côté, formant un cercle irrégulier, délimitent l'aire où le dénommé Hilare va devoir affronter son adversaire. Cul-de-jatte, manchot, sourd et muet, que voilà un singulier gladiateur ! Vaincu d'avance ? Voire ! C'est vrai qu'avec son aspect pataud, sa carcasse décharnée laissant deviner de curieuses entrailles, on ne miserait pas gros sur ce combattant-là. Mais l'adversaire d'Hilare n'est pas non plus banal. Ni chair ni muscle, ni épée ni pistolet. Seul signe particulier : la bêtise. Hilare est une machine et c'est contre sa propre bêtise qu'il va devoir lutter. Ce *défaut congénital est celui de* toutes les mécaniques. Aussi élaborées qu'elles soient, il n'en est pas *une qui* sache faire autre chose que ce pour quoi elle a strictement été conçue. Pas une ? Tel est pourtant le lourd défi qu'Hilare (1) le robot est chargé de relever celui de la subordination aveugle de la machine à l'homme.

Sorte de trapèze métallique monté sur trois roues, nanti d'appareils de toute sorte et d'antennes, Hilare est prêt. A une *extrémité de la pièce un technicien* en blouse blanche s'incline sur un terminal écran-clavier. Quelques touches enfoncées et l'engin s'anime. Il s'avance jusqu'à une table qu'il menace de percuter. Mais, de justesse, il amorce un mouvement sur le côté et poursuit son chemin en longeant la paroi. Avec précaution, il contourne le saillant que forment deux tables posées en angle droit. Mais voici que deux autres tables, disposées en ligne cette fois-ci, sont espacées entre elles d'une quarantaine de centimètres : un trou dans l'enceinte. La machine s'arrête, semble hésiter quelques instants et continue. Un ingénieur commente : *« Vous voyez, elle a marqué un temps de réflexion. »*

A la périphérie de Toulouse, plantés dans un site verdoyant où flotte une odeur de tilleul et de gazon fraîchement tondu, quelques bâtiments bas et rectilignes abritent le Laboratoire *d'automatique et d'analyse des* systèmes (L.A.A.S.). Le L.A.A.S. est le plus gros labo du Centre national de la recherche scientifique (250 chercheurs) et sans doute le plus important centre de recherche français consacré aux problèmes d'intelligence artificielle et de robotique. Ce label, malgré sa nouvelle terminaison à consonance scientifique charrie immanquablement des images de science-fiction dans les esprits les moins imaginatifs. Parce qu'ils savent qu'ils touchent à un mythe, les ingénieurs *du L.A.A.S.* redoutent d'ailleurs toujours un peu les visiteurs non spécialisés. Vont-ils pouvoir parler de robotique sans évoquer Goldorak ?

Certes, les travaux que l'on *mène ici donnent parfois* le sentiment que l'on cherche à y recréer les mécanismes fondamentaux de l'intelligence humaine. Mais tel n'est pas l'objectif que Georges Giralt, directeur de recherche au C.N.R.S., s'est fixé. La quarantaine, l'allure sportive, le responsable du programme robotique du L.A.A.S. est un enfant du pays. *« Notre but*, explique-t-il, *est de mettre sur pied des robots capables de faire le plus grand nombre de choses possibles avec le plus d'autonomie possible. »* Des robots ? Lesquels ?

Des machines pouvant intervenir en « milieu hostile », c'est-à-dire radioactif par exemple comme Virgule, à l'étude au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) ? Des appareils venant en aide aux handicapés comme Spartacus, mis au point par l'Institut national de recherche en informatique et automatique (INRIA) ? Des robots assembleurs comme ceux *d'Hitachi* au Japon ou d'Unimation aux Etats-Unis ? Des robots soudeurs ou peintres comme ceux de la régie Renault ? Non.

« Hilare ne sert à rien et ne servira jamais à rien en tant que tel », répond Georges Giralt. Alors qu'est-ce qui fait courir la vingtaine de chercheurs en robotique qui travaillent depuis trois ans à le perfectionner ? Simple divertissement de savants qui se font plaisir ? Même s'ils évoquent souvent leurs travaux avec l'engouement d'un enfant pour un jouet, l'affaire est des plus sérieuses.

« Comprendre »

Hilare est à la croisée de deux chemins. Les deux voies empruntées par les laboratoires de recherche en robotique. L'une a principalement consisté à s'occuper d'intelligence artificielle. Au risque d'en donner une vue grossière, disons simplement qu'un dispositif d'intelligence artificielle doit permettre à un système informatique de faire face à toute une gamme de situations différentes virtuellement prévues, mais non explicitement décrites d'une façon formalisée (par l'homme) au moment où l'ordinateur doit les résoudre. D'où la nécessité première de « comprendre » ou plutôt de reconnaître une situation. Les travaux *effectués* dans ce domaine sont, à l'origine, le fait d'informaticiens et s'appuient sur l'ordinateur.

L'autre orientation des recherches en robotique plonge ses racines *dans la mécanique* : télé-manipulateurs ou machines-outils à commande numérique. Prolongation ou palliatif du geste humain, accroissement de l'autonomie ou création d'une machine de production. Il s'agit là d'automatismes soit directement pilotés par un opérateur soit programmés pour exécuter une tâche. Une seule. Là est leur limite et l'obstacle à un large emploi. Dans certains cas, il peut être levé mais au prix d'une reprogrammation par un spécialiste.

C'est le cas des robots de soudure actuellement en service à la régie Renault. Mis au point pour souder les châssis des R 18, ils pourraient travailler sur d'autres *modèles à condition que les logiciels* soient adaptés. Malgré la performance que représente les *installations* de Flins, cette absence de *versatilité* — comme disent les ingénieurs — est un handicap pour la généralisation de ces robots. Car, ou[illegible] certaines circonstances, comme la production de grosses séries dans l'industrie automobile, l'intérêt principal d'un robot résiderait dans sa capacité d'assumer différentes petites séries de fabrication sans l'intervention d'un informaticien.

Cette seconde démarche a donc donné naissance à plusieurs générations de machines souvent baptisées robots, plus correctement *nommées automatismes* programmables (voir *le Monde* du 19 mai 1979).

Hilare revendique la paternité des deux approches. *« Pas de robotique sans robots »*, se plaît-on à répéter au L.A.S.S. où l'on se veut pragmatique mais non plus ligoté à une application *définie* par des impératifs industriels. *« Hilare est le moyen d'expérimenter nos recherches fondamentales en robotique générale en même temps qu'il oriente souvent nos travaux »*, ajoute Georges Giralt.

Si les ingénieurs du L.A.A.S. ont choisi pour outil un robot mobile, c'est parce qu'il permet poser l'ensemble des problèmes que l'on rencontre dans cette discipline. Reconnaissance des formes, de la voix, toucher, commande et suivi de l'action, manipulation. Il s'agit là de fonctions. Plusieurs ont déjà fait l'objet de travaux importants un peu partout dans le monde, notamment aux Etats-Unis où l'on a mis au point des systèmes de reconnaissance des formes assez efficaces. Mais si *l'on veut qu'il agisse, un robot* doit posséder plus que des fonctions, des facultés. La première *dont il ait besoin* est celle de pouvoir se représenter l'univers environnant, liée à des capacités de décision et d'action.

Or cette nécessité s'exprime avec beaucoup plus d'exigence *lorsqu'il* s'agit de se déplacer dans un environnement changeant.

Sans qu'il s'en *rende compte*, l'être humain qui se lève d'un fauteuil, par exemple, pour aller chercher un livre dans une pièce voisine, prend un très grand nombre d'éléments en considération. A l'origine il y a la décision, chez le robot ce sera un ordre. Puis il va élaborer une « stratégie d'action ». Il pense d'abord à se lever et à marcher. Il se demande ensuite s'il a intérêt à passer par la porte qui communique ou à emprunter le couloir. La première solution est la plus rapide ; mais, compte tenu qu'il lui faudra contourner le canapé, il s'apprête à opter pour la seconde.. Toutefois il se souvient que le guéridon où repose le livre est plus proche de la porte communicante que de l'endroit où débouche le couloir dans l'autre pièce. Cet élément le décidera, pour finir, à éviter le couloir.

Reste, dans un second temps, à exécuter ce plan. Prendre appui sur les accoudoirs pour se lever, se mettre en marche, repérer la porte, baisser les yeux vers le canapé tout en marchant *afin de le contourner, etc. Et si* soudain le téléphone se met à sonner tout est à reconsidérer *pour rebrousser chemin. En vérité*, une course d'obstacles d'une complexité inouïe pour un robot. Aussi banal que paraisse le problème, il n'en met pas moins à contribution toutes nos capacités d'humains, très élaborées. Si élaborées que toutes ces séquences se réalisent très rapidement sans que nous ayons besoin de nous arrêter sur chacune d'elles. Il en va tout autrement avec un robot. Il va falloir doter celui-ci d'une logique lui permettant de décomposer la manœuvre en autant de fractions logiques élémentaires.

Trois experts

Les facultés d'Hilare sont pour le moment encore limitées. Il dispose de trois programmes qui « tournent » chacun sur un micro-ordinateur intégré. Ces logiciels sont reliés entre eux, *ils s'emboîtent* les uns dans les autres selon une hiérarchie bien précise. Le premier est un logiciel *nommé « expert de suivi de* mur ». Il commande un autre programme « expert » qui « gère » les dix capteurs ultrasoniques disposés tout autour de lui à la frange du châssis. De cet « expert » dépend le suivant, celui de locomotion. Au cours de la démonstration, l'ordre de mise en route a été émis par un opérateur mais reçu et transmis par « l'expert suivi de mur » à « l'expert ultrasons » dont le rôle était de faire respecter à Hilare une distance de vingt centimètres par rapport au mur et c'est ce dernier qui a ordonné la locomotion en faisant agir les roues motrices.

Les programmes ne se contentent pas d'exécuter une instruction, ils contrôlent aussi et « rendent *compte* » du *travail* effectué à l' « expert » dont ils dépendent. Que s'est-il passé *lorsque* Hilare s'est *interrompu* tout à l'heure durant son tour de piste ? L'un des capteurs latéraux a détecté l'espace vide entre les deux tables. L' « expert ultrasons » a donc décelé une anomalie par rapport à l'ordre à l'exécution duquel il veillait. Aussitôt, il a commandé l'arrêt des roues. Réaction d'une sage prudence ; et s'il s'était agi d'un précipice ? Mais non, un rapide examen des informations *fournies par les autres capteurs*, puis un échange de ces données avec son « supérieur » lui a *permis de conclure que la paroi* était toujours bien là, seulement un peu plus loin. Il a donc « pris la décision » de poursuivre son bonhomme de chemin.

Cette « intelligence » paraît relever d'une capacité « intellectuelle » très modeste. Certes, mais ce qui importe aux chercheurs c'est d'avoir donné à Hilare une autonomie grâce à laquelle il a pu affronter une situation imprévue. En termes de robotique, on dit que le système a généré un plan. Plus de deux ans ont été nécessaires pour atteindre ce résultat. *Mais* l'équipe de Georges Giralt ne veut pas en rester là. D'autres logiciels sont en cours d'étude, qui devraient permettre à Hilare de sortir de son arène et de se diriger seul dans un milieu qu'il ne connaît pas. Ce sont encore des « programmes experts » baptisés « itinéraire » et « navigation ».

Le premier pourra comprendre l'ordre de se déplacer d'un point à un autre et déterminer le meilleur chemin à suivre. Le second organisera le déplacement entre les obstacles. Pour ce faire, Hilare sera doté de terminaux de reconnaissance supplémentaires. Un système d'émission-réception à infra-rouge jouant avec des *réflecteurs* appliqués au mur lui indiqueront sa position précise dans une pièce. Un dispositif comprenant une caméra vidéo associée à un télémètre laser lui permettra de reconnaître et d'estimer la distance des obstacles. Ces programmes sont en fait quasi prêts. Reste encore à les relier entre eux et à écrire un programme « générateur de plan général » qui commandera et supervisera l'ensemble des experts.

Ce n'est pas le plus facile, comme l'explique Roland Prajoux, maître de recherche. *« Il faut imaginer un système très souple. Lorsque l'opérateur donnera un ordre au robot, le générateur de plan aura le choix. S'il estime disposer de suffisamment d'informations, il pourra agir directement sur l'expert locomotion. »* Sinon, il aura recours à l' *« expert navigation »* qui ordonnera quelques tirs de laser avant de s'en remettre peut-être à l' *« expert ultrasons »*. C'est à Hilare qu'il appartiendra de choisir.

Ces recherches, apparemment sans finalité, vont trouver bientôt des applications concrètes. Les pouvoirs publics ont en effet décidé de donner le coup d'envoi d'un vaste plan de recherche national en robotique, le programme ARA (Automatisation et *robotique avancée*) *soutenu par* la D.G.R.S.T. à concurrence de 20 millions de francs environ. *L'opération — dont la mise* en place est préparée depuis un an — mobilisera jusqu'au printemps 1984 une centaine de chercheurs du C.N.R.S. associés à d'autres laboratoires de recherches, y compris dans le secteur privé. Elle sera pilotée par un bureau de coordination présidé par Georges Giralt. Quatre thèmes la composent : télé-opération avancée, mécanique et technologie en robotique, robotique générale et ateliers flexibles. A lui seul, l'intitulé du dernier thème, qui sera censé recueillir les fruits de tous les autres, montre bien que les entrechats d'Hilare ne resteront pas longtemps sans *connaître de très prosaïques prolongements*. ■

(1) Du sigle H.I.L.A.R.E. : heuristiques intégrées au logiciel et aux automatismes dans un robot évolutif...

Voir ce qui n'est pas vu

Hilare n'est pas unique en son genre. Au laboratoire d'intelligence artificielle de l'université californienne Stanford — distinct du S.R.I., le Stanford Research Institute, *dont* les travaux de robotique sont plus orientés vers les appli*cations, — un robot à roues et* moteur circule au milieu d'obstacles. Son activité s'exerce dans le cadre d'une recherche sur la compréhension des images stéréoscopiques.

Mettre en mémoire l'image fournie par une caméra n'est qu'une question de moyens. Obtenir à partir des images de deux caméras une représentation tridimensionnelle de ce qui est vu n'est qu'une question de temps de calcul. La grosse difficulté est de voir ce qui n'est pas vu.

Un exemple : vous posez dans le champ de vision du robot un réfrigérateur ; deux faces latérales et la face supérieure sont visibles. N'importe quel être humain supposera que l'objet a trois autres faces, et qu'il occupe un volume prismatique. Mais cela n'est pas inscrit dans l'image, et, de ce seul point de vue, les trois autres faces pourraient aussi bien ne pas exister. Un robot à qui l'on demanderait de faire le tour du réfrigérateur, et qui ne disposerait d'aucune autre information, a de bonnes chances de choisir une trajectoire qui lui fera percuter les faces invisibles, et pourtant bien réelles. Le problème n'est pas qu'académique ; le réfrigérateur pourrait être une montagne, et le robot un futur missile de croisière, porteur de la foudre nucléaire...

La solution est cherchée dans *l'identification des formes vues* avec celles d'objets connus du programme. Le contexte est *évidemment très important* dans le choix des objets : si l'on voit des rails, on peut s'attendre à voir des trains, mais les trains sans rails sont rares.

Une question difficile est de décider que la forme vue, ou plutôt reconstituée à partir des images fournies par les caméras, avec une précision forcément limitée, doit être identifiée avec un objet connu — qu'il faut pour cela orienter dans la bonne *attitude*, qu'il faut aussi, éventuellement, déformer et dilater, car il n'est pas *question d'avoir un dictionnaire* de tous les objets : on cherche à rattacher ce qu'on voit à des classes d'objets, par exemple découvrir qu'on « voit » un avion, sans identifier en détail le type de l'avion. Les chercheurs de Stanford ont créé un langage adapté à la description des objets de forme simple, à partir desquels un « prédicteur » construit les images apparentes de ces objets et les compare à l'image étudiée. Quand un certain nombre de concordances sont obtenues, le programme décide que l'objet est bien présent sur l'image, et peut en tirer des implications concernant la présence d'autres objets.

MAURICE ARVONNY

REPÈRES

Un gisement d'europium

Ce minerai, d'un grand intérêt *scientifique, vient d'être découvert* dans la région d'Ancares, au nord de la province de Léon (*nord-ouest de l'Espagne*). L'europium est utilisé dans la fabrication des tubes de télévision en couleurs, pour le contrôle de la fission nucléaire à l'intérieur des réacteurs, dans les appareils modernes des rayons X et dans la technologie spatiale. *SOURCE : Energies, 26, rue Cadet, 74009 Paris.*

Le solaire marque des points

Selon le rapport d'une firme d'experts de Los Angeles, Theodore Barry & Associates, le chiffre d'affaires de l'industrie solaire américaine, qui en 1980 atteindra 150 millions de dollars, devrait s'établir autour de 20 milliards de dollars à la fin du siècle.

Toujours selon le rapport Barry, l'énergie solaire pourrait satisfaire *en l'an 2000 jusqu'à 30 %* des besoins énergétiques américains. Les prévisions du département de l'*énergie sont plus en* retrait et ne tablent que sur le chiffre de 10 à 15 % des besoins énergétiques assurés par le solaire. En 1979, Washington a consacré 600 millions de dollars à la recherche et au développement solaires. (SOURCE : *The Times.)*

La tourbe irlandaise

La production irlandaise de *tourbe, 4 millions de tonnes par* an, représente l'équivalent de 80 millions de barils de pétrole, et permet de couvrir le quart des besoins en électricité du pays.

Ces tourbières sont exploitées (d'avril à octobre) par la société d'Etat Bord Na Mona, ou par des sociétés privées. La production est destinée, pour 60 %, à alimenter les huit centrales électriques fonctionnant à la tourbe. Pour près de 30 %, elle est transformée en briquettes vendues aux particuliers pour le chauffage domestique. Le reste est utilisé dans l'agriculture. Mais les réserves diminuent; aussi l'Irlande cherche-t-elle des solutions de rechange du côté de la biomasse (SOURCE : *Energies, 26, rue Cadet, 75009 Paris.)*

HISTOIRE

Les fureurs de la Saint-Barthélemy

La Saint-Barthélemy, massacre exemplaire, est restée le symbole de la division des Français. L'explosion de contradictions politiques et de fureurs populaires.

JANINE GARRISSON-ESTÈBE

EN 1572 règnent en France Charles IX, de la dynastie des Valois, et sa mère Catherine de Médicis, dont l'historiographie a maintes fois *épinglé* les vices et les tares. A cette date, le royaume et ses habitants, s'il est perçu *comme un tout* par certains de ses dirigeants, est en réalité une mosaïque composée de gens et de « pays » *dont* les croyances, les parlers, les niveaux de culture diffèrent et s'opposent. Si la Réforme a provoqué la rupture de l'unité catholique, donnant naissance à des hommes et des églises calvinistes, cette faille n'est que la plus apparente de celles lézardant l'univers mental des populations. Des mutations s'opèrent dans le psychisme collectif, séparant les individus et les groupes : de ces distorsions, de ces décalages jaillissent le tragique et la violence. La Saint-Barthélemy en est le dramatique exemple.

Pour l'élite du sang, de la fonction ou du savoir, le malaise est profond. Les valeurs anciennes politiques et religieuses ne collent plus avec la réalité. Certains contribuent à remettre en question l'ordre traditionnel, puisque, convertis au protestantisme, ils rompent durement avec les croyances ancestrales dans le pouvoir des saints, de la Vierge, du pape, et qu'ils réfutent l'Eucharistie. D'autres s'interrogent sur la vieille conception de la monarchie féodale, s'orientant vers la notion du prince rassembleur de tous les pouvoirs éparpillés à l'époque du suzerain. Dans la première moitié du seizième siècle, François Ier et Henri II ont commencé d'incarner ce type de monarque par leur patiente récupération des droits régaliens perdus depuis le haut Moyen Age.

Au sein même de chaque homme, bien des contradictions s'affrontent. Ainsi Coligny, de la grande famille des Châtillon, amiral de France, membre né du conseil du roi, est déchiré entre sa fidélité féodale et surannée à un roi suzerain et ses convictions protestantes qui le conduisent à douter des pouvoirs du souverain thaumaturge. D'autres sont déjà plus loin sur le chemin de la modernité : Catherine de Médicis, par exemple, dont le mode de gouvernement tout pragmatique ne s'embarrasse guère de passéisme, et dont les convictions religieuses se modèlent avec souplesse sur ce que l'on n'appelle pas encore la raison d'Etat.

Pour le peuple, en majorité analphabète, dont les ruraux forment la grande masse, mais *dont les artisans* des villes et des bourgs s'affirmeront comme les meneurs, le monde est en train de basculer. L'étrange envahit le *quotidien* et bouleverse les esprits. La guerre, la famine, la peste ont une présence obsédante. L'hérétique est partout ; les *textes* qui *disent* : « *Les hérétiques pullulent* » cernent au plus près l'impression d'encerclement, d'étouffement d'un peuple demeuré majoritairement catholique. Or dans les mentalités populaires, la multiplication des « malheurs » et le grouillement des hérétiques revêtent la cruelle signification qu'ils possédaient déjà chez les clercs de l'an mil : ils annoncent l'arrivée de l'Antéchrist, celle-ci précédant la fin du monde et, donc, le Jugement dernier.

Car l'hérétique n'est plus ce personnage mythique : sarrazin, vaudois, hussite, tant de fois évoqué dans le prône dominical ou le conte des veillées, il est là tout près, dans les murs de la ville, dans la ferme voisine. Chaque jour on le rencontre : c'est le cordonnier d'à côté, le « ménager » d'en face, le juge du bourg proche. On le connaît, et pourtant il a changé ; on ne le *voit plus au cabaret*, à la danse, à la *fête* ; il se passionne pour les mots du pasteur arrivé de Genève et son *langage* s'en trouve transformé : il parle du Dieu de pâte (l'hostie) du corps du Christ trop grand pour y être *contenu*, des « *ymaiges* » inutiles des saints qu'il ne sert à rien d'honorer ; il se moque du pape, du curé ignorant et paillard, des moines engraissés à ne rien faire. Quelquefois il enrage et, avec une bande de ses pareils, il abat les croix des carrefours, les statues de l'église et martèle les représentations de la Vierge en majesté. Cet homme, soudain austère, n'appartient plus au groupe dont il ne partage plus ni les croyances ni les évasions.

Croisade flamande

Mais bien que les hérétiques soient parmi les chrétiens, ceux qui ont la mission de maintenir l'ordre de la tradition ne les chassent pas. Pis, le roi les accepte auprès de lui, à sa cour, dans son conseil. Depuis le traité de Saint-Germain, mettant fin en 1570 à la troisième guerre civile, les protestants ont retrouvé dans le royaume une place presque entière ; si la liberté de culte leur est limitée, celle de conscience leur est garantie, ainsi que *l'accès à toutes* les fonctions. Aussi voit-on en province des huguenots qui avaient fui lors des troubles précédents revenir et occuper à nouveau leurs biens et leurs charges officielles. Réinsertion souvent très mal vécue par les catholiques, qui ne comprennent pas pourquoi ces ennemis de leur Dieu et de leur roi n'ont pas été définitivement chassés ou anéantis. *Çà et là*, des abcès de violence crèvent, qui jettent les papistes sur des protestants assemblés à Rouen, à Orange, à Paris même...

A la cour, qui, en ce mois de juin 1572, se trouve à Paris, la tension monte rapidement entre *plusieurs groupes dont* les objectifs et les stratégies s'affrontent. Parmi ces « grands » qui gouvernent ou voudraient gouverner, *il y a les protestants*, dont le leader incontesté est Coligny ; les ultra-catholiques se reconnaissent dans le duc de *Guise et partagent* la haine viscérale du peuple pour les huguenots, qui, de surcroît, gênent leurs ambitions politiques. Enfin, *les modérés, que l'on* appellera plus tard les politiques ou les royalistes, dont les perspectives sont d'unifier le royaume autour *d'un souverain puissant* et indépendant des factions féodales ou religieuses. Catherine de Médicis, comme plus tard *Henri IV, partage cette vision* du pouvoir, ainsi que les fils du connétable de Montmorency et quelques grands commis, tel ce *Jean-Christophe* de Thou, président au Parlement de Paris.

Les tenants de ces diverses positions se pressent auprès du *roi, tentant tour à tour* d'infléchir la volonté du souverain dans un sens favorable à leurs convictions ou à leurs intérêts. Dans le même *temps*, certains mettent en place des actions parallèles, destinées à faire triompher leurs points de vue. C'est ainsi que Gaspard de Coligny suit comme une ombre grave le jeune roi, qu'il voudrait faire participer à son grand projet de *croisade flamande*. Il *s'agirait* de conduire l'armée française dans les Pays-Bas espagnols, afin d'y soutenir les gueux protestants en révolte contre *la* domination coloniale et catholique de l'Espagne. L'amiral, accroché à son rêve, voit dans sa concrétisation l'unité retrouvée de la noblesse française, divisée par les options religieuses que souderait un combat national contre un ennemi commun et quasi héréditaire. Il voit également la constitution au nord de la France d'un glacis protestant pouvant jouer un rôle protecteur pour les réformés du *royaume. Enfin, Coligny* considère que la reprise de la politique extérieure traditionnelle de la France, à savoir la guerre *contre l'empire des Habsbourg*, pourrait gommer dans le pays l'effet funeste de dix ans de guerres civiles. Bien que le *conseil ait deux fois* repoussé le projet offensif des huguenots, Coligny s'entête à convaincre Charles IX, dont la décision pourrait faire changer la majorité du conseil et l'amener à déclarer la guerre à Philippe II d'Espagne. De fait, quelques commandos religionnaires sont déjà partis en soldats mercenaires pour les Pays-Bas, où ils viennent d'essuyer une humiliante défaite.

Cet échec fortifie les opposants du projet Coligny, le groupe des Guise, qui voit dans l'Espagne un rempart contre la huguenoterie montante, et celui de Catherine, la reine mère. A cette dernière, la croisade de l'amiral apparaît, si elle se réalisait, comme une catastrophe. En effet, si cette guerre se fait, elle sera de conception et de direction protestantes, provoquant ainsi la rupture de l'équilibre des *factions* entre lesquelles navigue à l'estime le pouvoir royal. D'autre part, sur l'échiquier international, la formation d'un Etat protestant, forcément allié à la France, dans les Pays-Bas, bouleverserait la carte religieuse de l'Europe et brouillerait la France avec la papauté et avec l'Espagne. Elisabeth, reine d'Angleterre, adepte de la Réforme mais soucieuse de l'intérêt national, a chargé son ambassadeur de mettre en garde *le* gouvernement français contre une intervention dans ce pays trop proche du sien. On dit même que le prince d'Orange, chef des gueux, montre quelque froideur à l'égard d'un secours qu'il n'aurait pas réclamé. Le projet de Coligny suscite donc des réactions hostiles, même chez des protestants que l'on aurait pu croire *a priori* favorables.

Or, dans le même temps qu'elle s'oppose absolument à une intervention *dans les Flandres*, la reine mère avec son équipe « politique », poursuit un dessein de réconciliation au sommet, mais *son entreprise*, à l'inverse de celle de Coligny, n'exige pour être menée à bien ni guerre ni renversement des alliances. Il s'agit d'unir à sa propre fille, sœur du roi régnant, Marguerite de France, l'héritier du royaume de Navarre, qui est aussi l'un des plus grands feudataires du royaume. Henri, fils d'Antoine de Bourbon, prince du sang, et de Jeanne d'Albret, reine de Navarre et vicomtesse de Béarn, a été élevé par sa mère dans la religion *protestante*. Il constitue une pièce maîtresse dans la stratégie de Catherine, qui voudrait faire profiter la monarchie de Valois des fidélités que les gens du sud du royaume, et en particulier les protestants, nombreux dans ces régions, portent à la maison de Bourbon-Albret. Du côté de Jeanne d'Albret, l'objectif est inversé mais sensiblement le même, avec peut-être en plus une composante de prosélytisme, puisqu'elle sèmerait dans cette cour perverse et italianisée une graine de huguenot. Malgré la mort de la reine de Navarre, survenue à Paris le 4 juin 1572, et le durcissement des *oppositions à l'intérieur du* groupe dirigeant, les préparatifs du mariage se poursuivent. Le prince Henri, suivi et précédé d'une troupe de hobereaux *protestants* et gascons, arrive dans la capitale le 9 juillet.

Une poudrière

Paris, à ce moment, est comme une poudrière. La ville est bourrée à craquer. Il y a la cour et ses satellites, fait notable puisque cette monarchie se déplace de Blois à Chambord, de Chaumont à Amboise... Un grand nombre de paysans du plat pays, chassés de leurs exploitations par la famine, sont venus chercher en ville du travail ou de la nourriture. Les rues s'emplissent aussi de soldats : rescapés de l'expédition flamande, hobereaux ou cadets affidés des maisons princières ou ducales, celle de Navarre, des *Montmorency*, des Châtillon - Coligny, et surtout celle des Guise. Le va-et-vient des ambassadeurs et des émissaires étrangers accompagnés de leur suite anime les abords du Louvre.

Le peuple parisien note cette ambiance inhabituelle, que les servants de l'Eglise romaine s'acharnent à rendre encore plus étrange. Tous, ou presque, curés, prêcheurs, vicaires, *déversent* un flot de malédictions sur les hérétiques et leur « insolence », et sur le roi et sa mère Catherine, coupables de favoriser l'« *exécrable accouplement* » d'une fille de France et d'un protestant. La responsabilité du clergé, qui tient en main le peuple de Paris, est totale, car depuis plus de dix ans ce dernier est conditionné au massacre purificateur par la voix des clercs dénonçant la « *pollution huguenoctiques* » ou menaçant les catholiques de la colère divine si l'hérésie continue de souiller le sol du royaume. Un chroniqueur raconte qu'à Paris, en ces mois de juillet et d'août, « *les chaires retentissaient d'invectives contre les sectaires, de paroles séditieuses sur la paix, d'exhortations à la rompre...* ».

La cérémonie du mariage, célébrée *le 18 août*, a *profondément* heurté le sens du sacré des Parisiens, qui l'ont regardée en badauds contenus par des barrières : *Henri de Navarre* et les protestants n'ont pas voulu pénétrer dans Notre-Dame, où se disait la messe nuptiale, ils ont *attendu dehors* ; *ensuite*, la bénédiction a été donnée aux fiancés par l'archevêque de Paris officiant sur une estrade dressée sur le parvis de la cathédrale.

Après les noces, trois jours de fêtes somptueuses : la cour donne à elle-même et à Paris sa propre *représentation* ; *le* jeudi 21, tard dans la nuit, les derniers échos s'apaisent.

Le vendredi 22 août, un attentat contre Coligny échoue : il est seulement blessé. Pour les amis de l'amiral, qui l'entouraient au moment de l'agression, celle-ci est signée, puisque le tueur se dissimulait dans une maison appartenant à un fidèle des Guise. Aussi vont-ils, furieux et menaçants, en demander vengeance au roi et à la reine mère, qui se trouvent au Louvre tout proche. Catherine s'inquiète, car elle a combiné avec ses conseillers l'assassinat de Coligny ; cet homme, obstiné à faire éclater la guerre entre la France et l'Espagne, devenait dangereux pour l'équilibre français et européen, il devait disparaître très vite, avant que l'irrémédiable n'arrive et que le conflit n'éclate. Le roi Charles IX n'est pas au courant du projet de meurtre : dans cette cour les politiques parallèles sont presque une pratique normale de gouvernement ! Catherine, *donc*, s'affole de la violence des huguenots réclamant justice et redoute que, des *Guise*, ses complices, la filière ne remonte jusqu'à elle.

Le samedi dans la soirée, au cours d'un conseil dramatique auquel assistaient le duc d'Anjou (le futur Henri III et le fils préféré de Catherine), le duc de Guise, les amis italiens de la reine mère et le maréchal de Saulx-Tavannes, on convainc Charles IX que la vengeance des amis de Coligny risque de mettre sa propre vie et celles de la famille royale en danger. Tous, ce soir-là, ont peur...

Alors est décidée la mort des « huguenots de guerre », c'est-à-dire des hobereaux et des nobles de l'entourage de Coligny et de la suite de Navarre. Ce *dernier* et son cousin Condé ne figurent pas sur la liste des proscrits, mais ils devront se convertir. Crime non prémédité, crime de la peur, crime de palais, crime à l'italienne aussi : une faction, le dos au mur, s'aide d'extrémistes pour éliminer le parti *momentanément* dangereux ; les gardes royaux reçoivent donc l'ordre de tuer les protestants logés au Louvre, ceux installés aux alentours *de l'hôtel* Coligny, situé non loin de Saint-Germain-l'Auxerrois, et enfin ceux résidant au faubourg Saint-Germain, que l'on *appelle* la Petite Genève tant les réformés y sont nombreux.

Crime rituel

Le grand crime aurait pu s'arrêter là. Il aurait été monstrueux, car jamais en France une royauté n'avait détruit aussi brutalement *partie de sa noblesse* non conforme. Mais, à l'aube du 24 août, le peuple de Paris, voyant la justice royale s'exercer enfin contre les hérétiques, vient à son tour pratiquer la mission purificatrice, en forme de justice populaire, dont l'a investi « *l'armée des aboyeurs déchaînée dans toutes les chaires* » (Michelet). Commence alors la tuerie qui tient du pogrom et du crime rituel : les femmes sont éventrées, les enfants jetés à la Seine ; les cadavres dénudés sont traînés à la voirie, puis immergés dans le fleuve ; chacun qui veut tuer connaît dans son quartier un protestant par lequel pourra s'obtenir le salut promis par les curés aux purificateurs.

Devant ce déferlement, le roi et la municipalité sont impuissants ; leurs ordres se multiplient, inutiles, ils n'arrêtent ni les massacres ni les pillages. La grande ville, comme folle derrière ces portes fermées, n'est reprise en main par les autorités que le vendredi 29 août ou le samedi 30.

Mais la graine de violence semée à Paris germera en province. Lors de l'arrivée, dans les villes proches de la capitale, des messagers annonçant les « matines parisiennes », les populations se jettent à leur tour sur les hérétiques. Michelet l'écrit : « *... La Saint-Barthélemy n'est pas une journée ; c'est une saison ; on tua par-ci, par-là, dans les mois de septembre et d'octobre.* » Orléans, Meaux, La Charité-sur-Loire, Bourges, Angers, Saumur, Lyon, Rouen et Troyes s'ensanglantent à la fin du mois d'août et en septembre ; en octobre, ce sera le tour de Bordeaux, Toulouse et Gaillac, en Albigeois.

Dans l'immédiat, la guerre avec l'Espagne n'a pas eu lieu, qui, dans l'état de délabrement interne où se trouvait à cette époque la France, eût été fatale au pays. Pourtant, la monarchie ne s'est pas pour autant débarrassée des protestants — mais était-ce son but ? — qui, bien qu'affaiblis en nombre par les conversions de la peur, l'émigration, sont arc-boutés dans le sud du royaume où ils continuent de lutter pour la reconnaissance officielle de leur religion et de leur culte : cinq guerres de religion entre 1573 et 1598 (l'Edit de Nantes) attestent de la vigueur et de l'obstination des huguenots.

Moins de 5 000 tués

Dans le sentiment populaire, la Saint-Barthélemy n'a pas été la « saignée » salvatrice, puisque les hérétiques continuent de hanter le pays. Les excès hystériques de la Ligue seront pour les Parisiens comme une continuation de la besogne inaugurée en août 1572 et seront alors couronnés de succès, puisque, dans les dernières décennies du seizième siècle et encore au dix-septième siècle, Paris sera ville interdite au culte « *huguenoctique* » et donc aux manifestations publiques de la croyance calviniste.

A travers les siècles, le massacre devenu exemplaire n'a point cessé *d'impressionner* l'historiographie, la tradition et la mémoire collective des Français. Le drame est utilisé diversement selon les *nécessités idéologiques* : elles se révèlent dans l'incroyable manipulation du chiffre global des morts, alors qu'une estimation raisonnable inclinerait à recenser, à Paris et dans le reste du pays, moins de cinq mille tués.

La condamnation quasi unanime des massacres — même si certains ont cherché à les expliquer — a servi à travers les âges la cause de deux *objectifs* fondamentaux. Du dix-huitième au vingtième siècle, et particulièrement à l'époque des Lumières et sous la IIIe République, les intellectuels ont utilisé la Saint-Barthélemy comme un bélier destiné à saper l'influence et la puissance de l'Eglise catholique. Dénonçant le fanatisme, l'intolérance et la manipulation du peuple par le clergé aux ordres de Rome, les adeptes de Voltaire et de Jules Ferry ont dans le même temps justifié un libéralisme à l'abri duquel la bourgeoisie développera, puis imposera, sa vision du monde.

Du dix-septième au dix-neuvième siècle, le drame de 1572 contribue à nourrir et fortifier le discours condamnant une certaine pratique du pouvoir : celle-là même, cynique et brutale, dont Catherine de Médicis portera éternellement la responsabilité. Discours hypocrite, puisque tous les pouvoirs forts et centralisés sont, une fois les masques idéologiques levés, cyniques et brutaux. Qu'une femme soit devenue le bouc émissaire de cette bonne conscience, rien d'étrange à cela ! ■

★ Quelques ouvrages récents ont apporté sur la Saint-Barthélemy des éclairages nouveaux. Citons, parmi eux :

- Livet (G), *les Guerres de religion*, coll. « Que sais-je », PUF, 1962.
- Joutard (Ph.), Garrisson-Estèbe (J.), Labrousse (E.), Lecuir (J.), *la Saint-Barthélemy ou les résonances d'un massacre*, Neufchâtel, Delachaux-Niestlé, 1976.
- Davis (N.), « les Rites de violence », in *les Cultures du peuple*, Paris, Aubier, 1979.
- Miquel (P.), *les Guerres de religion*, Paris, Fayard, 1980.

Mircea Eliade

(Suite de la page XIX.)

— A votre avis, existe-t-il des religions fausses ?

— Je ne connais pas de grande religion qui ne présente, à un moment ou à un autre, des *signes de dégénérescence, et* aucune religion, aussi « sauvage » soit-elle, qui ne présente aussi des aspects « nobles ». Cela dit, il me paraît évident qu'une religion n'est fausse que pour celui qui en est sorti. Les prophètes juifs avaient raison, de leur point de vue, de considérer l'idolâtrie païenne comme une fausse religion. Pourtant, le polythéisme ne se *réduisait pas à une pure idolâtrie* : la réalité est beaucoup plus complexe.

— Dans la controverse actuelle, et bien parisienne, entre tenants du monothéisme et du polythéisme, comment vous situeriez-vous ?

— Le polythéisme sacralise la nature tandis que le monothéisme sacralise l'histoire : mais qu'on mette le sacré dans un *lingam* (7) de pierre ou dans les rouleaux de la Thora, le rapport de l'homme au sacré, autrement dit à la transcendance reste toujours le même.

— Que pensez-vous de la recrudescence récente des sectes, des mysticismes, de la magie, etc. ?

— Ce sont des phénomènes *de crise* et même de dégénérescence, mais ce sont aussi, au fond, des phénomènes religieux. Dans toute création religieuse, *quelle qu'elle soit, il y a forcé*ment un aspect irrationnel. Certes, dans les sectes, on remarque surtout le fanatisme, voire — comme lors des massacres de Guyana — le crime et la terreur. Pourtant, même dans cette secte horrible, il y avait bien, à l'origine, une sorte d'espoir, d'attente eschatologique de même nature que celle qui était à la base du christianisme ou *du zoroastrisme. Et même dans* le cas où la secte se transforme en un pur mouvement politique, il y a toujours eu, au *départ*, une *vague* espérance messianique.

— Oui, mais cette espérance est illusoire...

— Vous savez, une grande création religieuse n'est pas toujours immédiatement reconnue comme telle. Prenez le christianisme à ses débuts : pour les Romains cultivés, ce n'était pas une religion. Les chrétiens étaient accusés d'athéisme, parce qu'ils n'offraient pas de sacrifices au dieux de l'Empire... Les contemporains se trompent souvent. Paul Tillich m'a dit une fois que la plus grande création religieuse de l'Amérique contemporaine était, selon lui, le mouvement pour les droits civils des Noirs. Cette comparaison me paraît d'autant plus intéressante qu'il s'agit, en apparence, d'un mouvement purement politique. En même temps, ce mouvement donne effectivement un but, un sens total, à la vie de ses adeptes. On peut donc y voir, non sans raison, une expérience religieuse.

— Une expérience d'avenir ?

— *Encore* une *fois*, la seule chose qui soit sûre, c'est que toutes les grandes institutions religieuses, du christianisme à l'islam, sont aujourd'hui en crise. Mais il est encore trop tôt pour dire quelles institutions nouvelles en sortiront. Souvenez-vous : la liberté de l'esprit est infinie, et sa créativité, imprévisible... » ■

Propos recueillis par
CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

(7) *Lingam* : phallus de pierre vénéré, en Inde, par les sectes civaïtes.





MARTINE FRANCK.

CROYANCES

Mircea Eliade et les aventures du sacré

Le rêve, l'art, la religion... trois chemins qui, par mille détours et aventures, mènent l'homme au sacré...

CHRISTIAN DELACAMPAGNE

UNE quarantaine d'ouvrages ethnologiques ou historiques, une dizaine de romans, plusieurs milliers d'articles : l'œuvre de Mircea Eliade commence à apparaître, en ce dernier quart de siècle, comme l'une des plus importantes de notre époque (1). Du yoga à l'alchimie, du shamanisme asiatique aux mythes africains, tous les aspects du phénomène religieux ont été étudiés par cet universitaire roumain — qui a enseigné successivement à Bucarest, à l'Ecole pratique des hautes études puis, pendant de nombreuses années, à l'université de Chicago.

Né en 1907, Eliade a aujourd'hui soixante-treize ans. Le premier tome de ses Mémoires — intitulé *les Promesses de l'équinoxe*, — vient de paraître chez Gallimard. On y retrouve, contés avec humour, passion, lucidité, les épisodes les plus saillants d'une vie qui fut riche en aventures, — et pas seulement en aventures intellectuelles... Car Mircea Eliade n'a pas faim que de livres : c'est un homme complet, au sens où pouvaient l'être les humanistes de la Renaissance italienne.

— Ce qui rend votre œuvre impressionnante, c'est son ampleur. Comment avez-vous fait pour travailler autant tout en sachant — vos Mémoires en témoignent — garder du temps de vivre ?

— Pendant toute ma jeunesse, jusqu'à la seconde guerre mondiale, j'ai très peu dormi : trois ou quatre heures par nuit. Depuis 1940 je dors un peu plus : six heures environ. Aussi ai-je toujours eu beaucoup de temps à moi... D'autre part, tant que je n'avais que mon salaire d'assistant à Bucarest, je manquais d'argent pour acheter les livres dont j'avais besoin, pour voyager. Il me fallait donc bien écrire toutes sortes d'articles pour des raisons économiques...

— Vous avez mené de front une carrière de savant et une œuvre d'écrivain. Cela n'a pas dû être facile ?

— J'ai toujours eu besoin de cette double démarche. La littérature et la science sont pour moi des nécessités. Le monde imaginaire, l'univers onirique engendré par l'art, le « régime nocturne de l'esprit » me sont aussi indispensables que l'exercice de la rigueur historienne. Une expérience, d'ailleurs, m'a convaincu qu'il s'agissait de deux registres indépendants : ayant promis un livre à mon éditeur pour une certaine date, je dus écrire très vite un petit roman : *Andronic et le serpent* (2). J'y travaillais entre 11 heures du soir et 3 heures du matin, après avoir passé la journée à étudier les métaphysiques orientales. Or, bien que je connusse parfaitement l'importance du symbolisme religieux qui s'attache au serpent, ce thème n'a jamais fait surface dans mon roman.

— Vous êtes l'auteur d'une « Histoire des croyances et des idées religieuses » (3) qui est une véritable somme. Peut-on dire que rien de ce qui est religieux ne vous est étranger ?

— Habituellement, on n'emploie le terme de *religion* que pour désigner les grands polythéismes orientaux, ou les monothéismes issus de l'Ancien Testament. Pour moi, il faut lui donner un sens beaucoup plus large : tout symbolisme, tout rituel, toute figure mythologique possède une certaine valeur religieuse. Comme je l'ai souvent dit, l'expérience du sacré est une structure de la conscience (4). Elle est liée, en nous, aux idées d'être, de signification, de vérité. Même dans les cultures les plus archaïques, on trouve une nette distinction entre ce qui est réel, significatif, donc sacré, et ce qui est mort, chaos, non-sens. Pour les arborigènes australiens, par exemple, l'activité sexuelle, le fait de se nourrir, la chasse, sont des activités réelles et pleines de sens. Il faut suivre, pour s'y livrer, les modèles révélés ou enseignés par des ancêtres mythiques. Tout ce que font les primitifs, d'ailleurs, ils le font d'après un modèle religieux.

— Nous, au contraire...

— Nous, nous avons commencé à perdre de vue la valeur religieuse du modèle à partir de la Renaissance. Ou, plus exactement, le processus s'est déroulé en deux temps. Avant la première apparition du monothéisme juif, la nature était universellement sacrée. A partir de la révélation mosaïque, en revanche, elle cesse de l'être. Le sacré ne se manifeste plus dans le cosmos, mais dans l'histoire. Mais, aujourd'hui, l'histoire, à son tour, perd tout sens... Remarquez cependant que toutes les fois où le monothéisme recule, on recommence à sacraliser la nature !

— Peut-on imaginer une société sans religion ?

— Une société, peut-être ; un individu, non. On ne peut pas concevoir que l'homme, en tant qu'individu, perde tout lien avec le sacré. Il y a toujours au moins un lien inconscient : le rêve. Dans le monde onirique, on transcende l'espace et le temps. Des personnages mythologiques réapparaissent. Un certain symbolisme se reconstitue. Oui, le rêve est bien une expérience personnelle du sacré : on ne peut plus, après Freud, réduire l'homme au « régime diurne » de l'esprit. Dans la vie imaginaire, dans l'art en général, dans le seul fait d'écouter de la *musique ou de lire un poème*, il y a inévitablement quelque chose. Même le roman policier obéit implicitement à une structure religieuse : celle du manichéisme, du vieux conflit entre le bien et le mal... Freud dit que la religion est une conséquence de la Chute, c'est-à-dire — en termes imagés — de la sexualité ; mais si la sécularisation de l'homme moderne devait aller jusqu'à son terme ultime, ce serait alors une seconde Chute !

Folklore

— Et vous tenez ce processus pour improbable ?

— La liberté de l'esprit humain est infinie : tout est possible, par conséquent. Néanmoins, je ne crois pas à l'effacement total du religieux. A Santa-Barbara (Californie), j'ai eu des hippies comme étudiants. Ils rejetaient Dieu, la morale, le mariage. Mais, pour eux, la nudité, le fait de faire l'amour dans la nature, relevaient presque d'un rituel. Ils ne le reconnaissaient pas explicitement, mais ils étaient en train de redécouvrir la religiosité cosmique, la condition paradisiaque de l'homme avant la Chute. On pourrait donc très bien, demain, assister à une resacralisation de certaines dimensions de l'existence humaine.

— Serait-ce ce que vous souhaitez ?

— Je souhaite que les hommes retrouvent le sens profond de leur vie historique et sociale, parce que je crois qu'il est dans la logique de l'existence humaine de se donner une signification qui transcende l'individu.

— L'art ne témoigne-t-il pas de cette logique, autant que la religion ?

— Sans doute. D'ailleurs, l'univers de la *Divine Comédie* de Dante est aussi structuré que celui du bouddhisme Mahayana.

— Il existe cependant des théories du phénomène religieux qui l'expliquent autrement que vous ne le faites ; qui le réduisent, par exemple, à certaines causes socio-économiques...

— Je ne dis pas que les facteurs socio-économiques n'ont aucune importance. Mais regardez Dante, justement. Il était sans doute conditionné par l'histoire de Florence, par son amour pour Béatrice, par la langue italienne. Néanmoins, il est clair que l'univers de la *Divine Comédie* est indépendant de cet univers biographique et historique. Les mondes issus de l'imagination, comme les mondes religieux, sont des mondes autonomes. Certes, on ne peut pas concevoir le *cargo cult* (5) sans le colonialisme, mais on ne peut pas le concevoir non plus sans la mythologie qui préexistait à la période coloniale, sans le mythe primitif du héros qui viendrait pour libérer son peuple. Lorsque les Mélanésiens commenceront à lire ce qu'on a écrit sur le *cargo cult*, ils diront sûrement : vous autres, Occidentaux, vous accordez une certaine autonomie à l'univers de Dante, mais, quand il s'agit de notre folklore, de nos créations, vous en faites des épiphénomènes du colonialisme. Je ne nie donc pas la valeur des explications socio-économiques, mais je considère qu'elles n'épuisent pas le phénomène religieux. En particulier, elles ne rendent pas compte de sa valeur esthétique. On devrait s'approcher des créations ethnologiques ou littéraires des peuples dits « primitifs » avec autant d'intensité et de méthode qu'on le fait lorsqu'il s'agit des épopées d'Homère...

— Vous parlez souvent d'ethnologie et de folklore ; beaucoup de jeunes chercheurs partagent votre intérêt pour ces domaines. Comment expliquez-vous ce nouveau tournant des études historiques ?

— On a trop longtemps fait commencer l'histoire religieuse de l'Europe à l'époque de sa *christianisation officielle*. Ce faisant, on a ignoré toute une face de la réalité : celle qui n'est accessible, justement, qu'au niveau folklorique ou ethnologique. Or les créations religieuses des paysans et des pasteurs sont extrêmement intéressantes. Ce n'est pas suffisant de dire : Héraclès est devenu saint Georges. Il faut bien voir que le christianisme — comme l'hindouisme d'ailleurs — n'est qu'un vaste syncrétisme, un mélange d'éléments grecs, juifs, iraniens, etc. Le mystère de la mort et de la renaissance de la végétation, par exemple, est bien antérieur au christianisme, même si ce dernier lui a donné, à travers le mystère de la résurrection du *Christ*, un sens sôtériologique nouveau. Les paysans européens n'ont pu finir par communier avec la théologie chrétienne qu'en transformant le Christ en un dieu barbu, vivant et travaillant comme eux. En Roumanie même, jusqu'à ces dernières décennies, survivaient des rites de passage qui remontaient à des époques fort reculées : or il ne s'agissait pas de fossiles, ou de naïvetés, mais d'éléments parfaitement intégrés à une synthèse populaire toujours vivante. Le *mystère du Graal, la chevalerie*, les traditions des confréries, l'initiation des forgerons constituent une partie essentielle de la religiosité chrétienne et occidentale. Et comme les Européens sont à peine sortis de leurs origines rurales, nous sommes encore, par-là même, proches d'un mode d'expérience du sacré, qui est commun à la fois aux Indiens, aux Africains et aux Chinois. C'est cette unité profonde, caractérisant les rapports de l'homme avec le sacré, malgré la diversité des cultures, qu'il me paraît important de souligner.

— On rejoint par là Jung... Que pensez-vous de son œuvre, si diversement appréciée aujourd'hui ?

— J'ai bien connu Jung et j'ai éprouvé une grande admiration pour l'homme : il me *donnait* l'impression d'être un sage chinois, avec ses racines bien enfoncées dans la terre... Mais je ne suis pas psychanalyste. J'ai fait l'erreur d'utiliser le terme d'archétype en sous-titre du *Mythe de l'Eternel Retour* (6) : je l'employai au sens platonicien de « modèle », pas au sens de Jung, qui considère les archétypes comme les structures de l'inconscient collectif. Or l'hypothèse d'un inconscient collectif demeure *pour moi invérifiable* ; en tant qu'historien des religions, je ne puis ni la confirmer ni l'infirmer. Je ne suis pas en mesure de l'appréhender, tout simplement.

(Lire la suite page XX.)

(1) Sur l'ensemble de l'œuvre de Mircea Eliade, il est indispensable de consulter le numéro spécial des *Cahiers de l'Herne* (n° 33, 1978), qui comprend des textes scientifiques et littéraires inédits, des fragments de son journal, des contributions de nombreux savants et une remarquable iconographie.

(2) Trad. française aux Editions de l'Herne, Paris, 1979.

(3) Payot, tome I (1976) et tome II (1978). Tome III à paraître.

(4) Cf. par exemple, *la Nostalgie des origines*, Gallimard, 1971, pages 9-10.

(5) *Cargo cult* : nom donné à un ensemble de mouvements messianiques apparus dans certaines îles du Pacifique en réaction à une acculturation trop brutale.

(6) Le sous-titre de ce livre est en effet : *Archétype et répétition*.

SCIENCE

L'arbre à mazout

PAUL CARO

MELVIN CALVIN est prix Nobel, et il a une solution radicale pour résoudre la crise de l'énergie : il suffit de faire, grâce au soleil, pousser le pétrole. Comment ? Eh bien en utilisant des plantes qui dans leur substance végétale contiennent naturellement des hydrocarbures. De telles plantes existent, par exemple la dernière trouvaille : *Cobaifera Langsdorfi*, et un gros arbre qui pousse dans la forêt brésilienne. Si on fait un trou dedans, il en coule un liquide qui est un carburant tout à fait utilisable dans un moteur Diesel. Un hectare de ces arbres pourrait produire l'équivalent de cinquante barils de pétrole par an (1). Naturellement, il y a peu de chances d'acclimater cette espèce tropicale dans la Beauce, ou de reboiser avec la forêt de Fontainebleau, mais la Guyane, après tout, qui fait environ 8 millions d'hectares, soit un sixième de la France, pourrait produire par an 400 millions de barils, ce qui est loin d'être négligeable puisque la consommation française en 1979 a été de 850 millions de barils. On imagine mal l'investissement qui serait nécessaire pour couvrir le pays d'une seule espèce végétale, mais après tout on a déjà vu bien pis dans l'histoire de l'écologie.

Melvin Calvin a mieux que des idées : il possède déjà une plantation productrice. Il s'agit d'un champ d'*Euphorbia Lathyrus* qui fournit effectivement 20 barils par hectare dans le nord de la Californie. *Euphorbia Lathyrus* appartient à la famille des euphorbes. Ce sont des plantes sérieuses : il y a dans la famille un certain *Hevea Brasiliensis* qui a construit bien des fortunes et qui a encore de beaux restes et même de l'avenir. Comme le rendement en caoutchouc de ce cousin a été en trente-cinq ans multiplié par 2000, on peut penser que, grâce aux manipulations génétiques, *Euphorbia Lathyrus* atteindra le cap des 60 barils par hectare si on s'en donne un peu la peine.

Du coup la spéculation va bon train. C'est que notre euphorbe se contente de peu, ce n'est pas, elle, une plante de forêt profonde, c'est quasiment une herbe folle de terrain vague, un coyote maigre du désert. Elle a juste besoin de beaucoup de soleil (mais alors beaucoup) et d'un peu d'eau, et s'accommode de n'importe quel pauvre sol. Ce sont exactement les caractéristiques des immenses territoires du sud-ouest des Etats-Unis. Cela fait 120 millions d'hectares potentiellement cultivables, entre le sud de la Californie, l'Arizona, le Nouveau Mexique et une partie du Texas. Les rêveurs voient déjà un dixième de cette superficie plantée en euphorbes ce qui permettrait de fournir 10 % de la consommation annuelle des Etats-Unis en produits pétroliers. Le chiffre paraît gigantesque, mais pas trop pour un pays qui a déjà 34 millions d'hectares de maïs et 32 millions d'hectares de blé. On peut donc craindre que les déserts du Sud-Ouest, ces magnifiques décors de western, ces grandes étendues sauvages, ne soient menacés du sort malheureux des prairies à bisons du siècle dernier, et peut-être dans un siècle, verra-t-on, à la place des cactus, onduler sous le vent du Mexique la mer immense des euphorbes.

Quant au prix, il est intéressant : le baril de brut végétal coûterait autour de 20 dollars, ce qui paraît très peu, nettement moins que le coût du vrai brut. Ce prix comporte les frais de culture et les frais de l'extraction, qui est complexe. On imagine, bien sûr, une récolte mécanique à grands moyens. Même si le produit final coûtait le double, il serait encore compétitif, car sa composition chimique est telle (hydrocarbures en C 15) que par cracking il donne des composés analogues à ceux que fournit, dans les mêmes conditions, le naphta, l'une des matières premières de base de l'industrie chimique.

Jojoba et guayule

Euphorbia Lathyrus est donc en flèche, mais il y a d'autres candidats pour une nouvelle agriculture industrielle sur sols arides. Par exemple, les racines d'une cucurbitacée, espèce spontanée du désert, contiennent de l'amidon que l'on peut hydrolyser en glucose, les graines contiennent des huiles grasses non saturées qui peuvent servir à l'alimentation du bétail. Une autre plante, le jojoba, répandue à travers le désert de type Sonora (nom d'un Etat du nord du Mexique), fournit une huile qui ne rancit jamais, qui peut être consommée, ou hydrogénée pour former une cire qui donne d'excellentes bougies. Il en existe déjà des plantations étendues. Le guayule, quant à lui, est réactivé ces temps-ci, après avoir eu son heure de gloire en 1939-1945, car il produit du caoutchouc. C'est une plante du désert de type chihuahua (encore un Etat du nord du Mexique). On allait en cultiver 1,5 million d'hectares lorsque la fin de la guerre sauva, à temps, le désert. Le projet renaît ; le Congrès a passé une loi pour encourager cette culture. Les Mexicains, de leur côté, ont fait d'intéressants essais techniques de production de pneus.

En Amérique du Sud, également, on tente de tirer avantage d'un formidable potentiel végétal. Les choses sont déjà entrées dans la pratique avec l'emploi au Brésil de l'alcool dans les carburants pour automobiles. Cet alcool est produit actuellement à partir de la canne à sucre, mais peut-être que, pour cet usage, le sorgho peut remplacer, à long terme, la canne. Le manioc peut également être cultivé pour l'alcool, avec l'avantage de se contenter de sols plus pauvres. Le problème n'est pas technique, mais humain, car le coût du produit dépend du coût du labeur, et donc des conditions sociales faites aux travailleurs. De plus, canne et sorgho se cultivent sur les meilleures terres, et la spéculation chasse les plantes vivrières pour se reporter sur les industrielles, qui réservent de meilleurs profits.

Les émirs de l'or vert

Il ne manque pourtant pas, au Brésil, d'espaces arides immenses, producteurs potentiels de pétrole « vert ». L'euphorbe de Calvin est native du Brésil, et certainement le terrain est mieux adapté pour elle là qu'ailleurs. Les chercheurs de l'université de Fortaleza ont identifié dans le sertão du Nordeste cinquante-deux plantes plus ou moins productrices potentielles d'essences pétrolières. Parmi elles, quelques-unes prometteuses, comme cette autre euphorbe *Croton Sonderianus*, un arbuste plus connu sous le nom de marmeleiro noir, qui fournit un combustible directement utilisable dans les moteurs. C'est une plante vivace, très répandue, qui pousse vite : les agriculteurs dont elle envahit les champs la considèrent comme une calamité. Elle se contente aussi de terres semi-arides et supporte de grandes périodes de sécheresse. Elle peut donc très facilement recouvrir le Nordeste. Les Brésiliens la voient déjà occuper 4 millions d'hectares pour commencer.

Devant ces chiffres et ces possibilités, on peut se demander sérieusement si les terres arides et actuellement maudites de la planète, terres desséchées, terres de souffrance, terres de délire, ne seront pas, demain, des eldorados conquis à force de technologie agricole, grâce à un effort renouvelé de l'humanité pour domestiquer encore plus d'espèces végétales utiles à ses besoins. Mais qui seront les nouveaux émirs de ces futurs gisements d'or vert ? ■

(1) 1 tonne de pétrole vaut 7,3 barils.

JEUX

Au pied du mur

A. WICKHAM ET B. SPITZ

LA plupart des jeux aujourd'hui sur le marché sont des miroirs de la société, destinés à préparer l'enfant à sa vie future et à lui faire adopter un certain système de valeurs. Mais il en existe encore une catégorie lui permettant de s'exprimer, de créer, d'inventer : les jeux de construction. Autrefois composés de pièces en bois, ils ont beaucoup évolué en un siècle, subissant d'abord l'influence de la révolution industrielle, qui fit triompher le métal, puis celle des progrès de l'industrie chimique qui allaient conduire aux matières plastiques, qui dominent aujourd'hui. L'évolution actuelle semble aller dans le sens d'une plus grande sophistication du produit, une tendance qui pourrait, en étouffant la création ou en exacerbant l'aspect technique, être préjudiciable au caractère ludique du jouet.

L'invention qui supplanta au début du siècle les artisans des Vosges fut l'œuvre d'un Anglais, Franck Hornby. En créant le Meccano, c'est-à-dire le premier système de bandes à trous équidistants permettant toutes sortes de combinaisons, il donnait naissance à un jouet qui allait connaître un succès international et durable. Guy Chanu, directeur des ventes de Meccano-France, explique le succès de son jeu : « *Avec le Meccano, tout ce que vous imaginez, vous pouvez le réaliser et le faire fonctionner. Tout est possible. D'ailleurs, la tour Eiffel, qu'est-ce sinon un grand Meccano ? Certains techniciens s'en servent même pour monter des décors sur les plateaux de télévision. Quant aux enfants, ils fabriquent quelque chose qui marche et qui dure. Ils peuvent donc jouer avec, sans crainte de le casser.* »

Le Meccano domina ainsi, jusqu'à l'apparition dans les années 60 d'une petite brique qui allait révolutionner le monde des jouets : Lego envahissait le marché français. Tout avait commencé vers 1930. A cette époque, une forte crise de l'emploi sévissait au Danemark, faisant de nombreux chômeurs. Parmi eux Ole Kirk Christiansen, alors charpentier dans le petit village de Billund. Il profita de cette occasion pour mettre au point des jouets destinés à éveiller l'imagination des enfants et qu'il appella Lego. Contrairement aux apparences, le mot ne vient pas du latin — il signifierait « je lie » ou « je réunis » — mais du danois *leg godt* qui veut dire « bien jouer ». Ces jouets, encore en bois, connurent un tel succès qu'à la fin de la guerre Lego était devenu la plus grande industrie de la région. Les recherches se poursuivant, les premières briques apparurent au début des années 50. Aujourd'hui, elles sont vendues dans cent six pays et utilisées par cinquante millions d'enfants à travers le monde. En France, deux tiers des familles ayant des enfants de un à quinze ans en possèdent.

Mais en vingt ans les éléments du Lego ont bien évolué. Les pièces créées au début avaient une forme très simple, qui limitait les possibilités d'utilisation. L'introduction en 1958 du système de l'ergot venant s'imbriquer dans des cylindres incorporés dans chaque brique constitua une véritable révolution dans le potentiel de construction. Puis le développement de nouvelles matières plastiques au début des années 60 et l'apparition de... la roue, en 1962, achevèrent de transformer le jeu de construction en véritable univers où l'enfant peut tout recréer.

Électronique

Pourtant depuis quelques années Lego a décidé d'étoffer sa collection en offrant de nouvelles pièces plus réalistes et aux fonctions bien définies : bouquets de fleurs, tableau de vue chez l'opticien, lavabos, lits, plaques chauffantes sont ainsi apparus, risquant de réduire l'esprit créatif à la disposition rationnelle d'éléments ménagers. Nul doute que les enfants ne soient ainsi très bien préparés à installer une cuisine, mais est-ce vraiment le but ? Le jeu de construction risque ainsi d'être réduit à un simple jeu d'imitation.

Selon Colette Chamu, chargée des relations publiques pour Lego : « *Les gens qui voient du mal à cette pseudo-sophistication des pièces sont plutôt les intellectuels, les écologistes ou ceux qui n'ont pas d'enfant.* » Plus nuancé, Jean-Paul Charpentier, directeur de Lego-France, refuse néanmoins également le terme de « sophistication » : « *On essaie simplement d'adapter le produit aux besoins des enfants en fonction de leur âge, et de leur apporter des éléments qui leur permettent d'évoluer. A partir de six ans, un enfant ne peut pas faire uniquement de la création. Il a le désir de réaliser des choses proches de ce qui l'entoure, en particulier dans le domaine de la mécanique. L'esprit d'invention n'est pas du tout tué, pas plus que l'esprit de jeu ; au contraire.* »

L'existence de géants comme Lego ou Meccano avait de quoi décourager plus d'un concurrent éventuel. Il s'en est pourtant trouvé un pour relever le défi : Artur Fischer, industriel allemand spécialisé dans la fabrication de chevilles en nylon, qui se lança dans cette bataille quasiment par hasard. C'est en effet pour changer des traditionnels cadeaux de fin d'année qu'il eut l'idée de fabriquer pour les enfants de ses relations d'affaires et de ses collaborateurs des éléments de fixation qui soient en même temps des jouets. Petit à petit, une gamme complète se constitua, prête à être lancée sur le marché dès 1964 sous le nom austère de Fischertecnik. L'originalité du jouet réside dans le système d'assemblage basé sur le glissement des pièces l'une dans l'autre et dans la très grande variété des modèles possibles, du plus simple au plus compliqué, avec commande électronique.

Ainsi en 1978 fut réalisé pour Renault Machines-outils une maquette en Fischertechnik commandée par ordinateur et permettant la démonstration du fonctionnement de la machine modulaire convertible Renault. Pourtant, malgré cette haute technicité — ou à cause d'elle, — Fischertechnik piétine sur le marché français. Colette Hubert, directrice commerciale de Fischer-France, analyse ainsi cette situation : « *Le premier handicap, c'est la mentalité française — aussi bien chez les adultes que chez les enfants — qui veut que l'on ne se donne pas la peine de réfléchir, contrairement à l'Allemagne, où le jeu a un succès énorme. Le second, le prix, est consécutif à la qualité et au fini des pièces. Enfin, il y a un problème de distribution, beaucoup de détaillants refusant d'accepter les contraintes — notamment les stocks — inhérentes à ce genre de produits.* »

Un échec qui s'explique peut-être également parce que ces pièces sont un peu trop des bijoux technologiques et pas assez des jouets. En effet, quelle émotion, quel poids d'affectivité peuvent se dégager de ces engrenages parfaits ? Les mêmes sans doute que de ces panneaux de Lego poétiquement affublés d'inscription comme Snack-Bar ou Police. L'invasion des blocs électroniques va compliquer encore davantage des jouets qui ne s'adresseront bientôt plus qu'à des ingénieurs en herbe. Des mécanismes aussi complexes, des objets aussi sérieux n'ont plus rien de ludique. Si le jeu de construction en bois a été supplanté commercialement, il est loin d'avoir été remplacé comme compagnon de jeu des enfants. ■

GÉNÉALOGIE

Salt Lake City

PIERRE CALLERY

A PARIS, une petite dalle de bronze, scellée au centre de la place du Parvis Notre-Dame, marque le point de départ des distances kilométriques de nos routes nationales. Tous les Français le savent et aucun ne s'en étonne. En revanche, lorsqu'un même Français se rend, par exemple, au numéro 6405 de la Silverball Street à Salt Lake City (Utah, Etats-Unis), il est quelque peu surpris. Il s'attendait à une rue interminable. Il n'y a pas dix maisons ! La numérotation des immeubles dépend de leur distance du temple mormon situé au centre de la cité.

Le Congrès mondial de généalogie, réuni du 12 au 15 août dernier à Salt Lake City, peut surprendre de façon analogue. Il fut réalisé par l'Eglise de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours.

La présence de deux cent quatre-vingt-dix conférenciers, de quelque douze mille congressistes, aurait pu laisser prévoir une manifestation extrêmement austère, guindée même. Il n'en fut rien.

La ligne générale choisie pour l'ensemble du congrès a conduit les conférenciers à faire connaître, outre les sources et les méthodes, le résultat de leurs recherches et corrélativement les faits de la vie de leurs ascendants. Comme le souhaitaient les organisateurs, beaucoup d'orateurs narrèrent leur histoire familiale.

C'est ainsi que pour l'Europe, parmi les pays limitrophes de la France, l'une des conférences, données par M. Enzo Settesoldi, expliqua longuement comment réaliser une généalogie en Italie, les sources à utiliser et la méthode à appliquer.

Une autre conférence, proposée par M. Leonard W. Moss, traita de la vie de famille en Italie, dans le passé et aujourd'hui. Ce fut surtout une étude démographique. De même, l'art de retrouver l'ascendance suisse des familles américaines fut le sujet d'un exposé de M. Olivier Dessemontet, tandis qu'une deuxième conférence, du même orateur, étudia la famille suisse, également de façon démographique, mais aussi sur un plan plus large : puissance paternelle, caractéristiques religieuses, économiques, etc.

La conférence de M. Hugh T. Law montra de façon remarquable, mais très technique, comment sauter les obstacles de la recherche généalogique en Belgique, et, dans un autre exposé, étudia avec humour les familles du Piémont, province qu'il considérait comme une autre Italie.

Quant à la France, l'étude sur la famille française et sur l'histoire urbaine à partir des recensements, par Mme Katherine A. Lynch, présenta très clairement l'utilisation des documents de dénombrement, précédant celle sur les origines d'un petit Parisien de ce dernier quart de siècle (1).

Tranches de vie

Pour le Royaume-Uni et l'Allemagne, les conférenciers furent beaucoup plus nombreux : un très grand nombre d'Américains sont, nul ne l'ignore, originaires de ces deux pays. Pour n'en citer que quelques-unes, nous avons remarqué en particulier la conférence de M. Arthur E. Imhof sur les liens familiaux dans les fratries allemandes, et celle de M. Lawrence Taylor au sujet de la recherche des photographies pour une histoire familiale britannique.

Toutefois, ce sont les Américains qui s'attachèrent le plus étroitement au sujet proposé pour le congrès : la rédaction d'histoires personnelles et familiales.

Alex Haley narra son histoire personnelle, lorsque pendant douze ans il recherche la trace de ses ancêtres, puis écrivit son livre, *Racines*. Georg D. Durrant expliqua, en s'appuyant sur des événements survenus au cours de sa propre vie, la grande importance de l'histoire personnelle et familiale, véritable histoire, infiniment plus vraie, à ses yeux, que l'histoire générale événementielle.

Cette orientation donnée à la manifestation eut l'heureux résultat de la rendre vivante et, en quelque sorte, attachante. Ce n'était pas un exposé de filiations interminables, sèches et ennuyeuses, mais la présentation de tranches de la vie réelle de nos aïeux, ainsi que des moyens de les découvrir. Le congrès fut une réussite. ■

(1) Voir *le Monde Dimanche* du 22 juin 1980.



MORGAN.

AUTOGRAPHES

Mille ans de manuscrits

Neuf mille cinq cents pages autographes (plus une correspondance) de Paul Claudel viennent d'entrer à la Bibliothèque nationale, s'ajoutant à un fonds très riche de manuscrits, dont M. Roger Pierrot, conservateur de ce département, retrace l'histoire.

ROGER PIERROT

L'APPARITION en Occident du livre imprimé à l'aide de caractères mobiles, au milieu du quinzième siècle — après des *essais* sensiblement antérieurs en Corée. — constitue une révolution capitale dans l'histoire de la production intellectuelle. Cette rupture, essentielle, a permis très vite une large diffusion de l'écrit en de très nombreux exemplaires identiques (ou quasiment identiques), mais elle constitue aussi un simple relais pour la transmission du legs culturel de l'Antiquité et du Moyen Age. L'édition des livres n'est pas née avec l'imprimerie, ce sont simplement les techniques de la fonction éditoriale qui ont été transformées. Depuis l'Antiquité, et pendant tout le Moyen Age, *on a* édité des textes littéraires, les copiant et recopiant de génération en génération. Mais les guerres, les révolutions, le fanatisme ou l'ignorance *nous ont* privés définitivement d'une part énorme, du legs de la production antique et médiévale. Souvent entre l'acte d'écriture et le plus ancien témoin *manuscrit* conservé se sont insérés les siècles, ou même les millénaires, avec toutes les distorsions, omissions, interpolations, transformations volontaires ou *involontaires* que l'on imagine facilement.

Le plus ancien manuscrit conservé de Platon (429-347 avant notre ère) est du neuvième siècle. Sophocle (vers 495-405 avant notre ère) a écrit un nombre considérable de tragédies, sept ont survécu en entier, le plus ancien témoin est daté des environs de 1300. Le « Pro Murena » de Cicéron, discours prononcé en 63 av. J.-C., nous est connu grâce à un manuscrit du quinzième siècle. En dehors des papyrus plus ou moins fragmentaires, les manuscrits d'auteurs classiques, grecs et latins, antérieurs au sixième siècle peuvent *se compter* sur les doigts des deux mains. Nous n'avons évidemment pas de manuscrits autographes de l'Antiquité et encore moins d' « avant-textes » ou de brouillons.

Pour le Moyen Age la situation est trop souvent semblable à celle de l'Antiquité ; parfois il offre aussi d'heureuses surprises. On connaît des copies d'œuvres de saint Thomas avec des révisions autographes et plusieurs volumes de la main de Moïse Maïmonide ou de celle de Pétrarque.

Rien de Molière

Dès qu'on disposa de l'imprimerie, un réflexe assez naturel, lié à l'émerveillement provoqué par ce nouveau moyen de communication, joua. A quoi bon conserver des manuscrits qui sont reproduits fidèlement en assez grand nombre ? De l'atelier revenait un papier sali, froissé, annoté ; pourquoi le garder puisqu'on avait à la place un imprimé harmonieux, bien tiré sur un papier de qualité ? C'est là sans doute une explication de la disparition de la plupart des manuscrits littéraires des quinzième, seizième, dix-septième siècles qui avaient fait l'objet d'éditions imprimées. Les exceptions, assez rares, proviennent surtout d'écrivains appartenant à la noblesse ou à l'Eglise : deux ordres ayant la stabilité et le goût (ou l'obligation) de conserver des archives : la conservation d'un grand nombre de manuscrits de Brantôme en est un *exemple*.

Il faut naturellement distinguer l'écrit littéraire, publié par l'auteur, de celui laissé inédit à sa mort et mis au jour par ses héritiers. Il y a de cela deux exemples célèbres : l'exemplaire dit de Bordeaux de la troisième édition des *Essais* de Montaigne, *utilisé par Mlle de Gournay pour* l'édition posthume, augmentée des ajouts autographes marginaux de Montaigne ; devenu une relique, le volume annoté a été conservé dans les archives familiales avant d'entrer à la bibliothèque de Bordeaux. Pascal, d'autre part, avait laissé inachevé son grand traité d'*Apologie de la religion chrétienne ;* le manuscrit, ou plutôt les liasses *des « Pensées » furent soigneuse*ment conservées, recopiées et éditées par la famille.

Beaucoup de manuscrits de Mémoires — souvent d' « outre-tombe » — ont survécu, des vers aussi, mais fort peu d'œuvres théâtrales ou romanesques publiées par leurs auteurs. Nous n'avons pas une ligne de pièce de théâtre de la main de Molière ou de Corneille, et nous ne sommes guère mieux pourvus pour Racine, dont on connaît toutefois un plan manuscrit pour une tragédie.

Beaucoup de textes autographes de Bossuet, *homme* d'Eglise, ont survécu. Une partie importante de ses papiers, acquise par la Bibliothèque royale au milieu du dix-huitième siècle, avait *été trop libéralement* prêtée à des érudits successifs, qui se proposaient d'éditer les *Œuvres complètes et inédites* de l'Aigle de Meaux. Il fallut une saisie *chez un imprimeur*, en 1817, pour que la Bibliothèque nationale récupère, enfin, trente-quatre volumes inclus maintenant dans le fonds français. Ce *ne sont évidemment pas unique*ment des autographes : il y a de nombreux textes copiés ou dictés, plus ou moins copieusement révisés de la main de Bossuet. Depuis, d'autres autographes de Bossuet sont entrés dans nos collections, en particulier quatre volumes provenant de la bibliothèque de Sir Thomas Phillipps, ayant sans doute la même origine que ceux récupérés en 1817 qu'ils ont rejoints sur *nos* rayons en 1970. En 1973, l'Association diocésaine de Meaux, alarmée par leur état, a déposé à la Bibliothèque nationale un important ensemble de papiers de Bossuet. Ce fonds a nécessité de délicats travaux de restauration pour le sauver des moisissures et éviter la prolifération des micro-organismes.

De nombreux autographes de Fénelon ont été également conservés et même le manuscrit autographe des *Aventures de Télémaque*. Il est vrai qu'il avait été offert par l'auteur au duc de Bourgogne. Plus intéressant est peut-être pour les chercheurs soucieux d'« avant-textes » la copie de l'abbé Porée, portant de nombreuses corrections de Fénelon.

On notera que le manuscrit de Cyrano de Bergerac : *l'Autre Monde ou les Etats et Empire de la Lune* a échappé au grand naufrage des autographes de la littérature *théâtrale* et romanesque du Grand Siècle.

Au Siècle des Lumières la *situa*tion change quelque peu. Pour des raisons de censure, politique et ecclésiastique, toute une littérature clandestine circule sous *forme* de copies manuscrites. Parmi ces copies il y a parfois des autographes. Ainsi un chercheur a montré que le Curé Meslier avait plusieurs fois recopié le « Mémoire » de ses « Pensées et sentiments », sans, hélas ! nous laisser le témoignage de ses repentirs et tâtonnements d'écriture. M. le baron de La Brède et de Montesquieu avait soigneusement conservé, dans les archives de son château, le manuscrit de *l'Esprit des lois* (vendu par ses héritiers, il est entré en 1938 à la Bibliothèque nationale), mais il s'était montré beaucoup plus négligent pour celui des *Lettres persanes*, dont seuls quelques fragments subsistent.

Rousseau copiste

Voltaire et Rousseau ont eu des attitudes très différentes à l'égard de leurs manuscrits. Si les autographes de lettres de *Voltaire existent en nombre* considérable, on n'a pu retrouver pratiquement aucun manuscrit autographe d'œuvre importante. Voltaire a été peu soucieux *de conserver les manuscrits* des œuvres qu'il publiait, quitte très souvent à les renier avec véhémence, par exemple, quand dans une lettre il prétendait ne pas être l'auteur de *Candide*.

Rousseau, lui, a soigneusement conservé tous les manuscrits de ses grands œuvres, souvent en plusieurs états. Si la Bibliothèque nationale est peu riche en manuscrits du citoyen de Genève, la bibliothèque de l'Assemblée nationale a recueilli les manuscrits de la *la Nouvelle Héloïse*, de *l'Emile* et un état des *Confessions*. Neuchâtel conserve, entre autres autographes, *le Contrat social*, *les Rêveries d'un promeneur solitaire* et un état des *Confessions ;* Genève, un autre état du *Contrat social*. Il allait même jusqu'à conserver les brouillons et les minutes de ses lettres et parfois à en constituer, après coup, des recueils apologétiques, où, à l'aide de ces brouillons et minutes conservés, il établissait des versions sensiblement différentes des missives reçues par ses correspondants. Sans entreprendre une psychanalyse d'un *auteur aussi en avance* sur son temps pour la conservation de sa production littéraire, y compris les ébauches, on peut se demander si le métier ingrat de copiste de musique qu'il a exercé ne lui a pas inculqué une révérence particulière pour tout ce qui était tombé de sa plume, sans oublier naturellement son besoin incessant de justification.

L'histoire des manuscrits de Diderot *est un roman aux mul*tiples épisodes. Diderot n'a malheureusement pas plus conservé ses manuscrits d'articles de l'*Encyclopédie* que celui des *Pensées philosophiques*. *Il a pris un plus* grand soin de ses autographes, quand il a renoncé, pour avoir la paix, à publier ouvertement des œuvres « dangereuses ». En dehors des copies très *soignées* et présentant des révisions de l'ensemble de son œuvre, il légua à sa fille Angélique de Candeul une collection d'autographes, dont ceux de *la Religieuse*, du *Rêve de d'Alembert*, du *Plan d'une université*, de *la Réfutation suivie de l'ouvrage d'Helvétius intitulé : l'Homme*, et bien d'autres. Les manuscrits de Diderot étaient restés chez les héritiers de sa fille, qui étaient devenus des gens bien-pensants, ayant des idées fort éloignées de celles de Diderot. Alors que ces papiers étaient secrètement conservés (mal) dans des châteaux normands tout près de Paris, au siècle dernier, le gouvernement français avait envoyé une mission de recherche à Saint-Pétersbourg, pour consulter les copies que Diderot avait vendues avec sa bibliothèque à Catherine II. Au début du vingtième siècle, les héritiers de Diderot *avaient accepté de don*ner leur fonds aux archivistes de la Haute-Marne ; la mort de l'archiviste, tué à la guerre de 1914-1918, entraîna le retour des *papiers aux mains de la famille*.

L'exemple de Hugo

Après 1945, un *savant améri*cain, le professeur Herbert Dieckmann, retrouva la piste des manuscrits et convainquit les héritiers de lui laisser emporter *aux Etats-Unis ce qui* restait du fonds pour l'étudier. Après en avoir dressé l'inventaire, il facilita le retour en France du « fonds Vandeul », qui, grâce à un don de la fondation Singer-Polignac, entra à la Bibliothèque nationale en 1952. Après un grand travail de restauration, le fonds Vandeul constitue un ensemble de quatre-vingts volumes.

La *Bibliothèque nationale* a ensuite acquis deux autographes des *Salons* de 1761 et de 1767, une copie de *la Promenade du sceptique*, et une autre copie, *très intéressante*, du *Rêve de d'Alembert*, copie de Naigeon avec des variantes importantes rédigées par Diderot.

Parmi les autres manuscrits du dix-huitième siècle, il faut mentionner, un peu en vrac, les *Comédies et proverbes* de Carmontelle, restés inédits du vivant de leur auteur ; *le Mariage de Figaro*, de Beaumarchais, magnifique manuscrit de travail, parsemé de corrections interlinéaires avec, çà et là, des adjonctions qui préfigurent les paperoles de Proust ; *les Liaisons dangereuses*, qui sont, avec *la Religieuse*, l'un des plus anciens chefs-d'œuvre romanesques de notre littérature, dont le manuscrit a été préservé.

Au *dix-neuvième siècle*, les perspectives de conservation des œuvres littéraires changent sensiblement. Hugo, Balzac, Flaubert prennent soin, avec un grand respect, de leurs écrits, bien que leurs méthodes de travail et de conservation soient très différentes : Flaubert et Hugo les gardent, Balzac les offre volontiers comme témoignage de son labeur.

Dans la correspondance et les notes de Victor Hugo, il est souvent question de « *malles aux manuscrits* ». Au moment de la fuite en Belgique, après le coup d'Etat du 2 décembre, Juliette Drouet avait été chargée de veiller sur les trésors contenus dans une malle. Cette malle, avec bien des tribulations, suit son propriétaire à Jersey puis à Guernesey. Après la débâcle impériale de 1870, Hugo rentrant en France enferma ses manuscrits dans une grande malle métallique qu'il déposa dans une banque de Guernesey. *Le 31 août 1881*, dans un codicille testamentaire, il exprimait ainsi ses volontés : « *Je donne tous mes manuscrits et tout ce qui sera trouvé écrit ou dessiné par moi à la Bibliothèque nationale de Paris, qui sera un jour la Bibliothèque des Etats-Unis d'Europe.* »

Ce texte a eu une influence considérable sur l'évolution de l'orientation des collections modernes du département des manuscrits ; il marque un point de départ pour *la constitution* des fonds de manuscrits littéraires modernes

Fin de l'âge d'or

L'exemple de Victor Hugo fut rapidement imité, de très importants dons et legs étant enregistrés de 1890 à 1914 : ceux de Edgar Quinet (1890, don de sa veuve, 113 volumes), Ernest Renan (1894, don de ses enfants, 112 *volumes*), Lamartine (1897, don de sa nièce, 69 volumes), Thiers (1900, don de Félicie Dosne, 84 volumes), E. et J. de Goncourt (1901, *Journal* et lettres *reçues, legs, 31 volumes*), Brantôme (1904, don de la baronne James de Rothschild, 13 volumes), Emile Zola (1904, don de sa veuve, 91 volumes et, en *1932, 4 166 lettres* reçues données par l'éditeur Fasquelle), Anatole France (1910, legs de Mme Arman de Caillavet, 21 volumes, d'autres dons compléteront le fonds), Eugène Scribe (1911, don, 105 volumes), Gustave Flaubert (1914, don de sa nièce, 15 volumes).

Des achats systématiques et des dons ont ensuite considérablement enrichi ce fonds Flaubert, par exemple les brouillons et ébauches de *l'Education sentimentale acquis en 1975 grâce* à une subvention exceptionnelle.

C'est seulement dans les années 30 et après 1944 que la *Bibliothèque nationale* a *défini* une politique d'achat de manuscrits littéraires modernes, sans que se tarisse la générosité des grands donateurs.

Parmi les achats de très grands ensembles, il faut citer : Mme Récamier (1951, 40 volumes), George Sand (1951-1953, 66 volumes), Marcel Proust (1962, 177 volumes), Robert de Montesquiou (1964, 369 volumes), Paul Valéry (1973), Jean Giraudoux (1976 et 1979), Colette (1977-1980). Il faut y joindre les achats d'œuvres significatives, mais isolées ; de très grands noms peuvent être cités de Vigny à Rimbaud et Apollinaire, de Stendhal et Balzac à Barbey d'Aurevilly, Montherlant (*le Songe*) et Sartre (*la Nausée*). Des dons fort importants ont continué à affluer : Barbusse (73 volumes), Eugène Dabit (33 volumes), Hetzel (221 volumes).

Parmi les dons les plus récents, il faut rappeler quatre grands ensembles concernant des romanciers : Roger Martin du Gard (*legs de l'écrivain, complété par* une dation en 1977), Jules Romains (don de Mme Lise Jules-Romains en 1977), Georges Bernanos (don de la banque *Rothschild et des héritiers de* l'écrivain, en 1978), Maurice et Philippe Barrès (don de Mme Paul Bazin, en 1978).

Le dix-neuvième et le vingtième siècle ont vu un âge d'or pour les collections littéraires de la Bibliothèque nationale et pour les spécialistes. C'est l'âge de l'avant-texte, des brouillons, des variantes et repentirs, des études génétiques. Mais cet âge d'or *durera-t-il avec les écrivains* qui tapent directement leurs textes, jetant souvent l'original couvert de ratures pour ne nous laisser que des « carbones » fragiles et *moins corrigés*, avec les écrivains qui « disent » leur texte devant un magnétophone ? ■

Le Monde
DIMANCHE

UNE NOUVELLE D'ISTVAN ORKÉNY

Vertige



JOEL BRISSE

LA neige tombait pataude et drue, les tramways tintaient dans le coton, les taxis glissaient, avançaient en trébuchant. La ville paraissait inconnue, comme menaçante, avec ces blanches draperies tombantes, mais Etel ne fit qu'aller et sourire sans même s'apercevoir des rigueurs de l'hiver. Elle avait faim et se réjouissait du dîner : elle désirait bavarder et elle était contente de rencontrer du monde.

C'est Szenczi qui ouvrit la porte. Il lui baisa les mains, déjà il lui faisait la cour. « *Comme vous êtes belle, Etel !* » Pourtant, elle n'était même pas belle, ce n'était que son éclatante joie de vivre qui l'illuminait comme une ampoule bien forte. « *Oh ! mon Dieu ! je suis en retard ?* demanda-t-elle avec une pointe d'inquiétude feinte. *Je suis la dernière ? Et mon mari est déjà là ? — Non,* la rassura Szenczi. *Laci vient de faire dire au téléphone par l'anesthésie que l'opération durait encore et que l'on devait se mettre à table sans lui...* » Et il cria à sa femme par la porte : « *Tu peux commencer à servir, Judit !* »

Dans la salle à manger, il lui prit le bras et ainsi il présenta à chacun l'invitée arrivée en retard. « *Qui ne connaissez-vous pas, Etel ?* » Elle connaissait Kalvin et de plus elle l'aimait bien : pendant un instant, elle oublia sa main dans la sienne. « *Venez, Etel... Permettez-moi de vous présenter M. Turanszki. C'est lui qui avait caché Judit pendant la guerre...* » Et puis, il ajouta : « *Turanszki est poète, vous savez...* »

Turanszki, qui était très brun, se leva et déglutit. Ses cheveux, qui devenaient rares, poussaient autour de deux épis et se séparaient en deux touffes sur sa tête. Il resta debout gauchement, il se sentait toujours gêné quand, en sa présence, on l'appelait poète et, cette fois, la petite pause qu'il y eut entre l'annonce d'avoir caché Judit et le mot poète le dérangea particulièrement. Turanszki n'avait pas écrit de poèmes depuis vingt ans... En avait-il jamais écrit ? Il avait un magasin de tabac en gros, c'était certain. Szenczi ne se moquait-il pas de lui, au moins ? — essaya-t-il de deviner, mais là, il se trompa. Szenczi ne se moquait pas de lui ; bien qu'il fût avocat général, toutes les professions s'inscrivaient dans la même colonne, que la personne en question soit poète ou charcutier. Cette pause-là, ce souffle dramatique, ne s'adressait pas au poète, mais à lui-même, aux mots : le temps des croix fléchées (1). Ce fut le grand tournant dans la vie de Szenczi, son grand souvenir, son grand frisson. Aujourd'hui même, après des années, Szenczi ne connaissait que deux sortes d'individus : ceux qui avaient caché des gens, comme Turanszki, Kalvin ou Etel Kaldi qui avait sauvé son mari — et ceux, comme Kaldi ou Judit ou lui-même qui étaient cachés et persécutés. Szenczi portait fermement la croix jaune, mais maintenant à même la peau, sous les vêtements.

A PRESENT, Turanszki se trouvait face à Etel et, à cet instant, il s'oublia lui aussi dans ces yeux célèbres. A la surface, ces yeux brillaient tout brun comme du pétrole fraîchement jailli, mais, en profondeur, tout au fond, une minuscule pépite scintillait dans chacun d'eux. Ce petit grain d'or suffisait à réveiller l'aventurier, le tricheur, le chercheur d'or en chaque homme. Turanszki chipotait dans son assiette, sans appétit. « *De nos jours, on ne peut pas écrire* », commença-t-il, car la petite pause continuait toujours à trotter dans sa tête. Il éprouva le besoin d'apporter des explications : « *Qui sait écrire aujourd'hui ? Celui qui est écrivain se tait, il promène son chien, il n'écrit même pas de journal... Pour quoi faire ? Pour qui ? Sur quoi ?.* » « *Mais pourquoi n'écrivent-ils pas ?* » demanda Etel, que ne préoccupait pas le moins du monde le fait de savoir si les écrivains écrivaient ou non. Mais elle avait remarqué l'émotion de Turanszki et elle lui tendit la question comme on ajoute de la vapeur à la chaudière.

Il n'en fallait pas plus à Turanszki. « *Mais vous le savez, madame, la coalition...* » commença-t-il. Etel fit oui de la tête sans savoir, à vrai dire, de quoi il s'agissait. Et Turanszki continua : « *Nous vivons dans un monde très enrégimenté... Que faire ? L'art commence là où l'approbation s'arrête, n'est-ce pas ? L'éventail est large, il va du grognement à la révolte, mais il n'y a pas de place pour les signes de tête approbateurs. Et nous, écrivains...* » Depuis qu'il n'écrivait plus, il parlait toujours au pluriel, *ex cathedra*, au nom de tous les écrivains. Il se prenait pour l'ambassadeur de la littérature hongroise, et c'est en cette qualité qu'il déclara : « *Ou la coalition échoue, ou les arts...* » A cet instant, on sonna. Etel leva les yeux. « *C'est mon mari.* » « *Va réchauffer sa part* », dit Szenczi à sa femme, mais Etel fit non de la tête. Après une opération, il n'est pas capable de manger, même pas une bouchée. Il est comme un malade fiévreux ; il a seulement soif, mais pas faim... Du café ? Ça, oui. Du café et du cognac. Jusqu'à ce qu'il se calme. Kaldi se mit à côté de Mme Szenczi. Il avala le cognac comme un avaleur de sabre, la tête renversée. Chez Kaldi, tout était spectacle. Lorsqu'il entra, la pièce se remplit d'odeur d'éther et d'une chaleur lourde, animale, comme si on y avait amené une vache. C'était un homme petit, costaud, tout en muscles — et maintenant on sentait en lui quelque chose comme une fièvre étrange, une tension, une excitation... « *Tu as bu, toi ?* », demanda Etel. « *Deux cognacs après l'opération... C'était une rachitomie épuisante. Deux grains de plomb dans les vertèbres lombaires...* »

Etel le regarda. Elle l'aimait aujourd'hui encore, même au bout de dix ans, et en particulier maintenant, car, enfin, si tard et de façon si inattendue, elle était dans une situation intéressante. Elle était dans son cinquième mois, et personne ne le savait guère parce que cela ne la marquait pas. Elle était plus svelte que jamais, et même plus heureuse. Parce que, jusque-là, malheureusement, elle n'avait pas pu l'être. Kaldi se distingua à la fin des années 20, avec deux travaux. Il débuta comme le fait un homme de génie, mais il était juif et aucune chaire ne lui échut. Il devint chirurgien, puis médecin-chef, il se fit un nom. Savant, il ne le devint pas. Il ne le devint pas plus tard non plus, alors qu'il fut le premier à être réhabilité après la libération ; mais, maintenant, il était trop tard, la science l'avait dépassé.

Ils n'étaient que deux à boire : Turanszki et lui. Quand le poète lui tendit son verre, Kaldi trinqua avec lui et dit : « *Salut...* » Et toi, qui es-tu ? — se dit-il en se rappelant qu'il ne s'était même pas présenté. Mais à ce moment-là, ce n'était plus possible. Turanszki continua le toast. « *Je ne suis pas membre du Parti... Les communistes feraient de moi un secrétaire d'Etat, sans doute...* » Et il se tut parce que quelqu'un venait de lui donner un coup de pied.

Mme Szenczi se rappela que Kaldi était communiste. Et si par hasard il se fâchait ? Mais Kaldi ne fit que sourire pour voir si le poète allait continuer. Turanszki sentit qu'il se heurtait à un mur. Il préféra boire. Mme Szenczi déglutit un grand coup. « *Mon Dieu !* demanda-t-elle rapidement, *une rachitomie est très dangereuse, n'est-ce pas ?* »

Kaldi haussa les épaules et il se versa à boire. Ce n'était plus la soif, mais l'ivresse qui en réclamait davantage. « *Une rachitomie ? Il y avait une fois... Je ne vous ai pas encore raconté ? A toi non plus, Etel ? Cela se passa après le siège. Une jeune fille de dix-sept ans... Tu entends ça Kalman ? Et elle était blonde comme... comme l'épi de seigle. Et belle, et elle m'a souri, et elle m'a dit : « Professeur... » Elle souriait sans cesse comme quelqu'un qui entend toujours de la musique, quelque chose de doux et de lointain. Mais cette musique, ce n'est que moi qui croyais l'entendre. Elle n'était que jeune, légère et douce et infirme de la jambe gauche. Elle avait deux éclats dans la colonne vertébrale. Elle était capable de marcher, mais elle traînait sa jambe gauche... Qu'est-ce qu'il y a ? Qu'est-ce que tu as ?* »

Les yeux de Turanszki s'allumèrent et brillèrent comme ceux d'un chat. Le fragment d'une phrase avalée à mi-voix lui échappa de la gorge : « *Rien. Continue. Comment était cette fille ? — Comment elle était ? Elle était belle, j'ai dit. Je lui ai fait une radioscopie et j'ai découvert deux splitters dans la vertèbre. Je lui ai dit : mademoiselle, ils sont difficiles d'accès. — Mais professeur, je veux vivre... Je lui ai dit : mademoiselle, les risques sont grands. Il est possible que ça soit léthal. Il est possible que cela devienne pire, que vous soyez entièrement paralysée !... Vous avez une chance sur quatre...* » Elle m'a sauté au cou : « *Professeur, si je n'en avais qu'une sur dix, qu'une sur vingt, qu'une sur cent... Je ne veux pas rester infirme. Faites-le, professeur, me disait-elle en se cramponnant à mon cou, et elle riait et elle était heureuse. La jeunesse !* »

ETEL observa Turanszki, qui était assis sans bouger, mais qui, à l'intérieur de lui-même, était toute incandescence et vibration comme une forge de fer. La question gicla de lui en jetant des étincelles : « *Tu l'as opérée ? — Attends... — C'est toi qui l'as opérée ? — Attends, je dis. Bois quelque chose. Toi aussi, Etel... C'est moi qui l'ai opérée. Mais avant, elle est restée quinze jours chez nous, je lui ai fait environ vingt radiographies, je m'y préparais... Et elle était toute contente et n'arrêtait pas de sourire, elle avait embobiné tout le monde aux services chirurgicaux, les malades, les médecins et les bonnes sœurs, et même la vieille Valéria, cet arbre desséché, Etel la connaît...* » Etel fit oui de la tête. « *Et toi aussi ? — Moi aussi, mon cœur.* »

« *Etel est jalouse* », décocha Kalvin, cet éternel importun.

Etel n'était pas jalouse. Elle éprouva cependant un léger vertige qui venait peut-être de son état ou seulement du cognac. Kaldi parla de la jeune fille. Combien profondément elle dormait, qu'elle était un petit peu flemmarde, bavarde comme une pie, curieuse, une vraie commère, une petite de dix-sept ans, que vous dire de plus ?... Et elle s'appelait « *Csöpi* » (2) — *Csöpi, tu dis ? — Tout le monde l'appelait ainsi. Et ce nom lui allait bien... Nous sommes allés à l'Opéra la veille de l'opération parce qu'Etel avait acheté un abonnement. Après le spectacle, j'ai acheté un journal du soir et j'ai vu tout d'un coup : la police communique : avis de recherche de la section politique : on recherche une jeune fille, spectre de la maison des croix fléchées de 'a rue Varoshaz, une Maria Untel, peu importe son nom, âgée de dix-sept ans, cheveux blonds, yeux bleus, elle a assassiné cent dix-sept personnes. Et j'étais couché là sur mon lit, raide comme un cadavre... On recherchait Csöpi !* »

Mme Szenczi s'acrocha au bras de son mari, mais la terreur l'avait frappé lui aussi. Turanszki se calma, visiblement. On n'entendit que sa voix rauque : « *Et tu l'as dénoncée ? — Attends. J'ai dit que je l'avais opérée. Le lendemain matin de huit à onze. L'opération a duré trois heures... — Et après ? C'est toi qui l'a dénoncée ?* » Kaldi le regarda, étonné. Lui, il venait de se rendre compte à l'instant de ce que les autres autour de lui avaient vu depuis longtemps, que là, il ne s'agissait plus de cette opération... « *Elle a reçu une solution physiologique de chlorure de sodium et un peu de caféine l'après-midi... Qu'est-ce que tu as, Etel ?* » Etel était prise de vertige à nouveau, mais qui ne venait pas de son état.

ET elle n'était pas la seule à éprouver le vertige. Les Szenczi étaient assis, tout pâles en regardant, horrifiés, le vin jaune dans leur verre de cristal. Lajos Kalvin regarda Kaldi toujours silencieux. C'est grâce à lui qu'il était là, qu'il était envoyé à la retraite sans un mot, bien qu'il ait travaillé au service de contre-espionnage pendant quinze ans... Il aurait donné sa vie pour Kaldi. Mais il était pris de vertige lui aussi, pas seulement Etel. Comme si un tremblement de terre muet et silencieux était passé à travers eux, l'immeuble, la rue Régiposta, tout Budapest. Le lustre ne se balança pas, les meubles ne craquèrent pas, le séismographe n'aurait même pas signalé les amplitudes. Eux seuls le sentirent. Etel avait le vertige, Mme Szenczi tremblait, Lajos Kalvin ressentit une douleur dans la région du cœur. « *C'est comme ça que nous vivons*, pensa-t-il angoissé. *Quelle ville, quel pays, quelle vie ! Un million de personnes dont la moitié est bourreau, l'autre moitié est victime.* » Et il se dit qu'il aurait été bon de s'enfuir avec Etel dans un pays lointain, quelque part, et de vivre tranquillement avec cette femme au sang chaud, aux pas assurés, née pour être heureuse. Etel était sûrement très forte.

Elle ne l'était plus. Elle avait les yeux éblouis, les oreilles rompues, et la pièce tournait lentement autour d'elle. Elle entendit à peine la voix de Szenczi : « *Je connais cette histoire. Le tribunal populaire l'a condamnée à mort.* » Kaldi opina de la tête, se versa à boire, il but. « *J'étais là,* dit-il âprement. *D'après les témoins, Csöpi portait un uniforme, des bottes et elle avait une mitraillette. C'est elle qui dirigeait les exécutions. — C'est faux.* » C'était Turanszki. « *Vingt témoins l'ont avoué. Une fois, après la salve, elle s'est approchée du mur. Il y avait vingt corps par terre, huit familles. Elle a demandé : Quelqu'un est vivant ? — C'est faux. — Il y a des témoins. Quelqu'un est vivant ? a demandé Csöpi, et un garçon de neuf ans s'est levé en disant : Moi, madame. C'est ce que le gosse a dit et Csöpi l'a abattu. — C'est un mensonge... — Ce n'est pas un mensonge. J'ai assisté au procès. Csöpi me souriait, elle m'a même salué. Et m'a fait signe que je ne devais pas avoir peur, elle non plus n'avait pas peur. — Parce qu'elle avait confiance en toi. Parce que c'est toi qui l'avais opérée. — Oui. Parce que je l'avais opérée et je l'avais guérie. Elle est restée pendant quatre semaines dans mon service. Et après ? — Après, ils sont venus la chercher. — Parce que tu l'as dénoncée ? — Parce que je l'ai dénoncée.* » Turanszki laissa tomber les mains sur la table. « *Tu es lâche* », dit-il doucement. Kaldi se pencha en avant et lui dit en chuchotant : « *Mais qui es-tu ? Et qu'est-ce que tu as à voir avec Csöpi ? — Csöpi était ma fille, ma fille cadette...* » La voix était celle d'un homme qui pleure. Mais Turanszki ne pleurait pas. Il saisit à pleines mains le plateau de la table. La terre venait de bouger sous lui aussi.

« *J'ai vraiment le vertige. Laci...* » Kaldi prit le bras de sa femme et l'accompagna dehors. Les Szenczi étaient debout, désemparés, ils les aidèrent à enfiler leur manteau : « *J'appelle l'ascenseur...* » Mais Kaldi prit sa femme dans ses bras et il descendit en la portant comme un enfant.

« *Tu as encore le vertige ? Respire bien et prends-moi par le cou...* » Cela ne servait à rien. Pourtant, un vent froid souffletait dehors, délicieux, la neige cessa de tomber, et la voiture glissait doucement vers leur maison comme si rien n'était arrivé. Un beau soir d'hiver dans la neige. Une vie en sécurité, tranquille, et la paix pour ceux qui ont de la bonne volonté. En elle, sous son cœur, l'enfant qui va naître pour continuer de vivre cette sécurité, ce silence en paix... Et alors, une jeune blonde sort tout d'un coup du passé, en souriant doucement, la mitraillette à la main, et elle fauche en tournant la salle à manger des Szenczi.

« *Est-ce que ton vertige est passé* », demanda Kaldi, et il lui tendit la main. « *Je le sens encore un peu* », dit Etel. La main dans la main, ils marchèrent vers la porte sur la neige qui craquait sous leurs pieds. ■

(Traduction d'Iboiya Virag.)

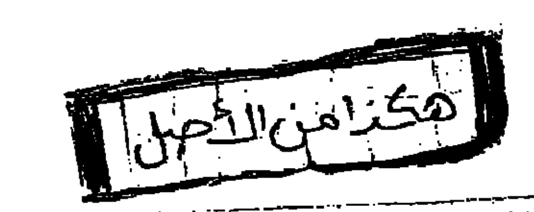
[Né en 1912, ISTVAN ÖRKENY est romancier et dramaturge. Ses *Minimythes* ont été traduits en français (Gallimard, 1970) et deux de ses pièces ont été jouées en France : *la Famille Tott* (1968) et *Chat* (1976). Cette nouvelle a été publiée en 1976 à Budapest dans un recueil intitulé *Jusqu'à quand vit un arbre*.]

---

(1) Nom du parti fasciste hongrois.

(2) De l'adjectif « csöpp », synonyme de petit.

SOMMAIRE



CENTENAIRE

Le mythe de l'école de Jules Ferry

L'école de Jules Ferry a cent ans. Le père de l'école primaire laïque, obligatoire et gratuite, en est-il réellement le héros? Les images d'Epinal commencent à jaunir.

EDWY PLÉNEL


I.N.R.P., Collections historiques.

PAUVRE Jules Ferry ! Que d'amertume dans son regard s'il lisait les travaux qui, de nos jours, s'acharnent à réévaluer son œuvre. Indéniablement, Clio et ses artisans lui jouent des tours. Cent ans après les grandes lois auxquelles son nom est attaché, cent ans après ces textes fondateurs qui, de 1881 à 1889, instaurent l'école primaire publique, laïque, obligatoire et gratuite, les mythes sont mis à rude épreuve.

Car il y avait — il y a — une légende. Mythe tenace des origines, d'un avant et d'un après nettement dissociés, dont l'œuvre scolaire de la IIIe République aurait été la frontière intangible : au désert scolaire, à l'incompétence des maîtres à l'ignorance crasse, aurait subitement succédé la rédemption scolaire, en sa forme étatique et républicaine. Longtemps reproduite par l'institution scolaire elle-même, qui y confortait sa légitimité, cette représentation apologétique refuse de réévaluer le bilan de l'école républicaine à l'aune de l'histoire concrète. N'y défilent que de belles images atemporelles : joie lumineuse de l'école pour les élèves, enthousiasme de la « mission » enseignante, communion populaire sur l'autel de la laïcité. Tracée à gros traits, cette épopée est réversible : à « *l'Ecole libératrice* » (1) des uns, dont les mots-clefs seraient la promotion, la générosité et l'égalité (et non la soumission, l'individualisme et la sélection), s'oppose la caricature antilaïque des autres, où les « *Hussards noirs de la République* » (2) ne seraient que les boutefeux de la discorde nationale et du désordre social.

Ce que change véritablement l' « école de Jules Ferry » n'est pas forcément ce que ses promoteurs disent vouloir changer. Il faut aller au-delà de l'exégèse des textes officiels, confronter le discours éducatif des leaders républicains à la réalité de l'institution, des pratiques enseignantes, des pesanteurs sociales, comme des résistances des populations. C'est cette démarche qu'adoptent désormais les historiens de l'éducation et que résument les animateurs du service d'histoire de l'éducation, créé en 1977 à l'Institut national de la recherche pédagogique : « *Entre le mythe des origines et celui du toujours-déjà-là, l'historien doit explorer la voie des évolutions, lentes ou accélérées : l'enseignement primaire ne connaît ni la permanence — malgré des pesanteurs parfois séculaires — ni les ruptures — malgré les coups de clairon des réformateurs. C'est ainsi que l'on se méfiera de la dichotomie entre l' « avant » et l' « après-Ferry », dont cent ans d'école primaire publique ont réussi à faire l'un des mythes majeurs de la conscience collective.* » (3).

Ainsi se succèdent, au fil des recherches, des révisions déchirantes. Non, l'école républicaine n'a pas alphabétisé la France : *grosso modo* elle l'était déjà. Non, la République conquérante n'était pas un paradis pour les maîtres : ils connaissaient des fins de mois difficiles, étaient soumis à une hiérarchie tracassière, vivaient effacés et marginalisés au sein des communautés villageoises plutôt que radicalement engagés. Non, l'école primaire n'était pas un havre de liberté et d'égalité : école du peuple, *les riches s'en passaient*, elle n'ouvrait guère les portes de l'enseignement secondaire, et la *discipline y était souvent sévère*...

Les lois du 16 juin 1881 et du 28 mars 1882, qui instituent l'enseignement gratuit, laïque et obligatoire de six à treize ans (4), n'entraînent pas un saut décisif de la fréquentation scolaire. Celle-ci croît régulièrement tout au long du siècle : 866 000 élèves et 20 734 écoles dans l'instruction primaire en 1817 ; 1 939 000 élèves et 42 092 écoles en 1832 ; 2 690 000 élèves et 52 779 écoles en 1837 ; 4 336 000 élèves et 68 761 écoles en 1863, et, enfin, en 1876-1877, cinq ans avant les lois Ferry, 4 716 000 élèves et 71 547 écoles (5). L'évolution des effectifs de 1880 à 1900, d'environ 5 300 000 à 6 300 000, poursuit une progression *similaire*, sans bond significatif. De la même façon, le proportion d'illettrés parmi les conscrits, les époux et les épouses baisse régulièrement de 1830 à 1914. La gratuité n'est pas en reste : si elle stagne sous l'Empire autoritaire, touchant 39 % des élèves en 1850 et 38 % en 1861, elle en concerne déjà 41 % en 1866, puis 54 % en 1872 et 57 % en 1876-1877. Même évolution régulière pour les écoles *normales* : la première voit le jour en 1810 à Strasbourg, sur le modèle du Lehrerseminar allemand, il y en a 47 en 1832, puis 78 dès 1850. Bref, les grandes lois laïques donnent un coup de pouce à un mouvement déjà bien amorcé.

Unité

Pour autant, les réalisations ne sont pas négligeables. Avant 1880, la scolarisation reste hétérogène, la fréquentation brève et irrégulière, les méthodes très diverses. Aux républicains d'y remédier, de faire œuvre d'unité. Aussi leur tâche consiste-t-elle à améliorer l'assiduité, à généraliser les écoles de hameaux, à supprimer quelques disparités régionales, à accroître l'efficacité scolaire en accordant crédits et locaux, à homogénéiser enfin les pratiques pédagogiques.

Mais la IIIe République ne crée pas l'école primaire : celle-ci lui préexiste. Il y eut de bons maîtres avant que ne s'érige l'Etat-éducateur. De plus, l'alphabétisation des Français n'est pas fille exclusive de l'école. Avant Jules Ferry, Guizot, auteur de la première loi qui, le 18 juin 1833, réorganise l'enseignement primaire, reconnaît qu'il n'a pas « créé » mais seulement « fait aboutir ». Dans le manège à *trois* — l'Etat, l'Eglise, les communautés villageoises — qui domine les balbutiements de l'institution scolaire française, le troisième acteur est généralement oublié. Le lent échafaudage de l'école publique — dont le projet est énoncé dès la Révolution française (6) — n'aurait guère été stable s'il n'avait canalisé une demande sociale, désir de lire et d'écrire parmi les populations, divers et contradictoire selon les régions et les classes. C'est ce désir profond qui, devançant les réglementations nationales, a amené les communautés à agir pour elles-mêmes, les maîtres-cabaretiers à tenir classe dans leur échoppe, les maîtres ambulants à proposer leurs services, les habitants à se réunir pour les choisir et fixer leur rétribution.

« *Il n'y a pas lieu de discuter aujourd'hui sur les avantages et les inconvénients de l'instruction primaire*, écrit en 1851 un des enquêteurs de F. Le Play (...). *Celle-ci ne peut être refusée aux populations ; elle est véritablement devenue un besoin social.* » Recherchant les traces de ce besoin social dans leur enquête sur « *l'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry* », François Furet et Jacques Ozouf concluent : « *L'école élémentaire (...) est déjà florissante dans le dernier siècle de l'Ancien Régime, et même, selon les régions et les paroisses, avant (...). A la fin des années 70, l'immense majorité des enfants français, filles ou garçons, passe déjà — plus ou moins longuement, plus ou moins assidûment — par une école (...), qui en outre est dans la très grande majorité des cas une école publique* (7). » Il faut, ajoutent-ils, « *restituer à la société elle-même la responsabilité majeure de cette transformation. L'Eglise, l'Etat, l'école, n'en sont que des figures et des agents* ». Et si, dès 1852, les municipalités sont dessaisies de la nomination des maîtres, confiée aux recteurs, puis aux préfets, ce n'est somme toute que de 1889 que date leur véritable fonctionnarisation, les instituteurs étant, à partir de cette date, payés par l'Etat (loi du 19 juillet 1889).

On oublie trop souvent aussi le poids des apprentissages mutuels, sur le tas, dans les corps de métiers ou au sein des familles, dont l'extension de l'école publique réduira progressivement l'espace. En milieu ouvrier, tout au long du dix-neuvième siècle, cette instruction sans école est déterminante : 87 % des ouvriers parisiens, hommes et femmes confondus, savaient lire et écrire en 1860, bien avant que la scolarisation étatique n'ait été généralisée. L'instruction mutuelle à tous âges, en tout lieu, était la règle, et les contrats d'apprentissage comportaient couramment des clauses en ce sens (8).

L'œuvre de Jules Ferry n'est donc pas l'alphabétisation. Gratuité, obligation, laïcité : de ces trois notions de référence, la troisième est plus décisive que les deux autres. Elle donne la dimension essentielle : politique et idéologique. Car, s'ils ne créent pas l'école primaire, les républicains fondent l'école... *républicaine*, l'école de l'Etat républicain. Avant d'être proprement scolaire, la rentabilité recherchée est politique. Désormais est consacré — et pour long*temps* — le principe selon lequel non seulement l'éducation passe par l'école mais de plus celle-ci est affaire d'Etat.

Intervenant à la Chambre des députés le 5 mars 1880, Jules Ferry lâche cette définition limpide : « *L'Etat — l'Etat enseignant et contrôlant l'enseignement...* » Il apprécie la formule et la reprend plusieurs fois dans le même discours, renchérissant le 25 mai de la même année : « *Nous avons sur l'Angleterre et sur les Etats-Unis cette supériorité de considérer que l'enseignement (...) n'est point matière d'industrie, mais matière d'Etat, et que les intérêts intellectuels de l'enfance sont sous le contrôle et la surveillance de l'Etat.* » A cette époque, les discours sont francs, abrupts et sans détours : « *Nous attribuons à l'Etat*, dit encore Ferry le 26 juin 1879, *le seul rôle qu'il puisse avoir en matière d'enseignement et d'éducation... Il s'en occupe pour maintenir une certaine morale d'Etat, certaines doctrines d'Etat qui importent à sa conservation.* »

Cette école-là est clairement engagée, militante. « *La République a fait l'école, l'école fera la République* », écrit en 1883 l'officielle *Revue pédagogique*. Mot d'ordre qui n'a rien de commun avec la « *politique partisane* », mais qui, au contraire, s'habille des vertus de l'intérêt général : on ne fait pas de politique à l'école, *disent déjà les* républicains, mais on doit y faire accepter la démocratie parlementaire et ses institutions comme forme naturelle du politique. La neutralité laïque est en fait le parti pris de l'Etat-éducateur. Jules Ferry l'explique franchement, comme à son habitude : « *Faire aimer la République est une politique nationale*, dit-il aux instituteurs. *Vous pouvez, vous devez la faire entrer (...) dans l'esprit des jeunes enfants. Mais la politique contre laquelle je tiens à vous mettre en garde est celle que j'appelle la politique militante et quotidienne, la politique de parti, de personnes, de coterie. Avec cette politique-là, n'ayez rien de commun.* »

Bien sûr, ce militantisme républicain et patriotique a ses raisons : en face, n'y a-t-il pas l'Eglise ? Toutefois, se glissent ici aussi quelques images d'Epinal, inversées selon le camp qui les édite : d'un côté, un Jules Ferry preux chevalier guerroyant contre l'obscurantisme religieux ; de l'autre, la franc-maçonnerie à l'assaut de la libre croyance. C'est s'en tenir à la lettre des discours polémiques. Car, en réalité, le conflit de l'Eglise et de l'Etat n'est pas d'abord religieux, ni même éducatif. La contradiction principale est sur le terrain politique : entre deux partis, deux factions de la classe dominante, qui se disputent le pouvoir politique. L'essentiel est la complicité militante de l'Eglise avec la fraction agrarienne, monarchiste et catholique, opposée à la bourgeoisie industrielle, républicaine et libérale. Et quand Gambetta lance, en 1877, son mot d'ordre « *le cléricalisme, voilà l'ennemi !* », il s'empresse d'ajouter : « *Ce qu'il faut, c'est signaler et dénoncer sous le masque transparent des querelles religieuses, l'action politique d'une faction politique.* » Les conservateurs étaient condamnés parce qu'ils s'accrochaient à l'appareil de l'Eglise, alors qu'il fallait en arriver à la mise en forme d'un appareil d'Etat moderne, apte à rassembler la bourgeoisie tout en nouant des alliances avec la paysannerie, à produire le consensus et l'adhésion nécessaire à la stabilité de l'ordre social, et, pour ce faire, capable d'unifier la nation.

En fait, la laïcité combat sur deux fronts : les conservateurs mais aussi les travailleurs. Si les lois laïques renforcent la défaite politique du camp cléricalo-monarchiste aux élections législatives de février 1876, elles prolongent aussi celle de la classe ouvrière en 1871, avec l'écrasement de la Commune. Pour s'acquérir les suffrages des dominés, l'idéologie laïque est rentable : en désignant à la vindicte le clergé, elle fait oublier l'Etat éducateur. Tour de passe-passe que résume joliment un journal militant d'alors : « *Et faudra-t-il qu'on nous fasse à perpétuité manger du prêtre, pour nous ôter l'appétit de la liberté* », écrit, en 1882, *l'Intransigeant*, tandis que le parti ouvrier français, lors de son congrès de 1902, décrit l'anticléricalisme républicain comme une « *manœuvre de la classe capitaliste pour détourner les travailleurs de leur lutte contre la servitude économique* ».

En 1879, devant le conseil général des Vosges, Jules Ferry résume fort bien cette double lutte : « *Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. (...) Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles ne se constituent ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871.* »

Dualisme

En ce sens, l'anticléricalisme républicain, quoi qu'on en dise, a ses limites. Non seulement le conflit est politiquement de courte durée, la politique dite du « ralliement » marquant à partir de 1890 les retrouvailles des deux clans ennemis, mais, de plus, les républicains refusent le monopole d'enseignement, prôné sous la Commune, reconnaissent dès le départ le dualisme scolaire et acceptent l'existence d'un enseignement privé concurrentiel. Ainsi, à propos de l'Université, Jules Ferry n'hésite-t-il pas à se présenter « au premier rang » des défenseurs de la liberté de l'enseignement. Même la politique du bloc des gauches et celle du « petit père Combes », qui aboutissent, le 9 décembre 1905, à la *séparation de l'Eglise et de* l'Etat n'abattront pas l'école privée.

Au *total*, l'enjeu est bien le contrôle de l'école, plutôt que sa transformation. Et il passe par celui des maîtres. La IIIe République systématise cette œuvre commencée sous l'Empire : la constitution d'un « corps enseignant », corps d'Etat comme l'on dit corps d'armée. Libérés des tutelles locales, délivrés des notables tatillons, enlevés au droit de regard des usagers, les maîtres sont dans le même mouvement soumis aux directives des inspecteurs et au pouvoir des préfets. « *Le corps enseignant étant un, l'esprit qui l'animera sera nécessairement un* », disait déjà Napoléon. Principe que traduit en ces termes une circulaire ministérielle du 1er mars 1893 : « *Dans l'organisme administratif et gouvernemental, tout se tient, tout est solidaire. Une pensée commune doit dominer et relier tous les services ; toutes les autorités doivent travailler de concert en vue d'un même but : le bien de l'Etat et de la République.* »

La rançon de cette soumission est la promotion, qui est politique avant d'être sociale. Elevé serviteur de la République, l'instituteur n'en reste pas moins pauvre, malgré les promesses : « *Pour la première fois, messieurs de l'enseignement primaire*, lui avait dit Jules Ferry, *vous est reconnu le droit de bourgeoisie dans cette grande Université de France à laquelle vous appartenez.* » La réalité est tout autre : « *En 1914*, précise Theodore Zeldin, *des instituteurs d'Alsace-Lorraine (sous souveraineté allemande) recevaient un salaire deux fois plus élevé que celui de leurs collègues français et, dans une enquête internationale, les enseignants du primaire en France furent classés comme les plus mal payés d'Europe, venant à la vingt-cinquième place, à égalité avec ceux du Monténégro* (9). »

Difficile condition dont l'amertume n'est pas seulement matérielle : le maître d'école « *a-t-il des amis ? On l'accuse de nouer des intrigues. Fréquente-t-il le maire ? On l'accuse de comploter contre le curé. Visite-t-il le curé ? On l'accuse de conspirer secrètement avec la réaction. Reste-t-il à l'écart ? Il a tous les partis pour ennemis* » (10).

Ascèse

Aussi le devoir d'Etat est-il entièrement fait d'ascèse : « *L'instituteur a l'obligation de se montrer particulièrement sévère pour lui-même* », affirme le code Soleil qui, encore de nos jours, édicte le credo laïque originel. « *Placé dans une situation difficile, sous le regard de tous, il ne peut oublier un seul instant que ses faits et gestes — son langage, ses relations, sa conduite — sont soumis au contrôle public, et qu'il est impossible que toute sa vie privée ne soit pas l'illustration de la leçon de morale ou de civisme qu'il donne à l'école. L'institutrice, surtout, aura à se surveiller...* » (11).

Mais, aussi pauvre et surveillé soit-il, le maître d'école est néanmoins rempli d'importance : parce qu'il incarne l'Etat, parce qu'il est l'Etat en actes aux cinq coins d'un Hexagone qu'il contribue à unifier.

En ce domaine il n'a guère de concurrents : en 1881-1882, on dénombre 75 635 écoles primaires et 124 965 maîtres d'école, alors qu'en 1870 on ne comptait que 5 286 bureaux de poste et 3 000 employés dans l'ensemble des ministères centraux. Qui d'autre peut donc mieux que l'instituteur camper sur l'ensemble du territoire la figure de l'homme fonctionnaire ? Et, ainsi, rendre enviable le modèle : paré des vertus de la tâche éducative et investi d'espoirs d'ascension sociale ?

Tel est le ressort de l'alliance durable des instituteurs et de la République. Comme le dit Ferdinand Buisson, l'auteur du célèbre *Dictionnaire pédagogique*, la République ne se contente pas d'émanciper l'instituteur des « *tyrannies séculaires* » : « *Elle lui fait confiance* », elle fait « *de lui, ouvertement, le pionnier du nouveau régime* » (12). Rien de surprenant alors à ce que la médiocrité des traitements et les sujétions diverses ne provoquent guère de remous : « *Tout en réclamant, ils surent attendre*, écrit Buisson. *Ils ne doutaient pas de la République, ils lui faisaient crédit.* » Il faudra bien vingt, trente ans — le temps d'une nouvelle génération enseignante — pour que le capital de confiance s'effrite. Ce n'est qu'en 1905, le 26 novembre exactement, que quelques « hussards républicains » se dévêtiront de leur habit noir, proclamant que « *ce n'est pas au nom du gouvernement, même républicain, que l'instituteur confère son enseignement* ». « *Les instituteurs*, poursuit ce premier manifeste syndicaliste, *sont décidés à substituer à l'autorité administrative (...) la force syndicale (...). Nous instruisons les enfants du peuple, le jour. Quoi de plus naturel que nous songions à nous retrouver avec les hommes du peuple, le soir ?* »

Viennent ensuite les tranchées et les morts. La machine patriotique, dont l'école fut un rouage essentiel, fonctionne à merveille. En 1914, affirme Paul Gerbod, « *aucun sursaut pacifiste ne marque la société enseignante* » (13). Même le bouillant Gustave Hervé, l'instituteur qui fonda la revue *la Guerre sociale*, celui qui lançait à ses collègues dans *la Revue de l'enseignement primaire* : « *Camarades, faites votre examen de conscience : on vous a saturés de militarisme et, de la meilleure foi du monde, vous en avez saturé les jeunes générations !* », même cet homme-là passe au chauvinisme triomphant. Trente mille enseignants, dont vingt et un mille instituteurs, partent au front dès le début du conflit. Bilan définitif : 25 % des enseignants mobilisés périssent sur les champs de bataille, 30 % sont blessés.

Le réveil sera *douloureux*. L'idylle du pouvoir et des maîtres ne sera plus jamais parfaite et unanime. Double symbole : en 1924, les syndicats de fonctionnaires sont reconnus, et Célestin Freinet, rescapé de la grande guerre, remet en cause le pouvoir sacro-saint du maître, abolit l'estrade. Au grand dam de Jules Ferry sans doute, qui, le 1er septembre 1887, inquiet des remous corporatistes au sein des amicales d'instituteurs, s'emportait contre « *cette coalition des fonctionnaires, outrage vivant aux lois de l'Etat, à l'autorité centrale, au pouvoir républicain* ». ■

(1) Titre de la revue hebdomadaire du Syndicat national des instituteurs.

(2) L'expression est de Charles Péguy.

(3) Pierre Caspard et Jean-Noël Luc, « Questions sur l'enseignement primaire au dix-neuvième siècle », in *Histoire de l'éducation*, n° 6, avril 1980. *Sur le centenaire de* l'école laïque on lira avec intérêt l'article de Jacques Georges, « Modeste contribution aux cérémonies du centenaire », in *Cahiers ouverts*, n° 1, avril 1980.

(4) Cependant, les enfants qui ont obtenu à onze ans le certificat d'études primaires sont dispensés du temps de scolarité obligatoire qui leur reste. La seconde prolongation de la scolarité intervient le 9 août 1936 (quatorze ans) et la troisième le 6 janvier 1959 (seize ans).

(5) Pour tous ces chiffres, cf. Antoine Prost, *l'Enseignement en France, 1800-1967*, Armand Colin, 1968.

(6) Même école, « *depuis l'âge de cinq ans jusqu'à douze ans pour les garçons et jusqu'à onze pour les filles* », « *mêmes vêtements, même nourriture, mêmes soins* » pour « *tous les enfants sans distinction et sans exception* », dit le plan de Michel Lepeletier lu à la Convention par Robespierre en juillet 1793. « *Dans la charge de ces établissements*, était-il précisé, *presque tout portera sur le riche.* »

(7) Cf. François Furet et Jacques Ozouf, *Lire et Ecrire*, tome I, Editions de minuit, 1977.

(8) Cf. Alain Cottereau « Travail, école, famille : aspects de la vie des enfants d'ouvriers à Paris au dix-neuvième siècle », Centre d'étude des mouvements sociaux, juin 1977

(9) Theodore Zeldin, *Histoire des passions françaises*, tome II, « Orgueil et intelligence », p. 181.

(10) Maurice Gontard, *L'œuvre scolaire de la IIIe République*, C.R.D.P. de Toulouse, p. 122.

(11) Code Soleil, le *Livre des instituteurs*, SUDEL, 1977, quarante-septième édition.

(12) Ferdinand Buisson, *la Foi laïque*, Paris, 1912.

(13) Paul Gerbod, *les Enseignants et la politique*, PUF, 1976, p. 29 et sq. Exception faite toutefois pour l'Ecole de la fédération, héritière de l'Ecole émancipée, disparue en 1914, dont les animateurs sont pacifistes.

LES GRANDES LOIS LAIQUES

Loi du 9 août 1879 : oblige les départements à entretenir une école normale d'institutrices

Loi du 16 juin 1881 : décide la gratuité des écoles primaires publiques (loi Ferry)

Loi du 28 mars 1882 : rend l'enseignement primaire obligatoire et *laïque* et charge des commissions municipales scolaires de contrôler l'assiduité (loi Ferry).

Loi du 30 octobre 1886 : laïcise le personnel enseignant et décide de l'organisation générale de l'enseignement primaire (loi Goblet)

Loi du 19 juillet 1889 : fixe les dépenses de l'enseignement primaire et décide le paiement des instituteurs par l'Etat

Le Monde

étranger

APRÈS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE

L'annonce du coup d'Etat *militaire* en Turquie n'a pas provoqué, dans l'ensemble, beaucoup de surprise dans le monde. La dégradation de la situation *laissait envisager cette* éventualité après les avertissements répétés de l'état-major turc au pouvoir civil et les précédents de 1960 et de 1971. Mais la prise du pouvoir par les généraux suscite un certain nombre de commentaires.

● A MOSCOU, les milieux officiels paraissent éprouver une certaine *inquiétude, que* traduit notamment l'insistance avec laquelle l'agence Tass indique que le général Evren a *réaffirmé la fidélité de* la Turquie à l'OTAN. On rappelle dans la capitale soviétique que même avant le coup d'Etat, Washington et l'*organisation* atlantique *espéraient* « entraîner la Turquie sur le front antisoviétique », comme l'écrivaient les « Izvestia » en avril dernier. Mais la « Pravda » a annoncé la nouvelle ce samedi *matin* 13 septembre sans véritable commentaire politique et a rappelé que le général Evren souhaitait voir son pays conserver de bonnes *relations* avec ses voisins, dont l'U.R.S.S.

● *A BRUXELLES*, la *Commission des Communautés européennes* a exprimé « l'espoir que les droits de l'homme seront respectés en Turquie et que les *institutions y seront* rétablies ».

● A LONDRES, le Foreign Office s'est refusé à toute déclaration, mais la presse britannique commente *abondamment* le *coup* d'Etat en insistant le plus souvent sur le soulagement relatif avec lequel il peut être accueilli en Occident. La presse conservatrice se montre *particulièrement compréhensive* à l'égard du général Evren.

● A BONN, le chancelier Schmidt a espéré « un retour rapide de la Turquie à des conditions de vie démocratique normales ». *Le* ministère des finances n'a pas voulu se prononcer dans l'immédiat sur la poursuite de l'importante aide économique accordée par la *R.F.A.* à la *Turquie*.

● A ROME, *le gouvernement* a *exprimé sa* « profonde préoccupation » et son « inquiétude » devant les événements. La presse consacre une très large place au coup l'Etat, et certains commentaires soulignent que la situation en Turquie et celle que connaît actuellement l'Italie présentent *certaines analogies* : crise économique, terrorisme, immobilisme politique...

● A STOCKHOLM, le ministre suédois des affaires étrangères, M. Ullsten, a déclaré que *le coup d'Etat* était « *un revers* pour la démocratie en Europe » et a lancé un appel aux nouveaux dirigeants pour qu'ils libèrent les personnalités politiques *assignées à résidence*.

● A COPENHAGUE, nous signale notre correspondante, on considère que les livraisons d'armes à destination de l'armée turque doivent être *suspendues* « *sine die* ». Le ministre des affaires étrangères a indiqué que le gouvernement danois « ne pouvait sous aucun prétexte approuver une prise du pouvoir par des militaires ».

Comme un jour normal...

(Suite de la première page.)

Quelle sera la composition du *futur gouvernement ?* Sera-t-il un cabinet de techniciens civils ou une équipe réunissant des militaires et des civils? Une Assemblée constituante sera-t-elle *chargée* de la rédaction de la nouvelle Loi fondamentale ? *Quels en seront la composition* et le mode d'élection ? Aucune information ne filtre, à *l'heure* actuelle, quant aux intentions des auteurs du coup d'Etat.

En attendant, le général Saltik, secrétaire général du C.N.S., remplit les fonctions de premier *ministre*. M. Ozal, *ancien secrétaire* général de la présidence du conseil sous M. Demirel, et qui est *en même temps* directeur du Plan, aurait été désigné comme *chef de la délégation turque* auprès des organismes financiers internationaux. M. Aydinoglu, gouverneur de la banque centrale, serait chargé de coordonner la *politique* économique et financière. Les deux hommes ont rendu *compte*, vendredi, aux *membres* du C.N.S., de la situation de l'économie.

On s'attend à d'importants mouvements dans *l'administration, et notamment dans* le corps des gouverneurs civils des départements. Le général Tolunay, commandant adjoint de la gendarmerie nationale, vient d'être nommé directeur général de la sécurité, en remplacement d'un *titulaire civil. Cette administration*, qui dépendait jusqu'à présent du ministère de l'intérieur, passe sous l'autorité du commandement de la gendarmerie nationale. D'autre part, les maires d'Istanbul et d'Antalya ont été remplacés par *des militaires*.

Les chefs des principaux partis politiques ont été transférés, vendredi, vers d'importantes bases militaires, mais seront libérés « *en temps opportun* », *précise-t-on*.

Fidélité aux alliances

L'ancien premier ministre, M. Demirel, chef du parti de la justice (droite), et sa femme, ainsi que M. Ecevit, chef de l'opposition et président du parti républicain *du peuple (social-démocrate)*, accompagné de son épouse, se trouvent dans un camp militaire de Gelibolu, *près* des Dardanelles. M. Erbakan, chef du Parti du salut national (pro-islaislamique), est assigné à résidence à la base navale *d'Uzunada*, près d'Izmir. Quant à M. Türkes, chef du Parti du mouvement nationaliste (extrême droite), il demeure toujours introuvable, et des rumeurs contradictoires *circulent* à Ankara sur son sort. *M. Caglayangil*, ancien *chef* de l'Etat par intérim, demeure sous résidence surveillée dans la capitale.

Du côté de la politique étrangère, le C.N.S. s'affirme partisan de la continuité. Le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, *M. Türkmen*, a commencé à convoquer par petits groupes, vendredi après-midi, les ambassadeurs des pays étrangers en poste à Ankara.

Il leur a expliqué que la Turquie entendait demeurer fidèle à tous les pactes et groupes dont elle fait *partie, notamment* l'OTAN et le Conseil de l'Europe. Il a ajouté que *les manœuvres militaires de l'organisation* atlantique, qui ont commencé en Thrace orientale, continueraient à se dérouler normalement selon le programme établi. Il est significatif que les premiers ambassadeurs reçus par le secrétaire général représentaient tous des pays membres de l'alliance atlantique.

M. Türkmen aurait par ailleurs déclaré à ses interlocuteurs que le C.N.S. ne désirait pas traduire en justice les dirigeants des partis et les parlementaires. C'est là une différence nette et encourageante par rapport au coup d'Etat de mai 1960 : une Haute Cour, composée de juges militaires et civils, avait *alors jugé et condamné* « *pour avoir violé la Constitution* » les membres du gouvernement du parti démocrate de Menderes, et les élus de cette formation. Menderes et deux autres ministres avaient été pendus, le chef de *l'Etat d'alors*, M. Bayar, *voyant* la peine de mort prononcée contre lui commuée en prison à vie. De nombreux députés du parti démocrate condamnés à de lourdes peines de prison ne furent libérés que grâce à une loi d'amnistie *votée* plusieurs années plus tard.

ARTUN UNSAL.

NICOSIE : une menace de durcissement dans les pourparlers intercommunautaires.

(De notre correspondant.)

Nicosie. — Le gouvernement chypriote évite de commenter officiellement le coup d'Etat et *attend une clarification de* la situation. Les événements risquent en tout cas de peser sur la reprise, le 16 septembre, des pourparlers intercommunautaires pour le règlement du problème de Chypre. Les dirigeants chy*priotes turcs dépendent* entièrement d'Ankara et le véritable interlocuteur à la table de négociations sera le gouvernement turc, fait-on remarquer.

De source proche des Nations unies dans la capitale chypriote on *laisse entendre toutefois* que la date des négociations n'a pas été reportée. M. Raouf Denktash, le leader chypriote turc, a estimé de son côté que les événements de Turquie « *n'influenceront pas les pourparlers à Chypre* ». Il a *qualifié* le *putsch militaire* en Turquie d'« historique » et ajouté qu'il « *contribuera à la prospérité de la nation turque* ».

Ces propos pourraient signifier un durcissement de la position turque, une attitude négative au moins temporairement. Entretemps, les forces armées turques à Chypre, quelque trente mille hommes, ont été mises en état d'alerte et le seul passage autorisé entre les *deux* secteurs grec et turc le long de la ligne de démarcation était *fermé* le 12 septembre.

DIMITRI ANDREOU.

LE MESSAGE DU GÉNÉRAL EVREN

Un violent réquisitoire contre les carences du pouvoir civil

De notre correspondant

Ankara. — Après s'être rendu au mausolée d'Atatürk, le général Evren a lu, le 12 septembre, à *midi, un message à la télévision* et à la radio (nos dernières éditions du 13 septembre). Reprenant les thèmes des différents avertissements qu'il a lancés depuis deux ans, le chef d'état-major général a déclaré que la *Turquie traverse* la *plus longue* crise de l'histoire de la République, tandis que l'anarchie, la terreur et les menées séparatistes font vingt victimes par jour.

Il a déploré que des « *divergences factices* » aient été créées entre les Turcs partageant la même religion et les mêmes valeurs nationales, au point qu'ils en viennent à *s'entretuer*. Cette situation, a-t-il dit, était impossible à *imaginer il y a dix ans.*

Pour le général Evren, les civils n'ont pas compris que les troubles que connaît la Turquie étaient pleinement conformes à la stratégie *d'infiltration et d'affaiblissement* menée par ses adversaires. « *N'ayant ni pris conscience de ce danger, ni pris les décisions propres à assurer la sécurité intérieure et les mesures prioritaires pour combattre ces adversaires, les dirigeants civils ont été victimes de rivalités politiques et de simples calculs partisans fondés sur le caprice et l'irréalisme.* »

Le général Evren a estimé qu'il aurait fallu prendre des mesures légales, réorganiser l'administration, améliorer les conditions sociales, l'éducation nationale et les relations de travail, ce dont se souciaient peu les sénateurs et les députés, qu'il a accusés d'être restés des spectateurs irresponsables guidés par leurs intérêts partisans. Lorsque le pouvoir voulait *prendre* des mesures qu'il estimait nécessaires, a-t-il dit, l'opposition les en empêchait de façon tout à fait irresponsable en un moment où la Turquie avait le plus grand besoin d'unité nationale et de solidarité.

Les parlementaires, a-t-il ajouté, ont ainsi facilité les polarisations et les divisions. « *Au lieu d'aller de concert pour éteindre le feu, ils ont versé de l'essence, leur objectif étant d'arriver au pouvoir.* »

Le chef de l'état-major a de nouveau indiqué que la séparation des pouvoirs inscrite dans la Constitution s'est révélée à la pratique une lutte des pouvoirs, *au grand dam* du pays. Après avoir mis en cause indirectement aussi bien les organes de la justice que les universités retranchés derrière les slogans de l'état de *droit et de l'autonomie*, le général Evren a accusé les partis politiques d'avoir œuvré continuellement pour accroître la tension intérieure du pays et, en somme, d'avoir encouragé les menées séparatistes et subversives. Il a *déploré* l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat du fait que chaque parti s'efforçait de placer ses hommes dans l'administration.

Le Parlement paralysé

Le général s'en est pris à ceux qui *avaient refusé de chanter* l'hymne national, « *symbole de l'indépendance, de l'unité et de la solidarité de la nation turque, agissant comme des fanatiques religieux ou comme des partisans des idéologies étrangères, et qui chantaient à la place* l'Internationale ». Les forces armées, a-t-il dit, observaient depuis longtemps attentivement ces incidents. Elles ont lancé des appels à tous les organes constitutionnels, qui, incapables d'utiliser leurs *compétences*, contemplaient ces développements dans un état de prostration.

Depuis huit mois, a souligné le général Evren, rien n'a été fait, *et le* Parlement *se trouve* paralysé *depuis le 22 mars 1980*. De petits calculs politiques ont mené dans l'impasse les élections présidentielles. Dans aucun pays du monde une telle démarche n'a *jamais été prise* aussi à la légère.

Le général a condamné les agissements de ceux qui, par calcul électoral, sèment la discorde entre les membres des sectes religieuses, qui, jusqu'alors, vivaient tranquillement, alors que les organes constitutionnels *ne* sont pas conscients des dangers que courait *l'Etat* et n'avaient pas vu la dynamite placée dans les fondements mêmes de l'Etat par ses adversaires.

Dans les deux dernières années, il y a eu 5 241 tués *et* 14 152 blessés, a rappelé le chef d'état-major *général*. Or les pertes de l'armée turque pendant la bataille de Sakarya (1921) se sont élevées à 5 713 morts et 18 480 blessés. Il y a bel et bien une guerre larvée *dans* le pays.

C'est pour ces raisons, a dit le général Evren, que les forces armées ont pris le pouvoir d'abord pour sauvegarder l'unité nationale, pour préserver les droits et libertés, la vie, les biens *et la sécurité des citoyens*, ensuite pour restaurer l'autorité de l'Etat.

« *Nous étions obligés de le faire,* a-t-il dit. *La Turquie devra entrer dans une période de développement économique accéléré, et l'armée turque se fonde uniquement sur les idées kémalistes.* »

A cette fin, a assuré le général, *l'armée transmettra* dès *que possible* « *l'administration du pays à un régime démocratique fondé sur les principes de la laïcité et du droit* ».

Reprenant la phrase célèbre du préambule de la Constitution de 1961 sur l'unité du pays, le général Evren a conclu que l'armée turque, attachée au natio*nalisme* kémaliste, *est fidèle au* principe de la paix dans le pays et dans le monde et croit qu'elle surmontera cette période difficile avec la nation tout entière. Il a invité la Turquie a demeurer fidèle à toutes les alliances *dont elle fait* partie, notamment à l'OTAN. Il a ajouté que la Turquie, attachée à la politique de bon voisinage, poursuivra ses relations économiques, sociales et *culturelles* avec *tous* les pays, et notamment ses voisins, dans l'indépendance et le respect mutuel, la non-ingérence dans les affaires intérieures et dans la légalité. La Turquie poursuivra une politique pacifique dans le règlement des *questions* internationales. — A. T.

(Dessin de KONK.)

De la fondation de la République aux interventions répétées de l'armée

Nous avons publié dans nos éditions datées du 13 septembre une chronologie des *événements qui ont conduit* du coup de force militaire de mars 1971 au coup d'Etat du *12 septembre. Voici les* principales dates de l'histoire turque depuis la fondation de la République jusqu'à 1971.

23 AVRIL 1920. — A l'invitation de Mustapha Kemal, qui avait condamné la politique du gouvernement impérial avant même le déclenchement du conflit avec la Grèce (dont le futur Atatürk apparaissait comme le grand vainqueur), *une grande Assemblée* nationale se réunit et se proclame représentative de l'ensemble du pays. Elle délègue ses pouvoirs à un conseil des ministres présidé par Mustapha Kemal.

JUIN-AOUT 1923. — Election de la seconde Assemblée nationale, qui voit le triomphe des candidats kémalistes.

29 OCTOBRE 1923. — Proclamation de la République turque, dont Mustapha Kemal est aussitôt élu président. Il désigne son principal collaborateur, Ismet Inonü, comme premier ministre.

1923-1938. — Mustapha Kemal, avec le soutien du parti unique créé à *cette fin* (parti républicain du peuple), modernise le pays, écrase les tentatives de séparatisme kurde et la réaction intégriste religieuse, fait taire les oppositions et dote la Turquie d'une Constitution de type parlementaire (20 avril 1924). De bons rapports sont établis avec les pays voisins, dont la Grèce.

10 NOVEMBRE 1938. — *Mort de Mustapha Kemal*. Ismet Inonü lui succède et doit poursuivre l'accomplissement des réformes parfois considérables lancées par Atatürk, sans disposer du charisme personnel du fondateur de la Turquie moderne.

1939-1945. — La Turquie reste à l'écart de la guerre et tente de louvoyer entre les deux camps, puis se rapproche des alliés à la fin du conflit mondial.

1945. — A la demande des Américains, qui *s'inquiètent des* mécontentements provoqués par les difficultés économiques et la politique d'Ismet Inonü, la création de nouveaux partis politiques est autorisée.

MAI 1950. — Le parti démocrate, constitué par des dissidents du parti républicain du peuple, et qui avait enregistré certains succès au *précédent scrutin* législatif, remporte un véritable triomphe, *qui donne* lieu à certains troubles, notamment dans les campagnes. Le nouveau président de la République est Djelal Bayar, et le président du conseil, Adnan Menderes.

1950-1960. — Le règne du parti démocrate est d'abord marqué par l'abolition de certaines interdic*tions édictées par* Atatürk, dans le domaine religieux notamment, par l'appel aux capitaux étrangers et une intégration *plus étroite* de la Turquie dans le camp occiden*tal. Les scrutins* ultérieurs confirment la victoire des partisans de Menderes, mais marquent en même temps leur *déclin. L'opposition* se durcit, surtout après les élections de 1957, tandis que de violentes manifestations éclatent à Istanbul, en particulier, entre les *communautés* grecque et turque. *Des lois* fortement répressives sont adoptées.

27 MAI 1960. — L'armée prend le pouvoir et fait arrêter les principales personnalités du régime. Le parti démocrate est dissous. Quinze condamnations à mort sont prononcées, dont celle de *Menderes*.

13 JUILLET 1961. — La nouvelle Constitution, présentée par le gouvernement *du général Gursel*, est adoptée par référendum.

SEPTEMBRE 1961. — Menderes et deux autres anciens *dirigeants sont* pendus.

20 NOVEMBRE 1961. — Ismet Inonü forme un gouvernement de coalition.

22 FEVRIER 1962. — Une tentative de coup d'Etat fomentée par une partie de l'armée de terre, est déjouée.

21 MAI 1963. — Une tentative de putsch des officiers de l'Ecole de guerre est écrasée à Ankara.

10 OCTOBRE 1965. — Les élections générales portent au pouvoir M. Suleyman Demirel, *président* du parti de la justice.

1970. — Succession de crises. Le gouvernement *devient minoritaire*. De violentes bagarres éclatent ; un état de siège partiel est proclamé. La livre turque est dévaluée des deux tiers.

JANVIER - MARS 1971. — Les violences se *multiplient, tandis* que la crise économique s'aggrave.

12 MARS 1971. — Le haut commandement militaire prend le pouvoir politique sous son contrôle. L'état de siège ne sera levé qu'avec les élections *du 14 octobre 1973*, et M. Demirel retrouvera le pouvoir dix-huit mois plus tard.

CHEZ LES TURCS DE PARIS

« *Non à la junte fasciste !* » *Aïcha calligraphie posément sur une grande feuille de carton orange, dans une pièce enfumée de l'union départementale de Paris de la* C.F.D.T. *De tous les ateliers de confection du Sentier et de Belleville, on vient ici aux nouvelles. Ismaïl, après avoir entendu la radio vendredi matin, n'a même pas pris le chemin de l'atelier :* « Je suis venu directement ici. »

Fasciste, la junte ? Pour tous cela va de soi. Et s'il n'y a eu aucune effusion de sang, « c'est parce que les gens ont peur », *estime Amet. La seule mention des Etats-Unis déclenche des rires entendus. Pour Ismaïl, il ne fait pas de doute que les Américains ont téléguidé le coup d'Etat :* « La preuve ? Evren était encore aux Etats-Unis le mois dernier. »

Même mobilisation tranquille — pour aucun d'entre eux le putsch n'a été totalement une surprise — dans cet atelier du quartier de Pigalle : « Il faudrait faire quelque chose tout de suite », *affirme Abdullah, qui craint pour sa famille,* « plutôt sympathisante Ecevit ». *Faute d'informations précises, des rumeurs courent : il y aurait eu trois morts et vingt blessés à Ankara.*

« Faire quelque chose », *tout de suite : faute de mieux on s'est contenté, vendredi soir, de distribuer à la sauvette quelques tracts aux passants en goguette, sur les grands boulevards et au quartier Latin. Loin d'Istanbul.*